

FASCISME ET GRAND CAPITAL

DANIEL GUÉRIN

FASCISME
ET GRAND CAPITAL



LIBERTALIA

DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION « CEUX D'EN BAS »

ROBERT TOMBS, *Paris, bivouac des révolutions*

MATTHIAS BOUCHENOT, *Tenir la rue*

WILLIAM BLANC & CHRISTOPHE NAUDIN, *Charles Martel et la bataille de Poitiers*

LUCIA KATZ, *L'Avènement du sans-abri*

JULES ANDRIEU, *Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris*

ANTOINE GIMENEZ & LES GIMÉNOLOGUES, *Les Fils de la nuit*

WILLIAM BLANC, *Le Roi Arthur*

AURÉLIE CARRIER, *Le Grand Soir*

JULIEN CHUZEVILLE, *Un court moment révolutionnaire*

Actualité & catalogue complet : editionslibertalia.com

L'appareil critique de cette édition augmentée a été préparé par Charles Jacquier. Le texte de Dwight Macdonald (1938), présenté pour la première fois dans son intégralité en postface, a été traduit par Frédéric Cotton.

© Éditions La Découverte

© Éditions Libertalia, pour cette édition critique, 2014

QUAND LE FASCISME NOUS DEVANÇAIT

Le texte qui suit a été rédigé au printemps de 1954. La revue Les Temps modernes, préparant alors un numéro spécial sur « La gauche », m'avait demandé de survoler la fatale décennie où le fascisme ne cessa de devancer les forces ouvrières et démocratiques. Mais l'article en question, bien que déjà composé, ne fut pas retenu par la revue. Il a été publié depuis, à deux reprises, en brochure. Je n'en ai modifié, pour les actualiser, que les quelques lignes de conclusion.

D. G.

À l'orée de la décennie 1930-1940 où il allait s'agir d'affronter le fascisme, et de le vaincre, sous peine d'être submergé par lui, la gauche française présentait un affligeant spectacle : celui de la division, de la pétrification et de l'impuissance. Non pas qu'elle fut aussi mal en point qu'elle l'est aujourd'hui. Elle vivait encore, elle était riche en hommes à qui ne manquaient ni la personnalité, ni le tempérament, ni l'expérience. Elle reflétait encore les derniers rayons d'un glorieux passé. Elle n'avait pas encore laissé se perdre les traditions du socialisme et du communisme classiques ; les uns étaient encore imprégnés de Guesde et de Jaurès, les autres encore illuminés par la prestigieuse épopée de la révolution russe et des premières années de l'Internationale communiste, une des plus fécondes expériences de l'histoire humaine.

Mais la gauche française était installée, enlisée, dans la scission ouvrière. L'habitude de la lutte fratricide était devenue pour elle une seconde nature. Chacun de ses deux tronçons se trouvait comme figé dans un stéréotype.

D'un côté, la vieille SFIO¹, exerçant encore son influence sur certaines couches ouvrières et assurément beaucoup plus « gauche » (au moins en paroles) que l'actuel parti de Guy Mollet, plus attachée aussi que ce dernier à la « démocratie intérieure », pas encore abâtardie par l'exercice du pouvoir, mais déjà engluée dans la collaboration des classes, dans l'électoratisme à la petite semaine et gaspillant

1. Section française de l'Internationale ouvrière [NDE].

ses dernières énergies à répéter les litanies monotones de sa polémique avec les « scissionnistes de Tours ».

De l'autre, le Parti communiste (PC), beaucoup plus faible numériquement que de nos jours, gauchiste, sectaire, voire aventuriste, enfoncé jusqu'au cou dans la dénonciation quotidienne des « social-traitres » et s'efforçant de dissimuler, sous les mots d'ordres ronflants et extrémistes de la « troisième période¹ », la coexistence pacifique avec le monde capitaliste dont Moscou estimait avoir besoin pour (en théorie) « construire le socialisme » sur le sixième de la planète, (en pratique) consolider le pouvoir d'une nouvelle bureaucratie.

Et c'est ce mouvement divisé, ossifié, négatif, la vue bornée par d'énormes œillères, qui allait, tout au long de la décennie, être réveillé en sursaut par une série ininterrompue de coups de tonnerre, pris à l'improviste par des événements gigantesques, dont il n'eut ni le pressentiment ni la direction, arraché chaque fois à sa passivité par des forces adverses plus agressives.

Tout d'abord, le coup de tonnerre de la crise économique mondiale, qui éclata à la fin de 1929 et qui, s'il lui procura, sur le papier, un triomphe facile, une

1. Au VI^e congrès de l'Internationale communiste, sous l'influence de Staline, est adoptée la politique dite de « troisième période », qui décide de renforcer la lutte contre les socialistes, qualifiés de « social-fascistes ». Après la situation révolutionnaire aiguë (1918-1923) et la période de la stabilisation capitaliste et de rétablissement de l'économie de l'URSS (1923-1928), elle était caractérisée comme celle de la construction socialiste en URSS et de l'aggravation de la crise du capitalisme amenant un nouvel essor de la révolution. Si elle fut bien celle d'une crise majeure du capitalisme, elle ne se manifesta pas par une victoire révolutionnaire, mais, bien au contraire, par « un renforcement inouï des tendances nationalistes et impérialistes les plus réactionnaires, une époque de bouleversement fasciste et de destruction de tout le mouvement socialiste et communiste », comme l'écrit Ossip K. Flechtheim (*Le Parti communiste allemand sous la république de Weimar*, François Maspero, « Bibliothèque socialiste », 1972, p. 182). Trotski y consacra l'article « La "troisième période" d'erreurs de l'Internationale communiste » (1930) : https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/01/300108_1.htm [NDE]

justification bienvenue, quoique imprévue, de sa théorie, le prit, en réalité, absolument au dépourvu : les dirigeants du Kremlin, qui avaient confidentiellement mis sur la stabilisation temporaire du monde capitaliste, ne furent pas moins surpris (malgré leurs affirmations contraires) que les naïfs sociaux-démocrates, qui s'étaient laissés prendre au mirage de la « prospérité américaine ».

Et, quelques mois plus tard, ce fut le coup de tonnerre des élections allemandes du 14 septembre 1930, les nazis enlevant 107 sièges au Reichstag (au lieu de 12 qu'ils détenaient précédemment), dans un énorme fracas de bottes et de *Sieg Heil!* Brusquement, sans avoir même eu le temps de le voir venir et de faire mine de l'exorciser, la gauche française, scolastique et prisonnière de ses antiques formules, avait devant elle le spectre presque inconnu du fascisme. Pourtant, l'apparition menaçante n'était pas tout à fait nouvelle. Il y avait huit ans déjà que cette affection, encore mal définie par la médecine sociologique, s'était emparée de la voisine Italie et l'avait terrassée. Mais la gauche n'avait jamais pris très au sérieux le phénomène transalpin. Elle avait vitupéré les assassins de Matteotti, comme il se devait, puis retrouvé le ton de la blague. Paul-Boncour avait lancé son : *César de carnaval!* On n'avait pas voulu admettre que l'on avait affaire à une maladie contagieuse, et que les mêmes causes pouvaient engendrer ailleurs les mêmes effets. Jusqu'en Italie, les socialistes, peu avant la marche sur Rome, s'étaient esclaffés. Quant aux communistes, ils s'étaient condamnés à nier le danger fasciste en affirmant qu'il y avait identité entre les diverses formes de la domination bourgeoise, fût-elle affublée de l'étiquette « démocratique » ou de l'étiquette de « fasciste ». Après la défaite, les vaincus italiens avaient été les premiers à persuader leurs frères des autres pays occidentaux qu'ils n'avaient pas à redouter un accident

similaire : on n'assisterait jamais à une marche sur Berlin ; la République de Weimar était au-dessus de toute atteinte. Et les bons Allemands, dans leur orgueil béat, s'étaient laissé convaincre : sociaux-démocrates et communistes avaient proclamé avec ensemble que la classe ouvrière allemande avait une trop haute éducation politique : « un écrasement aussi brutal de la démocratie » était impensable au pays de Goethe. Le fascisme n'avait de chances que dans des pays arriérés et semi-agricoles, etc.

Le coup de tonnerre du 14 septembre 1930 n'avait pas suffi à ouvrir les yeux de ces aveugles. À la veille même de la victoire hitlérienne, à la fin de 1932, les rédacteurs du *Vorwärts* comme ceux de la *Rote Fahne* s'obstinaient à rendre des oracles aux termes desquels le national-socialisme n'exhalait plus que l'odeur d'un « cadavre pourri ». Léon Blum eut donc quelques excuses, lorsque, au même moment, il pronostiqua, dans un trop célèbre article, le déclin et l'échec final du Führer¹.

Mais les « réactions en chaîne », comme on dit aujourd'hui, continuaient à surprendre notre gauche à un rythme inexorable. Le 30 janvier 1933, c'était le coup de tonnerre de la prise du pouvoir par le national-socialisme, que suivirent de près la provocation de l'incendie du Reichstag² et la mise hors la loi ou hors de combat du mouvement ouvrier allemand.

1. En 1931, dans *Les Problèmes de la paix*, Léon Blum avait écrit que « Hitler est aujourd'hui plus loin du pouvoir que le général Boulanger le soir du 27 janvier 1889. [...] Doit-on redouter qu'il s'en rapproche? Non, selon moi. Je crois que l'astre hitlérien est déjà monté au plus haut de sa course, qu'il a déjà touché son zénith ». Tout au long de l'année suivante, il écrivit que Hitler ne pouvait pas arriver au pouvoir. Et, après le 30 janvier 1933, il ne vit, dans un premier temps, « dans le gouvernement Hitler qu'un cabinet de coalition sans avenir ni liberté d'action ». Lire BARIÉTY Jacques, « Léon Blum et l'Allemagne 1930-1938 », dans *Les Relations franco-allemandes 1933-1939*, Éditions du CNRS, 1976, p. 33-55 [NDE].

2. La thèse de la « provocation » nazie a été d'emblée contestée par quelques individualités d'extrême gauche comme l'anarchiste André Prudhommeaux. Lire

Cette fois enfin la gauche française se sentit prise à la gorge. Barrer la route à l'épidémie fasciste devenait pour elle une question de vie ou de mort. Le petit jeu qui consistait à dénoncer (en théorie) le régime capitaliste tout en reportant sa destruction aux calendes grecques et en s'y aménageant une couche douillette avait cessé d'être de tout repos. Il fallait songer à se défendre sous peine de périr.

Et, même à cette heure de panique, il y eut encore parmi nous des militants bornés dont le calvaire de la lointaine Allemagne ne troubla pas trop la quiétude : les « macaronis » italiens s'étaient donnés à Mussolini parce qu'ils avaient le goût du clinquant et du superlatif; les « boches » avaient cédé à Hitler parce qu'ils affectionnaient le pas de l'oie; mais nous autres Français nous étions trop « fortiches » pour tomber dans le panneau. La gauche avait aussi ses petits bourgeois qui n'aimaient point qu'on les alarme. J'entends encore la regrettée Suzanne Buisson, de la Fédération socialiste de la Seine, s'écrier : « Mes petits amis, à force de crier au péril fasciste, vous allez le faire naître ! » Elle devait mourir quelques années plus tard aux mains des bourreaux nazis.

L'effondrement vertigineux de la démocratie allemande, et la nouvelle réaction en chaîne que fut, l'année suivante, l'écrasement sanglant du prolétariat viennois¹,

JACQUIER Charles, « Le chemin de la vérité. André Prudhommeaux, l'incendie du Reichstag et la défense de Marinus Van der Lubbe », *Agone*, n° 47, 2012 : <http://revueagone.revues.org/1067>. Depuis, des historiens comme Hans Mommsen ont aussi fait entendre un point de vue plus complexe que ladite thèse. Lire MOMMSEN H., « L'incendie du Reichstag et ses conséquences politiques », dans *Le National-Socialisme et la société allemande (Dix essais d'histoire sociale et politique)*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997, p. 101-178 [NDE].

1. L'insurrection de Vienne opposa, du 12 au 16 février 1934, les forces répressives (police et armée) aux milices socialistes, la défaite de ces dernières marquant la victoire de l'austro-fascisme. Lire l'analyse à chaud de l'économiste marxiste Julius Dickmann : « Témoignage », *Agone*, n° 23, 2000 : <http://revueagone.revues.org/895> [NDE].

l'extension sinistre et continue de la tache fasciste, tout appelait, tout rendait indispensable et urgent le rajeunissement des concepts aussi bien que des méthodes de lutte de la gauche française. Il lui fallait s'arracher, avant qu'il fût trop tard, non seulement à la stagnation et à la fossilisation de son bagage doctrinal, mais aussi à la division : pour survivre, elle devait se hâter de refaire l'unité ouvrière.

Mais rien n'est plus malaisé que de recoller des morceaux qui, depuis des années, ont pris l'habitude d'une existence séparée. Ou plutôt, rien n'est plus difficile que d'amener les détenteurs de fiefs électoraux ou syndicaux à sacrifier à l'unité ouvrière des situations acquises. Car, pour ce qui était du prolétariat proprement dit, son instinct de classe élémentaire ne le trompait pas, et il n'avait jamais cessé, lui, d'aspirer au rétablissement de cette union qui fait la force. Mais, difficulté supplémentaire, le problème de l'unité avait sa clé hors de France. Le mouvement ouvrier français n'avait de chances d'être réuni que s'il plaisait aux dirigeants du Kremlin. Or ceux-ci, dans la période qui précéda la défaite allemande, et pour des raisons si obscures ou si peu avouables¹ qu'elles n'ont, au fond, jamais été complètement élucidées, avaient poussé l'outrance jusqu'à traiter la social-démocratie et le fascisme de « frères jumeaux » et jusqu'à obliger les communistes allemands, en une certaine occasion, à joindre leurs bulletins de vote à ceux des nazis. Les cruelles leçons de la défaite, que la plume étincelante de Trotski venait de tirer², allaient-elles les faire renoncer à cette tactique de suicide?

Quelques démarches isolées avaient bien été tentées en France pour sortir de l'impuissance et de la division, mais

1. Certains croient que, dès cette époque, l'URSS, se défiant principalement des « démocraties » occidentales, plantait les premiers jalons qui devaient conduire au pacte germano-soviétique de 1939.

2. Lire *Problèmes de la révolution allemande*, 1931 ; *La Seule Voie*, 1932 ; *Et maintenant ?*, 1932, etc., rassemblés dans *Écrits*, t. III, 1959.

sans succès. Dès 1931, un comité de 22 notabilités syndicalistes, appartenant à la minorité de la CGT et de la CGT-U en même temps qu'à des organisations autonomes, avait lancé un manifeste en faveur du rétablissement de l'unité syndicale¹. Son action, ponctuée chaque semaine par le journal *Le Cri du peuple*, n'était pas restée sans échos. Mais il avait été finalement laminé entre les puissantes directions des deux centrales ouvrières rivales : la minorité non communiste avait été purement et simplement expulsée de la CGT-U et, se trouvant suspendue dans le vide, elle s'était laissée recueillir par la bureaucratie de Léon Jouhaux, elle avait franchi, avec une regrettable précipitation, le « Rubicon » du réformisme².

Ensuite, en 1933, après la catastrophe allemande, un certain nombre de militants révolutionnaires français, socialistes ou syndicalistes de gauche et rescapés du communisme, s'étaient réunis avec les plus représentatifs des réfugiés allemands, appartenant à des tendances politiques similaires. Ensemble, ils avaient essayé de tirer les leçons de la défaite et de « repenser » les fondements théoriques et les modalités pratiques de leur action. Mais sans résultats tangibles ou, du moins, immédiats. La défaite était encore trop proche, et des questions de personnes, des rancunes sectaires aggravaient la myopie des émigrés d'outre-Rhin. Ils ne surent pas nous dire clairement pourquoi ils avaient été vaincus et comment nous devions nous y prendre pour éviter de l'être à notre tour³.

Et c'est alors que, les « réactions en chaîne » continuant à nous devancer, éclata le coup de tonnerre du 6 février

1. Lire le témoignage de Daniel Guérin sur le Comité des 22 dans *Front populaire, révolution manquée*, Agone, « Mémoires sociales », 2013, p. 60-74 [NDE].

2. Telle avait été l'accusation lancée contre elle et contre Pierre Monatte, en particulier, par Trotski.

3. Ce n'est que plus tard, à la fin de 1935, que les réfugiés allemands nous firent profiter utilement de leur expérience, lorsqu'ils nous aidèrent à fonder la Gauche révolutionnaire du Parti socialiste. Voir *Front populaire, révolution manquée*, *op. cit.*, p. 130-152.

1934. Cette fois, le fascisme était à nos portes. Il tenait la rue. Il prétendait prendre possession de notre Paris. Le sang coula. La place de la Concorde, les Champs-Élysées reflétèrent des lueurs d'incendie. Ce fut, dans nos rangs, une confusion, un saisissement indescriptibles.

Les socialistes s'étaient discrédités avec Léon Blum qui, la veille encore, faisait risette aux politiciens radicaux corrompus, aux protecteurs de l'escroc Stavisky, aux « voleurs » qui avaient fourni son prétexte à l'émeute fasciste.

Les communistes ne s'étaient pas moins compromis en criant « À bas les voleurs ! » avec les bandes du colonel de La Rocque et en défilant avec ces dernières, au coude à coude, sur toute la largeur de la rue Royale (j'en ai été le témoin oculaire). S'apercevant, un peu trop tard, qu'ils avaient soufflé sur le brasier fasciste, ils tentèrent un acrobatique rétablissement en jetant, le 9 février, leurs troupes de choc (des ouvriers très courageux) contre la police parisienne.

Dans ce *vacuum*, la classe ouvrière organisée ne perdit pas la tête. Et lorsque l'habile Jouhaux, à l'instigation, dit-on, d'un des ministres démissionnaires du 6 février, et pour canaliser dans des voies non violentes la protestation populaire, lança l'ordre de grève générale de vingt-quatre heures du 12 février, ce furent les travailleurs eux-mêmes qui, sans le moindre flottement, avec une unanimité disciplinée, dirent « non » au fascisme.

Mais ce réflexe de défense avait seulement prévenu le pire. Si, dans l'immédiat, il barra aux fascistes la route du pouvoir, ce fut au profit d'un gouvernement d'« union nationale » qui n'était pas tout à fait libre vis-à-vis des Croix-de-Feu. La brèche était colmatée, mais le danger nullement écarté.

Cependant, la gauche s'était ressaisie. Elle avait enfin « réalisé » toute la gravité du péril fasciste. Et le colonel de La Rocque (qui s'avéra n'être qu'un fantoche) l'aida, sans le

vouloir, à reprendre conscience d'elle-même. L'épouvantail du fascisme agit comme un puissant levain de renouveau révolutionnaire, en même temps qu'il contribua à ressouder les tronçons divisés de la gauche française.

Quelques initiatives heureuses accélérèrent ce redressement. À Saint-Denis, notamment, Jacques Doriot (le futur renégat) agita l'étendard de la révolte contre la direction du PC qui s'obstinait à refuser l'unité d'action avec la SFIO (ou qui ne l'acceptait qu'« à la base »), et la direction du PC, menacée d'être débordée, obtint le blanc-seing de Moscou pour l'unité d'action « au sommet ».

Mais à ce moment précis où l'on pouvait croire la gauche française définitivement sortie de l'ornière, à ce moment où tous les espoirs lui étaient permis¹, un nouveau malheur s'abatut sur elle. Les dieux du Kremlin, passant brusquement de l'intransigeance à l'opportunisme, obligèrent nos camarades communistes à solliciter l'alliance d'un parti bourgeois dont la pourriture avait, pour une large part, provoqué la flambée fasciste : le Parti radical-socialiste. Au lieu de transformer l'unité d'action « au sommet » en unité organique, sur un programme intermédiaire minimum de lutte contre les trusts et de transformation sociale, au lieu d'élargir ce bloc ouvrier en un front populaire groupant, *autour de la classe ouvrière*, la plus grande part possible des classes moyennes et des petits paysans paupérisés, les chefs du PC se laissèrent lier les mains par M. Daladier.

Le prétexte qu'on leur fit invoquer pour justifier cette mésalliance fut le souci d'enlever les classes moyennes au fascisme. En 1935, les classes moyennes venaient d'être

1. Espoirs que Trotski exprimait, à la fin d'octobre 1934, dans un brillant article : « Où va la France? », recueilli dans *Écrits*, t. II, 1958. (Lire en ligne : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf.htm>) [NDE].

découvertes (ou redécouvertes) par la gauche française. Il faut avouer que le socialisme classique les avait quelque peu négligées. Il avait annoncé, un peu vite et avec une satisfaction ostensible, leur disparition, baptisée, d'un mot à la fois maladroit et scientifiquement inexact : « prolétarisation ». Or l'on s'était aperçu que les mâtines s'obstinaient à survivre, mais dans un état de croissante *paupérisation*, et que la crise du régime capitaliste pouvait brusquement en faire des moutons enragés. C'étaient elles qui, prises de folie collective, avaient revêtu, dans des pays voisins, des chemises de diverses teintes et mis à mal des prolétaires, qu'on leur avait désignés comme boucs émissaires de leurs malheurs. Il était donc urgent d'empêcher les classes moyennes d'écouter les sirènes fascistes. Comment s'y prendre? En s'alliant, répondaient les augures du PC, au Parti radical-socialiste, le parti par excellence des classes moyennes. L'argument n'avait qu'un défaut : il ne pouvait, de toute évidence, être mis fin aux tribulations des classes moyennes qu'en portant des coups décisifs au capital monopoliste qui les ruine. Mais, si l'on s'associait avec des partis bourgeois qui prenaient leurs consignes chez le tout-puissant Horace Finaly, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et qui, par conséquent, ne voulaient faire nul bobo au régime capitaliste, et si, en même temps, pour donner des gages à la clientèle électorale ouvrière, on laissait cette dernière se livrer à une action purement revendicative, respectant l'ordre social établi, l'on risquait d'aggraver encore – au lieu de l'améliorer – l'inconfortable situation des classes moyennes, coincées toujours davantage entre le grand capital et le prolétariat, et de les rejeter, par désespoir, vers le fascisme dont, précisément, l'on souhaitait les détourner¹.

1. C'est ce qui finit par arriver lorsqu'en 1940 les classes moyennes, étrillées par les demi-mesures économiques et financières des gouvernements dits « de Front populaire », se réfugièrent dans le giron du maréchal Pétain.

Mais, pour les chefs du PC, le slogan des classes moyennes n'était au fond qu'un prétexte. La véritable raison de leur collusion avec les dirigeants radicaux était tout autre. Leurs inspirations stratégiques leur venaient du dehors. Staline, soudain effrayé par la victoire de l'hitlérisme qu'il avait si étrangement et si imprudemment facilitée, essayait maintenant de protéger l'URSS contre une éventuelle agression allemande en dansant, avec les puissances occidentales, la « ronde des démocraties ». Il lui fallait donc se concilier les politiciens français supposés partisans à la fois d'une politique de « fermeté » vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne et de l'alliance franco-soviétique, en l'espèce le parti de M. Daladier.

Le Front populaire, malgré les immenses espoirs qu'il suscita et les foules ardentes qu'il rassembla, était donc, dès l'origine, atteint d'une tare congénitale, frappé d'impuissance. J'ai raconté ailleurs, dans le détail, comment, en dépit du sublime sursaut prolétarien de juin 1936, vite refréné par les chefs mêmes de la gauche, il dut finalement capituler sans gloire devant le « mur d'argent », et comment la brutale répression de la grève générale du 30 novembre 1938, par M. Daladier en personne, mit le point final à la vague de fond de tout un peuple. Cette lourde défaite démoralisa profondément la gauche française. Le lit était désormais creusé dans lequel s'installera un peu plus tard, avec l'aide de l'invasion allemande, une variété française de fascisme.

Mais, tandis que se déroulait chez nous l'expérience qui vient d'être évoquée, la tache d'huile du fascisme continuait à s'élargir autour de nous. En juillet 1936, ce fut, de l'autre côté des Pyrénées, le coup de tonnerre du *pronunciamiento* franquiste. Cette fois, au moins, la classe ouvrière démontra qu'elle avait compris la leçon des pays voisins. Elle se défendit en attaquant. Elle prit d'assaut les mitrailleuses pointées contre elle. Elle devança le fascisme en s'emparant du pouvoir.

Mais les chefs de la gauche espagnole l'empêchèrent d'exploiter sa victoire (la seule véritable victoire remportée, durant cette décennie, par la gauche internationale). Le réformisme se montra, au-delà des Pyrénées, pareil à lui-même, c'est-à-dire hésitant et timoré. L'anarchisme qui, pour la première fois, affrontait l'épreuve de la victoire, excella en matière d'autogestion agricole et industrielle mais, passant d'un excès de violence infantile à l'opportunisme, commit l'erreur de se lier les mains en participant à des gouvernements républicains bourgeois¹. Quant au communisme, d'abord minoritaire et qui, seul, savait où il voulait en venir, et qui n'était paralysé, lui, par aucun scrupule quant aux moyens, il réussit à capter la révolution espagnole, non pas au profit du peuple espagnol, mais au profit de la politique extérieure du Kremlin². Or l'URSS ne voulait ni d'une victoire de Franco, épaulé par les puissances de l'Axe, ni d'une authentique révolution prolétarienne, qui l'eût fait rompre avec le gouvernement britannique et la Cité de Londres, ses cavaliers dans la « ronde des démocraties ».

Mais le jeu était trop subtil, et Staline finalement le perdit, comme il l'avait perdu en Allemagne, à l'heure où il eût encore été possible de barrer la route au national-socialisme. Freiner la victoire du prolétariat espagnol, l'empêcher de promouvoir d'audacieuses mesures socialistes, d'opérer, notamment, une révolution agraire qui lui eût valu l'adhésion sans réserve des paysans, l'obliger à partager le pouvoir avec des bourgeois libéraux, tandis qu'on écrasait dans le sang son avant-garde catalane, c'était le priver des moyens *politiques* qui, plus sûrement que les moyens *militaires* (d'ailleurs dispensés

1. Lire PEIRATS José, *Une révolution pour horizon (Les anarcho-sindicalistes espagnols 1869-1939)*, Éditions CNT et Libertalia, 2013; en particulier le chapitre XIII : « La collaboration ministérielle de la CNT », p. 229-248 [NDE].

2. Lire BOLLOTEN Burnett, *La Guerre d'Espagne (Révolution et contre-révolution 1936-1939)*, Agone, « Mémoires sociales », 2014 [NDE].

par l'URSS au compte-gouttes), lui eussent permis de mettre en déroute le fascisme espagnol. Et Franco s'assit, au terme d'une longue et atroce guerre civile, sur le cadavre de l'Espagne. Et la gauche française se sentit un peu plus encerclée, et c'était sa faute à elle aussi, car le gouvernement Blum s'était refusé à livrer des armes aux républicains – ou n'en avait livré que sous le manteau et en quantités très insuffisantes.

Le drame espagnol ne fut pas seulement pour la gauche française un nouveau motif d'alarme et une nouvelle source de démoralisation. Il la plaça aussi devant une redoutable contradiction dans laquelle elle allait désormais se trouver prisonnière : au péril fasciste *intérieur*, c'est-à-dire à la crainte que la tache d'huile de la contre-révolution ne finisse par absorber notre propre pays, s'ajouta le péril fasciste *extérieur*, c'est-à-dire l'éventualité d'un conflit armé avec les puissances de l'Axe. Dans une certaine mesure, la guerre civile espagnole préfigurait déjà la Deuxième Guerre mondiale : des armes, des avions, des stratèges, des hommes en provenance de l'URSS et de l'Occident se trouvaient aux prises avec des armes, des avions, des stratèges, des hommes en provenance de l'Axe.

Or, la gauche française ne pouvait pas ignorer non plus (et sa minorité consciente apercevait clairement) que, derrière l'apparente antinomie entre les « démocraties » et les « dictatures », se profilait une querelle de brigands entre deux groupes de puissances impérialistes, les unes dites « agressives » parce que manquant de matières premières et de débouchés, et pressées de procéder, par la force des armes, à un nouveau partage du monde, les autres, dites « pacifiques », parce que nanties et décidées à s'opposer par la force à ce partage. Inciter le gouvernement de la France à entrer en guerre avec l'Allemagne, *parce que le gouvernement de cette dernière était fasciste*, n'était-ce pas, pour la gauche française, faire l'union sacrée avec les ploutocrates de notre

propre pays, les aider à défendre leur butin colonial et impérial, qu'avait encore enflé le traité de Versailles, renforcer leur domination sur le peuple français et, peut-être ainsi, préparer la voie à une forme française de fascisme?

Mais le dilemme avait une autre face. Notre bourgeoisie était elle-même partagée entre deux vellétés contradictoires : d'un côté, la volonté impérialiste de défendre ses privilèges, fût-ce au prix d'une guerre; de l'autre, la solidarité de classe qu'elle avait déjà témoignée, naguère, au vainqueur de 1871, et qui lui inspirait de l'indulgence (voire de la sympathie) pour les régimes « forts » d'Italie et d'Allemagne, et un secret désir de s'entendre avec eux contre le prolétariat. C'est ce calcul qui devait conduire MM. Daladier et Chamberlain à Munich, puis finalement amener une large fraction de la bourgeoisie française à considérer comme une aubaine la défaite militaire de 1940, qui lui permit d'instaurer la dictature de Vichy. Applaudir les « munichois », presser notre gouvernement de s'arranger avec Hitler, *parce qu'une guerre contre lui eût été impérialiste*, n'était-ce pas, pour la gauche française, faire l'union sacrée avec ceux de nos bourgeois qui préféraient mettre un genou devant le fascisme extérieur plutôt que s'incliner devant le prolétariat?

La longue série de « réactions en chaîne » que nous n'avions pas su arrêter depuis 1930 nous avait finalement acculés à n'avoir plus d'autre choix que l'alternative de la guerre ou du fascisme. En fait, nous dûmes subir les deux : la guerre *et* le fascisme.

Et ce dilemme, dans lequel nous nous débattions à la veille de 1939, creusa parmi nous de nouvelles divisions. Alors que le péril fasciste *intérieur* avait agi sur nous comme un puissant levain d'unité et que, pour lui barrer la route, nous avions fini par faire taire nos querelles, le péril fasciste *extérieur* nous disloqua. Il eut pour conséquence directe une

scission au sein de la SFIO, la Gauche révolutionnaire se refusant à l'union sacrée dans laquelle Blum entraînait son parti. Et lorsque, après son exclusion, cette minorité fonda le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), elle ne tarda pas à se désagréger. Les uns ne répugnèrent pas à mettre l'arme sur l'épaule contre Hitler (en oubliant le caractère impérialiste de la guerre à venir), les autres sombrèrent dans un pacifisme bêlant, non moins aveugle, et ils implorèrent la paix à tout prix, de concert avec les «munichois» et les futurs «vichyssois». On compta sur les doigts ceux qui ne versèrent ni d'un côté ni de l'autre. Et, tandis que la gauche française vivait dans une impuissance totale et dans un non moindre désordre mental les dernières heures de son agonie, les coups de tonnerre retentissaient à intervalles de plus en plus rapprochés : l'*Anschluss* de l'Autriche, la domestication de la Tchécoslovaquie, le pacte germano-soviétique, l'invasion de la Pologne, puis, après un coma qui se prolongea jusqu'au printemps 1940 et qui est resté dans l'histoire sous le nom de « drôle de guerre », l'ultime coup de tonnerre du désastre militaire, de l'invasion, de l'avènement du Maréchal. La France, à son tour, connaissait la honte du fascisme. Et d'un fascisme qui ne fut pas uniquement imposé de l'extérieur. Car le régime de Vichy, on l'oublie trop aujourd'hui, rallia une bonne partie de nos classes moyennes et ne fut pas seulement un sous-produit de l'occupation allemande.

Reste à rechercher, aussi brièvement que possible, le pourquoi de cette faillite. Nous, les survivants sans fierté de la décennie 1930-1940, nous devons à une jeunesse justement méfiante et justement sévère, non pas de battre notre coulpe, ce qui ne servirait à rien, mais de lui expliquer comment nous avons été si peu maîtres de notre destin.

L'explication primordiale, il faut la chercher dans les profondeurs de l'«infrastructure». Tout ce remue-ménage

eut pour cause essentielle la crise du système capitaliste, la crise non plus seulement *cyclique* mais *permanente*, dont les premiers symptômes s'étaient manifestés à la fin de 1929. Car il serait absurde d'attribuer, comme l'a fait Freud, à je ne sais quel instinct biologique de destruction et de mort, inhérent à la nature humaine, il serait faux et non scientifique de mettre sur le compte d'une volonté démoniaque, d'une aliénation mentale, les entreprises fascistes et guerrières qui ont abouti au grand effondrement de 1939-1940. Il ne serait pas davantage exact de soutenir que la guerre fut le produit du fascisme. Le fascisme et la guerre ont été tous deux les conséquences, les conséquences *différentes* bien qu'enchevêtrées, d'une seule et même cause. Ils ont pris racine dans le même fumier, ils ont été tous deux, chacun à sa façon, les fruits monstrueux d'un système devenu un obstacle au progrès humain, d'un mécanisme économique irrémédiablement enrayé. Radek*¹ a dit un jour que la dictature fasciste, ce sont des cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de consolider le tonneau défoncé du capitalisme. La même image vaut pour la guerre². L'un et l'autre ont eu pour objet de prolonger artificiellement, par des moyens d'exception, un mode de production et d'appropriation périmé, qui ne pouvait plus se survivre par des moyens réguliers et pacifiques : l'État fort, d'un côté, les armements à outrance, de l'autre, ont été (et sont aujourd'hui encore) les suprêmes expédients par lesquels la bourgeoisie s'efforce de renouveler la pitance sans laquelle elle périrait d'inanition : le profit.

Et ici, pour dissiper une confusion que le fascisme a entretenue à dessein, il est nécessaire, hélas, de préciser que

1. Les quelques militant(e)s qui ont inspiré Daniel Guérin et participé durant les années 1920-1930 au débat sur la nature du fascisme sont évoqué(e)s dans un glossaire en fin d'ouvrage. Leurs noms sont signalés à la première occurrence par un astérisque (*) [NDE].

2. Lire CLAUDE HENRI, *De la crise économique à la guerre mondiale*, Éditions Ocin, 1945.

le «tonneau» dont parle Radek n'a pas été défoncé par les coups de hache du prolétariat. La vague de fond suscitée par la révolution d'Octobre avait depuis longtemps reflué dans toute l'Europe quand le fascisme a fait son entrée en scène. Clara Zetkin a souligné avec raison que le fascisme n'a pas été, comme il le prétend, la « réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat », mais bien plutôt « l'expression de la décadence de l'économie capitaliste ». Le tonneau s'est défoncé lui-même. Le fascisme a essayé de se justifier en se présentant comme un « réflexe de défense ». Mais l'ordre établi n'était plus guère menacé par la classe ouvrière quand il a abattu sur elle son gourdin. À aucun moment, en Italie, l'occupation des usines (malgré son caractère révolutionnaire) ne prit l'allure d'une conquête révolutionnaire du pouvoir et il y avait belle lurette qu'elle avait cessé lorsque les magnats du grand capital italien hissèrent Mussolini au pouvoir¹. Pas un instant, le prolétariat allemand, divisé et égaré par ses chefs, n'avait (malgré son incontestable maturité révolutionnaire) mis sérieusement en danger la société bourgeoise quand les hommes d'affaires réunis chez le banquier Schröder décidèrent de faire appeler Adolf Hitler à la chancellerie du Reich.

Ce ne sont pas les « excès » révolutionnaires du prolétariat, c'est au contraire la *carence* de ses mauvais bergers qui a contribué à la victoire du fascisme. La première défaite de la gauche a été consommée dès 1918, lorsque les ouvriers

1. Écrit en 1921 et publié l'année suivante avant la marche sur Rome, *La Contro-rivoluzione preventiva* de l'anarchiste Luigi Fabbri (1877-1935) prenait le contre-pied des analyses communistes du fascisme en montrant que son essor suivait l'échec des « deux années rouges » consécutives à la Première Guerre mondiale. Grâce à une « contre-révolution préventive », la bourgeoisie italienne liquidait l'ensemble du mouvement ouvrier, des réformistes aux révolutionnaires, tout en remettant en cause l'ensemble des acquis sociaux des travailleurs. Elle prenait ainsi sa revanche non contre tel ou tel parti, mais contre la classe ouvrière elle-même. Lire FABBRI Luigi, « La contre-révolution préventive » dans MANFREDONIA Gaetano, *La Lutte humaine (Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme)*, Éditions du Monde libertaire, 1994, p. 179-266 [NDE].

allemands n'ont pas été à même d'exploiter l'effondrement du régime impérial et la défaite militaire pour conquérir le pouvoir et se joindre à leurs camarades russes. La première défaite de la gauche a été consommée, simultanément, lorsque le prolétariat français, faute d'une direction révolutionnaire adéquate, s'est montré incapable, au lendemain des hostilités, malgré sa mauvaise humeur revendicative, de balayer sa bourgeoisie et de prévenir ainsi l'injuste paix de Versailles, source de nouvelles guerres et l'une des causes directes du fascisme en Italie comme en Allemagne.

Une autre raison de l'aisance relative avec laquelle le fascisme a pu prendre racine, ce fut, est-il besoin de le répéter, la division ouvrière : la lutte fratricide entre socialistes et communistes n'a pas peu contribué à désarmer la gauche en face de l'adversaire fasciste. Et cette division fut aggravée par la subordination de l'aile la plus dynamique du mouvement ouvrier aux zigzags de la politique extérieure russe.

Enfin, *last but not least*, le fascisme profita de la dégénérescence du pouvoir des soviets. Il n'est pas douteux qu'il puisa nombre de ses artifices dans le modèle que lui offrit une dictature monolithique et totalitaire, personnifiée par un « homme providentiel », appuyée sur une police secrète omnipotente et axée autour d'un parti unique qui ne tarda pas à perdre tout contenu démocratique et fut soumis à des épurations de plus en plus fréquentes. Contrairement à ce qu'a prétendu Malaparte¹, le fascisme n'a pu apprendre grand-chose de la révolution d'octobre 1917, qui ne fut pas un « coup d'État », mais un gigantesque mouvement de masses aux antipodes du *Führerprinzip*. Par contre, il apprit beaucoup du stalinisme.

1. MALAPARTE CURZIO, *Technique du coup d'État*, Grasset, 1931 (rééditions Grasset, « Les Cahiers rouges », 2008) [NDE].

En résumé, lorsque s'ouvrit la décennie 1930-1940, la gauche avait recueilli de la décennie précédente un héritage passablement obéré. Dès 1923, la toujours lucide Clara Zetkin observait que le fascisme, c'était « le châtimement qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie ». Il eût fallu en finir avec le régime capitaliste *avant* que les convulsions de son agonie ne nous plongent dans le fascisme et dans de nouvelles guerres.

Faute d'avoir su, en temps opportun, changer le monde, il ne resta plus à la gauche que d'essayer, par des expédients improvisés, par des palliatifs inadéquats, de rattraper le fascisme dans la course de vitesse vers le pouvoir que le bolide lui imposa. L'inventaire de ces malheureuses tentatives constitue la dernière partie de mon exposé – et aussi la plus difficile : en effet, les tactiques malheureuses que je vais décrire n'ont pas été inspirées à la gauche *uniquement* par le souci de barrer la route au fascisme intérieur. Elles ont eu aussi d'autres mobiles (« union sacrée » contre l'ennemi extérieur, subordination à la politique étrangère de l'URSS, etc.). En outre, les généralités que je vais énoncer seront tirées des expériences vécues par divers pays, abstraction faite de leurs particularités respectives. Mon champ d'observation sera aussi bien l'Italie et l'Allemagne que la France.

Plus d'un militant des années 1930 déduisit du sévère verdict de Clara Zetkin que le plus sûr moyen de barrer la route au fascisme, c'était de lui couper l'herbe sous le pied et de faire, selon l'expression de Marceau Pivert, la « révolution d'abord ». Hélas, on ne déclenche pas une révolution prolétarienne sur commande et à l'heure dictée, non par le rassemblement de conditions objectives favorables, mais par la seule menace fasciste. La technique de la révolution prolétarienne n'est pas, encore une fois, une « technique du coup d'État ». Il

était impossible de devancer le fascisme par une opération blanquiste. La révolution préventive n'a réussi (ou plutôt failli réussir) qu'une fois, en Espagne, parce que, dans ce pays, le *pronunciamento* fasciste coïncida avec une authentique situation révolutionnaire : l'initiative de Franco fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase; la révolution était mûre. Ailleurs, en Italie, en Allemagne, en France, le mouvement ouvrier ne put, ou ne sut, recourir à l'arme de la révolution préventive. Dans ces trois pays, la gauche n'eut donc à opposer au fascisme que la toujours précaire défensive. Voyons comment elle s'y prit.

Avant de convoiter le pouvoir, le fascisme commence par user et terroriser le prolétariat à l'aide de ses milices. La gauche s'efforça de riposter par l'« autodéfense ouvrière¹ ». Mais son handicap, sur ce terrain choisi par l'adversaire, était manifeste. En Italie, en Allemagne, l'État bourgeois eut des trésors d'indulgence pour les bandes fascistes, tandis qu'il réprima, voire interdit, les groupes de protection de la classe ouvrière. Et la gauche, croyant de bonne tactique de se cramponner à la légalité, renonça elle-même à se servir de ces derniers. En France, la guerre civile ne dépassa pas le stade embryonnaire. Cependant les ligues purent tranquillement se reconstituer en dépit de la loi qui avait prononcé leur dissolution, tandis que cette même loi frappa des formations d'extrême gauche telles que l'Étoile nord-africaine.

Ensuite, le fascisme s'élance à la conquête de l'électeur par une tapageuse et cynique propagande. La gauche fut le témoin médusé de ces techniques nouvelles. Ici encore elle se trouva handicapée. Ces méthodes d'agitation qui s'avéraient si rentables, elle ne pouvait – ou n'aurait pas dû – les faire siennes : d'abord, parce qu'elle ne disposait pas des immenses ressources et des moyens publicitaires

1. Lire BOUCHENOT Matthias, *Tenir la rue (L'autodéfense socialiste 1929-1938)*, Libertalia, 2014 [NDE].

dont le grand capital pourvoyait le fascisme, ensuite parce que adopter la plupart de ces indignes procédés, c'était, pour elle, se renier. Et, cependant, trop souvent la gauche céda à la tentation du mimétisme. À force d'emprunter au fascisme, elle finit par lui ressembler. Elle s'exposa au risque que les foules ne fussent davantage sensibles à la propagande fasciste qu'à sa contrefaçon antifasciste. Alors qu'elle croyait se prémunir contre le fascisme en le singeant, elle envoya de l'eau à son moulin.

Énumérons quelques-uns de ces plagiats.

Le fascisme méprise les masses. Il n'hésite pas à les prendre par leur côté faible. Il les déclare féminines et il se complaît à les « violer ». Pour ce faire, il use de toutes sortes d'attrape-nigauds (symboles, grandioses mises en scène, etc.). Le socialisme, lui, ne méprise pas les masses. Il les voudrait meilleures qu'elles ne sont, à l'image de l'avant-garde du prolétariat dont il est l'émanation. Il devrait donc s'efforcer d'élever, et non d'abaisser, leur niveau intellectuel et moral. Il ne devrait pas, comme le fascisme, faire appel aux instincts les plus grossiers des foules, à leur potentielle hystérie. Il n'empêche qu'au temps du Front populaire, un professeur, spécialiste du « viol des foules », était très écouté dans les milieux SFIO. N'était-ce pas lui qui, en Allemagne, avait cru conjurer les maléfices de la svastika hitlérienne en dotant les sociaux-démocrates des symboliques mais impuissantes trois flèches ?

Le fascisme exploite à son profit le sentiment religieux que des siècles de domination de l'homme par l'homme, d'ignorance et de misère ont profondément ancré dans les cervelles humaines. Le socialisme devrait faire appel à la seule raison et, au lieu d'exploiter à ses fins la religiosité des masses, viser à en détruire les racines matérielles. Cependant, la gauche, croyant ainsi gagner de vitesse le fascisme, voulut plagier un certain nombre de ses rituels, à commencer

par le mythe de l'« homme providentiel », successivement emprunté par l'État fasciste à l'État stalinien, puis au fascisme par l'antifascisme. C'est ainsi qu'en 1936, on vit Léon Blum apparaître, dans des feux croisés de projecteurs, à des socialistes extasiés qui scandaient son nom jusqu'à épuisement et, dans la maison d'en face, le « fils du peuple » ne suscita pas moins le délire de ses fidèles. En inculquant au peuple de France, de traditions voltairiennes et libertaires, de tels comportements, n'a-t-on pas facilité, dans une certaine mesure, à plus longue échéance, l'éclosion du mythe du Maréchal « donnant sa vie pour la France » ?

Le fascisme n'hésite pas à séduire les masses au moyen d'une démagogie « passe-partout ». Il promet la lune à chaque catégorie sociale, sans se soucier d'accumuler les contradictions dans son programme. Le socialisme, parce qu'il respecte les masses, devrait ne pas suivre le fascisme sur ce terrain. Et pour une autre raison encore, qui nous ramène au problème des classes moyennes : le socialisme ne peut pas mélanger dans un adroit cocktail l'anticapitalisme régressif des petits bourgeois (qui voudrait revenir à l'« âge d'or » précapitaliste) et l'anticapitalisme progressif des ouvriers ; il doit souligner que la petite bourgeoisie et le prolétariat sont, chacun à sa façon, pressurés par le grand capital, afin de les associer dans la lutte immédiate contre les monopoles. *Mais il devrait demeurer intransigeant sur les articles essentiels de son programme socialiste ; autrement, il renoncerait à porter au capitalisme les coups décisifs, c'est-à-dire à promouvoir une société plus équitable et plus habitable pour tous ses membres.* Et, pourtant, nous avons vu, en France, à partir de 1935, un grand parti ouvrier s'efforcer de disputer l'électeur au fascisme en imitant la démagogie « passe-partout » de ce dernier, au point que, parfois, ses auditeurs avaient peine à se convaincre qu'ils n'entendaient pas un discours du colonel de La Rocque.

De tous les instruments dont joue le Grock fasciste, celui dont il tire les plus beaux sons, c'est, sans contredit, le nationalisme. Et c'est aussi celui que la gauche eût dû le moins lui emprunter, puisque *L'Internationale* exprime, dans les langues du monde entier, son idéal de fraternité humaine. Cependant, la gauche, croyant ainsi disputer les « patriotes » au fascisme, a soudain introduit le mot *nation* dans son vocabulaire. Déjà, en 1923, pendant l'occupation de la Ruhr, le PC allemand s'était livré à la surenchère nationaliste, allant jusqu'à honorer le « martyr » Schlageter¹. De 1930 à 1932, il récidiva de plus belle. En France, nous vîmes successivement les néo-socialistes inscrire la nation en tête de leur credo, tandis que nos camarades communistes s'époumonèrent à « aimer leur pays ». Mais la plupart des « patriotes », ainsi stimulés dans leur hystérie chauvine, mais toujours défiants à l'égard de la gauche, estimèrent que le fascisme était plus qualifié qu'elle pour incarner le nationalisme. Beaucoup d'entre eux, sous la houlette de Maurras, se rallieront finalement au Maréchal².

Le fascisme, bien qu'il ne s'intéresse au fond qu'à un culte, le sien propre, se complaît à faire des concessions à la vieille religion traditionnelle, dont il a besoin pour parachever et consolider sa conquête des masses. Le socialisme, tout en se montrant respectueux des croyances de chacun, ne devrait pas renoncer à expliquer que « la religion est l'opium du

1. Engagé volontaire durant la Première Guerre mondiale, Albert Leo Schlageter (1894-1923) participe aux *Freikorps* en 1919 et devient un activiste nationaliste. Chef d'un groupe clandestin qui s'oppose à l'occupation française de la Ruhr, il est arrêté et jugé par un tribunal militaire français qui le condamne à mort pour espionnage et sabotage. Fusillé le 26 mai, il devient un héros et un martyr pour les nationalistes et l'extrême droite allemande, tandis que le dirigeant communiste Karl Radek, dans un discours célèbre, le dépeint comme un « pèlerin du néant », un « courageux contre-révolutionnaire ». Après 1933, Schlageter deviendra une des principales figures héroïques du régime nazi. Lire FAYE Jean-Pierre, *Langages totalitaires*, Hermann, 1972, p. 97-101 [NDE].

2. Lire HALÉVY Daniel, *Trois Épreuves 1814-1871-1940*, Plon, 1941, p. 132-147, « Le Maréchal ».

peuple ». Cependant, ici encore, la gauche a cru habile de plagier le fascisme et, mettant une sourdine à sa propagande anticléricale, elle a « tendu la main aux catholiques ». Formule dont l'élastique imprécision devait l'entraîner très loin : elle ne se tourna pas seulement vers le chrétien individuel, ce qui était inoffensif et même de bonne tactique, mais elle ne tarda pas à « tendre la main » *au catholicisme politique*. La répétition de ce geste à travers la Résistance et, plus tard, le « tripartisme », a contribué à livrer à la hiérarchie catholique et à ses commis parlementaires des positions que la gauche laïque avait conquises de haute lutte. Au point que d'illustres chrétiens sont aujourd'hui les premiers à lancer l'anathème contre le réactionnaire MRP¹. La flagrante collusion de l'Église avec le fascisme, sous Pétain, aurait pourtant dû inciter la gauche à plus de prudence. Le fascisme s'affirme le meilleur défenseur de la famille bourgeoise et il tonitrua qu'il faut multiplier l'espèce. Là où il est au pouvoir, les pratiques anticonceptionnelles sont sévèrement réprimées et la femme confinée dans le rôle de « mère-lapine ». Le socialisme, enseigné par un ouvrage célèbre d'Engels, devrait ne point se joindre au dernier carré des défenseurs du patriarcat. Et, pourtant, les lecteurs de *L'Humanité* ne furent pas peu étonnés de voir leur journal se porter soudain « au secours de la famille », condamner le malthusianisme et prôner la prolifération de la race. Encore un peu plus d'eau envoyée au moulin de l'ennemi.

Le fascisme, lorsqu'il a suffisamment capté les masses populaires par les artifices qui viennent d'être rappelés et qu'il a réussi à mettre dans son jeu, sinon la majorité, du moins une large fraction du corps électoral, se lance à la conquête du pouvoir. Mais il a une façon bien à lui de procéder. Il sait que cette conquête *n'est pas pour lui une question de force*.

1. Mouvement républicain populaire (1944-1967), parti démocrate-chrétien [NDE].

Il peut, en effet, compter sur l'acquiescement de l'aile de la bourgeoisie capitaliste la plus puissante économiquement et politiquement. Il est assuré, en outre, de la complicité des chefs, de l'armée et de la police, de la haute bureaucratie administrative; quant aux politiciens qui sont encore à la tête de l'État bourgeois « démocratique », il n'ignore pas que, même si ces personnages ne lui sont pas entièrement acquis, ils ne lui opposeront pas de résistance armée : la solidarité de classe sera plus forte que les divergences d'intérêts ou de méthodes. Aussi, quand toutes les conditions psychologiques et constitutionnelles se trouvent remplies, s'installe-t-il, sans coup férir, dans l'État. Une fois solidement accroché au pouvoir, il en déluge sans peine les politiciens non fascistes dont on l'avait provisoirement encadré.

Le socialisme ne devrait pas s'y prendre de cette façon. Car il est, qu'il le veuille ou non, *l'adversaire de classe* de l'État bourgeois, même « démocratique ». Aussi ne peut-il conquérir le pouvoir que de haute lutte, en brisant, dès qu'il a réussi à s'introduire dans la place, la résistance acharnée de toutes les forces ennemies. S'il procède autrement, il peut sans doute « occuper le pouvoir », mais il ne le détiendra qu'en apparence et il y sera le prisonnier de l'appareil gouvernemental bourgeois. Le subtil Léon Blum avait depuis longtemps saisi cette élémentaire vérité. Et comme, par ailleurs, il était trop respectueux de l'ordre établi pour s'introduire dans l'État par effraction, il souhaitait n'avoir jamais à subir l'épreuve du pouvoir. Éloignez de moi ce calice ! Mais, en 1936, la gauche française, la tête tournée par la menace fasciste, crut qu'il était grand temps de cueillir le fruit mûr de l'État. Et, du fait qu'elle avait remporté une victoire électorale, grâce à sa coalition avec des partis bourgeois, elle s'imagina que la citadelle lui ouvrirait toutes grandes ses portes comme, ail-

leurs, elle l'avait fait pour le fascisme¹. Mais hélas, à Paris, le scénario se déroula tout autrement qu'à Rome ou à Berlin. Le gouvernement de Front populaire fut étranglé par l'État bourgeois avec lequel il avait eu la naïveté de vouloir s'identifier. Un seul exemple, particulièrement symbolique : le 16 mars 1937, à Clichy, malgré la présence d'un socialiste au ministère de l'Intérieur, la police et la garde mobile tirèrent, non pas sur les bandes fascistes qui s'y étaient rassemblées, mais sur des ouvriers *socialistes*; il y eut plusieurs morts et, parmi les blessés, le chef de cabinet *socialiste* du président du Conseil *socialiste*². Et, tandis qu'en Italie et en Allemagne, les chaperons non fascistes avaient été promptement éjectés du gouvernement, en France, ce furent les ministres non socialistes du Front populaire qui restèrent seuls maîtres de la place. Blum, après avoir laissé, à contrecœur, s'approcher de lui le calice, ne fit rien pour l'empêcher de s'éloigner.

Le désarroi de la gauche (ou de ce qui restait de la gauche) atteignit son apogée après le triomphe de son terrible adversaire. Elle se comporta un peu comme les médecins qui, confrontés à une maladie inconnue, ont peine à masquer que leur science est en défaut et rendent des diagnostics contradictoires. Quand le fléau n'en était encore qu'à ses débuts, le Dr Tant-Mieux annonça que le fascisme ne pouvait pas durer, qu'il était une affection transitoire et accidentelle, qu'il n'allait pas tarder à se décomposer et à se liquéfier, et même qu'il fallait « *passer par l'enfer de la dictature fasciste* » (*sic*) pour savourer les joies ineffables de la révolution prolétarienne. Au fur et à mesure que le mal s'étendit et s'enracina, le Dr Tant-Pis exprima la crainte,

1. Je me souviens d'un éditorial de Paul Faure, dans *Le Populaire*, qui développait très exactement le fallacieux raisonnement qui vient d'être résumé.

2. Sur la manifestation de Clichy, lire le témoignage de Daniel Guérin dans *Front populaire, révolution manquée*, *op. cit.*, p. 209-211 et l'analyse de Matthias Bouchenot dans *Tenir la rue*, *op. cit.*, p. 217-237 [NDE].

au contraire, que le fascisme, malgré ses contradictions internes, ne soit capable de durer indéfiniment. En se proclamant installé pour un millénaire, Hitler finit par suggestionner ses adversaires eux-mêmes.

Cette surestimation des régimes totalitaires, ce manque de confiance dans l'évolution dialectique de l'histoire, dans la marche irrésistible du monde vers la liberté, inclinèrent la gauche française, après le désastre de 1940, aussi bien vers Vichy que vers Londres. Les uns, les moins nombreux, crurent qu'il fallait s'adapter au fait acquis de la victoire fasciste – et ils finirent en traîtres; les autres, les plus nombreux, s'imaginèrent, de bonne foi, que seule l'écrasante supériorité économique-militaire des impérialismes anglo-saxons pourrait venir à bout du monstre totalitaire. Ainsi, la gauche, au cours de la décennie tragique, n'avait jamais été capable de vaincre le fascisme par les armes du socialisme. Elle avait, à défaut, recouru à tous les expédients et à tous les remèdes de rebouteux; elle avait été jusqu'à plagier le fascisme sous prétexte de le prendre de vitesse. Et, pour finir, elle ne trouvait rien de mieux que d'abandonner sa cause entre les mains, non seulement d'un général au tempérament fasciste, mais d'une coalition de grandes puissances dont l'objectif véritable était beaucoup moins la défaite du fascisme que l'hégémonie mondiale. Aussi la victoire militaire remportée sur les puissances de l'Axe ne délivra-t-elle le monde ni du danger fasciste ni du spectre de la guerre. Nous nous en apercevons aujourd'hui.

Nous aurions tort, sans doute, à l'heure présente, de nous laisser hypnotiser par ce qui précède. Les problèmes graves et urgents que nous avons à résoudre ne se posent pas exactement dans les mêmes termes que ceux qui viennent d'être évoqués. La victoire militaire de 1945 a eu, au moins, comme avantage immédiat, de reléguer,

pour un certain temps, au magasin des accessoires le fascisme de type classique, le fascisme démagogique et botté. La bourgeoisie est obligée de recourir à des moyens de domination moins provocants, et aussi plus insidieux.

Mais n'oublions pas que le fascisme de type classique n'est qu'une des formes que peut prendre la contre-révolution. D'ailleurs l'expérience a montré que, dans les pays qu'ils ont violentés, les régimes fascistes de type classique ont abouti, dans une certaine mesure, à des dictatures policières-militaires-cléricales, d'où les plébéiens en chemises de couleur étaient plus ou moins évincés.

Et ne perdons pas davantage de vue que la crise permanente du régime capitaliste sévit toujours, tout au plus «blanchie» par les injections de dollars américains et le réarmement atlantique. L'État fort, avec ou sans les milices fascistes, continuera à proliférer – de même que la guerre, cette fois nucléaire – sur le fumier du capitalisme dépérissant.

En France, la succession impréparée d'un pouvoir personnel en perte de vitesse, de plus en plus isolé du pays, reposant sur l'armée, la police, une haute administration fascisante pourrait, si elle était brusquement ouverte, nous placer devant le dilemme : dictature militaire ou Front populaire. Mais on doit souhaiter que ce nouveau Front populaire soit axé, cette fois, autour de la classe ouvrière, qu'il ne soit paralysé ni par des mésalliances politiques ni par des illusions réformistes, qu'il ne soit subordonné à la politique étrangère d'aucune grande puissance, et qu'enfin il sache attirer à lui une sceptique jeunesse qui, aujourd'hui, n'appartient à personne.

FASCISME ET GRAND CAPITAL

Après l'arrivée au pouvoir de Hitler, au début de 1933, et la tentative de putsch fasciste, à Paris, le 6 février 1934, je me laissai persuader par des amis¹, et notamment par Simone Weil*, de combattre le fascisme au moyen de recherches «*érudites*». Exposer les véritables raisons de la victoire fasciste, démasquer, sans ménagement, les défaillances des partis ouvriers vaincus, que d'autres s'obstinaient à camoufler, convaincre le lecteur qu'on ne pouvait pas combattre le fascisme en s'accrochant à la planche pourrie de la démocratie bourgeoise, qu'il fallait donc choisir entre fascisme et socialisme, tel était mon propos.

Mais, pour mener à bien cette entreprise, il fallait, tout d'abord, diagnostiquer la véritable nature du fascisme. Le fascisme était, à mes yeux, une maladie. Pour décrire un mal encore nouveau et mal connu, le médecin n'a d'autre ressource que d'en comparer minutieusement les symptômes observés sur divers patients. C'est ce que je tentai de faire.

Mes patients furent, comme de juste, l'Italie et l'Allemagne. Au-delà des traits particuliers dissemblables des deux pays étudiés, j'ai essayé de ne retenir que les traits communs du phénomène fasciste. À la vaste confrontation dans laquelle je m'engageais, les écrits de Trotski sur l'Allemagne et sur la France servirent de guide². Ils m'aiderent à comprendre le problème, si complexe, des classes moyennes oscillant entre le

1. Lire «*À l'école des réfugiés allemands*» dans GUÉRIN Daniel, *Front populaire, révolution manquée*, op. cit., p. 84-88 [NDE].

2. TROTSKI, *Problèmes de la révolution allemande*, 1931; *La Seule Voie*, 1932; *Et maintenant?*, 1932, etc., rassemblés dans *Écrits*, t. III, 1959; *Où va la France?*, 1934 (réédité dans *Écrits*, t. II); *La IV^e Internationale et l'URSS*, 1934;

prolétariat et la bourgeoisie, et que la crise économique, d'une part, et la carence ouvrière, de l'autre, rejetaient vers les desperados de l'extrême droite. Ils me mirent également sur la voie qui m'amena à décrire comment le fascisme, une fois au pouvoir, élimine les plus gauchistes de ses « plébéiens », et cette purge opérée aboutit finalement, au moins dans une certaine mesure, à une dictature militaire et policière de type classique.

Deux autres ouvrages me furent d'un grand secours : tout d'abord, une analyse théorique du fascisme italien, remarquable par sa précision, sa documentation, sa lucidité et son style, qu'Ignazio Silone*, émigré en Suisse, avait publiée en langue allemande, sous le titre *Der Faschismus*; ensuite, un écrit du disciple espagnol de Trotski, Andrés Nin* : *Les Dictatures de notre temps*, que Pierre Naville avait traduit en français et dont il m'avait confié le manuscrit (demeuré depuis inédit). Ce fut Nin qui m'enseigna les rôles respectifs de l'industrie légère et de l'industrie lourde dans la marche du fascisme vers le pouvoir, et les raisons pour lesquelles le « grand capital » avait plus besoin de l'« État fort » fasciste que les autres groupes de pression économique.

Quant aux faits innombrables qu'il me fallut rassembler, au fur et à mesure qu'évoluait la maladie fasciste, je les tirai, à part les coupures du quotidien *Le Temps*, conservateur mais fort bien renseigné, de deux périodiques à la documentation abondante, l'un « stalinien », l'autre « réformiste » : les cahiers mensuels que l'Institut pour l'étude du fascisme publiait, à Paris, sous le titre : *Études sur le fascisme*, et le bulletin d'information publié à Amsterdam par la Fédération internationale des travailleurs des Transports, animé par son secrétaire général, Eddo Fimmen, sous le titre : *Fascisme*.

* Bonapartisme et Fascisme », *La Vérité*, 3 août 1934. L'article n'est pas signé mais il semble bien être de Trotski.

AVANT-PROPOS À LA PREMIÈRE ÉDITION (1936)

On a voulu essayer de définir la nature du fascisme. Comment procéder autrement qu'en étudiant le phénomène là où il s'est manifesté d'une façon tout à fait caractéristique, où il revêt, si l'on peut dire, la forme classique : en Italie et en Allemagne ?

Ce livre n'est pas une histoire du fascisme dans l'un et l'autre pays ; pas davantage une comparaison des deux phénomènes, c'est-à-dire un bilan de leurs ressemblances et de leurs différences : on a négligé volontairement les différences pour essayer de dégager de l'un et de l'autre, au-dessus des contingences propres à chaque pays, un certain nombre de traits généraux, et, si les termes scientifiques étaient valables en politique, on voudrait pouvoir écrire : un certain nombre de lois.

Mais les lois n'ont d'intérêt en politique que dans la mesure où l'on en peut tirer des conclusions pratiques : on voudrait avoir convaincu le lecteur qu'il n'est qu'un seul moyen vraiment efficace de barrer la route au fascisme, c'est d'abattre le capitalisme. « Le fascisme, écrivait dès 1923 Clara Zetkin*, c'est le châtement qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie¹. »

Le fascisme pourrait être demain notre châtement si nous laissons passer l'heure du socialisme.

1. Rapport de Clara Zetkin à la session du Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste, Moscou, juin 1923.

Fascisme et grand capital a été commencé en 1934, au lendemain du 6 février, et a paru en juillet 1936. Fallait-il rééditer le livre tel quel ou mener l'enquête jusqu'au début de 1945?

La date à laquelle j'avais posé la plume était, sans aucun doute, prématurée. Le phénomène fasciste, alors, était encore en pleine évolution (surtout en Allemagne). Certains traits n'en étaient pas encore suffisamment accusés. Il fallait donc pousser plus loin.

Mais il y avait peut-être un inconvénient à pousser trop loin. L'objet de ce livre, c'est, si l'on peut dire, l'étude du phénomène fasciste à l'état pur. Or, à partir de 1939, le phénomène fasciste tend à se confondre avec le grand branle-bas de la guerre impérialiste. Rien ne ressemble à un pays en guerre comme un autre pays en guerre. Les traits caractéristiques du fascisme sont, en grande partie (pas complètement), effacés par ceux, déjà connus, du militarisme déchaîné sur le monde et de l'économie de guerre. Sans doute l'explication matérialiste de la guerre doit-elle être tentée¹, tout comme l'explication matérialiste du fascisme. Mais qui trop embrasse mal étreint. Je me suis volontairement limité à l'étude du phénomène fasciste en soi.

On m'objectera peut-être que le fascisme et la guerre ne font qu'un, que la guerre est le produit monstrueux du fascisme. Mais c'est précisément ce que je conteste. Il y a, indiscutablement, un lien étroit entre la guerre et le fas-

1. Lire CLAUDE HENRI, *De la crise économique à la guerre mondiale, 1929-1939*, *op. cit.*

cisme. Ils croissent sur le même fumier, ils sont tous deux, chacun à sa façon, enfantés par le système capitaliste à son déclin. Ils découlent l'un et l'autre du vice fondamental du système : l'incompatibilité entre le développement formidable des forces productives et la propriété privée des moyens de production; le cloisonnement du monde en États nationaux. Ils visent l'un et l'autre, et par des voies différentes, à rompre le cercle de fer des contradictions dans lesquelles ce système est enfermé. Ils ont pour but l'un et l'autre de restaurer le profit capitaliste menacé.

Par ailleurs, outre ces rapports généraux, on aperçoit, en Italie et en Allemagne, une liaison plus directe entre le fascisme et la guerre : c'est parce que les deux pays en question manquent de matières premières et de débouchés, parce qu'ils font figure de « nations affamées » en face des nations « nanties », que la crise dans laquelle se débat l'ensemble du système capitaliste prend chez eux un caractère particulièrement aigu et qu'ils se donnent, contrairement aux autres pays, ou avant les autres, un « État fort ». Et c'est en vue de prendre aux nations « nanties » une partie de leur butin, et d'obtenir, par la force des armes, un nouveau partage du monde qu'ils ont le comportement de puissances « agressives », tandis que leurs adversaires, en s'opposant à ce partage, prennent l'attitude de puissances « pacifiques ».

Il y a donc un lien entre le fascisme et la guerre, mais ce lien n'est pas un rapport de cause à effet. Supprimez le fascisme : vous n'aurez pas pour autant supprimé les causes des rivalités et des guerres impérialistes. Pendant quatre ans, de 1914 à 1918, deux groupes de grandes puissances se sont disputé par les armes la possession du marché mondial¹. Ni dans un camp ni dans l'autre il n'y avait de pays « fasciste ». En

1. Lire ADAM Rémi, *La Première Guerre mondiale. Dix millions de morts pour un repartage du monde*, Les Bons Caractères, « Éclairage », 2010. [NDE]

réalité, le fascisme et la guerre sont tous deux les conséquences différentes d'une même cause; bien que les deux phénomènes s'entrecroisent, bien qu'ils semblent parfois se confondre (et qu'on essaie tendancieusement de les confondre), ils ont une existence distincte et ils nécessitent une étude séparée.

Ce qui s'est passé depuis 1939 éclaire-t-il d'un jour nouveau le phénomène fasciste? Au risque de paraître présomptueux ou figé sur des positions anciennes, je crois que les événements de ces dernières années ne modifient pas sensiblement les conclusions de ce livre. La seule chose que le fascisme ait apportée, depuis 1939, c'est la preuve renouvelée et multipliée de sa barbarie. Mais qui pouvait en douter, à la façon dont il avait écrasé, avant d'écraser l'Europe, le prolétariat italien, le prolétariat allemand?

À part cela, la guerre et l'occupation allemande, en nous permettant d'observer le phénomène de plus près, nous ont appris, ce dont nous nous doutions déjà, que le régime fasciste, malgré ses prétentions «totalitaires», n'est pas homogène. Il n'a pas réussi à fondre en un alliage unique les divers éléments dont il est composé. Ses divers rouages ne fonctionnent pas sans grincements. Bien que Hitler se soit employé pendant des années à rechercher une formule de compromis entre le parti et l'armée, la Wehrmacht d'une part, la Gestapo et les SS de l'autre, continuent d'être comme chien et chat. Derrière ce conflit, il y a, dans une certaine mesure, une question de classe. Le régime fasciste, malgré des apparences qu'il se complait à entretenir, n'a pas domestiqué la bourgeoisie. Lorsque je soutenais la thèse, il y a quelques années, que le fascisme est un instrument au service du grand capital, on m'opposait qu'en Italie comme en Allemagne (en Allemagne surtout) le grand capital marchait au pas. Ce n'est pas exact.

La bourgeoisie capitaliste est demeurée dans l'État totalitaire une force autonome, poursuivant ses fins propres. Elle a fait revêtir aux autres la chemise brune, car les bandes hitlériennes lui étaient nécessaires pour écraser le prolétariat, mais elle ne l'a pas revêtue elle-même (ou, si elle l'a fait, ce n'a été que pour la galerie). Hermann Rauschning nous a fourvoyés avec sa thèse selon laquelle la classe dirigeante aurait été éliminée par les plébéiens nazis, des gens qui ne respectent rien, des « nihilistes¹ ». Sans doute, il y a eu des cas individuels de grands bourgeois rudoyés ou contraints de s'expatrier. Mais le grand capital, dans son ensemble, n'a pas été englouti par la marée brune, bien au contraire.

L'armée est, de tout temps, l'instrument par excellence de la classe dirigeante. La relative indépendance de l'armée par rapport au régime, son refus de se laisser entièrement nazifier, expriment l'autonomie du grand capital (et de la grande propriété foncière) vis-à-vis du régime fasciste, son refus de se laisser caporaliser. On nous dira : Hitler a pratiqué dans son état-major des coupes sombres; les généraux indociles ont été successivement éliminés. Sans doute, mais cette « épuration » continue ne fait précisément que confirmer la résistance opposée par l'armée, et, derrière elle, par la grande bourgeoisie, à la nazification intégrale.

Après le 20 juillet 1944, des généraux, des grands bourgeois, des hobereaux ont été pendus ou fusillés, à la suite d'un attentat contre Hitler. Le 20 juillet 1944, en Allemagne, de même que le 25 juillet 1943 en Italie (jour où le maréchal Badoglio et le roi firent arrêter Mussolini) apportent la preuve éclatante que la classe dirigeante n'a pas été absorbée par le soi-disant État totalitaire. Après avoir subventionné le

1. RAUSCHNING Hermann, *La Révolution du nihilisme*, traduction française (écourcée), Gallimard, 1939. Du même auteur : *Hitler m'a dû* (1939), réédition Hachette/Pluriel, 2012 [NDE].

fascisme et l'avoir porté au pouvoir, la bourgeoisie a toléré, malgré ses inconvénients secondaires, l'envahissement de l'État par la plèbe nazie : elle y trouvait son intérêt. Mais du jour où il lui apparaît que les inconvénients du régime l'emportent sur les avantages, elle n'hésite pas à le jeter par-dessus bord, avec le concours de l'armée.

Dès 1936, dans les conclusions de ce livre, j'avais émis l'hypothèse. Le coup a réussi en Italie. Il a échoué, pour un temps, en Allemagne. Mais depuis la bombe du 20 juillet, Hitler est virtuellement fini. Le grand capital, les hautes sphères de l'armée ne le suivent plus. « Depuis cet attentat, écrit un journaliste américain, Hitler sait que [...] la noblesse et la caste militaire, les gros industriels, les banquiers [...] sont contre lui. » Il ne survit qu'artificiellement, au moyen de la terreur inouïe qu'exercent à l'intérieur même de l'armée et sur l'ensemble de la population la police et les SS de Himmler. Il ne survit que parce que la classe dirigeante craint de déclencher une guerre civile ouverte en pleine guerre étrangère. Cet ultime épisode prouve que grâce à l'instrument redoutable de répression qu'il s'est forgé, le fascisme peut se maintenir un moment, même lorsqu'il est abandonné par le grand capital. Le plomb destiné aux travailleurs peut servir aussi à trouser la peau de quelques bourgeois. Mais pas longtemps.

Aucun régime politique ne peut gouverner contre la classe qui détient le pouvoir économique. N'en déplaise à quelques naïfs, les vieilles lois qui, de tout temps, ont régi les rapports de classes ne se trouvent pas, pour une fois, en défaut. Le fascisme ne les a pas, d'un coup de baguette magique, suspendues. Entre fascisme et grand capital le lien est si intime que le jour où le grand capital lui retire son appui est, pour le fascisme, le commencement de la fin.

Dans les conclusions de ce livre, j'avais insisté sur l'extraordinaire *pouvoir de durer* du fascisme. L'acharnement

désespéré avec lequel il résiste encore à l'heure où j'écris ces lignes, bien que se sachant perdu, dépasse évidemment toute attente. Pourtant le phénomène est compréhensible si l'on veut bien se souvenir que le fascisme n'est pas seulement un instrument au service du grand capital mais, en même temps, un soulèvement mystique de la petite-bourgeoisie paupérisée et mécontente. Si une grande partie des classes moyennes qui avaient porté le fascisme au pouvoir sont aujourd'hui cruellement déçues, il n'en est pas de même des militants. Dans l'énorme appareil bureaucratique de l'État fasciste, il y a beaucoup de jouisseurs et de pourris, mais il y a aussi de véritables fanatiques. Lesquels ne défendent pas seulement, en défendant le régime, leur position sociale, leur vie même, ils défendent aussi un idéal dans lequel ils croient dur comme fer, et jusqu'à la mort. (Notons-le en passant : ce n'est pas par la force brutale, encore moins par des baïonnettes étrangères que l'on peut vraiment désintoxiquer les cerveaux.) Le fascisme, dans les pays où il était installé, risque de laisser des séquelles pour une autre raison : à son déclin comme à sa naissance, il doit beaucoup à la complaisance de ses « adversaires » ; l'État « démocratique » qui lui succède est encore tout infecté de virus fasciste (de même que l'État « démocratique » qui l'avait précédé était déjà tout infecté de virus fasciste). L'« épuration » n'est qu'une comédie, car pour désinfecter réellement l'État bourgeois, il faudrait le vider et le briser. La haute administration, l'armée, la police, la magistrature restent peuplés d'auxiliaires et de complices du régime antérieur, les mêmes, pour la plupart, qui, naguère, avaient livré au fascisme les clés du pouvoir. En Italie, le maréchal Badoglio est l'homme qui, jadis, avait mis les cadres et les ressources de l'armée à la disposition des « Chemises noires ». Faut-il s'étonner que, successeur de Mussolini, il laisse le Duce s'échapper de sa prison ?

Bonomi est l'homme qui, en 1921-1922, avait creusé le lit du fascisme. Faut-il se montrer surpris qu'en 1945, sous son gouvernement, avec la complicité de ses fonctionnaires, le général fasciste Roatta réussisse à s'évader?

Il est peut-être, dans les conclusions de ce livre, un point sur lequel l'accent n'a pas été mis suffisamment : c'est le cheminement souterrain de la lutte de classes sous la dalle fasciste. On a surtout insisté, et il le fallait, sur les redoutables méthodes mises en œuvre par les régimes totalitaires pour désagréger, «atomiser» le mouvement de la classe ouvrière, pour dépister scientifiquement, si l'on peut dire, et écraser dans l'œuf toute forme d'opposition. Mais au fur et à mesure que la dalle fasciste se soulève, nous apercevons que, sous elle, la lutte de classes, soi-disant extirpée à jamais, continuait son chemin¹. À l'heure où sont écrites ces lignes, l'Italie du Nord n'est pas encore libérée. Mais déjà l'écho nous est parvenu de l'esprit révolutionnaire qui anime les travailleurs de Milan, de Turin, des grandes agglomérations industrielles où avait été hissé, en 1920, le drapeau rouge. Plus de vingt années de dictature fasciste n'ont pas réussi à changer l'ouvrier italien.

En Allemagne, l'emprise du régime et la terreur policière ont été infiniment plus fortes. Mais, en dépit du bâillon qui a été appliqué sur la bouche du peuple allemand, se manifeste la survie d'une avant-garde révolutionnaire, notamment dans les camps et les prisons. Le fascisme n'a pas arrêté la

1. Lire les travaux de l'historien britannique Tim Mason (1940-1990), notamment la brochure *La Classe ouvrière sous le III^e Reich* (Échanges et mouvement, 2005) et «Travailleurs sans syndicats. Résistance de masse dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie» (1984) : <http://raumgegenzement.blogspot.de/2009/10/21/tim-mason-travailleurs-sans-syndicats-rasistance-de-masse-dans-litalie-fasciste-et-dans-lallemagne-nazie-1984/> [NDE]

marche continue de l'humanité vers son émancipation. Il ne l'a suspendue que temporairement ou sur le papier.

Était-il bien nécessaire de rééditer ce livre au moment où la déconfiture de Mussolini et de Hitler semble décourager leurs imitateurs dans d'autres pays? En dehors de l'intérêt rétrospectif qu'il peut offrir, présente-t-il encore un caractère d'actualité? En le relisant, j'ai l'impression qu'au fond il a moins pour sujet le fascisme que le socialisme. Qu'est-ce au fond que le fascisme, sinon le produit direct de la carence du socialisme? Derrière le fascisme, l'ombre du socialisme est sans cesse présente. Je n'ai étudié le premier que par rapport au second. Plus d'une fois, au cours de ces pages, le fascisme m'a servi de repoussoir et m'a permis, par contraste, de mieux définir certains aspects essentiels du socialisme. Le jour où, comme il faut l'espérer, le fascisme ne sera plus qu'un mauvais souvenir, il restera de ce livre une tentative pour situer le socialisme par rapport à ce qui fut, un moment, son plus redoutable adversaire. À ce titre peut-être *Fascisme et grand capital* ne vieillira pas trop vite.

Au fait, est-il bien sûr que l'épidémie fasciste soit définitivement enrayée? Je le souhaite, je n'en suis pas certain. C'est une illusion fort répandue que la défaite de l'Axe sonne, dans le monde entier, le glas du fascisme.

Cependant, les grandes «démocraties» ne disent pas toujours la vérité. Elles ont combattu Hitler non point comme elles le prétendent aujourd'hui, à cause de la forme autoritaire et brutale du régime national-socialiste, mais parce que l'impérialisme allemand, à un moment donné, s'est permis de leur disputer l'hégémonie mondiale. On oublie trop que Hitler a été hissé au pouvoir avec la bénédiction de la bourgeoisie internationale.

Pendant les premières années de son règne, le capitalisme anglo-saxon, des lords britanniques à Henry Ford, lui

a accordé, de toute évidence, son soutien. On le regardait comme l'« homme fort », seul capable de rétablir l'ordre en Europe et de préserver le continent du bolchevisme.

C'est beaucoup plus tard que la bourgeoisie des pays « démocratiques », menacée dans ses intérêts, dans ses débouchés, dans ses sources de matières premières par l'irrésistible expansion de l'impérialisme allemand, a commencé de prêcher contre le national-socialisme, de dénoncer son caractère « immoral » et « antichrétien ». Et même, alors, il s'est trouvé çà et là des bourgeois et des princes de l'Église, qui, plus soucieux de conjurer le « péril rouge » que le péril nazi, ont gardé un faible pour le gendarme de l'Europe.

Aujourd'hui, les grandes « démocraties » se proclament « antifascistes ». Elles n'ont que ce mot à la bouche. L'antifascisme, en effet, leur a été nécessaire pour venir à bout du rival allemand. Elles ne pouvaient obtenir la pleine adhésion des masses populaires à la lutte contre l'hitlérisme par la seule exploitation du chauvinisme. En dépit des apparences, nous ne sommes plus à l'âge des guerres nationales. La lutte des classes, la guerre sociale dominant notre époque. Les masses ouvrières ne pouvaient être amenées à faire le don d'elles-mêmes pour libérer l'Europe que si l'on éveillait en elles des sentiments d'ordre social, que si l'on faisait appel à leur instinct de classe. Entré naguère dans l'arène en disciple de Maurras, Charles de Gaulle a mis, fort astucieusement, sa main dans celle de Joseph Staline.

Mais demain les grandes « démocraties » pourraient bien ranger l'antifascisme au magasin des accessoires. D'ores et déjà, ce mot magique, qui a fait se lever les travailleurs contre l'hitlérisme, est considéré par elles comme indésirable dès qu'il sert de ralliement aux adversaires du système capitaliste. En Belgique, en Grèce, les Alliés n'ont pas hésité à traiter assez rudement cette Résistance dont ils

avaient été si heureux d'utiliser les services. Pour rétablir l'« ordre », ils seront amenés tôt ou tard (ils l'ont déjà fait chez les Hellènes) à s'assurer des points d'appui au sein des populations libérées : ils soutiendront, contre l'avant-garde populaire, des formations plus ou moins fascistes. Bien entendu, on les baptisera, on les baptise déjà d'un autre nom, car le mot fascisme est « brûlé ». Mais, sous la nouvelle étiquette, on retrouve la vieille marchandise. Le fascisme, de quelque nom qu'on l'appelle, risque de demeurer l'arme de réserve du capitalisme déperissant.

Ainsi se trouve confirmée par l'évolution la plus récente la conclusion essentielle de ce livre, à savoir que le fascisme, fruit de la carence du socialisme, ne peut être efficacement combattu et définitivement vaincu que par la révolution prolétarienne. Tout « antifascisme » qui la rejette n'est que vain et trompeur bavardage. Le malheur est que nous avons laissé les démocrates bourgeois accaparer l'antifascisme. Ces messieurs craignent pour leur propre épiderme le knout fasciste, mais ils appréhendent au moins autant le pouvoir ouvrier. Ils ont imaginé, pour concilier ces deux sortes de peur, une solution bâtarde, celle des « fronts populaires ». Les porte-parole des fronts populaires déclament contre le fascisme, mais sans prendre des mesures radicales en vue d'en extirper les racines matérielles. Ils se gardent, malgré leurs tirades démagogiques contre les « 200 familles », contre les « trusts », de toucher au capitalisme et, fait plus grave encore, ils aggravent, par leur politique économique et sociale, les causes de friction entre le prolétariat et les classes moyennes ; ils rejettent ainsi ces dernières vers le fascisme dont ils prétendaient les détourner¹.

1. Lire « Les classes moyennes trinquent » dans GUÉRIN Daniel, *Front populaire, révolution manquée*, op. cit., p. 192-195.

La menace fasciste a fait découvrir à beaucoup de gens le problème des classes moyennes. Naguère, les partis de gauche ne voyaient en elles qu'une facile et fidèle et stable clientèle électorale. Mais du jour où il a été démontré que leurs oscillations, amplifiées par la crise économique, pouvaient les conduire dans le camp d'en face, qu'elles pouvaient être prises de folie collective, qu'elles pouvaient revêtir des chemises de couleur, ces mêmes partis ont connu les angoisses de la mère-poule menacée de perdre ses poussins : comment retenir les classes moyennes ?

Malheureusement ils n'ont rien compris (ou voulu comprendre) au problème. On s'excuse de ne l'avoir, dans ce livre, qu'effleuré. En effet, la logique de mon analyse m'a conduit moins à rechercher comment le socialisme eût pu détourner les classes moyennes du fascisme qu'à montrer pourquoi et comment le fascisme a réussi, lui, à les conquérir. Le lecteur me permettra donc ici une brève digression.

Les classes moyennes et le prolétariat ont des intérêts communs contre le grand capital. Mais ils n'ont pas que des intérêts communs. Ils ne sont pas « anticapitalistes » de la même façon. La bourgeoisie, sans doute, exploite, aggrave à plaisir ces divergences d'intérêts, mais elle ne les crée pas de toutes pièces. Il est donc impossible de rassembler le prolétariat et la petite-bourgeoisie autour d'un programme commun qui les satisfasse pleinement tous deux. L'une des deux parties doit faire des concessions. Le prolétariat peut, bien entendu, en consentir quelques-unes. Il doit s'efforcer d'éviter que les coups portés par lui au grand capital ne frappent en même temps les petits épargnants, artisans, commerçants, paysans. Mais, sur certains points essentiels, il doit demeurer intransigeant, car, s'il cédait sur ces points-là, pour ménager les classes moyennes, rassurer

boutiquiers ou cultivateurs, il renoncerait à porter au capitalisme les coups décisifs.

C'est précisément chaque fois qu'il a manqué à sa mission d'abattre le capitalisme, chaque fois qu'il n'a pas poussé son avantage jusqu'au bout que les classes moyennes, coincées entre un grand capital demeuré nocif et une classe ouvrière revendicatrice, sont devenues enragées, qu'elles se sont tournées vers le fascisme.

En bref, il ne s'agit pas pour le prolétariat de capter les classes moyennes en renonçant à son propre programme socialiste, mais de les convaincre de sa capacité à conduire la société dans une voie nouvelle : par la force et la sûreté de son action révolutionnaire. C'est précisément ce que les inventeurs des fronts populaires ne veulent pas comprendre. Ils n'ont qu'une idée en tête : faire mordre les classes moyennes à leur hameçon, et ils s'y prennent avec tant d'adresse qu'ils les rejettent finalement vers l'appât fasciste.

L'antifascisme ne triomphera que s'il cesse de traîner à la remorque de la démocratie bourgeoise. Défions-nous des formules « anti ». Elles sont toujours insuffisantes, parce que purement négatives. On ne peut vaincre un principe qu'en lui opposant un autre principe, un principe supérieur. Le monde d'aujourd'hui, au milieu de ses convulsions, ne recherche pas seulement une forme de propriété qui corresponde au caractère collectif et à l'échelle gigantesque de la production moderne ; il recherche aussi une forme de gouvernement capable de substituer un ordre rationnel au chaos, tout en libérant l'homme. Le parlementarisme bourgeois ne lui offre qu'une caricature de démocratie, de plus en plus impuissante et de plus en plus pourrie. Déçu et écœuré, il risque de se tourner vers l'État fort, vers l'homme providentiel, vers le « principe du chef ».

Sur le plan des idées, l'éradication du fascisme ne sera totale et définitive que le jour où nous présenterons à l'humanité, et où nous ferons triompher, par l'exemple, une forme nouvelle de gouvernement des hommes, une démocratie authentique, totale, directe, associant tous les producteurs à l'administration des choses. Ce type nouveau de démocratie n'est pas une chimère, une invention de l'esprit. Il existe. La grande Révolution française a fait entendre ses premiers balbutiements¹. La Commune de 1871 en a été la première tentative d'application, comme l'ont fait ressortir, de main de maître, Marx et Lénine. Les soviets russes de 1917 en ont proposé, de façon inouïable, le modèle au monde. Depuis, la démocratie soviétique a connu, en Russie même, pour des raisons qu'il serait trop long de rappeler ici, une longue éclipse. Cette éclipse a coïncidé avec la montée du fascisme.

Aujourd'hui, le fascisme a du plomb dans l'aile. Nous lui donnerons le coup de grâce en prouvant par nos actes que la démocratie vraie, la démocratie du type communal ou soviétique, est viable et qu'elle est supérieure à tous les autres types de gouvernement des hommes. « Tout le pouvoir aux soviets », disait Lénine. Mussolini a caricaturé ce mot d'ordre pour en faire le slogan de l'État totalitaire : « Tout le pouvoir au fascisme. »

L'État totalitaire est un monstre qui chancelle. Nous en serons à jamais délivrés si nous faisons triompher son antithèse : la république des conseils de travailleurs.

1. En 1946, Daniel Guérin publiait sa somme en deux volumes, *La Lutte de classes sous la Première République*, dont il donna un résumé en 1973, *Bourgeois et bras-nus* (Libertalia, 2013). [NDE]

CHAPITRE I
LES BAILLEURS DE FONDS

L'État, depuis qu'il existe un État, est l'organe de la domination d'une classe sociale sur d'autres classes sociales. Lorsqu'un État change de physionomie, lorsqu'un régime politique fait place à un autre, la première pensée qui vient à l'esprit est donc celle-ci : que se passe-t-il dans les coulisses de l'histoire ?

Est-ce une nouvelle classe qui accède au pouvoir ? Mais lorsqu'un certain nombre de signes non équivoques indiquent que c'est bien toujours la même classe qui gouverne, la question devient : quel intérêt la classe dominante peut-elle avoir à ce remue-ménage ?

Le régime politique de la plupart des États modernes évolués était, jusqu'à présent, la « démocratie » – la pseudo-démocratie : démocratie parlementaire et non démocratie directe, démocratie bourgeoise et non démocratie prolétarienne, démocratie frelatée et non démocratie vraie. Bien souvent même, si l'on y regarde de plus près, cette « démocratie » était fortement mâtinée de césarisme. Mais, en gros, l'on peut dire que, dans les États évolués, elle était, de nos jours, la solution politique la plus généralement pratiquée.

Or, dans deux grands pays de l'Europe occidentale, l'Italie et l'Allemagne, ce régime a fait place à un régime nouveau, qui tranche sensiblement avec le précédent : le *fascisme*¹. Comme il s'est manifesté pour la première fois en Italie, on lui a donné un nom d'origine romaine.

1. Dans la Rome antique, certains magistrats étaient précédés d'officiers, dits « licteurs », qui portaient, comme signe de leur pouvoir, des verges de bouleau liées en

Mais il n'a rien de spécifiquement italien. C'est pourquoi le vocable emprunté à l'Italie a fini par désigner un phénomène de caractère universel.

Il était admis jusqu'à ces dernières années que la « démocratie » était pour la classe dominante le meilleur régime politique. Dans deux pays, et non des moindres, la bourgeoisie capitaliste a changé d'avis. Pourquoi ?

Les révolutionnaires ont une tendance bien naturelle à tout ramener à eux-mêmes. Ils ont l'impression que la bourgeoisie recourt uniquement à la solution fasciste pour briser la révolution prolétarienne menaçante. Il y a, bien entendu, dans cette explication quelque chose de vrai, mais elle est trop simpliste. Les possédants, certes, ont peur de la révolution et ils subventionnent des bandes de nervis pour tenir en respect les ouvriers. Mais ce n'est pas tant pour étouffer la révolution qu'ils se décident à confier au fascisme le pouvoir. Ni en Italie ni en Allemagne il n'y a de péril révolutionnaire immédiat au moment où le fascisme prend possession de l'État. Ils recourent à la solution fasciste pour se protéger moins contre les troubles de la rue que contre les troubles de leur propre système économique. Le mal qu'il s'agit de conjurer est davantage au-dedans qu'au-dehors.

La loi du système capitaliste est le profit. Pendant une longue période qu'on pourrait appeler la phase ascendante du capitalisme, le développement continu de la production, l'élargissement incessant des débouchés ont assuré à la bourgeoisie, malgré des crises périodiques de croissance, une progression ininterrompue de ses profits. Depuis la guerre de 1914-1918, qui fut à la fois le produit et la première manifestation publique de ses difficultés internes,

faisceau autour d'une hache. Dans le jargon politique moderne en Italie, on a appelé *fascio* (pluriel *fasci*) diverses ligues d'actions politique et sociale, de tendances souvent très avancées. Puis le fascisme mussolinien s'est emparé du vocable.

le capitalisme, dans son ensemble, est entré dans une phase descendante. Aux crises économiques cycliques s'est superposée une crise chronique, une crise permanente du système. Le profit capitaliste est menacé à sa source.

Durant la période précédente, la « démocratie » était avantageuse pour le capitalisme. On connaît la ritournelle : la démocratie est le gouvernement le moins cher ; l'esprit d'entreprise ne peut s'épanouir que dans la liberté ; les droits politiques accordés aux masses agissent comme une soupape de sûreté et préviennent des heurts violents ; la « démocratie » accroît les débouchés du capitalisme en développant dans les masses des besoins nouveaux et en leur donnant quelques moyens de les satisfaire, etc. Quand le festin est abondant, on peut, sans dommage, laisser le peuple en ramasser les miettes.

Mais dans la période actuelle, dans la phase de déclin du capitalisme, la classe dominante est amenée à mettre dans la balance les avantages et les inconvénients de la « démocratie » ; perplexe comme l'âne de Buridan, elle regarde les deux plateaux et elle hésite. Dans certains pays et dans certaines circonstances, il arrive que les inconvénients lui paraissent l'emporter sur les avantages. Quand la crise économique (cyclique et chronique à la fois) sévit d'une manière particulièrement aiguë, quand le taux du profit tend vers zéro, elle ne voit d'autre issue, d'autre moyen de remettre en marche le mécanisme du profit que de vider jusqu'au dernier centime les poches – déjà peu garnies – des pauvres bougres qui constituent la « masse ». C'est ce que Joseph Caillaux, ce grand bourgeois au verbe fleuri, appelait chez nous la « grande pénitence » : brutale réduction des salaires, des traitements et des charges sociales, augmentation des impôts – des impôts de consommation en premier lieu. Avec le produit de cette rafle dans les poches

du bon peuple, l'État renfloue les entreprises au bord de la faillite, les soutient artificiellement à coups de subventions et d'exonérations fiscales, à coups de commandes de travaux publics et d'armements; l'État, en un mot, se substitue à la clientèle privée, à l'épargne défaillantes.

Mais le régime « démocratique » se prête assez mal à la réalisation d'un tel plan. Tant que la « démocratie » subsiste, les diverses catégories sociales qui composent le peuple (bien que copieusement dupées et grugées) ont tout de même quelques moyens de se défendre contre la « grande pénitence » : liberté de la presse, suffrage universel, droit syndical, droit de grève, etc. Moyens insuffisants sans doute, mais qui imposent quelques limites aux exigences illimitées des puissances d'argent. La résistance, notamment, du prolétariat organisé rend assez difficile le massacre des salaires.

C'est pourquoi, dans certains pays et dans certaines circonstances, lorsque ses profits sont particulièrement menacés, lorsqu'une « déflation » brutale lui paraît nécessaire, la bourgeoisie jette par-dessus bord la traditionnelle « démocratie » et appelle de ses vœux – en même temps que de ses subsides – un État fort. Lequel prive le peuple de tous ses moyens de défense, lui ligote les mains derrière le dos, pour mieux vider ses poches.

On écrit à dessein : dans certains pays et dans certaines circonstances; il s'agit, en l'espèce, des nations qui ont revendiqué leur « place au soleil » alors que les bonnes places étaient déjà prises et qui manquent de matières premières aussi bien que de débouchés. Dans d'autres pays, mieux pourvus, aux ressources économiques et financières plus vastes, la bourgeoisie a pu remettre en marche le mécanisme du profit, en usant d'expédients qui n'ont pas exigé le remplacement du régime

«démocratique» par un régime de dictature ouverte. La méthode employée a été, au fond, la même; le capitalisme privé a été renfloué par l'État, ranimé au moyen de grands travaux et de massives commandes de guerre. Mais grâce aux richesses accumulées par les générations précédentes, on n'a pas eu besoin de vider avec autant de brutalité les poches des travailleurs. La matraque fasciste n'a pas été nécessaire. Aux USA, le New Deal de Roosevelt a suffi¹.

Ce n'est pas assez de dire que, pour les raisons ci-dessus indiquées, la bourgeoisie, dans certains pays comme l'Italie et l'Allemagne, a subventionné le fascisme et l'a porté au pouvoir. Une telle affirmation manquerait de précision. Contrairement à ce qu'on croit souvent, la bourgeoisie capitaliste n'est pas absolument homogène. Sans doute, lorsque ses intérêts de classe essentiels sont menacés, elle forme un bloc de granit. Mais, hormis ces circonstances exceptionnelles, le bloc n'est pas sans comporter de sérieuses fissures. Selon l'activité économique à laquelle ils se livrent, certains groupes capitalistes ont des intérêts à défendre qui sont en opposition avec les intérêts d'autres groupes capitalistes. Il est vrai que ces groupes ont les uns avec les autres des relations plus ou moins étroites, et la ligne de démarcation entre eux n'est pas toujours facile à tracer. Mais l'opposition d'intérêts n'en existe pas moins.

Il est donc important de rechercher si, en Italie et en Allemagne, c'est la bourgeoisie tout entière qui a appelé de ses vœux une dictature, qui a subventionné le fascisme, ou si ce sont, plus particulièrement, certains groupes capitalistes.

1. Daniel Guérin avait exprimé une tout autre opinion dans un article de *La Révolution prolétarienne* (n° 60, 25 septembre 1933), intitulé « L'expérience Roosevelt, préface au fascisme » reproduit dans *Agone*, n° 29-30/2003 : <http://revueagone.revues.org/355> [NDE].

Les divers partis politiques bourgeois, est-il besoin de le rappeler, ne sont que les reflets, ou plutôt les instruments, des divers groupes capitalistes. Le jeu réciproque des partis politiques dans la période qui précède l'accession au pouvoir de Mussolini ou de Hitler est changeant, complexe et déroutant. Pour le déchiffrer, analysons l'attitude des divers groupes capitalistes vis-à-vis du fascisme.

Le fascisme, en Italie et en Allemagne, a été surtout subventionné et appuyé par les magnats de l'industrie lourde (métallurgie, mines) et par les banquiers ayant des intérêts dans l'industrie lourde. Pourquoi les autres groupes capitalistes, ceux notamment qu'on peut ranger en gros sous le vocable d'industrie légère ou industrie transformatrice ont-ils, à l'égard du fascisme naissant, une attitude de réserve ou, parfois même, d'hostilité?

Ce n'est pas seulement en Italie et en Allemagne que l'industrie lourde et l'industrie légère ont des intérêts économiques, une stratégie sociale et politique divergents. D'incessants conflits opposent les deux groupes : l'industrie légère se plaint de l'hégémonie de l'industrie lourde, qui lui fait payer un lourd tribut en lui fournissant à des prix de monopole matières premières et machines; sur le plan de la politique extérieure, l'industrie lourde, qui vit en grande partie de commandes d'armements (émanant aussi bien de l'État que des puissances « amies ») est, le plus souvent, pour une politique de « prestige », de force, d'aventure impérialiste; l'industrie légère intéressée à l'exportation de produits non militaires, n'a rien à gagner à la guerre et à l'autarcie. Au surplus, elle est davantage liée au capitalisme international que l'industrie lourde. Elle est donc, en général, pour une politique de « collaboration internationale ».

Vis-à-vis de la classe ouvrière, l'industrie lourde et l'industrie légère opinent pour des méthodes sensiblement

différentes. Les chefs d'entreprises métallurgiques et minières se distinguent par leur attitude autoritaire, par leur mentalité de « patrons de combat ». Leur volonté de puissance s'explique par la dimension de leurs entreprises, par le rôle prépondérant qu'ils jouent dans l'économie et dans l'État. Mais il faut, sans doute, en chercher également la raison dans ce que Marx appelle la « composition organique » du capital de leurs entreprises : le rapport entre le capital constant (investi en moyens de production, en matières premières, etc.) et le capital variable (servant à rémunérer la main-d'œuvre) est beaucoup plus élevé dans l'industrie lourde que dans les autres branches d'industrie. Il en résulte que les limites dans lesquelles la production est lucrative sont, pour l'industrie lourde, particulièrement étroites¹ : dès que les gros métallurgistes ne peuvent utiliser un pourcentage suffisamment élevé de leur potentiel de production, les « frais fixes » d'amortissement de leurs installations se répartissent sur une quantité insuffisante de produits fabriqués et le bénéfice est compromis². Une grève éclate-t-elle? Le moindre arrêt du travail se traduit pour eux par des pertes se chiffrant par millions³. La conjoncture économique devient-elle mauvaise? Ne pouvant toucher aux « frais fixes », ils ne peuvent comprimer que les dépenses de main-d'œuvre; la réduction brutale des salaires devient pour eux une impérieuse nécessité.

Vis-à-vis de la main-d'œuvre qu'ils emploient, les dirigeants de l'industrie légère ont, en général, une attitude quelque peu différente; la composition organique de leur capital est moins élevée, leurs « frais fixes » moins lourds,

1. MARX Karl, *Le Capital* (traduction de J. Molitor), Alfred Costes, 1930, tome X.

2. Le rôle des « frais fixes » a été particulièrement mis en lumière par le professeur allemand Schmalenbach dans une conférence à Vienne (juin 1930).

3. BONN Moritz Julius (Prof.), *La Destinée du capitalisme allemand*, Dalloz, 1932.

et aussi leur orgueil moins cassant. La plupart d'entre eux préfèrent à la manière forte ce qu'ils appellent la « collaboration des classes », la « paix sociale » qui n'est, en réalité, qu'une forme plus hypocrite et plus insidieuse de domestication du prolétariat.

Il n'est donc pas surprenant que, dans les deux pays étudiés, l'industrie lourde et l'industrie légère soient loin d'avoir vis-à-vis du fascisme naissant une attitude identique. L'industrie lourde veut poursuivre la lutte de classes jusqu'à l'écrasement du prolétariat; l'industrie légère croit encore pouvoir tout arranger par la « paix sociale ». L'industrie lourde exige une politique extérieure belliqueuse, l'industrie légère souhaite une politique extérieure conciliante; l'industrie lourde espère renforcer son hégémonie économique à l'aide d'un État dictatorial; l'industrie légère appréhende ce surcroît de puissance.

Mais les groupes capitalistes de l'industrie légère se montrent incapables de résister au fascisme. S'ils ne désirent pas son triomphe, ils ne font pas grand-chose pour lui barrer la route. Pourquoi? D'abord, parce que le fascisme est un mouvement « national », c'est-à-dire au service des classes possédantes et méritant, à ce titre, leur sympathie ou, tout au moins, leur indulgence. Ces naïfs, au surplus, sont à mille lieues de croire à la possibilité d'une dictature fasciste « totalitaire ». Ils considèrent le fascisme comme un quelconque mouvement politique, qu'ils peuvent manœuvrer et même utiliser à leur gré. C'est ainsi que les politiciens « libéraux », qui ont des attaches assez étroites avec les milieux de l'industrie légère, ménagent le fascisme. Fidèles à leurs tactiques habituelles de « paix sociale », ils s'imaginent qu'une fois apprivoisé et parlementarisé, le fascisme servira de contrepoids utile aux forces prolétariennes.

Le jour où le fascisme, à leur stupéfaction, est devenu une force politique considérable, poursuivant ses fins propres, un mouvement de masses qui ne peut plus être contenu à moins de faire intervenir contre lui la force armée, alors l'industrie légère, les politiciens « libéraux » font passer la solidarité de classe avant les divergences d'intérêts. Ils répugnent à verser le sang des « patriotes ». Ils se résignent au triomphe du fascisme. L'ensemble du capitalisme s'unit pour installer le fascisme au pouvoir.

Nous allons voir de plus près, en Italie d'abord, en Allemagne ensuite, selon la méthode adoptée dans ce livre, quelle a été l'attitude des divers groupes capitalistes à l'égard du fascisme. Pour faciliter la compréhension du sujet, cette analyse a été décomposée en deux phases successives :

1) Tout d'abord, le grand capital ne songe pas encore à pousser le fascisme à la conquête du pouvoir. Il ne se sert des bandes fascistes à sa solde qu'en tant que milice antiouvrière.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, le patronat a dû, dans les deux pays, pour éviter une véritable révolution sociale, faire à la classe ouvrière des concessions importantes. Décidé à reprendre un jour ces concessions, il a l'idée, résolument novatrice, de confier à des bandes armées et militarisées, spécialisées dans la lutte antiouvrière, le soin de harceler le prolétariat organisé et d'affaiblir sa résistance. Les grands propriétaires fonciers se joignent à eux. Ces derniers tiraient leurs revenus de l'exploitation illimitée du prolétariat rural : ils ont dû, eux aussi, jeter du lest et ils sont impatients de regagner le terrain perdu.

Leurs bailleurs de fonds assignent une autre mission aux bandes armées de Mussolini et de Hitler. L'Italie et l'Allemagne se trouvent, au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans la position de pays vaincus et

humiliés, en face de grandes puissances «nanties». Les gros industriels, avides de commandes d'armement, encouragent de leurs subsides la lutte contre l'« injustice des traités ». Et cette lutte, ils l'engagent par-dessus la tête du gouvernement régulier, au moyen des bandes fascistes.

2) Mais le jour où une crise économique plus ou moins aiguë menace de détruire leurs profits, où seul un « État fort » leur paraît susceptible d'assurer une rentabilité nouvelle à leurs entreprises, ils se risquent à faire un pas de plus. Ils lancent les bandes fascistes à la conquête du pouvoir politique. Ils instaurent, avec le concours de celles-ci, une dictature d'un type nouveau.

I. EN ITALIE : POUR REPRENDRE AU PROLÉTARIAT LES
CONCESSIONS FAITES AU LENDEMAIN DE LA GUERRE,
MAGNATS DE L'INDUSTRIE LOURDE ET HOBEBEAUX
SUBVENTIONNENT LES « FASCI »

En Italie, au lendemain de la Première Guerre mondiale, on assiste à un véritable essor révolutionnaire des masses¹. Ouvriers et paysans, s'ils ne s'orientent, faute de maturité politique, vers la conquête du pouvoir, arrachent, grâce à leur combativité, des avantages considérables. Dans l'industrie, les travailleurs obtiennent de meilleurs salaires, la journée de huit heures, la généralisation des contrats collectifs, leur représentation au sein de l'entreprise dans des « commissions internes d'usine ». Les grèves succèdent aux grèves (1 663 en 1919, 1 881 en 1920). À Gênes et dans les grands ports, les dockers, solidement organisés, imposent leur loi aux armateurs. Les ouvriers métallurgistes font mieux encore : en septembre 1920, ils élargissent un simple conflit de salaires

1. Lire PALENI BRUNO, *Italie 1919-1920. Les deux années rouges (Fascisme ou révolution?)*, Les Bons Caractères, 2011 [NDE].

en une grande bataille de classes; les magnats de l'industrie lourde ayant décidé de lock-outer leurs établissements, les 600 000 métallos italiens occupent les usines, gèrent eux-mêmes la production au moyen de « conseils d'usine » élus¹. Ils n'hésitent pas à violer le saint des saints du patronat, ouvrent ses coffres-forts dont le contenu leur révèle les secrets, jalousement gardés, du prix de revient et du profit. Le conflit terminé à leur avantage, ils se voient promettre un droit de regard sur la gestion des entreprises. Mais le projet de loi sur le « contrôle ouvrier » n'est jamais entré en application. Les magnats ont pris prétexte de la crise économique aiguë à la fin de 1920 pour en obtenir l'ajournement.

Les paysans ne se montrent pas moins combattifs. Revenus des tranchées, ils réclament le « partage des terres » qu'on leur a promis; et, faute de l'obtenir, ils s'installent eux-mêmes sur le sol convoité. Un décret gouvernemental doit sanctionner le fait accompli; à condition d'être organisés en coopératives, ils obtiennent le droit de demeurer quatre ans sur les terres spontanément occupées (décret Visocchi du 2 septembre 1919). Les métayers réussissent à améliorer sensiblement les clauses de leurs contrats. Les journaliers agricoles, s'appuyant sur les communes rurales gagnées au socialisme, et qui deviennent autant de fiefs prolétariens, s'organisent solidement dans leurs syndicats, les « ligues rouges ». Ils discutent avec les grands propriétaires de puissance à puissance, arrachent eux aussi des contrats collectifs, etc.

Ces conquêtes menacent directement, à la fois dans leurs intérêts et dans leur autorité, les deux féodalités régnantes de l'Italie : la féodalité industrielle et la féodalité agraire.

La féodalité industrielle est de formation très récente. C'est seulement au cours de la première décennie de ce

1. Lire SPRIANO PROLO, *L'Occupation des usines (Italie-septembre 1920)*, La Pensée sauvage, 1978. [NDE]

siècle que l'industrie métallurgique a fait son apparition en Italie. Dans un pays qui ne possède ni fer ni charbon, elle ne pouvait devenir «rentable» qu'en se soumettant toutes les forces économiques et politiques du pays, qu'en rançonnant les industries de transformation et les consommateurs, qu'en vivant de la protection douanière et des commandes de l'État. L'expédition de Tripolitaine (1911-1912¹), puis la Grande Guerre lui ont mis le pied à l'étrier. Ayant amassé d'insolentes fortunes dans la fabrication d'engins de mort, quelques métallurgistes, les Perrone, les Agnelli, etc., aspirent, au lendemain de l'armistice, à dominer la vie économique du pays. Ce n'est que contraints et forcés et pour éviter une véritable révolution qu'ils ont dû faire un certain nombre de concessions à leurs exploités; mais ils sont bien décidés à reprendre le plus tôt possible ce qu'ils ont dû abandonner. L'occupation des usines, notamment, a été pour eux une chaude alerte. Ils ont senti passer le frisson de l'expropriation.

Une fois la crise passée, eux et leurs alliés, les armateurs – ceux de Gênes en particulier – sont décidés à recourir à n'importe quel moyen pour échapper au «contrôle ouvrier» et à l'immixtion des travailleurs dans la gestion des entreprises.

La féodalité agraire n'est pas moins résolue à reconquérir le terrain perdu. En Italie, l'ancienne aristocratie est demeurée propriétaire du sol; animée d'une forte conscience de classe, elle s'est organisée, depuis 1908, en une puissante Associazione agraria et la guerre l'a renforcée d'une nouvelle couche de propriétaires terriens.

À Gênes, au début d'avril 1919, grands industriels et agrariens concluent une sainte alliance contre le «bolchevisme». « Cette réunion, écrit Rossi*, est le premier pas vers

1. Région côtière de l'actuelle Libye qui fit l'objet d'une guerre de conquête coloniale à partir de 1911 [NDE].

une réorganisation des forces capitalistes en vue de faire face aux menaces de la situation¹. » Le 7 mars 1920 se réunit à Milan la première conférence nationale des industriels italiens. La Confédération générale de l'industrie est créée. Un plan complet et précis d'action commune est élaboré; tout y est prévu, jusqu'aux formes de lutte contre les syndicats ouvriers. Peu après, le 18 août, se constitue la Confédération générale de l'agriculture. « Industriels et agrariens, observe Rossi, n'iront plus au combat en ordre dispersé. »

Mais pas plus la féodalité industrielle que la féodalité agraire ne peuvent engager elles-mêmes la lutte contre le prolétariat organisé, industriel et rural. Elles confient ce soin à des bandes armées, entre autres les *fasci* de Benito Mussolini, qui s'intitulent les organes du « front unique antibolchevique ». La mission confiée à ces bandes est de harceler la classe ouvrière, d'affaiblir sa capacité de lutte et de résistance, de manière à permettre aux industriels et aux grands propriétaires fonciers de regagner le terrain perdu.

En avril 1919, Mussolini salue l'assemblée des « congrégations » économiques et offre son concours, qui n'est pas refusé. Mais c'est surtout à la fin de 1920, après l'occupation des usines, que les subventions des grands industriels et des agrariens pleuvent dans ses coffres.

2. LES BANDES FASCISTES AU SERVICE DU NATIONALISME : L'AVEVENTURE DE FIUME

Une autre raison pousse, au lendemain de la guerre de 1914-1918, les magnats de la péninsule à subventionner

1. Rossi Amilcare, *La Naissance du fascisme (L'Italie de 1918 à 1922)*, 1938. (L'ouvrage a été réédité sous le véritable nom de son auteur, Angelo Tasca*, et avec une préface d'Ignazio Silone : *Naissance du fascisme (L'Italie de l'armistice à la marche sur Rome)*, Gallimard, 1967; rééd. Gallimard/TeI, 2004 [NDE].

et à équiper des bandes armées. Le jeune impérialisme italien est apparu trop tard dans un monde où toutes les bonnes places étaient déjà prises. C'est tout juste si on lui a laissé une miette du festin : les déserts de sable de Tripolitaine. L'Italie, à la veille de la guerre, est, suivant l'expression du nationaliste Corradini, la « grande prolétaire ». Elle le demeure, au lendemain de l'armistice : comme prix de son entrée en guerre, l'Entente lui avait promis un certain nombre de « compensations » territoriales ; mais les promesses faites ne sont pas tenues. Les magnats de l'industrie lourde ont un intérêt direct à engager leur pays dans une politique extérieure nationaliste et agressive ; ils continueront ainsi à s'enrichir en exécutant les commandes de guerre de l'État, et ils ouvriront par la force à leurs industries de nouveaux marchés. Agissant par-dessus la tête du gouvernement italien, ils subventionnent, ils arment des bandes d'anciens combattants et d'aventuriers. Et, comme la Conférence de la paix a refusé à l'Italie la ville de Fiume¹, sur l'Adriatique, ils font accomplir à ces bandes un geste symbolique : ils les envoient, sous le commandement du littérateur D'Annunzio, occuper la ville (17 septembre 1919).

À la fin de 1919, les grands industriels fournissent à Benito Mussolini les moyens nécessaires pour mener dans son organe le *Popolo d'Italia* – maintenant journal à grand tirage – une grande campagne pour les armements navals et aériens. Dans le numéro du 23 décembre, Mussolini annonce qu'il va aussi engager la lutte pour une politique extérieure d'expansion².

1. À partir de juillet 1919, Fiume, n'étant attribuée ni à l'Italie ni à la Yougoslavie, a été confiée à une commission militaire internationale.

2. *Ibid.*

3. À CETTE POLITIQUE S'OPPOSE CELLE DE L'INDUSTRIE LÉGÈRE

À cette politique des magnats de l'industrie lourde s'oppose celle des dirigeants de l'industrie légère (textile notamment). Cette industrie a précédé en Italie l'industrie lourde. Elle a été financée par un puissant établissement de crédit, la Banca commerciale. À la veille de l'entrée en guerre de l'Italie, pendant et après les hostilités, la lutte a été particulièrement vive entre les deux groupes : les frères Perrone, chefs du trust métallurgique Ansaldo, contre Toeplitz, directeur de la Banca. L'industrie légère craint une hégémonie de l'industrie lourde dont la conséquence serait la protection douanière à outrance et l'obligation pour elle de payer ses machines à des prix de monopole. Vis-à-vis de la classe ouvrière, l'industrie légère est plutôt disposée à la conciliation : tout l'art de son souple leader politique, Giolitti, est d'appivoiser le prolétariat au moyen de la « collaboration des classes ».

En 1915, l'industrie légère et Giolitti se sont opposés en vain à l'entrée en guerre de l'Italie. Mais, en juillet 1919, Giolitti revient au pouvoir. Il propose à la Chambre une enquête sur les bénéfices de guerre, mesure nettement dirigée contre l'industrie lourde; il liquide l'aventure de Fiume (fin décembre 1920) et pratique une politique de collaboration internationale; enfin, pendant l'occupation des usines, il joue un rôle ambigu, ne soutenant à fond ni les lock-outeurs ni les lock-outés, freinant les velléités révolutionnaires des seconds, obligeant les premiers à faire des concessions. De leur côté, les dirigeants de la Banca commerciale assurent la Fédération des ouvriers métallurgistes de leur neutralité bienveillante¹.

1. *Ibid.*

4. LA CRISE TARIT LA SOURCE DU PROFIT CAPITALISTE : LES MAGNATS LANCENT LE FASCISME À LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Mais, bientôt, les magnats de l'industrie lourde ne visent plus seulement à affaiblir, au moyen des bandes fascistes, le prolétariat organisé. Ils envisagent de lancer le fascisme à la conquête du pouvoir, ils aspirent à l'« État fort », par le truchement duquel ils imposeront directement leurs volontés.

Au cours de l'année 1921, une grave crise économique tarit toujours davantage la source de leurs profits. À la faveur de la guerre, les entreprises ont connu un développement prodigieux. Des trusts géants se sont constitués comme l'Ansaldo, vaste consortium d'entreprises métallurgiques et sidérurgiques; comme l'Ilva, qui englobe de nombreuses entreprises minières, métallurgiques et une compagnie de navigation. L'Ansaldo a, à cette époque, un capital-actions d'un demi-milliard de liras et un capital-obligations de 100 millions. L'Ilva a un capital-actions de 300 millions de liras et un capital-obligations de 146 millions¹. On a perdu toute notion du prix de revient. On a créé des industries artificielles, parasitaires; on a exploité à nouveau des mines depuis longtemps abandonnées. Les commandes d'armement ont fait croire à une capacité indéfinie d'écoulement de la production, à une croissance indéfinie des bénéfices.

Mais, quand a sonné l'heure de la paix, les commandes de guerre cessant du jour au lendemain, le marché intérieur s'est évanoui. Et, en même temps, les débouchés extérieurs escomptés se sont dérobés. Non seulement l'Italie s'est vu frustrer des « compensations » promises par l'Entente, mais

1. PERRAUX François, « Économie corporative et système capitaliste », *Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1933.

les marchés péniblement conquis avant 1914 en Europe orientale et dans le Proche-Orient se sont fermés. Comment rémunérer les énormes capitaux investis dans l'industrie lourde? Comment réduire le potentiel de production d'une industrie qui a poussé à un rythme si désordonné? L'un après l'autre, les grands «mastodontes» métallurgiques comme l'Ansaldo, l'Ilva ainsi que leur banque, la Banca di sconto, s'effondrent. En janvier 1921, il y a déjà 600 000 chômeurs.

Les magnats en sont arrivés au point où seul le concours de l'État peut rendre à nouveau «rentables» leurs industries : à l'État de les aider à briser la résistance ouvrière et à réduire les salaires; à l'État de renflouer leurs entreprises défailtantes, de leur accorder subventions et exonérations fiscales, de leur assurer une protection douanière plus forte, de les maintenir en vie avec des commandes d'armement. Parmi les responsables de la chute de la Banca di sconto « il y a, écrit Rossi, plusieurs bailleurs de fonds du fascisme et du nationalisme, qui voudraient être sauvés aux frais de l'État¹ ». Mais l'État n'est pas entre leurs mains un instrument absolument docile. Les hommes politiques au pouvoir (Giolitti ou ses lieutenants) représentent davantage les intérêts de l'industrie légère que les leurs. Et surtout, les libertés démocratiques permettent, dans une certaine mesure, aux masses laborieuses de défendre leurs conditions de vie. Si les organisations ouvrières ont été affaiblies, leurs adhérents démoralisés par les féroces « expéditions punitives » des bandes fascistes, le parti socialiste et la Confederazione generale del lavoro (CGL) n'en représentent pas moins encore une force avec laquelle il faut compter.

Reste une solution : anéantir radicalement les libertés démocratiques, briser les organisations ouvrières, remettre

1. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

la direction de l'État à des hommes entièrement dociles. Les bandes fascistes ne joueront plus seulement le rôle de milices antiouvrières. À leur congrès de Rome (7-10 novembre 1921), les « faisceaux » se transforment en parti politique. Au conseil national de Florence (20 au 21 décembre 1921), Mussolini donne au nouveau parti le mot d'ordre : « À la conquête du pouvoir. »

5. LE « PLAN » DE GIOLITTI. L'ENSEMBLE DU CAPITALISME ITALIEN SUBVENTIONNE LA MARCHÉ SUR ROME

Comme nous l'avons vu, l'industrie légère ne souhaite pas le triomphe du fascisme. Mais les hommes d'État à sa solde ménagent le parti mussolinien, parce qu'il est un mouvement « national ». Giolitti s'imagine qu'après avoir apprivoisé le prolétariat organisé et empêché que l'occupation des usines ne dégénère en révolution, il pourra, de la même façon, apprivoiser le fascisme : celui-ci, une fois « parlementarisé », servirait de contrepoids utile aux forces prolétariennes.

Au printemps de 1921, il dissout la Chambre et, procédant à de nouvelles élections, il intègre le fascisme dans un « bloc national » des partis gouvernementaux. À travers toute l'Italie, les candidats fascistes se présentent avec l'appui gouvernemental. Giolitti fait ainsi élire 30 députés fascistes, dont Mussolini. « Je considérai cela comme très avantageux, écrit-il dans ses *Mémoires*, car le fascisme représentait désormais une force réelle dans le pays et, selon mon vieux principe que toutes les forces du pays doivent être représentées dans le Parlement et y trouver leur expression, il était bon qu'il y eût sa représentation parlementaire. » Croyant avoir assagi à la fois socialistes et fascistes, Giolitti

tente de les réconcilier : son lieutenant, Bonomi, leur fait signer, le 3 août, un « pacte de pacification ».

Mais le plan de Giolitti aboutit à un résultat contraire à celui poursuivi par son auteur. Au lieu d'apprivoiser le fascisme, il lui a fourni, en soutenant ses candidats aux élections, le meilleur des tremplins. Au lieu de mettre fin à la guerre civile, le « pacte de pacification » procure à Mussolini un répit indispensable, d'une part, pour rassurer l'opinion publique moyenne, indisposée par les violences fascistes, d'autre part, pour coordonner et discipliner un mouvement poussé trop vite. Quand ce double résultat est atteint, Mussolini s'empresse de dénoncer le pacte (novembre 1921). « Il avait été utile et nécessaire de le conclure, écrit l'historien Volpe, il était maintenant utile et nécessaire de le rompre¹. » La guerre civile reprend, plus implacable.

Et, au début de 1922, les hommes de l'industrie légère, ainsi que la Couronne, intimement liée à la Banca commerciale, comprennent que le fascisme est devenu une force autonome qui ne peut plus être contenue, — à moins de faire intervenir contre elle la force armée. Or, les intérêts généraux des classes possédantes commandent que les forces « nationales » ne s'entredéchirent pas. En outre, sur le plan économique, un fait nouveau s'est produit : après l'effondrement des grands consortiums métallurgiques et de la Banca di sconto, la Banca commerciale a repris une partie des participations industrielles de l'établissement défaillant; les nouveaux intérêts dont elle a la charge s'identifient avec ceux de l'industrie lourde. Désormais, non seulement l'industrie lourde, mais aussi la Banca commerciale, poussent Mussolini vers le pouvoir : et c'est ensemble qu'en octobre 1922, les magnats de la

1. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, 1935, Rome (en français).

Confédération de l'industrie et Toeplitz fournissent les millions nécessaires à la marche sur Rome. Le 28 octobre, à Milan, raconte Rossi, « des pourparlers très actifs ont lieu entre Mussolini [...] et les chefs de la Confédération générale de l'Industrie, les députés A. Stefano Benni et Gino Olivetti. Les dirigeants de l'Association bancaire, qui avaient versé 20 millions pour financer la marche sur Rome, les dirigeants de la Confédération de l'industrie et de la Confédération de l'agriculture télégraphient à Rome pour donner à Salandra l'avis que la situation ne comporte pas d'autre issue qu'un gouvernement Mussolini ». Le sénateur Ettore Conti, grand magnat de l'électricité, envoie un télégramme analogue au président du Conseil Facta. « Mussolini est, toujours selon Rossi, le candidat de la ploutocratie et des congrégations économiques. »

6. EN ALLEMAGNE : POUR REPRENDRE AU PROLÉTARIAT
LES CONCESSIONS FAITES AU LENDEMAIN DE LA
GUERRE, MAGNATS DE L'INDUSTRIE LOURDE ET
HOBEBEAUX SUBVENTIONNENT LES « CORPS FRANCS »

En Allemagne également, on assiste, au lendemain de la Première Guerre mondiale, à un essor révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes. Lorsqu'en novembre 1918 s'effondre le militarisme prussien, en quelques heures surgit spontanément un nouvel ordre de choses : les conseils d'ouvriers et de soldats, transposition allemande des soviets russes. Pendant quelques jours, les conseils sont la seule autorité légale existant dans le Reich. Dans chaque ville, l'assemblée des conseils d'ouvriers et de soldats délègue ses pouvoirs à un conseil exécutif. À Berlin, le gouvernement central des « commissaires du peuple » n'est que l'émanation du comité exécutif des conseils berlinois.

La trahison de la social-démocratie d'une part, le manque d'éducation et de tradition révolutionnaires des masses d'autre part abrègent l'expérience; et, rapidement, la république des Conseils doit céder le pas à une république bourgeoise démocratique. Mais, au sein de cette république, les ouvriers et les paysans conquièrent des avantages politiques et économiques importants : extension du suffrage universel aux deux sexes, journée de huit heures, généralisation des contrats collectifs, assurance chômage, conseils d'entreprise élus, etc. De leur côté, les journaliers agricoles, au service des grands propriétaires de l'Est, obtiennent le droit d'association, affluent en masse dans les syndicats. La Fédération des travailleurs de la terre passe de 10000 membres à la mi-1918 à 700000 en 1920. Ils arrachent de meilleures conditions de travail, des contrats collectifs, le bénéfice de l'assurance chômage, le droit d'élire des conseils d'entreprise. Néanmoins, les avantages conquis par les journaliers agricoles sont beaucoup plus restreints que ceux accordés aux ouvriers industriels. C'est ainsi que, pour pouvoir élire un conseil d'entreprise, ils doivent être au moins 20 ouvriers travaillant chez le même patron (au lieu de 10 dans l'industrie); la journée de travail est fixée à dix heures dans l'agriculture au lieu de huit dans l'industrie; une partie des journaliers sont pratiquement exclus de l'assurance chômage et les domestiques, par exemple, privés du bénéfice des contrats collectifs¹.

Ces conquêtes compromettent à la fois les intérêts et l'autorité des deux féodalités régnantes de l'Allemagne : la féodalité industrielle et la féodalité terrienne.

La féodalité industrielle est, en Allemagne, beaucoup plus ancienne qu'en Italie. Bien avant la guerre, les Krupp, les Thyssen, les Kirdorf, les Börsig, etc., se comportaient

1. Lire STEINBERGER Nathan, *Die Agrarpolitik des Nationalsozialismus* (« La Politique agricole du national-socialisme »), 1935.

en patrons de combat, traitaient leurs exploités comme des serfs. « L'État militaire et bureaucratique, écrit le professeur Bonn, ne négociait pas avec ses sujets, il commandait. De même, le capitalisme allemand arrivé au pouvoir chercha à gouverner ses subordonnés avec autorité et à leur imposer le point de vue du maître¹. » « Nous ne voulons, déclarait Krupp à son personnel, que des ouvriers fidèles qui nous aient au fond du cœur de la reconnaissance pour le pain que nous leur faisons gagner². » Bien avant la guerre, les grands métallurgistes allouaient d'énormes subventions à l'« Union allemande pour la lutte contre la social-démocratie ».

Pendant quelques jours, les magnats de l'industrie lourde ont senti passer le frisson de l'expropriation. Mais ils se ressaisissent vite, et la peur éprouvée ne fait que décupler leur volonté de revanche. Les concessions qu'ils ont dû faire à la classe ouvrière, pour éviter une véritable révolution sociale, ils sont bien décidés à les reprendre un jour. Dans une interview de février 1919, Stinnes déclare : « Les grands industriels, tous les chefs de la vie économique recouvreront un jour leur influence et leur pouvoir. Ils seront rappelés par le peuple dégrisé, à demi mort de faim, qui aura besoin de pain et non de phrases³. » Fritz Thyssen déclare en 1924 : « La démocratie chez nous, cela ne représente rien⁴. » L'ancien ministre Dernburg se fait l'interprète du grand patronat lorsqu'il déclare : « Les huit heures, ce sont les clous du cercueil dans lequel est enfermée l'Allemagne. » Les magnats restent profondément hostiles aux conseils d'entreprise, lesquels pourtant ne sont qu'une pâle caricature des véritables conseils de novembre 1918; ils sabotent

1. BONN Moritz Julius (Prof.), *La Destinée du capitalisme allemand*, op. cit.

2. Cité dans RAPHAËL GASLON, *Krupp et Thyssen*, Les Belles Lettres, 1925.

3. Interview à la *Deutsche Tageszeitung*, 25 février 1919.

4. Déclarations au *Journal des débats*, 7 février 1924.

les prétendues lois de «socialisation»; ils ne «collaborent» que du bout des lèvres avec leur personnel; ils aspirent au temps où, de nouveau, charbonnier sera maître chez soi.

Pire encore est la mentalité des hobereaux, propriétaires des grands domaines de l'est de l'Elbe. En Allemagne, comme en Italie, l'ancienne aristocratie possède toujours la terre. Elle a conservé de son autorité une conception moyenâgeuse. Elle est habituée à traiter les journaliers agricoles qui peinent sur ses domaines comme des serfs privés de tous droits; ils doivent voter, en même temps que leur seigneur et maître, pour le parti conservateur ou «faire leur paquet¹». Un auteur allemand a décrit de façon impressionnante ces régions de l'est de l'Elbe, cette *terra incognita* où le droit féodal règne encore, tel «le droit de cuissage²». Il faut se placer dans cette atmosphère pour comprendre la rage avec laquelle les hobereaux, au lendemain de la guerre, ont dû faire un certain nombre de concessions, pourtant bien minimes, à leurs exploités.

Mais pas plus la féodalité industrielle que la féodalité agraire ne peuvent engager elles-mêmes la lutte contre le prolétariat organisé, industriel et rural. Elles confient ce soin à des bandes armées — «corps francs» ou «ligues de combat» —, spécialisées dans l'«antibolchevisme». Les corps francs deviennent, suivant l'expression du professeur Gumbel³, le «corps de garde du capital». Ils sont dressés à se battre contre le prolétariat organisé de la ville et des campagnes, à le mater et à l'affaiblir. L'une de ces bandes prend à Munich le nom de «parti national-socialiste» et a pour chef, dès 1920, Adolf Hitler.

1. *Landarbeiter oder Kleinbauer?* («Journalier agricole ou petit paysan?»), brochure de propagande national-socialiste, 1932.

2. TOPF Erwin, *Die Grüne Front* («Le Front vert»), Rowohlt, 1933.

3. GUMBEL Emil Julius, *Les Crimes politiques en Allemagne (1919-1929)*, traduction française, Gallimard, 1931.

7. LES « CORPS FRANCS » AU SERVICE DU

NATIONALISME : BALTIKUM, REICHSWEHR NOIRE, ETC.

Une autre raison pousse, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les magnats allemands à subventionner des bandes armées. L'impérialisme allemand, venu trop tard, a échoué dans sa tentative de provoquer par les armes un nouveau partage du monde. Le traité de Versailles l'a privé de sources de matières premières et d'importantes régions industrielles (Lorraine, Haute-Silésie, Sarre, etc.), ainsi que de son domaine colonial. L'Allemagne est contrainte de désarmer et condamnée à payer aux vainqueurs, à titre de « réparations » la somme astronomique de 132 milliards de marks-or. Les magnats de l'industrie lourde, à la fois pour reconquérir les débouchés perdus, tourner l'obligation du désarmement qui les prive d'une source énorme de profits, se débarrasser du fardeau des réparations qui pèse sur leurs prix de revient, engagent l'Allemagne dans une politique extérieure agressive et nationaliste. Agissant par-dessus la tête du gouvernement du Reich, ils subventionnent des bandes armées, composées de démobilisés et d'aventuriers. C'est ainsi qu'en juin 1919, ils envoient le « Baltikum », corps de mercenaires fort de 50 000 hommes, guerroyer en Lettonie contre les armées soviétiques. En 1923, ils se servent des innombrables « corps francs » et « ligues de combat » pour résister dans la Ruhr à l'occupation française. La « Reichswehr noire » – c'est l'expression sous laquelle on englobe ces diverses formations – a pour mission de transformer en « résistance active » l'officielle « résistance passive ». Le 25 septembre 1923, toutes ces « ligues de combat » sont fusionnées en une organisation unique, à la tête de laquelle est placé Adolf Hitler¹.

1. HEIDEN KONRAD, *Histoire du national-socialisme*, traduction française (écourtée), Stock, 1934.

8. À CETTE POLITIQUE S'OPPOSE CELLE DE LA FERTIGINDUSTRIE

À la politique des magnats de l'industrie lourde s'oppose, comme en Italie, celle des dirigeants de la *Fertigindustrie* (industrie des produits finis) : industries électrotechnique et chimique, notamment.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, l'antagonisme est particulièrement violent entre les deux groupes : Stinnes, Thyssen, magnats de l'industrie lourde, contre Rathenau, président de la puissante AEG (Société générale d'électricité). La *Fertigindustrie* se dresse contre l'hégémonie de l'industrie lourde qui lui fait payer à des prix cartellisés les matières premières dont elle a besoin. Rathenau dénonce publiquement la dictature que la grande industrie métallurgique et minière fait peser sur elle : de même que les féodaux du Moyen Âge bafouaient l'empereur germanique et dépeçaient l'Allemagne en grands-duchés, les magnats de l'industrie lourde partagent le Reich en duchés économiques « où l'on ne songe qu'au charbon, au fer et à l'acier, en négligeant, ou plutôt en absorbant, les autres industries¹ ».

Au point de vue social, la *Fertigindustrie*, par suite de la composition organique moins élevée de son capital, est plutôt pour la conciliation. Tandis que les Stinnes et les Thyssen rêvent de reprendre au prolétariat les concessions faites et subventionnent des milices antiouvrières, Rathenau développe des plans de « corporatisme », de collaboration entre employeurs et salariés². Tandis que les premiers n'acceptent qu'à contrecœur la République de Weimar et

1. Déclarations publiques de Walther Rathenau, juillet 1920, citées dans BAUMONT Maurice et BERTHELOT Marcel, *L'Allemagne, lendemains de guerre et de révolution*, Armand Colin, 1922.

2. RATHENAU Walther, *La Triple Révolution* (recueil d'essais), traduction française, Éditions du Rhin, 1921.

rêvent de dictature, Rathenau entre comme ministre dans le gouvernement « démocratique » du Reich. Sur le plan de la politique extérieure, l'industrie lourde, bien que tributaire elle aussi de l'exportation, a surtout des tendances nationalistes et protectionnistes. La *Fertigindustrie*, orientée surtout vers le commerce extérieur et en liaison étroite avec la puissante société américaine General Electric, qui possède une participation importante dans l'AEG allemande, est pour le libre-échange et la collaboration internationale. Rathenau signe avec la France les accords de Wiesbaden, avec la Russie le traité de Rapallo, accepte le principe des réparations. Il devient ainsi la bête noire de la fraction la plus réactionnaire du capitalisme allemand. Fait caractéristique : lorsqu'il est assassiné en juin 1922 par de jeunes nationalistes, il est prouvé que l'auto des meurtriers a été mise à leur disposition par un grand industriel de Saxe¹.

9. LA CRISE TARIT LA SOURCE DU PROFIT CAPITALISTE : LES MAGNATS LANCENT LE NATIONAL-SOCIALISME À LA CONQUÊTE DU POUVOIR

De 1924 à 1929, les magnats de l'industrie lourde subventionnent juste assez les bandes fascistes pour qu'elles ne disparaissent pas. Ils n'en ont plus, en effet, un besoin immédiat et tiennent seulement à les conserver en réserve. C'est que, pendant ces années, ils s'engagent dans une gigantesque entreprise de réorganisation industrielle avec l'aide de capitaux étrangers. Cette entreprise exige – provisoirement – une politique de collaboration : collaboration à l'extérieur avec l'Entente, avec la finance anglo-saxonne ; collaboration à l'intérieur avec les organisations

1. GUMBEL Emil Julius, *Les Crimes politiques en Allemagne (1919-1929)*, op. cit.

ouvrières. Quand le mark est définitivement stabilisé et que le plan Dawes entre en vigueur, les capitaux américains commencent à affluer en Allemagne. Jusqu'en 1931, le « plus énorme investissement de l'histoire financière¹ » se poursuit. Il atteindra le chiffre de 30 milliards de marks-or.

Mais cette audacieuse opération aboutit à une catastrophe économique, également sans précédent. Avec les dollars empruntés à des taux très élevés, l'industrie allemande a accru son potentiel de production d'un tiers. Elle s'est équipée pour pourvoir aux besoins du monde entier. Mais il ne lui manque qu'une chose : le consommateur. À l'intérieur, le pouvoir d'achat des salariés a augmenté dans une proportion bien moindre que la capacité de production elle-même; d'autre part, une fraction croissante de la main-d'œuvre a été éliminée par la « rationalisation », réduite au chômage : dès 1927 ce chômage « technologique » se manifeste et en janvier 1929 il y a déjà plus de deux millions de chômeurs. Enfin, la cartellisation de plus en plus accentuée, en permettant aux grands monopoles de relever arbitrairement les prix de vente, a accablé le consommateur, réduit sa capacité d'achat. Mais les magnats comptent surtout sur le marché extérieur; ils abaissent à l'extrême leurs prix d'exportation et, aux frais du consommateur intérieur, préparent un gigantesque dumping.

Et brutalement, au moment où la mise en œuvre des moyens de production nouveaux est achevée, où les produits finis commencent à s'entasser dans les usines, l'acheteur étranger se dérobe; la crise mondiale commence. Tandis que l'indice de production (1928 = 100) tombe brutalement aux États-Unis de 106,3 en 1929 à 64 à la fin de 1931, il tombe parallèlement en Allemagne de 101,4 en 1929 à 60 à la fin

1. KNICKERBOCKER Hubert R., *Allemagne : fascisme ou communisme?*, Flammarion, 1932.

de 1931. Dès février 1930, le nombre des chômeurs dépasse quatre millions. Le gigantesque appareil de production ne marche bientôt plus qu'à la moitié de sa capacité.

La crise industrielle se double d'une crise financière. Alors que l'Amérique, prudente, a consenti la plupart de ses crédits à court terme, les banques allemandes les ont rétrocédés à long terme à leur clientèle. L'annonce du projet douanier austro-allemand (19 mars 1931), qui suscite l'opposition de l'impérialisme français et de ses satellites, déclenche la cascade des krachs. C'est d'abord la faillite de la Credit-Anstalt de Vienne (11 mai) qui ébranle le crédit des banques allemandes. Comme les moutons de Panurge, les capitaux étrangers à court terme se ruent hors du Reich. Et les banques, qui ont elles-mêmes prêté à long terme à l'industrie, ne peuvent continuer leurs paiements (faillite de la Danatbank, 13 juillet). La hausse du taux de l'escompte à un pourcentage prohibitif achève de paralyser l'économie allemande. La formation des capitaux est interrompue. Les sociétés anonymes ne distribuent plus de dividendes et nombre d'entre elles sont pratiquement en faillite; le taux du profit tend vers zéro.

Les magnats de l'industrie lourde sont particulièrement frappés par ce désastre; l'énormité de leurs immobilisations leur impose des frais d'amortissement très élevés dont ils doivent supporter la charge même quand leurs machines ne tournent pas. Ils en sont arrivés au point où seul le secours de l'État peut ressusciter artificiellement leurs profits : à l'État de les aider à réduire les salaires ouvriers, relevés au temps de la prospérité apparente de la «rationalisation»; mais, pour diminuer les salaires, il faut d'abord briser le système des contrats collectifs, lesquels s'appliquent en 1931 à 10 millions d'ouvriers et à près de deux millions d'employés; il faut réduire à l'impuissance, non seulement

l'organisation syndicale, mais son prolongement au sein de l'usine, le conseil d'entreprise. À l'État de comprimer les « dépenses sociales » qui ont pour conséquence une fiscalité excessive; à l'État de renflouer les entreprises défailtantes, d'accorder à celles-ci subventions et exonérations fiscales, de les maintenir en vie par ses commandes. La crise ne sévit pas moins dans l'agriculture; et les grands propriétaires fonciers exigent de l'État « secours de crise » sur « secours de crise », prohibitions douanières sur prohibitions douanières.

Mais l'État n'est pas entre les mains des magnats et des hobereaux un instrument absolument docile. Des hommes comme le chancelier Brüning ou le chancelier von Schleicher représentent davantage les intérêts de la *Fertigindustrie* (ceux, en particulier, de l'industrie chimique, largement tributaire de l'exportation) que ceux de l'industrie lourde. Brüning demeure partisan de la « collaboration » avec le prolétariat organisé; Schleicher, à son tour, ménage les chefs réformistes des syndicats; contre l'industrie lourde, il agite des projets de « socialisme d'État » plus ou moins inspirés de Rathenau, Brüning ne cède pas à toutes les exigences des hobereaux; il prépare un plan de « colonisation » (réforme agraire) qui menace, bien que dans une faible mesure, leurs privilèges; Schleicher ne leur accorde pas les contingents d'importations qu'ils réclament et que le gouvernement von Papen (juin-novembre 1932) avait promis aux hobereaux. Mais les industries électrotechnique et chimique, craignant des représailles susceptibles de leur fermer des débouchés extérieurs, se sont dressées contre les projets de von Papen et l'ont obligé à quitter le pouvoir. Pour être plus désagréable encore aux hobereaux, Schleicher fait éclater le scandale de l'*Osthilfe* (« secours de crise » de l'Est) dispensé un peu trop généreusement

à l'aristocratie foncière, sur l'intervention du président Hindenburg, lui-même devenu gentilhomme campagnard.

Sans doute Brüning a-t-il promulgué un certain nombre de décrets-lois réduisant les salaires ouvriers, comprimant les « dépenses sociales ». Mais ces mesures sont insuffisantes. Von Papen a essayé de ranimer l'activité économique à coup de subventions et d'exonérations fiscales accordées à l'industrie; ce n'est pas encore assez. Par ailleurs, les dirigeants de la social-démocratie et des syndicats, qui ont dû accepter bon gré mal gré les décrets-lois, sont parvenus à l'extrême limite des concessions. Ils risquent, s'ils cèdent davantage, d'être débordés par les masses.

Reste une solution : que les magnats de l'industrie lourde et les hobereaux s'assujettissent complètement l'État, qu'ils en remettent la direction à des hommes à poigne. C'est pourquoi ils tirent le national-socialisme de l'obscurité dans laquelle il avait végété depuis si longtemps, ils le lancent à la conquête du pouvoir. Fritz Thyssen, qui n'a jamais cessé d'appuyer son ami Hitler, le vieil Emil Kirdorf, maître du puissant consortium métallurgique Gelsenkirchen, qui a été l'« admirateur » de Hitler depuis 1927, d'autres encore élèvent le chiffre de leurs subventions. Plus tard, le 1^{er} mai 1936, Emil Kirdorf fera cette déclaration : « Lorsque je repense à ma vie, je ne saurais assez rendre grâce à Dieu qu'il m'ait donné une longue vie [...] et m'ait permis ainsi de venir en aide au moment opportun à notre Führer bien-aimé¹. » Le 8 avril 1937, Hitler rendra visite à Kirdorf à Duisbourg, à l'occasion de son quatre-vingt-dixième anniversaire, et le décorera de l'ordre de l'Aigle du Reich, la plus haute distinction du régime. Enfin, le 16 juillet 1938, le Führer-chancelier

1. Publié par *Der Ruhrarbeiter*, organe du Front du travail, 1^{er} mai 1936, cité par *Fascisme*, bulletin d'informations de la Fédération internationale des transports, Amsterdam, 30 mai 1936.

sera présent en personne aux funérailles de Kirdorf à Gelsenkirchen et déposera une couronne sur son cercueil.

À partir de l'été de 1930, la plupart des magnats de l'industrie lourde – et des banquiers qui lui sont liés – subventionnent le parti national-socialiste. Ils lui fournissent les moyens matériels imposants qui lui permettent de remporter la victoire électorale de septembre 1930 et de conquérir 107 sièges au Reichstag. Beaucoup plus tard, évoquant dans un discours le souvenir de cette « étonnante campagne », Hitler invitera ses auditeurs à songer à « ce que cela signifie lorsque 1 000 orateurs ont chacun une voiture automobile à leur disposition et peuvent tenir en une année 100 000 réunions publiques¹ ». En 1931 et en 1932, les subventions continuent à pleuvoir, toujours plus abondantes, dans les caisses du NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands).

IO. LE « PLAN » DE BRÜNING ET DE SCHLEICHER.
L'ENSEMBLE DU CAPITALISME ALLEMAND LIVRE
LE POUVOIR À HITLER

La *Fertigindustrie* ne souhaite pas le triomphe du national-socialisme. Elle redoute toujours par-dessus tout l'hégémonie de l'industrie lourde. Mais les hommes politiques en liaison avec elle ménagent le national-socialisme, parce qu'il est un mouvement « national ». Le chancelier Brüning s'imagine qu'après avoir apprivoisé les socialistes, il pourra, de la même façon, apprivoiser le national-socialisme. Celui-ci une fois « parlementarisé », servirait de contrepoids utile aux forces prolétariennes. Au printemps de 1930, il dissout le Reichstag. Mais il ne

1. Hitler, discours de Cobourg, 19 octobre 1935.

réussit ainsi qu'à mettre Hitler en selle, qu'à lui procurer l'occasion de son grand succès électoral. Pourtant, il s'entête dans son erreur. Il se flatte de capter Hitler dans ses filets, de l'assagir, de « mettre aux pieds du président du Reich, comme une proie précieuse, ce chef-d'œuvre de sa politique¹ ». En janvier 1932, il a une entrevue avec le Führer, s'efforce de l'amadouer. Mais son plan échoue. Schleicher ne réussit pas davantage, quelques mois plus tard, à apprivoiser l'aile modérée du national-socialisme (Gregor Strasser) et à la réconcilier avec l'aile modérée du mouvement syndical (Theodor Leipart).

La *Fertigindustrie* comprend enfin que le national-socialisme est devenu une force autonome qui ne peut plus être contenue – à moins de faire intervenir contre elle la force armée. Or les intérêts généraux des classes possédantes exigent que les forces nationales ne s'entredéchirent point.

Le 4 janvier 1933, l'accession de Hitler au pouvoir a été décidée au cours d'une entrevue entre von Papen et Hitler, dans la maison d'un gros banquier de Cologne, von Schröder, qui a des attaches avec l'industrie lourde rhéno-westphalienne².

Le 30 janvier, le chancelier Schleicher passe la main et c'est *l'ensemble* du capitalisme allemand qui tient sur les fonts baptismaux le III^e Reich.

1. HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

2. BENOIST-MÉCHIN Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, t. II, 1938 (réédition Robert Laffont, «Bouquins», 1984 [NDE]).

CHAPITRE II
LES TROUPES

I. LES CLASSES MOYENNES URBAINES.
CLASSES MOYENNES ANCIENNES ET NOUVELLES.
LES CLASSES MOYENNES SUBSISTENT,
MAIS SE « PAUPÉRISENT » OU SE « PROLÉTARISENT »

Le fascisme ne naît pas que de la volonté et des subventions des magnats capitalistes. « Déclarer, écrit avec raison Silone, que ces organisations ne sont qu'une invention diabolique du capital financier qui veut sauver son hégémonie ne suffit pas pour comprendre la nature de ces forces qui surgissent des profondeurs de la société¹. » Sans doute, à l'origine, lorsqu'elles ne jouent encore que le rôle de « milices antiouvrières », les bandes fascistes recrutent-elles nombre d'aventuriers à mentalité de mercenaires. Mais, au fur et à mesure que le fascisme s'oriente vers la conquête du pouvoir, devient un grand mouvement de masses, les mobiles qui amènent à lui des millions d'êtres humains deviennent plus complexes et exigent une analyse minutieuse. De telles masses humaines, les magnats capitalistes n'auraient jamais pu, malgré tout leur or, les « dresser sur leurs jambes² » si elles n'avaient été, au

1. SILONE Ignazio, *Der Faschismus : seine Entstehung und seine Entwicklung*, Zurich, 1934. (Cette étude n'a jamais été traduite en français ; du même auteur, on peut lire *L'École des dictateurs* écrit en 1938 et traduit en français en 1964 chez Gallimard, rééd. « Folio », 1981 [NDE].)

2. TROTSKI Léon, *La Seule Voie*, 1932 : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1932/10/321015.htm>

préalable, dans un état d'instabilité ou de mécontentement les prédisposant à être conquises.

Or, précisément, en Italie comme en Allemagne, les diverses couches sociales intermédiaires entre la grande bourgeoisie capitaliste et le prolétariat organisé, victimes tout à la fois de l'évolution et de la crise du capitalisme, sont profondément mécontentes de leur sort, tant matériel que moral; elles aspirent à un changement radical. Pourquoi vont-elles au fascisme et non pas au socialisme? C'est ce que nous allons tenter d'expliquer.

Considérons d'abord les classes moyennes urbaines.

Ces classes moyennes, le socialisme a longtemps pensé qu'elles étaient condamnées à disparaître par le fait même de l'évolution capitaliste : la concurrence, la concentration des entreprises et des capitaux devaient radicalement les éliminer. « Petits industriels, commerçants et rentiers, artisans [...], tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, affirmait le *Manifeste communiste* de 1848, tombent dans le prolétariat [...]. Ils voient approcher l'heure où ils disparaîtront complètement comme fraction indépendante de la société moderne. » En fait, le processus a été quelque peu différent ou, tout au moins, il a été beaucoup moins rapide que le socialisme scientifique ne l'avait évalué. Les classes moyennes ont bien subi les effets de la concurrence et de la concentration capitaliste. Elles se sont appauvries, leur sort a été en s'aggravant, mais elles n'ont pas disparu. Les individus qui les composent ne sont pas tous « tombés dans le prolétariat ». Elles ne se sont pas prolétarisées, mais seulement paupérisées. Elles s'obstinent à vouloir constituer une « fraction indépendante de la société moderne » : plus elles souffrent et plus elles se cramponnent à l'existence.

Dès la fin du siècle dernier, Eduard Bernstein¹ remarquait que les petits industriels, artisans et commerçants parviennent à se maintenir et même à augmenter en valeur absolue. Ce qui ne veut pas dire, certes, que la concentration industrielle ou commerciale se ralentisse : les grosses entreprises se développent plus vite que n'augmentent les petits producteurs ou petits commerçants; la concurrence des grands monopoles est pour ces derniers de plus en plus dure; mais ils subsistent. Pourquoi cette résistance? Parce que le producteur indépendant préfère son sort, pourtant chaque jour plus précaire, à la condition prolétarienne; parce que, pour la même raison, des prolétaires s'évadant chaque jour de leur classe viennent grossir les rangs des classes moyennes.

Mais un autre facteur a contrarié l'évolution entrevue par le socialisme : à un certain degré de son évolution, le capitalisme engendre lui-même des classes moyennes d'un nouveau genre. Leur caractéristique, par rapport aux anciennes, est la dépendance économique. Contrairement aux petits bourgeois indépendants, les nouveaux venus ne disposent plus de la majeure partie de leurs moyens de travail. S'ils ne sont pas à proprement parler des salariés, ils vivent de traitements, d'honoraires ou de commissions². Kautsky, le premier, a attiré l'attention sur eux³. Il a montré comment les chefs d'entreprise modernes se déchargent d'une partie de leurs fonctions sur des travailleurs appointés : ingénieurs, dessinateurs, techniciens et employés divers, médecins et avocats attachés à l'entreprise. D'autre part, les grands consortiums industriels organisent eux-mêmes leurs débouchés commerciaux : ils mettent sur pied une armée de depositaires, agents,

1. BERNSTEIN Eduard, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* (traduction française), 1899 (réédition Les Nuits rouges, 2010).

2. DE MAN Henri, *Pour un plan d'action*, L'Églantine, 1933.

3. KAUTSKY Karl, *Le Marxisme et son critique Bernstein* (trad. française), Stock, 1900.

garagistes, réparateurs, etc. Le petit artisan, le petit commerçant ne peuvent survivre qu'en renonçant à l'indépendance, qu'en devenant des salariés indirects : le petit commerçant devient le gérant d'une société à succursales multiples, l'artisan est réduit au rôle de façonnier, etc.

Bien que n'ayant aucune indépendance économique, les individus composant les classes moyennes nouvelles ne sont nullement « tombés dans le prolétariat ». Comme l'écrit Lucien Laurat, « le travail qu'ils accomplissent est un travail particulièrement qualifié et, si leur rémunération prend la forme de traitement ou salaire, il n'en reste pas moins que leur fonction dirigeante dans le processus économique rapproche beaucoup d'entre eux de la classe capitaliste [...]. Une fraction extrêmement large de cette catégorie sociale [...] continue pour l'instant à se considérer comme étant au-dessus du prolétariat¹ ».

Déjà bien avant la guerre de 1914-1918, la condition des classes moyennes anciennes ne cessait d'empirer. Quant aux classes moyennes nouvelles, en voie d'accroissement rapide, elles éprouvaient le sentiment pénible de la dépendance économique et voyaient venir, non sans appréhension, le jour où elles finiraient par être réduites au salariat pur et simple.

2. LEUR CALVAIRE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

La guerre a accéléré à la fois la paupérisation des classes moyennes « anciennes » et la prolétarianisation des classes moyennes « nouvelles ». Elle a été financée, en définitive, avec les économies des petits épargnants : l'avalissement de la monnaie, la conversion des rentes ont amputé les revenus

1. LAURAT Lucien, *Le Plan et les classes moyennes*, conférence recueillie dans *Crise et Plan (Quinze conférences et études sur le plan de la CGT)*, Publications de l'Institut supérieur ouvrier, 1935.

des rentiers; les petits contribuables ont été écrasés d'impôts; les traitements des fonctionnaires et employés ont été insuffisamment réévalués; l'affaiblissement du pouvoir d'achat des masses a fait baisser le chiffre d'affaires des petits commerçants; la concurrence du capital monopolisateur a écrasé de plus en plus les petits producteurs indépendants; toujours davantage, les techniciens se sont sentis les esclaves du capital anonyme qui les emploie. Ces symptômes, qu'on a pu observer dans tous les pays capitalistes, se manifestent au lendemain de la Première Guerre mondiale, avec une force particulière en Italie et, plus encore, en Allemagne.

En Italie

La chute de la lire (1919-1920) frappe brutalement les possesseurs de revenus fixes. Leur sort apparaît d'autant plus pénible aux petits rentiers, pensionnés, retraités, qu'à côté d'eux le prolétariat obtient, grâce à l'action syndicale, une réadaptation partielle de ses salaires. En même temps, la crise économique accule à la faillite de nombreux artisans et petits commerçants; la concentration industrielle, à laquelle la guerre a déjà donné un vigoureux coup de fouet, s'accroît. * Disposant, écrit Russo, de revenus de beaucoup inférieurs à ceux des salariés, obligées de soutenir des dépenses bien supérieures soit pour vivre soit pour s'éduquer, leur vie [des classes moyennes] depuis la guerre était devenue une angoisse quotidienne. Trop raffinées pour s'adapter aux limites étroites de l'existence du prolétariat, trop pauvres pour supporter le poids des prix toujours croissants, elles se sentaient prises comme dans une tenaille, qui lentement les brisait [...]. Maltraitées par les gouvernements dont le dernier souci était de satisfaire leurs besoins, exploitées par les nouveaux riches qui, sur leurs ruines, avaient édifié leur fortune [...], les classes moyennes pouvaient

sentir qu'elles perdaient tous les jours un peu de leur rang et de leur supériorité ancienne¹. »

En Allemagne

Le sort des classes moyennes allemandes est encore plus tragique. Alors que, sous l'Empire, elles jouissaient « d'une sécurité matérielle et d'un prestige moral appréciables² », l'effondrement total du mark les saigne à blanc. Possesseurs de revenus fixes, épargnants sont réduits à la plus noire misère. Après la stabilisation du mark, les emprunts publics du Reich, des « pays » et des communes ne sont revalorisés que jusqu'à concurrence de 12,5% environ de leur valeur primitive (loi d'avril 1925³). « Des couches sociales entières, des professions respectées tombent au niveau du prolétariat malgré la résistance désespérée des particuliers contre leur sort », écrit Møller van den Brück⁴. Le coefficient de dévaluation des traitements ou appointements des fonctionnaires ou employés est beaucoup plus élevé que celui des salaires des ouvriers d'industrie. Un professeur est moins payé qu'un prolétaire. Depuis l'inflation, 97% des Allemands ne possèdent aucune fortune.

Puis vient la « rationalisation » qui se traduit par une accentuation de la concentration et de la cartellisation. Les classes moyennes sont lésées en tant que consommatrices : elles doivent payer les produits manufacturés à des prix artificiellement élevés; les petits industriels et artisans sont mis hors de combat par la concurrence des trusts et des cartels, les banques ne leur prêtent qu'à des taux exorbitants; les

1. RUSSO Domenico, *Mussolini et le fascisme*, Plon, 1923.

2. HÉRISSON Ch., « Le national-socialisme et la protection des classes moyennes », *Revue économique internationale*, mars 1934.

3. RIVAUD Albert, *Les Crises allemandes 1919-1931*, Armand Colin, 1932.

4. MØLLER VAN DEN BRÜCK Arthur, *Le Troisième Reich* [1923], Alexis Redier (traduction française), 1933.

petits commerçants sont durement frappés par l'extension des grands magasins et des magasins à succursales multiples, par l'apparition de magasins Uniprix. Les grands magasins comme Tietz, Wertheim, Karstadt se livrent à un nombre croissant d'activités (salons de coiffure, établissements de bains, salles de vente de produits alimentaires, poissonneries, boucheries, salons de thé, restaurants, ateliers de confection, de fabrication et de réparation de toutes sortes). À partir de 1925 se multiplient dans les grandes et moyennes villes les Uniprix. En 1931, trois sociétés (l'une créée par Karstadt, la deuxième par Tietz, la troisième par le groupe américain Woolworth) possèdent à elles seules 250 magasins. Les Uniprix connaissent un grand succès grâce au bon marché de leurs articles rendu possible par l'achat de stocks à des prix avantageux et par le roulement très rapide de leur capital¹.

Techniciens, membres des professions libérales se sentent de plus en plus les domestiques du grand capital. Réduits au rang de manœuvres intellectuels, ils ne sont plus « qu'un numéro dans l'usine² » en plus grugés par les magnats capitalistes : la création d'actions privilégiées et à vote plural leur retire tout moyen de contrôle et d'expression ; ils n'ont plus voix au chapitre et doivent se contenter des dividendes dérisoires qu'on veut bien leur allouer.

En 1929, le ministre Stresemann s'écrie : « Si l'évolution qui nous entraîne se poursuit quelque temps encore, nous n'aurons plus d'un côté que les trusts, de l'autre les millions d'employés et d'ouvriers [...]. Elle [la classe moyenne] est aujourd'hui à peu près complètement prolétarisée³. »

Avec la crise de 1930 commence la troisième station du calvaire des classes moyennes. Elles en subissent plus

1. HÉRISON Ch., « Le national-socialisme et la protection des classes moyennes », *op. cit.*

2. FEDER Gottfried, *Kampf gegen Hochfinanz* (« Combat contre la haute finance »), 1935.

3. Cité dans MUSSAT, *De Marx à Hitler*, 1933.

brutalement les incidences que le prolétariat, protégé jusqu'à un certain point par les contrats collectifs, par les allocations de chômage. La situation du petit commerce, de la petite industrie devient désespérée. Les employés et techniciens voient leurs salaires descendre souvent au-dessous de ceux des ouvriers qualifiés. On les jette à la rue tout comme des prolétaires authentiques. Et comme nombre d'entre eux sont les fils de rentiers déjà ruinés par l'inflation, l'« ancienne » et la « nouvelle » classe moyenne se trouvent confondues dans la même détresse¹. Les cours de Bourse ne cessant de s'effondrer, les petites fortunes, reconstituées après la stabilisation du mark, se volatilisent.

3. POURQUOI LES CLASSES MOYENNES EN RÉVOLTE
NE VONT-ELLES PAS AU SOCIALISME ?
POINTS DE DÉSACCORD ENTRE PROLÉTARIAT ORGANISÉ
ET CLASSES MOYENNES. CARENCE DU PROLÉTARIAT
ORGANISÉ

En Italie comme en Allemagne, leurs souffrances poussent les classes moyennes à la révolte. Le petit-bourgeois est d'ordinaire de tempérament pacifique. Tant que sa situation économique est supportable ou qu'il a l'espoir qu'elle est susceptible de s'améliorer, il est respectueux de l'ordre établi, il poursuit l'amélioration de son sort en réclamant des réformes. Mais du jour où il doit abandonner tout espoir d'amélioration par les moyens légaux et pacifiques, du jour où il s'aperçoit que la crise dont il souffre n'est pas passagère mais qu'elle est une crise de tout le système social, qu'elle ne peut être résolue que par

1. Voir STERNBERG Fritz, *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus* (« Le Déclin du capitalisme allemand »), Rowohlt, 1932.

une transformation radicale de ce système, alors il « entre en rage », il est « prêt à se livrer aux mesures les plus extrêmes¹ ».

Mais, c'est un fait connu que leur hétérogénéité, leur situation intermédiaire entre les deux classes fondamentales de la société – bourgeoisie et prolétariat – empêchent les classes moyennes d'avoir une politique propre. Leur révolte ne revêt pas un caractère autonome ; elle peut être orientée ou par la bourgeoisie ou par le prolétariat.

Et c'est ici que nous nous trouvons en face de la question : pourquoi les classes moyennes, ruinées et spoliées par le grand capitalisme, ne tendent-elles pas la main à la classe révolutionnaire et anticapitaliste par excellence, au prolétariat ? Pourquoi ne deviennent-elles pas socialistes ?

Il a existé de tout temps un certain nombre de divergences de vues et d'antipathies entre les classes moyennes et le prolétariat organisé ; la bourgeoisie ne pouvait manquer de les exploiter ; avec un art consommé, elle les a entretenues et avivées.

1) Depuis l'aube du capitalisme, les classes moyennes sont en conflit d'intérêts aigu avec la grande bourgeoisie industrielle et financière ; au lendemain de la guerre de 1914-1918, elles deviennent même franchement anticapitalistes. Mais leur anticapitalisme est bien différent de celui du prolétariat. Le prolétariat vise le capitalisme droit au cœur ; il veut en détruire le moteur essentiel : l'exploitation de la force de travail, le vol de la plus-value. Aussi s'attaque-t-il au régime capitaliste dans son ensemble, se propose-t-il comme but final la socialisation des moyens de production. Les classes moyennes, elles, ne sont pas victimes de l'exploitation de la force de travail mais principalement de la concurrence et de l'organisation du crédit. Aussi leur anticapitalisme

1. TROTSKI, *Où va la France?*, 1934 : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf2.htm>

est-il réactionnaire; elles ne veulent pas pousser l'évolution capitaliste jusqu'à son ultime conséquence : la socialisation des moyens de production. Elles demandent que l'histoire fasse « machine en arrière¹ ». « Elles appellent une économie peu dynamique, peu progressive, routinière [...]. Elles veulent que l'État réglemente la liberté et l'activité économique pour diminuer la capacité concurrentielle de leurs adversaires². » Elles rêvent d'un capitalisme amendé, débarrassé des abus de la concentration, du crédit, de la spéculation.

Par contre les techniciens et employés des grands consortiums industriels ont des aspirations anticapitalistes plus voisines de celles du prolétariat : « Beaucoup souhaitent, écrit Hérisson, l'étatisation de ces grandes entreprises qui ne savent pas se les attacher. Ils espèrent que, fonctionnaires, ils gagneront en avantages matériels, en prestige moral et en sécurité. Ils sont d'un anticapitalisme beaucoup plus socialiste que les commerçants³... » Tandis que le prolétariat brise les cadres, devenus trop étroits, de la propriété privée, les classes moyennes se cramponnent à la propriété privée. Et la bourgeoisie capitaliste qui, chaque jour, les exproprie sans pitié, se pose en défenseur de la sacro-sainte propriété, présente comme un épouvantail aux classes moyennes le socialisme « négateur de la propriété ».

2) Par ailleurs, les classes moyennes sont passionnément attachées à leurs privilèges de classe. Après la Première Guerre mondiale, leur paupérisation croissante ne fait qu'exaspérer cet attachement. Le petit-bourgeois a une répugnance invincible pour la classe ouvrière, pour la condition prolétarienne. Dans *Mein Kampf*, Hitler laisse échapper cet aveu

1. MARX KARL et ENGELS Friedrich, *Manifeste communiste*, 1848.

2. HÉRISSEON Ch., « Le national-socialisme et la protection des classes moyennes », *op. cit.*

3. *Ibid.*

caractéristique : « Pour les gens de condition modeste qui ont une fois dépassé ce niveau social, c'est une obligation insupportable que d'y retomber pour quelques instants. » Les classes moyennes n'acceptent pas d'être prolétarisées. « Plus elles se sentent menacées dans le sentiment de leur propre valeur sociale, plus elles essaient de consolider leur position. Le petit fonctionnaire le plus miséreux, le boutiquier le plus endetté continuent à se considérer comme membres d'une classe supérieure au prolétariat, même s'ils gagnent beaucoup moins que la majorité des ouvriers d'industrie¹. » Le « prolétaire en faux col » auquel son patron a inculqué « un faux sentiment de respectabilité bourgeoise² » est hostile à l'ouvrier d'industrie : il l'envie de gagner davantage que lui et il cherche en même temps à s'en différencier par tous les moyens. Il ne pardonne pas au socialisme prolétarien de vouloir supprimer les classes, c'est-à-dire ses illusoire privilèges de classe. Voulant échapper à tout prix à la prolétarianisation qui le guette, il n'a guère de sympathie pour un régime socialiste qui, selon lui, achèverait de le prolétarianiser. Et il est prêt au contraire à écouter ceux qui lui promettent de le sauver de la prolétarianisation, ou, si celle-ci est déjà consommée, qui lui promettent de le « déprolétarianiser ».

3) La bourgeoisie capitaliste essaie de dresser les classes moyennes contre le prolétariat organisé. Elle utilise le fait que toute hausse des salaires obtenue par l'action syndicale obère plus lourdement le coût de production des petites entreprises que celui des consortiums, le fait aussi que les charges sociales ont une plus forte incidence sur les prix de revient des petits producteurs que sur ceux des grandes entreprises. Enfin, la bourgeoisie capitaliste excite le petit boutiquier contre les coopératives

1. DE MAN Henri, *Pour un plan d'action*, op. cit.

2. DÉAT Marcel, *Perspectives socialistes*, Librairie Valois, 1930.

ouvrières : c'est le cas tout particulièrement en Italie et en Allemagne, où les coopératives socialistes ont pris, après la guerre de 1914-1918, un essor considérable.

4) La notion de lutte de classes, fondement du socialisme prolétarien, est étrangère au petit-bourgeois. Pour lui, contrairement à l'ouvrier, l'exploiteur capitaliste « demeure anonyme, inaperçu, dissimulé derrière le rideau des transactions libres¹ ». Quand il défend ses intérêts menacés, il le fait avec la mentalité même du capitaliste auquel il s'oppose. Un individu lutte contre un autre individu. Il y a conflit d'intérêts, il n'y a pas lutte de classes. Leur position intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat explique aussi que les classes moyennes condamnent toute lutte de classes, aussi bien celle menée par la bourgeoisie contre le prolétariat que celle menée par le prolétariat contre la bourgeoisie. Elles se persuadent qu'une collaboration des classes est possible, qu'un « intérêt général » existe au-dessus des antagonismes d'intérêts. Et, par intérêt général, elles entendent leurs intérêts propres, intermédiaires entre ceux de la bourgeoisie capitaliste et ceux du prolétariat. Elles rêvent d'un « État au-dessus des classes » qui ne soit à la solde ni du prolétariat ni de la bourgeoisie, par conséquent à leur propre service. Or, tandis que le prolétariat ne dissimule pas ses armes et ses objectifs, s'affirme partisan de la lutte de classes, la bourgeoisie capitaliste mène, elle, la lutte de classes sous le masque de la collaboration des classes et détourne ainsi les classes moyennes du socialisme.

5) Autre motif de désaccord entre les classes moyennes et le prolétariat : l'idée de nation. Tandis que l'ouvrier, déraciné et ne possédant que la force de ses bras, « n'a pas de patrie », suivant l'expression fameuse de Marx, le petit-bourgeois donne à ce qu'il possède le nom de patrie. Défendre la

1. *Ibid.*

patrie, c'est, pour lui, défendre son bien : son atelier, son fonds de commerce, ses titres de rente. Or, tandis que le prolétariat est prédisposé à l'internationalisme, la bourgeoisie capitaliste, pour laquelle l'argent n'a pas de patrie, s'affuble du masque « national » et séduit ainsi les classes moyennes.

Tout particulièrement après la guerre de 1914-1918, le nationalisme des classes moyennes est surexcité, en Italie, par les déceptions de la « victoire mutilée », en Allemagne, par l'humiliation de la défaite. Petits-bourgeois italiens ou allemands sont persuadés que leur misère a pour cause principale « l'injustice des traités » ou le « diktat » de Versailles ; ils haïssent non pas les vrais responsables de leur misère, les capitalistes de leur propre pays, mais la « ploutocratie internationale ». Anticapitalisme et chauvinisme, libération nationale et libération sociale se confondent dans leur esprit. Au contraire, à cette époque, les travailleurs, las de la guerre et enthousiasmés par la révolution russe, rejettent l'idole sanglante de « patrie » et mettent leur espérance dans l'Internationale.

Cependant, malgré ces malentendus et ces antipathies, si habilement entretenus et avivés par la bourgeoisie capitaliste, le prolétariat socialiste, en Italie comme en Allemagne, pouvait neutraliser et même entraîner derrière lui une large fraction des classes moyennes souffrantes et révoltées. Il le pouvait, sans se désavouer, sans leur faire des concessions telles que son programme en fût devenu méconnaissable. Les classes moyennes se laissent assez facilement forcer la main : elles auraient surmonté leurs répugnances si la classe ouvrière s'était montrée audacieuse, résolue à transformer radicalement l'ordre social, à trouver une issue à leur détresse. Mais, précisément, en Italie, comme en Allemagne, les partis ouvriers n'ont pas voulu, ou n'ont pas su, engager la lutte contre le système existant.

En Italie

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, une fraction assez importante des classes moyennes meurtries place son espoir dans le socialisme. Aux élections de 1919, les bulletins de vote des petits-bourgeois se mêlent en bien plus grand nombre qu'autrefois à ceux des travailleurs. Lorsqu'en 1920, les ouvriers métallurgistes occupent les usines, la sympathie d'une bonne partie de la petite-bourgeoisie les accompagne. Mais le parti socialiste se révèle incapable de diriger l'essor révolutionnaire des masses. Au lieu de prendre leur tête, il se traîne à leur remorque. Selon les propres termes de Mussolini, il ne sait pas « tirer profit d'une situation révolutionnaire comme il ne s'en reproduit pas dans l'histoire¹ ».

En Allemagne

De larges couches des classes moyennes votent en 1919, pour la première fois, pour la social-démocratie, tandis que les employés et fonctionnaires adhèrent aux syndicats. En 1923, au temps de l'occupation de la Ruhr et de l'effondrement monétaire, de nombreux petits-bourgeois ruinés et désespérés viennent au communisme. Mais ni en 1919 ni en 1923 la révolution prolétarienne ne triomphe en Allemagne : en janvier 1919, les chefs sociaux-démocrates écrasent dans le sang l'insurrection spartakiste; en octobre 1923, une nouvelle trahison de la social-démocratie, à laquelle s'ajoute la politique incertaine et zigzagante de l'Internationale communiste, paralyse la combativité des masses, aboutit à un nouveau fiasco. Enfin, à partir de 1930, ni l'un ni l'autre des deux partis se réclamant de la classe ouvrière, occupés surtout à se porter des

1. Mussolini, discours de juillet 1923.

coups réciproques, ne profitent de la crise du capitalisme pour détruire le « système », pour conquérir le pouvoir.

Le prolétariat déçoit les classes moyennes en se montrant incapable de leur indiquer une issue. Et, par ailleurs, il les indispose par ses luttes revendicatives quotidiennes, luttes fragmentaires, timides, qui ne lui permettent même pas de conserver toutes ses positions, mais qui suffisent à entretenir un état d'instabilité et ne remédient pas aux maux dont souffre la société dans son ensemble. Alors les classes moyennes tournent casaque; elles n'attribuent plus seulement aux trusts la responsabilité de leur marasme, mais également aux travailleurs. La réaction n'a plus qu'à exploiter cette rancune antiouvrière. Mais les partis bourgeois traditionnels (par exemple le parti nationaliste en Italie, le parti national du peuple allemand en Allemagne) peuvent difficilement jouer ce rôle : leur programme avoué est la conservation de l'ordre établi.

Alors la bourgeoisie change de méthode; elle se travestit; elle subventionne une formation politique d'un genre nouveau. Le fascisme, loin de s'avouer au service de l'ordre existant, prétend en poursuivre la subversion. Il s'affirme « révolutionnaire ». Pour mieux duper les classes moyennes, il fait profession de foi anticapitaliste. Ainsi les magnats capitalistes réussissent ce tour de force : canaliser à leur profit la révolte des classes moyennes qui aurait dû être dirigée contre eux-mêmes; enrôler, dans des organisations dont le but véritable est la défense des privilégiés, les victimes du privilège.

4. LES PAYSANS

Considérons maintenant les classes moyennes rurales. C'est un fait connu que les paysans, bien qu'ils constituent une classe homogène aux intérêts identiques, ont rarement

une politique propre : leur situation intermédiaire entre les classes fondamentales de la société, leur dispersion qui les empêche d'avoir entre eux des contacts et de se rassembler, leur individualisme aussi, sont des conditions défavorables pour la formation d'un mouvement politique purement paysan. Le paysan oscille entre deux pôles d'attraction : le prolétariat socialiste et la grande propriété foncière.

Contrairement au petit-bourgeois des villes, il n'a pas le sentiment d'appartenir à une classe différente de celle des ouvriers. L'ouvrier n'est-il pas lui-même un paysan de la veille ou un fils de paysan? Le paysan a conscience d'appartenir comme l'ouvrier au peuple. Il n'est pas loin d'être socialiste dans son animosité contre la féodalité foncière qui accapare la terre et contre le grand capitalisme qui le rançonne (trusts des engrais, des machines agricoles, des semences, de l'énergie électrique, gros spéculateurs, banques, compagnies d'assurances, etc.). Mais la bourgeoisie capitaliste tente de dresser le paysan contre l'ouvrier. Elle va racontant que le prolétariat veut socialiser le sol et le paysan tremble pour son lopin de terre. Elle utilise le fait que le relèvement des salaires industriels entraîne une hausse du coût de la vie et que les « dépenses sociales » de l'État provoquent une élévation des impôts. Enfin la bourgeoisie tente de persuader le paysan que le grand propriétaire et lui ont des intérêts communs. Elle exploite l'opposition d'intérêts permanente qui, en régime capitaliste, existe entre l'agriculture et l'industrie : l'agriculture voudrait être protégée par des tarifs douaniers élevés et vendre ses produits le plus cher possible; l'industrie est hostile : aux prix élevés des denrées agricoles qui élèvent le coût de la vie et grèvent par conséquent ses prix de revient; à un protectionnisme outrancier qui la priverait, par suite de représailles, de ses débouchés extérieurs. Aussi est-il relativement facile au grand

propriétaire de persuader le paysan qu'ils ont ensemble des intérêts communs à défendre contre l'industrie.

Le paysan peut donc, dans certaines circonstances, être attiré par l'un des deux « blocs » : celui de tous les « agriculteurs », du paysan pauvre au grand propriétaire foncier ; ou celui de toutes les victimes du capitalisme, du paysan pauvre au prolétaire. Si le prolétariat socialiste sait engager résolument la lutte contre la féodalité foncière et contre les grands monopoles capitalistes, s'il se montre le plus dynamique, il peut, malgré certains motifs de désaccord, entraîner derrière lui de larges masses de paysans pauvres ; si, au contraire, l'initiative vient des grands propriétaires fonciers, si les hobereaux se montrent les plus audacieux, s'ils affectent de défendre avec énergie les intérêts de la petite paysannerie, c'est eux qui entraîneront dans leur sillage la masse des petits propriétaires.

Le second terme de l'alternative a prévalu en Italie et en Allemagne.

En Italie

Les paysans indépendants sont en minorité. L'Italie est demeurée un pays de grande propriété. 60 % environ de la population agricole n'ont aucune indépendance économique et peuvent être assimilés à des prolétaires : journaliers agricoles et métayers. Quant aux « paysans indépendants », leur indépendance est toute relative : ce sont ou des fermiers qui, s'ils possèdent leurs instruments de travail, leur bétail, des fonds de roulement, ne sont pas propriétaires du sol ou de tout petits propriétaires si pauvres que nombre d'entre eux doivent travailler, en dehors de leur lopin de terre, comme journaliers.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, le socialisme pouvait se concilier – ou tout au moins neutraliser – cette

couche assez mince de paysans indépendants. Le petit propriétaire, le fermier sont impatients d'arrondir leur bien ou d'accéder à la propriété du sol. En revendiquant le « partage des terres », ils s'attaquent directement à la grande propriété foncière. Mais le parti socialiste n'ose pas entreprendre la lutte contre la grande propriété et dissimule son inertie sous une phraséologie ultragauchiste. Non seulement il ne soutient pas la paysannerie dans sa lutte pour la conquête du sol, mais il l'avertit au contraire que la révolution prolétarienne lui reprendra la terre¹. C'est ainsi qu'à un congrès, un des dirigeants de la Fédération des travailleurs de la terre déclare que les socialistes italiens sont « plus révolutionnaires que les bolcheviks, ceux-ci ayant trahi le socialisme en donnant la terre aux paysans² ». Le congrès de la CGL, en février 1921, adopte, pour la forme, un projet de « socialisation de la terre ». Mais l'on sait bien que ce projet ne pourra jamais passer au Parlement; et, par ailleurs, il présente un grave inconvénient : il n'offre aux petits fermiers et métayers menacés d'expropriation « que la seule perspective de devenir des prolétaires ». Ce projet indispose contre le socialisme, comme l'écrit Rossi, « des millions de familles paysannes, la grande majorité de la population rurale de l'Italie³ ».

Le résultat est que les paysans se détournent du prolétariat socialiste. Les plus pauvres se rallient au parti catholique (Partito popolare italiano), qui canalise habituellement leur agitation en attendant de les livrer au fascisme. Les autres passent directement dans le camp des grands propriétaires fonciers.

1. Lire NICOLETTI Mario, *Le Fascisme contre le paysan (l'expérience italienne)*, Bureau d'éditions, 1929.

2. Cité dans ROSSI Carlo, *L'Église et le fascisme*, Bureau d'éditions, 1933.

3. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

Les potentats du sol, s'ils montraient leur vrai visage, s'ils patronnaient un parti conservateur du type traditionnel, ne conquerraient pas aussi facilement les paysans. C'est pourquoi ils se travestissent; ils subventionnent une formation politique d'un genre nouveau : les *fasci*, qui reprennent à leur compte le mot d'ordre démagogique de *la terre à qui la travaille*. Ils vont plus loin encore : dans certaines régions, raconte Rossi, l'Association agrarienne se laisse par eux persuader de céder quelques milliers d'hectares en bail direct à des cultivateurs individuels. Bien entendu, il s'agit, en général, des terres les plus mauvaises. Mais les fascistes peuvent s'écrier : « Vous voyez, les socialistes vous promettaient tout, et ne vous donnaient rien; ils vous empêchaient même de devenir des cultivateurs directs, des fermiers. Les faisceaux ont installé des centaines de familles qui pourront travailler toute l'année sur leurs terres¹. » Ainsi, les grands propriétaires fonciers parviennent à enrôler les paysans pour la défense de leurs privilèges.

En Allemagne

La petite propriété est beaucoup plus répandue qu'en Italie. Elle remonte au début du XIX^e siècle (législation de von Stein et de Hardenberg). 28 % environ de la population rurale sont sans indépendance économique (journaliers agricoles). Mais environ 55 % sont des petits paysans ne possédant pas plus de cinq hectares. Ces petits propriétaires prédominent dans le Sud et l'Ouest. Au contraire, dans l'Est (Pomeranie, Prusse orientale, Brandebourg, Silésie) subsiste la grande propriété : quelque 18 000 hobereaux possèdent à eux seuls 20 % du sol allemand.

1. *Ibid.*

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le socialisme pouvait se concilier – ou tout au moins neutraliser – la paysannerie allemande. En janvier 1919, les petits paysans votent en assez grand nombre pour la social-démocratie, constituent des conseils de paysans, à l'image des conseils d'ouvriers et de soldats. Comme en Italie, leur revendication essentielle est le partage des grands domaines, la *Siedlung* (« colonisation »). Rosa Luxemburg et les premiers communistes allemands préconisent l'alliance du prolétariat et de la paysannerie sur la base du partage des grands domaines et de l'élimination de l'aristocratie foncière¹. Mais Spartakus est écrasé et la social-démocratie se garde d'engager la lutte contre les hobereaux : dans sa rage d'anéantir le communisme, elle s'appuie sur toutes les forces de réaction et notamment sur l'armée, c'est-à-dire sur la caste aristocratique. Une « loi de colonisation » est promulguée le 11 avril 1919 aux termes de laquelle l'État peut racheter les deux tiers des domaines de plus de 100 hectares. Mais la bureaucratie d'État sabote la loi et la social-démocratie ne tente même pas d'en imposer l'application. De même une ordonnance prussienne du 10 mars 1919 dissout les biens seigneuriaux (fidéicommiss), mais cette ordonnance est à peu près annulée par un décret de novembre 1921. En 1933, un tiers seulement des fideicommiss ont été liquidés.

Ainsi, à une heure décisive, le prolétariat n'a pas réussi à se lier à la paysannerie. Et, plus tard, l'indifférence des paysans se transforme en hostilité ouverte. À partir de 1929, en effet l'agriculture allemande s'enfonce dans une crise extrêmement grave. Pour comprendre cette crise, il faut se souvenir

1. Lire le numéro spécial (15-16, août 1934) de la revue *Masses*. (Consacré à Spartakus, il reproduisait des articles de Rosa Luxemburg – « La Commune de Berlin », « Programme du Spartakusbund », « Discours sur le programme » – précédés d'une présentation de René Lefeuve : http://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2012/07/spartacus_masses1934.pdf [NDE].)

que l'Allemagne n'était pas primitivement un pays agricole. Les bonnes terres sont assez rares. Il a fallu de coûteux efforts pour mettre en valeur la plaine du Nord, où forêts, sables et marécages ont longtemps alterné¹. Dans ce pays au développement industriel foudroyant, l'inégalité de développement entre l'agriculture et l'industrie est beaucoup plus accusée que dans d'autres pays capitalistes. Ce déséquilibre se traduisait à la veille de la Grande Guerre, de la façon suivante : d'un côté, une industrie en plein essor, d'autre part, une agriculture endettée de plus de 16 milliards de marks.

Si, pendant la guerre de 1914-1918 et l'inflation, l'agriculture allemande a connu une prospérité factice, si elle s'est libérée de la plus grande partie de ses dettes, l'ancien déséquilibre entre l'agriculture et l'industrie ne tarde pas à réapparaître, et les agriculteurs recommencent à s'endetter. Tandis que l'industrie avance à pas de géant l'agriculture s'efforce en vain de la suivre. L'« intensification » de la culture est à l'ordre du jour. Les capitaux étrangers s'offrent en abondance. Les exploitants, qui pendant la période d'inflation ont vidé leur bas de laine, doivent emprunter à des taux élevés : après avoir été rançonnés à la fois par les prêteurs américains et les banques allemandes, ils paient un lourd tribut aux grands trusts nationaux d'engrais et de machines agricoles. Les rendements de la culture ne cessent de s'accroître, les troupeaux d'augmenter. Mais toutes ces améliorations ne sont rémunératrices qu'en apparence. « Chaque année, la charge qui pèse sur l'agriculture s'alourdit et l'espoir d'amortir devient plus faible². » Les cultivateurs les moins favorisés ne peuvent même pas se lancer dans un tel effort de « rationalisation » ; ils continuent à employer les mêmes

1. RIVAUD Albert, *Les Crises allemandes 1919-1931*, op. cit.

2. *Ibid.*

procédés de culture arriérés et empruntent, non pas pour tenter d'accroître leur rendement, mais tout simplement pour payer leurs dépenses quotidiennes, leurs impôts¹.

Le résultat? Le montant des dettes agricoles s'élève régulièrement chaque année, passant de un milliard et demi en 1925 à près de six milliards en 1928, à 12 milliards en 1930. Tant que les prix de vente – bien qu'insuffisamment rémunérateurs – se maintiennent, tant que l'abondance des capitaux étrangers permet de rembourser les dettes en empruntant à nouveau, les agriculteurs ne se rendent pas un compte exact de leur situation réelle. Mais, au cours de l'été de 1929, les prix de vente commencent à fléchir, beaucoup plus vite que les prix industriels. L'agriculture allemande entre dans la crise.

Les petits et moyens paysans sont davantage frappés que les grands propriétaires. C'est en effet une des particularités de l'agriculture allemande que la culture des céréales et fourrages est surtout pratiquée par les grands propriétaires, tandis que les petits paysans sont plutôt spécialisés dans l'élevage du bétail et la production des denrées dérivées : beurre, œufs, lait, fromage, etc. Or les hobereaux réussissent à obtenir, surtout à partir de 1930, une protection douanière substantielle sur les céréales qui empêche l'effondrement des cours. Par contre, les petits éleveurs de bétail ne sont pas protégés, l'industrie s'opposant à l'élévation des droits sur les produits secondaires, par crainte de représailles étrangères. Non seulement les petits éleveurs sont défavorisés par rapport aux grands propriétaires, mais ils doivent leur acheter, à des prix demeurés élevés, le fourrage et les céréales nécessaires à l'alimentation de leur

1. STERNBERG Fritz, *Der Niedergang des deutsche Kapitalismus*, op. cit.

bétail. Enfin les hobereaux sont soutenus par toutes sortes de subventions de l'État, notamment l'*Osthilfe* tandis que les petits paysans sont abandonnés à leur triste sort; les impôts agricoles (un milliard de marks en 1932 contre 750 millions en 1929) frappent presque uniquement la petite et moyenne paysannerie.

Aussi les paysans allemands sont-ils littéralement ruinés. Leurs souffrances vont-elles les rapprocher du prolétariat? Dans l'Allemagne de Weimar la social-démocratie est un parti de gouvernement; en Prusse, elle est même au pouvoir. C'est elle, c'est le « système » ce sont les « dépenses sociales » que les paysans rendent responsables de leur misère. Accablés d'impôts, poursuivis impitoyablement par le fisc, acculés à la vente forcée, ils se dressent contre le régime existant. À partir de 1928, dans le Schleswig-Holstein, une sorte de jacquerie se développe, dont les promoteurs, prenant pour emblème le drapeau noir, entrent en révolte contre l'appareil étatique, contre le percepteur et l'huissier. Ils emploient d'abord l'arme de la résistance passive, de la « non-coopération ». La grève de l'impôt part du Schleswig, se répand dans tout le Nord de l'Allemagne, jusqu'en Silésie et en Prusse orientale. Le gouvernement socialiste de Prusse riposte en emprisonnant les principaux animateurs du mouvement, qui devient alors terroriste. Des perceptions sont attaquées, des bombes lancées.

C'est le moment que choisissent les grands propriétaires pour suggérer aux petits paysans que, contre « l'industrie », toute « l'agriculture » est solidaire et doit se défendre. Ils promettent aux petits éleveurs de les aider à obtenir la même protection douanière dont bénéficient déjà les céréales. Ils tentent de les embrigader dans une association de « défense paysanne », le Grüne Front (« Front vert »).

Mais l'organisation est trop ouvertement sous la coupe et au service des intérêts des grands propriétaires fonciers, par conséquent peu susceptible d'attirer la masse des petits paysans révoltés. Alors les hobereaux, qui ont plus d'un tour dans leur sac, subventionnent une formation politique d'un genre nouveau. Le parti national-socialiste affecte de se vouer tout spécialement à la défense et au sauvetage de la petite paysannerie. Il va jusqu'à prôner une réforme agraire, au moins partielle. À la faveur de ce subterfuge, les hobereaux parviennent à enrôler les petits paysans pour la défense de leurs privilèges.

5. LES ANCIENS COMBATTANTS

Le fascisme recrute également parmi deux catégories sociales composées d'individus appartenant à des classes différentes mais liés entre eux par une communauté d'intérêts économiques et d'aspirations morales : les anciens combattants, les jeunes.

Les anciens combattants ont en commun des revendications matérielles à soutenir vis-à-vis de l'État (paiement des pensions de guerre) ; à quoi s'ajoute une similitude de sentiments et de souvenirs, ce qu'on a appelé la « camaraderie du front », l'« esprit des tranchées ».

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, démobilisés et rentrés dans leurs foyers, ils sont en proie à un mécontentement profond ; beaucoup d'entre eux ne peuvent se réadapter à la vie civile. Même lorsqu'ils retrouvent leurs occupations d'autrefois, ils sont « fatigués, inquiets, déçus¹ ». Il leur est pénible de « rentrer dans la monotonie d'une existence moyenne, entre le travail et la famille et une

1. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

partie de belote au café du coin¹ ». Beaucoup plus désaxés encore sont ceux qui ne trouvent pas de situation ou qui, n'ayant pas achevé leurs études, n'ont pas même de profession. Il faut y ajouter les anciens officiers et sous-officiers mis à la retraite; 60 000 en Italie en 1920, bien davantage en Allemagne. Enfin il y a ceux qui ont conservé de la guerre un besoin physique de violence, besoin qu'ils ne trouvent plus à satisfaire dans l'existence prosaïque du temps de paix². Tous sont hostiles à l'ordre de choses existant. Ils s'irritent de ce qu'on ne leur donne pas dans la nation qu'ils ont défendue au prix de leur sang le rang qu'ils espéraient. Ils ont un besoin confus de renouvellement politique et social.

Ces aspirations pouvaient, par certains côtés, les rapprocher du prolétariat organisé, du socialisme. Mais entre eux et le socialisme il y a de sérieuses divergences. La camaraderie du front, née de l'égalité devant la mort, est d'une tout autre nature que la camaraderie prolétarienne. Elle ne veut pas connaître la lutte de classes. Cette lutte de classes, l'ancien combattant fait grief au socialisme d'en affirmer la réalité. En outre, la haine confuse que l'ancien combattant a conservée pour « ceux de l'arrière » est à double tranchant : quasi socialiste lorsqu'elle vise le politicien bourgeois, responsable de la prolongation de la grande tuerie, et surtout le profiteuse de guerre; antisocialiste, lorsqu'elle vise les militants ouvriers traités de « défaitistes » et de « pacifistes ».

Néanmoins, le socialisme pouvait, malgré ces divergences, orienter le mécontentement des anciens combattants. Il lui était, certes, impossible, sous peine de se renier,

1. Article de Pietro Nenni, *Le Peuple*, 24 décembre 1934.

2. Lire du romancier français Roger Vercelet, *Capitaine Conan*, Albin Michel, 1934. (Le livre obtint le prix Goncourt la même année; il a été régulièrement réédité depuis et a fait l'objet d'une adaptation cinématographique éponyme en 1996 par Bertrand Tavernier [NDE].)

de faire des concessions à l'« esprit des tranchées », de faire passer la « fraternité du front » avant la solidarité de classe. Il ne pouvait pas davantage, pour amadouer les anciens combattants, renoncer à son internationalisme. Mais s'il avait fait preuve d'audace, s'il avait su lier la haine de la guerre et du profiteur de guerre à l'idée révolutionnaire, s'il s'était montré résolu à abattre le régime capitaliste, responsable de la grande boucherie, à hâter l'avènement de cette « humanité meilleure » pour laquelle tant de sang avait été versé pendant quatre ans, il aurait sans nul doute entraîné derrière lui de nombreux anciens combattants. Mais il ne l'a pas fait. Il s'est montré incapable d'agir. À ces hommes avides de renouvellement, il est apparu comme un mouvement vieilli et figé.

Et c'est le fascisme qui s'est offert à satisfaire les aspirations des anciens combattants.

6. LA JEUNESSE

De même, les jeunes ont en commun à la fois un sort matériel tragique – le chômage – et une aspiration d'ordre sentimental – que la jeunesse soit considérée comme un facteur autonome dans la société.

Déjà, en temps « normal », jeunes bourgeois et jeunes prolétaires ont peu de chose de commun. L'étudiant, de famille bourgeoise ou petite-bourgeoise, demeure en effet sur les bancs du collège ou de l'université jusqu'à un âge avancé, souvent bien au-delà de la vingtième année. Pendant ces longues années d'études, il n'est pas intégré dans le processus de production, il n'a aucune indépendance économique; au lieu de soutenir sa famille, c'est sa famille qui le soutient; il est une sorte de parasite, il n'est pas encore un citoyen actif. Aussi a-t-il l'illusion d'appartenir à une catégorie particulière, il se différencie des adultes, il croit avoir, contre eux, des intérêts

à défendre, des aspirations à formuler. Il fait grand bruit autour des « aspirations de la jeunesse ». De tout temps, le trait commun à cette jeunesse estudiantine a été l'impatience et l'envie. Le jeune médecin, le jeune avocat, le jeune artiste doivent attendre de longues années avant de déboucher dans la carrière qu'ils ont choisie. Contre les aînés qui leur barrent la route ils forment un syndicat de mécontents.

C'est ainsi qu'en Italie, aux alentours de 1910, la jeunesse intellectuelle et estudiantine était futuriste, avec le poète Marinetti. Ces jeunes gens ne pouvaient se définir qu'en affirmant leurs jeunesse, qu'en inscrivant le mot *jeunesse* sur leurs drapeaux. Ils ne savaient qu'une chose : leur impatience en face de l'avenir. Leur bête noire, c'était l'adulte, l'homme en place, le « passéiste ». « Les plus âgés d'entre nous n'ont pas encore 30 ans ! Hâtons-nous de tout refaire. Il faut aller à contre-courant ! », tel était leur leitmotiv.

En Allemagne, de 1910 à 1914, la jeunesse intellectuelle et estudiantine se groupait dans la Jugendbewegung (« Mouvement de jeunesse ») pour affirmer contre l'« âge mûr » l'autonomie de la jeunesse, la mission de la jeunesse. Bien caractéristique est la lettre d'invitation au congrès de 1913 tenu sur le Hoher Meissner, près de Cassel, par 10 000 jeunes gens : « La jeunesse n'a été jusqu'ici, pour les générations plus âgées, qu'un accessoire, elle était exclue de la vie publique, réduite au rôle passif qui consiste à apprendre, cantonnée dans une sociabilité niaise ; maintenant elle commence à prendre conscience d'elle-même, elle s'efforce de constituer elle-même sa vie, indépendamment des habitudes timorées de ses aînés [...]. Elle tend à agir comme un facteur propre dans la communauté sociale². »

1. MARINETTI Filippo Tommaso, *Le Futurisme*, 1911 (rééd. L'Âge d'homme, 1980).
2. Cité dans PATRY Raoul, « Les origines du mouvement de jeunesse », *Revue d'Allemagne*, novembre 1927.

Au contraire, chez le jeune ouvrier, la notion de classe prime la notion d'âge. Dès la sortie de l'école primaire, le jeune ne se distingue plus guère de l'adulte. Sur le lieu du travail, jeunes et adultes sont soumis à la même exploitation. Souvent le jeune ouvrier est soutien de famille. Il a passé sans transition de l'enfance à la maturité : il est déjà un homme.

Mais, au lendemain de la guerre de 1914-1918, en Italie comme en Allemagne, le sort des jeunes bourgeois (ou petits-bourgeois) et des jeunes prolétaires est sensiblement le même : tous les jeunes, sans distinction, sont victimes de la crise économique :

1) La condition de la jeunesse intellectuelle et estudiantine devient des plus précaires : ses « aspirations » particulières s'en trouvent exacerbées.

En Italie, les jeunes démobilisés dont les études ont été bâclées, de même que les nouveaux diplômés, ont les plus grandes peines à trouver ou à retrouver une situation sociale. Leurs familles sont durement atteintes par la dépréciation monétaire et la vie chère. En outre, la guerre, qu'ils l'aient vécue comme soldat ou à l'arrière, leur a donné le goût de l'aventure. Leur qualité de jeunes a été exaltée : *Jeunesse, jeunesse, printemps de beauté*, chantaient les *arditi*, dont l'hymne, *Giovinèzza*, sera adopté par le fascisme. Maintenant ils se retrouvent désœuvrés, désesparés, avides d'action.

En Allemagne, la crise économique qui commence à la fin de 1929 plonge la jeunesse intellectuelle et estudiantine dans la détresse. Les familles ruinées ne peuvent plus payer les frais d'études, et les jeunes étudiants n'ont même plus la ressource de travailler de leurs mains. Quant aux diplômés, ils n'ont aucun espoir de trouver une situation sociale. Les candidats aux emplois dans les administrations de l'État doivent attendre jusqu'à 27 et même 30 ans et encore 20% seulement des demandes sont-elles examinées. Pour

24 000 diplômes accordés, il y a 10 000 situations offertes. Ces jeunes gens, démoralisés et révoltés, s'irritent contre une société qui leur interdit de faire la preuve de leurs aptitudes, qui les condamne à l'inaction.

2) Le chômage frappe la jeunesse prolétarienne. Déraciné et déclassé, rejeté du processus de production, transformé en parasite, le jeune chômeur se trouve placé dans une condition économique et morale assez semblable à celle du jeune étudiant sans débouché. La solidarité de l'âge rapproche les uns des autres tous ces jeunes gens réduits à la misère et au désespoir. Ils se révoltent contre l'injustice de leur sort, ils exigent un régime dans lequel la jeunesse ne soit plus sacrifiée.

Le phénomène est surtout frappant en Allemagne où, en 1932, 26 % des sans-travail ont moins de 24 ans. Des quantités de jeunes prolétaires doivent abandonner le foyer paternel, errent dans les rues, sur les grandes routes, sans espoir de retrouver du travail ou même sans avoir jamais travaillé. Déracinés, déclassés, souvent même dévoyés, ces jeunes vagabonds n'attendent plus leur salut de l'action et du triomphe de leur classe. Ils rejoignent l'armée des jeunes chômeurs intellectuels.

En Italie et surtout en Allemagne, le socialisme pouvait conquérir une grande partie de cette jeunesse désespérée. Il lui était évidemment impossible – sous peine de se renier – de se placer sur le terrain fallacieux de la « jeunesse en soi », de faire passer la notion d'âge avant la notion de classe. Mais il lui aurait suffi de se montrer fort et audacieux. Les jeunes ont naturellement le goût du risque et du sacrifice, le mépris du danger : le mouvement le plus hardi, le plus « idéaliste », celui exigeant le maximum de sacrifices, se montrant le plus capable de renverser l'ordre existant, devait faire leur conquête. Si le socialisme s'était montré le plus dynamique,

non seulement il aurait empêché les jeunes ouvriers de désertier leur classe, mais il aurait attiré nombre de jeunes intellectuels et étudiants dans l'armée prolétarienne.

Mais le socialisme ne s'est pas montré révolutionnaire, il a cessé d'être un pôle d'attraction. Et c'est le fascisme qui, jouant habilement de la mystique de la « jeunesse », conquiert non seulement la jeunesse intellectuelle, mais également – et ce qui est plus grave – de nombreux jeunes chômeurs déclassés.

7. PROLÉTAIRES SANS CONSCIENCE DE CLASSE

Enfin, le fascisme recrute un certain nombre d'ouvriers. S'il ne parvient pas à mordre sur la grande masse du prolétariat, il réussit à attirer hors de la classe ouvrière certaines catégories de travailleurs manquant, pour des raisons diverses, de conscience de classe. En période de crise, une avant-garde ouvrière forte et audacieuse coagule autour d'elle toutes les couches périphériques du prolétariat. Mais, quand cet aimant vient à manquer, la classe se décompose et se disloque. C'est ce qui s'est produit en Italie et en Allemagne.

Le débauchage s'opère par en haut et par en bas. Par en haut, le fascisme recrute au sein de ce qu'on appelle l'« aristocratie ouvrière ». Il réussit à entraîner un certain nombre de prolétaires embourgeoisés, qui se considèrent déjà comme évadés de leur classe. Ces transfuges restent fidèles aux organisations prolétariennes tant qu'il est nécessaire d'en faire partie pour avoir du travail ou tant qu'elles leur assurent un standard de vie convenable. Mais du jour où le syndicalisme ouvrier dégénère et n'est plus capable de préserver les avantages acquis, l'aristocratie ouvrière s'en détourne. En Allemagne, notamment, le national-socialisme recueille les catégories de salariés jadis privilégiés,

qui en veulent à la social-démocratie et aux syndicats de ne pas avoir su réaliser leur idéal petit-bourgeois¹.

Par en bas, le fascisme recrute des prolétaires de formation récente : fils de paysans fraîchement débarqués de la campagne et n'ayant pas eu le temps d'acquérir une conscience de classe ; travailleurs transformés par la technique moderne en manœuvres, passant indifféremment d'une branche d'industrie à l'autre, n'ayant plus ni métier ni fierté professionnelle, restant en marge des organisations ouvrières, et, par conséquent, prédisposés à désertier leur classe². C'est par eux, en Italie comme en Allemagne, que le fascisme s'introduit dans les usines³.

Par en bas encore, le fascisme recrute des chômeurs. Le sans-travail, rejeté du processus de production, se trouve en marge de sa classe ; les liens qui l'unissaient à ses frères de labeur se distendent ; bientôt entre lui et l'ouvrier au travail, il n'y a plus identité, il y a opposition d'intérêts. La misère, l'inaction le démoralisent, souvent même l'avilissent. Il désespère de lui-même et de sa classe. Il est prêt à trahir pour une bouchée de pain.

Enfin, le fascisme recueille un certain nombre de déchets de la classe ouvrière ; d'une part, les « jaunes », c'est-à-dire les éternels réfractaires à l'organisation ouvrière, qui sont toujours prêts à lécher les bottes du patron, à moucharder, à accepter des salaires au-dessous des tarifs, à briser les grèves ;

1. REICH Wilhelm, *Massenpsychologie des Faschismus* (« Psychologie de masses du fascisme »), 1933. (Traduit en français par Pierre Kamnitzer en 1972 sous le titre de *La Psychologie de masse du fascisme* chez Payot, sa dernière édition, dans la « Petite Bibliothèque Payot », a paru en 1998 [NDE].)

2. *La Révolution prolétarienne*, novembre 1932. [En fait, durant ce mois, la revue syndicaliste publia dans son n° 139 (10 novembre) un article de J. Leunois, « Victorieuse résistance du prolétariat allemand aux diminutions de salaire », et « Où va Schleicher » de Daniel Guérin, et dans son n° 140 (25 novembre) un article, « Les événements d'Allemagne », en deux parties de Simone Weil (« La grève des transports de Berlin et « Les élections ») NDE.]

3. SILEONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, *op. cit.*

d'autre part, ce que Marx appelait *Lumpenproletariat*, c'est-à-dire les loqueteux, les déclassés volontaires, qui restent en dehors de leur classe et la trahissent parce qu'ils ne veulent pas travailler, parce qu'ils ont la haine d'une révolution qui obligerait tout le monde à travailler.

En Italie, chenapans et repris de justice se donnent rendez-vous dans les « escouades d'action » de Mussolini. Ils y prennent des surnoms bien caractéristiques : *les sauvages, les damnés, les désespérés*¹. Ils peuvent y satisfaire librement leurs instincts dépravés tout en se sachant assurés d'une impunité absolue². Un ancien fasciste, Aniante, évoquant des souvenirs de 1924, écrit : « Ce jour-là, j'ai vraiment senti que Mussolini et le fascisme avaient dû faire appel à la lie de la société³. »

Dans les sections d'assaut hitlériennes, on respire de même une odeur de bas-fonds. Symbolique est le cas de Horst Wessel, vulgaire souteneur transformé en héros national. « Tous ceux qui vivent en marge de la loi sociale, observent Delny* et Paul Bénichou*, les aventuriers, les apaches, et les maquereaux sont entraînés par le mouvement fasciste. On les trouve au sommet et à la base des organisations hitlériennes⁴. »

8. LES CHEFS À L'IMAGE DE LEURS TROUPES

Les chefs fascistes, à tous les échelons de la hiérarchie, sont à l'image de leurs troupes : des petits-bourgeois, voire des prolétaires déclassés. 254 sur 308 des chefs fascistes italiens (cadres du parti ou des « syndicats »), sont

1. SALVEMINI Gaetano, *La Terreur fasciste 1922-1926*, Gallimard, 1929.

2. SILONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, op. cit.

3. ANIANTE Antonio, *Mussolini*, Grasset, 1932.

4. BÉNICHOU Delny et Paul, « Psychologie du fascisme », *Masses*, n° 18, juin 1934, p. 7. (La première partie de cet article était parue dans le n° 14 de mars 1934) [NDE].

issus de la petite-bourgeoisie¹. Mussolini commence sa vie comme fonctionnaire : il est instituteur de campagne. Puis le voici prolétaire. « À 20 ans, raconte-t-il aux ouvriers des Aciéries lombardes, je travaillais de mes mains. J'ai fait le manœuvre, puis le maçon². »

Mais Benito Mussolini est un prolétaire d'une espèce toute particulière. Angelica Balabanoff*, qui l'a connu à cette époque, le définit un « vagabond déclassé ». Individualiste exaspéré, il méprise la classe à laquelle il n'appartient que temporairement.

Hitler, de même, est le fils d'un fonctionnaire des douanes; il rêve d'être architecte. Puis le voici momentanément obligé de travailler de ses mains. « À Vienne, racontent ses panégyristes, comme gars du bâtiment et gâcheur de béton, il a vécu avec les ouvriers, travaillé et lutté avec eux³. » Mais il fait un drôle de prolétaire. Ses compagnons de travail – ne l'avoue-t-il pas lui-même dans *Mein Kampf*? – ne lui inspirent que de la répugnance et il manque d'être « vidé » d'un échafaudage pour avoir refusé de se plier à la discipline syndicale. Le Duce et le Führer sont bien à l'image de leurs troupes. Même lorsque le succès est venu, ils conservent sans peine une allure plébéienne qui flatte et qui rassure leurs partisans. Écoutons les témoins oculaires : « L'impression d'ensemble que je reçus et qui persiste, écrit Daniel Halévy après une visite à Mussolini, reste celle d'un homme assez fruste, toujours très peuple, à peine bien mis et mal rasé [...]. La sève est très forte, forte comme la barbe qui lui

1. Harold D. Lasswell et Renzo Sereno, article dans *American Political Science Review*, octobre 1937, cité dans MARJOLIN Robert, « Le recrutement des chefs fascistes », *Europe nouvelle*, 13 août 1938.

2. Mussolini, discours du 5 décembre 1922.

3. *Arbeitertum*, organe des cellules d'entreprise national-socialistes, mai 1933.

bleuit le visage en peu d'heures¹. » Et Georges Suarez, après avoir approché Hitler : « Il avait regagné la gare d'un pas lourd [...]. Il avait l'air bon et vulgaire [...]. Il n'était plus qu'un brave montagnard encombré de ses mains [...]. Son pas pesant, son geste sans grâce et son invraisemblable mèche sont autant de signes par lesquels s'est reconnue toute une nation². » De leur origine, les chefs fascistes, du haut en bas de la hiérarchie, ne conservent pas seulement l'allure mais la mentalité plébéienne. Ils sont des parvenus. Ils détestent cordialement et ils méprisent les grands bourgeois qui les subventionnent. Ils tentent de suppléer aux lacunes de leur instruction et de leur éducation en réclamant pour leur personne toutes sortes d'égards. Et c'est pourquoi, lorsque les magnats capitalistes leur auront confié la direction de l'État, ils s'empresseront d'éliminer l'ancien personnel politique de la bourgeoisie; ils exigeront pour eux *tout le pouvoir*.

1. HALÉVY Daniel, *Courrier d'Europe*, Grasset, 1933.

2. Georges Suarez, article dans *Le Temps*, 14 novembre 1933.

CHAPITRE III
MYSTIQUE D'ABORD

POURQUOI LA PRIMAUTÉ DE LA MYSTIQUE ?

À ses troupes, le fascisme offre avant tout une mystique. Pourquoi cette primauté ?

D'abord, parce que ses recrues manquent d'homogénéité; chacune des catégories sociales auxquelles il s'adresse a ses revendications et ses aspirations particulières. Sans doute leur servira-t-il une démagogie anticapitaliste « passe-partout » et y ajoutera-t-il des formules destinées spécialement aux prolétaires conscients, aux paysans, etc. Mais cette démagogie, souvent contradictoire, ne suffit pas à lier entre eux tous ces mécontents. Il faut trouver d'abord le ciment qui les unisse : une mystique volontairement vague, et dans laquelle tous, quelles que soient leurs divergences d'intérêts ou de conceptions, communient; une mystique grâce à laquelle, suivant les termes d'un national-socialiste, « les nombreux individus d'une foule rassemblée s'amalgament en une unité spirituelle, en une union sentimentale¹ ».

D'autre part, le fascisme préfère susciter la foi plutôt que de s'adresser à l'intelligence. Un parti soutenu par les subsides du grand capital et dont le but secret est de défendre les privilèges des possédants n'a pas intérêt à faire appel à l'intelligence de ses recrues; ou, plutôt, il considère comme plus prudent de ne faire appel à leur entendement qu'après

1. KRIECK Ernst, « Éducation national-socialiste », cité dans *Cerveaux en uniforme*, Librairie des Champs-Élysées, 1934.

les avoir complètement envoûtés. À partir du moment où le fidèle croit, rien n'est plus facile que de jouer avec la vérité et avec la logique. Il n'y verra que du feu. Et si, par hasard, il ouvrirait les yeux, on les lui refermerait avec cet argument suprême : c'est ainsi parce que le Chef l'a dit ! Au surplus, le fascisme a la chance d'adresser ses appels à des malheureux et à des mécontents. C'est un phénomène psychologique vieux comme le monde que la souffrance prédispose au mysticisme. Au-delà d'un certain degré de misère, l'homme ne raisonne plus, il ne réclame plus de remèdes logiques à ses maux, il n'a plus le courage de tenter de se sauver lui-même. Il attend un miracle. Il appelle un sauveur. Il est prêt à le suivre et à se sacrifier pour lui.

Enfin, le fascisme, contrairement au socialisme, méprise les masses : il n'hésite pas à les prendre par leur côté faible. Mussolini – il s'en est vanté publiquement – a une expérience du peuple qui lui « a beaucoup servi », qui lui a « permis de connaître la psychologie des foules et d'avoir pour ainsi dire la sensibilité tactile et visuelle de ce qu'elles veulent et peuvent¹ ». Indépendamment de son expérience personnelle, il sait par cœur la somme *Psychologie des foules* de Gustave Le Bon, il s'en récite les sentences : « Les foules sont partout féminines [...]. Elles sont incapables d'avoir des opinions quelconques en dehors de celles qui leur sont imposées [...]. Ce n'est pas avec des règles basées sur l'équité théorique pure qu'on les conduit, mais en recherchant ce qui peut les impressionner et les séduire [...]. Les foules ne connaissent que les sentiments simples et extrêmes [...], ne se laissent impressionner que par les images. »

Hitler a fait des constatations non moins primaires : « Dans sa grande majorité, le peuple, écrit-il, se trouve dans

1. Mussolini, discours au Sénat (discussion de la loi syndicale du 3 avril 1926).

une disposition et un état d'esprit à tel point féminins que ses opinions et ses actes sont déterminés beaucoup plus par l'impression produite sur les sens que par la pure réflexion. La masse [...] est peu accessible aux idées abstraites. Par contre, on l'empoignera plus facilement dans le domaine des sentiments [...]. Quiconque veut gagner la masse doit connaître la clef qui ouvre la porte de son cœur. Dans tous les temps, la force qui a mis en mouvement sur cette terre les révolutions les plus violentes a résidé bien moins dans la proclamation d'une idée scientifique qui s'emparait des foules que dans un fanatisme animateur et dans une véritable hystérie qui les emballait follement¹. »

1. LE FASCISME EST UNE RELIGION

Aussi le fascisme se présente-t-il avant tout, et avant même de tenter de se définir, comme une religion.

La religion semble avoir eu pour origine, chez le primitif, la peur, la détresse devant les forces de la nature que l'homme ne sait pas encore maîtriser et qui l'accablent. Par la suite, quand il commence à vivre en société, le besoin de croire au surnaturel est entretenu par la misère dans laquelle les classes exploiteuses le contraignent de vivre : l'espoir de la vie céleste est la compensation des privations de la vie terrestre. Dans les temps modernes, au fur et à mesure que l'homme a mieux su dominer la nature et qu'il a réussi à alléger son fardeau quotidien, la religion, parallèlement, a reculé. Mais la crise du capitalisme plonge les masses dans une consternation, dans un désarroi analogue à ceux que devaient éprouver leurs lointains ancêtres devant les forces déchaînées et incompréhensibles de la nature. Et comme

1. HITLER Adolf, *Mein Kampf* (« Mon combat »), traduction française, 1935.

la religion traditionnelle, usée jusqu'à la corde et trop compromise par ses attaches avec les possédants, ne retrouve pas toujours le chemin de son cœur, on fabrique à l'homme un *ersatz* de religion, une religion modernisée, mise au goût du jour. Mais si la forme est nouvelle, le fond n'a pas varié : c'est toujours le vieil opium. « Le fascisme est une conception religieuse », affirme Mussolini¹. « Si le fascisme n'était pas une foi, comment donnerait-il le stoïcisme et le courage à ses adeptes²? » « On ne peut rien accomplir de grand, sinon dans un état d'amoureuse passion, de mysticisme religieux³. » À Milan, on inaugure une École de mystique fasciste et un journal écrit à cette occasion : « Le fascisme est une réaction du divin⁴. » « Je crois, énonce le *Credo du bahilla*, en notre Saint-Père le fascisme. »

Croire! est de même l'alpha et l'oméga de la « religion » national-socialiste : après la prise du pouvoir, Hitler interpellera ainsi ses troupes : « Vous avez été cette garde qui, jadis, m'a suivi avec un cœur croyant. Vous avez été les premiers partisans qui ont cru en moi... Ce n'est pas l'intelligence coupant les cheveux en quatre qui a tiré l'Allemagne de sa détresse, mais votre foi [...]. Pourquoi sommes-nous ici? Par ordre? Non, parce que le cœur vous l'a ordonné; parce qu'une voix intérieure vous l'a dicté, parce que vous croyez en notre mouvement et en sa direction. Seule la force de l'idéalisme a pu accomplir cela [...]. La raison vous eût déconseillé de venir à moi et seule la foi vous l'a commandé⁵! »

Comme toutes les religions, celle-ci exige de ses adeptes le mépris absolu du « matériel ». Elle incite

1. MUSSOLINI Benito, *Le Fascisme, doctrine et institutions*, Denoël et Steele, 1933.

2. Mussolini, *Il Popolo d'Italia*, 19 janvier 1922.

3. Mussolini, discours du 5 octobre 1922.

4. *Roma fascista*, 21 juin 1931.

5. Hitler, discours au congrès de Nuremberg, 13 septembre 1935.

l'homme à se résigner à la misère, en substituant les nourritures « spirituelles » à celles de l'estomac. Le fascisme, ici, ne fait que plagier l'Église catholique : « Que servirait [à l'homme] d'avoir trouvé [...] l'abondance matérielle, demande le pape Léon XIII, si la disette d'aliments spirituels mettait en péril le salut de son âme¹ ? »

Mussolini écrit que « le fascisme croit à la sainteté et à l'héroïsme, c'est-à-dire aux actions dans lesquelles n'agit aucun motif économique proche ou lointain ». Il « repousse l'idée de bonheur économique qui [...] transformerait les hommes en animaux ne pensant qu'à une seule chose : être nourris et engraisés² ».

Hitler affirme de même : « L'homme qui, pour la satisfaction de sa vie, n'a rien besoin d'autre que manger et boire, n'a jamais compris celui qui sacrifie plutôt son pain quotidien pour assouvir la soif de son âme et la faim de son esprit³. »

2. LE CULTE DE « L'HOMME PROVIDENTIEL »

Mais l'ascétisme en soi n'est pas une consolation suffisante. La grande astuce du fascisme, c'est d'exhumer la forme la plus ancienne du sentiment religieux : le culte de l'homme providentiel. Sous le mince vernis de la civilisation, les hommes demeurent des idolâtres ; ceux d'autrefois imaginaient des divinités qui n'étaient que le « reflet fantastique de leur propre être⁴ » ; ceux d'aujourd'hui

1. Léon XIII, encyclique *Rerum novarum*, 1891.

2. MUSSOLINI Benito, *Le Fascisme, doctrine et institutions*, op. cit.

3. Hitler, discours au congrès de Nuremberg, 1933.

4. ENGELS Friedrich, *Ludwig Feuerbach*, 1846. (L'étude d'Engels *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* est de 1888. Les réflexions d'Engels sur la religion comme « reflet » se trouvent plutôt dans *Anni-Dühring* (1878) où il écrit : « Or, toute religion n'est que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des puissances extérieures qui dominent leur existence

éprouvent le besoin de créer, suivant les termes de Marcel Martinet*, « un mythe sauveur qui n'est qu'une projection d'eux-mêmes, mais qui, en retour, prend en charge leurs rancœurs, leurs besoins, leurs pensées, et leur vie même¹ ». Ils abdiquent devant la divinité qu'ils ont faite à leur image. Ils attendent leur salut du Duce ou du Führer.

Mais ce personnage mythique, ce n'est pas spontanément qu'il a pris forme : le fascisme l'a fabriqué de toutes pièces, par un long et patient travail de suggestion. À l'origine on voit d'habiles charlatans, parmi lesquels la future idole elle-même, s'employer à faire naître dans l'âme populaire le besoin obscur d'un messie. Mussolini écrit, en 1921, qu'au cours des prochaines décennies « les hommes sentiront forcément le désir d'un dictateur² ». « Nous espérons un sauveur qui nous tirera de notre misère, mais nul ne sait d'où il viendra », déclare Thyssen en 1922³. « Nous avons besoin d'un Führer », soupire en 1923 Møller van den Brück⁴. Et Hitler en personne : « Notre tâche est de donner au dictateur, quand il se présentera, un peuple qui soit mûr pour lui⁵. »

Puis l'homme providentiel attendu se présente. Mais il n'est encore qu'un mortel comme les autres. On va le diviniser par degrés. Il ne peut, évidemment, y parvenir tout seul ; fort heureusement pour lui, son entourage lui prête la main.

quotidienne, reflet dans lequel les puissances terrestres prennent la forme de puissances supraterrrestres. Dans les débuts de l'histoire, ce sont d'abord les puissances de la nature qui sont sujettes à ce reflet et qui dans la suite du développement passent, chez les différents peuples, par les personnifications les plus diverses et les plus variées. » : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611a.e.htm> [NDE].

1. MARTINET Marcel, « Le chef contre l'homme », *Esprit*, 1^{er} janvier 1934. (Ce texte est reproduit en ligne : <http://acontretemps.org/spip.php?article70> [NDE].)

2. Mussolini, article du *Popolo d'Italia*, cité dans CAMBO Francesco, *Autour du fascisme italien*, Plon, 1925.

3. Cité dans RAPHAËL Geston, *Krupp et Thyssen, op. cit.*

4. MØLLER VAN DEN BRÜCK Arthur, *Le Troisième Reich, op. cit.*

5. HITLER Adolf, *Reden* (« Discours »), 1920-1923.

Chaque matin et chaque soir, ses adulateurs le désignent aux foules comme l'Élu. Les premiers temps, on ne les croit pas; leurs tentatives de canonisation sont vraiment par trop grossières. Elles font rire. Mais ils sont patients, et le temps travaille pour eux. Dix fois de suite ils ont proposé, sans succès, leur messie. Mais la onzième fois, le petit-bourgeois se dit : « Après tout, c'est peut-être bien lui le sauveur ! » C'est ainsi qu'en Italie, Farinacci et quelques autres, inlassablement, « tissent un mythe » (l'expression est du comte Sforza¹), autour de Mussolini. En Allemagne, Esser, dès février 1921, sacre Führer son ami Hitler. Rosenberg et Goebbels poursuivent, des années durant, le travail commencé par Esser.

L'homme est maintenant, toujours suivant le comte Sforza, « promu au rang d'un demi-dieu ». Il est proclamé infaillible et omniscient. « Mussolini a toujours raison » lit-on dans le *Décatalogue du milicien*. Et dans le *Credo du bahilla* : « Je crois au génie de Mussolini. » « Adolf Hitler est une personnalité géniale et universelle, affirme Wilhelm Kube. Il n'est sans doute pas de domaine de l'activité humaine que le Führer ne domine souverainement². » Goering déclare à un envoyé du *Morning Post* : « De même que les catholiques considèrent le pape comme infaillible dans toutes les questions de religion et de morale, de même nous croyons avec la même conviction profonde que le Führer est infaillible dans toutes les matières qui concernent les intérêts moraux et sociaux du peuple³. » « Une personne est au-dessus de toute critique : le Führer, s'écrie Rudolf Hess. Chacun sait qu'il a toujours eu raison et qu'il aura toujours raison⁴. »

1. SFORZA (comte), *Les Bâtisseurs de l'Europe moderne*, Gallimard, 1931.

2. Correspondance officielle du NSDAP, reproduit par *Le Temps*, 15 septembre 1934.

3. *Morning Post*, 31 janvier 1934.

4. Rudolf Hess, discours de juin 1934.

De là à la dévotion, il n'y a qu'un pas, il est vite franchi. En Italie, la revue officielle *Milizia fascista* donne cette consigne : « Souviens-toi d'aimer Dieu, mais n'oublie pas que le Dieu d'Italie, c'est le Duce¹. » Gentizon, correspondant du *Temps* à Rome, relate : « Des paysans et leurs femmes s'agenouillèrent en apercevant sur une colline lointaine le donjon où le Duce venait d'arriver pour un bref séjour [...]. Déjà un halo d'idéal et de poésie l'enveloppe. Pour certains, il devient une personne fabuleuse. Lorsqu'il apparaît dans une manifestation, la physionomie de nombreux spectateurs est comme illuminée². »

Goebbels, en Allemagne, s'institue le grand prêtre du nouveau culte : « La foi dans le Führer est entourée, écrit-il, on pourrait presque dire, d'une mystique mystérieuse et énigmatique³ ! » Il s'adresse à Hitler dans un style de père de l'Église : « Dans notre profond désespoir, nous avons trouvé en vous celui qui montre le chemin de la foi [...]. Vous avez été pour nous l'accomplissement d'un mystérieux désir. Vous avez adressé à notre angoisse des paroles de délivrance. Vous avez forgé notre confiance dans le miracle à venir⁴. » Lorsque « son » Führer est devenu le maître de l'Allemagne, il force encore le ton et lui parle comme à Dieu en personne ; le 20 avril 1933, jour anniversaire de la naissance de Hitler, il lui envoie par la radio cette oraison : « Aujourd'hui, Tu dois savoir que derrière Toi, et si nécessaire devant Toi, se tient une armée compacte de combattants qui, à chaque instant, sont prêts à se sacrifier pour Toi et Ton idée [...]. Nous Te promettons solennellement que Tu seras toujours pour

1. *Le Temps*, 19 décembre 1933.

2. *Le Temps*, 13 février 1935.

3. GOEBBELS Joseph, *Kampf um Berlin* (« Combat pour Berlin »), 1934.

4. Goebbels, lettre à Hitler, citée dans PERNOT Maurice, *L'Allemagne de Hitler*, Hachette, 1933.

nous ce que Tu es aujourd'hui : Notre Hitler¹ ! » Röhm le traite de « nouveau rédempteur² ». Hess assure que « cet homme conduira le peuple allemand sans se soucier des influences terrestres³ ». « Sa volonté est effectivement la volonté de Dieu » écrit un panégyriste⁴.

3. IDENTIFICATION DE CE CULTES AVEC CELUI DE LA PATRIE

Il manque encore quelque chose à cette religion pour qu'elle exerce sur les masses toute sa force d'attraction : au vieux culte de l'homme providentiel, le fascisme superpose celui, plus récent, de la patrie, la patrie « terrifiante idole de l'âge moderne, comme l'écrit Martinet, pseudonyme de la masse elle-même et dans laquelle la foule adore sa propre puissance de foule⁵ ». On aperçoit tout le parti que tire le fascisme de l'identification des deux cultes : le chef apparaît désormais comme l'incarnation de la nation ; adorer l'homme providentiel, c'est adorer la patrie ; servir la patrie, c'est servir le chef aimé. Les fanatiques du chef deviennent automatiquement des fanatiques de l'idée nationale ; et réciproquement, les fanatiques de l'idée nationale des fanatiques du chef. Quand, enfin, le pouvoir sera conquis, les lois de l'État deviendront des ordres personnels du Duce ou du Führer.

En Italie

« Le fascisme a la religion de la patrie », écrit l'Italien Gorgolini⁶. À la veille de la marche sur Rome, Mussolini lui-

1. GOEBBELS Joseph, *Revolution der Deutschen* (« Révolution des Allemands »), 1933.

2. ZU HOHENLOHE (prinz), « Son rédempteur », *Pariser Tageblatt*, 16 juillet 1934.

3. Rudolf Hess, discours du 26 février 1934, à Munich.

4. BOETTCHER, *Hasse und Recht* (« Race et droit »).

5. MARTINET Marcel, « Le chef contre l'homme », *op. cit.*

6. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, Nouvelle Librairie nationale, 1923.

même déclare : « Notre mythe est la nation. Notre mythe est la grandeur de la nation¹ ! » « Une nouvelle religion, écrit Gentizon, est née en Italie [...]. La divinité c'est la patrie [...]. La vénération qu'on lui manifeste comporte toute une terminologie sacrée. Lisez les journaux fascistes : à chaque page surgissent les expressions : "Italie sainte", "Italie divine"². » Le milicien s'écrie dans sa prière quotidienne : « Seigneur, toi qui allumes toute flamme et qui arrêtes tout cœur, renouvelle en moi chaque jour ma passion pour l'Italie ! »

Et les deux cultes n'en font plus qu'un : la prière du milicien italien se termine sur cette supplique : « Seigneur, sauve l'Italie dans la personne du Duce. »

En Allemagne

Le mot *Deutschland* devient un mot-fétiche devant lequel tout un peuple s'agenouille. Lorsque Hitler le prononce, il entre en transe et ses discours deviennent de véritables sermons : « Je ne peux me détacher de la foi de mon peuple, de la conviction que cette nation ressuscitera, je ne puis me détacher de l'amour de ce peuple qui est le mien, de la conviction que l'heure viendra où les millions d'hommes qui sont derrière nous verront le nouveau Reich allemand, Reich de splendeur, d'honneur, de force et de justice. Amen³ ! » « La réalité divine, s'écrie le professeur Hauer, c'est le peuple et l'histoire nationale⁴. » Et Baldur von Schirach, chef des Jeunesses hitlériennes, célébrant la fête païenne du Solstice, fait ce serment : « Devant la flamme ardente, nous jurons tous de nous consacrer au service de la patrie, pour la grandeur et la pureté de l'Empire allemand éternel⁵. »

1. Mussolini, discours du 24 octobre 1922.

2. *Le Temps*, 26 juillet 1933.

3. *Le Temps*, 12 février 1933.

4. *Le Temps*, 28 avril 1935.

5. *Le Temps*, 25 juin 1935.

Les deux mystiques n'en font plus qu'une : « Adolf Hitler c'est l'Allemagne et l'Allemagne, c'est Adolf Hitler ! », tel sera le leitmotiv du national-socialisme au pouvoir¹.

4. LE CULTE DES MORTS

Autour de cette mystique centrale, le fascisme entretient un certain nombre de mystiques latérales. Ainsi, le culte des morts. Les fascistes tombés dans la guerre civile sont l'objet d'une vénération constamment entretenue.

En Italie

« Une tradition, écrit l'historien Volpe, existe désormais fondée et renforcée par les morts². » Gentizon note dans une de ses correspondances : « Les morts pour la patrie ou la révolution des Chemises noires sont les martyrs d'un idéal dont ils étaient les apôtres. En leur souvenir on élève des autels, on allume des flammes votives, on célèbre des rites³. » « Je crois, lit-on dans le *Credo du balilla*, en la communion des martyrs du fascisme. » Une salle spéciale de l'Exposition de la révolution fasciste leur est consacrée. « D'une galerie circulaire un chant très doux s'élève et exalte le souvenir des êtres disparus⁴. »

En Allemagne

L'hymne officiel du national-socialisme, le *Horst-Wessel-Lied*, évoque, dès la première strophe, le souvenir des morts : « Les camarades, victimes du Front rouge et de la Réaction, marchent en esprit dans nos rangs. »

1. Formule du serment repris en chœur par la foule dans les réunions publiques national-socialistes, *Le Temps*, 2 mai 1935.

2. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

3. *Le Temps*, 26 juillet 1933.

4. Article du *Dagens Nyheder*, de Copenhague, dans *Lu*, 10 février 1933.

Rosenberg écrit que « le sacrifice de tous les morts du national-socialisme fait de celui-ci une religion¹ ». Ce culte a, comme en Italie, ses pompes grandioses. C'est ainsi qu'en 1935, l'anniversaire du putsch munichois de 1923 est consacré non pas seulement aux victimes du putsch, mais à tous les morts pour le parti, au nombre de 225 : « Chacun a dans la rue son pilier spécial avec son nom en lettres d'or. Quand défilera le cortège, une flamme s'allumera dans une coupe qui surmonte chacun de ces pylônes drapés de noir². »

5. MYSTIQUE DE LA « JEUNESSE »

Autre mystique, celle de la « jeunesse ». Le fascisme accapare habilement l'héritage, en Italie, du futurisme ; en Allemagne, de la Jugendbewegung, il exalte la jeunesse en soi, il la reconnaît comme un « facteur propre dans la communauté sociale » ; il lui promet son appui dans la lutte contre les adultes, contre les « passésistes », contre le vieux monde.

En Italie

« Il y a, à l'origine du fascisme, écrit l'historien Volpe, quelque chose au-dessus de la politique et de ses problèmes et qui est surtout : jeunesse, jeunesse italienne, jeunesse de l'après-guerre, une jeunesse qui déborde comme si la nation était en train de rajeunir. La révolution fasciste est pour une bonne moitié son œuvre. C'est là que le mythe de la jeunesse se forme, en vertu duquel un homme de 40 ans doit presque s'excuser d'exister³. » Gentizon souligne que

1. ROSENBERG Alfred, *Das Wesensgefüge des Nationalsozialismus* (« La Structure essentielle du national-socialisme »), 1933.

2. *Le Temps*, 10 novembre 1935.

3. VOLPE Giacobino, *Histoire du mouvement fasciste*, *op. cit.*

« le fascisme a considéré l'adolescence non seulement comme une période de passage entre l'enfance et la virilité, mais bien comme une phase en elle-même avec des caractères, des exigences, des nécessités particulières. Avant le fascisme, la jeunesse italienne était, si l'on peut dire, une zone intermédiaire entre l'inconscience des enfants et la carrière des hommes. Le fascisme au contraire, en lui donnant ses propres lois, l'a mise en valeur comme telle¹. »

En Allemagne

Dès 1921, l'essai de Spengler, *Prussianisme et Socialisme*, met à la mode les appels à la jeunesse. On les retrouve dans toutes les harangues de Hitler de 1921 à 1923 : « Nous nous adressons avant tout à la puissante armée de notre jeunesse allemande [...]. Les jeunes Allemands seront un jour les architectes d'un nouvel État raciste². » Plus tard, Goebbels s'écriera, lyrique : « La révolution que nous avons faite [...] a été presque entièrement l'œuvre de la jeunesse allemande³. » « En Allemagne, c'est la jeunesse qui gouverne⁴. »

6. MYSTIQUE « ANCIEN COMBATTANT »

Dernier thème de cette mystification : la mystique « ancien combattant ».

En Italie, les premiers groupes créés par Mussolini en 1915 s'intitulaient déjà « faisceaux de combat »; et les faisceaux de 1919 se constituent sous le signe de l'« esprit des tranchées ». « Seuls des inconnus pouvaient sauver le peuple allemand, déclare Hitler, mais ces inconnus devaient

1. *Le Temps*, 26 juillet 1933.

2. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

3. *Le Temps*, 25 août 1935.

4. *Le Temps*, 21 septembre 1935.

venir du front [...], ils devaient sortir des rangs de ceux qui avaient fait leur devoir pendant la guerre¹. » Et Rudolf Hess s'écrie : « Le Troisième Reich a trouvé son fondement dans une idée qui est venue des tranchées². » Le Duce et le Führer sont présentés comme des soldats « anonymes » de la Grande Guerre : Mussolini publie son *Journal de guerre*; Hitler raconte dans *Mein Kampf* ses exploits guerriers.

7. LA PROPAGANDE

Il ne suffit pas de créer une mystique, il faut la faire pénétrer partout; le fascisme se forge un instrument aux ressources prodigieuses : la propagande. Avant la prise du pouvoir, elle est déjà son arme principale. Une fois installée dans la place, elle joue un rôle si important qu'un ministère spécial lui est consacré, confié à un haut dignitaire du régime : le gendre du Duce en Italie, Goebbels en Allemagne.

Dans *Mein Kampf*, cet étonnant manuel de l'agitateur politique, qui pourrait porter en sous-titre : *Ou l'art de conquérir les masses*, Hitler explique : « Je m'étais toujours extraordinairement intéressé à l'activité de la propagande, art qui pour les partis bourgeois restait presque inconnu. La propagande devait précéder de beaucoup l'organisation et lui gagner d'abord le matériel humain à malaxer. » Goebbels affirmera plus tard que « la propagande est une fonction essentielle de l'État moderne. Personne n'a porté à un tel degré de virtuosité l'art de dominer les masses. Les tentatives faites dans d'autres pays pour nous imiter sont celles de simples débutants³. »

1. *Le Temps*, 26 février 1934.

2. *Le Temps*, 13 septembre 1935.

3. Hitler, discours au congrès de Nuremberg, *Le Temps*, 8 septembre 1934.

La propagande fasciste repose sur un principe fondamental, le mépris des masses : « La propagande doit être maintenue au niveau de la masse et l'on ne doit mesurer sa valeur qu'aux résultats obtenus¹ », conseille Hitler. Et son élève Goebbels répète cyniquement : « La propagande n'a qu'un but : la conquête des masses. Et tous les moyens qui servent à ce but sont bons². »

De ces moyens, on se contentera de donner un bref aperçu :

Emploi de moyens techniques modernes (rendus possibles par les larges subventions des industriels). Après la prise du pouvoir, Hitler expliquera : « Sans automobiles, sans avions et sans haut-parleurs, nous n'aurions pas pu conquérir l'Allemagne. Ces trois moyens techniques permirent au national-socialisme de mener une étonnante campagne. Nos adversaires furent finalement écrasés parce qu'ils avaient sous-estimé l'importance de ces trois moyens de propagande³. »

L'utilisation intensive de symboles. Visuels : faisceau du lecteur ou croix gammée; vocaux : « Eia Eia Elala » ou « Heil Hitler »; plastiques : salut à la romaine, etc.

La répétition. Ses «slogans», le fascisme les enfonce dans les crânes en les répétant inlassablement : « La faculté d'assimilation de la grande masse, écrit Hitler, n'est que très restreinte, son entendement petit, son manque de mémoire est grand. Donc, toute propagande efficace doit se limiter à des points forts peu nombreux et les faire-valoir à coups de formules stéréotypées aussi longtemps qu'il le faudra, pour que le dernier des

1. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

2. GOEBBELS Joseph, *Kampf um Berlin*, op. cit.

3. Hitler, discours de Cobourg, 19 octobre 1935, *Le Temps*, 21 octobre 1935.

auditeurs soit à même de saisir l'idée¹. « Le procédé, si grossier soit-il, réussit. Lorsqu'on a entendu plusieurs fois ces « scies », on finit par les prendre pour l'expression de sa propre pensée et l'on se réjouit de la retrouver dans la bouche de l'orateur².

La puissance du verbe. La propagande parlée est beaucoup plus efficace que la propagande écrite. Hitler ne cesse de vanter la « puissance magique de la parole », ce lien mystérieux qui unit dans une réunion publique auditeurs et tribun. Il a une prédilection pour « le grand meeting », seul moyen d'exercer une influence réelle, parce que personnelle et directe, sur des foules importantes, et de les conquérir³. Grâce à la radiophonie, la parole humaine se transmet partout, jusqu'au village le plus lointain.

La suggestion. Mussolini a appris, de Gustave Le Bon, que la foule est éminemment « suggestionnable », et que ses meneurs exercent sur elle une « fascination véritablement magnétique⁴ ». Hitler exalte cette « influence miraculeuse que nous appelons la suggestion de la masse⁵ ». Tout l'art de la propagande fasciste est de mettre en circulation le mystérieux fluide. « La façon de parler de Mussolini, raconte Volpe, était une action, tellement elle parvenait à saisir l'âme de ses auditeurs, tellement il savait les soulever dans un état émotif [...]. Il évoquait des visions⁶. » « Médium des foules allemandes », c'est ainsi qu'un journaliste définit Hitler : « Les avant-bras se lèvent; ses mains se crispent; ses cheveux achèvent de se défaire sur le front

1. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

2. HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

3. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

4. LE BON Gustave, *Psychologie des foules*, 1896 (rééd. PUF, «Quadrige», 2013 [NDE]).

5. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

6. VOLPE Giacomino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

aux veines gonflées; sa voix s'étrangle, une sorte de transe le prend, qu'il communique à la foule¹. »

La réunion de vastes foules, les mises en scène à grand spectacle. Lorsque de grandes masses d'êtres humains sont réunies en un même lieu, et qu'un décor approprié les met en valeur, le fluide n'a même pas besoin d'être répandu par des orateurs; il se dégage de la foule elle-même, enivrée de sa propre puissance. Le fascisme excelle dans ce genre de spectacles. N'assure-t-on pas, en Allemagne, « que le grand chef ne dédaignerait pas de s'en occuper lui-même? Il s'intéresse aux répétitions et n'est pas étranger à l'arrangement des masses, des lignes et des couleurs, au rythme des mouvements² ».

Hitler s'est fait construire une sorte de pupitre microphone qui sert à la diffusion de ses discours. De ce pupitre, il peut, en manipulant une série de boutons électriques, augmenter ou réduire lui-même la lumière des projecteurs. Il peut également se mettre en relation directe avec les opérateurs de cinéma pour leur donner le signal de mettre leurs appareils en marche³.

Le « marcher ensemble » et l'uniforme-fétiche. Une impression analogue est produite par les défilés des troupes fascistes : *zusammenmarschieren*, marcher ensemble. Ici encore le fluide n'a pas besoin d'être suggéré; il naît spontanément de ce flot d'hommes que l'uniforme identifie au point qu'ils ne forment plus qu'un seul corps. Et ce fluide, ils le communiquent à la foule qui les regarde passer. C'est eux-mêmes que les bonnes gens acclament, eux-mêmes idéalisés, sublimés, transformés en une armée en marche.

1. FRÉDÉRIC PIERRE, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1934.

2. *Le Temps*, 16 septembre 1935.

3. *Le Temps*, 15 mars 1936.

8. CARENCE DU SOCIALISME SUR LE TERRAIN
DE LA MYSTIQUE. IL NE RETROUVERA SA FORCE
D'ATTRACTION QU'EN REDEVENANT RÉVOLUTIONNAIRE

Au terme de cette analyse, une question vient à l'esprit : qu'a proposé le mouvement ouvrier comme antidote à la « mystique » fasciste ? En Italie, comme en Allemagne, le socialisme s'est trouvé sur ce terrain en état d'infériorité. Essayons d'en démêler les raisons.

Les unes sont légitimes et tiennent à sa nature même :

1. Le socialisme n'est pas une religion mais une conception scientifique. Et, par cela même, il fait appel davantage à l'intelligence, à la raison, qu'aux sens et à l'imagination. Le socialisme n'impose pas une foi qu'il faille admettre sans discuter : il présente une critique rationnelle du système capitaliste et demande à chaque individu, avant son adhésion, un effort personnel de raisonnement et de jugement. Il s'adresse davantage au cerveau qu'à l'œil et qu'aux nerfs ; il cherche à convaincre de sang-froid le lecteur ou l'auditeur, non à le surprendre, à le troubler, à l'hypnotiser.

Sans doute, ses méthodes de propagande ont-elles besoin d'être rajeunies, modernisées. Il doit se mettre davantage à la portée des masses, leur parler un langage clair et direct qu'elles comprennent, recourir aux techniques modernes de communication avec les masses ; il a même intérêt lui aussi à utiliser symboles et slogans, mais il ne peut, sous peine de se renier, faire appel, comme le fascisme, aux bas instincts des foules. Contrairement au fascisme il ne méprise pas les masses ; il les respecte ; il les voudrait meilleures qu'elles ne sont, à l'image du prolétariat conscient dont il est l'émanation. Il s'efforce, non d'abaisser, mais d'élever leur niveau intellectuel et moral.

2. Le socialisme qui poursuit, avant toute chose, l'amélioration de la condition matérielle des travailleurs, ne

peut, comme l'Église et le fascisme, prêcher le mépris des biens de ce monde au nom d'une soi-disant « religion ».

Mais à ces raisons, qui tiennent à sa nature même, s'en ajoutent d'autres qui proviennent, elles, de sa dégénérescence :

1. Le socialisme est un mouvement vieux, qui a perdu sa flamme primitive. Si, à l'origine, il mettait au premier plan les améliorations matérielles immédiates du sort des travailleurs, s'il promettait, à échéance plus lointaine, le « bonheur sur la terre », il ne dissimulait pas que la conquête de ces améliorations dans le présent, de ce « paradis terrestre » dans le futur, exige une lutte de tous les instants, lutte pénible, faite de souffrances et de sacrifices.

Et, de fait, le socialisme primitif a demandé à ses pionniers et à ses militants, plus que n'importe quel autre mouvement, des sommes inouïes de désintéressement, de dévouement. Il a eu ses héros et ses martyrs. Bien que « matérialistes », les révolutionnaires prolétariens ont été, selon l'expression de Marcel Martinet, « les seuls idéalistes du monde moderne¹ ».

Mais peu à peu le socialisme a dégénéré. Il s'est laissé aller à croire que les avantages immédiats, aussi bien que le « paradis sur terre », pouvaient être obtenus sans lutte, sans sacrifices, par la pratique terre à terre de la collaboration des classes. Pour suivre la courbe de cette décadence, il faudrait retracer toute l'histoire du mouvement ouvrier, en Italie et en Allemagne, depuis ses origines jusqu'à la guerre, ce qui dépasserait le cadre de cette étude. Il faudrait évoquer l'âge d'or du socialisme italien, remonter à ces années 1890-1900 qui furent des années de lutte héroïque contre la bourgeoisie. « Dans l'âge d'or du socialisme, reconnaît le fasciste Gorgolini, c'est un fait que les jeunes gens accouraient à lui,

1. MARTINET Marcel, « Le chef contre l'homme », *op. cit.*

mus par une impulsion généreuse¹. » Puis il faudrait montrer le socialisme s'enlisant peu à peu dans le marécage de la « paix sociale » et du parlementarisme, suivre la croissance de cette bureaucratie syndicale et coopérative, grassement rétribuée, de plus en plus conservatrice, dont toute l'ambition est de faire des affaires, de s'attirer de nouvelles subventions, et même, avec la guerre, des commandes gouvernementales.

En Allemagne aussi, il faudrait partir des années héroïques 1880-1890 qui furent des années de lutte de classes acharnée, évoquer avec Gregor Strasser « cette foi, cette aspiration violente, cet enthousiasme de millions d'hommes [...], ce parti qu'un tempérament de feu comme Bebel avait fait grand, auquel des milliers de cœurs ardents et dévoués jusqu'au renoncement s'étaient sacrifiés² », puis regarder la social-démocratie dégénérer peu à peu, s'enfoncer elle aussi dans la collaboration des classes, se transformer en un vulgaire parti de « réformes démocratiques ». « L'Allemagne [...] marxiste, écrit le national-socialiste Rosenberg, était privée de mythes; elle n'avait plus d'idéal auquel elle croyait, pour lequel elle était prête à combattre. Il ne fut pas donné de héros à l'armée militante des travailleurs³. » Il faudrait décrire cette bureaucratie ouvrière, conservatrice et routinière, installée dans l'ordre existant, ces « bonzes » repus et satisfaits, régissant, avec les gros sous des travailleurs, dans de somptueux buildings intitulés « maisons du peuple »; conquérir un mandat législatif, s'incruster dans un bureau syndical est devenu la règle de vie des chefs de ce socialisme dégénéré. Ils

1. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit.

2. STRASSER Gregor, *Kampf um Deutschland* (« Combat pour l'Allemagne »), recueil d'articles et de discours.

3. ROSENBERG Alfred, *Der Mythos des XX. Jahrhunderts* (« Le Mythe du XX^e siècle »), 1930.

ne croient plus, ils jouissent. Et ils veulent des troupes à leur image, des troupes sans idéal, attirées seulement par des avantages matériels.

2. Parallèlement, sur le plan doctrinal, le socialisme a défiguré une de ses conceptions essentielles, le « matrielisme historique ». Matrielistes, les premiers socialistes l'etaient en ce sens que selon eux « le mode de production de la vie matrielle conditionne en g nral le processus de la vie sociale, politique et intellectuelle¹ ». Contrairement aux « idéalistes » pour lesquels le ressort profond de l'histoire est une Idée préalable de la justice et du droit que l'humanité porte en elle-même et qu'elle réalise peu   peu   travers les si cles², ils pensaient que les rapports de production, que les rapports économiques des hommes entre eux jouent dans l'histoire un rôle prépondérant. Mais s'ils mettaient l'accent sur l'« infrastructure » matrielle, trop négligée avant eux, ils ne dédaignaient nullement la « superstructure » juridique, politique, religieuse, artistique et philosophique : celle-ci, pensaient-ils, est conditionnée par celle-là, mais elle n'en a pas moins sa valeur propre et fait partie intégrante, elle aussi, de l'histoire et de la vie³.

Mais les marxistes décadents croient très « marxiste » et très « matrieliste » de dédaigner les facteurs humains. Ils accumulent des chiffres, des statistiques et des pourcentages ; ils étudient avec une précision extrême les causes profondes des phénomènes sociaux, mais faute

1. MARX Karl, *Contribution   la critique de l'économie politique*, préface, 1859 : http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/contribution_critique_eco_pol/critique_eco_pol.pdf [NDE].

2. JAURÈS Jean, *Idéalisme et matrielisme dans la conception de l'histoire*, 1896 : https://www.marxists.org/francais/jaures/works/1894/12/jaures_189412.htm [NDE].

3. LABRIOLA Antonio, *Essai sur la conception matrieliste de l'histoire*, 1902 (r dition Vrin, 2010). [NDE]

d'étudier avec le même soin la manière dont ces causes se réfléchissent dans la conscience des hommes, la réalité vivante leur échappe.

Parce qu'ils ne s'intéressent qu'aux facteurs matériels, ils ne comprennent absolument rien à la façon dont les privations subies par les masses se transmutent en une aspiration religieuse. Pourquoi ces petits bourgeois, ces paysans, ces jeunes intellectuels, ces jeunes chômeurs ne sont-ils pas venus à eux, à eux qui détiennent la vérité marxiste, à eux qui dénoncent avec tant de clarté les tares du régime capitaliste, à eux qui ont si brillamment analysé les causes économiques du fascisme ?

Sans doute le socialisme ne se propose-t-il pas d'entretenir et d'exploiter les tendances mystiques des masses, mais, au contraire, en abolissant le système capitaliste, source de misère et de chaos, de détruire les racines matérielles du sentiment religieux. Le plus sûr moyen d'extirper les mystiques réactionnaires (la religion traditionnelle, la « religion » fasciste), c'est de hâter la fin du capitalisme, l'avènement du socialisme. Mais en attendant qu'ils y aient réussi, les socialistes se trouvent devant un fait concret, dont ils devraient tenir compte : la survivance du sentiment religieux.

Ce spiritualisme, ils pourraient le capitaliser à leur profit en lui faisant subir une mutation, en opposant à la mystique fasciste un substitut de qualité supérieure, un « idéalisme » qui ne serait point fallacieux, car il prendrait appui sur le réel, car il aurait les deux pieds sur la terre, car il serait guidé par une conception scientifique de l'histoire et par le propos, hautement « spirituel », de désaliéner l'homme.

Mais leur enlèvement dans les eaux stagnantes de la collaboration des classes, à quoi s'ajoute leur dédain

«matérialiste» du facteur humain, les rend incapables de cette démystification. Les milliers et les milliers d'hommes, de femmes, d'adolescents qui brûlent de se dévouer et de se donner, le socialisme, réduit au parlementarisme le plus opportuniste, au corporatisme le plus terre à terre, ne les captera jamais. Il ne pourrait retrouver sa force d'attraction qu'en redevenant révolutionnaire, en enseignant à ses militants que la conquête du « paradis sur la terre », son but suprême, exige de leur part de grandes luttes et de lourds sacrifices.

CHAPITRE IV
LA DÉMAGOGIE FASCISTE

LE FASCISME PROPOSE À SES TROUPES
UN «ANTICAPITALISME» PETIT-BOURGEOIS BIEN
DIFFÉRENT DE L'ANTICAPITALISME SOCIALISTE

Une «mystique» ne suffit pas, ne nourrit pas. Les individus composant les troupes fascistes ne sont pas tous également fanatisés. Et même les plus fanatisés n'en oublient pas pour autant leurs intérêts matériels. Le souci de ces intérêts continue à les aiguillonner. Pour les conquérir, puis les tenir en haleine, le fascisme doit aussi leur présenter une solution pratique aux maux dont ils souffrent. Bien qu'au service et à la solde du capitalisme, il doit – et c'est ce qui le différencie profondément des partis bourgeois traditionnels – afficher un anticapitalisme démagogique.

Mais cet anticapitalisme, si l'on y regarde de plus près, est très différent de l'anticapitalisme socialiste. Il est essentiellement petit-bourgeois. Le fascisme fait ainsi d'une pierre deux coups : d'une part, il flatte les classes moyennes en se faisant l'interprète fidèle de leurs aspirations rétrogrades; d'autre part, il jette en pâture aux masses ouvrières – et tout particulièrement à ces catégories de travailleurs qui manquent de conscience de classe – un anticapitalisme utopique et inoffensif et il les détourne ainsi du véritable socialisme.

Mais cette démagogie «passe-partout» ne convient pas à tout le monde : aux ouvriers conscients, aux petits paysans affamés de terre, le fascisme est obligé de parler, non sans

quelque embarras, un langage plus spécifique et plus radical. On va voir qu'il pousse fort loin – en paroles – son prétendu «socialisme». Était-il bien utile, se demandera le lecteur, de prendre tant de peine à disséquer cette phraséologie mensongère? L'entreprise est pourtant nécessaire, à la fois pour comprendre à l'aide de quels slogans sociaux les démagogues fascistes ont ébloui leur clientèle et pour faire ressortir, par la suite, l'abîme entre les promesses et les réalisations.

I. L'ANTICAPITALISME TRANSMUÉ EN NATIONALISME

Tout l'art du fascisme consiste à se dire anticapitaliste sans s'attaquer sérieusement au capitalisme. Il s'emploie tout d'abord à transmuier l'anticapitalisme des masses en nationalisme. De tout temps, on l'a vu, l'hostilité des classes moyennes à l'égard du grand capitalisme va de pair avec un attachement tenace à l'idée de nation. En Italie et en Allemagne, tout particulièrement, les masses sont prédisposées à croire que l'ennemi est moins leur propre capitalisme que le capitalisme étranger. Aussi le fascisme n'a-t-il pas de peine à préserver ses bailleurs de fonds de la colère populaire : il détourne l'anticapitalisme des masses vers la « ploutocratie internationale ».

En Italie

Dès avant la guerre de 1914-1918, les syndicalistes soréliens – devenus plus tard fascistes – greffent leur syndicalisme révolutionnaire sur un nationalisme de plus en plus accentué. Rossoni découvre que « le sort des ouvriers italiens est indissolublement lié à celui de la nation italienne ». Labriola réclame le droit pour l'Italie de tenter sa chance et de mener le bon combat contre l'Europe ploutocratique¹. Syndicalistes et nationalistes se rejoignent pour proclamer

1. Cité dans ROSENSTOCK-FRANCK Louis, *L'Économie corporative fasciste*, J. Gamber, 1934.

l'Italie « la grande prolétaire¹ ». De 1915 à 1918, Mussolini ne cesse de répéter qu'il « faut donner à la guerre un contenu social² ». Plus tard il déclare que la Société des Nations « n'est qu'une sorte de prime d'assurances des nations parvenues contre les nations prolétaires³ ». Le ministre Rocco rappelle « qu'il n'y a pas seulement un problème intérieur, mais aussi un problème international de la distribution des richesses » et oppose les nations pauvres aux nations riches : « Le prolétariat italien souffre de la condition d'infériorité où la nation italienne se trouve par rapport aux nations concurrentes bien plus que de l'avarice ou de l'avidité des patrons. » Aussi, faut-il, pour améliorer le sort des masses italiennes, d'abord améliorer la position internationale de la « nation prolétaire⁴ ».

En Allemagne

Déjà, en 1919, le fondateur du parti national-socialiste, Drexler, affirme : « L'Allemagne travailleuse est la victime des cupides puissances occidentales⁵. » Möller van den Brück reprend la formule de la nation prolétaire : « Le socialisme, écrit-il, ne peut donner d'équité aux hommes s'il n'y a pas auparavant d'équité pour les peuples. Les travailleurs allemands doivent reconnaître qu'ils n'ont jamais été réduits autant en esclavage qu'ils le sont aujourd'hui par le capitalisme étranger [...]. Cette lutte de libération, que mène le prolétariat en tant que partie la plus opprimée d'une nation opprimée, est une guerre civile que nous ne menons plus contre nous-mêmes, mais contre la bourgeoisie mondiale⁶. »

1. L'expression est du nationaliste Enrico Corradini.

2. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

3. Cité dans MASSOUL Henri, *La Leçon de Mussolini*, Mercure de France, 1934.

4. Cité dans *La Réforme syndicale en Italie*, Rome, G. Colombo, 1926 (en français).

5. Cité dans HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

6. MÖLLER VAN DEN BRÜCK Arthur, *Le Troisième Reich*, op. cit.

Mais c'est surtout Gregor Strasser qui se fait le propagandiste brillant et obstiné de cette synthèse : « L'industrie allemande, l'économie allemande entre les mains du capital financier international, c'est la fin de toute possibilité de libération sociale, c'est la fin de tous les rêves d'une Allemagne socialiste [...]. Nous, jeunes Allemands de la guerre, nous révolutionnaires nationaux-socialistes, nous, ardents socialistes, nous engageons la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme dont l'incarnation est la paix de Versailles [...]. Nous, nationaux-socialistes, avons reconnu qu'il existe une liaison voulue par le destin entre la liberté nationale de notre peuple et la libération économique de la classe ouvrière allemande. Le socialisme allemand ne sera possible et durable que lorsque l'Allemagne sera libre! » Et Goebbels résume en une formule particulièrement frappante : « Quel est le but du socialisme allemand? Il veut que dans l'avenir en Allemagne il n'y ait plus un prolétaire. Quel est le but du nationalisme allemand? Il veut que, dans l'avenir, l'Allemagne ne soit plus le prolétaire de l'univers. Le national-socialisme n'est pas autre chose que la synthèse de ces deux conceptions². »

2. L'ANTICAPITALISME TRANSMUÉ EN ANTISÉMITISME

Serait-il possible de transmuier l'anticapitalisme des masses en quelque chose d'autre? Le Juif sera pour le fascisme – là où les circonstances s'y prêteront – un second bouc émissaire.

L'antisémitisme existe à l'état latent dans le subconscient des classes moyennes : à travers tout le XIX^e siècle, la petite bourgeoisie, victime de l'évolution capitaliste,

1. STRASSER Gregor, *Kampf um Deutschland*, op. cit.

2. GOEBBELS Joseph, *Revolution der Deutschen*, op. cit.

a eu tendance à rendre responsable de ses maux l'usurier ou le banquier, voire le petit commerçant juif. Déjà, le Français Toussenel donnait comme sous-titre à sa *Féodalité financière* : « Les Juifs, rois de l'époque » et écrivait : « Je conseille à tous les faiseurs de révolution de retirer la banque aux Juifs¹. »

En exploitant le thème raciste, le fascisme est assuré d'être applaudi par les classes moyennes ; en même temps, il préserve ses bailleurs de fonds de la colère populaire ; il détourne l'anticapitalisme des masses vers les Juifs.

En Italie

Les Juifs n'y constituant qu'une minorité infime de la population, cette démagogie avait peu de chances de succès. Le fascisme pourtant ne la néglige pas complètement. Le directeur de la Banca commerciale, Toeplitz, était d'origine israélite. Le journal *Il Tevere* écrit, après la publication de la Charte du travail, que « le temps de la domination des banquiers juifs est maintenant révolu² ». Les « extrémistes » fascistes attribuent volontiers les mécomptes économiques éprouvés par le régime à l'action juive de la banque internationale³.

Ce n'est qu'à partir de juillet 1938 que le fascisme italien, imitant son allié allemand, et pour détourner l'attention des difficultés de l'heure, ajoute officiellement l'antisémitisme à son arsenal démagogique.

1. En fait le titre du livre d'Alphonse Toussenel (1803-1885) paru en 1846 est *Les Juifs rois de l'époque* et son sous-titre *Histoire de la féodalité financière*. Écrit par un (mauvais) disciple de Fourier, ce livre sert jusqu'à aujourd'hui à brouiller les repères idéologiques et à masquer d'un prétendu anticapitalisme le plus sordide antisémitisme. On ne s'étonnera donc pas de le voir aujourd'hui promu par Alain Soral et ses épigones [NDE].

2. Cité dans ROSENBERG Alfred, *Der Weltkampf des Faschismus* (« Le Combat mondial du fascisme »), 1927.

3. Cité dans VALOIS Georges, *Finances italiennes*, Librairie Valois, 1930.

En Allemagne

L'antisémitisme trouve en Allemagne un terrain beaucoup plus favorable. Numériquement les Juifs ne constituent pas plus de 1 % de la population. Mais, au lendemain de la Première Guerre mondiale, un afflux soudain de plus de 100 000 immigrants juifs venant de Pologne, d'Ukraine, de Lituanie a réveillé la question juive. Et surtout, le rôle joué par les Juifs dans la vie économique, politique, intellectuelle, est considérable. À la tête des banques, il y a assez de Juifs pour que l'identification entre la haute finance et le judaïsme soit facilement acceptée par les masses. À la tête des grands magasins et magasins à prix unique, il y a assez de Juifs pour que la colère des petits boutiquiers se porte contre la « race ». À la tête de la finance anglo-saxonne, il y a assez d'Israélites pour que l'Allemagne, sa débitrice, apparaisse comme l'esclave de la « juiverie mondiale ». Parmi les spéculateurs qui réalisent des coups fructueux à la Bourse, il y a assez de Juifs pour que les petits épargnants les rendent responsables de leur ruine. Les partis marxistes ont à leur tête assez de leaders juifs, remuants et brillants, pour que l'on invente une prétendue collusion du capitalisme et du marxisme, et qu'une légende, déjà forgée au XIX^e siècle, représente banquiers juifs et militants juifs travaillant de concert à la domination universelle de la race juive, selon le plan révélé par les apocryphes *Protocoles des Sages de Sion*¹. Enfin et surtout, il y a assez de Juifs appartenant aux classes moyennes, aux professions libérales, assez de petits boutiquiers, de médecins, d'avocats, de journalistes, d'écrivains, d'artistes juifs, haïs de leurs concurrents « aryens », pour que, le jour venu, l'on déchaîne contre

1. Lire ROLLIN Henri, *L'Apocalypse de notre temps. Les dessous de la propagande allemande d'après des documents inédits*, Gallimard, 1939; réédition Allia, 1991 [NDE].

eux la fureur populaire, protégeant par cette diversion, non seulement les magnats industriels et les banquiers « aryens », mais aussi et même les grands financiers juifs¹.

Tout l'art du national-socialisme consiste à transmuier l'anticapitalisme de ses troupes en antisémitisme. « Le socialisme, écrit Goebbels, ne peut être accompli que contre les Juifs, et c'est parce que nous voulons le socialisme que nous sommes antisémites². »

Par la suite, l'apprenti-sorcier, comme dans la célèbre ballade de Goethe, sera prisonnier des mauvais génies qu'il a évoqués. Assiégé par une redoutable coalition de puissances, qu'il a témérairement réunie contre lui, placé devant le dilemme : « être ou ne pas être », son imagination divagatrice croira voir dans le Juif, du fait même qu'il l'a pourchassé, non plus seulement un bouc émissaire, mais une créature du diable : à l'intérieur l'adversaire le plus irréductible, à l'extérieur le chef d'orchestre de l'encerclement mondial. Il se le représentera comme un corps étranger à supprimer sous peine d'être supprimé. Dans son délire de persécuteur persécuté, il enverra à la mort globale tout un peuple, n'épargnant pas même, tel l'Hérode de l'Écriture, ses rejetons, innocents mais menaçants, puisque par eux la « race » épouvantail se fût perpétuée. L'hécatombe fera ses plus nombreuses victimes dans les territoires de l'Europe orientale, à forte population juive devenus, après l'invasion hitlérienne, les glacis du III^e Reich.

C'est ainsi que l'antisémitisme, à l'origine préjugé racial exploité comme un artifice démagogique, aboutira au plus abominable génocide de tous les temps.

1. Lire HÉRISSEON Ch., « Le national-socialisme et la protection des classes moyennes », *op. cit.*

2. GOEBBELS Joseph, *Der Nazi-Sozi*, 1931.

3. LE FASCISME CONTRE LA BOURGEOISIE

Si le fascisme excite surtout les masses populaires contre la « ploutocratie internationale » et contre les Juifs, il lui est impossible – sous peine de se démasquer – d'éviter de s'en prendre à la bourgeoisie nationale. Mais ses déclamations contre celle-ci, si on les regarde de plus près, n'ont rien de socialiste. Les classes moyennes détestent la bourgeoisie d'une tout autre façon que la classe ouvrière. Elles ne souhaitent pas sa disparition en tant que classe. Bien au contraire, elles voudraient à leur tour devenir bourgeoises. Le fascisme, lorsqu'il s'affirme antibourgeois, lorsqu'il dénonce la « dégénérescence » de la bourgeoisie, n'entend nullement s'attaquer à l'ordre social existant. Il veut, au contraire, rajeunir cet ordre par un apport de sang frais, de sang plébéien. Il flatte ainsi les classes moyennes tout en détournant les masses de la lutte de classes, du socialisme prolétarien.

En Italie

Gorgolini ricane en décrivant cette « bourgeoisie diminuée par la timidité qui affecte souvent les êtres trop cultivés et alourdis par des difficultés de digestion¹ ». Lanzillo, lors de l'occupation des usines, se moque même de la « bourgeoisie humiliée, inepte, pourrie et corruptrice² ». Mais voici que perce le bout de l'oreille : pour rendre à cette bourgeoisie « un peu de son énergie³ » l'entrée en scène des capacités nouvelles est nécessaire : « La loi dynamique de l'histoire sociale, déclare une motion votée par un congrès des "syndicats" fascistes (5 octobre 1924), consiste moins dans une lutte irréductible entre les classes [...] que dans une lutte de capacités,

1. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit.

2. Agostino Lanzillo, article du 7 septembre 1920 dans *Popolo d'Italia*.

3. MALAPARTE Curzio, *L'Italie contre l'Europe*, F. Alcan, 1927.

c'est-à-dire dans la lutte menée par des groupes de catégories professionnelles qui acquièrent la capacité de s'acquitter des fonctions de direction, contre des groupes de catégories qui sont en voie de perdre la capacité de remplir ces fonctions de commandement. » Traduisez ce charabia en langage clair : les bourgeois doivent s'effacer peu à peu devant les « compétences » – c'est-à-dire devant les plébéiens fascistes.

En Allemagne

Les nazis font du bourgeois leur tête de Turc. Pour fustiger la bourgeoisie, Hitler n'a pas assez de termes à son répertoire. Il dénonce sa lâcheté proverbiale, sa sénilité, sa pourriture intellectuelle, son crétinisme. Mais, plus loin, sa véritable pensée apparaît. Il faut, écrit-il, « veiller à ce que les classes cultivées soient continuellement renouvelées par un apport de sang frais provenant des classes inférieures¹ ». August Winnig consacre un livre entier à ce thème : la mission des masses populaires est de rajeunir un ordre social devenu vieux, de régénérer une classe dominante épuisée : « Cette matière première vivante qu'est le prolétariat a pour vocation de créer en soi des valeurs nouvelles, ses idéaux propres, et d'introduire ces forces dans la vieille communauté, non pour la détruire, mais pour la rajeunir². »

4. LE FASCISME CONTRE LE CAPITAL DE PRÊT

Le fascisme pourtant ne peut éviter, sous peine de se démasquer, de mettre en cause le système capitaliste lui-même. Mais, ici encore, son anticapitalisme reste très éloigné du socialisme prolétarien.

1. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

2. WENNIG August, *Vom Proletariat zum Arbeitertum*, 1930, traduit en français sous le titre *Du prolétariat à l'État ouvrier*, Plon, 1943.

L'anticapitalisme des classes moyennes vise surtout l'organisation du crédit. Tout au long du XIX^e siècle, les idéologues petits-bourgeois se sont attaqués non pas au capitaliste producteur, mais au capitaliste oisif, au prêteur, au banquier. Toussenel, dans sa *Féodalité financière*, a dénoncé l'usure qui « grève le travail national de France d'un impôt de deux milliards par année » et demandé que la banque devienne un monopole d'État. Proudhon¹, estimant que « l'intérêt de l'argent [...] est la plus lourde entrave qui pèse sur le travail et, pour la consommation, le prélèvement le moins justifié », a lancé son idée de « crédit mutuel tendant à la gratuité », grâce auquel « chaque travailleur puisse devenir entrepreneur et privilégié ».

À son tour, le fascisme concentre ses attaques contre le « capital de prêt ». Il traduit ainsi les aspirations des classes moyennes, tout en détournant les masses travailleuses de la lutte contre le capitalisme dans son ensemble.

En Italie

Voici quelques-unes des revendications du programme fasciste de 1919 : « Dissolution des sociétés anonymes et des sociétés par actions; suppression de toute espèce de spéculation; suppression des banques et des Bourses; crédit d'État par la création d'un organisme national de distribution du crédit; confiscation des revenus oisifs; impôt progressif extraordinaire sur le capital. » Commentant ce programme, Mussolini écrit, dans le

1. Dans un article consacré au centenaire de la mort de Proudhon (reproduit dans *Ni dieu ni maître. Anthologie de l'anarchisme*, La Découverte, 2012), Daniel Guérin revint après guerre à un jugement plus mesuré sur Proudhon, tout en rappelant ses « idées outrancières » sur la guerre, le féminisme, le racisme ou la sexualité : « Il a été, tout à la fois, le père de l'économie politique socialiste et de la sociologie moderne, le père de l'anarchisme, du mutuellisme, du syndicalisme révolutionnaire, du fédéralisme et de cette forme particulière de collectivisme qu'actualise aujourd'hui l'autogestion » [NDE].

Popolo d'Italia du 19 juin 1919 : « Ceux qui le peuvent doivent payer. Voici ce que nous proposons actuellement : ou bien les possédants s'exproprient d'eux-mêmes, ou bien nous convions la masse des anciens combattants à marcher sur ces obstacles et à les culbuter. »

En Allemagne

Dans le programme national-socialiste de 1920, la lutte contre le capital de prêt tient la place essentielle. On y exige l'étatisation de la Reichsbank et le contrôle par l'État des banques privées, la transformation des titres au porteur en titres nominatifs puis en participations personnelles, la fermeture des Bourses, etc. Mais le clou est l'idée de Gottfried Feder d'abolir l'« esclavage de l'intérêt ». Feder a fait ce rêve : supprimer l'intérêt sans supprimer le capitalisme. « La duperie de la sainteté de l'intérêt nous obnubile, écrit-il. L'intérêt a aussi peu de rapport avec l'argent que le goitre avec la circulation du sang [...]. L'abolition de l'esclavage de l'intérêt est [...] la solution de la question sociale, le moyen de conduire le combat gigantesque engagé à travers tout l'univers entre Capital et Travail à une libération du Travail, mais sans porter atteinte à la propriété, à la production des richesses¹. » Ainsi peut-il mettre hors de cause le capital industriel et s'attaquer seulement au capital de prêt : alors que le bon Krupp mourut en 1826 sans biens et que le capital de sa société n'atteint aujourd'hui que la modeste somme de 250 millions de marks, la fortune du méchant Rothschild, qui débuta avec quelques millions, atteint aujourd'hui 40 milliards de marks : « Nous reconnaissons clairement, en conclut Feder, que ce n'est pas le système capitaliste, le capital en soi qui est le fléau du genre humain : la soif insatiable d'intérêts du gros capital de prêt

1. FEDER Gottfried, *Kampf gegen Hochfinanz*, op. cit.

est la malédiction de toute l'humanité travailleuse. » Pas besoin d'une révolution du genre marxiste : « Le Capital doit exister, le Travail aussi [...]. Le bolchevisme s'imagine guérir la maladie par une opération chirurgicale alors que la cause en est le poison qu'il s'agit d'éliminer [...]. Inutile de bouleverser l'économie comme en Russie, mais qu'on fasse un front serré de toute la population productrice, depuis le travailleur manuel écrasé d'impôts indirects jusqu'aux fonctionnaires et employés, artisans, paysans, inventeurs et directeurs d'entreprises industrielles, intellectuels, artistes, savants, contre l'esclavage de l'intérêt. » La promesse d'une abolition de l'esclavage de l'intérêt s'adresse, en particulier, aux petits paysans dont le lopin de terre est criblé d'hypothèques : lorsque le national-socialisme sera au pouvoir, il ne sera plus permis d'hypothéquer la terre qui sera proclamée insaisissable et inaliénable. Mais quand Feder essaie d'expliquer comment, dans le cadre du système capitaliste, il abolira l'esclavage de l'intérêt, il s'enferme. Il préconise l'amortissement rapide de la dette publique perpétuelle et de toutes les obligations et hypothèques, sans indiquer toutefois comment l'opération serait financièrement praticable. Et, après avoir condamné solennellement l'intérêt, il le réintroduit par la petite porte : les dividendes industriels seront simplement convertis en revenus fixes à 5% ; sous le contrôle de l'État, des « coopératives de crédit » à base régionale et corporative, pourront consentir, à un taux réglementé, des prêts sur marchandises ou « force de travail » . « Personne ne traitera d'esclavage de l'intérêt les quelques marks d'intérêts provenant d'économies ou de rentes d'État² », écrit-il en 1930.

1. Lire PRION W., « Les problèmes de la réforme bancaire en Allemagne », *Revue économique internationale*, juin 1934.

2. *Das Programm der NSDAP* (« Le Programme du parti national-socialiste »), édition de 1932.

5. LE FASCISME CONTRE LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE

Le fascisme, pourtant, ne peut éviter, sous peine de se démasquer, de mettre en cause le capitalisme industriel lui-même. Mais ici encore son anticapitalisme reste bien en deçà du socialisme prolétarien. Les classes moyennes, contrairement à la classe ouvrière, ne se soucient pas de détruire le moteur essentiel du capitalisme : l'exploitation de la force de travail, le vol de la plus-value. À travers tout le XIX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, les idéologues petits-bourgeois se bornent à déclamer contre la concurrence, contre la concentration industrielle, à demander aux pouvoirs publics de rendre moins nocifs les grands monopoles (cartels et trusts).

En reprenant à son compte ces aspirations rétrogrades, le fascisme flatte les classes moyennes et, en même temps, il détourne les masses ouvrières du socialisme prolétarien.

En Italie

Gorgolini dénonce en 1921, en termes véhéments, les « magnats de la grande industrie et du haut commerce qui ont affamé l'Italie [lisez : qui ont ruiné les classes moyennes]¹ ». Plus tard, Bottai écrira : « Nous devons tendre au développement et à la victoire concrète de l'artisanat, en particulier pour le motif suivant : pour opposer à la concentration progressive du capital [...] des forces qui s'appuient sur le principe contraire [...]. Il n'est pas exclu que le phénomène artisan puisse fortement influencer sur l'évolution de notre industrie². »

1. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit.

2. BOTTAI Giuseppe, *L'Organisation corporative de l'État*, Social éditions, 1929.

En Allemagne

En Allemagne, où la concentration capitaliste est beaucoup plus développée, la démagogie antitrusts joue un rôle plus important. « Quelques individus, s'écrie Goebbels, ne peuvent avoir le droit d'utiliser l'économie nationale contre la nation. Or, dans la réalité, dominent quelques monopoles, quelques individus qui ont amassé des fortunes énormes. Ces individus ont des moyens illimités d'enlever au peuple son morceau de pain quotidien, de lui retirer son travail¹. »

Aussi le programme de 1920 réclame-t-il l'« étatisation de toutes les entreprises déjà anonymisées (trusts) ». Ici l'anticapitalisme fasciste semble atteindre la lisière de l'anticapitalisme socialiste. Mais les nazis s'empressent d'atténuer leur formule; Feder a soin d'expliquer que cette étatisation n'aurait rien à voir avec la socialisation marxiste : elle serait la préface d'un démembrement. « 100 000 artisans cordonniers indépendants, assure-t-il, valent mieux pour l'économie populaire et la politique de l'État, que cinq fabriques géantes de chaussures². »

Le programme de 1920 prévoit de même que les grands magasins seront d'abord « communalisés », puis démembrés, loués à des prix modérés à de petits commerçants.

Un jeune étudiant nazi définit ce « socialisme » rétrograde en termes particulièrement saisissants : « Le national-socialisme veut arrêter le mouvement mécanique de la roue capitaliste, mettre un frein à cette roue, puis la faire tourner en sens inverse jusqu'à son point de départ et, à ce point, la stabiliser³. »

1. Goebbels, discours au Sportpalast, 1^{er} octobre 1931.

2. FEDER Gottfried, *Der Deutsche Staat* (« L'État allemand »).

3. Cité dans PERNOT Maurice, *L'Allemagne de Hitler*, op. cit.

6. RETOUR EN ARRIÈRE : AUTARCIE

Ce capitalisme amendé, ramené à ses origines, suppose le retour à l'autarcie des anciens temps.

Le national-socialisme exhume le plan – typiquement petit-bourgeois – d'un *État commercial fermé* tracé en 1800 par le philosophe Fichte¹. D'un tel État, la maudite concurrence est bannie. Les prix de chaque marchandise sont fixés par l'autorité publique. Aucun risque de surproduction ou de disette : les offres comme les demandes sont assurées de trouver une contrepartie. Personne ne peut s'enrichir mais personne aussi ne peut s'appauvrir. Chaque individu est le serviteur de la collectivité et reçoit sa part équitable de biens de la collectivité. Mais une économie de ce type n'est possible que si l'État est rigoureusement isolé de l'étranger, préservé de la concurrence internationale. Aussi doit-il s'attribuer le monopole du commerce extérieur et émettre une monnaie de compte purement intérieure.

Gregor Strasser a lu Fichte : dans ses *Quatorze thèses de la révolution allemande*², il rejette le système capitaliste libéral « dont la destruction est la préface pour la réussite de la révolution allemande » et propose, pour le remplacer, une économie dont le but soit, non plus la rentabilité, le profit, mais la couverture des besoins de la nation, ou, suivant les termes de son frère Otto : « la satisfaction des besoins en nourriture, vêtements, logement de chaque membre de la communauté³ ». La loi de l'offre et de la demande doit être abolie, des prix fixes établis

1. Lire FICHTE Johann Gottlieb, *L'État commercial fermé*, L'Âge d'homme, 1980 [NDE].

2. Cité dans HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

3. STRASSER OTTO, *Aufbau des deutschen Sozialismus* (« Construction du socialisme allemand »).

par l'État pour chaque marchandise, l'équilibre assuré entre les quantités offertes et les quantités demandées. Néanmoins, les nationaux-socialistes ne se dissimulent pas les difficultés d'application d'un tel système; aussi veulent-ils d'abord l'expérimenter dans l'agriculture qui, la première, sera soustraite à l'économie libérale capitaliste. Mais ils insistent sur le fait que « tôt ou tard, les autres groupes économiques devront se joindre à la paysannerie et adopter ses principes¹ ».

Une telle économie n'est possible qu'après suppression de la concurrence internationale. Elle suppose l'autarcie, c'est-à-dire la prohibition douanière. La balance commerciale, les exportations sont « choses qui appartiennent à une époque révolue ». « Chaque peuple doit se créer ses propres bases de vie sur son propre sol². » Il faut d'abord nourrir les citoyens allemands et ensuite seulement songer à l'exportation³. Les marchandises allemandes jadis exportées trouveront leur écoulement à l'intérieur. La crise industrielle, affirment les nazis, n'est qu'une conséquence de la crise agricole. Grâce à la prohibition douanière, les prix des denrées agricoles seront revalorisés et l'agriculture, régénérée, sera capable d'absorber les produits industriels.

Mais comment réaliser cette « économie fermée »? En confiant à l'État le monopole du commerce extérieur, en créant une nouvelle monnaie exclusivement réservée à l'intérieur et détachée de l'or : « Le détachement de l'or, écrit Feder, est la condition même d'une économie saine du III^e Reich, économie dans laquelle le Travail aura de nouveau la primauté sur l'Argent. »

1. Discours de Richard Walther Darré à Goslar, *Le Temps*, 20 novembre 1934.

2. DALMEIDERER, *Die Ziele der NSDAP* (« Les buts du parti national-socialiste »), 1933.

3. STRASSER Gregor, *Kampf um Deutschland*, *op. cit.*

7. RÉSURRECTION DES « CORPORATIONS »

Le corporatisme est un des appâts que le fascisme tend aux petits-bourgeois et aux ouvriers à mentalité petite-bourgeoise. Si l'on y regarde de plus près, on trouve dans la démagogie « corporatiste » du fascisme trois astuces distinctes :

1. La promesse faite aux ouvriers à mentalité petite-bourgeoise de les « déprolétarianiser », non pas certes en effaçant la scission consommée entre Capital et Travail, entre patronat et salariat, mais en rapprochant, en réconciliant les deux facteurs de la production; l'assurance donnée à ces ouvriers qu'au sein de « corporations » mixtes ils pourront vivre en petits-bourgeois; que le droit au travail leur sera garanti, qu'ils recevront un « juste salaire », que leurs vieux jours seront assurés; et, surtout, que les patrons les traiteront sur un pied d'égalité, comme de véritables « collaborateurs » de la production.

2. La promesse faite aux petits-bourgeois indépendants (artisans, petits commerçants, etc.), victimes de la concurrence des grands monopoles capitalistes, et en voie de prolétarianisation, de ressusciter pour eux un régime s'inspirant de celui du Moyen Âge, de l'ère précapitaliste; un régime qui ne sera plus celui de la concurrence et du droit du plus fort, un régime dans lequel les petits producteurs au sein de « corporations » autonomes seront protégés, organisés, retrouveront la stabilité et la sécurité.

3. Enfin, la promesse faite que l'État politique parlementaire, parasitaire et incompetent, sera remplacé par un État corporatif au sein duquel tous les producteurs groupés en corps de métiers auront voix au chapitre et où tous les intérêts se concilieront, sous le signe de l'intérêt général.

Cette triple utopie petite-bourgeoise n'appartient pas en propre au fascisme. On la retrouve à travers tout le

XIX^e siècle. Toutefois, elle revêt des formes assez différentes dans la pensée petite-bourgeoise réactionnaire et dans la pensée petite-bourgeoise réformiste.

Au siècle dernier, nombreux sont les petits-bourgeois qu'a hantés le regret des corporations abolies. Le libéralisme économique les a jetés sans défense dans la jungle capitaliste. L'impitoyable concurrence les ruine et les prolétarise. Aussi se dressent-ils en travers du progrès, tentent-ils de l'arrêter dans sa marche, voudraient-ils revenir à un stade antérieur au capitalisme.

Les partis de réaction (en France le parti monarchiste) et l'Église exploitent ces aspirations rétrogrades à leurs propres fins et inscrivent à leur programme le rétablissement des corporations. Pour les besoins de la cause, on forge un mythe des corporations médiévales, qui n'est qu'une falsification grossière de l'histoire. Les corporations du Moyen Âge, en effet, ne ressemblèrent en rien à ce qu'on voudrait maintenant qu'elles aient été. Elles ne furent qu'un moment du Moyen Âge et le développement du capitalisme les a très vite éliminées ou en a tout à fait altéré le caractère. Elles ne sont apparues que tardivement et ne se sont développées que dans un domaine limité : artisanat et petit commerce. Et même dans ce domaine, il y avait des métiers libres. Par contre, la grande industrie, déjà florissante au Moyen Âge, échappait au régime corporatif. Les bourgeois qui la créèrent étaient groupés en de véritables syndicats patronaux très différents des corporations¹.

Au fur et à mesure que s'étendit le mode de production capitaliste, les corporations recouvrirent une partie décroissante du domaine économique. C'est ainsi qu'en France les manufactures royales, annonciatrices de l'industrie

1. TARDY Marcel et BONNEFOUS Édouard, *Le Corporatisme*, 1935.

moderne, furent créées en dehors des vieilles servitudes du régime corporatif. Lorsque Turgot (1776), puis la Révolution (1791) abolirent les corporations en France, elles étaient déjà mortes d'elles-mêmes. Le capitalisme avait brisé les chaînes¹ qui entravaient son développement.

En outre, à l'intérieur même de la corporation, la scission entre Capital et Travail, la lutte de classes apparurent de très bonne heure. Rapidement l'aristocratie des maîtres détint tout le pouvoir, et il fut de plus en plus difficile au compagnon d'accéder à la maîtrise. Dès le XVII^e siècle, le compagnon était devenu un véritable prolétaire. La corporation n'était plus qu'un monopole de caste, qu'une « bastille où se retranche une oligarchie jalouse et avare² ».

Pourtant, ces corporations médiévales, depuis si longtemps dépassées par l'évolution économique, les partis réactionnaires et l'Église, prétendent les ressusciter. C'est ainsi qu'en France, dès la première moitié du siècle, une pléiade d'écrivains catholiques (Sismondi, Buchez, Villeneuve-Bargemon, Buret, etc.) dénoncent les méfaits de la concurrence, réclament le rétablissement des métiers organisés. Le comte de Chambord, dans sa *Lettre sur les ouvriers* (1865), rappelle que « la royauté a toujours été la patronne de la classe ouvrière » et réclame « la constitution de corporations libres ». À partir de 1870, l'Église intègre officiellement le corporatisme dans sa doctrine. « Le seul moyen, déclare le congrès catholique de Lille (1871), de revenir à l'état paisible dont la société jouissait avant la Révolution, c'est de rétablir, par l'association catholique, le règne de la solidarité dans le monde du travail. » En 1894, le pape Léon XIII lance l'encyclique *Rerum novarum* dans laquelle, après avoir constaté que le capitalisme « a divisé le corps social en deux classes et a creusé

1. MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Manifeste communiste*, op. cit.

2. SAINT-LÉON Martin, *Histoire des corporations de métiers*, 3^e édition, Alcan, 1922.

entre elles un immense abîme », il prétend réparer le mal par un retour au passé : « Nos ancêtres éprouvèrent longtemps la bienfaisante influence des corporations [...]. Aussi est-ce avec plaisir que nous voyons se former partout des sociétés de ce genre. » À sa suite, La Tour du Pin – qui est à la fois catholique et monarchiste – espère que la corporation rapprochera l'ouvrier et le patron et « remplacera par une soudure naturelle les liens factices de la première heure¹ ».

À ces corporations, les réactionnaires n'accordent qu'un rôle consultatif. Ils n'entendent pas les substituer à l'État politique, mais au contraire les subordonnent étroitement à celui-ci. Politique d'abord ! Pour le comte de Chambord, les corporations doivent devenir « les bases de l'électorat et du suffrage ». Pour La Tour du Pin, elles seront « les collègues électoraux naturels et historiques des corps politiques ». Mais au-dessus d'elles, il y aura ou la monarchie « patronne », ou l'État autoritaire omnipotent, dont elles ne seront que « de simples collaborateurs dans ses fonctions économiques² ».

Tandis que les réactionnaires veulent revenir en arrière, ressusciter le passé, les réformateurs sociaux du XIX^e siècle, sans demander le rétablissement des corporations médiévales abolies, rêvent, eux, d'en transporter le principe dans la société moderne, et d'« organiser » le travail. Mais leur aspiration est encore confuse. Saint-Simon voudrait répartir les producteurs en corporations industrielles³. Ses disciples affirment que le « principe régénérateur » de la société future n'est pas « différent des principes qui ont présidé à l'organisation du Moyen Âge ». « Des dispositions législatives avaient pour objet d'établir l'ordre dans les faits industriels.

1. LA TOUR DU PIN François-René (de), *Vers un ordre social chrétien. Jalons de route 1882-1907*, Nouvelle Librairie nationale, 1907.

2. ROCCO, « Criso dello stato e sindacati », *Politica*, décembre 1920.

3. SAINT-SIMON Henri, *Du système industriel*, Renouard, 1821 : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k829388>

Il existait alors une institution qui a particulièrement frappé les esprits dans les derniers temps et qui répondait au besoin d'union, d'association [...] autant que le permettait alors l'état de la société : nous voulons parler des corporations [...]. Sans contredit, cette organisation était défectueuse sur bien des points [...]. Cependant une organisation mauvaise a été abolie, mais rien n'a été édifié à sa place [...]. De ce qu'il y a eu des institutions nommées corporations dont les formes nous répugnent, il ne faut pas en conclure que les industriels doivent nécessairement ne pas former corps [...]. [Aussi voit-on] se produire des efforts instinctifs dont la tendance manifeste est de ramener l'ordre en conduisant vers une nouvelle organisation du travail¹. » Proudhon, à son tour, voudrait « reconstituer sur des rapports nouveaux les groupes naturels du travail, les corporations ouvrières² ».

Pas plus que les catholiques et monarchistes, les réformateurs sociaux de la première moitié du XIX^e siècle n'ont une idée nette de la scission opérée par le capitalisme entre Capital et Travail, entre patronat et salariat. Ou, s'ils en ont conscience, ils rêvent de mettre un terme à cette scission, de maintenir en vie ou de faire renaître artificiellement le petit producteur indépendant. [Il convient, pourtant, de préciser que Proudhon faisait une exception pour la grande industrie moderne qu'il voyait *socialisée* et *autogérée* par les travailleurs associés].

Leurs successeurs, les syndicalistes « réformistes », ont renoncé, eux, à la chimère des producteurs indépendants ; mais ils espèrent « déprolétarianiser » d'une autre façon les ouvriers ; ils veulent revenir à la corporation par une autre voie : par la pratique de la collaboration des classes au sein

1. Doctrine de Saint-Simon, *Exposé*, première année, 1829.

2. PROUDHON Pierre-Joseph, *De la capacité politique des classes ouvrières*, Dentu, 1865 : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7516r>.

de la profession organisée. Ils voudraient, par le développement parallèle du syndicalisme patronal et du syndicalisme ouvrier, par la compétence obligatoire des organisations professionnelles, réconcilier les deux facteurs proclamés « indispensables » de la production. Ils se flattent de partager à parts égales avec le patronat la gestion économique, au sein de chaque profession d'abord, dans le cadre de la nation ensuite, par l'institution d'un parlement économique.

Naguère, Paul-Boncour s'est fait le brillant interprète de cette utopie¹. Au lendemain de la guerre, elle tourne la tête aux réformistes dans un grand nombre de pays, en Allemagne tout particulièrement, mais aussi en Italie, en France, etc. Un peu partout les réformistes croient l'heure venue de la « démocratie économique », du corporatisme de « collaboration de classes ». Et malgré toutes les déceptions essuyées, c'est encore sur cette utopie que vit de nos jours le réformisme international : c'est ainsi qu'en Suisse les syndicats déclarent accepter le principe de « communautés professionnelles » légales réunissant patrons et ouvriers; en Autriche, peu avant la défaite, le *Wiener Arbeiter Zeitung* écrivait que la social-démocratie « peut fort bien admettre l'idée du corporatisme »; en Belgique, de Man réclame « une organisation mixte de la production placée sous le signe du corporatisme »; et dans le plan du Parti ouvrier belge (POB), cette organisation mixte « va de la reconnaissance syndicale et de la généralisation des contrats collectifs jusqu'à l'établissement d'un Conseil économique au lieu du Sénat² »; en France, la pièce maîtresse du « plan » de la CGT est le Conseil national économique « composé de représentants qualifiés désignés par les organisations patronales

1. PAUL-BONCOUR Joseph, *Le Fédéralisme économique*, Félix Alcan, 1901.

2. MAN Henri (de), *Corporatisme et Socialisme*, Bruxelles, Labor, 1935.

et ouvrières les plus représentatives¹ » et la Fédération syndicale internationale elle-même rêve d'« un véritable État corporatif qui doit se traduire effectivement par la collaboration des employeurs et des salariés, dans une même organisation ou un institut commun² ».

Toutefois les réformistes n'accordent aux organismes corporatifs dont ils réclament la création qu'un rôle *consultatif*. Pour les auteurs du plan de la CGT par exemple, le parlement économique « inspire le pouvoir politique dans ses décisions ». Mais il ne s'y substitue pas. L'État politique reste souverain.

Le fascisme puise sa démagogie corporatiste à la fois chez les réactionnaires et chez les réformistes. C'est aux réactionnaires qu'il emprunte l'idée de la résurrection des corporations médiévales d'artisans et de petits commerçants; aux réformistes surtout qu'il doit l'idée de la corporation de « collaboration de classes », l'idée du parlement économique consultatif. Mais sur deux points essentiels, il se sépare des réformistes et se rattache aux réactionnaires :

1. Les réformistes veulent instituer leur corporatisme dans le cadre d'un État politique démocratique, les fascistes dans le cadre d'un État politique autoritaire.

2. Les réformistes veulent leur « collaboration de classes » au sein de chaque corporation dans un régime de liberté syndicale. Les fascistes, au contraire, ne dissimulent pas leur intention de donner comme base à leur État corporatif non pas des syndicats ouvriers libres mais des syndicats mis en tutelle.

1. Texte officiel du plan de la CGT.

2. « Le mensonge de l'État corporatif », *Le Mouvement syndical international*, janvier-avril 1934.

En Italie

Mussolini a un modèle devant les yeux : la constitution « corporative » promulguée par D'Annunzio à Fiume (8 septembre 1920) et qui, d'ailleurs, n'est jamais entrée en application. Cette constitution était par certains côtés d'inspiration nettement réactionnaire. Elle créait dans la petite ville artisanale de Fiume 10 corporations obligatoires jouissant de l'autonomie « telle qu'elle fut établie et exercée au cours des quatre glorieux siècles de notre période communale ». Mais son rédacteur, l'ancien militant syndicaliste de Ambris, y introduisit également l'idée réformatrice d'un parlement économique, composé de 60 membres et élu par les corporations¹.

Par ailleurs, Mussolini emprunte directement aux réformistes. À peu près à l'époque où la CGL propose que les lois soient élaborées par des « corps consultatifs syndicaux », il écrit à un ami : « L'avenir verra les parlements multiples des compétences se substituer au parlement unique des incompétences². » À l'assemblée constitutive des *fasci*, le 23 mars 1919, il déclare : « La représentation politique actuelle ne peut nous suffire; nous voulons une représentation directe de tous les intérêts [...]. On pourrait objecter à ce programme que nous revenons aux corporations. Qu'importe! » De fait, le programme fasciste de 1919 exige la « création de conseils nationaux techniques du travail, de l'industrie, des transports, etc., élus par la collectivité de la profession ou du métier ».

En Allemagne

Depuis Fichte jusqu'à nos jours, de nombreux écrivains réactionnaires ont préconisé en Allemagne le rétablissement

1. AMBROSINI Vittorio, « D'Annunzio et la constitution syndicale de Fiume », *Revue de droit public*, 1926.

2. Mussolini, lettre du 23 avril 1918.

des corporations médiévales. Notamment après 1918. « Il fut logique, écrit Mceller van den Brück, que l'attaque contre le parlementarisme, qui, chez les révolutionnaires, fut menée sous le signe des conseils, le fût chez les conservateurs sous celui de la corporation [...]. Il s'agissait de rendre leurs droits aux corporations en les comprenant non pas historiquement et romantiquement, mais en s'inspirant d'idées modernes¹. » Le national-socialisme puise à cette source, il « prend son point de départ, suivant les termes de Gregor Strasser, dans l'esprit et le contenu du système professionnel des guildes et corporations du Moyen Âge² ».

Feder emprunte aux réformistes l'idée de « l'incorporation des patrons et des ouvriers des différentes branches économiques dans des corporations professionnelles [...] pour les orienter vers ce but commun qu'est la production nationale dans un sentiment de confiance et de responsabilités réciproques³ ». Dans ces corporations, « employeurs et employés doivent siéger ensemble avec les mêmes droits⁴ ». Après les réformistes, les nazis adoptent l'idée d'un parlement économique consultatif, de conseils économiques régionaux élus, avec, au sommet, une Chambre suprême économique, chargée de concilier les divers intérêts⁵.

Que pensent les magnats capitalistes, bailleurs de fonds du fascisme, de sa démagogie « corporatiste » ? Tant que le fascisme n'a pas conquis le pouvoir, ils voient plus d'avantages que d'inconvénients à cette démagogie. Ne

1. MCELLER VAN DEN BRÜCK Arthur, *Le Troisième Reich*, op. cit.

2. Gregor Strasser, discours du 20 juillet 1925, recueilli dans *Kampf um Deutschland*, op. cit.

3. FEDER Gottfried, « Fondements de l'économie national-socialiste », recueilli dans *Kampf gegen Hochfinanz*, op. cit.

4. DAUNDERER, *Die Ziele der NSDAP*, op. cit.

5. Programme du parti national-socialiste, février 1920.

permet-elle pas d'attirer dans les rangs fascistes de nombreux petits-bourgeois, de détourner un certain nombre d'ouvriers de la lutte de classes et du syndicalisme libre, de battre en brèche le parlementarisme démocratique ?

— Mais, s'ils laissent dire, les bailleurs de fonds du fascisme sont, dans leur for intérieur, hostiles à tout corporatisme, à toute « collaboration de classes », à tout rapport « sur un pied d'égalité » avec leurs exploités. Dans leur entreprise comme au sein de la profession, ils veulent dicter leurs ordres et non entretenir avec leur personnel des relations d'égal à égal. Ils craignent, par-dessus tout, que leurs exploités n'exigent un droit de contrôle sur leurs affaires, ne revendiquent une certaine part de la gestion économique.

Ils n'oublient pas leur grande frayeur du lendemain de la guerre, quand en Italie les ouvriers ont occupé les usines et prétendu gérer eux-mêmes la production ; quand, en Allemagne, pendant quelques jours, les conseils d'ouvriers et de soldats ont été le seul pouvoir légal. Aussi ont-ils saboté systématiquement toutes les ébauches de corporatisme et de contrôle ouvrier dont ils ont dû momentanément accepter le principe. En Italie, le « contrôle ouvrier » promis aux ouvriers métallurgistes au lendemain de l'occupation des usines (1920) n'entre jamais en application¹. En Allemagne, le patronat s'oppose systématiquement à l'application des lois dites de « socialisation » de 1919 et se refuse au sein d'organismes comme les conseils du charbon et de la potasse à toute collaboration effective avec les représentants des travailleurs.

Les employeurs ne veulent pas de la « corporation » ou, s'ils en acceptent le principe, c'est après l'avoir rendue

1. Lire *supra*, p. 28, note 1 [NDE].

méconnaissable, après l'avoir vidée de tout contenu. C'est ainsi, par exemple, que l'industriel français Mathon déplore que « ceux qui ont songé jusqu'ici à restaurer la corporation » y aient vu « une collaboration, poussée parfois jusqu'à la participation de l'ouvrier à la direction et aux bénéfices des entreprises ». Ce domaine doit rester, au contraire, la chasse gardée du patronat. Il pose « en principe que seuls les patrons doivent diriger la corporation économique [...]. À eux appartiennent les entreprises qui la constituent : ils en ont, de ce fait, la haute direction et la responsabilité [...]. Ils sont les plus qualifiés pour cette direction [...]. Ils peuvent seuls juger avec une netteté et une largeur de vue suffisantes, avec toute la compétence et l'expérience nécessaires [...]. La nécessité du chef unique est formelle¹ ». En conséquence, la corporation économique devrait être composée exclusivement de patrons. Mais, ce domaine étant réservé, Mathon ne voit pas d'inconvénients à ce que patrons et ouvriers se retrouvent dans la corporation sociale et y débattent ensemble les questions relatives aux salaires et aux conditions de travail.

Tous les patrons français qui ont écrit sur la « corporation », que ce soit Maurice Olivier² ou Lucien Laine³, ont formulé le même avis : pas de participation des travailleurs à la direction économique – « Ce serait aller au désordre. » Hitler lui-même, dans une minute de sincérité, exprime une opinion analogue. À Otto Strasser qui lui demande en 1930 :

« Alors, charbonnier maître chez lui ? »

Il répond avec colère :

1. MATHON Eugène, *Le Corporatisme, base de l'organisation économique*, Berger-Levrault, 2^e éd., 1934.

2. OLIVIER Maurice, *Pourquoi, comment sauver l'économie nationale ?*, 1935.

3. LAINE Lucien, *Information sociale*, 20 juin 1935.

« Ce système est foncièrement juste; il ne peut y en avoir d'autre. Copropriété et codécision des ouvriers, c'est du marxisme¹. »

Les magnats capitalistes sont tout aussi hostiles aux « corporations » autonomes destinées aux petits-bourgeois indépendants (artisans, petits commerçants). Ils n'éprouvent nulle envie que les petits producteurs soient protégés dans de telles « corporations » contre leur concurrence. Ils sont de même opposés à un « État corporatif » au sein duquel tous les intérêts auraient réellement voix au chapitre. Ils ne veulent pas harmoniser leurs intérêts avec les autres intérêts, mais faire prévaloir les leurs en écrasant ou en rançonnant tous les autres.

Le parti national-allemand, qui ne s'adresse pas comme le national-socialisme aux larges masses, exprime la pensée intime du grand patronat lorsqu'il inscrit en caractères gras dans son programme de 1932 : « Nous repoussons l'État corporatif. »

Nous verrons plus loin le fascisme au pouvoir se parer des plumes du « corporatisme », mais il n'en retiendra, dans le souci de ne pas déplaire à ses bailleurs de fonds, que la caricature.

8. CAS PARTICULIER : LES OUVRIERS CONSCIENTS ; LE FASCISME SE PRÉSENTE À EUX COMME PLUS SOCIALISTE QUE LE SOCIALISME

Tels sont les composants essentiels de l'« anticapitalisme » fasciste. Mais, pour les dégager, il a fallu quelque peu systématiser. Le fascisme n'a pas – ne peut avoir – comme le socialisme une doctrine définie et cohérente : « Il y a, selon

1. Voir HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

les termes de Pierre Gérôme, une démagogie fasciste qui varie selon les pays et pour chaque pays selon les classes sociales et les circonstances. Il importe fort peu au fascisme d'accumuler les contradictions dans son programme¹. » Aussi « l'anticapitalisme » dont on vient de tracer les grandes lignes admet-il bien des variantes. Sans compter que le fascisme, au fur et à mesure qu'il se rapproche du pouvoir, atténue son programme – en attendant de le trahir.

Notamment, lorsqu'il s'efforce de conquérir, d'ailleurs en vain, les ouvriers conscients (socialistes, communistes ou syndicalistes), le fascisme est obligé de « corser » son programme. À cette avant-garde prolétarienne, il ne propose plus seulement un vague « corporatisme » dont ses auditeurs ne seraient pas dupes – mais il adopte en leur honneur la terminologie de classe : non seulement il prétend ne pas rejeter le principe du socialisme, mais il s'affirme plus socialiste que les partis socialistes.

En Italie

« Le fascisme n'est pas opposé au socialisme en soi », mais à ses « dégénérescences théoriques et pratiques », affirme le *Vade-Mecum du fascisme italien*. « Ce n'est pas le fascisme, écrit Gorgolini, qui empêchera jamais le socialisme de suivre sa voie et de tenir ses promesses dont il faut avouer que l'essentiel ne peut être rejeté. » Le fascisme « a plus de hardiesse réformatrice que le socialisme intégral² ».

En Allemagne

Gregor Strasser parle du « mouvement ouvrier allemand, mouvement entièrement justifié, que nous reconnaissons

1. GÉRÔME Pierre, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, 1935 : <http://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2007/04/quest-ce-que-le-fascisme-1935.pdf>

2. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit.

et affirmons dans son contenu le plus profond¹ ». « Nous ne combattons pas le marxisme, s'écrie Goebbels, parce qu'il est un mouvement ouvrier, mais parce qu'il en est la défiguration². » « Les seuls vrais socialistes de l'Allemagne, de toute l'Europe même, c'est nous³! »

9. LE FASCISME S'AFFIRME LE PROTECTEUR DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Aux ouvriers conscients, le fascisme ose se présenter comme le protecteur naturel des syndicats ouvriers.

En Italie

« Mussolini, écrit Gorgolini, accorde la plus grande importance au mouvement syndicaliste de classe [...]. Il est en sympathie avec leurs groupes professionnels [des foules ouvrières], leurs syndicats, leurs coopératives, dont elles sont à bon droit orgueilleuses parce que ces institutions représentent un effort constant et durable. Il apprécie leur force organisée en solides fédérations nationales et internationales, qui vivent depuis des années et qui traduisent non seulement le désir d'une émancipation théorique, mais encore de réels intérêts prolétariens. Le fascisme ne rêve pas de démunir le prolétariat de ses organisations⁴. » Les conquêtes ouvrières sont intangibles : « Personne ne peut songer à rejeter la masse ouvrière à des conditions de travail et d'existence moins bonnes que celles d'aujourd'hui », écrit Mussolini⁵.

1. Gregor Strasser, discours du 14 juin 1932, recueilli dans *Kampf um Deutschland*, op. cit.

2. GOEBBELS Joseph, *Revolution der Deutschen*, op. cit.

3. GOEBBELS Joseph, *Die Zweite Revolution* (« La Seconde Révolution »).

4. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit.

5. Mussolini, article à propos d'un discours de Salandra à Bari, cité dans GORGOLINI Pietro, *ibid.*

Encore à la veille de la marche sur Rome, le fascisme affirme dans une proclamation : « Les hommes du Travail n'ont rien à craindre du pouvoir fasciste [...]. Leurs justes droits seront loyalement garantis¹. »

En Allemagne

Mêmes assurances, mêmes promesses solennelles de la part du national-socialisme : « Nous considérons, déclare Gregor Strasser, comme une nécessité absolue l'organisation des travailleurs en syndicats au sein du système capitaliste dominant [...]. Nous avons toujours reconnu les syndicats comme les représentants nécessaires des travailleurs et nous les reconnaitrons toujours². » August Winnig affirme : « Aujourd'hui moins que jamais l'existence d'une communauté saine n'est concevable sans les syndicats. Il faut qu'on le sache³. »

10. LE FASCISME ADMET LA GRÈVE ÉCONOMIQUE

Le fascisme s'affirme partisan, sinon de la grève politique, du moins de la grève économique.

En Italie

« Le fascisme, lit-on dans le *Vade-Mecum du fascisme italien*, conseille au prolétariat de se servir de tous les moyens de lutte et de conquête capables d'assurer le développement de la collectivité et le bien-être des producteurs. » Rossoni déclare : « On ne doit pas condamner *a priori* le système de la grève comme arme de combat, lorsqu'elle est déterminée

1. Proclamation lancée dans la nuit du 27 au 28 octobre 1922.

2. Gregor Strasser, discours du 15 septembre 1929, recueilli dans *Kampf um Deutschland*, op. cit.

3. WINNIG August, *Vom Proletariat zum Arbeitertum*, op. cit.

par des causes économiques. Quand un parti, comme le fascisme, a fait une révolution avec 100 000 baïonnettes, il ne faut pas s'étonner si, en certaines contingences, il recourt à des moyens énergiques pour imposer la reconnaissance d'un juste droit¹. » En 1924, Mussolini avertit les industriels que, s'ils n'élèvent pas les salaires, « les ouvriers auront le droit d'agir pour leur propre compte ».

Mais la grève fasciste ne doit jamais être politisée. Au cours de sa session des 24 et 25 avril 1925, le Grand Conseil « considère la grève comme un acte de guerre auquel on peut recourir, quand tous les moyens pacifiques ont été essayés et épuisés [...] établit nettement la différence entre la grève fasciste, exceptionnelle et à buts définis, et la grève socialiste qui est une règle, un acte de gymnastique révolutionnaire, à fins éloignées et inaccessibles ».

De fait, tant que les syndicats libres ne sont pas supprimés, le fascisme rivalise avec eux en matière de grèves. En 1924, il soutient la grève des mineurs de San Giovanni Valdarno, celle des 30 000 marbriers de Carrare, etc. En mars 1925, les « syndicats » fascistes de la métallurgie lancent l'ordre de grève générale aux ouvriers de l'usine Togni, à Brescia, etc.

En Allemagne

Hitler écrit de même : « Tant qu'il y aura des employeurs dénués de compréhension sociale ou n'ayant pas le sentiment du droit et de la justice, leurs employés [...] auront le droit et le devoir de défendre les intérêts de la communauté contre l'avidité ou la déraison d'un seul [...]. Lorsque des hommes sont traités indignement [...] et que la résistance apparaît de ce fait nécessaire [...] la force seule décidera des

1. ROSSONI, mars 1925, cité dans HAUTECEUR, « Le fascisme », *Année politique*, 1926.

conflits¹. » La brochure de propagande éditée par les « cellules d'entreprise » national-socialistes, affirme avec encore plus d'effronterie : « En tant que parti ouvrier, le national-socialisme reconnaît sans restriction le droit de grève [...]. C'est mentir honteusement que de dire que les nationaux-socialistes, lorsqu'ils auront pris le pouvoir, enlèveront aux travailleurs leur arme suprême : le droit de grève². »

Mais la grève doit conserver son caractère économique et ne pas devenir politique. Pour Hitler, elle « n'est pas un moyen de destruction et d'ébranlement de la production nationale, mais un moyen de l'accroître et de l'écouler, grâce à la lutte contre tous les obstacles qui, par suite de son caractère antisocial, interdisaient l'essor économique des masses³ ».

Et, de fait, le national-socialisme, avant la prise du pouvoir, soutient de grands mouvements revendicatifs. C'est ainsi qu'en octobre 1930, il appuie la grève des métallurgistes berlinois, à laquelle participent 100 000 ouvriers. En novembre 1932, il déclenche, de pair avec les communistes, la grève des transports de Berlin⁴.

II. LE FASCISME LAISSE UNE PORTE ENTROUVERTE VERS LA SOCIALISATION DES MOYENS DE PRODUCTION

Mais le fascisme va plus loin encore. Pour séduire les ouvriers conscients, il laisse une porte entrouverte vers la gestion de la production par les travailleurs.

1. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op.cit.

2. GIEN Richard, *Unser Kampf gegen die Gewerkschaftsbonzen* (« Notre combat contre les bonzes syndicaux »), Selbstverlag, 1933.

3. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op.cit.

4. Sur cette grève, lire l'article de Simone Weil dans *La Révolution prolétarienne* cité p. 141 note 2 ainsi que le témoignage de Juan Rustico (Hippolyte Etchebehere, dit), *La Tragédie du prolétariat allemand*, Spartacus, 2003, p. 19-20 [NDE].

Le fascisme italien ne repousse pas absolument l'éventualité qu'un jour les travailleurs gèreront eux-mêmes la production. Le programme de 1919 promet aux organisations syndicales la gestion des services publics et des entreprises, mais avec cette restriction : « pourvu qu'elles en soient dignes moralement et techniquement ». Dans son discours à l'assemblée constitutive des faisceaux (23 mars), Mussolini tient ce langage volontairement ambigu : « Nous voulons peu à peu rendre les classes ouvrières capables de diriger les exploitations, ne fût-ce que pour les convaincre qu'il n'est pas facile de faire marcher une industrie ou un commerce. » Pendant l'occupation des usines, il accepte non seulement le fameux contrôle des usines, mais aussi leur gestion sociale, coopérative, mais avec cette réserve : « Je demande que les usines donnent une production supérieure. Si tout cela m'est garanti par les ouvriers à la place des industriels, j'affirmerai sans difficulté que les premiers ont le droit de se substituer aux seconds¹. »

Au lendemain de la prise du pouvoir, la gestion prolétarienne n'apparaît plus que comme une espérance lointaine : « Le syndicalisme fasciste n'exclut pas que, dans un avenir éloigné, les syndicats de producteurs puissent être les cellules essentielles d'un type nouveau d'économie. Mais il nie que le prolétariat soit aujourd'hui en état de créer son type de civilisation². »

12. VERS UNE TRANSFORMATION DE LA PROPRIÉTÉ

Enfin le fascisme fait miroiter aux yeux des ouvriers conscients une transformation profonde du droit de propriété.

1. Mussolini, septembre 1920, cité dans NENNI Pietro, *La Lutte de classes en Italie*, Éditions de la Nouvelle Revue socialiste, 1930.

2. Mussolini, discours du 19 janvier 1923 aux ouvriers de la Société des transports automobiles.

En Italie

« Le fascisme, lit-on dans le *Vade-Mecum du fascisme italien*, se place sur le terrain de la réalité qui ne connaît pas un type unique en matière politique et se déclare favorable à toutes les formes, qu'elles soient individualistes, collectivistes ou d'autre nature, qui assurent le maximum de production et le maximum de bien-être. » Rossoni, dans une interview, déclare de même : « Les corporations fascistes n'ont aucun préjugé en fait de système de production. Entre le capitalisme et le communisme, elles préfèrent le système qui garantit la production la plus abondante et elles se décident selon les nécessités du moment historique¹. »

Le professeur Ugo Spirito souhaite qu'un jour les « corporations » deviennent propriétaires de tous les moyens de production. Lorsque le capital et le travail auront achevé leur fusion, lorsque la corporation sera détentrice des moyens de production et d'échange, lorsque les membres de la corporation seront les actionnaires de celle-ci, alors la notion de propriété, au sens capitaliste du mot, sera « dépassée² ».

En Allemagne

Gregor Strasser exhume habilement « la vieille conception germanique de la propriété collective de la tribu ou de la nation sur les moyens de production et sur le sol, propriété dont chaque producteur individuel n'est que le vassal, au service de la communauté ». Les marxistes, explique-t-il, ont raison de revendiquer « la propriété des moyens de production », mais ce n'est pas une seule classe – fût-ce la classe ouvrière – qui doit en être propriétaire. C'est la nation tout entière³. Il faut donc distinguer entre

1. *Gronache sociali d'Italia*, mars-avril 1926.

2. SPIRITO Ugo, rapport présenté au « congrès d'études corporatives », Ferrare, juin 1932.

3. STRASSER Gregor, *Kampf um Deutschland*, op. cit.

Eigentum («propriété») et *Besitz* («possession»). Seule la communauté populaire doit être la propriétaire des richesses nationales; les particuliers n'en peuvent être que les dépositaires et ils en sont redevables vis-à-vis de la collectivité. Ainsi la possession des richesses n'est pas mise en cause dans le présent, mais l'avenir est réservé : la nation seule étant propriétaire, chacun peut conserver l'espoir qu'un jour la répartition des «fiefs» entre chacun des «vassaux» sera modifiée¹.

Otto Strasser va plus loin encore que son frère. Il propose que chaque « camarade du peuple » devienne copropriétaire de l'économie allemande. Il suffit pour cela que l'État, seul propriétaire des richesses nationales, remette en «fief» à chaque patron, sa propre entreprise contre versement d'un impôt payable en cinq ou dix ans. L'entreprise est inaliénable. La possession, la direction, les bénéfices de l'entreprise sont partagés par tiers entre le patron, le personnel et l'État. Le droit d'héritage est limité : si le possesseur d'un bien meurt sans avoir d'héritier masculin jugé apte à lui succéder, le fief revient à la communauté populaire².

13. CAS PARTICULIER : LES PETITS PAYSANS ;

LE FASCISME LEUR PROMET LE « PARTAGE DES TERRES »

S'adressant aux petits paysans, le fascisme est obligé également de «corser» quelque peu son programme. Il affecte de reprendre à son compte le mot d'ordre du partage des terres. Sur ce point encore, il se prétend

1. Gregor Strasser ne fait d'ailleurs que s'inspirer d'un plan présenté en 1920 à la commission de «socialisation» par un industriel berlinois, Kraemer, «compromis curieux qui essaie de sauvegarder à la fois les droits de la propriété individuelle et ceux de la collectivité». Voir BAUMONT Maurice et BERTHELOT Marcel, *L'Allemagne, lendemains de guerre et de révolution*, op. cit.

2. STRASSER OTTO, *Aufbau des deutschen Sozialismus*, op. cit.

plus «socialiste» que les socialistes qui, en Italie et en Allemagne, n'ont pas osé toucher à la grande propriété.

En Italie

Le programme des faisceaux de 1919 est catégorique : « Nous voulons donner directement la terre aux paysans [...] la terre remise aux paysans pour être cultivée par les paysans associés. » Encore en 1921, Gorgolini déclare le fascisme « irréductiblement opposé à la trop grande propriété ». Il s'élève « contre le *latifundium* avec son absentéisme improductif, qui laisse incultes de vastes étendues [...]. Les latifundistes qui négligent de cultiver leur domaine [...] perdent solennellement leur droit de propriété¹ ». Mussolini, dans un article du 23 mars 1921, écrit ces phrases flamboyantes : « Dans quelques mois, l'Italie entière sera en notre pouvoir [...] et il nous sera confié le soin d'accomplir l'unique révolution possible en Italie : la révolution agraire qui doit donner la terre à qui la travaille. »

En Allemagne

Le national-socialisme inscrit de même à son programme le morcellement des grands domaines ou « colonisation ». Walther Darré multiplie les attaques démagogiques contre la féodalité agraire « installée sur ses biens et sur ses comptes en banque, telle la noblesse romaine décadente stigmatisée par Ferrero² ». Un autre spécialiste, le docteur Carl Hartwich, consacre à la question une brochure entière ; il attend de Hitler la solution du problème de l'Est : « La grande propriété dans l'Est doit disparaître pour la plus grande partie [...]. Il

1. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit.

2. DARRÉ Walther, *Neuer Adel aus Blut und Boden* (« Nouvelle noblesse du sang et du sol »), 1930.

faut coloniser dans l'Est. On ne peut pas conserver la grande propriété par respect pour la tradition¹. » Encore au lendemain de la prise du pouvoir, le gouverneur de Prusse orientale, Koch, proclame qu'une « grande évolution historique vient de commencer » avec le « socialisme de l'Est »; et il annonce la mise en œuvre d'un grand plan de « colonisation » réalisable dans un délai de cinq à huit ans². Kube, gouverneur du Brandebourg, promet un plan analogue « plus important que la libération paysanne réalisée par von Stein³ ». « Les vrais socialistes, écrit la *Tägliche Rundschau*, comme les présidents supérieurs Erich Koch et Helmuth Brückner, ont prononcé ces derniers jours des paroles qui donnent le signal de la révolution agraire; celle-ci fera table rase du capitalisme agraire et de conditions de propriété périmées et insupportables. La réaction incarnée par le grand capitalisme et les grands agrariens sera emportée par la vague qui monte et il n'en restera bientôt plus qu'un souvenir historique⁴. »

1. HARTWICH Carl (Dr), *Rittergut oder Bauerndorf?* (« Grand domaine ou village paysan ? »), 1932.

2. *Le Temps*, 29 juillet 1933.

3. HEIMEN Konrad, *Geburt des dritten Reiches* (« Naissance du III^e Reich »), 1934.

4. Cité par *Le Temps*, 24 juin 1933.

CHAPITRE V LA TACTIQUE FASCISTE

On va voir maintenant le fascisme entrer dans l'action : d'abord, s'attaquer au prolétariat organisé ; puis, se lancer à la conquête du pouvoir ; enfin, une fois maître de la place, utiliser les rouages de l'État pour achever l'extermination de la démocratie et du prolétariat organisé, pour instaurer une dictature ouverte.

I. PREMIÈRE PHASE :

LES BANDES FASCISTES « MILICES ANTILOUVRIÈRES »

À l'origine, les bandes fascistes ont le caractère de milices antiouvrières, auxquelles les magnats capitalistes et les hobereaux confient le soin de harceler le prolétariat organisé, de réduire sa capacité de résistance. Si le mode d'emploi de ces bandes varie quelque peu d'un pays à l'autre, leur tactique est au fond la même : militaire et offensive ; le fascisme oppose des « minorités audacieuses » et armées à des foules ouvrières amorphes et généralement sans armes.

En Italie

Immédiatement au lendemain de la guerre de 1914-1918, on assiste en Italie à une véritable floraison de ligues antiouvrières : Faisceaux de combat de Mussolini, Ligue antibolchevique, Faisceaux d'éducation sociale, Umus, Italie rachetée, etc. En même temps, les volontaires des « corps francs » du temps de guerre, les Arditi, constituent, dès leur démobilisation, une puissante association de

20 000 membres, possédant des sections dans les principales villes, et deviennent les troupes de choc des diverses ligues antiouvrières¹. Un peu partout, les Arditi attaquent à l'improviste, par groupes de 20 ou 30, à coups de grenades et de poignards, de paisibles cortèges ouvriers défilant dans les rues avec femmes et enfants. C'est ainsi qu'à Milan, le 15 avril 1919, à la suite d'un meeting socialiste, un imposant cortège s'est formé. Mais au moment où il va atteindre le centre de la ville, une petite troupe de jeunes gens se rue dans la foule. Surpris par l'attaque, les manifestants s'arrêtent, hésitent, battent en retraite. L'après-midi du même jour, une autre bande met à sac le siège du journal *Avanti*. Le 1^{er} décembre 1919, jour de rentrée de la nouvelle Chambre, les élus socialistes sont assaillis et frappés à la sortie du Parlement. En juillet 1920, l'édition romaine de l'*Avanti* subit à son tour l'assaut des jeunes énergumènes. Bientôt les Arditi et autres ligues antiouvrières fusionnent avec les « faisceaux » de Mussolini.

Au cours de la même année 1920, un colonel est chargé par le ministère de la Guerre de créer des noyaux d'officiers et d'établir des liaisons. Après avoir parcouru à cette fin l'Italie, il publie un rapport, qui contient déjà, écrit Rossi « un plan précis d'offensive antisocialiste² ». Mais comme ces noyaux d'officiers ne suffiraient point, le colonel suggère qu'on leur ajoute « pour en soutenir et mieux régler l'action, une milice d'idéalistes, formée par les plus experts, les plus courageux, les plus forts et les plus agressifs d'entre nous ». « Il faut que cette milice, ajoutet-il, soit capable d'une action de résistance et, en même temps, d'une action politique [...]. Des actions partielles, destinées à mater l'insolence des centres les plus subversifs,

1. SILONE Ignazio, *Der Faschismus : seine Entstehung und seine Entwicklung*, op. cit.

2. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

seront une excellente école pour nos milices et serviront en même temps à démoraliser et à briser l'ennemi. » Déjà le colonel baptise ces actions : expéditions punitives locales. La milice dont il préconise la création aurait une organisation et des tactiques strictement militaires. De cette façon, elle l'emporterait sur les forces adverses, « cohues hétérogènes », mal armées, passives et incapables d'une action organisée et coordonnée. Il ne restait plus à Mussolini qu'à mettre à exécution les directives du colonel.

À la fin de 1920, après l'échec de l'occupation des usines, le fascisme voit affluer les subsides des magnats et des agrariens. Il a désormais les moyens matériels de développer sur une vaste échelle et de perfectionner la tactique inaugurée en 1919 par les Arditi. Il peut acheter des armes, payer ses jeunes mercenaires et les anciens officiers qui les encadrent. Ainsi naissent les « escouades d'action révolutionnaire ». Elles se font d'abord la main dans les campagnes où les travailleurs, par suite de leur isolement, peuvent être plus facilement écrasés. L'offensive part de Bologne, centre des « ligues rouges » de l'Émilie. Les élections municipales de novembre 1920 y ont été un triomphe pour le parti socialiste. Le 21 novembre, tandis que siège le conseil municipal, les Chemises noires attaquent l'hôtel de ville; une balle tue, en pleine séance, un conseiller municipal réactionnaire, l'avocat Pietro Giordani, ancien combattant. D'où est parti le coup de feu, personne ne le sait, mais le cadavre est utilisé comme tremplin par la réaction. L'affaire de Bologne, selon un apologiste de Mussolini, « ouvre la grande ère fasciste [...] ». La loi du talion brutale, anachronique, sauvage, règne dans la péninsule par la volonté fasciste ». « Un an et demi après, relate Pietro Nenni, on trouvait à Bologne une femme assassinée et coupée en morceaux. L'assassin fut arrêté. On se souvint alors qu'il était le même que la police avait arrêté

à la porte du conseil municipal le jour de l'assassinat de l'avocat Giordani. Comme il était un homme de main des fascistes et un indicateur de la police, on l'avait immédiatement relâché. Tout, pourtant, l'accusait [...]. Personne à Bologne ne doute que l'assassin du conseiller municipal était bien lui et qu'il avait agi par ordre¹. » Dans tous les villages de la vallée du Pô, les « escouades d'action » entrent en scène. À leur tête on retrouve les fils des agrariens. Armées par les agrariens, transportées dans des automobiles prêtées par les agrariens, elles entreprennent des « expéditions punitives » contre les villages rouges. Puis, encouragées par leur succès dans les campagnes, elles s'attaquent au prolétariat des villes. Dès le début de 1921, à Trieste, à Modène, à Florence, etc., les bandes fascistes dévastent les Bourses du travail, les sièges des coopératives et des journaux ouvriers.

À la campagne comme à la ville, leur tactique est la même : utiliser l'effet de surprise. Les escouades soumises à une discipline de fer, obéissant aveuglément à leurs chefs, agissent avec une rapidité foudroyante : concentrés en un point donné, transportés en camions automobiles, les « squadristes », en petit nombre, font irruption au milieu de leurs adversaires beaucoup plus nombreux. Comme le raconte Malaparte, « ils sont exercés à la tactique de l'infiltration, des coups de main, armés de poignards, de grenades et de matériel incendiaire² ». Avant que les travailleurs aient eu le temps de se ressaisir, ils accomplissent leur œuvre de destruction et de mort, puis se retirent rapidement. Si la moindre résistance se manifeste, des renforts, préparés à l'avance, entrent aussitôt en action. Et la crainte qu'ils suscitent paralyse la résistance adverse. Si les fascistes sont contraints de battre en retraite, ils reviennent le lendemain en plus grand nombre et

1. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit. ; NENNI Pietro, *Le Peuple*, 2 février 1938.
2. MALAPARTE Curzio, *Technique du coup d'État*, op. cit.

exercer de terribles représailles. Les militants ouvriers sont purgés à l'huile de ricin, torturés ou assassinés.

Les escouades fascistes disposent, dès cette époque, non seulement des subsides de leurs bailleurs de fonds, mais de l'appui matériel et moral des forces répressives de l'État : police, carabiniers, armée. La police recrute pour les escouades, poussant les hors-la-loi à s'y enrôler, leur promettant toutes sortes d'avantages et d'indulgences. Elle prête ses véhicules aux squadristes, rejette les demandes de permis de port d'armes présentées par les ouvriers et les paysans, proroge au contraire la validité des permis accordés aux fascistes¹. La force publique a pour consigne de rester l'arme au pied quand les fascistes s'attaquent aux « rouges » et de n'intervenir que si ceux-ci résistent². Souvent, policiers et fascistes préparent de complicité les agressions contre les organisations ouvrières.

Le libéral Gobetti raconte qu'un étudiant ayant pris part à des expéditions punitives se voit appelé à la police³ et reçoit, avec les félicitations des autorités, la casquette fasciste. On a des aveux des fascistes eux-mêmes. C'est ainsi qu'Umberto Bianchelli raconte dans ses *Mémoires d'un fasciste* : « Le fascisme, il faut bien l'avouer, pouvait se développer et avoir les mains à peu près libres, parce qu'on trouvait auprès des fonctionnaires et des officiers des cœurs d'Italiens, qui nous voyaient avec plaisir marcher à la rescousse. Les sous-officiers et les miliciens des mêmes armes rivalisaient entre eux pour aider le Faisceau. »

Un étudiant fasciste, membre d'une escouade, écrit dans une sorte de confession publique envoyée à un journal

1. SILONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, op. cit.

2. SAAGER Adolf, *Mussolini*, 1933 (traduction française).

3. GOBETTI Piero, *La Révolution libérale*, novembre 1924, cité dans BORGHI Armando, *Mussolini en chemise*, Rieder, 1932. (Le livre de Piero Gobetti a été réédité en 1999 par les éditions Allia [NDE].)

communiste : « Nous vous faisons désarmer par la police avant d'avancer contre vous, non pas par peur de vous, que nous méprisons, mais parce que notre sang est précieux et ne doit pas être gaspillé contre la plèbe vile et abjecte¹. »

La magistrature, de son côté, distribue « des siècles de prison aux antifascistes et des siècles d'absolution aux fascistes convaincus de fascisme² ». En 1921, le ministre de la Justice, Fera, envoie une circulaire à la magistrature pour l'inviter à laisser dormir les dossiers concernant les actes criminels des fascistes³.

Mais c'est surtout l'armée qui favorise les Chemises noires. Le 20 octobre 1920, le général Badoglio, chef d'état-major général, envoie une circulaire confidentielle à tous les commandants de circonscription militaire. Il leur annonce que les officiers en cours de démobilisation (il y en avait environ 60 000) vont être envoyés dans les centres les plus importants, avec l'obligation d'adhérer aux « faisceaux de combat », qu'ils doivent diriger et encadrer. Ils continueront à recevoir les 4/5^e de leur solde. Le matériel des arsenaux d'État passe entre les mains des bandes fascistes que des officiers en congé ou même en service actif instruisent. Beaucoup d'officiers, sachant les sympathies de leurs supérieurs hiérarchiques acquises au fascisme, donnent ouvertement leur adhésion au mouvement. Les cas de collusion entre l'armée et les Chemises noires se multiplient : c'est ainsi que le *fascio* de Trente brise une grève avec le concours d'une compagnie d'infanterie; que le *fascio* de Bolzano est fondé par les officiers du 232^e d'infanterie.

En novembre 1921, avec le concours du général Gandolfi, les « escouades » sont fondues en une véritable

1. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

2. GOBETTI Piero, *La Révolution libérale*, op. cit.

3. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

organisation militaire; les éléments les plus combattifs et les plus sûrs, les *principi*, sont groupés en sections, centuries, cohortes, légions et dotés d'un uniforme spécial. À côté de cette armée active est constituée une sorte de territoriale, les *triari*, auxquels sont assignées des missions de second plan.

Leur force numérique s'étant accrue, les *principi* procèdent maintenant à l'occupation systématique des régions qu'ils veulent soumettre. « Des milliers d'hommes armés, raconte Malaparte, parfois 15 ou 20 000, se déversaient sur une ville, sur des villages, rapidement portés par leurs camions d'une province à l'autre¹. » Partout ils attaquent les Bourses du travail, les locaux des coopératives et des journaux ouvriers : au début d'août 1922, ils s'emparent de l'hôtel de ville de Milan et de Livourne, dont les municipalités sont socialistes; ils incendient les locaux du journal *Avanti* de Milan, du journal *Lavoro* de Gênes; ils occupent le port de Gênes, place forte des coopératives ouvrières de dockers. Grâce à cette tactique, ils usent et affaiblissent peu à peu le prolétariat organisé, le privent de ses moyens d'action, de ses points d'appui, en attendant de l'anéantir définitivement après la conquête du pouvoir.

En Allemagne

On assiste, immédiatement au lendemain de la Première Guerre mondiale, à une floraison de ligues antiouvrières composées d'anciens officiers démobilisés, d'aventuriers et d'hommes de main. Ce sont ces « corps francs » qui contribuent à l'écrasement de la Commune de Berlin (janvier 1919), de la Commune de Munich (avril 1919), qui terrorisent les ouvriers agricoles de Pomeranie (été 1919), les ouvriers de la Ruhr (printemps 1920). Ce sont eux qui,

1. MALAPARTE Curzio, *Technique du coup d'État*, op. cit.

de 1919 à 1923, exécutent tous les assassinats dont sont victimes des hommes politiques de gauche¹.

Le parti national-socialiste qui n'était à l'origine qu'une de ces nombreuses « ligues de combat » finit, comme en Italie, par absorber toutes les autres. Et sa tactique s'inspire de celle du fascisme italien : à peu près à la même époque où les Chemises noires de Mussolini commencent à s'attaquer aux foules ouvrières, Hitler se crée une petite troupe de choc à laquelle il donne le nom de « service d'ordre » et qu'il dresse à porter la perturbation dans les réunions publiques de ses adversaires (été 1920). Le 4 janvier 1921, il déclare devant la foule assemblée dans la brasserie Kindl « que le mouvement national-socialiste empêcherait à l'avenir, au besoin par la force, toutes réunions ou conférences propres à exercer une influence déprimante² ».

Sa tactique, comme celle des Chemises noires, est essentiellement offensive : une poignée d'hommes audacieux et prêts à tout font irruption au sein de la foule ouvrière et grâce à leur cohésion, à leur action foudroyante et brutale, restent maîtres du terrain. « Il arriva plus d'une fois, raconte Hitler, qu'une poignée de nos camarades s'affirmât héroïquement contre une énorme masse de rouges qui hurlaient et qui cognaient. Il est vrai qu'on eût pu finalement venir à bout de ces 15 à 20 hommes. Mais les autres savaient qu'auparavant au moins une quantité double ou triple de leurs partisans aurait eu le crâne défoncé [...]. Et comme ces gars entraient alors dans la mêlée ! Comme une nuée de guêpes, ils se ruaient sur les perturbateurs [...] sans se soucier de leur supériorité numérique, fût-elle écrasante, sans craindre d'être blessés et de verser leur sang³. »

1. GUMBEL Emil Julius, *Les Crimes politiques en Allemagne (1919-1929)*, op. cit.

2. Voir HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

3. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

C'est à cette époque que le préfet de police de Munich, Pöhner, lorsqu'on lui signale l'existence de « véritables organisations d'assassinat politique », répond : « Oui, oui, mais trop peu ! »

À la réunion de la Hofbräuhaus, le 4 novembre 1921, le « service d'ordre » se surpasse. Avant l'ouverture de la séance, Hitler réunit ses hommes, les fait mettre au garde à vous et leur déclare qu'ils ne devront quitter la salle qu'à l'état de cadavres. « Mes hommes se lancèrent à l'attaque comme des loups. Ils se jetèrent sur leurs adversaires par meutes de huit à dix et commencèrent à les chasser de la salle en les rouant de coups. Le vacarme dura vingt minutes. À ce moment, les adversaires, qui étaient peut-être 700 à 800, avaient été pour la plupart jetés hors de la salle et chassés au bas de l'escalier par mes hommes qui n'étaient même pas 50 [...]. Ce soir-là, nous avons vraiment appris beaucoup de choses². » La leçon devait en effet servir : en octobre 1922, Hitler, accompagné de 800 nazis, se rend à un congrès à Cobourg. À la sortie de la gare, une immense foule ouvrière accueille les fascistes par les cris de « Assassins ! Bandits ! Criminels ! » et commence à jeter des pierres. Mais les nazis, fidèles à leur tactique offensive, passent à l'attaque. « Alors notre patience, raconte Hitler, fut à bout et des coups tombèrent comme grêle à droite et à gauche. Un quart d'heure plus tard, plus rien de rouge n'osait montrer le bout du nez dans les rues³. »

Depuis la bataille de la Hofbräuhaus, le « service d'ordre » a reçu le titre, plus significatif, de « section d'assaut » (*Sturm-Abteilung*) que l'on désigne bientôt par les seules initiales : SA. Plus tard, en août 1923, Hitler se

1. HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

2. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

3. *Ibid.*

constitue une garde personnelle : les « troupes de choc de Hitler » ; c'est le noyau d'où sortiront les « colonnes de protection » (*Schutz-Staffel*) ou, en abrégé : SS.

Après une éclipse de quelques années, le national-socialisme reconstitue successivement, en 1926-1927, les SS puis les SA. Comme les *principi* italiens, les SS sont des troupes d'élite recrutées parmi les partisans les plus éprouvés. Quant aux SA, elles constituent une vaste armée populaire, à laquelle sont plutôt confiées des missions de second plan.

Et les bandes hitlériennes recommencent à porter la perturbation dans les réunions publiques ouvrières. En 1927, un élève de Hitler, le jeune Goebbels, réussit à s'implanter dans les quartiers rouges de Berlin. Il se vante d'avoir « cherché l'ennemi dans sa propre forteresse », de l'avoir « contraint à la bataille ». Ayant loué pour une réunion publique la salle Pharus, habituellement réservée aux meetings communistes, il disperse ses hommes dans la salle et, à un signal donné, les lance sur les contradicteurs révolutionnaires. Ceux-ci ont commis la faute de se grouper et doivent céder le terrain à des adversaires pourtant bien inférieurs en nombre¹.

À partir de 1930, la lutte se transporte dans la rue : les miliciens bruns provoquent et assassinent sur la voie publique leurs adversaires ouvriers. Il ne se passe pas de dimanche sans bagarre sanglante.

Les forces répressives de l'État appuient et arment les bandes fascistes. À la fin de 1930, le général von Schleicher a une entrevue très amicale avec le capitaine Röhm, chef des SA ; il se déclare tout à fait favorable aux sections d'assaut, à la seule condition qu'elles n'empiètent pas sur

1. GOEBBELS Joseph, *Kampf um Berlin*, op. cit.

les attributions de la Reichswehr¹. L'état-major autorise les jeunes miliciens à s'entraîner sur les terrains militaires, charge des instructeurs militaires de les instruire².

Sans doute les bandes fascistes ne s'attaquent-elles pas, comme en Italie, aux locaux mêmes des organisations ouvrières. Mais elles impressionnent et démoralisent l'adversaire par l'étalage de leur force, par des violences de toutes sortes ; elles affaiblissent sa capacité de résistance en attendant de l'anéantir définitivement après la conquête du pouvoir.

2. QUE FAIT LE PROLÉTARIAT ?

Comment le mouvement ouvrier se défend-il, au cours de cette première phase, contre les bandes fascistes ? Dans les débuts, la tactique audacieuse, militaire des Chemises noires ou des Chemises brunes le surprend et sa riposte est faible. Mais, très vite, il se serait adapté, spontanément, à la tactique de l'adversaire, si ses chefs – par crainte de l'action directe – ne s'étaient employés à freiner systématiquement sa volonté de lutte.

Gardons-nous de répondre aux violences fascistes ! Iarmoient, en Italie comme en Allemagne, les chefs réformistes ; nous dresserions l'« opinion publique » contre nous. Évitions surtout de constituer des groupes de combat, des formations paramilitaires, car nous risquerions de nous aliéner les pouvoirs publics, ces pouvoirs publics auxquels nous faisons confiance pour dissoudre les formations paramilitaires du fascisme ! N'empruntons pas au fascisme ses propres armes, car sur ce terrain nous sommes battus d'avance !

1. PERNOT Maurice, *L'Allemagne de Hitler*, op. cit.

2. LAURENT René, *Le National-Socialisme. Vers le III^e Reich*, Hachette, 1932.

Cette tactique légaliste et défaitiste a pour résultat de démoraliser la classe ouvrière, en même temps qu'elle accroît chez l'adversaire l'audace, la confiance en soi, le sentiment de son invincibilité. Si, dès leurs premiers exploits, les bandes fascistes s'étaient heurtées à une résistance prolétarienne organisée, avaient subi de dures représailles, elles y auraient regardé à deux fois avant d'entreprendre des « expéditions punitives » ou des descentes dans les meetings prolétariens. Elles auraient moins facilement recruté. Et, par contre, les succès remportés par le prolétariat dans la lutte antifasciste lui auraient rendu ce dynamisme qui, précisément, lui a manqué.

En Italie

Les chefs socialistes et syndicaux refusent obstinément de répondre au fascisme du tac au tac, de s'armer, de s'organiser militairement. « Le fascisme ne peut en aucun cas être vaincu sur le terrain d'une lutte armée mais seulement sur celui d'une lutte légale », écrit la *Battaglia sindacale*. Dans la province de Rovigo, le leader Matteotti et les bourses du travail donnent le mot d'ordre : « Restez dans vos maisons; ne répondez pas aux provocations. Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques¹. » Possédant des intelligences dans l'appareil de l'État, les socialistes se voient offrir en plusieurs circonstances des armes, pour se protéger des fascistes. Mais « ils repoussent ces offres, disant que c'est le devoir de l'État de protéger le citoyen contre les coups de main armés d'autres citoyens² ».

Ils font confiance à l'État bourgeois pour les défendre contre les bandes fascistes. C'est ainsi qu'au printemps de 1921, ils prennent au sérieux la tentative du président du

1. *Battaglia Sindacale*, 29 janvier 1921; discours de Matteotti à la Chambre du 10 mars 1921, résumé dans Rossi Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

2. KURELLA Alfred, *Mussolini ohne Maske* (« Mussolini sans masque »), 1931.

Conseil Bonomi de «réconcilier» socialistes et fascistes. Ils s'imaginent que les fascistes vont dissoudre d'eux-mêmes leurs formations paramilitaires. À la Chambre, Turati, se tournant vers Mussolini et ses amis, s'écrie, sur un ton pathétique : « Je me contente de vous dire : désarmons vraiment ! » Le « pacte de pacification » est signé le 3 août.

Mais, quelques mois après, les fascistes dénoncent le «pacte» et la guerre civile reprend. Alors les socialistes attendent des pouvoirs publics eux-mêmes la dissolution des bandes fascistes. Le 26 décembre, le gouvernement envoie bien aux préfets une circulaire prescrivant la dissolution des formations paramilitaires, l'occupation de leurs locaux, la confiscation de leurs armes, ainsi que des poursuites judiciaires contre ceux qui les organisent. Mais le soin d'exécuter ces instructions est laissé aux autorités locales; les préfets et sous-préfets se bornent à ordonner quelques perquisitions. Mais ces descentes de police sont surtout effectuées dans les maisons du peuple et dans les sièges des syndicats socialistes « pour y saisir, écrit Rossi, les quelques armes qui pourraient y rester et laisser ainsi la voie libre à l'attaque fasciste² ».

Pour suppléer à la carence des chefs socialistes et syndicaux, des militants de tendances diverses – syndicalistes révolutionnaires, socialistes de gauche, jeunes socialistes, communistes, républicains, etc., auxquels se joignent quelques anciens officiers – créent, en 1921, sous l'impulsion d'un nommé Mingrino, une milice antifasciste : les Arditi del popolo. Mais cette milice n'est reconnue officiellement ni par le parti ni par la CGL et n'inspire à l'un et à l'autre que défiance : « Les Arditi del popolo, raille l'*Avanti* du 7 juillet 1921, s'adonnent peut-être à l'illusion d'avoir la possibilité d'endiguer le mouvement armé de la réaction. »

1. Filippo Turati, discours, 24 juin 1921.

2. Rossi Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

Aussi le parti socialiste, lorsqu'il signe le « pacte de pacification » avec les fascistes, est-il trop heureux de saisir cette occasion de « désavouer l'organisation et les agissements des Arditi del popolo ». De leur côté, les communistes ordonnent à leurs adhérents de quitter cette milice, sous prétexte que les Arditi del popolo comprennent des éléments « douteux et sans conscience de classe ». Ils organisent à part des « escouades communistes » qui, sauf quelques actions menées à Milan, etc., jouent un rôle plutôt effacé¹. « Les Arditi del popolo, observe Ignazio Silone, auraient pu devenir le point de rassemblement de toutes les forces prolétariennes qui étaient prêtes à riposter au fascisme par les armes². » Mais, livrés à eux-mêmes, désavoués par les deux partis prolétariens et par la CGL, ils ne deviennent une force réelle que dans quelques villes isolées.

Résultat : lorsque les Chemises noires entreprennent une « expédition punitive » contre une localité, s'attaquent au siège des organisations ouvrières ou aux municipalités « rouges », les militants sont incapables de résister ou n'offrent qu'une résistance improvisée, anarchique, généralement inefficace. La plupart du temps, l'assaillant reste maître du terrain. Tandis que les fascistes déplacent leurs troupes en camions automobiles et amènent rapidement des renforts sur le théâtre des opérations, leurs adversaires manquent de liaisons, n'ont aucune organisation permettant l'envoi rapide de renforts d'une ville à l'autre. « Le fascisme, écrit Rossi, a sur le mouvement ouvrier une immense supériorité : ses possibilités de déplacement et de concentration appuyées sur une tactique militaire [...]. Les fascistes sont souvent des déracinés, ils peuvent vivre n'importe où [...]. Les travailleurs, au contraire, s'agglomèrent autour de leur Maison du

1. KURELLA Alfred, *Mussolini ohne Maske*, op. cit.

2. SILONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, op. cit.

peuple, sont liés au terroir. Cette situation laisse à l'ennemi toutes les supériorités : celle de l'offensive sur la défensive, celle de la guerre de mouvement sur la guerre de positions¹. »

Après le coup de main, les ouvriers s'abstiennent de représailles, ils respectent le domicile des fascistes, ils ne déclenchent aucune contre-attaque. Ils se contentent de proclamer des « grèves générales de protestation ». Mais ces grèves, par lesquelles on veut obliger les autorités à protéger les organisations ouvrières contre la terreur fasciste, n'aboutissent qu'à de ridicules palabres avec ces autorités en réalité complices du fascisme². N'étant accompagnées d'aucune action directe, elles laissent intactes les forces de l'adversaire. Au contraire, les fascistes profitent de ces grèves pour redoubler leurs violences. Ils protègent les jaunes, se font eux-mêmes briseurs de grève et « devant ce vide menaçant que la grève créait autour d'elle, portent des coups rapides et violents au cœur de l'organisation ennemie³ ».

Cependant, les rares fois où les antifascistes opposent une résistance organisée au fascisme, ils prennent temporairement le dessus. C'est ainsi qu'à Parme, en août 1922, la population ouvrière fait échouer victorieusement une attaque fasciste, malgré la concentration de plusieurs milliers de squadristes, « parce que la défense des quartiers ouvriers de Parme a été organisée selon des méthodes militaires », sous la direction des Arditi del popolo⁴.

En Allemagne

Si, dès l'origine, alors que les bandes hitlériennes étaient encore faibles, les partis ouvriers leur avaient répondu du

1. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

2. SILONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, op. cit.

3. MALAPARTE Curzio, *Technique du coup d'État*, op. cit.

4. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

tac au tac, nul doute qu'ils eussent entravé leur développement. On a, sur ce point, le témoignage des chefs nationaux-socialistes eux-mêmes. Hitler avouera, rétrospectivement : « Un seul danger pouvait briser notre développement : si l'adversaire en avait compris le principe et si, dès le premier jour, avec la plus extrême brutalité, il avait brisé le noyau de notre nouveau mouvement¹. » Et Goebbels : « Si l'adversaire avait su combien nous étions faibles, il nous aurait probablement réduits en bouillie [...]. Il aurait écrasé dans le sang les premiers débuts de notre travail². »

Mais le national-socialisme n'a pas été écrasé dans l'œuf. Il est devenu une force. Et pour résister à cette force, les socialistes allemands ne conçoivent qu'une seule tactique : faire confiance à l'État bourgeois, demander aide et protection à l'État bourgeois. Leur leitmotiv est : État, intervien! Ils comptent non sur eux-mêmes, sur la combativité des masses, mais sur la police prussienne, qu'ils croient contrôler puisqu'en Prusse un cabinet socialiste est au pouvoir, sur la Reichswehr, sur le président Hindenburg ; ils attendent des pouvoirs publics la dissolution des sections d'assaut. En avril 1932, le général Groener, ministre de Brüning, leur donne une satisfaction éphémère : il interdit les SA. Mais il signe ainsi sa propre disgrâce. Il doit démissionner (13 mai), bientôt suivi par le gouvernement Brüning tout entier (30 mai). Et le nouveau chancelier, von Papen, s'empresse d'autoriser à nouveau les sections d'assaut et de destituer le gouvernement socialiste de Prusse, c'est-à-dire d'enlever à celui-ci le contrôle de la police.

Sans doute, les socialistes possèdent-ils, depuis 1924, une milice antifasciste, le Reichsbanner, aux effectifs très importants. Cette milice, ils la font défiler en uniforme au cours

1. Hitler, discours au congrès de Nuremberg, 3 septembre 1933.

2. GOEBBELS Joseph, *Kampf um Berlin*, op. cit.

d'impressionnantes parades, mais ils se refusent systématiquement à l'engager dans l'action. À chaque occasion où elle pourrait se mesurer avec les bandes fascistes, ils la retirent du théâtre des opérations : c'est ainsi que le 22 janvier 1933, lorsque les nazis défilent devant la Maison Karl-Liebknecht, siège du parti communiste, les sections du Reichsbanner sont appelées, comme par hasard, à faire une longue marche d'entraînement hors de Berlin¹. Non seulement les chefs du Reichsbanner fuient la bataille, mais ils se laissent désarmer comme des moutons par la police de von Papen.

De leur côté, un certain nombre d'organisations syndicales créent d'elles-mêmes des groupes d'autodéfense soit dans les entreprises où elles ont des adhérents, soit parmi les chômeurs. Mais la CGT considère que « la situation n'est pas grave au point de justifier la préparation d'une lutte des travailleurs pour la défense de leurs droits ». Loin de « centraliser et de généraliser ces mesures préventives », elle considère celles-ci comme « superflues² ».

Les communistes, également, possèdent une milice antifasciste : la Ligue des combattants du Front rouge. De 1929 à 1931, leur mot d'ordre a été : *Frappez les fascistes partout où vous les trouvez*. Et, avec courage, les combattants du Front rouge ont riposté aux miliciens bruns ; ils ont même, en maintes circonstances, attaqué leurs locaux, leurs casernements. Mais, à partir de 1931, le parti renonce brusquement à la lutte physique contre les bandes fascistes. Torgler avouera plus tard : « Depuis longtemps les communistes avaient donné l'ordre à leurs militants de renoncer à toute terreur. La formule : *Frappez les fascistes*

1. RUSTICO Juan, « La tragédie du prolétariat allemand », *Masses*, 1^{er} juin 1933 (réédition Spartacus, *op. cit.*).

2. *Fascisme*, bulletin d'informations de la Fédération internationale des transports, Amsterdam, 11 janvier 1936.

fut condamnée. » La lutte physique est abandonnée pour la « lutte idéologique ». Torgler se vante, pour sa part, de s'être prêté à la discussion avec des nationaux-socialistes et des membres des sections d'assaut, dans des réunions publiques, sans jamais se départir de son sang-froid¹.

Lorsque les sections d'assaut annoncent leur intention de défiler, le 22 janvier 1933, devant la Maison Karl-Liebknecht, les chefs du parti supplient le ministère de l'Intérieur d'interdire la démonstration nazie. « Le PC, déclarent-ils à la presse, rend responsables les autorités de ce qui se passera à la Bülow-Platz. » *Envoyez des lettres de protestation au préfet de police*, telle est la consigne donnée aux ouvriers². En revanche, les groupes de combat, qui étaient prêts à la riposte, reçoivent l'ordre formel de ne pas intervenir et doivent obéir, la rage au cœur.

Non seulement cette tactique laisse les ouvriers désarmés devant les bandes armées du fascisme, mais elle les démoralise. N'ayant pas la permission de se battre, les combattants du Front rouge, qui ne sont pas tous des militants conscients, passent en grand nombre, par besoin d'action, dans les sections d'assaut³. D'autres communistes croient habile de revêtir la chemise brune avec le propos de « noyauter » les SA.

3. SECONDE PHASE :

LE FASCISME À LA CONQUÊTE DU POUVOIR

À un moment donné, les magnats capitalistes ne se servent plus seulement des Chemises noires, ou des

1. *L'Humanité*, 9 novembre 1933. (Sur la politique du KPD durant ces années, lire FLECHTHEIM Ossip K., *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, op. cit. [NDE])

2. RUSTICO Juan, *La Tragédie du prolétariat allemand*, op. cit.

3. Gilbert (GOLDENBERG Boris), « La catastrophe allemande », *La Gauche révolutionnaire*, 10 novembre 1935.

Chemises brunes, comme de milices antiouvrières; ils lancent le fascisme à la conquête de l'État.

Pour bien comprendre la tactique fasciste au cours de cette seconde phase, il importe de dissiper une erreur assez répandue, selon laquelle le problème de la prise du pouvoir se poserait de la même façon pour le socialisme prolétarien et pour le fascisme¹. Or, il y a entre la prise du pouvoir par l'un et par l'autre une différence capitale : le socialisme est l'adversaire de classe de l'État bourgeois, même « démocratique », tandis que le fascisme est au service de la classe que représente cet État. Le socialisme révolutionnaire sait qu'il ne conquerra le pouvoir que de haute lutte, qu'il lui faudra briser la résistance acharnée de l'adversaire : s'il utilise tous les moyens légaux qui lui sont fournis par la loi ou la Constitution, il le fait sans la moindre illusion; il sait que la victoire est, en définitive, une question de force. (Bien entendu, ce qui vient d'être dit ne s'applique pas au « socialisme » opportuniste, qui ne vise pas à conquérir le pouvoir, mais tout au plus à l'« exercer » et à gouverner pour le compte de la bourgeoisie.)

Au contraire, le fascisme, à partir du moment où il se lance à la conquête du pouvoir, a déjà l'assentiment de la fraction la plus puissante de la bourgeoisie capitaliste. Il est assuré, en outre, de la complicité des chefs de l'armée et de la police, dont les liens avec ses bailleurs de fonds sont étroits; quant à ceux qui tiennent encore les rênes de l'État bourgeois « démocratique », il sait que, même s'ils représentent des intérêts quelque peu différents de ceux de ses bailleurs de fonds, ils ne lui opposeront pas une résistance armée : la solidarité de classe sera plus forte que les divergences d'intérêts ou de méthode.

1. Voir par exemple FAURE Paul, *Au Seuil d'une révolution*, Imprimerie nouvelle, 1934; SIXTE-QUENNIN, article dans *Le Populaire*.

❖ Les exemples du putsch du 9 novembre 1923 à Munich et de l'émeute du 6 février 1934 à Paris ne doivent pas induire en erreur. Si l'armée et la police ont ouvert le feu en ces circonstances contre les émeutiers d'extrême droite, c'est parce que la bourgeoisie n'était pas encore décidée alors à confier le pouvoir aux bandes fascistes.

❖ Le fascisme sait donc qu'en réalité la conquête du pouvoir n'est pas pour lui une question de force. Il pourrait d'ores et déjà, s'il le voulait, prendre possession de l'État. Pourquoi ne le fait-il pas? Parce qu'il n'a pas encore avec lui une fraction suffisamment importante de l'opinion publique. Or, il est impossible, de nos jours, de gouverner sans l'assentiment de larges masses. Il lui faut donc s'armer de patience, gagner d'abord à lui ces foules, donner l'impression qu'il est porté au pouvoir par un vaste mouvement populaire et non pas simplement parce que ses bailleurs de fonds, parce que les chefs de l'armée et de la police sont prêts à lui livrer l'État. Aussi sa tactique est-elle essentiellement légaliste. Il veut arriver au pouvoir par le jeu normal de la Constitution, du suffrage universel.

Mais, d'un autre côté, le fascisme doit donner l'illusion à ses troupes de choc, à ses miliciens, qu'il est un mouvement «révolutionnaire», que, tout comme le socialisme, il se lance à l'assaut de l'État; que seuls la vaillance, l'esprit de sacrifice de ses Chemises noires ou de ses Chemises brunes, lui assureront la victoire. Et c'est pourquoi il doit jouer à la petite guerre, faire semblant de se préparer à conquérir l'État de haute lutte.

Mais le jour où sa tactique légaliste lui a permis de rassembler autour de lui les larges masses indispensables, où toutes les conditions psychologiques sont remplies, alors, sans coup férir, le plus légalement du monde, il s'installe dans l'État : le tour est joué.

En Italie

Les magnats de l'industrie lourde, les dirigeants de l'industrie légère et les grands propriétaires fonciers sont d'accord, dès le début de 1922, pour porter le fascisme au pouvoir. Les chefs de l'armée et de la police sont gagnés au fascisme. De juillet à septembre 1922, 11 généraux adhèrent publiquement au mouvement. Deux généraux encore, Fara et Ceccherini, assistent au conseil de guerre du 18 octobre où se prépare la marche sur Rome. Le fascisme jouit de « beaucoup de sympathies parmi les officiers subalternes¹ ». Et, même parmi les hommes de troupe, existent de nombreuses cellules fascistes. Quant aux membres du gouvernement Facta, ils sont déjà ou secrètement complices de Mussolini ou résignés à ne pas lui opposer de résistance le jour où il lui plaira d'exiger le pouvoir.

Mais le fascisme a encore besoin de se concilier de larges couches de l'opinion moyenne. Aussi Mussolini pense-t-il « à une conquête du pouvoir légaliste par le moyen d'une pénétration constamment croissante dans toutes les régions, dans toutes les communes, dans les plus importantes surtout, par une majorité écrasante établie dans le pays, par une réforme de la loi électorale, de nouvelles élections portant à une prévalence dans la Chambre et, par là, dans le gouvernement² ».

Le 3 avril 1922, il fait voter par le Conseil national du parti fasciste un ordre du jour engageant le fascisme à concentrer son activité au Parlement et dans les institutions administratives. Le 11 août, à Naples, il déclare que la marche sur Rome dont on parle « est possible, mais n'est pas strictement nécessaire et inévitable ». Le 13, à Milan, Michele Bianchi réclame des élections prochaines qui donneraient

1. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

2. *Ibid.*

au fascisme une « représentation proportionnée à son importance politique dans le pays¹ ». En octobre encore, Mussolini est prêt « à participer » à un gouvernement Facta si l'on confie certains « leviers de commande ». Et surtout, il insiste pour que le gouvernement fasse adopter la nouvelle loi électorale et procède rapidement à des élections.

Mais, en même temps, il doit bluffer, donner des apaisements aux miliciens impatientes de passer à l'action. Nombreux, en effet, sont ceux, dans les rangs fascistes, qui envisagent une action « extralégale, insurrectionnelle, militaire », qui « rêvent d'un coup d'État plus grand, plus révolutionnaire » qu'une simple conquête légale du pouvoir². Pour ceux-là, on multiplie les exercices d'entraînement et de concentration des *principi*. À la fin de mai 1922, 10 000 Chemises noires venant de Ferrare, Modène, Venise, etc., se rassemblent à Bologne, procèdent à une véritable occupation militaire de la ville, bivouaquent sur les places publiques. À Florence, tous les faisceaux de Toscane, soit plusieurs milliers d'hommes, se concentrent le 28 mai. À la fin de mai, Mussolini écrit dans le *Popolo* : « Fascistes de l'Italie tout entière, considérez-vous dès maintenant comme mobilisés, matériellement et moralement. Si c'est nécessaire, vous bondirez avec la rapidité de la foudre pour vous concentrer aux endroits qui vous seront indiqués et, devant votre élan, tout tombera. » Le 29 juillet il menace la Chambre d'une « insurrection fasciste ». Ce langage et le déploiement de forces de la marche sur Rome ont amené certains à croire que Mussolini, contrairement à Hitler, conquiert le pouvoir par la violence. C'est une erreur. Si Mussolini n'attendit pas pour s'emparer du pouvoir d'avoir provoqué de nouvelles élections ou d'avoir avec

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

lui la majorité absolue du pays, ce n'est pas du tout parce qu'il croyait à la nécessité ou à la vertu d'un coup d'État. Il était partisan de la légalité tout autant que Hitler, mais il n'avait pas le temps d'attendre de nouvelles élections. Il était pressé par des difficultés financières. Il lui manquait les énormes ressources dont disposera son imitateur allemand. L'entretien de la milice exigeait de grosses sommes ; le fascisme avait des dizaines de milliers de chômeurs à sa charge ; il avait un besoin urgent de « trouver des ressources régulières que seul le budget de l'État peut assurer¹ ».

Aussi Mussolini doit-il, sans renoncer à sa tactique légaliste, brusquer un peu les choses. Le 20 septembre, les faisceaux de Vénétie se concentrent. Le 16 octobre, quatre «quadrumvirs» sont désignés pour conduire le prétendu coup d'État : Bianchi, De Vecchi, le général De Bono et Balbo. Le 18, les quadrumvirs élaborent leur « plan de mobilisation », fixent les lieux de rassemblement des colonnes fascistes en vue de la marche sur Rome. Le 24, 30 000 Chemises noires auxquelles s'ajoutent 20 000 ouvriers des «syndicats» fascistes, des sections à cheval et cyclistes se concentrent à Naples, sont passés en revue par Mussolini. Le 26, l'ordre secret de «mobilisation» des légionnaires fascistes est lancé, mis à exécution le 27, après minuit.

Mais, si Mussolini bluffe, d'un autre côté il n'a pas besoin et il se garde bien de « briser les derniers vestiges de la légalité² ». Et l'État démocratique se rend sans combattre. Une petite comédie se joue : Facta, pour sauver la face, proclame l'état de siège. Mais le roi se refuse à signer le décret. Dans toute l'Italie du Nord, les autorités militaires laissent les Chemises noires occuper les édifices publics, pénétrer dans les casernes, s'emparer des armes, fraterniser avec la

1. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

2. ROCCA Massimo, *Le Fascisme et l'antifascisme en Italie*, Félix Alcan, 1930.

troupe et les officiers. Le 29, Mussolini est appelé par le roi à Rome, il s'y rend dans un confortable sleeping-car et se voit confier, selon les usages parlementaires, le soin de « former le ministère ». C'est seulement quand tout est fini que commence la parade qu'on a appelée la marche sur Rome. Par trains spéciaux, les 50 000 Chemises noires sont amenées dans la capitale et y défilent.

En Allemagne

Les bailleurs de fonds du national-socialisme, c'est-à-dire les magnats de l'industrie lourde et les hobereaux, lancent celui-ci, à partir de 1930, à la conquête du pouvoir. Quant aux chefs de la Reichswehr, ils protègent ouvertement les milices brunes. En mai 1932, les généraux prient le président Hindenburg de ne pas compter sur la Reichswehr pour défendre le cabinet Brüning en cas de putsch fasciste¹; depuis que le 20 juillet 1932 le gouvernement social-démocrate de Prusse a été destitué, le national-socialisme n'a plus à craindre aucune résistance de la part de la police prussienne. Hitler, comme Mussolini, est donc certain de conquérir le pouvoir sans se heurter aux forces répressives de l'État. Mais, avant de se risquer à gouverner, il veut avoir la majorité de l'opinion publique avec lui. Aussi, de 1930 à 1933, se lance-t-il dans une campagne électorale pratiquement ininterrompue et couronnée de succès : 12 sièges dans le Reichstag de 1928-1930; 107 sièges en septembre 1930; 230 sièges en juillet 1932. Devant la Haute-Cour de Leipzig, il explique à la fin de 1930 : « Encore deux ou trois élections générales et le mouvement national-socialiste aura la majorité du Reichstag; il pourra alors préparer la révolution national-socialiste [...].

1. HEIDEN KONRAD, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

Nous nous introduirons dans le corps législatif de façon à y donner à notre parti une influence prépondérante. Une fois en possession des pouvoirs constitutionnels, nous coulerons l'État dans le moule que nous considérons comme le bon. » Et comme le président, sceptique, réclame cette précision : « Ainsi, vous n'entendez suivre que les voies légales ? » Hitler répond sans hésitation : « Certainement¹. »

Et, de fait, le maréchal Hindenburg ayant suspendu par décret-loi les garanties constitutionnelles (28 mars 1931) il invite son parti à respecter à la lettre la volonté présidentielle. Et, comme certains de ses partisans s'étonnent ou s'impatientent, il ordonne : « Tout national-socialiste qui se permettra de les enfreindre [les ordonnances présidentielles] sera immédiatement exclu. »

Hitler est tellement certain de parvenir à ses fins par la voie légale qu'il accepterait, au besoin, d'accéder au pouvoir par la porte dérobée : en « participant » au gouvernement du Reich. Malgré les protestations de ses partisans extrémistes, il autorise, en 1930, le Dr Frick à entrer dans le gouvernement réactionnaire de Thuringe ; en 1931, Dietrich Klagges à entrer dans le gouvernement de Brunswick. S'il se montre à plusieurs reprises hostile à la participation de ministres nationaux-socialistes au gouvernement du Reich, c'est seulement sous la pression des extrémistes, soucieux de sauver la face. Ainsi, à la fin de 1932, il est personnellement disposé à autoriser Gregor Strasser à entrer dans le gouvernement Schleicher, mais Goebbels et Göring accourent, l'obligent à changer d'avis².

Le national-socialisme, en effet, doit continuer d'apparaître comme un mouvement « révolutionnaire », doit

1. *Ibid.*

2. Voir STRASSER OTTO, *Juni Sonnabend 30* (« Juin, samedi 30 »), Prague, 1934.

continuer de bluffer. Nombreux sont, dans ses rangs, ceux qui n'ont pas renoncé à l'idée d'une conquête insurrectionnelle du pouvoir. C'est ainsi qu'en mars 1931 les sections d'assaut de Berlin, sous le commandement du capitaine Stennes, se mutinent. Elles reprochent à la direction politique du parti d'avoir des « tendances bourgeoises et libérales » et de faire « du parti national-socialiste un parti comme les autres ». Pour maintenir ses troupes en haleine, Hitler doit donc jouer à la petite guerre; de mystérieux complots se trament; au sein du « département agraire » du parti, dirigé par Walther Darré¹, des plans de putsch s'élaborent. La grande idée de Darré et de ses amis est de conquérir le pouvoir par la violence à la faveur d'un « soulèvement communiste » fabriqué de toutes pièces : en mars 1932, la police prussienne, perquisitionnant dans les locaux des sections d'assaut de Pomeranie, y trouve tout un plan de coup d'État conçu dans ce sens. En même temps, le national-socialisme étale publiquement sa force : une véritable armée, qu'il entretient, nourrit, loge dans ses propres casernements, entraîne comme une troupe régulière, exhibe dans des parades géantes, tandis que ses escadrilles d'avions sillonnent le ciel.

Mais l'armée des Chemises brunes est une armée de façade. Ce n'est pas elle qui conquiert le pouvoir. L'État se rend sans combattre. Le chancelier Schleicher ne mobilise pas la garnison de Potsdam, bien que le bruit en ait couru un instant. Et, le 30 janvier 1933, le maréchal-président invite très bourgeoisement M. Adolf Hitler à constituer le nouveau gouvernement du Reich. C'est seulement quand tout est fini que les Chemises brunes défilent triomphalement dans les rues de Berlin.

1. *Tels qu'ils sont* : Walther Darré, Paris, 1934.

4. QUE FAIT LE PROLÉTARIAT ?

Comment, au cours de cette seconde phase, le prolétariat organisé tente-t-il de mettre en échec le fascisme ? À vrai dire, la question ne devrait même pas être posée ainsi : pas un instant les chefs ouvriers ne tentent de barrer au fascisme la route du pouvoir. Jusqu'au dernier moment, ils se refusent à croire à la possibilité même d'une victoire fasciste.

En Italie

Le fasciste italien Giuriati a pu parler de la « sous-estimation entêtée et idiote du fascisme et de ses hommes. Pour nos adversaires, Mussolini n'était qu'un tribun comme tant d'autres [...]. Personne ne s'avisait que, sous l'eau morte et pourrie de la mare politique, se préparait l'éruption du volcan¹ ». Les socialistes italiens sont atteints de « crétinisme parlementaire » : parce qu'aux élections le fascisme n'a remporté qu'un nombre de suffrages assez limité, parce qu'au Parlement il ne possède que 35 représentants, ils ne le considèrent pas comme dangereux ; ils en annoncent même périodiquement le déclin ou la décomposition². Encore à la veille de la marche sur Rome, les chefs du parti rient quand on parle d'un danger possible³. Quant aux communistes, ils se condamnent eux-mêmes à nier le danger fasciste en affirmant qu'il y a identité entre toutes les formes de la domination bourgeoise, que celle-ci s'affuble de l'étiquette « démocratique » ou de l'étiquette fasciste. C'est ainsi qu'en 1922, au deuxième

1. Giuriati, discours à la mémoire de Michele Bianchi, cité dans MASSOUL Henri, *La Leçon de Mussolini*, op. cit.

2. SILONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, op. cit.

3. NENNI Pietro, *Six ans de guerre civile en Italie*, Librairie Valois, 1930.

congrès du parti communiste à Rome, Bordiga repousse l'hypothèse de la prise du pouvoir par le fascisme et croit inévitable un compromis entre tous les partis bourgeois. Quand commence, le 28 octobre, la mobilisation des Chemises noires, le secrétariat du PC envoie une circulaire aux organisations de base affirmant que « la marche sur Rome n'aurait jamais lieu¹ ».

En Allemagne

Les socialistes et communistes allemands se refusent, de même, à croire au triomphe du national-socialisme. Mieux : ils en annoncent périodiquement la déconfiture. Les socialistes poussent à tout propos des cris de triomphe : en août 1932, parce que le président Hindenburg a repoussé les exigences de Hitler; au lendemain des élections du 6 novembre, parce que les suffrages remportés par les nazis marquent un recul; à cette date, la *Vorwärts* écrit : « Voilà dix ans que nous avons prévu la faillite du national-socialisme; noir sur blanc nous l'avons écrit dans notre journal² ! » Et, à la veille de l'accession de Hitler au pouvoir, un de leurs leaders, Schiffin, écrit : « Nous ne percevons plus que l'odeur de cadavre pourri : le fascisme est définitivement abattu; il ne se relèvera plus³. »

Les communistes ne sont guère plus perspicaces. Au lendemain de l'élection du 14 septembre 1930, la *Rote Fahne* écrit : « Le 14 septembre fut le point culminant du mouvement national-socialiste en Allemagne. Ce qui viendra après ne peut être qu'affaiblissement et déclin⁴. » En 1932, Thälmann s'élève contre une « surestimation opportuniste

1. SILONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, op. cit.

2. Cité dans RUSTICO Juan, *La Tragédie du prolétariat allemand*, op. cit.

3. *Leipziger Volkszeitung*, 21 janvier 1933.

4. *Rote Fahne*, 15 septembre 1930.

du fascisme hitlérien¹ ». Dans toute la littérature communiste de cette année 1932, on ne parle que de régression, décomposition, désagrégation, recul dans le camp fasciste. Au lendemain des élections du 6 novembre, on lit dans la *Rote Fahne* : « Partout il y a des SA qui désertent les rangs de l'hitlérisme et se mettent sous le drapeau communiste. On commence à désavouer Hitler dans son propre mouvement². » Et, à la veille même de l'accession du fascisme au pouvoir, Thälmann parle d'un « revirement des forces de classe en faveur de la révolution prolétarienne³ ».

Mais quelle tactique le prolétariat organisé pouvait-il opposer au fascisme en marche vers le pouvoir? N'oublions pas que le fascisme conquiert le pouvoir légalement. Des milices ouvrières, indispensables pour battre les bandes fascistes lorsque celles-ci ne jouaient que le rôle de « milices antiouvrières », ne suffisent plus à empêcher le fascisme de gagner des sièges au Parlement, de conquérir l'opinion, de s'introduire dans l'État par voie légale. Une simple « grève générale de protestation », même déclenchée sur toute l'étendue du territoire, ne peut davantage barrer la route du pouvoir au fascisme – à moins qu'elle ne soit le point de départ d'une offensive révolutionnaire. Les réformistes italiens en font l'expérience; à la fin de juillet 1922, ils déclenchent une grève générale dans toute la péninsule. Mais ils cherchent seulement à faire pression sur le gouvernement, sur le Parlement, sur la Couronne, afin que soient défendues les « libertés publiques et la Constitution ». Comme l'arrêt du travail n'est accompagné d'aucune action offensive, c'est un jeu pour le fascisme de briser le mouvement : il assure

1. Thälmann, discours au comité central du parti communiste allemand, 19 février 1932.

2. Cité dans RUSTICO Juan, *La Tragédie du prolétariat allemand*, op. cit.

3. *Rote Fahne*, fin janvier 1932.

avec des jaunes les services publics essentiels, il se rend maître de la rue. Loin de lui barrer la route du pouvoir, cette grève générale manquée est pour lui une victoire morale. Par contre, elle est « le Caporetto du mouvement ouvrier¹ ».

Alors, que pouvait le prolétariat organisé? À partir du moment où le fascisme marche vers le pouvoir, le mouvement ouvrier ne dispose plus que d'une seule ressource : gagner le fascisme de vitesse, s'emparer avant lui du pouvoir. Mais, ni en Italie ni en Allemagne, les partis prolétariens ne se montrent révolutionnaires : ils ne songent pas un instant à conquérir l'État de haute lutte.

C'est que le mouvement ouvrier, à la veille de la victoire fasciste, est profondément affaibli et démoralisé. Non seulement à cause du chômage, non seulement par suite des défaites répétées provenant d'un manque d'audace dans les rixes journalières avec les bandes fascistes, mais surtout parce que les organisations syndicales n'ont pas su conserver les avantages acquis par la classe ouvrière. La CGL n'a pas su s'opposer aux réductions de salaires pendant la crise, ni obliger les employeurs, dans l'industrie métallurgique, à observer la loi sur le contrôle ouvrier.

Quant à l'ADGB² (Centrale syndicale libre) allemande, elle a empêché ses adhérents de combattre les décrets-lois de Brüning, sous le prétexte qu'en défendant leur pain quotidien ils mettraient en danger le gouvernement Brüning, et que Brüning valait mieux que Hitler. Cette tactique du « moindre mal » a démoralisé profondément les travailleurs.

Aussi quand le fascisme entreprend la conquête du pouvoir, le mouvement ouvrier se montre-t-il comme paralysé, incapable de le gagner de vitesse.

1. *Giustizia*, 12 août 1922. Dans cette petite localité de Vénétie, les troupes italiennes avaient été mise en déroute, en 1917, par les Austro-Allemands.

2. *Allgemeine Deutscher Gewerkschaftsbund*.

En Italie, les socialistes, au lieu de préparer l'insurrection, se posent en défenseurs de l'ordre établi; ils se traînent aux pieds des dirigeants de l'État bourgeois. Ils supplient les carabinieri royaux et l'armée de ne pas céder le pouvoir à Mussolini. À la fin de juillet, leur leader Turati se rend chez le roi, pour lui « rappeler qu'il est le suprême défenseur de la Constitution ».

En Allemagne, les chefs réformistes adjurent Hindenburg et la Reichswehr de « faire leur devoir », de ne pas livrer le pouvoir à Hitler. Quand von Papen destitue le gouvernement socialiste de Prusse (20 juillet 1932), ils se contentent de protester contre cette « violation de la Constitution » et d'en appeler à la Cour suprême de Leipzig. Dix jours avant l'accession de Hitler au pouvoir, le bureau de l'ADGB rend visite au président Hindenburg. Les chefs syndicaux « se cramponnent aux instances de l'État. Ils espèrent toujours l'aide du président du Reich¹ ». Et, le jour où Hitler forme le gouvernement (30 janvier 1933), le *Vorwärts* écrit dans une édition spéciale : « Face au gouvernement de menace de coup d'État, la social-démocratie se maintient avec les deux pieds sur le terrain de la Constitution et de la légalité. » Quant aux communistes, malgré leur verbiage révolutionnaire, ils s'abritent derrière l'excuse que les réformistes ne veulent rien faire — et ne font rien non plus.

5. TROISIÈME PHASE :

DE LA PRISE DU POUVOIR À LA DICTATURE

Le fascisme est maintenant au pouvoir, Son chef s'est vu confier par le chef de l'État le soin de former le gouvernement. Mais le dernier mot n'est pas dit; l'adversaire

1. SEELBACH Hermann, *Das Ende der Gewerkschaften* (« La Fin des syndicats »), Elsner, 1934.

véritable, le prolétariat organisé, n'est pas encore vaincu. Les partis ouvriers, les syndicats subsistent, conservent une existence légale. On va voir maintenant le fascisme utiliser les rouages de l'État pour parachever sa victoire, exterminer les organisations ouvrières, instaurer la dictature.

Au cours de la phase précédente, lorsque le fascisme marchait à la conquête du pouvoir, sa tactique, on l'a vu, était essentiellement légaliste. Et ses préparatifs de coup de force n'étaient qu'un bluff destiné à maintenir ses troupes en haleine. Maintenant le rapport est renversé. La tactique légaliste n'est plus qu'une ruse de guerre, destinée à endormir l'adversaire, un masque sous le couvert duquel le fascisme viole déjà la légalité, se prépare méthodiquement au coup de force.

En Italie

Mussolini, lorsqu'il est chargé par le roi de former le ministère, comprend qu'il serait dangereux de brûler les étapes. Le mouvement ouvrier n'est pas mort. L'avènement brusqué d'une dictature pourrait provoquer de dangereuses réactions, tant de la part du prolétariat organisé que des partis démocratiques et libéraux. Il faut endormir les uns, rassurer les autres. Le loup se déguise en agneau. Dès le 31 octobre 1922, le nouveau chef de gouvernement télégraphie à ses lieutenants : « Nous devons garder la discipline et le respect envers autrui. En aucun cas, nous ne devons enfreindre les libertés personnelles. » Le 9 novembre, il publie un communiqué dans lequel il s'affirme résolu à maintenir la liberté, à rouvrir les Bourses du travail, etc. À peu près au même moment, il confie son intention de « conserver un programme démocratique ».

Cette tactique atteint son but. Mussolini réussit à apprivoiser les libéraux. Les naïfs se laissent persuader que le

fascisme n'est qu'un « libéralisme raffermi », dont la seule prétention est d'apporter au régime démocratique quelques retouches : renforcement de l'exécutif, conciliation de l'autorité et de la liberté¹. On voit le vieux Giolitti sourire aimablement au nouveau César; Amendola déclare, dans une interview, que, pour la première fois, il y a en Italie un gouvernement stable et durable, capable d'entreprendre une œuvre de longue haleine. La franc-maçonnerie, qui a déjà subventionné la marche sur Rome, se rallie au nouveau régime, en la personne de son grand maître, Torrigiani.

Mussolini poursuit un dessein bien arrêté : obtenir, avec l'aide des libéraux, la majorité absolue au Parlement. En juillet 1923, il réussit à faire voter par la Chambre une nouvelle loi électorale : désormais les deux tiers des sièges seront attribués au parti qui obtiendra la majorité des voix, à condition que celles-ci représentent au moins 25 % des votants. Non seulement les libéraux acceptent cette loi, mais ils vont jusqu'à faire liste commune avec les fascistes aux élections du 6 avril 1924. Le fascisme, qui ne disposait que de 35 sièges, en conquiert 286 ; il a désormais sa majorité absolue.

Mais, tandis que Mussolini observe le jeu constitutionnel, sous le manteau il viole déjà la légalité, il prépare la dictature. À travers toute la péninsule, il laisse les chefs fascistes locaux s'emparer des municipalités socialistes, libérales ou *popolari* (catholiques) et se conduire en potentats. Il encourage en sous-main ses bandes à continuer la lutte sanglante contre le prolétariat organisé. Les journaux, bien qu'autorisés légalement, sont confisqués, les imprimeries pillées, les Bourses du travail et les coopératives incendiées. Au cours de la première année de l'ère mussolinienne, les journaux

1. MASSOUL Henri, *La Leçon de Mussolini*, op. cit.

enregistrent 166 assassinats de militants antifascistes. C'est dans une atmosphère de violence et de fraude qu'ont lieu les élections de 1924. Et peu à peu le masque se soulève : le visage de la dictature apparaît. Le 6 juin 1924, interrompant un communiste à la Chambre, Mussolini s'écrie : « Nous avons en Russie des maîtres admirables. Nous n'avons qu'à imiter ce qu'on fait en Russie [...]. Nous avons tort de ne pas suivre complètement leur exemple. Si nous le faisons, vous seriez maintenant aux travaux forcés au lieu d'être ici [...]. Vous devriez recevoir une charge de plomb dans le dos. Nous ne manquons pas de courage, et nous le prouverons plus tôt que vous ne le pensez. »

Mussolini, en effet, ne peut temporiser plus longtemps. On ne marie pas indéfiniment l'eau avec le feu, la légalité et l'illégalité. Lorsqu'on s'est engagé dans la voie de la violence, il faut aller jusqu'au bout. Or, les garanties constitutionnelles ne sont pas suspendues ; la liberté d'opinion n'est pas abolie. Le député socialiste Matteotti dénonce à la tribune de la Chambre les violences commises au cours de la campagne électorale (10 juin). L'entourage de Mussolini riposte en le faisant assassiner. Ce crime déclenche une vague d'indignation dans toute l'Italie. La presse s'en empare. Les libéraux, enfin désabusés, aperçoivent soudain le vrai visage du fascisme. Pendant six mois, l'opposition, qui n'est pas encore bâillonnée, use contre le gouvernement de toutes les armes constitutionnelles dont elle dispose.

Mussolini comprend qu'il est grand temps de passer à la dictature. Le 3 janvier 1925, à la Chambre, il jette bas le masque et, dans un discours resté célèbre, révèle cyniquement ses intentions. Par la suite, la police monte une série d'attentats contre sa personne ; se servant du prétexte, il fait promulguer les lois d'exception qui lui

permettent d'exterminer ses adversaires, de dissoudre les partis ouvriers et démocratiques, les organisations syndicales; de supprimer toutes les libertés; de se conférer des pouvoirs dictatoriaux (notamment celui de légiférer par simples décrets-lois).

En Allemagne

Hitler, lorsqu'il est nommé par le président Hindenburg chancelier du Reich, comprend également qu'il serait malavisé de brûler les étapes. Les forces des partis ouvriers, de l'ADGB, sont intactes. L'avènement brusqué d'une dictature pourrait pousser le prolétariat à la grève générale, à l'insurrection armée. Mieux vaut endormir l'adversaire en faisant semblant de respecter la Constitution. Pendant tout le mois de février, Hitler multiplie les affirmations légalistes, les appels au calme¹. Comme Mussolini, il met à profit ce répit pour s'assurer au Parlement la majorité absolue. Ayant obtenu non sans peine du président Hindenburg la dissolution du Reichstag, il fixe la date des nouvelles élections au 5 mars et engage son parti dans une nouvelle campagne électorale.

Mais tandis que Hitler joue le rôle du loup déguisé en agneau, son ami Göring prépare fébrilement le coup de force. L'expérience italienne l'a instruit; impossible de jouer longtemps sur les deux tableaux : légalité et illégalité. En quelques semaines, il brûle les étapes que Mussolini a mis deux ans à franchir. Maître de la police prussienne, il commence par l'épurer. Tous les éléments «républicains», depuis le préfet de police de Berlin jusqu'au plus petit inspecteur de la police criminelle, sont congédiés, remplacés par des nazis éprouvés. Un décret-loi du 4 février donne pratiquement à la police le

1. HINDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

moyen d'interdire tout journal ou toute réunion publique adverse. Göring promet de couvrir personnellement tous les agents de police qui feraient usage de leurs armes contre les «rouges». Par un autre arrêté, il adjoint à la «Schupo» une « police auxiliaire » de 50 000 hommes recrutés parmi les SA et les SS.

Et, en même temps, il encourage, en sous-main, ses bandes à continuer la lutte sanglante contre le prolétariat : partout, les nazis s'attaquent à leurs adversaires, envahissent leurs locaux, sabotent leurs réunions publiques. À Berlin, ils guettent la nuit les ouvriers qui reviennent dans leurs quartiers, les assomment ou les assassinent. D'après des chiffres officiels, 51 antifascistes trouvent la mort dans des bagarres politiques du 30 janvier au 5 mars.

Impossible d'ajourner le coup de force jusqu'au lendemain des élections. Sans coup de force, pas de majorité absolue. Avant le 5 mars, date du scrutin, il faut à tout prix frapper l'imagination des indécis, terroriser les récalcitrants au moyen de quelque événement extraordinaire et, dans le cas où le nombre nécessaire de mandats ne serait pas obtenu, exclure purement et simplement les députés communistes du nouveau Reichstag. Alors, Göring recourt à la provocation. Il reprend la vieille idée de Darré et de ses amis : se servir d'un prétendu putsch communiste comme prétexte pour violer la légalité et déclencher contre le prolétariat une offensive foudroyante. Le 24 février, la police se livre à une perquisition monstre au siège du parti communiste. Göring prétend avoir trouvé des documents prouvant l'imminence d'une révolution bolchevique ; mais le butin est si maigre que les textes saisis ne seront jamais livrés à la publication. Le soir du 26, un commencement d'incendie est découvert dans le château de Berlin, mais la tentative échoue. Enfin, dans la nuit du 27 au 28, les

hommes de Göring incitent un naïf terroriste à mettre le feu au Reichstag¹. Aussitôt le gouvernement présente l'incendie comme le signal d'une insurrection communiste et, sans perdre un instant, fait signer par le président du Reich un décret-loi abolissant toutes les libertés constitutionnelles, proclamant l'« état d'exception ».

Dans les quarante-huit heures, tous les pouvoirs passent à la police. Les miliciens devenus « policiers auxiliaires » assomment, torturent, assassinent les militants ouvriers. Les réunions électorales des partis antifascistes sont interdites, les députés communistes arrêtés. Grâce à cette mise en scène et à cette terreur, les nazis remportent aux élections du 5 mars une éclatante victoire : ils obtiennent 288 mandats. Et, pour disposer de la majorité absolue, il leur suffit de mettre hors la loi le parti communiste, d'envoyer un certain nombre de députés socialistes dans les camps de concentration.

Il reste à sanctionner la dictature. Le 24 mars, le nouveau Reichstag, dont la salle est occupée par des miliciens armés, vote par 441 voix contre 94 une loi de « pleins pouvoirs », en vertu de laquelle Hitler peut désormais légiférer « sans suivre la procédure fixée par la Constitution », c'est-à-dire par simples décrets-lois. Deux mois après, les partis ouvriers, les syndicats sont dissous ou « mis au pas² ».

1. Provocateur nazi pour les uns, communiste pour les autres, dans un étrange jeu de miroirs entre États totalitaires, et leurs relais dans l'opinion publique internationale, Marinus van der Lubbe a également été considéré comme un simple d'esprit, ou mieux un naïf manipulé. Pleinement conscient de son acte, il appartenait en fait à un courant du communisme de conseils hollandais. Lire le bel article de BARTON Paul, « Marinus van der Lubbe ou le mythe dans l'histoire » [1959], *Agone*, n° 25, 2001, p. 177-195 ; lire également *Marinus van der Lubbe, Carnet de roue de l'incendiaire du Reichstag*, textes présentés et annotés par Yves Pagès et Charles Reeve, Verticales, 2003, p. 87-258 ; JASSIES Nico, *Marinus van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, Éditions antisociales, 2004, p. 9-79 [NDE].

2. Tous ces détails sont empruntés à HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, *op. cit.*

6. QUE FAIT LE PROLÉTARIAT ?

Au cours de cette dernière phase, que fait le prolétariat organisé ? Comment tente-t-il de résister ? Les chefs ouvriers se laissent endormir par la tactique en apparence légaliste du fascisme. Ils ne lancent pas l'ordre de prendre les armes. Ils ne déclenchent pas la grève générale insurrectionnelle. Ils espèrent avoir raison du fascisme, déjà installé au pouvoir, en remportant une victoire électorale.

En Italie

Les socialistes italiens, toujours aussi aveugles, continuent à se cramponner à la légalité et à la Constitution. En décembre 1923, la CGL envoie à Mussolini un rapport sur les atrocités commises par les bandes fascistes et lui demande de sévir contre ses propres troupes¹. Le parti socialiste prend très au sérieux la campagne électorale d'avril 1924 ; Turati porte même à Turin la contradiction à un fasciste, dans une salle dont les Chemises noires protègent l'entrée. Et lorsque, après l'assassinat de Matteotti, un sursaut de révolte secoue la péninsule, les socialistes ne savent pas exploiter la situation : « À la minute unique, écrit Nenni, où il aurait fallu l'appel à la rue et à l'insurrection, prévalait la tactique d'une lutte légale sur le terrain judiciaire et parlementaire². » L'opposition se contente de ne plus paraître, en signe de protestation, au Parlement ; comme la plèbe antique, elle se « retire sur l'Aventin ». « Que font nos adversaires ? raille Mussolini à la Chambre. Déclenchent-ils des grèves générales ou même des grèves partielles ? Organisent-ils des manifestations dans la rue ? Essayent-ils de provoquer des

1. BUOZZI Bruno et NENNI Vincenzo, *Fascisme et Syndicalisme*, Librairie Valois, 1930.

2. NENNI Pietro, *Six ans de guerre civile en Italie*, op. cit.

révoltes dans l'armée? Rien de semblable. Ils se bornent à des campagnes de presse¹. » Les socialistes lancent le triple mot d'ordre : démission du gouvernement, dissolution de la milice, nouvelles élections. Ils continuent à faire confiance au souverain; ils l'exhortent à se séparer de Mussolini; ils publient, pour éclairer sa religion, mémoire sur mémoire. Mais le roitelet les déçoit une nouvelle fois.

En Allemagne

Les socialistes allemands multiplient les appels au calme. Le 7 février 1933, Künstler, le chef de la fédération berlinoise du parti, donne cette consigne : « Surtout ne vous laissez pas provoquer. La vie et la santé des ouvriers berlinois nous sont trop chères pour les mettre en jeu à la légère. Il faut les garder pour le jour de la lutte². » Le parti prend très au sérieux les élections. « Le peuple aura l'occasion, le 5 mars, de prendre de nouveau son destin dans ses mains », s'écrie Otto Wels dans un discours³. Et, lorsque Hitler, ayant fait mettre le feu au Reichstag, déchaîne la violence fasciste, le bureau de l'ADGB envoie au président Hindenburg une protestation larmoyante : « Les syndicats se sont toujours prononcés contre le terrorisme sous toutes ses formes. Ils ont éduqué leurs adhérents dans l'idée de lutter pour l'édification d'un nouvel ordre social sans usage de la violence⁴. » Dans la nuit, enfin, du 5 au 6 mars, les chefs responsables des sections du Reichsbanner des principales villes d'Allemagne se rendent en motocyclette à Berlin, suppliant qu'on leur donne encore l'ordre d'engager la lutte. On leur répond : « Du calme! Surtout pas de sang versé⁵. »

1. Mussolini, discours, juillet 1924.

2. Cité dans RUSTICO Juan, *La Tragédie du prolétariat allemand*, op. cit.

3. Otto Wels, discours du 7 février 1933, cité dans RUSTICO Juan, *ibid.*

4. SEELBACH Hermann, *Das Ende der Gewerkschaften*, op. cit.

5. GUÉRIN Daniel, *La Peste brune*, réédition Spartacus, 1996.

Les communistes n'organisent pas davantage la résistance. « Le parti communiste, avouera Torgler au procès de Leipzig, n'avait rien à attendre d'une insurrection armée et n'aspirait qu'à une chose : arriver sans encombre aux élections où il escomptait remporter un vif succès¹. » Le 23 février, un des chefs du parti, Pieck, écrit : « Que les ouvriers restent prudents afin de ne pas fournir au gouvernement un prétexte pour prendre de nouvelles mesures contre le parti communiste ! » Et Dimitrov lui-même s'écriera au procès de Leipzig : « À tous les politiciens nationaux-socialistes, à tous les fonctionnaires de police qui se présentaient dans cette salle pour déposer, j'ai demandé si, à l'époque de l'incendie du Reichstag, des préparatifs réels en vue d'une révolution pouvaient être observés. Ils m'ont répondu tous, avec quelques variantes : Non² ! »

Quant aux chefs syndicaux, leur attitude est plus singulière encore : ils s'imaginent que le mouvement syndical pourra composer avec le gouvernement fasciste comme avec les gouvernements précédents, qu'il n'y a pas antinomie absolue entre liberté syndicale et dictature : insensiblement, d'abdication en abdication, ils se rallient au fascisme.

En Italie

Les dirigeants de la CGL sont prêts à continuer avec le nouvel État la « collaboration » qui leur a si bien réussi avec l'ancien. Mussolini connaît leur mentalité. Et, dès le lendemain de la marche sur Rome, il invite le secrétaire général de la Confédération à entrer dans son gouvernement : d'Aragona accepte. Si Mussolini renonce finalement à ce projet, c'est seulement à cause de l'opposition de son entourage. Mais les chefs syndicaux continuent à s'offrir.

1. *L'Humanité*, 17 décembre 1933.

2. *L'Humanité*, 23 décembre 1933.

L'organe des cheminots, la *Tribuna dei ferrovieri*, publie sous le titre « Sans arrière-pensée » un éditorial dans lequel il propose au gouvernement fasciste la « collaboration » des syndicats de chemins de fer¹. Pendant quelques mois, des négociations directes se poursuivent entre les chefs syndicaux et Mussolini. En août 1923, au comité national de la CGL, d'Aragona explique que la « collaboration » ne serait en aucun cas politique, mais seulement « technique ». La CGL participerait aux corps consultatifs de l'État et à tous les organismes où se discutent les problèmes du travail et de la production. « La politique confédérale ne peut avoir d'idées préconçues. » En attendant, la CGL rompt avec le parti socialiste.

Mais cette servilité ne la sauve pas. À la fin de 1926, elle doit se dissoudre. Alors ses chefs lui substituent un Centre d'association et d'assistance culturelle destiné « à soutenir par ses conseils et ses critiques l'action sociale du gouvernement » ; ils publient à cette occasion un manifeste dans lequel ils déclarent : « Le régime fasciste est une réalité et toute réalité doit être prise en considération. » Le mouvement syndical, dans le passé, expliquent-ils, n'a pu se résoudre à se déclarer soit en faveur de l'État, soit contre l'État. Il faut pourtant choisir : ou engager la lutte pour la destruction de l'État ou collaborer avec lui, s'intégrer dans son sein. Et c'est pour la seconde alternative qu'ils se décident, alternative qui « implique tout naturellement l'abandon du principe de la lutte de classes² ».

En Allemagne

Les chefs syndicaux allemands ressemblent comme des frères à leurs collègues italiens. Aussi certains chefs nazis, qui les connaissent bien, essaient-ils, dès 1932, de se les

1. Cité dans SILONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, op. cit.

2. Manifeste du 16 janvier 1927, reproduit dans *La Liberté syndicale : Italie*, Enquête de la SDN, 1927.

concilier. Gregor Strasser, dans un discours, se réjouit de ce que les débats du congrès de l'ADGB aient révélé une opposition entre la Confédération et le parti socialiste. « C'est une évolution qui laisse entrevoir comme possible un front de tous les producteurs allemands. » En octobre, dans un meeting au Sportpalast, il fait des invites plus précises au secrétaire de la Centrale. Celui-ci vient de prononcer un discours nettement nationaliste : « Si Leipart pense réellement ainsi, nous avons devant nous les plus larges perspectives. »

Et, lorsque Hitler prend le pouvoir, le bureau confédéral déclare qu'il « attendra le gouvernement à ses actes ». Pour commencer, l'ADGB lâche le parti socialiste, et le 20 mars, elle publie un manifeste : « Les organisations syndicales sont l'expression d'une nécessité sociale irréfutable, une partie indispensable de l'ordre social lui-même [...]. Par suite de l'ordre naturel des choses, elles se sont de plus en plus intégrées dans l'État. La tâche sociale des syndicats doit être remplie, quelle que soit la nature du régime de l'État [...]. Les organisations syndicales ne prétendent pas influencer directement la politique de l'État. Leur tâche dans ce sens ne peut être que de mettre à la disposition du gouvernement et du Parlement des connaissances et expériences acquises dans ce domaine. »

Le 7 avril, Leipart surenchérit; il affirme que les syndicats « poursuivent le même grand but que le gouvernement qui est de fonder la liberté intérieure et extérieure de la nation sur la force productrice de tout le peuple ». Et, le 20 avril, le comité confédéral invite les syndiqués à assister à la fête du 1^{er} Mai, présentée comme le symbole de l'incorporation de la classe ouvrière dans l'État national-socialiste¹.

1. Voir SEELBACH Hermann, *Das Ende der Gewerkschaften*, op. cit. (À ce propos, lire le témoignage de Franz Jung sur ce 1^{er} mai 1933 [« Le dernier défilé »] dans

GRANDEUR ET DÉCADENCE DES PLÉBÉIENS

I. PREMIÈRE PHASE : LES PLÉBÉIENS FASCISTES
 CONQUIÈRENT « TOUT LE POUVOIR »,
 LE PARTI FASCISTE SE CONFOND AVEC L'ÉTAT

Le fascisme a conquis le pouvoir. Ses bailleurs de fonds atteignent leurs objectifs : anéantir la démocratie parlementaire, exterminer le prolétariat organisé, instaurer un État autoritaire capable d'imposer leurs volontés et de relever leurs profits.

Mais il y a le revers de la médaille : les magnats capitalistes se trouvent maintenant aux prises avec les exigences des plébéiens fascistes. Les seconds ont conquis le pouvoir, objectivement, pour le compte des premiers, subjectivement, pour leur compte personnel. Ils forment, suivant l'expression de Mussolini, « une nouvelle classe politique¹ ». Ils sont bien décidés à chasser sans ménagements, avec une brutalité de parvenus, l'ancien personnel politique de la bourgeoisie. Ils exigent pour eux tous les postes, toutes les fonctions.

Les magnats sont quelque peu inquiets de ces exigences. Non pas qu'elles soient tout à fait imprévues pour eux : ils ont saisi depuis quelque temps qu'il serait dangereux d'abandonner entièrement la direction de l'État à la plèbe fasciste. C'est pourquoi ils auraient préféré, au

Le Chemin vers le bas. Considérations d'un révolutionnaire allemand sur une grande époque (1900-1950), Agone, « Mémoires sociales », 2007, p. 366-369 [NDE].

1. Mussolini, discours de Naples, 11 août 1922.

moins pour commencer, une simple « participation » du fascisme à un gouvernement bourgeois traditionnel. Mais l'impatience des plébéiens a déjoué ces plans.

Néanmoins les magnats obtiennent quelques garanties : les ministres fascistes sont encadrés par des personnages sûrs appartenant à l'« ancienne classe politique ». Mais les plébéiens ne l'entendent pas de cette oreille, ils exigent tout le pouvoir, ils prétendent chasser jusqu'au dernier des anciens serviteurs politiques de la bourgeoisie. Céder ou ne pas céder ? Les magnats n'ont pas l'embarras du choix. Ils continuent à avoir besoin des plébéiens dont le concours leur est indispensable pour transformer l'État démocratique en État dictatorial, pour porter le coup de grâce au prolétariat organisé. Personne ne rossera, personne ne torturera mieux les militants ouvriers que ces hommes sortis du peuple. Le patronat se résigne donc – non sans quelque appréhension – à sacrifier son ancien personnel politique ; il abandonne tout le pouvoir aux plébéiens fascistes.

Le phénomène, à vrai dire, n'est pas tout à fait nouveau. Il a un précédent historique : le 2 décembre 1851, la bourgeoisie française laissait, de la même façon, les partisans plébéiens de Louis Bonaparte « supprimer, anéantir » son ancien personnel politique : « les orateurs et les écrivains, les hommes politiques et les hommes de lettres, la tribune et la presse de la bourgeoisie ». « La Cour, raconte Marx, les ministères, les hauts postes de l'administration et de l'armée sont envahis par un tas de drôles, du meilleur desquels on peut dire qu'on ne sait d'où il sort : une bohème bruyante, mal famée, avide de pillage. » La bourgeoisie se résignait à cette invasion, parce que, grâce au concours des plébéiens, elle s'assurait le « gouvernement fort et absolu » dont elle avait besoin pour sauver ses profits. Et, trompé par les apparences, prenant ce remplacement d'une « classe politique » par une autre pour

une véritable révolution, l'aveugle Guizot écrivait : « C'est le triomphe complet et définitif du socialisme¹ ! »

En Italie

Bien avant la prise du pouvoir, les plébéiens italiens entendent que la « classe contaminée [la bourgeoisie politique] passe la main, qu'elle remette à plus digne qu'elle les affaires publiques² ». Aussi le gouvernement constitué par Mussolini, au lendemain de la marche sur Rome, est-il loin d'avoir leur agrément : plus de la moitié des ministres appartient à l'« ancienne classe politique » ; les ministres fascistes sont encadrés par des messieurs comme le général Diaz à la Guerre, l'amiral Thaon di Revel à la Marine, le libéral Gentile à l'Instruction publique, le nationaliste Federzoni aux Colonies, le radical Colonna di Cesaro aux PIT. Les plébéiens s'irritent de la durée du « régime transitoire » et pressent Mussolini de se débarrasser de ses collaborateurs non fascistes, de fonder enfin ce qu'ils appellent l'*État totalitaire*. Au cours de l'été de 1923, la tension est vive au sein du parti entre temporisateurs et extrémistes. Rocca est exclu pour avoir osé déclarer que « la révolution avait été faite par les fascistes pour l'Italie et non pour les fascistes seulement » et pour avoir préconisé la transformation du parti fasciste en un grand parti national. Mussolini prend la défense de Rocca contre Farinacci, leader des plébéiens³. Encore en 1924, il écrit : « À côté du

1. MARX Karl, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis-Bonaparte*, 1852 : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum3.htm>

2. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit.

3. HAUTECEUR, « Le fascisme », *Année politique*, op. cit. ; NOMAD Max, *Rebels and Renegades*, New York, Macmillan, 1932. (Seule la conclusion de ce livre fut traduite en français dans *La Révolution prolétarienne*, n° 163, 10 novembre 1933, sous le titre de « Le socialisme des intellectuels ». Cet article a été republié dans *Gauche*, n° 126, novembre-décembre 2002, avec une présentation de

fascisme-parti, il y a la nation italienne¹. » Mais, au fond de lui-même, il a déjà opté pour l'État totalitaire. Dès le 11 août 1922, il a déclaré à Naples : « Un processus est en cours par lequel le fascisme va incarner l'État. » Plus tard il avouera à Emil Ludwig que c'est consciemment qu'il a commencé à « 50 % », par un gouvernement de coalition, avant d'en arriver au fascisme totalitaire². En avril 1923, une note officieuse de l'agence Volta informe le public que « le régime fasciste proprement dit n'est pas encore commencé et que la période actuelle n'est qu'une période préparatoire³ ».

Déjà, l'État fasciste se superpose à l'État régulier. Le 13 janvier 1923, Mussolini double le conseil des ministres d'un Grand Conseil, fasciste à 100%, composé des principaux chefs du parti. Le Grand Conseil décide, dans une de ses premières séances, de doubler l'armée régulière d'une « milice volontaire de sécurité nationale », formation personnelle du chef du gouvernement. Les fonctionnaires sont doublés, à tous les échelons de la hiérarchie administrative, par des contrôleurs fascistes. Et, après l'assassinat de Matteotti, Mussolini se décide enfin à donner satisfaction aux plébéiens; il proclame l'avènement de l'« État totalitaire » : « Notre devise, s'écrie-t-il : *tout le pouvoir à tout le fascisme*⁴ », caricature du slogan de la révolution d'Octobre : *Tout le pouvoir aux soviets*. Olivetti explique que le parti fasciste étant une armée « ne peut admettre la coexistence d'autres armées ayant des buts différents. Elle exige un

Charles Jacquier. Celle-ci et le texte de Max Nomad sont reproduits en ligne : <http://raforum.info/epip.php?article2026&lang=en> et <http://raforum.info/spip.php?article2027&lang=en> [NDE].)

1. Cité dans CAMBO Francesco, *Autour du fascisme italien*, op. cit.

2. LUDWIG Emil, *Entretiens avec Mussolini* (traduction française), Albin Michel, 1932.

3. Cité dans Russo Domenico, *Mussolini et le fascisme*, op. cit.

4. Mussolini, discours au congrès du parti fasciste, 1925.

commandement unique [...]. Les autres partis n'ont pas le droit d'exister¹ ». Le fascisme prétend s'identifier avec l'État; et Sergio Pannunzio forge l'expression d'« État-parti² ».

De 1925 à 1926, tous les partis autres que le parti fasciste doivent disparaître; le fascisme ne s'acharne pas seulement contre les organisations ouvrières et les partis prolétariens, mais aussi contre les partis bourgeois, contre l'ancien personnel politique de la bourgeoisie. « Les libéraux, écrit Volpe, devinrent des fascistes ou bien ils sortirent de la vie politique. Nombre d'adversaires irréductibles s'en allèrent d'eux-mêmes à l'étranger en exil ou bien ils y furent contraints³. » Malaparte raconte : « Après avoir dissous par la violence les organisations républicaines et catholiques, les Chemises noires se mirent au travail contre les libéraux, les démocrates, les francs-maçons⁴. » Par décret-loi du 26 novembre 1925, la franc-maçonnerie est interdite, les « loges maçonniques envahies et ravagées, leur équipement et leurs symboles détruits ou traînés dans la rue⁵ ». La bibliothèque du philosophe libéral Benedetto Croce est mise à sac; les leaders libéraux Amendola et Gobetti, plus tard le grand maître de la franc-maçonnerie Torrigiani, subissent de telles violences physiques qu'ils en meurent. Toute tentative pour reconstituer les anciens partis est passible de vingt années de réclusion; au surplus, la police secrète (Ovra) et le « tribunal spécial » institué par les lois du 26 novembre 1926, se chargent de la rendre extrêmement difficile, sinon impossible.

1. Olivetti, article dans l'Annuaire 1928 du Centre international d'études sur le fascisme.

2. Cité dans MANOILESCO Mihaïl, *Le Siècle du corporatisme*, Alcan, 1934.

3. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

4. MALAPARTE Cuzio, *Technique du coup d'État*, op. cit.

5. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

À partir de 1925, le gouvernement est « composé entièrement et exclusivement de fascistes¹ ». Les membres de l'ancien personnel politique de la bourgeoisie, tels que Federzoni et Gentile, ne trouvent grâce devant le fascisme qu'en embrassant la foi fasciste. Une des lois « fascistissimes » de 1925, celle du 24 décembre, autorise le chef du gouvernement à « renvoyer du service tous les fonctionnaires civils et militaires de l'État, qui, par des manifestations dans le service ou au dehors, ne donneraient pas une pleine garantie de pouvoir remplir fidèlement leur devoir et se trouveraient dans une condition d'incompatibilité avec les principes politiques du gouvernement ». Les cadres de l'armée sont renouvelés, des officiers mis à la retraite et remplacés par des éléments dévoués au fascisme. C'est, pour les plébéiens, une « préoccupation constante » que « de réussir à concentrer dans leurs mains le contrôle discrétionnaire sur l'armée² ». L'aviation, l'arme moderne par excellence, est confiée à un plébéien, Italo Balbo.

Avec la loi du 9 décembre 1928 s'achève l'édification de l'État totalitaire. Le Grand Conseil fasciste devient l'« organe suprême chargé de coordonner toutes les activités du régime ». Le Grand Conseil délibère de tous les problèmes gouvernementaux avant le Conseil des ministres qui n'a qu'une fonction exécutive. Le souverain lui-même est réduit au rôle de machine à signer; le Grand Conseil s'arrogé le droit d'intervenir dans certaines questions comme le droit de guerre et de paix, qui était jusqu'alors une des prérogatives de la Couronne. La succession au trône ne peut désormais être réglée que par une loi constitutionnelle prise après

1. *Ibid.*

2. TRENTIN Silvio, *Antidémocratie*, Librairie Valois, 1930.

consultation du Grand Conseil; cette consultation est obligatoire sous peine de nullité. De même la désignation du successeur du chef du gouvernement – en cas de vacance – appartient exclusivement au Grand Conseil, lequel « propose respectueusement » à la Couronne le nouveau chef ainsi que ses collaborateurs. Quant au parti fasciste, il se confond avec l'État; de simple association privée, il devient une institution de droit public. « Il est le fondement de la puissance de l'État¹ », « l'axe du régime sans lequel on ne peut concevoir le régime comme on ne peut imaginer un homme sans vertèbres² ».

Le secrétaire du parti est nommé désormais par décret gouvernemental. Il a le titre et la fonction d'un ministre. Il est le plus haut personnage du régime après le chef du gouvernement et remplace celui-ci, en cas d'absence, à la présidence du Conseil des ministres. L'interpénétration du parti et de l'État ne s'effectue pas seulement aux échelons supérieurs : tous les secrétaires régionaux du parti sont nommés, sur proposition du secrétaire du parti, par un décret du gouvernement³.

Avec l'achèvement de l'État totalitaire, « l'aristocratie de ces paysans mal dégrossis que sont les chefs fascistes⁴ » (selon les termes d'Aniante) est parvenue à ses fins. Elle occupe tout le pouvoir, tous les postes, toutes les prébendes. Comme l'écrit Silvio Trentin : « Ce fut une ruée fantastique vers l'aubaine, vers la situation, vers l'emploi, vers l'aventure [...]. L'administration publique fut mise aux enchères⁵. »

1. Voir le rapport d'Achille Starace, résumé dans *Le Temps*, 31 décembre 1934.

2. Cutelli, au congrès de Ferrare, mai 1932.

3. Décret-loi du 19 octobre 1934; voir *Le Temps*, 11 janvier 1937.

4. ANIANTE ANTONIO, *Mussolini, op. cit.*

5. TRENTIN Silvio, *Antidémocratie, op. cit.*

En Allemagne

Les plébéiens nationaux-socialistes entendent, eux aussi, se substituer entièrement à l'ancien personnel politique de la bourgeoisie. « On n'a jamais vu dans l'histoire, écrit le *Völkischer Beobachter*, qu'un État soit restauré par d'autres que ceux qui ont été les créateurs et les promoteurs de l'idée nouvelle. Personne en dehors de nous ne possède la volonté et la compétence nécessaires pour instituer l'ordre nouveau¹. » Et Goebbels : « Lorsque nous aurons conquis l'État, alors cet État sera notre État [...]. Si aujourd'hui, dans notre lutte contre un système corrompu, nous sommes obligés d'être un "parti", à l'instant où le système s'écroulera, nous deviendrons nous-mêmes l'État². » Aussi le gouvernement constitué par Hitler le 30 janvier 1933 est-il loin de répondre au vœu des plébéiens. Des messieurs, membres de l'ancien personnel politique, encadrent les ministres nationaux-socialistes : c'est ainsi que von Papen est vice-chancelier et commissaire en Prusse; Hugenberg, ministre de l'Économie nationale et de l'Agriculture; von Neurath, ministre des Affaires étrangères; le comte Schwerin von Krosigk, ministre des Finances; le baron von Eltz-Rübenach, ministre des Voies et Communications; Seldte (chef du Casque d'acier), ministre du Travail; Gerecke, commissaire au chômage, etc.

Ivres de leur victoire, les plébéiens nazis exigent que l'ancien personnel politique soit évincé. Göring s'empresse de doubler la police prussienne d'une « police auxiliaire » recrutée parmi les sections d'assaut. Et, au lendemain de l'incendie du Reichstag, tous les partis autres que le parti national-socialiste sont condamnés à disparaître; le national-socialisme ne s'acharne pas seulement contre les

1. Article de Heinz Heckel, *Völkischer Beobachter*, 6 août 1932, cité dans PERNOT Maurice, *L'Allemagne de Hitler*, op. cit.

2. GOEBBELS Joseph, *Der Nazi-Sozi*, op. cit.

organisations ouvrières et les partis prolétariens, mais aussi contre les partis bourgeois, contre l'ancien personnel politique de la bourgeoisie. Le jour même où Hitler obtient du Reichstag les pleins pouvoirs (23 mars 1933), le commissaire au chômage Gerecke, ancien agent électoral du président Hindenburg, est arrêté sous le prétexte de malversations. Le 11 avril, Hitler enlève à von Papen son titre de commissaire du Reich en Prusse. Le 26 avril, un des chefs du Casque d'acier, Duesterberg, est destitué. Néanmoins, le parti national-allemand (conservateur) tente de résister. Privé de l'appui du Casque d'acier, il improvise une nouvelle milice en chemise verte : le Kampfring. Mais, dès le début de juin, les plébiens des sections d'assaut s'attaquent au Kampfring, occupent ses permanences, les préfets de police interdisent ses sections locales. Hugenberg, sentant l'inutilité de la résistance, abandonne ses deux portefeuilles ministériels, tandis que son parti se dissout (28 juin). De même, le 5 juillet, le parti du centre (catholique) vote sa propre dissolution.

Les brutes fascistes ne ménagent pas les anciens serviteurs politiques de la bourgeoisie. C'est ainsi, entre autres exemples, que le docteur Oberfohren, adjoint de Hugenberg à la tête du parti national-allemand, est trouvé « suicidé » à son domicile (6 mai). La loi du 15 juillet prévoit pour quiconque essaierait de reconstituer un des partis supprimés ou d'en fonder un nouveau des peines allant de trois ans de réclusion à « des sanctions plus élevées ». Au surplus, la police secrète (Gestapo) et le tribunal du peuple veillent à étouffer dans l'œuf toute tentative de ce genre.

Le gouvernement du Reich n'est plus composé que de nazis. Les membres de l'ancien personnel politique qui continuent à en faire partie tels que von Neurath, Schwerin von Krosigk et Seldte, ne trouvent grâce devant le national-socialisme qu'en embrassant la foi national-socialiste.

Et, dans les conseils du gouvernement, les plébéiens acquièrent la prépondérance numérique; deviennent successivement ministres du Reich : Göring, Goebbels, Darré, Hess, Röhm, Rust, Frank, Kerl.

Une loi du 7 avril 1933 permet au Führer-chancelier de révoquer tous les fonctionnaires qui « n'offrent pas la garantie de se mettre toujours au service de la révolution nationale ». Les officiers suspects de tiédeur envers le nouveau régime sont mis à la retraite : c'est le cas du commandant en chef lui-même, le général von Hammerstein, ami personnel du général von Schleicher. Les plébéiens sont obsédés par l'idée de contrôler l'armée. Ils ont réussi à faire nommer au ministère de la Reichswehr deux « sympathisants » : le général von Blomberg et son conseiller, le colonel von Reichenau. Göring, comme Balbo en Italie, a pris en main l'aviation.

Le 10 juillet, les journaux publient un « avis gouvernemental » imprimé en lettres grasses : « Il n'y a plus de partis. Le mouvement national-socialiste est devenu le seul pilier de l'État [...]. Il y a des nationaux-socialistes sûrs dans tous les postes importants. » Le 15 juillet, une loi est promulguée : « Il n'existe en Allemagne qu'un seul parti politique : le parti national-socialiste. » Et, moins d'un an après la prise du pouvoir, le parti se confond définitivement avec l'État : la loi du 2 décembre 1933 proclame qu'après la victoire de la révolution national-socialiste, le parti est devenu « le support de la pensée de l'État et qu'il lui reste attaché d'une façon indissoluble ». Il devient une corporation de droit public. C'est pour concrétiser cette fusion que le suppléant de Hitler à la tête du parti, Rudolf Hess, et Röhm, chef d'état-major des sections d'assaut, sont nommés ministres du Reich. La dernière pierre de l'État totalitaire est posée le jour où disparaît le président Hindenburg et où Hitler, chef du parti, ajoute par simple

décret, à son titre de chancelier, celui de chef de l'État (2 août 1934). Enfin, au congrès de Nuremberg de 1935, le drapeau rouge à croix gammée devient le seul drapeau de l'État, l'ancien drapeau impérial noir, blanc, rouge, étant définitivement mis au rancart. Hitler lance la formule : « L'État c'est le parti et le parti c'est l'État. »

Avec l'achèvement de l'État totalitaire, les plébéiens nazis sont parvenus à leurs fins. Ils occupent tout le pouvoir, tous les postes, toutes les prébendes. Une caste de parasites, avide et corrompue, s'est installée dans l'administration ; on peut avoir une idée de son importance numérique lorsqu'on voit, chaque année, au congrès de Nuremberg, la parade des seuls chefs du parti rassembler près d'un million de participants. Curée fantastique : la plupart de ces chefs « circulent dans des autos de luxe et habitent des palais, que l'on voit pousser comme des champignons¹ ». « Nous sommes livrés maintenant aux chefs de bande », soupire une femme appartenant à la classe des « ci-devant² ».

Plus tard, un porte-parole de la vieille bourgeoisie « respectable », Hermann Rauschning, se mordra les doigts en constatant que lui et ses pareils ont, par haine du prolétariat, livré l'Allemagne à des gens qui ne respectent rien. Il écrira tout un livre sur le thème : « Nous n'avions pas voulu cela. » Dans son dépit, il ira jusqu'à oublier que ces « nihilistes » (auxquels il fait vraiment trop d'honneur en les traitant de révolutionnaires) ont, à une heure critique, sauvé sa classe et le système dont elle vit. Il ne verra plus que le prix dont il a fallu payer le service rendu³.

1. *Le Temps*, 11 janvier 1936.

2. *L'Humanité*, 22 mai 1936.

3. RAUSCHNING Hermann, *La Révolution du nihilisme*, traduction française (écourtée), Gallimard, 1939.

- 2. SECONDE PHASE : L'ÉTAT FASCISTE DOMESTIQUE LE PARTI FASCISTE, ÉLIMINE LES PLÉBÉIENS.
- LA « RÉVOLUTION » PLÉBÉIENNE S'ACHEMINE VERS UNE DICTATURE MILITAIRE-POLICIÈRE DU TYPE ANCIEN

Les bailleurs de fonds n'avaient pas tort d'éprouver quelque appréhension, au moment d'abandonner *tout le pouvoir* au fascisme. Les plébéiens, sans doute, n'ont aucune envie de s'attaquer sérieusement aux privilèges de ceux dont ils vivent et qui n'ont pas cessé de les combler de leurs générosités. Les magnats capitalistes continuent, en effet, après la prise du pouvoir, à remplir les caisses du parti et de ses organisations annexes. C'est ainsi qu'en Allemagne, ces subventions sont baptisées « fonds Adolf Hitler de l'Industrie allemande ». En outre, les magnats gratifient directement les chefs plébéiens de « pots de vin », de postes rétribués dans les conseils de leurs affaires, etc. Mais, d'un autre côté, les plébéiens doivent tenir compte des aspirations des masses populaires qu'ils ont dressées sur leurs jambes. À ces masses, pour les conquérir, ils ont parlé un langage « anticapitaliste ». Les masses ont pris ce langage au sérieux. Et maintenant qu'ils sont au pouvoir, elles exigent qu'ils tiennent parole. Le fascisme a beau proclamer qu'il a aboli la lutte de classes, les petits bourgeois et les prolétaires qui ont revêtu la chemise noire ou la chemise brune continuent à obéir à un relatif instinct de classe; leurs intérêts demeurent en opposition avec ceux des magnats capitalistes; et, comme le fascisme vainqueur tarde à toucher aux privilèges capitalistes, les plébéiens du rang s'impatientent, ils exigent que la révolution soit continuée ou même qu'elle soit suivie d'une *seconde révolution*.

Les chefs plébéiens, petits ou grands, ne peuvent faire fi de ces exigences : en régime fasciste comme en régime « démocratique », et malgré la suppression du droit de vote,

les hommes politiques n'acquièrent et ne conservent leur influence, n'entretiennent leur prestige que dans la mesure où ils peuvent s'appuyer sur une « base sociale » la plus large possible. Chacun s'est taillé une part du gâteau, un fief personnel; et ce fief, il ne veut pas seulement le conserver, il veut l'agrandir. Sans base sociale, il ne représenterait plus que lui-même, il cesserait d'être un personnage qu'on ménage et qu'on craint; il serait suspendu dans le vide, à la merci d'un caprice du dictateur ou d'une conjuration de ses rivaux. Aussi doit-il, dans une certaine mesure, se faire l'interprète des exigences et des aspirations de ses troupes, proclamer à son tour – avec plus ou moins de conviction – que la révolution ne fait que commencer, qu'une seconde révolution est nécessaire.

Ce langage déplaît fort au grand capital. Il n'a pas changé de personnel politique pour confier la défense de ses intérêts à des agitateurs et à des démagogues. Le spectre de la « seconde révolution » le hante : il exige que les plébéiens les plus turbulents soient éliminés.

On avait assisté à l'absorption de l'État par le parti. On assiste maintenant à la domestication du parti par l'État dictatorial. Sans doute tous les postes de l'État continuent-ils à être occupés par des fascistes, mais, parmi ces fascistes, une sélection s'opère. Restent en place ceux qui consentent à se taire, à n'être plus qu'une « oligarchie renonçant expressément à la liberté de penser¹ », à n'être plus que les serviteurs dociles du chef et des puissances d'argent qui gouvernent sous le couvert du chef. Les autres, les démagogues, doivent ou faire amende honorable, mettre une sourdine à leur démagogie, ou disparaître. Ayant subi cette épuration, le parti tend à devenir un simple rouage de l'État, un organisme bureaucratique sans

1. FERRARI Francesco Luigi, *Le Régime fasciste italien*, Éditions Spes, 1928.

vie propre, tandis que les milices fascistes, elles aussi épurées, sont désarmées, réduites à l'impuissance. La dictature s'appuie de moins en moins sur les masses populaires, de plus en plus sur les forces répressives traditionnelles, sur l'armée et sur la police. Comme l'avait aperçu Trotski dès 1932 : « Le fascisme bureaucratique se rapproche énormément des autres formes de dictature militaire-policière¹. »

Pour la commodité de l'exposé, on a dû présenter les deux processus comme successifs, mais, dans la réalité, ils chevauchent quelque peu l'un sur l'autre : la fusion de l'État et du parti fasciste n'est pas encore achevée que déjà l'État dictatorial commence à se subordonner le parti.

En Italie

Au lendemain de la prise du pouvoir, la déception des troupes fascistes est telle que les chefs plébéiens doivent en tenir compte et parler un langage violemment démagogique. « Nous avons fait la révolution [...]. Nous sommes prêts si nécessaire à la recommencer », écrit le 13 janvier 1923 le *Popolo di Lombardia*. Et *L'Assalto* de Bologne du 14 avril publie ces lignes, dues à la plume d'un chef plébéien. « Les agrariens et les industriels pensent que le fascisme a le devoir de modérer les revendications des travailleurs mais non pas l'exploitation du capital. Ce n'est pas pour cela que 2000 fascistes sont morts et que 200 000 sont prêts à mourir [...]. J'ai fait rosser des travailleurs révolutionnaires et suis de même prêt à faire rosser les agrariens. » Eduardo Frosini adresse une lettre ouverte à Mussolini : « Tu as tellement transformé le programme de 1919 que tu protèges maintenant ceux que le fascisme avait promis de combattre. Tu t'es jeté dans les bras de ceux que tu voulais écraser. Et le fascisme s'identifie

1. TROTSKI LÉON, *Et maintenant?*, op. cit.

avec la réaction au service de la monarchie et de la bourgeoisie. » Forni parle de la nécessité d'une nouvelle marche sur Rome. Et le conflit n'est pas que verbal : à Rome, partisans de Mussolini et extrémistes se combattent à plusieurs reprises à coups de mitrailleuses. À Livourne, des extrémistes s'emparent de la caserne de la milice et du siège du parti. Un peu partout en province, les chefs fascistes locaux, les « ras », se rebellent contre la politique du chef¹.

Dans les coulisses dorées de la haute bourgeoisie, l'on s'inquiète. L'on exige de Mussolini qu'il sévisse contre les plus turbulents parmi les plébéiens : « Il me fallait, raconte-t-il à Emil Ludwig, dans la première année, me débarrasser de 150 000 fascistes pour donner plus d'intensité au parti. C'est plus tard seulement que j'ai pu commencer à attirer une élite, afin de transformer de plus en plus la violence en ordre². » Silone parle de plusieurs dizaines de milliers de fascistes ayant participé à la marche sur Rome et qui sont exclus au cours de l'année 1923. Mussolini, raconte Aniante, « en a envoyé bon nombre à l'étranger, il en a fourré d'autres en prison, d'autres encore ont été "confinés" dans leur province avec ordre de ne pas bouger [...]. Il en a établi en dehors de la politique³ ». Le parti subit de profonds remaniements. De nombreux faisceaux sont dissous. « On élimine, toujours d'après Silone, tous ceux qui manifestent leur mécontentement et on les remplace par des fonctionnaires et employés des services publics dont la loyauté est connue⁴. »

Une seconde fois, en 1925-1926, le parti est nettoyé de fond en comble. « Nous avons été obligés, explique

1. Citations et faits empruntés à SILONE Ignazio, *Der Faschismus*, op. cit.

2. LUDWIG Emil, *Entretiens avec Mussolini*, op. cit.

3. ANIANTE Antonio, *Mussolini*, op. cit.

4. SILONE Ignazio, *Der Faschismus*, op. cit.

Mussolini, de rebâtir le parti fasciste depuis le haut jusqu'en bas¹. » Une nouvelle fournée de « vieux fascistes » est jetée dehors; Farinacci est chassé du secrétariat; en même temps, les adhésions au parti sont suspendues; elles le seront jusqu'en 1931.

En 1928, encore un nettoyage. La Confédération des syndicats fascistes est dissoute et son secrétaire général, Rossoni, ainsi que tous les plébéiens syndicalistes placés par lui aux divers postes de l'organisation, sont congédiés.

En réalité, Mussolini ne se décide à consacrer définitivement la fusion du parti et de l'État que le jour où le parti, débarrassé de ses éléments les plus remuants, n'est plus qu'une machine administrative docile à ses ordres. La loi du 9 décembre 1928, si elle marque l'achèvement de l'État totalitaire, marque en même temps la domestication du parti par l'État. Sans doute, en apparence, le parti se confond-il avec l'État, mais, en fait, il n'est, aux termes mêmes de la loi, qu'une « milice civile au service de l'État ».

Commentant le décret qui donne au secrétaire du parti le titre et la fonction de ministre, le correspondant du *Temps* à Rome écrit : « La prééminence de l'État sur le parti est désormais établie. Le parti est absorbé dans l'État². »

Tandis que cette évolution s'accomplit, la milice, épurée de tous ses éléments indésirables, est subordonnée à l'armée régulière. Avant même de s'emparer du pouvoir, Mussolini a révélé ses desseins. Dans un article du *Popolo d'Italia* du 26 octobre 1922, il écrivait : « Que ferons-nous, quand nous serons au pouvoir, des escouades d'action? [...] La milice fasciste sera transformée. Les escouades cesseront d'être les organes d'un parti pour devenir les organes de l'État; transformées en cours d'instruction prémilitaire, elles réaliseront

1. Cité dans KURELLA Alfred, *Mussolini ohne Maske*, op. cit.

2. *Le Temps*, 11 janvier 1937.

l'idéal de la nation armée¹. » Les « escouades d'action » n'ont été versées, en 1923, dans la milice qu'après un tri sévère. En août 1924, Mussolini encadre la milice d'officiers de l'armée. Peu à peu, les « vieux fascistes » sont remplacés par des jeunes gens ayant suivi la filière des organisations de jeunesse. Enfin et surtout, la milice est désarmée. En jargon militaire, elle n'est plus qu'une « réserve en congé ». Le milicien est un civil, appelé, à des intervalles plus ou moins éloignés, à porter l'uniforme, à subir un entraînement militaire ou à figurer dans des parades. Une partie seulement de la milice se trouve en service permanent; mais elle joue le rôle innocent d'une police auxiliaire chargée de la surveillance des postes, des chemins de fer, des ports, des routes, des forêts, de la défense des côtes, etc. En temps de guerre, les miliciens rejoignent individuellement leur corps de troupe régulier; si quelques unités de la milice demeurent constituées, elles sont intégrées dans les divers corps d'armée, sous les ordres des chefs de l'armée. Tel est le cas des divisions de Chemises noires participant à la campagne d'Abyssinie². Depuis le 1^{er} février 1935, la milice est chargée, toujours sous les ordres et le contrôle des chefs de l'armée, d'organiser l'enseignement pré- et post-militaire.

Enfin, ce n'est plus, comme au lendemain de la « révolution » fasciste, la milice qui est chargée de l'ordre intérieur et de la défense du régime. Cette tâche incombe de plus en plus aux carabinieri, lesquels font partie de l'armée et sont commandés par un général de l'armée régulière. À la fin de 1935, les effectifs des carabinieri subissent une augmentation importante.

Quant à l'organisation de la jeunesse, l'*Opera ballila*, elle perd son autonomie et devient, sous le nom de *Jeunesse*

1. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

2. GENTIZON Paul, *Le Temps*, 19 septembre 1935.

italienne du Lictor, une association de préparation militaire, contrôlée par l'armée et soumise aux règlements militaires¹.

Tandis que se poursuit cette évolution, le rôle de l'armée ne cesse de grandir : « L'armée, écrit le *Giornale d'Italia*, devient, par la volonté du fascisme, la nouvelle aristocratie de la nation². » Faits symboliques : en plusieurs circonstances, ce sont des soldats de l'armée régulière et non des miliciens qui montent la garde de l'Exposition de la révolution fasciste³. À l'occasion du douzième anniversaire de la fondation de la milice (1^{er} février 1935), on voit défiler à Rome des détachements de toutes les troupes régulières en garnison dans la capitale⁴.

La « victoire » finalement remportée (non sans peine) en Éthiopie par le général – promu maréchal – Badoglio achève de donner une place prépondérante à l'armée. Non seulement à l'armée, mais également au souverain, commandant suprême de l'armée et qui, jusqu'alors, avait joué, dans le régime fasciste, un rôle plutôt effacé. « C'est la maison royale et le haut commandement militaire qui reçoivent tous les honneurs », note un journaliste en mai 1936⁵. Le roi est promu maréchal de l'Empire en même temps que le Duce⁶.

Le fascisme revu et corrigé lui paraissant présenter toute garantie, l'armée, d'abord quelque peu réticente, accepte de se laisser « fasciser » : à partir de l'hiver 1934, des cours d'« éducation fasciste » sont donnés dans toutes les écoles d'officiers et de sous-officiers ; diverses mesures facilitent l'entrée des officiers dans le parti fasciste ; à Gênes, les officiers d'un régiment de cavalerie rendent

1. *Le Temps*, 5 février 1938.

2. *Le Temps*, 30 septembre 1934.

3. *Le Temps*, 21 décembre 1934.

4. *Le Temps*, 2 février 1935.

5. *Paris-Midi*, 10 mai 1936.

6. *Le Temps*, 1^{er} avril 1938.

une visite d'hommage au secrétaire local du parti fasciste¹. Parallèlement, les liens entre la Maison de Savoie et le régime se resserrent. Dans un décret, le souverain emploie l'expression de « patrie fasciste² ». Il rend visite à la maison natale de Mussolini, à Predappio³. Son cousin, le duc de Pistoïe, écrit un article dans le journal du Duce, le *Popolo d'Italia*. Comme le remarque le correspondant du *Temps* à Rome, « c'est la première fois qu'un membre de la Maison de Savoie prend officiellement position en matière de politique depuis l'avènement du fascisme⁴ ».

La « révolution » fasciste, appuyée sur les plébéiens en chemise noire, tend à se confondre avec une dictature conservatrice du type ancien.

En Allemagne

Hitler, dès le lendemain de la prise du pouvoir, cherche à maîtriser les forces plébéiennes qu'il a lui-même déchaînées.

Mais il est débordé par une vague de fond – autrement puissante que, dix ans plus tôt, le précédent italien. Les millions de petits-bourgeois et de chômeurs qui ont cru à la démagogie national-socialiste agissent comme en pays conquis. Ils exigent que les promesses « anticapitalistes » soient tenues. Les jeunes gens affamés des sections d'assaut, les ouvriers des « cellules d'entreprise national-socialistes » frappent du poing sur la table des employeurs, réclament des augmentations de salaires, le contrôle ou même la nationalisation des entreprises. Pressés d'agrandir leurs fiefs respectifs, les chefs plébéiens ouvrent toutes grandes les portes

1. *Le Temps*, 21 décembre 1934.

2. *Le Petit Parisien*, 22 mai 1936.

3. *Le Temps*, 10 et 11 juin 1938.

4. *Le Temps*, 24 décembre 1937.

du parti, des sections d'assaut, des « cellules d'entreprise » : nombre d'anciens « marxistes », soit militants désabusés, soit « noyauteurs » en service commandé, viennent ainsi grossir les rangs de l'armée brune; la masse, déjà effervescente, est travaillée par ce levain. Le flot déferle avec une si grande violence qu'il semble un moment devoir tout emporter.

Les chefs plébéiens, sous peine de se couper de leurs troupes, doivent parler un langage radical. Dans une réunion populaire organisée par les SA, l'un d'eux s'écrie : « Notre révolution [...] ne fait que commencer. Nous n'avons encore atteint aucun de nos buts. On parle de gouvernement national, de réveil national [...]. Qu'est-ce que cela? Ce qui importe, c'est la partie socialiste de notre programme [...]. Nous n'avons plus qu'un ennemi à vaincre : la bourgeoisie¹. »

Mais la réaction ne tarde pas. La bourgeoisie n'a sacrifié son ancien personnel politique, n'a abandonné tout le pouvoir aux plébéiens nazis qu'à condition de voir ses intérêts docilement défendus. Elle ne leur a pas confié le soin d'écraser le bolchevisme pour que, de leur propre sein, surgisse un nouveau bolchevisme, fût-il « national ». Dès le mois de mai, les premiers signes d'un revirement se manifestent. Göring, le 9, interdit sévèrement à tout agent de police prussien d'appartenir aux SA ou SS, et de porter la croix gammée². Goebbels annonce, dans un article : « Le parti national-socialiste subira prochainement une épuration; les éléments indésirables en seront exclus. On veillera soigneusement à ce que les cellules d'entreprise ne soient pas envahies par des éléments marxistes³. » Mais ces premières épurations ne suffisent pas. Et la patience des magnats capitalistes est à bout : tandis qu'en leur nom, le

1. Lire GUÉRIN Daniel, *La Peste brune*, op. cit.

2. HEIDEN KONRAD, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

3. *Le Temps*, 13 juillet 1933.

président Hindenburg convoque le chancelier à Neudeck et exige une volte-face immédiate, les généraux de la Reichswehr lui font savoir « qu'il y aurait un danger sérieux à pousser plus loin dans la voie où il s'est engagé¹ ». Hitler obtempère. À une réunion des chefs des SA et des SS qui se tient à Bad-Reichenhall (Bavière) les 1^{er} et 2 juillet, il fait cette déclaration inattendue : « Je m'opposerai avec la dernière énergie à une seconde vague révolutionnaire [...]. Quiconque s'élèvera contre l'autorité régulière de l'État, on lui mettra brutalement la main au collet². » Le 10, les journaux publient en gros caractères un « avis gouvernemental » confirmant la « clôture de la révolution allemande » : « Parler de continuer la révolution ou même d'en faire une seconde [...] de tels propos constituent un sabotage de la révolution nationale et seront punis sévèrement³. » En même temps que certains passages de cet avis proclament la fusion définitive de l'État et du parti, d'autres passages annoncent la domestication du parti par l'État dictatorial : « Les organisations et les groupements du parti national-socialiste n'ont pas à s'arroger des pouvoirs gouvernementaux [...]. Il y a lieu d'assurer à tout prix et dans tous les domaines l'autorité de l'État. »

Mais ce coup de barre à droite ne s'effectue pas sans résistances. De nombreuses mutineries éclatent dans les sections d'assaut, dans les cellules d'entreprise, dans les camps de travail. Partout, les plébéiens déçus entrent en révolte ouverte. Alors Göring interrompt brusquement ses vacances pour décréter que les délits politiques seront punis de châtiments impitoyables, allant jusqu'à la peine capitale (23 juillet) ; à la même date, une modification de

1. *Le Temps*, 25 juillet 1933.

2. *Le Temps*, 5 juillet 1933.

3. *Le Temps*, 12 juillet 1933.

la loi militaire permet aux Statthalter de faire appel aux forces de la Reichswehr en cas de troubles politiques¹.

La loi du 2 décembre 1933, si elle consacre la fusion définitive du parti et de l'État, consacre en même temps la domestication du parti par l'État. Désormais les membres du parti et des sections d'assaut sont soumis à une juridiction civile qui peut leur infliger légalement de sévères punitions (arrêts et détentions) pour fautes contre la discipline et l'ordre. En janvier 1934, Göring donne à la police l'ordre d'appréhender, en cas de nécessité, les miliciens nazis, même en uniforme; toute résistance aux agents sera poursuivie comme une tentative de résistance à l'autorité de l'État².

Mais le torrent plébéien déferle avec trop de violence pour pouvoir être si vite endigué. Un jeune nazi confie : « Comment nos camarades du gouvernement pourraient-ils penser que le capitalisme, l'esclavage de l'intérêt, l'exploitation éhontée sont abattus? Ils défilent devant des Bourses aux frontons couronnés, ils lisent dans les journaux bourgeois les bilans interminables et les dividendes [...]. Ils voient les capitalistes défendre leurs derniers bastions avec l'énergie du désespoir. C'est pourquoi le mouvement ne peut pas s'accorder de répit. Continuons à lutter dans l'ancien esprit, car bien des choses ne sont pas encore atteintes [...]. Nous espérons encore que notre révolution national-socialiste ne changera pas d'aspect tant que nous n'aurons pas édifié le III^e Reich³. »

Le jeune chef des sections d'assaut de Berlin, Ernst, qui sera exécuté le 30 juin 1934, écrira une sorte de testament, très caractéristique, bien que l'authenticité en ait été contestée : « Je sers le Führer depuis onze ans. Je lui resterai

1. HEIDEN KONRAD, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

2. *Le Temps*, 12 janvier 1934.

3. Article de Heinz Ewald Bluhm dans le *Reichsvoert*, cité par *Le Temps*, 15 février 1935.

fidèle jusqu'à la mort [...]. Mais il est insupportable de penser que les SA soient trahies par ceux-là mêmes qu'elles ont portés au pouvoir¹. »

Pour ne pas se couper de leur base sociale, les chefs plébéiens doivent continuer à recourir à la démagogie. C'est le cas notamment du chef d'état-major des sections d'assaut, Röhm. Sans doute ce soudard inculte, qui s'endort volontiers dans les délices de Capoue avec les plus complaisants de ses jeunes subordonnés, est-il un « socialiste pour rire² ». Mais, parmi les deux millions de pauvres hères en chemise brune, l'idée de la « seconde révolution » reste vivante. Röhm ne peut conserver ses troupes en main que s'il s'en fait le porte-parole : « Celui qui s'imagine, s'écrie-t-il, que la tâche des SA est terminée devra se résigner à l'idée que nous sommes là et que nous y resterons³ ». « La tendance révolutionnaire doit être maintenue dans les SA. Je ne veux pas conduire des moutons qui font l'amusement des bourgeois, mais des révolutionnaires⁴ ». « La révolution que nous avons faite n'est pas une révolution nationale, mais une révolution national-socialiste. Nous tenons même à mettre l'accent sur ce dernier terme de *socialiste* [...]. Nos sections d'assaut sont l'incarnation totale de l'idée révolutionnaire⁵. »

Röhm éprouve d'autant plus le besoin de s'appuyer sur ses troupes que sa position personnelle est menacée. Un conflit ancien le met aux prises avec les généraux de la Reichswehr : l'armée régulière n'a jamais toléré que les SA empiètent sur ses attributions ; elle tient jalousement à son monopole : elle admet certes que les sections d'assaut rendent des services

1. « Testament » de Ernst, publié par le *Journal*, 4 décembre 1934.

2. BREDOW Klaus, *Die Blurige Tragödie des 30 Juni 1934* (« La Tragédie sanglante du 30 juin 1934 »), 1934.

3. HEIDEN Konrad, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

4. *Le Temps*, 22 janvier 1934.

5. *Le Temps*, 19 avril 1934 ; *Lu*, 6 juillet 1934.

en tant qu'associations de préparation militaire, mais leurs membres ne doivent pas « jouer au soldat ». La Reichswehr se méfie de la mentalité plébéienne de ces formations improvisées : « Des jeunes gens ambitieux et dénués de tout scrupule ont été promus, en quelques mois, au rang de général de division ou de commandant de corps d'armée. À l'âge où, dans l'armée régulière, ils seraient tout au plus chefs de compagnie ou de bataillon, ils se trouvent à la tête de 80 000 ou de 100 000 hommes¹. » Les SA, de leur côté, détestent cordialement l'armée régulière, citadelle de la « réaction ». L'État ne sera jamais « totalitaire » tant qu'une force quelconque échappera à la mise au pas. Or, l'armée n'est pas national-socialiste; elle poursuit ses fins propres. « Il n'y a aucun lien, déclare Röhm, entre la Reichswehr et les sections d'assaut, l'armée n'ayant pris aucune part à la révolution nationale². »

En réalité, les chefs de la Reichswehr ne sont pas hostiles au national-socialisme, bien au contraire. Ils savent gré à Hitler de poursuivre le rétablissement de la puissance militaire de l'Allemagne. Ils acceptent même, en principe, la fusion de l'armée et du régime. Mais à une condition : que cette fusion ne profite pas aux plébéiens extrémistes, que Hitler réduise d'abord ces agités à l'impuissance. Au cours d'une brève croisière dans la Baltique, entreprise au début du printemps, le Führer cède à leurs exigences : Röhm est exclu des associations d'officiers et, au début de juin 1934, mis en congé pour plusieurs semaines. Quant aux sections d'assaut, elles sont « envoyées en vacances » pour un mois à dater du 1^{er} juillet. Pendant ce délai, les hommes n'auront pas le droit de porter l'uniforme.

Ces mesures ont pour résultat d'aggraver – et non de calmer – l'effervescence. Les magnats capitalistes s'alarment

1. BENOIST-MÉCIUN Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, t. II., op. cit.

2. *Le Temps*, 9 décembre 1933.

de plus en plus. Le 28 juin, Hitler doit se rendre en personne à Essen, chez Krupp, qui lui dicte ses ordres. Dans le *Völkischer Beobachter* du 29 juin, le général von Blomberg assure le chancelier de son appui illimité, en même temps qu'il décrète, pour la Reichswehr, l'« état d'alarme ».

Et, le 30, Hitler fait abattre comme des chiens ses plus anciens collaborateurs : Röhm, Gregor Strasser, Ernst, etc. Pour la première des victimes, ses « mœurs » sont un prétexte commode. À travers toute l'Allemagne, les partisans de la « seconde révolution » sont exécutés par centaines. La Reichswehr demeure à l'arrière-plan mais prête à intervenir, comme c'est le cas à Munich¹. Au lendemain de l'hécatombe, le général von Blomberg, en levant l'état d'alarme, félicite ostensiblement le Führer d'avoir « attaqué et écrasé les traîtres et les rebelles ».

Le 30 juin, en effet, un véritable coup d'État s'est accompli. Désormais, le principal soutien de la dictature n'est plus la milice plébéienne, mais l'armée régulière. Les signes de cette évolution se multiplient : Hitler ne paraît plus en public que flanqué de généraux, il promet à l'armée « qu'elle pourra toujours avoir confiance en lui² ». Au congrès du parti à Nuremberg, auquel les généraux assistent pour la première fois, il exalte la « merveilleuse et glorieuse armée³ », et consacre à celle-ci une journée spéciale.

L'exigence essentielle de la Reichswehr reçoit satisfaction : désormais « l'armée seule porte les armes dans l'État ». La liquidation des sections d'assaut commence : la loi conférant à leur chef d'état-major le titre de ministre du Reich est abrogée ; les cadres supérieurs sont renouvelés et composés d'hommes sûrs. À la base, on procède à une

1. *Le Temps*, 2 juillet 1934.

2. *Le Temps*, 20 juillet 1934.

3. Hitler, discours du 10 septembre 1934.

vaste épuration : tous les éléments douteux sont licenciés ; les miliciens non licenciés n'ont plus le droit de porter l'uniforme que pendant les heures de service, lesquelles se font rares : les exercices d'entraînement qui jadis avaient lieu tous les dimanches sont de plus en plus espacés. Une nouvelle gendarmerie, les *Feldjägerkorps* (corps de chasseurs de campagne), est chargée spécialement de la surveillance des miliciens et de l'observation des prescriptions relatives au port de l'uniforme. Quant aux armes, elles sont placées en lieu sûr, dans des dépôts contrôlés par la *Reichswehr*. De miliciens armés, les SA sont transformés en simples « propagandistes » de la cause.

Les SS ne sont pas mieux traitées. Nourrissant une vieille animosité contre les SA, elles ont pourtant joué un rôle décisif dans l'action du 30 juin. Elles espéraient en recueillir le bénéfice, se flattaient d'absorber une partie des sections d'assaut liquidées. Non seulement l'armée repousse cette prétention, mais entreprend de les liquider à leur tour. Elles tentent de résister et il s'en faut de peu qu'à la fin de décembre 1934 on assiste à un nouveau 30 juin. Mais finalement la volonté des généraux l'emporte : il ne subsiste des SS qu'un certain nombre de contingents, triés sur le volet et auxquels sont assignées, sous le contrôle de la *Reichswehr*, des fonctions de police.

Enfin – fait capital – l'armée, dont l'intervention avait déjà été requise en plusieurs occasions, est chargée définitivement, par décret du 17 janvier 1936, du maintien de l'ordre par la force des armes en cas de troubles politiques¹.

En même temps que les miliciens sont réduits à l'impuissance, le parti lui-même est épuré de la base au sommet. Au

1. *Le Temps*, 1^{er} février 1936; *Fascisme*, 7 mars 1936.

congrès de Nuremberg en septembre 1934, Hitler annonce un triage rigoureux des membres du parti et l'expulsion de cette communauté de tous ceux qui ne veulent pas s'y soumettre sans réserve. Au congrès de 1935¹, il confirme : « Nos effectifs ont été soumis à une épuration sévère². » Au sein de cette énorme masse de plus de quatre millions d'adhérents, les exclusions, les arrestations, voire les exécutions secrètes, se multiplient. La dictature s'en prend aux « sous-Führer » aux « petits Hitler », qui, comme les « ras » italiens des années 1923-1924, ont réussi à se tailler un fief et à accaparer à leur profit une parcelle de l'autorité de l'État. De très nombreux fonctionnaires subalternes du parti sont relevés de leurs fonctions. L'épuration n'épargne pas davantage les plébéïens haut placés dans la hiérarchie.

Le parti est de plus en plus étroitement placé sous la tutelle de l'État. En novembre 1934, il est décidé par décret que « toutes les réunions publiques et toutes les manifestations du parti [...] doivent être approuvées par l'autorité compétente [gouvernementale] ». En avril 1935, le délégué du Führer à la direction du parti, Hess, déclare que, désormais, le parti doit se considérer comme subordonné à l'État et doit s'incliner devant la « raison d'État³ ».

Le rétablissement du service obligatoire, le 16 mars 1935, couronne cette évolution. Les nouvelles lois militaires privent les plébéïens nazis d'une de leurs dernières bases sociales : le « service de travail » qui, dépolitisé, devient un service prémilitaire, à caractère obligatoire, c'est-à-dire une simple annexe de l'armée. La police verte (« police Göring ») est incorporée dans l'armée. Et le parti se voit enlever une des fonctions auxquelles il tenait le plus : la formation de

1. *Le Temps*, 12 septembre 1934 ; *Lu*, 14 septembre 1934.

2. *Le Temps*, 12 septembre 1935.

3. *Le Temps*, 14 avril 1935.

la jeunesse. La Hitlerjugend – « jeunes hitlériennes » – perd son autonomie : elle devient une vaste association de préparation militaire sous le contrôle étroit de l'armée, encadrée par des officiers et sous-officiers de l'armée, en attendant de perdre son monopole de fait : on projette de lui superposer une « jeunesse du Reich¹ », institution d'État et non plus organisation national-socialiste.

Le national-socialisme amendé ne ressemblant plus guère à celui d'hier, l'armée accepte de se laisser « fasciser ». Suivant les termes du porte-parole de la Reichswehr, le major Foertsch : « Aucune force au monde ne pourra détruire l'union qui existe entre l'armée, le parti et ses diverses organisations². » « Le national-socialisme, comme base de l'État nouveau, est intangible pour elle. L'armée ne peut être que national-socialiste³. » L'enseignement de la doctrine national-socialiste est introduit dans les corps de troupe. En février 1934, il est décidé que soldats et marins porteront la croix gammée sur leur uniforme. En mars, la « clause aryenne » est introduite dans l'armée et la marine. Lorsque le vieil Hindenburg a rendu le dernier soupir (2 août 1934), le général von Blomberg n'hésite pas à sacrer Hitler chef de l'État et commandant suprême de l'armée, à faire prêter par tous les corps de troupe le serment de fidélité au Führer. Les soldats, sous-officiers et officiers reçoivent l'ordre de saluer militairement les chefs de tous grades du parti national-socialiste lorsque ceux-ci sont en uniforme⁴. En novembre 1935, la Reichswehr accepte même que son ancien drapeau de guerre, noir, blanc, rouge soit remplacé par un drapeau spécial dans lequel figure la croix gammée⁵.

1. *Le Temps*, 19 et 23 janvier 1936.

2. *Le Temps*, 13 décembre 1934.

3. *Le Temps*, 28 janvier 1935.

4. *Le Temps*, 4 août 1935.

5. *Le Temps*, 8 novembre 1935.

La « révolution » national-socialiste, appuyée sur les plébéiens en chemise brune, tend à ressembler à une dictature militaire de tradition prussienne.

3. NÉANMOINS, DANS UNE CERTAINE MESURE, L'ÉTAT
DICTATORIAL DOIT CONSERVER UNE « BASE SOCIALE »,
DONNER DES SATISFACTIONS DE FORME AUX PLÉBÉIENS,
SE PRÉMUNIR CONTRE UN « PÉRIL DE DROITE »

Il y a pourtant quelque chose qui distingue l'État dictatorial fasciste, à ce stade de son évolution, des dictatures du type ancien : le fascisme ne peut se priver entièrement d'une « base sociale » ; impossible, de nos jours, de gouverner sans un certain assentiment populaire ; pour faire prendre patience aux masses si durement éprouvées par la crise, pour leur dissimuler ses attaches avec le capital, le fascisme est obligé de faire lui-même ce pour quoi il a sévi contre les plébéiens extrémistes : il doit, dans une certaine mesure, continuer à recourir à la démagogie.

En outre, il lui faut conserver des points d'appui au sein du peuple pour empêcher que s'y produisent des cristallisations indépendantes. Impossible de supprimer complètement les organisations du parti et de la milice, « de se passer, comme l'écrit Gentizon, d'un moyen pareil de contrôle et d'action pouvant pénétrer dans toutes les cellules sociales, [d'] un instrument que ni l'armée ni la police ne peuvent remplacer [...]. Dans un peuple sans surveillance, les courants extrémistes les plus divers [pourraient] se constituer sans peine¹. »

Autre raison, enfin : la dictature fasciste doit, dans une certaine mesure, faire face à un péril de « droite ».

1. GENTIZON Paul, *Le Temps*, 6 juillet 1934.

L'achèvement de l'État totalitaire, l'éviction brutale de l'ancien personnel politique de la bourgeoisie, la « fascisation » de l'armée n'empêchent pas que certaines forces conservatrices traditionnelles restent hostiles au régime, lui opposent une résistance sourde. Une partie des anciens politiciens bourgeois, une partie de l'armée, une partie de la Cour ou de l'entourage du chef de l'État ne sont ralliés qu'à moitié au fascisme, même amendé et épuré. Un jour, à la faveur de circonstances particulières, ces forces conservatrices pourraient bien faire leur entrée en scène, surtout si elles bénéficient du soutien de groupes capitalistes. Il y a là une menace latente, à laquelle le plébéien suprême, le dictateur, ne peut parer qu'en continuant à s'appuyer, dans une certaine mesure, sur sa « gauche », sur ses plébéiens. Néanmoins, le péril de « gauche » reste plus dangereux pour lui que le péril de « droite » ; et c'est seulement dans des limites assez étroites qu'il peut se risquer à ce jeu.

En Italie

Mussolini, à partir de 1932, sent « que le régime se rouille et s'enlise¹ », qu'il a perdu tout contact avec le peuple. Le parti n'est plus qu'une vaste machine administrative d'où la vie est absente. L'aggravation de la crise économique exige que la dictature se recrée artificiellement une certaine base sociale, se livre de nouveau à une certaine démagogie.

D'autre part, Mussolini doit se garder à droite. La liquidation pure et simple du parti, souhaitée par les conservateurs nationalistes, serait pour lui « la liquidation de sa puissance personnelle et l'assimilation de l'État fasciste à un État conservateur traditionnel² ». Les forces conservatrices ne

1. LEROUX André, *Le Populaire*, 19 août 1935.

2. SILONE Ignazio, *Naissance du fascisme*, *op. cit.*

sont pas, en effet, entièrement assimilées. Bien que l'armée se soit laissée fasciser, tous ses chefs n'acceptent pas sans réserve le régime totalitaire fasciste. Un voyageur en Italie écrit en 1935 : « Les officiers supérieurs n'avaient jamais été très emballés par le fascisme [...]. Aujourd'hui les anciennes divergences ont remonté à la surface et on ne se donne guère de peine, du moins du côté des militaires, pour les dissimuler¹. » Dans la haute administration de l'État à la Cour, le fascisme n'a pas que des partisans.

En cas de conflit aigu avec les forces conservatrices, Mussolini et sa clique ne pourraient plus s'appuyer sur la milice désarmée et contrôlée par l'armée, ni sur les carabinieri qui font partie de l'armée; il leur resterait, il est vrai, une arme redoutable, mais insuffisante : la police secrète (Ovra). À la fois pour rajeunir le régime et pour se garder à droite, le Duce a besoin de s'appuyer à nouveau, dans une certaine mesure, sur la base plébéienne du parti fasciste.

« Jusqu'à ces derniers mois, écrit Gentizon, la tendance se manifestait, dans certains milieux, de considérer le parti comme un élément négatif, un poids mort sur le terrain politique. Or, tout prouve actuellement qu'en haut lieu on tient à conférer au parti une nouvelle valeur². » Après la grande épuration de 1925-1926, les rangs du parti avaient été complètement fermés. Ne pouvaient y pénétrer que les jeunes gens ayant suivi la filière des organisations de jeunesse. Et voici qu'à partir de 1932-1933 les portes du parti s'ouvrent de nouveau. Tous ceux qui ne s'y étaient pas encore inscrits y sont admis sur leur demande à condition d'avoir « servi le régime dans une parfaite pureté d'intentions », c'est-à-dire après un triage sévère. D'octobre 1933 à la fin de 1934, le parti double presque ses effectifs : il s'accroît d'environ

1. *Fascisme*, 29 juin 1935.

2. *Le Temps*, 22 décembre 1933.

un million de nouveaux membres. Au début de l'an XII (28 octobre 1934), le secrétaire général Starace se félicite de ce que l'activité du parti se soit « développée dans le sens d'une participation toujours plus large et plus active à la vie du pays, en sorte que loin de rester une organisation fermée, le parti pénètre dans tous les domaines¹ ». Mais cet afflux soudain d'éléments nouveaux aurait pu « affaiblir le parti et gêner son action ». On a paré au danger en admettant surtout des hommes jeunes de qui on n'a pas à redouter l'esprit d'insubordination des anciens plébéiens fascistes; également en soumettant le parti à un contrôle de plus en plus sévère : c'est ainsi qu'on renforce la discipline, qu'on multiplie les inspections, qu'on établit des rapports plus étroits entre les directions centrales et périphériques².

Et, en même temps, des efforts désespérés sont tentés pour insuffler au parti un peu de vie, pour rendre au fascisme un peu de son allure « révolutionnaire » de naguère. Mussolini lance la consigne : « Aller vers le peuple. » Il recommande aux fonctionnaires du parti de « fréquenter les milieux ouvriers et d'être, non seulement moralement, mais physiquement, avec le peuple, surtout en ces heures difficiles ». Et il ajoute cette recommandation significative : « Dans les cérémonies officielles, pas de haut-de-forme sur la tête, mais la simple chemise noire de la révolution. » À l'occasion de la mise en marche du soi-disant « État corporatif », il exhume la vieille démagogie « révolutionnaire » et « anticapitaliste ». Il récidive à l'occasion de la campagne d'Éthiopie : « Cette guerre est la guerre des pauvres, la guerre des prolétaires³. » « Elle hâtera, au lieu de la ralentir, l'évolution sociale qui est en

1. *Le Temps*, 28 octobre 1934.

2. *Ibid.*

3. Mussolini, discours du 18 novembre 1935.

train de s'accomplir en Italie. » La révolution fasciste est une « révolution sociale¹ ».

S'estimant encouragés en haut lieu, les plébéiens se remettent à parler un langage « gauche ». Mais dès qu'ils dépassent les étroites limites permises, ils sont impitoyablement brisés, envoyés aux îles Lipari, leurs écrits confisqués, leurs organes interdits. C'est ainsi qu'en juillet 1935 est supprimée la jeune revue fasciste *Cantiere*; en novembre, la revue socialisante *Problemi del lavoro*².

Même le dernier épisode de l'aventure fasciste ne contredit pas notre analyse. Mussolini, lâché en 1943 par l'armée et la monarchie, est bien obligé de s'assurer quelques appuis à sa gauche. Il fonde sa pseudo « république sociale ». Mais cette concession démagogique à l'extrémisme n'est qu'une façade. Les plébéiens de la première heure ne prennent pas leur revanche. Le fascisme dernière manière est essentiellement un régime policier soutenu par les baïonnettes de l'armée – de l'armée allemande.

En Allemagne

Hitler lui aussi – plus encore que Mussolini – doit continuer, dans une certaine mesure, à ménager son aile gauche, à s'appuyer sur une base sociale plébéienne. Il lui est indispensable, en effet, de leurrer les masses encore en fermentation et de conserver parmi elles des points d'appui. Enfin et surtout, il se trouve en face d'un péril de droite. Déjà, au début de l'hiver 1934, les éléments monarchistes s'agitent dangereusement, travaillent au retour des Hohenzollern : le gouvernement du Reich doit dissoudre toutes les associations monarchistes. Au début de juin, nouvelle offensive, d'autant plus redoutable cette

1. Mussolini, discours du 26 octobre 1935.

2. NENNI Pietro, *Le Peuple*, 21 juillet et 12 novembre 1935.

fois qu'elle provient des milieux conservateurs, ceux-là mêmes qui ont tenu sur les fonts baptismaux le III^e Reich.

Le 17 juin, le vice-chancelier von Papen, en personne, dans un discours prononcé à Marburg, rappelle que le gouvernement de Hitler est issu le 30 janvier 1933 d'une « alliance entre le national-socialisme et les forces conservatrices ». Il charge à fond contre le principe de l'État totalitaire : « Le système du parti unique n'est justifié qu'autant qu'il est nécessaire pour assurer le changement de régime et jusqu'à ce que la nouvelle élite entre en fonctions [...]. Soutenir qu'il puisse y avoir dans un pays des citoyens n'ayant que des droits réduits, c'est revenir à la distinction établie jadis à Sparte entre Spartiates et ilotes et qui a amené la chute de Lacédémone. »

On imagine la colère des plébéiens nazis. Ainsi donc, une fraction importante de la bourgeoisie, après leur avoir abandonné la scène politique, menace de la leur reprendre. Goebbels riposte avec colère : « Ces gens qui nous critiquent aujourd'hui [...] représentent le recul et la réaction. Nous leur passerons sur le corps. Nous sommes la jeunesse d'un nouveau Reich. Nous avons seuls le droit maintenant de représenter l'Allemagne¹. »

Le grand patronat et l'armée exigent l'élimination radicale des plébéiens extrémistes. Soit, mais cette élimination, les dirigeants nationaux-socialistes ne laisseront à nul autre qu'à eux-mêmes le soin de l'exécuter, ni la possibilité d'en tirer avantage. Ils agiront sur deux fronts. Hitler-Göring-Goebbels, en même temps qu'ils frappent à gauche, faisant exécuter leurs plus anciens partisans, sévissent à droite, parmi les forces conservatrices traditionnelles, hostiles à l'État totalitaire. C'est ainsi que les collaborateurs immédiats

1. Goebbels, discours du 21 juin 1934.

de von Papen, qui ont rédigé le discours de Marburg, sont assassinés ou emprisonnés. Le vice-chancelier lui-même a plusieurs dents cassées et ne doit la vie qu'à l'intervention opportune du président Hindenburg. Sont abattus comme des chiens d'autres généraux : von Bredow, von Lossow, des hobereaux, des monarchistes, des membres du Herrenklub (cercle aristocratique connu pour ses opinions réactionnaires) : von Gleichen, von Alvensleben, von Wechmar, etc.

Le général von Schleicher n'est pas épargné. Il semble que, jouant un jeu personnel (différent de celui de von Papen), il ait tenté de reconquérir le pouvoir avec l'aide de Röhm et de Gregor Strasser et le soutien de magnats de l'industrie chimique, sans doute les mêmes qui l'avaient appuyé, à la fin de 1932, dans son conflit avec l'industrie lourde¹.

Après le 30 juin 1934, le Führer, non content d'avoir frappé à droite, va ressusciter lui-même, dans une certaine mesure, l'aile gauche qu'il vient de décimer. C'est que la fermentation croissante au sein des masses l'inquiète : des miliciens bruns licenciés se vantent ouvertement d'avoir voté *non* au plébiscite du 19 août; le mécontentement s'exprime jusque dans les réunions publiques du parti. À tout prix il lui faut jeter du lest. Il doit se garder à droite aussi bien qu'à gauche.

En même temps, ses collaborateurs directs sentent leur position personnelle menacée : Goebbels, Rosenberg, Darré, Ley, von Schirach, Streicher, Rust, Frank sont, pendant quelques mois, sur la sellette; et, au même moment, l'ancien personnel politique de la bourgeoisie fait son entrée en scène : le nouveau dictateur économique, le Dr Schacht, nommé chef suppléant de la Chambre économique du Reich le Dr Trendelenburg, ancien ministre de la République de

1. Lire BENOIST-MÉCHUN Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, op. cit. et *The New Statesman and Nation*, 8 juillet 1934.

Weimar, commissaire aux prix le Dr Goerdeler, ancien collaborateur de Brüning, et pousse l'impudence jusqu'à prendre comme conseiller intime un Israélite, le Dr Goldschmid.

Au sein de la Reichswehr, les partisans dévoués du national-socialisme, comme le ministre général von Blomberg et son conseiller, le général von Reichenau, perdent du terrain au profit de la tendance adverse incarnée par le commandant en chef, le général von Fritsch : en novembre 1934, les conférences périodiques faites dans les garnisons pour l'éducation politique des soldats et cadres sont remplacées par des conférences militaires par des officiers de l'armée¹; au cours de l'été de 1935, le général von Reichenau et le major Foertsch sont éloignés de leur poste à la direction centrale de l'armée pour avoir manifesté au national-socialisme des sympathies jugées excessives². L'aile droite de la Reichswehr cherche à opérer le rassemblement de toutes les forces conservatrices traditionnelles. Elle s'appuie sur certains hauts fonctionnaires de l'État appartenant à la caste aristocratique et épargnés jusqu'ici par la « fascisation » ou même qui se sont retirés du parti national-socialiste³; elle protège ouvertement le Casque d'acier qui n'a jamais été assimilé réellement par le national-socialisme et dans les rangs duquel se groupent les débris de l'ancien parti national-allemand. Elle est également en liaison, plus ou moins occulte, avec les groupes monarchistes, dont l'activité marque, au cours de l'hiver 1935, une telle recrudescence que Hitler, inquiet, convoque l'ex-Kronprinz et le tance vertement⁴.

Les dirigeants nationaux-socialistes se sentent donc menacés. Et, parmi eux, au premier titre, Göring. Entre celui-ci

1. *Le Temps*, 26 novembre 1934.

2. *Das Neue Tagebuch*, 24 août 1935; *Le Temps*, 12 septembre 1935.

3. *Le Populaire*, 3 mars 1936.

4. *Le Temps*, 8 février 1935.

et l'aile droite de la Reichswehr, une âpre lutte s'engage. Les généraux ne lui ont pas pardonné d'avoir fait exécuter, le 30 juin, trois des leurs. Ils n'acceptent pas que l'aviation et la police soient sous-traitées à leur autorité, que Göring en soit le chef suprême et sans contrôle. De son côté, Göring, sentant le danger, cherche à mettre la main sur l'armée elle-même; il exige sa nomination au poste de ministre de la Guerre, la disgrâce du général von Fritsch. Mais ce dernier l'emporte : non seulement Göring ne devient pas ministre de la Guerre, mais en tant que commandant de l'armée aérienne il est placé sous les ordres du ministre de la Guerre. Plus tard, le 20 avril 1936, le ministre de la Guerre, le général von Blomberg, est nommé *Feldmarschall* avec sous ses ordres les trois chefs de l'armée de terre, de mer et de l'air, tous trois également ministres : le général von Fritsch, l'amiral Raeder, le général Göring¹.

En cas de conflit aigu avec les forces conservatrices, les dirigeants nationaux-socialistes (Hitler, Göring, Goebbels) ne pourraient plus s'appuyer sur les SA et les SS désarmées, ni sur la police verte incorporée dans l'armée. Il leur resterait, il est vrai, une arme redoutable, mais insuffisante : la police secrète (Gestapo). Aussi éprouvent-ils le besoin de s'appuyer à nouveau, dans une certaine mesure, sur leur aile gauche. Et, peu de temps après le 30 juin, les flagorneries à l'adresse des SA recommencent. Au congrès de Nuremberg, le 9 septembre 1934, Hitler a le cynisme d'affirmer, contre toute vérité, que les SA constituent plus que jamais la force sur laquelle repose le régime, la plus puissante organisation de l'histoire allemande; « si puissante, dit-il, que personne n'oserait s'y opposer ». Et à ceux qui voudraient porter atteinte à l'État totalitaire, ébranler la position de sa clique, il lance cette menace : « Nous avons le pouvoir, nul ne pourra nous

1. *Le Temps*, 21 avril 1936.

l'enlever et nous ne le céderons pas de nous-mêmes¹. » En novembre, Goebbels exhorte les 2 000 vétérans de la « vieille garde » à se rendre compte de l'étendue de ce qu'il reste à faire. Et, faisant allusion au danger d'une entrée en scène de l'ancien personnel politique de la bourgeoisie, il s'écrie : « Serrons les rangs, empêchons tout élément étranger d'y pénétrer². » Le 1^{er} janvier 1935, Hitler insiste dans un message adressé au parti sur le fait que celui-ci est « plus que jamais le soutien politique effectif de la volonté de la nation ».

Le 29 juin 1935, Goebbels organise une grande « journée du parti national-socialiste de Berlin ». Tout en prenant la précaution de rendre hommage à l'armée, il s'y attaque violemment aux détracteurs de l'État totalitaire, à la bureaucratie d'État dans laquelle subsistent ou s'infiltrent tant d'éléments « réactionnaires » : « De toutes parts, s'écrie-t-il, on réclame la suppression du parti [...]. On vient nous raconter : tout le monde est devenu national-socialiste. Nous l'espérons, mais nous n'y croyons pas [...]. Le parti entretient la foi dans le pays³. » Le 18 juillet, les nazis berlinois, dont Goebbels est le chef, obtiennent la démission du préfet de police, le contre-amiral von Levetzow, qui sympathise avec les « réactionnaires » et font nommer à sa place un extrémiste notoire, le comte Helldorf, rescapé du 30 juin. *L'Angriff* annonce triomphalement « la fin sans gloire de cette réaction [...] qui se rassemble dans certains milieux et dans certains salons et qui, par ses relations avec la bureaucratie, croit trouver le moyen d'entraver l'évolution actuelle⁴ ». Le 12 août, Lutze, chef d'état-major des SA, passe en revue 14 000 miliciens, auxquels, pour un jour, on a fait remettre

1. *Le Temps*, 10 septembre 1934.

2. *Le Temps*, 9 novembre 1934.

3. *Le Temps*, 1^{er} juillet 1935.

4. *Le Temps*, 21 juillet 1935.

l'uniforme et leur déclare : « Nous ne cesserons jamais de revendiquer la totalité du pouvoir. »

Pour faire prendre patience à leurs troupes, les dirigeants nationaux-socialistes usent également du dérivatif antisémite et anticatholique. En juillet 1935, Göring se taille un succès avec une véhémence circulaire contre le « catholicisme politique ». Streicher prononce des diatribes enflammées contre les Juifs.

Le congrès de Nuremberg, en septembre 1935, est consacré tout entier à donner des satisfactions de forme aux plébéiens. « Nous ne nous écartons pas d'un pouce des principes fondamentaux du national-socialisme [...]. La conquête du pouvoir est un processus qui jamais, jamais ne sera achevé », s'écrie Hitler¹. Il insiste sur le fait que ce ne sont ni les chefs de l'économie ni les soldats qui tirèrent l'Allemagne de l'abîme mais exclusivement les soldats politiques du parti. « Tout pourrait s'effondrer, mais jamais notre parti. » Il rend un hommage vibrant aux miliciens bruns et noirs : « Je te salue, mon vieux SA; je te salue, mon vieux SS; vous êtes pour moi la vieille garde de la révolution national-socialiste². »

En même temps, il décide de faire du drapeau rouge à croix gammée l'unique étendard du III^e Reich, et s'emporte contre les forces conservatrices traditionnelles, ces « éléments d'une stupide bourgeoisie réactionnaire qui n'apprendra jamais rien³ ». Peu de temps après (7 novembre), l'organisation Casque d'acier est définitivement dissoute ainsi que les vieilles corporations d'étudiants, « foyers d'opposition aristocratique et réactionnaire ». Mais ces satisfactions données aux plébéiens sont illusoire : les sections d'assaut restent désarmées, en

1. Hitler, discours au congrès de Nuremberg, 13 septembre 1935.

2. Hitler, discours de clôture du congrès de Nuremberg, 16 septembre 1935.

3. *Le Temps*, 12 septembre 1935.

congé permanent, impuissantes. Plus que jamais, l'armée et la haute bureaucratie nazie détiennent le pouvoir.

On a voulu interpréter comme un retour offensif de l'aile gauche nazie et comme un point marqué par elle la journée du 4 février 1938, au cours de laquelle le général von Fritsch et le maréchal von Blomberg sont tous deux mis à la retraite. Une telle interprétation, autant qu'on puisse en juger, ne paraît pas exacte. D'abord, le 4 février ne dépasse pas le cadre d'une révolution de palais. La masse des plébéiens nazis du rang, définitivement réduite au silence, n'y participe en rien. Le conflit met une fois de plus aux prises certains éléments de la haute bureaucratie national-socialiste (Göring et son entourage) avec certains éléments de l'aile droite de l'armée (Fritsch et son groupe). Il se termine, non par la victoire d'un des deux clans, mais par un compromis. Si le général von Fritsch et 14 autres généraux suspects de sympathies monarchistes sont mis à la retraite¹, le général von Blomberg, l'homme du national-socialisme au sein de la Reichswehr, subit le même sort. Certes, quelque temps après, l'aile gauche nazie obtient l'introduction du salut nazi dans l'armée², exigence à laquelle s'étaient opposés longtemps les généraux. Il n'en reste pas moins que l'armée conserve une certaine autonomie dans le cadre de l'État. Ses nouveaux chefs, le général Keitel et le général von Brauchitsch sont de vieux militaires dans l'esprit et la tradition de la Reichswehr, Göring n'a toujours pas réussi à devenir ministre de la Reichswehr. Le général von Reichenau (un homme de l'aile nazie de l'armée) n'est pas davantage devenu chef d'état-major général, ni Himmler ministre de l'Intérieur.

1. *Le Temps*, 7 février 1938.

2. *Le Temps*, 11 mai 1938.

Fait caractéristique : dans le conseil privé que Hitler s'adjoint pour la politique extérieure, les représentants de la Reichswehr et de la haute bureaucratie nazie figurent à égalité. La volonté de Hitler ne fera fléchir ses généraux anxieux que sur un point : il les entraînera bon gré mal gré dans la guerre.

Un régime à la fois militaire et policier comporte une certaine dualité. Il n'y a pas fusion totale entre la haute bureaucratie du parti, la Gestapo, d'une part, et l'armée, de l'autre. De temps en temps, des grincements se font entendre dans les rouages de ce prétendu État totalitaire. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ces frictions iront en s'accroissant. Au fur et à mesure que le régime se décomposera, la rivalité Wehrmacht-Gestapo se manifestera plus ouvertement. La haute bureaucratie du parti entrera en lutte avec l'armée. Les SS de Himmler, devenus armée dans l'armée, joueront un rôle de plus en plus prépondérant au fur et à mesure que les chefs de la Wehrmacht lâcheront Hitler. Mais ce processus ne signifie nullement une revanche des plébéiens : jamais les hommes en chemise brune de 1933 et de 1934, en quête d'une « seconde révolution », ne reprendront le dessus. L'échec du complot militaire du 20 juillet 1944 mettra au pinacle le sinistre Himmler, non les militants de base du national-socialisme.

I. LA « DOCTRINE » FASCISTE N'EST AUTRE QUE LA VIEILLE IDÉOLOGIE RÉACTIONNAIRE

Le fascisme vainqueur n'a plus autant besoin qu'auparavant de cacher son vrai visage; il lui est même utile de légitimer sa domination par une « doctrine ». Cette doctrine, à vrai dire, il n'attend pas d'avoir conquis le pouvoir pour l'élaborer. On la retrouve, bien auparavant, sous la plume et dans la bouche de ses chefs, mais noyée dans la phraséologie « anticapitaliste ». Maintenant la démagogie passe au second plan, cède le pas à la légitimation idéologique de la dictature. Et nous voyons enfin tout à fait clair : la « doctrine » fasciste est une vieille connaissance, elle ressemble comme une sœur à la philosophie réactionnaire de l'ancien régime féodal, clérical et absolutiste.

C'est précisément cette même philosophie que la bourgeoisie, à l'aube de son règne, a dû, pour s'affranchir, combattre avec acharnement. Au dogme pessimiste de la chute de l'homme, elle a opposé l'idée du progrès indéfini; à la connaissance révélée, la raison, la pensée libre; au « principe aristocratique », à l'« État-Moloch », le gouvernement des masses, la démocratie; à la force brutale, le droit.

Mais un jour vient où la bourgeoisie s'aperçoit, suivant les termes de Marx, « que toutes les armes qu'elle a forgées contre les idées féodales se retournent contre elle-même, que tous les moyens d'instruction qu'elle a

imaginés se liguent contre sa propre culture, que tous les dieux qu'elle a créés lui tournent le dos », où elle comprend que « tout ce qu'on appelle libertés bourgeoises ou organes de progrès attaque et menace sa domination de classe¹ ». Ébranlée jusque dans ses bases par la crise du capitalisme, ne pouvant sauver ses profits menacés qu'en détruisant les institutions démocratiques, qu'en exterminant brutalement le prolétariat organisé, la bourgeoisie rejette l'idéologie qui lui a servi jadis à vaincre l'absolutisme. Mieux : elle s'affuble de l'idéologie même de l'absolutisme ; elle nie le progrès ; elle s'acharne contre la raison ; elle refuse aux masses le droit de se gouverner et piétine la démocratie ; elle invoque le « principe aristocratique » et la « raison d'État » ; elle réhabilite la violence. Rien d'étonnant à ce que les penseurs réactionnaires, qui ont poursuivi de leur haine les idées de la Révolution française, la démocratie et le libéralisme, deviennent soudain ses grands hommes. Et c'est à ces « maîtres de la contre-révolution », comme disait Louis Dimier², que le fascisme emprunte sa « doctrine ». « Nous représentons l'antithèse [...] de tout le monde des immortels principes de 1789³ », une réaction contre le « mouvement des illuminés du XVIII^e siècle et de l'Encyclopédie⁴ », s'écrient les fascistes italiens. Et les nationaux-socialistes : « L'an 1789 sera rayé de l'histoire⁵. » « Nous voulons détruire l'immorale idéologie de la Révolution française⁶. »

1. MARX Karl, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis-Bonaparte*, op. cit. : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum3.htm>

2. DIMIER Louis, *Les Maîtres de la contre-révolution au XIX^e siècle*, Nouvelle Librairie nationale, 1907.

3. Mussolini, discours du 7 avril 1926.

4. MUSSOLINI Benito, *Le Fascisme, doctrine et institutions*, op. cit.

5. GOEBBELS Joseph, *Revolution der Deutschen*, op. cit.

6. Gregor Strasser, discours du 14 juin 1932, recueilli dans *Kampf um Deutschland*, op. cit.

2. LE FASCISME NIE LE PROGRÈS

Contre les bastilles de l'absolutisme, la bourgeoisie a manié jadis l'idée de progrès comme un bélier. L'Antiquité et le Moyen Âge avaient vécu sur l'idée de la corruption, de la décadence du genre humain, sur le dogme de la chute de l'homme : l'humanité, sortie parfaite des mains de Dieu, aurait été, par suite du péché originel, précipitée dans le mal. L'homme naîtrait mauvais et ne serait pas perfectible. De même le régime politique, économique et social. L'homme est sommé de l'accepter comme imposé par Dieu, sans le discuter et sans espérer l'améliorer. À cette doctrine pessimiste, si commode pour justifier la tyrannie, pour légitimer la misère, la bourgeoisie, avide de s'affranchir, a opposé, à l'aube de son règne, l'idée du progrès indéfini : l'âge d'or n'est pas dans le passé, mais devant nous; l'humanité est perfectible et elle s'élève incessamment de la misère au bien-être matériel, de l'ignorance à la science, de la barbarie à la civilisation. Les grandes découvertes de la seconde moitié du XVIII^e siècle, la naissance du machinisme et de l'industrie moderne ont fourni à l'idée de progrès d'exaltantes justifications : la jeune bourgeoisie industrielle s'est persuadé que les nouveaux moyens de production par elle inventés étaient capables d'assurer à l'humanité une amélioration indéfinie de son sort. D'où l'optimisme béat des saint-simoniens d'affaires du type de Michel Chevalier.

Mais un jour arrive où l'idée de progrès se retourne contre la bourgeoisie. Les forces productives, au fur et à mesure que se poursuit leur développement vertigineux, entrent en conflit avec le régime de la propriété privée, qui cesse d'être progressif; loin d'assurer à l'humanité

le bien-être promis, il engendre la misère et le chômage. Alors la bourgeoisie cesse soudain de croire au progrès, elle fait des négateurs du progrès ses maîtres à penser.

Le fascisme italien, notamment, utilise les diatribes contre le progrès d'un théoricien du syndicalisme doublé d'un philosophe réactionnaire : Georges Sorel¹ ; cet original et ambivalent essayiste a écrit tout un livre pour dénoncer les *Illusions du progrès*. Sans doute déteste-t-il surtout dans l'idée de progrès sa « facilité ». Il voudrait l'homme combatif et non occupé à attendre, dans un *dolce farniente*, le bonheur sur la terre. Mais, au fond, il nie le progrès lui-même. En 1913, il confie à un ami : « Le progrès n'est qu'une apparence [...]. L'idée de progrès est une idée naïve démentie par l'histoire de l'humanité². »

Mussolini, disciple de Sorel, rejette pareillement l'idée de progrès : « Le fascisme repousse le mythe du bonheur et du progrès indéfini [...]. Il ne croit pas à la possibilité du "bonheur sur terre", comme le voulait la littérature des économistes du XVIII^e siècle. » Aussi condamne-t-il les « conceptions téléologiques d'après lesquelles, à un certain moment de l'histoire, le genre humain parviendrait à un stade d'organisation définitive³ ».

1. L'œuvre de Georges Sorel (1847-1922) a, depuis, suscité des travaux qui ont fait un sort à la « légende tenace » d'un philosophe inspirateur du fascisme alors qu'il fut avant tout un des principaux introduceurs du marxisme en France en même temps que le théoricien du syndicalisme révolutionnaire. Lire CHARZAT Michel, « Georges Sorel et le fascisme. Éléments d'explication d'une légende tenace », *Cahiers Georges-Sorel*, n° 1, 1983, p. 37-51 ; SAND Shlomo, *L'illusion du politique. Georges Sorel et le débat intellectuel 1900*, La Découverte, 1985 [NDE].

2. VARIOT Jean, *Propos de Georges Sorel*, 1935. (Shlomo Sand explique bien en quoi ce livre est à tout le moins problématique : « Sa compréhension de Sorel, très sujette à caution, étale ses faiblesses dès la préface du livre, de même que saute aux yeux la connaissance très superficielle qu'il a des écrits de Sorel. » Dans *L'illusion du politique*, *op. cit.*, p. 16 [NDE])

3. MUSSOLINI Benito, *Le Fascisme, doctrine et institutions*, *op. cit.*

3. LE FASCISME ENNEMI DE LA RAISON

Une autre arme de la bourgeoisie conquérante fut la raison. À la connaissance révélée, elle a substitué le libre exercice de l'intelligence, la primauté du bon sens. Mais aujourd'hui cette arme se retourne contre elle-même. L'usage de la raison, de l'analyse scientifique ne peuvent plus que saper les bases de sa domination, condamner le mode de production capitaliste; seul le recours à l'«irrationnel» lui permet de prolonger son règne : que l'homme renonce à dominer le monde, mais se sente subjugué par lui comme par un « phénomène mystique » – l'expression est d'Édouard Berth¹ – que son intelligence soit prête à abdiquer devant toutes les forces instinctives, à se laisser emporter par n'importe quel « mouvement » plutôt que de raisonner et de comprendre; qu'il soit prêt à suivre le premier charlatan venu, le premier faiseur de miracles ou de mythes, prêt à se démettre, à chercher une issue à ses souffrances, non plus dans l'action raisonnée, mais dans la foi aveugle en un Duce ou en un Führer!

En Italie

Ici encore le fascisme italien utilise – en les forçant quelque peu – les théories de Sorel. Sorel déteste le rationalisme moderne². Il traite Descartes de « charlatanesque » et lui oppose le croyant Pascal³. « Pascal, affirme-t-il, a

1. BERTH Édouard, *Les Méfaits des intellectuels*, Marcel Rivière, 1913. (On jugera des actuelles médiocres tentatives de récupération de son œuvre par Alain de Benoist et Alain Soral en rappelant le bel hommage que lui rendit Victor Serge à sa mort : lire SERGE Victor, *Retour à l'Ouest. Chroniques juin 1936-mai 1940*, Agone, « Mémoires sociales », 2010, p. 233-236 [NDE].)

2. À ce sujet, Shlomo Sand écrit : « Ceux qui ont lu Sorel avec attention ont pu constater qu'il n'est pas un adepte de l'irrationalisme. », *op. cit.*, p. 15. [NDE]

3. SOREL Georges, *Les Illusions du progrès*, Marcel Rivière, 1908. (Ce livre a été réédité suivi de *L'Avenir socialiste des syndicats* par L'Âge d'homme en 2005 [NDE].)

vaincu Descartes¹. » Et son disciple Édouard Berth développe : « Descartes vaincu, c'est le rationalisme vaincu, cet intellectualisme moderne [...] qui n'a été inventé que pour battre en brèche les croyances chrétiennes et substituer à la religion une conception scientifique du monde qui est bien la chose la plus niaise et la plus plate que l'on ait pu inventer au cours des siècles². » À la raison, Sorel oppose – après Bergson – « l'intuition » ; il veut frapper l'imagination populaire par des mythes, « faire appel à des ensembles d'images capables d'évoquer en bloc et par la seule intuition, avant toute analyse réfléchie, la masse des sentiments ». Ces mythes, il importe fort peu de savoir s'ils deviendront réalité : « Il peut même arriver que rien de ce qu'ils renferment ne se produise³. »

Ennemi de la raison, le fascisme se proclame lui aussi un « mouvement », une « intuition qui se résume dans une vision ou dans une foi⁴ », « un mythe », affirme encore Mussolini et, dans le plus pur jargon sorélien, il ajoute : « Il n'est pas nécessaire qu'il soit une réalité⁵. » De là à rabaisser l'intelligence, il n'y a qu'un pas : « Mussolini, avoue Volpe, répandait dans son entourage une sorte d'intolérance, presque de mépris, à l'égard des intellectuels [...]. Il n'était que trop facile que cette tournure de son esprit dégénérait chez ses adeptes en mépris pour la culture. Des manifestations d'une ironie grossière, pleines de mépris pour la culture et ses représentants ne firent pas défaut⁶. » Dans un discours, Mussolini s'écrie : « Le siècle du fascisme verra la

1. Georges Sorel, article paru en italien dans *Il Resto del Carlino*.

2. BERTH Édouard, *Les Méfaits des intellectuels*, op. cit.

3. SOREL Georges, *Réflexions sur la violence*, Marcel Rivière, 1907. (Réédition aux éditions du Seuil en 1990 [NDE].)

4. MUSSOLINI Benito, *Le Fascisme, doctrine et institutions*, op. cit.

5. Mussolini, discours du 24 octobre 1922.

6. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

fin du travail intellectuel, de ces intellectuels qui sont inféconds et qui sont une menace pour la nation¹. »

En Allemagne

Le national-socialisme puise chez Oswald Spengler une philosophie du même acabit. Comme Sorel, l'auteur du *Déclin de l'Occident* accable de ses railleries le rationalisme, la « connaissance naturelle irrégulière », la « science critique » qui ose entrer en conflit d'orgueil avec la religion et prétend la dominer, alors que la science est un phénomène de décadence. Comme Sorel, il oppose à la raison l'intuition, la puissance mythique de l'âme, « cette capacité d'une âme à remplir son monde de symboles ».

À la raison, le national-socialisme substitue une vague mystique de la vie et un dynamisme qu'il serait bien en peine de définir². « Hitler, c'est la percée du dynamisme allemand », déclare gravement un professeur³. Rosenberg propose au xx^e siècle des mythes nébuleux, mythes de la Terre et du Sang⁴.

Et l'on en vient vite à déblatérer contre l'intelligence : les nazis rejettent avec rage « le rationalisme, la leçon de la raison qui veut seulement reconnaître l'intelligence et le cerveau [...] comme conducteurs des destinées du peuple⁵ ». Göring affirme que « les vrais chefs n'ont nullement besoin de culture et de science⁶ ». Hitler compare les intellectuels aux reines qui vivent des abeilles travailleuses⁷. Et un personnage du drame *Schlageter* lance

1. Mussolini, discours du 9 juillet 1934.

2. ZILICH Paul, *Die Sozialistische Entscheidung*, cité par HELVETUS, « La mystique de la vie dans la révolution allemande », *Esprit*, 1^{er} janvier 1934.

3. Professeur Weber, cité par *Le Temps*, 1^{er} février 1935.

4. ROSENBERG Alfred, *Der Mythos des XX. Jahrhunderts*, op. cit.

5. STRASSER Gregor, *Kampf um Deutschland*, op. cit.

6. *Le Temps*, 27 juin 1934.

7. Hitler, discours du 1^{er} octobre 1934.

cette réplique, que l'on prête aussi à Goebbels : « Quand j'entends le mot "culture", je charge mon revolver¹. »

4. LE FASCISME CONTRE LA DÉMOCRATIE

Une fois l'absolutisme vaincu, la bourgeoisie a instauré la forme de gouvernement qui correspondait le mieux à sa mission historique. La libre concurrence, le « laisser faire-laisser passer » étaient la condition même de l'essor capitaliste. Le libéralisme économique a eu son prolongement dans le libéralisme politique, dans la « démocratie » parlementaire. Mais un jour arrive où la liberté et la « démocratie » sont incompatibles avec la domination bourgeoise. À l'ère de la libre concurrence succède celle du capitalisme monopolisateur. On a vu que, pour sauver leurs profits menacés par la crise, les magnats capitalistes ont besoin de l'appui de l'État. Il leur faut substituer à l'État « démocratique » l'État autoritaire. Alors la bourgeoisie piétine avec rage ses anciennes idoles et les théoriciens réactionnaires de l'anti-démocratie deviennent ses maîtres à penser.

En Italie

Le fascisme italien puise à la fois dans l'œuvre de Sorel et dans celle de Maurras.

Une haine inexpiable de la démocratie traverse toute l'œuvre de Sorel. Déjà, dans son *Avenir socialiste des syndicats* (1898), il écrit : « Le gouvernement par l'ensemble des citoyens n'a jamais été qu'une fiction. Mais cette fiction [est] le dernier mot de la science démocratique. » Par ailleurs, cet homme de cabinet a un goût maniaque de l'héroïsme; il réclame des luttes susceptibles de lui procurer d'intenses

1. JOHST Hanns, *Schlageter*, 1933.

émotions. L'immonde « marais démocratique », la pratique de la « paix sociale » le privent des sensations souhaitées. Dans ce marais, les deux antagonistes, bourgeoisie et prolétariat, s'enlisent l'un comme l'autre. Il faut les tirer l'un et l'autre de leur léthargie. Et Sorel joue sur les deux tableaux. D'un côté, sans doute, il met en garde, à juste titre, le prolétariat contre les inconvénients de la « paix sociale », mais, de l'autre, il se tourne vers la bourgeoisie, il l'incite à se ressaisir, à taper dur, à renforcer sa domination : « Le jour où les patrons s'apercevront qu'ils n'ont rien à gagner [...] par les œuvres de paix sociale ou par la démocratie, alors il y a quelque chance pour qu'ils retrouvent leur ancienne énergie [...]. Tout peut être sauvé si [le prolétariat] parvient à rendre à la bourgeoisie quelque chose de son énergie. » Il conseille de « rosser » les orateurs de la démocratie ; il va même jusqu'à appeler la dictature, jusqu'à souhaiter « une grande guerre étrangère qui amènerait au pouvoir des hommes ayant la volonté de gouverner¹ ».

Cette singulière théorie devait, comme on pouvait s'y attendre, rencontrer plus d'échos du côté de la bourgeoisie que du côté du prolétariat : le prolétariat, s'il n'est pas dupe de la « démocratie » bourgeoise, ne fait pas fi des libertés démocratiques, condition indispensable de son émancipation.

La bourgeoisie, en revanche, écoute volontiers les conseils de Sorel. Déjà, en 1910, Paul Bourget fait représenter une ignoble pièce antiouvrière, *La Bataille*, dont il doit l'idée, affirme-t-il, à Sorel. Celui-ci, loin de décliner cette paternité compromettante, déclare dans une interview : « Je serais heureux si son grand talent [de Bourget] pouvait déterminer la bourgeoisie à s'armer,

1. SOREL Georges, *Réflexions sur la violence*, op. cit.

à se défendre et à abandonner enfin, en face de la courageuse ardeur de l'adversaire, sa coupable et peu glorieuse résignation¹. »

Et bientôt Sorel, n'ayant pas réussi à convaincre le prolétariat, ne joue plus que sur un seul des deux tableaux : la haine de la démocratie l'entraîne à l'extrême droite. Soréliens et royalistes fondent ensemble les *Cahiers du Cercle Proudhon* et adoptent cette plate-forme commune : « Il est absolument nécessaire de détruire les institutions démocratiques². » Georges Valois, inquietant caméléon, explique ainsi son adhésion à l'Action française : « Je dois à Sorel ma direction définitive. C'est lui qui nous a arrachés définitivement à la démocratie³. » Les disciples italiens de Sorel suivent exactement la même évolution et la haine de la démocratie les conduit directement au fascisme : « C'est à Georges Sorel, dira Mussolini, que je dois le plus [...]. Il a renforcé les tendances antidémocratiques de ma nature⁴. »

La haine de la démocratie est également la passion dominante de Charles Maurras. « Nous prenons le ciel à témoin, écrit l'auteur de *l'Enquête sur la monarchie*, de la vivacité de notre haine pour la démocratie et pour le principe, absolument faux, de la souveraineté du nombre⁵. » « Il n'y a pas un exemple, dans l'histoire, d'une initiative heureuse qui ait été prise par des majorités⁶. » Pour Maurras, les masses sont incapables de se gouverner elles-mêmes.

1. Georges Sorel, interview dans *Le Gaulois*, 11 janvier 1910.

2. *Cahiers du Cercle Proudhon*, n° 1, janvier 1912.

3. VALOIS Georges, *D'un siècle à l'autre*, Nouvelle Librairie nationale, 1924.

4. Mussolini, interview accordée à la revue *ABC*, cité dans DOMINIQUE Pierre, *Les Fils de la Louve*, Éditions de France, 1926.

5. MAURRAS Charles, *Libéralisme et libertés, démocratie et peuple*, Bureau de l'Action française, 1906.

6. MAURRAS Charles, *Enquête sur la monarchie*, Nouvelle Librairie nationale, 1909.

Les deux courants, celui des anciens syndicalistes italiens, disciples de Sorel, et celui des nationalistes de *L'Idée nationale*, disciples de Maurras, se rejoignent et se fondent dans le fascisme. Le fascisme est l'«anti-démocratie¹» par excellence. Mussolini raille avec des accents soréliens cette « coutume démocratique dans laquelle tout doit être gris, médiocre² ». Il se « refuse à adorer la nouvelle divinité, la masse³ ». « Au XVIII^e siècle, on a prétendu que le pouvoir est une émanation de la libre volonté du peuple, mais le peuple est une abstraction⁴. » « Le fascisme nie que le nombre, par le seul fait d'être le nombre, puisse diriger la société humaine⁵. » « Les masses ne sont pas capables d'avoir spontanément une volonté propre⁶. »

En Allemagne

Quant au national-socialisme, il emprunte ici encore à Oswald Spengler. L'auteur du *Déclin de l'Occident* est lui aussi l'adversaire mortel de la démocratie qu'il hait comme le régime des masses. Or les masses ne sont pour lui qu'une vile plèbe; de leur bien-être, de leur progrès moral ou matériel, il n'a cure⁷. Heureusement la démocratie célèbre ses dernières victoires. Bientôt, annonce-t-il, elle sera brisée par l'avènement du césarisme, remplacée par le « pouvoir entièrement personnel, lequel approche doucement et irrésistiblement⁸ ».

1. L'expression est de Mussolini, discours du 24 octobre 1922.

2. Mussolini, discours du 4 octobre 1922.

3. Mussolini, discours du 20 septembre 1922.

4. Mussolini, préface au *Prince* de Machiavel (traduction française, 1929).

5. MUSSOLINI Benito, *Le Fascisme, doctrine et institutions*, op. cit.

6. Rocco, cité dans ROUX Georges, *L'Italie fasciste*, Librairie Stock, 1932.

7. LAURET René, « Un ennemi de l'État : Oswald Spengler », *Le Temps*, 26 décembre 1934.

8. SPENGLER Oswald, *Le Déclin de l'Occident* (réédition Gallimard, 1998 [NDE]).

Son disciple, Goebbels, écrit : « La masse était pour moi un monstre obscur (« ein dunkles Ungeheuer »). Le national-socialisme n'adore pas aveuglément, comme les partis démocratico-marxistes, la masse et le nombre¹. » « De nombreuses valeurs, déclare Röhm, qui sont sacrées pour la démocratie [...] ont été démonétisées dans l'Allemagne nouvelle [...], l'égalité absolue de tous ceux qui portent un visage humain, la divinisation de la volonté majoritaire et du nombre². » Et Moeller van den Bruck : « Les masses sentent très bien qu'elles ne peuvent pas se diriger elles-mêmes³. »

5. LE FASCISME EXHUME LE VIEUX « PRINCIPE ARISTOCRATIQUE »

Si les masses ne peuvent se gouverner elles-mêmes, elles doivent être gouvernées par une minorité d'hommes à qui la nature a conféré des capacités exceptionnelles, par une minorité de chefs. Pour justifier la dictature fasciste, la bourgeoisie exhume le vieux « principe aristocratique » jadis mis en déroute par ses ancêtres.

En Italie

Ici encore le fascisme italien puise dans Sorel et dans Maurras. Sorel est, au fond, infecté d'aristocratismes ; il n'accorde de vertus qu'aux minorités. S'il s'est intéressé quelque temps au syndicalisme révolutionnaire, c'est parce qu'il a cru y trouver un nouveau mode de sélection⁴ ou, comme dit Maurras, « une doctrine essentiellement aristocratique, en dépit de ses attaches provisoires avec

1. GOEBBELS Joseph, *Kampf um Berlin*, op. cit.

2. Röhm, discours du 19 avril 1934.

3. MOELLER VAN DEN BRÜCK Arthur, *Le Troisième Reich*, op. cit.

4. SOREL Georges, *L'Avenir socialiste des syndicats*, op. cit.

la démocratie¹ », parce qu'il a voulu voir dans les élites syndicalistes l'embryon d'une nouvelle aristocratie. Il est à peine besoin de souligner en passant combien cette conception diffère de celle du syndicalisme ouvrier. Le syndicaliste est démocrate (au sens propre du mot) et non aristocrate; il ne cherche pas à se différencier de la masse. Il sait seulement que celle-ci est douée d'une certaine force d'inertie; aussi lui apparaît-il nécessaire que ses meilleurs éléments agissent dans son sein comme un ferment, mais en restant toujours, selon l'expression de Marcel Martinet, « l'émanation directe de la masse, constamment et fraternellement contrôlée par elle² ». Tout au contraire, Sorel, de même que Maurras, veut que les minorités aristocratiques imposent leur loi aux majorités inertes, indifférentes et torpides. « C'est aux majorités inertes qu'appartiennent la vertu, l'audace, la puissance et la conception³. »

Mussolini exploite à fond cette idée essentiellement réactionnaire : il exalte à son tour les minorités audacieuses. Il prétend que « dans le mouvement ouvrier, il n'a jamais été question que de minorités⁴ ». « Il faut se sentir dans le sang l'aristocratie des minorités », lit-on dans le *Vademecum du fascisme italien*. Ce qui signifie qu'une minorité aristocratique doit imposer ses volontés à la masse, même au besoin « en la pliant par la violence⁵ ». La masse, écrit Rocco, « tend à faire ce qui est voulu par quelques éléments dominateurs⁶ ». Malaparte pousse l'idée jusqu'à ses dernières conséquences : « Le peuple a besoin de tyrans⁷. »

1. MAURRAS Charles, *Libéralisme et libertés, démocratie et peuple*, op. cit.

2. MARTINET Marcel, « Le chef contre l'homme », *Esprit*, 1^{er} janvier 1934.

3. MAURRAS Charles, *Enquête sur la monarchie*, op. cit.

4. Mussolini, discours au Sénat en 1926, recueilli dans *Réforme syndicale en Italie, 1926* (en français).

5. Mussolini, article écrit en 1917.

6. Rocco, cité dans ROUX Georges, *L'Italie fasciste*, op. cit.

7. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

En Allemagne

Le national-socialisme puise des formules assez voisines dans Nietzsche qu'il pille, en le dénaturant, avec la complicité de la sœur du philosophe. L'auteur de la *Généalogie de la morale* exalte le « terrible et enchanteur mot d'ordre de la prérogative du petit nombre ». Tant mieux si, au cours de l'histoire, une minorité de maîtres, issus de races aristocratiques et conquérantes, ont asservi la vile plèbe. Hitler en déduit, à sa manière, que « tout ce qui a été réalisé d'extraordinaire depuis que le monde est monde l'a été par des minorités¹ ». Il faut, au-dessus des masses et pour les gouverner, une élite, une aristocratie naturelle, qui tire son droit de commander de sa soi-disant supériorité raciale².

6. LE FASCISME RESSUSCITE L'ÉTAT-MOLOCH

Mais, au-dessus de ces chefs, il y a l'État, l'État omnipotent, l'État-Moloch. On retrouve ici encore une vieille connaissance. « L'État-roi, l'État-Dieu, c'est, comme l'écrit Gentizon, la caractéristique la plus profonde de tout État césarien, de toute dictature³. » À l'aube de son règne, la bourgeoisie capitaliste a demandé à l'État de manifester le moins possible son existence; et elle a victorieusement réfuté le « barbare » concept de l'État-Moloch. Mais aujourd'hui elle a besoin de l'État-fort. Alors elle fait sien l'État de Hobbes, « vrai dieu mortel »; l'État de Hegel qui est lui-même sa propre fin, pour lequel, à l'inverse de l'anti-hégélien Stirner, l'individu n'est rien; l'État

1. *Ibid.*

2. Hitler, rapport au congrès de Nuremberg, 1934.

3. GENTIZON Paul, *Rome sous le Faïsseau*, Fasquelle éditeurs, 1933.

de Treitschke qui « n'a pas à demander au peuple de consentir, mais d'obéir¹ ».

En Italie

Le fascisme italien professe une véritable statolâtrie, – le terme est du pape Pie XI² : « Pour le fascisme, écrit Mussolini, l'État est l'absolu devant lequel les individus et les groupes ne sont que relatifs [...]. Individus et groupes ne sont concevables que dans l'État [...]. L'État est devenu la véritable réalité de l'individu [...]. Pour le fasciste, tout est dans l'État et rien d'humain ni de spirituel n'existe et n'a de valeur en dehors de l'État³. » Pour Rocco, « la liberté individuelle, c'est seulement une concession de l'État faite à l'individu⁴ ».

En Allemagne

Le national-socialisme ne le cède en rien au fascisme italien. « Ce qui est primordial pour nous, déclare Göring, ce n'est pas l'individu [...]. Il y a une seule chose qui compte : l'État national-socialiste doit être placé au-dessus de tout⁵. » La « raison d'État » est à la base du droit nazi. L'individu doit s'effacer devant l'État, dont « l'existence, la croissance et la pérennité sont déclarées supérieures⁶ ». Le cardinal Faulhaber peut dénoncer cette conception selon laquelle « l'individu est ravalé au rang d'un zéro et d'un esclave sans droits », cet « État absolu au milieu duquel l'individu est perdu comme la goutte d'eau dans l'immense océan⁷ ».

1. Cité dans MAC CABE Joseph, *Treitschke et la Grande Guerre*, Giard & Brière, 1916.

2. Pie XI, encyclique du 29 juin 1931.

3. MUSSOLINI Benito, *Le Fascisme, doctrine et institutions*, op. cit.

4. ROCCO, « La crise de l'État », *Revue des vivants*, juillet 1927.

5. Göring, conférence à la presse allemande, cité par *Lu*, 6 juillet 1934.

6. *Le Temps*, 8 novembre 1933.

7. FAULHABER Michael von (cardinal), *Juifs et chrétiens devant le racisme*, Sortot, 1934.

7. LE FASCISME RÉHABILITE LA VIOLENCE

À l'aube de son règne, la bourgeoisie a nié la légitimité de la violence, le « droit du plus fort », vieilles notions barbares, issues des premiers âges de l'humanité et sur lesquelles reposait encore la société féodale et absolutiste. À la force, les philosophes du XVIII^e siècle ont opposé le droit : les rapports entre hommes ne doivent plus être tranchés par la force, mais réglés par des contrats. Rousseau a réfuté le « prétendu » droit du plus fort et affirmé que « force ne fait pas droit¹ ». En fait, sous l'apparence du « droit », la bourgeoisie, devenue classe dominante, a régné par la force. Mais n'ayant pas besoin d'exhiber trop ouvertement la force elle a préféré la dissimuler sous la fiction du « droit ».

Mais un jour arrive où elle ne peut sauver ses profits menacés qu'en exterminant le prolétariat organisé, qu'en gouvernant par la terreur. Alors elle exhume les vieilles notions des époques sauvages ; elle réhabilite la violence ; elle se réclame des apologistes réactionnaires de la violence.

Ces fanatiques transposent du domaine de la biologie dans le domaine de la sociologie, en les dénaturant, les découvertes de Darwin. Le grand naturaliste ayant posé le principe que le développement des espèces est soumis à la loi de sélection, que toujours le plus apte survit, ils remplacent tout simplement le plus apte par le plus fort². Et ils décrètent que les hommes, comme les espèces animales, doivent se livrer une féroce « lutte pour la vie » ; que les plus forts doivent exterminer les plus faibles ; que la lutte sanglante est la condition de l'évolution du monde. C'est ainsi que Nietzsche exalte la « volonté de puissance, la

1. ROUSSEAU Jean-Jacques, *Le Contrat social* :

http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/contrat_social/contrat_social.html

2. « Le nouveau naturalisme », *Le Temps*, 25 août 1935.

prééminence fondamentale des forces d'un ordre spontané, agressif, conquérant, usurpateur, transformateur ». Il tourne en dérision cette rêverie de Rousseau qu'un contrat est à l'origine de l'État. L'État a été créé par une race de conquérants et de maîtres laissant tomber ses formidables griffes sur une population inférieure¹.

Pour Treitschke « la force est le principe même de l'État, l'État c'est la force² ». Georges Sorel, à son tour, entreprend de réhabiliter la violence; il aime la violence pour elle-même; il proclame que la « violence est morale ». Il se désole de ce que l'introduction des principes de 1789 dans la législation, en civilisant le droit, l'ait « avili ». Il peste contre l'éducation démocratique « dirigée en vue d'atténuer tellement nos tendances à la violence que nous sommes conduits instinctivement à penser que tout acte de violence est une manifestation d'une régression vers la barbarie³ ». Cette violence, il en conseille l'usage, non seulement au prolétariat, mais également à la bourgeoisie. Or, le prolétariat n'a que faire d'une telle théorie. Il n'aime pas la violence pour la violence. Au point de vue idéal, il est opposé à toute violence (Lénine)⁴. Il ne fait pas de la violence une question d'éthique, il ne croit pas que la lutte en soi soit « régénératrice », il ne veut pas d'une société édifiée sur le « droit du plus fort ». S'il recourt à la violence, c'est seulement lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen de vaincre la violence adverse, de délivrer l'humanité du principe de violence, d'instaurer une société sans classes, une société de producteurs et non de guerriers, une société de laquelle tout vestige de barbarie, toute forme d'oppression seront bannis.

1. NIETZSCHE, *Généalogie de la morale*.

2. Lire MAC CABE Joseph, *Treitschke et la Grande Guerre*, op. cit.

3. SOREL Georges, *Réflexions sur la violence*, op. cit.

4. Lénine, cité dans GORKI Maxime, *Lénine et le paysan russe*, Éditions du Sagittaire, 1924.

En revanche, la théorie sorélienne de la violence encourait le risque d'être exploitée par la contre-révolution. Simplifiée grossièrement, elle se prêtait à la légitimation des formes les plus brutales de domination.

En Italie

Mussolini, en un style sorélien, proclame la « valeur du fait violence¹ » : « La violence, affirme-t-il, est parfaitement morale². » « J'ai fait presque toute ma vie l'apologie de la violence³. » « La lutte est à l'origine de toutes choses [...]. La lutte sera toujours au fond de la nature humaine comme une suprême fatalité. Du reste, il est bon qu'il en soit ainsi. Le jour où il n'y aurait plus de lutte serait un jour de mélancolie, de fin, de ruine⁴. » L'homme ne se révèle vraiment que « dans l'effort sanglant⁵ ».

En Allemagne

Hitler vante de même l'« efficacité victorieuse de la violence » : « L'humanité a grandi dans un combat éternel ; dans la paix éternelle, l'humanité dépérirait [...]. La nature anéantit les faibles pour donner leur place aux forts. » Il exalte le droit du plus fort, « droit qui dans la nature est le seul possible, le seul raisonnable ». Il se vante « d'utiliser toutes les armes, même les plus brutales⁶ ».

Ainsi une classe sociale cultivée et qui se pique de « respectabilité », incarnée par un vieux gentilhomme qu'honore tout un peuple, en vient à confier le pouvoir aux plus sinistres bandits que l'histoire ait jamais connus.

1. MUSSOLINI Benito, *Le Fascisme, doctrine et institutions*, op. cit.

2. Mussolini, discours au Grand Conseil fasciste, 1925.

3. Mussolini, discours du 26 mai 1927.

4. Mussolini, discours du 20 septembre 1920.

5. Mussolini, discours du 26 mai 1934.

6. HITLER Adolf, *Mein Kampf*, op. cit.

LE FASCISME CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

I. L'ÉTAT FASCISTE DÉTRUIT LES SYNDICATS,
PARALYSE LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Les magnats capitalistes ont atteint leurs objectifs : ils disposent enfin de l'« État fort » souhaité. Par une série de mesures d'ordre social et économique, l'État fasciste va s'appliquer à enrayer la chute de leurs profits, à rendre « rentables » leurs entreprises.

Cette action s'exerce d'abord, et essentiellement, contre la classe ouvrière : l'État fasciste commence par créer les conditions permettant le massacre des salaires : destruction des syndicats ouvriers, suppression de leur prolongement au sein de l'usine, abolition du droit de grève, annulation des contrats collectifs, rétablissement de l'absolutisme patronal au sein de l'entreprise.

Mais ce n'est que la première partie du programme. Il faut, en outre, pour l'avenir, empêcher toute cristallisation indépendante au sein des masses ouvrières. Alors l'État fasciste met toute son autorité au service des employeurs : il embrigade les travailleurs dans des organisations de surveillance policière dont les chefs sont nommés par en haut, échappent au contrôle des cotisants et ne s'intitulent que par une véritable imposture les « représentants » de ceux-ci ; il punit toute tentative de grève de sévères peines disciplinaires : lutter contre le patron, c'est désormais se dresser contre l'État ; pour prévenir tout conflit du travail, il exerce

obligatoirement son « arbitrage », c'est-à-dire travestit en sentences arbitrales les volontés patronales : quiconque conteste ces sentences est considéré comme un ennemi de l'État. Enfin, il sanctionne de son autorité les salaires qu'il plaît aux magnats capitalistes de payer à leurs exploités : ne pas accepter ces salaires, c'est désobéir à l'État.

En Italie

La destruction des syndicats ouvriers a commencé bien avant la prise du pouvoir, ce qui nous oblige à revenir quelque peu en arrière. Le fascisme s'attaque d'abord au syndicalisme rural, plus vulnérable. Il dévaste les locaux des « ligues rouges » et des coopératives de travailleurs agricoles, assassine les militants responsables de ces organisations. Et, parallèlement, les syndicats fascistes se fondent, patronnés par les gros agrariens : « Comment est né ce syndicalisme fasciste, racontera plus tard Mussolini. Acte de naissance : 1921. Lieu : la vallée du Pô. Circonstances : la conquête et la destruction des forteresses révolutionnaires¹. » Tous les moyens de pression sont mis en œuvre pour contraindre les travailleurs à s'inscrire aux syndicats fascistes. Les propriétaires ne donnent du travail qu'à des journaliers, ne traitent qu'avec des métayers, les banques ne fournissent du crédit qu'à des cultivateurs adhérant aux organisations fascistes².

Des chômeurs « fascistes » sont amenés de loin, escortés par une escouade. Aussitôt qu'ils sont arrivés dans un pays, les agrariens locaux ignorent le bureau syndical de placement, déchirent le contrat de travail, et n'ont plus de grève à craindre, car les chômeurs immigrés sont là pour remplacer la main-d'œuvre locale. De cette façon,

1. Mussolini, discours au Sénat, 1926.

2. NICOLETTI Mario, *Le Fascisme contre le paysan (l'expérience italienne)*, op. cit.

les syndicats rouges sont brisés¹. Dans certains centres où l'idée socialiste et coopérative est profondément ancrée, la résistance est tenace et dure des années². Mais peu à peu, les travailleurs de la terre, condamnés à mourir de faim s'ils ne cèdent pas aux exigences de leurs employeurs, se résignent à entrer dans les syndicats fascistes, soit individuellement, soit en bloc. « On faisait, raconte Gorgolini, un colis des cartes, des registres et des drapeaux. On allait en troupe les consigner au siège du *fascio* le plus proche³. »

Toutefois, c'est surtout après la conquête du pouvoir que le fascisme ose s'attaquer aux syndicats des travailleurs de l'industrie. Au lendemain de la marche sur Rome, les *fasci* locaux réussissent un peu partout à entrer en possession des listes des syndiqués, rassemblent ceux-ci et leur conseillent, sous menace de violences, d'adhérer aux syndicats fascistes. Tous ceux que l'on trouve porteurs de la carte du syndicat rouge sont roués de coups, persécutés, boycottés. Les patrons n'embauchent, les offices de placement n'accueillent que les ouvriers munis de la carte « syndicale » fasciste; il est fréquent que les industriels inscrivent eux-mêmes leur personnel aux syndicats fascistes et retiennent les cotisations sur les salaires. Rossi, dans son livre sur la naissance du fascisme, raconte comment la direction des grandes Acéries de Terni aide le fascisme à détruire les syndicats rouges. Depuis juillet 1922, les usines ont fermé faute de commandes. Les syndicats rouges ont obtenu l'assurance qu'elles seraient rouvertes le 1^{er} septembre; mais à cette date les sirènes restent silencieuses. Alors les fascistes envahissent la ville, traitent de menteurs les socialistes, qui avaient promis aux ouvriers la réouverture des aciéries, et

1. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

2. NENNI Pietro, « La faillite du syndicalisme fasciste », *Cahiers bleus*, 27 juillet 1929.

3. GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme*, op. cit.

incendient les deux bourses du travail. L'opération achevée, la direction décide la reprise du travail : elle ne traitera plus dorénavant qu'avec les syndicats fascistes.

Dès août 1923, le Grand Conseil fasciste entre en relations avec la Confédération générale de l'industrie (patronale) et invite celle-ci à établir un contact permanent avec les syndicats fascistes. En décembre est conclu l'accord dit « du palais Chigi » qui consacre la reconnaissance officielle des syndicats fascistes par le patronat. La Confédération générale de l'industrie et la Confédération des syndicats fascistes nomment une commission mixte permanente destinée à « harmoniser » la politique des deux associations. Forts de cette reconnaissance, les syndicats fascistes accaparent légalement le patrimoine social des syndicats ouvriers. Un décret-loi du 24 janvier 1924 permet aux préfets de révoquer les administrateurs de ces organisations et de nommer des « commissaires » chargés de liquider leurs biens après dissolution. Quand il a réussi à grouper dans une ville un certain nombre de transfuges du syndicat ouvrier, le syndicat fasciste rival revendique et obtient la propriété du patrimoine de l'ancien syndicat : immeubles, fonds en caisse, etc¹.

Mais cette tactique est loin d'être couronnée de succès. Tant que subsiste la liberté syndicale, tant que la CGL peut poursuivre légalement son existence, les syndicats fascistes, malgré tous les moyens de pression employés, font peu de progrès parmi les travailleurs de l'industrie : dans toutes les élections aux « commissions internes d'usine », les listes fascistes sont « littéralement submergées sous une avalanche de voix rouges² » ; en mars 1925, lorsque le syndicat fasciste des métallurgistes de Brescia lance un ordre de grève, 20 % seulement des ouvriers y répondent, et tous

1. SALVEMINI Gaetano, « Le Syndicalisme fasciste », *Nouvelle Revue socialiste*, 1925.

2. NENNI Pietro, « La faillite du syndicalisme fasciste », *op. cit.*

les autres suivent celui lancé deux jours plus tard par la Fédération des ouvriers métallurgistes.

Reste le recours à la contrainte. Lorsqu'en 1925 commence la dictature totalitaire, ce qui subsiste des syndicats ouvriers est définitivement supprimé : par l'accord du 2 octobre, dit du « palais Vidoni », la Confédération générale de l'industrie reconnaît aux « syndicats » fascistes un monopole exclusif; ils ont seuls désormais le droit de conclure des contrats de travail. En même temps, le droit de grève est aboli, les « commissions internes d'usine » sont supprimées. En novembre, les bourses du travail, syndicats, fédérations encore existants, sont dissous, leurs biens confisqués. À la fin 1926, la CGL, qui ne subsistait plus que nominalement, disparaît à son tour.

Reste maintenant à prendre des précautions pour l'avenir. « Comment paralyser la résistance ouvrière sans le syndicalisme? » observe Kérillis dans son « Enquête en Italie fasciste¹ ». Paralyser la résistance ouvrière, tel sera désormais le rôle des syndicats fascistes, devenus des organismes de « discipline politique² ». Les travailleurs sont répartis dans un certain nombre de « cloisonnements professionnels³ » à l'intérieur desquels leur activité peut être facilement surveillée et contenue.

Par la loi du 3 avril 1926⁴, les syndicats fascistes se voient confirmer, en fait, le monopole de la « représentation syndicale ». Mais ils n'ont de syndicat que le nom. Le syndiqué fasciste ne possède aucun droit; il est privé de la faculté élémentaire de désigner librement ses représentants. C'est ainsi

1. KÉRILLIS Henri (de), « Une enquête en Italie fasciste », *L'Écho de Paris*, 6-16 octobre 1933.

2. De l'aveu du chef fasciste Razza, 3 octobre 1933.

3. VALOIS Georges, *Finances italiennes*, *op. cit.*

4. Loi complétée par le règlement du 1^{er} juillet 1926.

que les typographes romains ayant élu, à la place du conseil sortant, de vieux dirigeants de l'époque préfasciste, le conseil syndical est aussitôt dissous et un « commissaire du gouvernement » nommé avec pleins pouvoirs¹. Ces prétendus « syndicats » ne sont, en fait, que des organes de l'administration de l'État. Mussolini peut dire, dans un discours du 11 mars 1926 : « Le syndicalisme fasciste est un puissant mouvement de masse, complètement contrôlé par le fascisme et le gouvernement, un mouvement de masse qui obéit. » Les chefs syndicaux sont, suivant l'aveu de Rossoni lui-même, « des Chemises noires désignées par le gouvernement pour conduire les syndicats² ». Lorsque, de temps en temps, syndicats, fédérations ou unions provinciales tiennent des réunions d'information ou des congrès, aucun débat n'est toléré. Un ouvrier écrit au journal *L'Universale* de Florence : « En fait, moi qui suis régulièrement inscrit au syndicat de mon industrie, je n'ai jamais eu la possibilité de me mettre en contact avec l'organisation, de discuter dans les assemblées, de m'exprimer librement³. »

L'adhésion à ces « syndicats » est soi-disant volontaire. Mais, en fait, les ouvriers qui n'en font pas partie leur doivent néanmoins le paiement des cotisations syndicales et sont tenus d'observer les conditions de travail et les salaires fixés par eux en accord avec les employeurs. D'ailleurs tous les moyens de pression sont mis en œuvre pour obliger les ouvriers à donner leur adhésion : un chômeur, par exemple, n'a de chances d'être secouru ou de trouver du travail à l'office de placement que s'il peut exhiber la carte syndicale.

Réciproquement, l'État fasciste peut rejeter des syndicats, c'est-à-dire priver de son gagne-pain, qui lui plaît.

1. *Nuovo Avanti*, Paris, 11 février 1934.

2. Article dans *Il Popolo d'Italia* en 1929, cité par *Le Peuple*, 9 février 1935.

3. *L'Universale*, Florence, 25 avril 1933.

La loi prévoit en effet que les statuts des syndicats doivent indiquer l'organe auquel est confié le pouvoir disciplinaire sur les membres convaincus d'indignité morale ou politique.

Le fascisme ne se contente pas d'embrigader les travailleurs dans des organisations jaunes; il punit de sévères peines disciplinaires toute velléité d'indépendance des ouvriers. La grève, en particulier, est considérée comme un crime de lèse-État, un crime « contre la collectivité sociale ». Et, à ce titre, elle est passible de toute une gamme de punitions : amendes jusqu'à 1 000 livres et peines de réclusion allant d'un à trois ans, les « meneurs » étant passibles de trois à sept ans.

Dans les prétendus « contrats de travail » conclus par les syndicats fascistes sous l'égide de l'État, les devoirs des salariés tiennent beaucoup plus de place que les droits : pas moins de douze articles, par exemple, dans le contrat du Bâtiment, sont consacrés à la discipline. Ce contrat est rédigé comme un règlement militaire : « Tous les ouvriers dépendent de leur chef immédiat suivant l'ordre établi par la hiérarchie¹. »

La loi du 16 août 1935 soumet le personnel des usines liées directement ou indirectement à l'industrie de guerre à la discipline et au code militaires. Quiconque quitte l'usine pour plus de cinq jours est considéré comme déserteur et passible de deux à neuf ans de prison. Toute infraction à la discipline, toute « insubordination » ou violence envers les dirigeants techniques de l'usine sont passibles de peines allant de six mois à neuf ans de réclusion, tout obstructionnisme ou sabotage dans les travaux d'un à cinq ans. En 1938, 580 000 ouvriers militarisés sont employés dans des

1. BOATTI Ricardo. « Où mène la domestication des syndicats », *La Révolution prolétarienne*, n° 175, 25 mai 1934.

industries « travaillant pour la défense nationale » et, par conséquent, tombent sous le coup de cette loi¹.

L'État fasciste, par un décret-loi du 30 juin 1934, ressuscite le « livret de travail ». Sur ce livret, les autorités inscrivent si la conduite du porteur est « satisfaisante du point de vue national »; l'employeur indique, en cas de licenciement, si l'ouvrier congédié était apte ou inapte, digne de confiance ou peu sûr.

En janvier 1936, le livret est remplacé par un nouveau livret qui embrasse toutes les formes d'activité du citoyen de 11 à 32 ans et qui, entre autres, constitue un document indispensable pour pouvoir obtenir un emploi².

Pour prévenir tout conflit du travail, l'État fasciste exerce obligatoirement son « arbitrage »; que ce soit au sein des « comités provinciaux intersyndicaux » (de 1927 à 1931), au sein des « comités provinciaux de l'économie corporative » (depuis 1931), au sein des « comités de conciliation » des « corporations » (depuis 1934) et, tout à fait au sommet, devant la magistrature du Travail (depuis 1926), le scénario de cet « arbitrage » est le même : des fonctionnaires de l'État fasciste affectent de départager les représentants patronaux et les « représentants ouvriers », mais, en réalité, ils travestissent en sentences arbitrales les volontés patronales. Dans une minute de sincérité, Mussolini déclare au président de la Confédération de l'industrie : « J'assure M. Benni que tant que je serai au pouvoir, les employeurs n'auront rien à craindre de la magistrature du Travail³. »

Résister aux volontés patronales, c'est désobéir à l'État; les travailleurs qui refuseraient d'exécuter les

1. Mussolini, discours, *Le Temps*, 1^{er} avril 1938.

2. *Le Temps*, 1^{er} février 1936.

3. Cité dans JOUHAUX Léon, « La charte fasciste du travail », *Revue des vivants*, octobre 1927.

sentences rendues par la magistrature du Travail sont passibles d'une peine d'un mois à un an de détention et d'une amende de 100 à 10 000 livres.

Enfin, l'État fasciste sanctionne de son autorité les salaires payés par les employeurs à leur personnel. Le ministère des Corporations rédige à Rome de prétendus « contrats collectifs » suivant les directives des employeurs, puis envoie purement et simplement ces contrats aux fonctionnaires syndicaux qui n'ont plus qu'à les signer au nom de leur organisation. Comme l'écrit le professeur Pic, ce « ne sont plus des contrats librement débattus, mais bien de véritables règlements administratifs ».

Ne pas accepter les salaires et conditions de travail dictés par le patronat, c'est agir en ennemi de l'État : toute discussion, toute tentative de violation de ces prétendus « contrats » sont punies d'une amende de 100 à 5 000 livres.

Les chefs d'industrie ont atteint ainsi le but qu'ils poursuivaient :

1) *Remplacer les anciens salaires contractuels par des salaires d'entreprise* : les prétendus « contrats collectifs » qu'ils imposent à leurs exploités par le truchement de l'État fasciste ne sont pas, en effet, des contrats « nationaux » ou, plus exactement, toutes les clauses en sont nationales, sauf celles concernant les salaires. Les anciens contrats collectifs conclus par les syndicats libres tendaient à réduire l'écart entre les salaires d'une région à l'autre et à faire profiter les travailleurs des régions arriérées de certains avantages conquis par les travailleurs des régions plus avancées. Les salaires varient dans les « contrats » fascistes de région à région, de localité à localité, d'entreprise à entreprise. L'employeur est libre, en fait, de fixer, selon son bon plaisir, les salaires de ses exploités.

1. Cité par Francis Million, *Le Peuple*, 2 août 1935.

2) *Pouvoir réduire les salaires sans rencontrer la moindre résistance* : contrairement aux anciens contrats collectifs conclus par les syndicats libres, les « contrats » fascistes ne consolident pas pour une certaine période fixée à l'avance les tarifs établis. Ils sont à tout moment modifiables. La loi précise, en effet : « L'action pour l'établissement de nouvelles conditions de travail est admise [...], même avant l'expiration de la durée qui y est prévue, à la condition qu'il se soit produit un changement sensible de la situation de fait existant au moment de la stipulation¹. » À tout moment, à l'occasion de chaque conflit du travail, la magistrature du travail peut prendre une décision modifiant les conditions spécifiées dans le contrat et les rendre applicables à tous les travailleurs de l'industrie en question².

Mais souvent, les employeurs n'ont pas même besoin d'abroger les « contrats » en vigueur : il leur suffit, avec la complicité de l'État, de les tourner ou d'en violer ouvertement les clauses : ils déclassent des ouvriers de catégories supérieures dans des catégories inférieures, ils considèrent les minima comme des maxima et réduisent, dès la signature du contrat, tous les salaires qui se trouvent dépasser ces minima. Il arrive même que les syndicats fascistes conseillent à leurs adhérents d'accepter des conditions inférieures aux tarifs contractuels pour ne pas risquer de se priver d'un travail possible³.

En Allemagne

Bien avant son accession au pouvoir, le national-socialisme commence non pas à détruire comme en Italie, mais

1. Décret du 1^{er} juillet 1926.

2. GADDI Giuseppe, *La Misère des travailleurs en Italie fasciste*, op. cit.

3. Lire LAZARD J., « L'agriculture dans l'Italie du Nord », *Correspondant*, 25 octobre 1933.

à grignoter les syndicats libres. En 1928, un nazi berlinois, d'origine ouvrière, Reinhold Muchow, fonde les « cellules d'entreprise nationales-socialistes » (NSBO). Leur but est de rivaliser d'influence dans les entreprises avec les syndicats, de conquérir la majorité aux élections des « conseils d'entreprise ». Les NSBO commencent par s'implanter dans les petits et moyens ateliers. En 1931, elles sont réorganisées et se lancent à la conquête des grandes entreprises¹. Mais cette année-là, malgré une propagande acharnée elles n'obtiennent aux élections des conseils que 0,5% des voix contre 83,6% aux syndicats libres. Encore en mars 1933, Hitler au pouvoir, elles n'obtiennent que 3% des voix, malgré tous leurs efforts, dans les élections partielles de conseils d'entreprise. D'après une évaluation – sans doute optimiste –, elles comptent au 1^{er} mai 1933 à peine 500 000 membres. Et encore ces membres sont-ils des travailleurs des services publics enrôlés de force ou des chômeurs espérant obtenir, grâce à la carte NSBO, du travail².

Les nationaux-socialistes comprennent que, tant que subsistera la liberté syndicale, ils n'ont aucune chance d'attirer dans leurs organisations le prolétariat industriel. Reste le recours à la contrainte. Dès le lendemain de l'incendie du Reichstag, le droit de grève est pratiquement supprimé : toute incitation à la grève devient passible d'une peine d'un mois à trois ans de prison. Certaines maisons du peuple sont occupées spontanément par les Chemises brunes. Au début d'avril, le gouvernement national-socialiste prend des mesures préparatoires qui ne laissent aucun doute sur ses intentions : les syndicats se voient retirer le monopole de la représentation ouvrière dans le Conseil

1. Lire HEDDEN KONRAD, *Histoire du national-socialisme*, op. cit.

2. *Fascisme*, bulletin d'informations de la Fédération internationale des transports, Amsterdam, 11 janvier 1936.

économique du Reich, dans les tribunaux du travail. Les attributions et droits des conseils d'entreprise, prolongements des syndicats au sein de l'usine, sont restreints : les élections sont différées, les membres en exercice peuvent être révoqués « pour des raisons économiques ou politiques » et remplacés par des membres nommés (par des nazis naturellement). Les conseils eux-mêmes peuvent être dissous pour « raison d'État ». Les employeurs sont autorisés à licencier tout travailleur soupçonné d'être « hostile à l'État », sans que l'intéressé puisse recourir à la procédure de défense prévue par la législation sociale du Reich. Et, parallèlement, les NSBO activent leur propagande sur le lieu du travail, commencent à embrigader de force les adhérents des syndicats libres.

Au lendemain du 1^{er} Mai, décrété « fête nationale » et célébré à grand spectacle dans toute l'Allemagne, tous les syndicats ouvriers sont « synchronisés » (« *gleichgeschaltet* »), leurs immeubles occupés par les sections d'assaut, leurs chefs emprisonnés. Un « Comité d'action pour la protection du travail allemand » ayant à sa tête le chef de l'administration du parti national-socialiste, le Dr Ley, prend en charge le patrimoine social des associations défunctes. Partout, les maisons du peuple sont occupées sans résistance et deviennent les « maisons du travail allemand ». Dans une proclamation, le Dr Ley affirme : « Nous ne songeons pas, bien au contraire, à détruire les syndicats. Non, travailleur, tes institutions sont, pour nous, nationaux-socialistes, sacrées et inviolables ! » Le 10 mai est constitué le Front du travail allemand. Il englobe les adhérents de toutes les associations « synchronisées », les groupes en 14 fédérations professionnelles.

Mais, dès le congrès constitutif du Front du travail, Hitler contredit les assurances du Dr Ley : les nationaux-socialistes,

déclare-t-il, ont repris les syndicats « non point pour les conserver intégralement dans l'avenir¹ » ; le 8 juin, dans la revue *Soziale Praxis*, le chef de la Fédération national-socialiste des employés, Schneider-Landmann, confirme : « Il est d'ores et déjà certain qu'on retirera aux organisations professionnelles les tâches qui leur ont donné jusqu'à présent le caractère de syndicats. » Et, de fait, le 16 mai, le droit de grève est définitivement aboli. Le 19 mai, une loi enlève aux syndicats « synchronisés » la capacité de conclure des contrats collectifs de travail. Le 29 novembre, l'admission des nouveaux membres dans les 14 fédérations professionnelles est suspendue. Du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1934, elles sont dissoutes l'une après l'autre.

Reste maintenant à prendre des précautions pour l'avenir. « Rien dans un État n'est plus dangereux, explique le Dr Ley, que des hommes déracinés que l'on prive de leurs organisations de défense [...]. De tels hommes deviennent indubitablement les victimes de meneurs sans scrupule et de la sorte un foyer constant de perturbation [...]. Le Front du travail a été créé pour écarter ces meneurs sans scrupule². » Il devient une vaste administration d'État, chargée du « bourrage de crâne » et de la surveillance policière des ouvriers. Son chef de la propagande, Selzner, déclare qu'il n'a pas pour but la défense sociale des travailleurs, mais qu'il est une organisation purement politique « élargissant opportunément » les cadres de la propagande national-socialiste. Sa tâche essentielle est « la préparation, par l'éducation, de tous ses membres au national-socialisme ». L'organisation de base du Front du travail est désormais la

1. Hitler, discours du 10 mai 1933.

2. LEY Robert (Dr), article du 15 novembre 1933, recueilli dans *Durchbruch der sozialen Ehre* (« Percée de l'honneur social »), 1935.

« communauté d'entreprise » qui groupe tous les travailleurs d'une même entreprise quelles que soient leurs professions. Les travailleurs y sont endoctrinés et surveillés à la fois par l'employeur, membre de droit de la « communauté d'entreprise », et par la « cellule d'entreprise national-socialiste ».

La liaison entre Front du travail et police est étroite. C'est ainsi que le 13 février 1936, le chef de la police secrète Himmler visite les bureaux de la direction du Front du travail et déclare : « Les SS et la police ne peuvent assurer la sûreté intérieure que si les hommes sont conquis par l'idée du national-socialisme; c'est là une tâche qui incombe particulièrement au Front du travail¹. »

L'adhésion au Front du travail n'est pas obligatoire, mais, en fait, la pression patronale est telle que l'ouvrier peut difficilement rester inorganisé; de plus en plus, les employeurs introduisent dans les contrats d'entreprise une clause aux termes de laquelle seuls les membres du Front du travail peuvent être employés². Réciproquement, l'État national-socialiste peut rejeter du Front du travail, c'est-à-dire priver de son gagne-pain, qui lui plaît. *L'Angriff* du 14 janvier 1936 (devenu le quotidien du Front du travail) écrit : « Il n'existe aucune obligation de la part du Front du travail d'accepter tous ceux qui veulent être admis. Il se réserve le droit de repousser des demandes d'adhésion ou d'expulser des membres déjà admis. »

L'État national-socialiste ne se contente pas d'embrigader les travailleurs dans des organisations jaunes; il punit de sévères peines disciplinaires toute velléité d'indépendance des ouvriers. Les travailleurs qui compromettent la « paix sociale dans l'entreprise par une

1. *Fascisme*, 22 février 1936.

2. *Fascisme*, 25 janvier 1936.

excitation malveillante du personnel » sont déférés devant les « tribunaux d'honneur » du travail pour « manquement à l'honneur social » et sont passibles non seulement de renvoi, mais de lourdes amendes et de peines de prison (loi du 20 janvier 1934). Parmi ces manquements, les tentatives de grève sont réprimées avec une sévérité particulière. Elles sont, écrit le commentateur officiel de la loi, une « offense envers la communauté¹ ».

Dans les « règlements intérieurs d'entreprise » affichés par les employeurs avec l'assentiment et sous l'égide de l'État, sont prévues toutes sortes de peines disciplinaires visant : la diffamation et l'excitation des « camarades de travail », l'ébrulement des améliorations pratiquées dans l'entreprise, la divulgation des secrets de fabrication ou simplement des salaires touchés par les ouvriers de l'entreprise². *L'Angriff*, le quotidien du Front du Travail, du 1^{er} octobre 1936, convient que certains de ces règlements ressemblent à des codes pénaux. « Ce que l'ingéniosité juridique, écrit-il, a pu accumuler en matière d'amendes, de congédiement, d'interdictions, etc., est à peine croyable. » Il faut ajouter que le nouveau code pénal allemand fait de l'« espionnage industriel » (par exemple, le fait de « révéler les éléments du coût de production ») un crime de haute trahison passible de la peine de mort³.

La loi du 26 février 1935 institue un « livret de travail » où l'employeur inscrit son appréciation en se séparant de l'employé, et qui doit être présenté lors d'une nouvelle embauche. Un décret de Göring stipule que si un ouvrier, rompant son contrat, quitte son emploi avant la fin du délai, l'employeur a le droit de conserver son livret de travail

1. Loi pour la réglementation du travail national, commentaires du Dr E. Schlichting.

2. *Fascisme*, 15 décembre 1934 et n° 3, février 1935.

3. *Le Temps*, 11 janvier 1937.

jusqu'à l'expiration du contrat. Comme l'ouvrier ne peut se faire embaucher nulle part sans ce livret, il est lié à sa tâche.

Si les salariés, eux, n'ont pas le droit de changer d'employeur, les autorités s'arrogent le droit de les déplacer sans tenir compte de leurs désirs. Un décret de Göring de fin juin 1938 permet l'enrôlement de tout travailleur, son transfert et son emploi dans toute usine reconnue d'« utilité nationale ». Les individus ainsi déplacés ne conservent pas les appointements de leur emploi précédent¹.

Pour prévenir tout conflit du travail, l'État national-socialiste exerce obligatoirement son « arbitrage ». Après être venu en conciliation devant la « communauté d'entreprise » du Front du travail, devant le « comité du travail » de la localité, devant la « commission du travail » du district (ces deux derniers organismes à base soi-disant paritaire), le conflit est tranché, dans chaque district, par le représentant officiel de l'État, le « curateur du travail », assisté d'un « conseil d'experts » (également à base soi-disant paritaire). Parmi les 13 curateurs du travail nommés le 19 mai 1933, neuf étaient d'anciens employés de groupements patronaux. Le curateur, s'il estime que le conflit doit entraîner des pénalités, porte celui-ci devant le « tribunal d'honneur » de son district, tribunal composé d'un magistrat fonctionnaire d'État amovible en qualité de président, d'un chef d'entreprise et d'un « représentant » des travailleurs en qualité d'assesseurs. Enfin, le jugement rendu par le « tribunal d'honneur » peut venir en appel devant une instance suprême : le « tribunal d'honneur du Reich » siégeant à Berlin et composé lui aussi de magistrats, d'employeurs et de représentants des travailleurs.

1. *Le Temps*, 30 juin, 2 et 6 juillet 1938.

À tous les échelons, le scénario de cet « arbitrage » est le même : des fonctionnaires de l'État national-socialiste, sous couleur de départager les représentants patronaux et les « représentants » ouvriers, imposent aux travailleurs la volonté patronale : quiconque conteste cet « arbitrage » est considéré comme un « ennemi de l'État » et puni en conséquence.

Enfin, l'État national-socialiste sanctionne de son autorité les salaires versés. Sous l'égide et avec l'assentiment des curateurs du travail, les employeurs fixent dans les « règlements intérieurs d'entreprise » les salaires, la durée et les conditions du travail de leur personnel. Le curateur du travail de Westphalie avoue : « Vu la grande quantité de contrats qui me sont soumis, il m'est absolument impossible de les vérifier dans tous les détails ! » Ne pas accepter le salaire indiqué dans le « règlement intérieur », c'est « manquer à l'honneur social » ; et le coupable, traduit devant les tribunaux du travail, est passible de lourdes peines.

Le grand patronat a atteint ainsi le but qu'il poursuivait :

1) *Abolir les anciens tarifs contractuels et les remplacer par des salaires d'entreprise* : désormais les contrats collectifs nationaux (ou plus généralement régionaux) sont remplacés par des salaires d'entreprise – « Le centre de gravité (*Schwergewicht*) sera désormais dans chaque entreprise », écrit le commentateur officiel de la loi ;

2) *Différencier les salaires* : les employeurs reprochaient aux anciens contrats collectifs de tendre à l'égalisation des salaires et de supprimer de la sorte toute prime à l'initiative, à l'habileté professionnelle. Désormais les salaires sont fortement différenciés : « Les taux minima, spécifie la loi, doivent être établis de manière à laisser une marge pour la rétribution de chaque membre de l'entreprise en raison de son rendement.

1. *Der Ruhrarbeiter*, n° 5, septembre 1936.

D'autre part, il y a lieu de ménager des possibilités de récompenser convenablement tout service exceptionnel. »

3) *Pouvoir réduire les salaires sans rencontrer la moindre résistance* : les salaires n'étant plus insérés dans des contrats conclus pour une certaine durée mais dans des « règlements intérieurs d'entreprise » que l'employeur peut modifier (avec la complicité du curateur du travail) selon son bon plaisir, rien ne s'oppose désormais au massacre des salaires.

À vrai dire, il a fallu user de quelques précautions pour faire « avaler » ces innovations à la classe ouvrière : la loi du 20 janvier 1934 devait entrer en vigueur le 1^{er} mai. Mais, craignant une trop vive réaction des travailleurs, le gouvernement, par un décret du 28 mars, a prorogé les anciens contrats collectifs pour un nouveau délai. Ce n'est qu'après la répression du 30 juin que, peu à peu, les employeurs ont été autorisés à s'affranchir des anciennes obligations contractuelles et à fixer eux-mêmes des salaires d'entreprise.

2. L'ÉTAT FASCISTE EXTIRPE TOUT VESTIGE DE LUTTE DE CLASSES DE SES PROPRES ORGANISATIONS « OUVRIÈRES »

Mais cet ingénieux système destiné à paralyser la résistance ouvrière ne fonctionne pas, dans ses débuts, sans accrocs : le fruit contient un ver ; il va falloir d'abord éliminer le ver.

Dans les syndicats fascistes italiens, dans le Front du travail allemand se sont introduits, en effet, les plébéïens : sans songer sérieusement à s'attaquer aux privilèges capitalistes, ils éprouvent le besoin, pour conserver et augmenter leur influence personnelle au sein du régime, de s'appuyer sur une « base sociale ». Ceux d'entre eux, notamment, qui ont jeté leur dévolu sur les organisations « ouvrières » du fascisme et en ont fait leur fief comprennent qu'ils n'y attireront et

n'y retiendront les travailleurs qu'en travestissant ces organisations en organisations de classe. Aussi doivent-ils parler un langage démagogique, subir la pression de leurs troupes, s'en faire, avec plus ou moins de conviction, les interprètes.

Mais cette démagogie indispose les employeurs : ils craignent que les organisations « ouvrières » fascistes, au lieu de jouer leur rôle d'encadrement et de surveillance des travailleurs, ne se laissent déborder par leurs adhérents. Ils n'ont pas subventionné le fascisme pour que renaisse, sous une autre forme, un syndicalisme de classe; aussi exigent-ils qu'on sévisse impitoyablement contre les plébéiens, qu'on épure de fond en comble l'appareil des organisations « ouvrières » fascistes, qu'on en extirpe jusqu'au dernier vestige de lutte de classes.

En Italie

Avant la prise du pouvoir, lorsqu'il s'agissait de disputer les masses laborieuses aux syndicats ouvriers, il était nécessaire de confier la direction des syndicats fascistes à des plébéiens démagogues. Aussi le fascisme italien a-t-il utilisé un certain nombre d'anciens syndicalistes révolutionnaires : disciples de Georges Sorel et convertis à la veille de la guerre au nationalisme, ces « syndicalistes » se sont retrouvés, de 1918 à 1920, dans l'Unione italiana del lavoro - UIL (« Union italienne du travail »), organisation syndicale dissidente dont le programme était une étrange mixture de syndicalisme révolutionnaire et de nationalisme. Quand, en 1921, le fascisme a créé ses propres organisations, Rossoni et ses amis ont quitté l'UIL et pris la direction des syndicats fascistes. La nomination par en haut de tous les fonctionnaires syndicaux a permis à Rossoni de placer partout ses créatures. Il a peuplé de plébéiens les secrétariats des organisations locales et provinciales.

Une fois le pouvoir conquis, les dirigeants des syndicats fascistes comprennent qu'ils n'attacheront les masses ouvrières à leurs organisations que dans la mesure où ils réussiront à travestir celles-ci en organisations de classe ; ils continuent donc leur démagogie : « Nous disons, écrit Rossoni, que la lutte entre les classes, sous ses aspects divers, peut très bien se dérouler et se présenter même comme inéluctable¹. » À la fin de 1927, aussitôt après la stabilisation de la lire à un cours très élevé, les magnats industriels réduisent brutalement les salaires : un profond mécontentement règne au sein des masses ; dans les organisations de base de la Confédération des syndicats fascistes, Rossoni et les chefs plébéiens se sentent débordés. Pour conserver en main leurs troupes, ils sont obligés, en mainte occasion, de prêcher eux-mêmes la résistance, d'affecter de s'opposer aux réductions de salaires.

Il y a même quelque sincérité dans leur animosité contre les industriels : ils ne pardonnent pas à ceux-ci de les placer, par leurs exigences intempestives, dans une situation intenable, de faire apparaître les syndicats fascistes sous leur vrai visage : celui d'organisations jaunes. Aussi le congrès des syndicats fascistes qui se tient à Rome en 1928 se déroule-t-il dans une atmosphère orageuse. Les délégués ne se gênent pas pour constater que le patronat seul a largement profité de la « collaboration des classes² ». Rossoni s'avance très loin dans la voie de la démagogie : « Nous autres fascistes, s'écrie-t-il, nous avons brûlé le dossier du grand procès que le communisme avait intenté à la propriété. Mais si ceux qui possèdent du bien allaient ne pas sentir quel est leur devoir, ils seraient nos ennemis et il faudrait peut-être bien

1. ROSSONI Edmondo, article du *Lavoro d'Italia*, cité par Russo Domenico, *Mussolini et le Fascisme*, op. cit.

2. NENNI PIETRO, *La Lutte de classes en Italie*, op. cit.

rouvrir le procès! » Trop loin. Les magnats industriels se fâchent. Ils n'ont pas subventionné le fascisme pour que la lutte des classes, mise à la porte, rentre par la fenêtre, pour que les organismes d'encadrement et de surveillance des ouvriers prennent la tête de la résistance ouvrière, pour que la Confédération des syndicats fascistes ressuscite, sous une autre forme, la défunte Confédération générale du travail.

Aussi imposent-ils à Mussolini la dissolution de la Confédération (décret du 22 novembre 1928) et la disgrâce de Rossoni. L'organisation centrale étant détruite, seules subsistent les fédérations d'industrie au nombre de 13¹. Désormais les dirigeants syndicaux ne peuvent plus, pour le moindre conflit du travail, s'appuyer sur un « bloc ouvrier » de plus de deux millions de membres². Dans chaque industrie, les employeurs n'ont plus affaire à la Confédération mais seulement à une fédération d'industrie, c'est-à-dire à des dirigeants syndicaux disposant d'une base sociale beaucoup plus étroite. En même temps, la bureaucratie des syndicats, des organisations locales et provinciales, des fédérations est radicalement épurée. Tous les plébéiens placés par Rossoni sont congédiés, remplacés par des fonctionnaires serviles : créatures du patronat ou jeunes intellectuels frais émoulus de leurs universités, ignorant tout des masses ouvrières.

Mais, en dépit de ces épurations successives, la poussée de la base, bien que très amortie, oblige de temps en temps les bureaucrates des syndicats fascistes à simuler une volonté de résistance et à se livrer à une certaine démagogie. C'est ainsi qu'au congrès de la Confédération fasciste des ouvriers de l'industrie (30 juin et 1^{er} juillet 1936), 29 orateurs sur un total de

1. Chacune de ces fédérations porte improprement le nom de « confédération », mais, pour éviter toute équivoque, on a préféré ici employer le premier terme.

2. Lire ROSENSTOCK-FRANCK Louis, *L'Économie corporative fasciste*, op. cit.

33 demandent des augmentations de salaires – tout en exprimant à Mussolini leur « reconnaissance de tout ce qu'il a fait pour les travailleurs italiens¹ ».

Mais quand cette démagogie dépasse les limites permises, alors la dictature sévit et nettoie.

En Allemagne

Pour disputer les masses ouvrières aux syndicats libres, les chefs plébéiens des « cellules d'entreprise » ont dû, avant la prise du pouvoir, pousser très loin la démagogie. Une fois le pouvoir conquis, ils continuent. De mars à juillet 1933, ils sont littéralement déchaînés. Dans chaque entreprise, les membres des « cellules » parlent haut et fort; ils veulent avoir leur mot à dire en matière d'embauchage et de congédiement, ils multiplient les interventions dans les services techniques et commerciaux de l'entreprise. Comme les membres des « cellules » sont, pour la plupart, en même temps membres des sections d'assaut, ils vont jusqu'à mettre en état d'arrestation certains employeurs « antisociaux ».

Mais les magnats capitalistes se fâchent. Les plus remuants des chefs NSBO sont congédiés de leur travail, exclus des « cellules », jetés dans les camps de concentration. Göring, dans une circulaire à la police, recommande « d'agir avec énergie contre les membres des cellules d'entreprise qui n'ont pas encore compris le véritable caractère du III^e Reich ».

À la grande déception des plébéiens des cellules, la succession des syndicats « synchronisés » revient non pas aux NSBO mais au nouvel organisme : le Front du travail. Les NSBO sont reléguées au second plan. Leurs membres qui s'étaient crus les soldats d'élite de la « révolution » national-

1. *Lavoro fascista*, 1^{er}, 2 et 3 juillet 1936, cité par *Fascisme*, 25 juillet 1936.

socialiste dans chaque entreprise doivent rentrer dans le rang : au sein du Front du travail, ils ne jouissent d'aucun privilège par rapport aux autres membres et il leur est formellement interdit d'intervenir dans la vie intérieure de l'organisation. Les NSBO perdent leur autonomie financière : leur budget est établi désormais par le trésorier du Front du travail. Elles n'ont plus le droit de se mêler de questions économiques et sociales, des rapports entre employeurs et employés sans autorisation expresse du Front du travail. En décembre 1933, le parti étant intégré dans l'État, les membres des NSBO sont automatiquement soumis à la législation spéciale, particulièrement rigoureuse, édictée pour les membres du parti. En février 1934, les employeurs sont autorisés à congédier le président de la « cellule » pour la moindre critique faite « à la légère ». Les 22 et 25 juin, il est défendu aux NSBO de percevoir des cotisations, sous quelque forme que ce soit, et de tenir des réunions publiques. Enfin la journée du 30 juin consacre la défaite définitive non seulement des SA, mais aussi des NSBO ; leur propre président national est exécuté¹.

Débarrassées du virus extrémiste, les « cellules d'entreprise » changent complètement de caractère : composées d'éléments particulièrement sûrs, sous la haute direction du chef d'entreprise, membre de droit de la « cellule », elles deviennent le noyau national-socialiste de la nouvelle « communauté d'entreprise », une organisation d'espionnage et de mouchardage au sein de l'usine.

Mais les plébéiens n'ont pas encore entièrement abdiqué : la lutte se transporte maintenant dans les hautes sphères bureaucratiques du Front du travail. Un certain nombre de fondateurs et de dirigeants des

1. *Fascisme*, 9 mars 1935.

NSBO se sont consolés de la domestication des « cellules » en acceptant des postes importants dans le Front du travail. Et les mêmes causes reproduisent, bien qu'à un degré moindre, les mêmes effets : ces chefs plébéiens ne peuvent se maintenir dans leurs nouvelles fonctions, conserver ou accroître leur influence que dans la mesure où ils s'appuient sur une base sociale; ils subissent, bien que très amortie, la pression des masses; ils doivent, avec plus ou moins de conviction, s'en faire les interprètes.

Au printemps de 1934, la prochaine entrée en vigueur de la loi du 20 janvier « pour la réglementation du travail national » déchaîne, dans les masses ouvrières, une vague de colère. Les chefs plébéiens du Front du travail sentent qu'ils courent le risque d'être débordés. Pour conserver en main leurs troupes, il leur faut se livrer encore une fois à la démagogie, affecter de se poser en défenseurs des conditions de vie des travailleurs.

Mais le patronat se fâche, et, au lendemain du 30 juin, ils sont brutalement réduits au silence; on assiste à une véritable hécatombe de grands et de petits chefs. Le Dr Ley en personne voit sa situation compromise; à Wiesbaden, en octobre, il se laisse aller à déclarer que « l'arrogance patronale subsiste intérieurement en dépit des apparences¹ ». Dans cette animosité, il y a un fond de sincérité : il ne pardonne pas aux employeurs de le placer, par leurs exigences intempestives, dans une position intenable, de faire apparaître le Front du travail sous son vrai visage : celui d'une organisation jaune.

Les magnats capitalistes sont à bout de patience. Dès juillet 1934, un certain nombre d'entre eux ont demandé à Hitler le renvoi du Dr Ley « dont l'agitation démagogique

1. *Le Temps*, 9 octobre 1934.

continue à troubler l'économie¹. Au mois d'août, la position du chef du Front du travail est si ébranlée que le bruit court à Berlin de sa fuite et même de son suicide; fort de l'appui de Hitler en personne, il parvient à rétablir sa situation. Mais, en décembre, il est de nouveau menacé : un conflit ouvert éclate entre lui et le Dr Schacht. Celui-ci ne cache pas son hostilité contre les « tendances socialisantes du Front du travail » et son intention de se débarrasser du Dr Ley². Le Front du travail est privé de son quotidien : *Der Deutsche*³. Et son congrès de Leipzig (26-30 mars 1935) sonne le glas des plébéiens : le Dr Schacht y parle en maître; il annonce que, désormais, le Front du travail sera sous le contrôle direct des employeurs : « Un employeur sera désigné comme suppléant du chef de chaque organe du Front du travail, pour autant que le chef de cet organe n'est pas lui-même un employeur. » Aucune inspection ne pourra plus être faite dans une entreprise par le Front du travail sans l'assentiment du chef d'entreprise. Le Dr Ley ne parvient à conserver son poste qu'en abjurant humblement ses erreurs : « Certes, reconnaît-il, il aurait pu sortir de la coexistence des deux organisations [une patronale et une "ouvrière"] quelque chose de semblable à la lutte de classes des temps révolus. »

3. LE MASSACRE DES SALAIRES

L'État fasciste ayant détruit les syndicats, paralysé la résistance prolétarienne, extirpé tout vestige de lutte de classes de ses propres organisations « ouvrières », les conditions sont maintenant remplies pour rendre possible l'attaque contre les salaires.

1. *Le Temps*, 21 juillet 1934.

2. *Le Temps*, 22 décembre 1934.

3. *Le Temps*, 2 février 1935.

En Italie

D'après les chiffres fournis par la presse italienne elle-même¹, les salaires nominaux ont été, de 1927 à 1932, diminués de moitié. Et comme, depuis 1932, les réductions ont continué, il n'est pas exagéré de dire que, de 1927 à 1935, cette réduction est de l'ordre de 60 % à 75 %. Les salaires de 1935 atteignent rarement ceux d'avant 1914. Bien qu'ils aient été relevés, depuis, par deux fois de 10 %, le coût de la vie est monté entre-temps d'environ 30 %². Encore faut-il de ces maigres payes déduire toutes sortes de retenues : impôt sur le salaire (rétabli par décret-loi de novembre 1922), cotisations « syndicales » obligatoires, « contributions volontaires » pour l'assistance aux chômeurs en période d'hiver, cotisations aux assurances sociales, cotisations au parti, au Dopolavoro (en français : « Après le travail », c'est-à-dire organisation des loisirs), etc.

Il faut également tenir compte des répercussions qu'a sur le niveau des salaires la prétendue « lutte contre le chômage » : l'État fasciste économise, en effet, sur les secours de chômage en faisant payer par les ouvriers au travail, transformés en chômeurs partiels, l'assistance aux sans-travail. C'est ainsi qu'en novembre 1934 la semaine de quarante heures est introduite dans l'industrie sans maintien du salaire hebdomadaire. *Le Lavoro fascista* avoue que la « réduction du travail comportera un important sacrifice pour les ouvriers individuels encore occupés³ ». Une compensation n'est prévue que pour les travailleurs chefs d'une famille nombreuse ; mais cette compensation est à la charge des autres ouvriers,

1. *Corriere della sera*, 29 mars 1932 ; *Lavoro fascista*, 27 mars 1932.

2. *L'Information*, 22 mai 1937.

3. Cité par *Le Temps*, 18 février 1935.

lesquels, outre la réduction de leur salaire hebdomadaire, se voient retirer encore 1 % de leur paye pour la caisse d'« allocations familiales ». Dans certaines industries, un roulement de travail est adopté, les ouvriers travaillant à tour de rôle, par exemple une semaine sur deux, ce qui réduit leurs ressources hebdomadaires de moitié¹.

Autre expédient : en novembre 1934, un accord est signé entre la Confédération patronale et les syndicats, aux termes duquel les jeunes gens et les femmes peuvent être licenciés des entreprises et remplacés par les hommes adultes au chômage. Mais les employeurs ne paient aux ouvriers réembauchés que les salaires de famine payés antérieurement aux jeunes gens et aux femmes : la mesure contribue encore à avilir les salaires.

Enfin, les chômeurs employés sur les chantiers de travaux publics sont payés au rabais, sous le prétexte que ces travaux ont un « caractère extraordinaire de lutte contre le chômage », ce qui contribue également à déprécier le coût de la main-d'œuvre.

Encore n'a-t-on envisagé jusqu'ici que les salaires nominaux. Mais les salaires réels subissent une diminution beaucoup plus accentuée par suite de la hausse ininterrompue du coût de la vie.

Il convient également de prendre en considération l'accélération du rythme du travail et les journées plus longues, surtout dans l'industrie de guerre, sans augmentation correspondante dans la rémunération des heures supplémentaires. Les Italiens surmonteront toutes les difficultés, déclare Mussolini, « dussent-ils travailler vingt-cinq heures par jour² ».

1. *Le Temps*, 20 février 1934.

2. Mussolini, discours du 15 mai 1937.

En Allemagne

On évalue que, depuis l'avènement du national-socialisme (30 janvier 1933), jusqu'à l'été de 1935, les salaires ont été réduits de 25 à 40 %. Pour de nombreuses catégories d'ouvriers, le salaire est inférieur au montant de l'indemnité de chômage payée au temps de la République de Weimar. Plus de la moitié des ouvriers allemands touchent moins de 30 marks par semaine¹. *L'Angriff* avoue que le salaire mensuel de l'ouvrier varie entre 80 et 150 marks². S'il faut en croire les chiffres officiels, 80 % des travailleurs gagnent moins de 150 marks par mois³. Hitler doit reconnaître lui-même que « le niveau de vie d'innombrables Allemands est complètement insuffisant⁴ », et le ministre bavarois Wagner que « de nombreux ouvriers allemands souffrent de la faim⁵ ».

Encore faut-il déduire de ces misérables payes toutes sortes de retenues : impôt sur le salaire (majoré de 25 % à 35 %), impôt municipal de « capitation » (plus que doublé), impôt sur les célibataires, cotisations pour l'assurance-chômage, l'assurance-invalidité, l'assurance-maladie, cotisations au Front du travail, à l'association *Kraft durch Freude* (« La force par la joie », organisation de loisirs), au Secours d'hiver, à la défense antiaérienne, aux victimes du travail, au parti ou aux Jeunesses hitlériennes, etc. Ces diverses retenues diminuent le salaire brut de 20 à 30 %. Et, par contre, les allocations d'assurances sociales (maladie, invalidité, accidents, vieillesse, chômage) ont été fortement diminuées ; les caisses ouvrières de secours mutuels et de prévoyance ont été dissoutes, leurs avoirs

1. *Le Temps*, 12 août 1935.

2. Cité par *Le Temps*, 28 janvier 1936.

3. *Le Temps*, 30 juillet 1938.

4. Hitler, discours du 1^{er} octobre 1934.

5. *Le Temps*, 28 janvier 1936.

abandonnés aux compagnies d'assurances privées qui n'accordent que des prestations réduites¹.

Il faut également tenir compte des répercussions qu'a sur le niveau des salaires la prétendue « lutte contre le chômage ». L'État national-socialiste économise sur les secours de chômage en faisant payer par les ouvriers au travail, transformés en chômeurs partiels, l'assistance aux sans-travail : les employeurs sont contraints par les autorités publiques ou par le parti d'embaucher de la main-d'œuvre au-delà de leurs besoins réels; mais ils compensent cette charge supplémentaire soit en réduisant l'ensemble des salaires, soit en diminuant les heures de travail de chaque ouvrier.

Autre expédient : les femmes et les jeunes gens sont congédiés des entreprises et remplacés par des chômeurs adultes : un décret du 28 août 1934 donne pleins pouvoirs aux « offices de travail » pour retirer leur emploi aux femmes et aux jeunes gens non mariés de moins de 25 ans. Mais les employeurs ne paient aux ouvriers adultes embauchés en remplacement que les salaires de famine payés antérieurement aux femmes et aux jeunes gens. En application de ce décret, 130 000 travailleurs de moins de 25 ans sont licenciés. (Par la suite, le décret tombe en désuétude, par suite du besoin de main-d'œuvre résultant du réarmement. En 1937, 370 000 femmes sont réembauchées.)

Enfin le niveau général des salaires est déprécié par le fait que les chômeurs employés aux divers travaux publics reçoivent des indemnités dérisoires : les ouvriers affectés aux travaux auxiliaires (400 000 environ en 1934) reçoivent pour toute rétribution l'allocation de chômage, augmentée de quelque secours en nature; les ouvriers affectés aux constructions d'autostrades (près d'un demi-million en

1. *Fascisme*, 11 janvier 1936.

mars 1936), bien qu'il s'agisse d'un « travail libre » et non d'un travail exceptionnel entrepris contre le chômage, sont payés, avec la complicité des curateurs du travail, à un taux inférieur au salaire normal des ouvriers terrassiers; les jeunes gens embrigadés dans le Service de travail (250 000 environ) et occupés à de durs travaux, reçoivent purement et simplement la solde du troupier, soit 50 pfennigs par jour; les jeunes filles privées de leur emploi et vouées à l'apprentissage domestique doivent peiner comme « bonnes à tout faire » dans des familles bourgeoises ou chez des paysans, sans que leurs maîtres soient tenus de leur verser un salaire fixe¹.

Au début de mai 1936, Hitler met à la disposition des magnats de la Ruhr « de la main-d'œuvre bon marché », en l'espèce des chômeurs payés de 1,50 mark à 2 marks par jour. « Cette main-d'œuvre, commente le correspondant d'un journal français, permettrait [...] de faire une pression sur le niveau des salaires des autres catégories d'ouvriers. »

Il faut tenir compte, enfin, de la surexploitation à laquelle sont soumis les ouvriers. Lors de la constitution de La force par la joie, le Dr Ley avoue : « Nous serons obligés d'augmenter encore beaucoup le rythme du travail². » Et un rapport patronal se félicite de ce que les nouvelles lois sur le travail aient eu d'heureux effets « dans les temps actuels, précisément, qui réclament une intensité accrue du travail³ ».

Göring déclare dans un discours : « Nous devons aujourd'hui travailler double pour tirer le Reich de la décadence, de l'impuissance, de la honte et de la misère. Huit heures par jour ne suffisent pas. Il faut travailler⁴. » Une de

1. *Le Temps*, 26 février 1938.

2. Dr. Ley, discours du 27 novembre 1934.

3. Rapport de la Chambre de commerce d'Essen sur l'année 1935.

4. Göring, discours du 13 mai 1938, *Le Temps*, 15 mai 1938.

ses ordonnances autorise les curateurs et inspecteurs du travail à accorder des heures supplémentaires « en dérogation aux contrats ». Il ne s'agit pas d'heures supplémentaires à rémunération majorée, mais d'une prolongation de la journée de travail allant jusqu'à dix heures et plus¹. Le nombre des cas de maladie comportant une incapacité de travail est en 1934-1935 de 20,7% plus élevé qu'en 1933².

4. LE BLUFF DE « L'ÉTAT CORPORATIF »

Ayant paralysé la résistance prolétarienne, détruit les syndicats libres, extirpé tout germe de lutte de classes de ses propres organisations « ouvrières », réduit les salaires au-dessous du minimum vital, le fascisme doit pourtant tenter de dissimuler aux travailleurs son véritable visage : la dictature du grand capital.

C'est alors qu'il recourt au bluff de l'« État corporatif ». On a vu que, bien avant la prise du pouvoir, il a tendu aux ouvriers l'appât des « corporations ». Une fois vainqueur, il doit affecter de tenir ses promesses, s'affubler du masque de la « collaboration des classes », faire croire aux travailleurs que leurs maîtres les traitent désormais « sur un pied d'égalité », les admettent à participer à la gestion économique.

Mais, ici encore, les plébéiens fascistes créent à la dictature de sérieuses difficultés : ils enfourchent avec une ardeur intempestive le cheval de bataille du « corporatisme » ; ils poussent la démagogie « corporatiste » beaucoup trop loin. Pourquoi ? Toujours pour des raisons de prestige ; voulant élargir au maximum leur base sociale, empiéter si possible sur d'autres fiefs, acquérir au sein du régime une influence,

1. *Le Peuple*, 19 août 1937.

2. *Wirtschaft und Statistik*, n° 23, 1935.

une puissance supplémentaires, ils ne peuvent admettre qu'une sphère quelconque de l'activité nationale échappe à leur contrôle; ils s'irritent de ce que seuls les syndicats ouvriers aient été «fascisés» et que les syndicats patronaux demeurent en dehors de leur emprise. Non pas qu'ils songent à s'attaquer sérieusement aux privilèges capitalistes; mais ils ont soif d'imposer leurs personnes et leurs services à ces messieurs de l'industrie, de se faire valoir; ils veulent avoir leur mot à dire dans l'économie. Aussi rêvent-ils d'absorber dans une organisation unique, dans une vaste machine corporative dont ils seraient les chefs tout désignés, à la fois le capital et le travail, les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers.

Mais les employeurs s'insurgent contre cette prétention; ils n'admettent pas que la «fascisation» franchisse les limites de leurs chasses gardées; ils désirent rester maîtres chez eux, dans leurs entreprises, dans leurs cartels et trusts, dans leurs associations professionnelles : ils ont peur, au sein d'une organisation mixte, d'être rapidement débordés par les plébéiens; ils demeurent hantés par le spectre du contrôle ouvrier. C'est pour chasser à jamais tous ces fantômes, et non pour les revoir, qu'ils ont subventionné le fascisme. Aussi opposent-ils leur veto à toutes les expériences corporatistes tant que les plébéiens risquent d'utiliser ces expériences à leur détriment. Ils ne consentent à une caricature, absolument inoffensive, d'État corporatif – nécessaire pour jeter de la « poudre aux yeux » – que lorsque les plébéiens sont radicalement éliminés, privés de toute influence.

Ce qui est malhonnête n'est pas aisément déchiffrable. Il est toujours laborieux de confondre une imposture. On doit donc faire appel ici à la patience et à la subtilité du lecteur, qu'il va falloir entraîner dans un labyrinthe d'organismes postiches. Mais cette analyse alambiquée ne saurait être esquivée si l'on veut démonter les châteaux de cartes

édifiés par une démagogie mensongère et dépister, sous ses apparences byzantines, la réalité du propos fasciste, en même temps que la permanence, en plein régime totalitaire, de la lutte de classes : à savoir, l'aspiration ouvrière constante au contrôle de la production et à l'autogestion, l'hostilité irréductible du patronat à toute tentative, même caricature, de mettre en cause son pouvoir absolu.

En Italie

Dès 1921, Rossoni et ses amis baptisent du nom de *corporations* les syndicats fascistes, marquant par là leur désir d'en faire des organisations mixtes, groupant sous leur égide patrons et ouvriers. « Le syndicalisme national, écrit le premier numéro du *Lavoro d'Italia*, réorganise dans un cadre grandiose les Italiens de toutes professions, animés d'une conviction unique¹. » « Les Italiens de toutes professions », entendez : employeurs et employés. Les magnats laissent dire, mais ils se gardent d'entrer dans les syndicats fascistes.

Au lendemain de la marche sur Rome, les plébéiens exigent la mise en application du principe corporatif, la transformation des syndicats fascistes en organisations mixtes. Mais, ces organisations mixtes, comme l'écrit Louis Rosenstock-Franck, « les industriels n'en veulent entendre parler à aucun prix, sûrs d'y être immédiatement débordés² ». La résistance des magnats et agrariens est telle que Mussolini doit faire voter au Grand Conseil fasciste (15 mars 1923) un ordre du jour condamnant formellement le principe des syndicats mixtes. « Il laissa libres de vivre, raconte Hauteceur, la Confédération générale de l'industrie et celle de l'agriculture. Les organisations des corporations furent obligées de renoncer au rêve des syndicats mixtes [...]. La Confédération générale

1. *Lavoro d'Italia*, avril 1921.

2. ROSENSTOCK-FRANCK LOUIS, *L'Économie corporative fasciste*, op. cit.

de l'industrie, en une séance que Mussolini qualifiait d'historique, déclara qu'elle voulait bien travailler d'accord avec les corporations, mais prétendait demeurer indépendante¹. »

Mais les plébéiens ne s'avouent pas vaincus. Ils n'ont pas renoncé à imposer leurs propres personnes et leur autorité aux industriels et aux agrariens² : à partir de 1925, leur audace augmente; ils ne rêvent plus seulement d'absorber, au sein de leur fief, toutes les forces économiques, patronales et ouvrières, mais l'État lui-même. Ils réclament le remplacement de l'État politique par l'État corporatif intégral, l'« auto-gouvernement des producteurs » à la manière proudhonienne.

Mussolini ayant nommé, à la fin de 1925, une commission dite des « dix-huit » pour préparer un statut syndical et corporatif, la majorité extrémiste de cette commission propose : « Une organisation corporative nationale sera créée qui englobera tous les citoyens répartis d'après leur activité économique dans les différents ordres et qui absorbera toutes les institutions existantes³. »

Mais cette conception inquiète les patrons : ils craignent d'être, au sein de cette immense machine corporative, débordés par les plébéiens, eux-mêmes débordés par les masses; ils n'acceptent pas la suppression de leurs organisations propres. « On comprend, écrit le ministre Rocco, combien l'idée d'une organisation unitaire, d'une discipline unique du travail et de la production, devait épouvanter les employeurs si la corporation était constituée en dehors de l'État, dans un régime de liberté plein de dangers⁴. » La minorité réactionnaire de la « commission des dix-huit »

1. HAUTBOEUR Louis, « Le fascisme », *Année Politique*, op. cit.

2. MODIGLIANI Giuseppe Emanuele, « La loi syndicale fasciste », *Nouvelle Revue socialiste*, 1927.

3. Cité dans FUCILE Edmond, *Le Mouvement syndical et la réalisation de l'État corporatif en Italie*, Marcel Rivière, 1929.

4. ROCCO, *La Nuova Disciplina*.

répond à la majorité : « La réforme corporative réduit l'État à une simple fédération hiérarchique des intérêts, en plein contraste avec la conception moderne de l'État, synthèse de tous les intérêts moraux et matériels de la nation¹. »

Mussolini est bien embarrassé. D'une part, il ne veut faire aucune peine, même légère, à ses bailleurs de fonds; il est acquis, dans son for intérieur, à la conception réactionnaire de l'État omnipotent; d'autre part, il doit jeter de la poudre aux yeux, et il est obligé de ménager encore ses plébéiens. Aussi fait-il, dans la loi du 3 avril 1926 (complétée par le règlement du 1^{er} juillet 1926) une cote mal taillée — sur le papier, il crée les corporations : « Les associations de patrons et les associations d'ouvriers peuvent être réunies, au moyen d'organes centraux de liaison en une hiérarchie supérieure commune (art. 3) [...]. Les organisations ainsi reliées constituent une corporation. » Toutefois, ces corporations n'existeront pas à la base, sur le plan syndical (« syndicats » mixtes), mais seulement au sommet, sur le plan national : « Les organes de liaison [...] groupent les organisations syndicales nationales des divers facteurs de la production, employeurs, travailleurs intellectuels et manuels, pour une branche déterminée de la production. »

L'autonomie patronale est soigneusement préservée : l'article 3 de la loi du 3 avril 1926 se continue ainsi : « [...] mais en laissant intacte la représentation distincte des patrons et celle des ouvriers ».

Enfin l'État politique, loin de se « dissoudre » dans la corporation, comme le rêvaient les plébéiens, ne consent à celle-ci — pour le cas où elle serait créée — aucune vie propre : « La corporation n'a pas la personnalité civile, mais elle constitue un organe de l'administration de l'État. »

1. Cité dans *La Liberté syndicale : Italie*, Enquête de la SDN, 1927.

« L'année d'après (1927), la Charte du travail affirme : « Le travailleur est un collaborateur actif de l'entreprise économique » mais pour ajouter aussitôt : « dont la direction en même temps que la responsabilité incombent à l'employeur ». Nous sommes loin de la collaboration « sur un pied d'égalité ».

Pourtant ces « corporations », bien qu'à peu près vidées de tout contenu, déplaisent encore aux employeurs ; ils exigent que la réalisation pratique en soit différée : c'est que les plébéiens, maîtres de la Confédération des syndicats fascistes, sont trop puissants et se livrent à une démagogie inquiétante ; toute formule d'État corporatif, même édulcorée, risque de renforcer leur influence et de se retourner contre le patronat. Les corporations sont remises à plus tard : il faut d'abord liquider les plébéiens. On reparlera d'« État corporatif » lorsque l'épuration du « syndicalisme » fasciste sera achevée, lorsqu'on en aura extirpé tout vestige de lutte de classes, lorsqu'il ne sera plus, de la base au sommet, qu'un vaste appareil policier. « Nous avons le temps », répète volontiers Mussolini.

Et, pour calmer l'ardeur des impatients, il donne à toute chose l'étiquette corporative : il crée un ministère des Corporations (1926) dont le but est de contrôler plus étroitement les syndicats fascistes ; un Conseil national des corporations (1926, réorganisé en 1930), simple organe d'enregistrement des volontés dictatoriales et dont les membres sont nommés par le dictateur ; une Chambre des députés corporative, ainsi nommée parce que les candidats députés sont choisis par la dictature sur une liste présentée par les organisations syndicales, et que, pour être électeur, il faut payer une cotisation syndicale ; en 1931, il transforme les Comités provinciaux intersyndicaux en conseils provinciaux de l'économie corporative. Mais les corporations elles-mêmes n'existent toujours pas.

Cependant, un certain nombre d'extrémistes continuent à réclamer l'État corporatif intégral et à bavarder sur ce thème, mais ils ne sont plus dangereux. Ils n'ont plus de base sociale. Ce sont, en général, des intellectuels, non des hommes d'action. Aussi Mussolini les laisse-t-il s'exprimer librement et même leur donne-t-il – en apparence – satisfaction. Il est en effet, en 1934, plus que jamais nécessaire de jeter de la poudre aux yeux : la crise économique atteint durement les masses ouvrières, le chômage augmente sans cesse. La « mystique » avec laquelle le régime a réussi à tenir en haleine ses partisans commence à refroidir. Alors, Mussolini décide de frapper un grand coup : il fait entrer dans des organisations économiques patronales, à caractère semi-étatique, baptisées pour les besoins de la cause « corporations », quelques hauts fonctionnaires des syndicats fascistes (loi du 4 février 1934) ; il fait annoncer à grands coups de trompette qu'enfin l'État corporatif a vu le jour. Il exhume tous les vieux clichés démagogiques : « Le siècle fasciste proclame l'égalité des hommes en face du travail¹. » « Il faut apprendre peu à peu au peuple à se gouverner². » « Les ouvriers doivent arriver à connaître toujours plus intimement le processus productif et sa discipline³. » « L'ouvrier sera libéré⁴. » Le corporatisme tend vers une « plus haute justice sociale, vers une diminution graduelle de l'écart qui sépare les grandes richesses des grandes misères, etc.⁵ ».

Mais il y a loin du verbe à la réalité : la « collaboration » entre employeurs et salariés n'est instituée ni à l'échelon de l'entreprise, ni à l'échelon du syndicat, ni à l'échelon de la localité ou de la province, ni même à l'échelon de la fédération

1. Mussolini, discours du 10 novembre 1934.

2. Mussolini, discours aux membres du comité France-Italie, septembre 1933.

3. Mussolini, discours du 6 octobre 1934.

4. Mussolini, discours du 18 mars 1934.

5. Mussolini, allocution du 8 janvier 1935.

de métier. Pas plus à l'usine que dans son syndicat, l'ouvrier n'est traité par son patron « sur un pied d'égalité », ne participe en quoi que ce soit à la gestion économique. Sans doute quelques fascistes extrémistes assurent-ils que le système actuel n'est qu'un commencement : Spirito et Bottai annoncent pour « plus tard » la corporation « provinciale » ou même la corporation à la base, au sein de l'entreprise. Mais Mussolini a dissipé à l'avance ces illusions naïves, ou démasqué cette démagogie, en déclarant brutalement (à un journaliste) : « Nous ne visons pas à reconstituer des conseils d'usine¹. » C'est la « volonté bien arrêtée [des employeurs] de refuser toute résurrection des anciennes "commissions internes d'usine" », écrit Rosenstock-Franck².

La « collaboration » n'existe qu'au sommet, au sein des 22 « corporations ». Et quelle collaboration ! Un certain nombre de fonctionnaires dociles de la dictature, substitués aux plébéiens à la tête des syndicats fascistes, sont censés représenter les salariés en face des employeurs, admis à assister aux délibérations de messieurs les patrons. Et, pour le cas tout à fait improbable où ces prétendus représentants « ouvriers » se risqueraient à prendre, autour du tapis vert, une attitude démagogique, pour le cas où ils ne joindraient pas leurs votes à ceux des employeurs, trois représentants officiels de l'État fasciste sont là pour ajouter leurs voix à celles des patrons et conférer automatiquement à ces derniers la majorité.

En Allemagne

Au lendemain de la prise du pouvoir, les plébéiens nazis réclament impatiemment une « édification corporative » (« *ständischer Aufbau* »), englobant organisations patronales et ouvrières. Avant même que les syndicats libres

1. *Id.*, 9 août 1933.

2. ROSENSTOCK-FRANCK Louis, *L'Économie corporative fasciste*, *op. cit.*

soient «synchronisés», ils essaient de mettre la main sur les organisations patronales. Le 1^{er} avril 1933, le Dr Wagener, chef de la section économique du parti national-socialiste, jette son dévolu sur la puissante Confédération de l'industrie allemande. Le 6 avril, le bureau de la Confédération se retire. Wagener obtient qu'elle prenne désormais le titre de Corporation de l'industrie allemande; il avait exigé le départ du président Krupp, mais celui-ci reste comme président de la nouvelle corporation, flanqué de deux commissaires nazis. Pendant quelque temps, Wagener fait la pluie et le beau temps dans l'organisation patronale; au début de mai, ses pouvoirs sont étendus : il est nommé « commissaire à l'économie du Reich »; Krupp, après avoir été reçu par Hitler, annonce que la «Corporation» patronale va être réorganisée et que le *Führerprinzip*, le principe du chef, y sera appliqué; désormais ses syndicats seront nommés par en haut, et non plus par élections libres¹. « Cette réorganisation, écrit *Le Temps*, devra préparer la nouvelle organisation corporative qui sera calquée sur celle de l'Italie fasciste et qui englobera les syndicats ouvriers aussi bien que les groupements industriels². » On assure que le Führer lui-même est acquis au corporatisme. Le 31 mai, il annonce la promulgation d'une loi traçant les cadres de l'« édification corporative³ ». Alfred Rosenberg déclare en juin : « L'édification corporative à laquelle on va procéder en Allemagne représentera le vrai socialisme, celui du xx^e siècle⁴. »

Un comité est chargé de rédiger les statuts du nouvel « État corporatif » : chaque plébéien a son projet; chacun espère que le nouveau château de cartes aura pour base

1. Voir HEIDEN KONRAD, *Geburt des dritten Reiches*, op. cit.

2. *Le Temps*, 5 mai 1933.

3. Cité dans HEIDEN KONRAD, *Geburt des dritten Reiches*, op. cit.

4. *Le Temps*, 25 juin 1933.

son propre fief et élargira ses attributions; il y a un plan du Dr Wagener; un plan du Dr Renteln, le leader de la Ligue de combat des classes moyennes. Mais le plan qui semble avoir le plus de chances de succès est celui du Dr Ley; ce dernier ne rêve rien moins que d'absorber dans son Front du travail toute l'économie, organisations «ouvrières» et patronales: «L'édification corporative du peuple allemand, s'écrie-t-il, est achevée dans ses grandes lignes. Dès aujourd'hui, je soumettrai au Führer le plan tout achevé. Ce sera une des plus grandes œuvres qu'ait accomplies la révolution. Ce n'est rien de moins que l'établissement d'un lien organique entre les travailleurs et employés, d'une part, les patrons de l'autre, et leur commune intégration dans l'organisme économique¹. »

Mais les employeurs ne l'entendent pas de cette oreille. Dès juillet 1933, la grande industrie soutenue par la Reichswehr oppose son veto; Hitler annonce brusquement la clôture de la révolution nationale; le Dr Wagener est destitué. Et, le 13 juillet, le nouveau ministre de l'Économie, Schmitt, assure les industriels que l'édification corporative est, non pas abandonnée définitivement, mais ajournée à des temps meilleurs. Les organisations actuelles, explique-t-il, ne sont pas encore suffisamment mûres pour un si bel idéal; le danger existe que des éléments non qualifiés essaient de faire dans ce domaine des expériences aventureuses.

Pourtant les plébéiens ne s'avouent pas vaincus. Ils n'ont pas perdu tout espoir de parvenir à leurs fins. Le Dr Ley continue à annoncer imperturbablement l'avènement des corporations. À la mi-août 1933, il déclare: «Le Front du travail et l'édification corporative sont deux parties d'un tout, l'un n'est pas concevable sans l'autre.

1. Dr Ley, discours de mai 1933.

Le Front du travail n'a pas de sens si tout ce qu'il crée en matière de formation et d'éducation n'est pas ensuite traduit en des actes par l'édification corporative¹. »

Hitler, comme Mussolini, est obligé de faire une cote mal taillée. Il doit obéir à ses bailleurs de fonds; mais il doit aussi jeter de la poudre aux yeux; et il est obligé encore de ménager ses plébéiens. Par la loi du 20 janvier 1934, il institue des « conseils de confiance » dans chaque entreprise; ces conseils sont présentés comme des embryons de corporatisme : les « hommes de confiance » « collaborent » avec l'employeur; ils peuvent lui demander certains renseignements confidentiels, notamment la communication des bilans. Mais ces « hommes de confiance » sont, en fait, désignés par le patron et non élus par les ouvriers. La même loi prévoit également que les experts en matière de conflits du travail à désigner par le Front du travail devront l'être « en accord avec les corporations [...] dans la mesure où une organisation corporative de l'économie sera réalisée ». Mais les corporations elles-mêmes restent dans les limbes et les employeurs continuent à s'y opposer.

Aussi, lorsque des organisations économiques patronales, à caractère semi-étatique, les « groupes professionnels » sont créés (loi du 27 février 1934), aucun représentant des salariés n'y est-il même admis : les plébéiens ont encore trop d'influence pour que leur présence au sein de ces organismes soit sans danger. L'auteur de la loi, le ministre Schmitt, précise bien : « Dans les mesures prises actuellement, il ne s'agit pas encore d'une réforme corporative. Vous savez que le Führer a ajourné sciemment la solution de ce problème, car il pense avec raison

1. Cité par *Fascisme*, 6 octobre 1934.

qu'une édification corporative ne doit se dégager que lentement de l'évolution des faits¹. »

Mais les plébéiens sont tenaces ; ils luttent pied à pied ; chassés d'une position, ils se retirent sur une position de repli. La loi du 27 février 1934, si elle constitue pour eux un dur échec, leur laisse encore quelques atouts entre les mains. Ils ont tout de même réussi à obtenir que la nouvelle organisation patronale ait un caractère étatique assez accentué, que les employeurs y soient en quelque sorte embrigadés ; que le « principe du chef » y soit appliqué ; qu'il n'y ait plus d'assemblées délibératives. Ils espèrent ainsi pouvoir, dans une certaine mesure, contrôler par en haut l'activité des industriels. Autre avantage : ils ont réussi à faire démembrer la Confédération (devenue Corporation) de l'industrie en sept « groupes professionnels » distincts. Enfin, ils ont obtenu la nomination comme « Führer de l'économie » d'un homme sur lequel ils peuvent compter : Kessler. Celui-ci médite de dissoudre les anciennes associations patronales privées, devenues maintenant superflues. Une fois ce plan exécuté, une fois les employeurs encadrés et contrôlés par les plébéiens du parti et de l'État national-socialiste, peut-être sera-t-il enfin possible de les faire entrer dans la fameuse « édification » corporative.

Mais les anciennes associations patronales privées, notamment la Confédération de l'industrie, refusent énergiquement de se laisser dissoudre ; et ce n'est pas une des moindres raisons de la crise du 30 juin 1934, au lendemain de laquelle Kessler est révoqué (11 juillet). À son tour, l'adjoint et successeur de Kessler, von der Goltz, s'essaie à dissoudre les associations réfractaires. Mais il échoue et il est disgracié comme son prédécesseur (à la

1. Dr Schmitt, discours du 13 mars 1934.

fin de novembre 1934). Et, le 2 décembre, le nouveau ministre de l'Économie, le Dr Schacht, vient achever de démolir le travail des plébéiens : il reconstitue la Confédération de l'industrie en réunissant à nouveau les sept « groupes professionnels » en un seul. En outre, il rend une certaine autonomie aux employeurs : le « principe du chef » est aboli dans les « groupes professionnels », une assemblée générale des adhérents doit avoir lieu au moins une fois par an et la gestion du chef de groupe y être soumise à un vote secret. « Il sera toujours nécessaire, déclare le Dr Schacht, que des organismes indépendants existent pour conseiller les patrons et ces organismes existeront toujours¹. » Les plébéiens de l'État et du parti national-socialiste doivent renoncer à l'espoir de « synchroniser » les organisations patronales.

Mais, si mal en point que soit leur cause, ils ne se tiennent pas encore pour battus. Le Dr Ley continue à prétendre avoir son mot à dire dans l'économie. Les patrons se fâchent : « Que personne ne s'imagine, écrit leur organe, le *Deutscher Volkswirt* du 7 décembre, qu'une deuxième organisation de l'économie allemande au sein du Front du travail serait possible. » Il est temps de mettre les choses au point et, à la fin de mars 1935, à Leipzig, au congrès du Front du travail, les plébéiens « corporatistes » doivent définitivement capituler.

Le Dr Schacht vient annoncer lui-même que l'ère de la compétition entre le Front du travail et les « groupes professionnels » est close. Une constitution « corporative » est promulguée qui satisfait toutes les exigences patronales : pour jeter de la poudre aux yeux, on institue une collaboration entre patrons et représentants des ouvriers,

1. *Le Temps*, 7 septembre 1935.

mais seulement dans le domaine des questions sociales (salaires et conditions de travail). Quant au domaine économique, il reste la chasse gardée du patronat; interdiction formelle est faite aux représentants des travailleurs d'y pénétrer; le Dr Schacht prie le Dr Ley de ne plus fourrer son nez dans l'économie.

À tous les échelons de cet État corporatif, les patrons sont représentés deux fois : d'abord, au point de vue organique, ils appartiennent à la fois à leur « groupe professionnel » et à la « communauté d'entreprise » du Front du travail. Ensuite ils siègent, sur la base du district, à la fois dans la commission économique de district et dans la commission du travail de district; sur la base nationale, à la fois dans le Conseil économique du Reich et dans le Conseil du travail du Reich. Dans les organisations, commissions et conseils économiques, aucune « représentation ouvrière » n'est admise. La « collaboration » n'existe que dans les organisations, commissions et conseils du travail.

Mais, même dans ce dernier domaine, déjà restreint, il n'existe qu'une caricature de « collaboration ». D'abord il convient de remarquer que le Front du travail, pour ce qui le concerne, est éliminé, non seulement du domaine économique mais également du domaine social. En effet, les délégués « ouvriers » dans les commissions du travail sont choisis exclusivement parmi les membres des « conseils de confiance » d'entreprise; les secrétaires du Front du travail n'ont pas le droit de participer aux travaux de ces commissions : les membres des « conseils de confiance » étant nommés en fait par les employeurs, ceux-ci sont assurés d'avoir en face d'eux, dans les commissions du travail, des créatures parfaitement dociles, plus parfaitement dociles encore que ne le seraient des fonctionnaires

du Front du travail¹. Et si, malgré tout, dans ces commissions du travail, un désaccord venait à surgir entre patrons et délégués « ouvriers », toutes les précautions sont prises : les commissions du travail n'ont que voix consultative et c'est le représentant officiel de l'État, le curateur du travail, qui, volant au secours des patrons, trancherait.

1. *Fascisme*, 7 mars 1936.

L'État fasciste ne se contente pas de réduire les travailleurs en esclavage et de créer des conditions rendant possible le massacre général des salaires. Il restaure le profit capitaliste d'une autre façon : au moyen de divers expédients d'ordre économique.

Le propos n'est pas tant de prendre des mesures en vue de remettre en marche le mécanisme « normal » du capitalisme, de rétablir le profit par la production et la distribution de nouvelles richesses. Il s'agit surtout de restituer leur rentabilité aux entreprises capitalistes par des moyens artificiels et aux dépens des masses populaires.

Ces expédients, bien entendu, n'ont rien de spécifiquement fasciste ou national-socialiste. Ils ressemblent à ceux mis en œuvre dans d'autres pays ; ils n'en diffèrent que par le degré et non par la nature. Ce qui va être décrit n'appartient pas en propre au fascisme. Il n'y a pas, comme voulaient le faire croire les plébéiens démagogues, d'économie « fasciste » ou « national-socialiste ». L'économie fasciste n'est qu'une forme accentuée de l'économie capitaliste dite « dirigée », expérimentée, pour la première fois, en Allemagne, au cours de la guerre de 1914-1918, sous le nom de *Kriegswirtschaft* (« économie de guerre »).

Ces expédients n'ont rien non plus d'« anticapitaliste » (seuls les naïfs ont pu croire que le fascisme est une véritable « révolution » économique, qu'il « dépasse » le capitalisme). Cependant leur caractère massif entraîne l'État fasciste plus loin qu'il n'était prévu au départ ; ils

lui font tourner le dos, de plus en plus, aux solutions capitalistes réputées « libérales » ou « orthodoxes ».

Lorsque le fascisme s'empare du pouvoir, le cœur débordant de reconnaissance pour les magnats qui l'ont financé, ses paroles et ses actes sont imprégnés du libéralisme économique le plus pur. Il proclame son intention de favoriser, de protéger de toutes les façons la propriété privée, l'initiative individuelle. Il repousse avec horreur l'idée d'une intervention de l'État dans la production. Mais l'État fasciste ne s'abstient qu'autant que les capitalistes lui demandent de ne pas se mêler de leurs affaires. S'il ne leur impose que les impôts les plus légers, que le contrôle le plus discret, il est prêt à accourir quand ils ne peuvent se tirer d'affaire seuls. Au premier appel, il vole à leur secours, il « socialise » leurs pertes, il renfloue leurs entreprises, il les ranime par ses commandes.

Cependant, la suite des événements oblige le fascisme à donner à son programme initial quelques entorses. Emporté par son ardeur à ressusciter les profits du grand capital, il se lance, en Allemagne surtout, dans une gigantesque entreprise d'armements. Ce faisant, il met le doigt dans un engrenage qui le conduit insensiblement du libéralisme économique à l'autarcie et à l'« économie de guerre ». Ainsi, parti du désir d'assurer le maximum de liberté à l'entreprise privée, il s'engage peu à peu dans une bureaucratisation de l'économie ; il est pris toujours davantage dans une contradiction entre ce qu'il voudrait faire et ce qu'il est contraint de faire. Avancé en zigzag, à tâtons, il parvient tant bien que mal à prolonger le système capitaliste, mais en limitant la liberté de mouvement de chaque capitaliste individuel et en sacrifiant sur l'autel de l'industrie lourde les autres branches de l'activité économique : tandis que l'ensemble de l'économie

est paralysé, tandis que les individus appartenant à toutes les classes de la société sont ruinés ou rationnés, seuls les magnats continuent à « produire du bénéfice ». Et ce bénéfice, ils le produisent aux dépens de tout le monde, en accélérant la ruine de tout le monde.

C'est un fait bien connu des médecins que certains remèdes, un instant, paraissent triompher du mal. Mais la maladie se venge. Chassée d'un point de l'organisme, elle réapparaît dans un autre, ou sous une autre forme. Le fascisme, un moment, semble, en restaurant le mécanisme du profit, conjurer le mal dont souffrait le système capitaliste. Mais ce mal, il ne fait que l'exaspérer. Chargé de sauver le système, il le plonge finalement dans la catastrophe d'une conflagration mondiale.

Notons que cet aboutissement même n'est pas propre au fascisme. Tous les expédients auxquels a recouru le capitalisme dans les autres pays ont conduit, à plus ou moins longue échéance, au même résultat. C'est ainsi que les auteurs du New Deal, aux États-Unis, n'ont réussi à remettre provisoirement en marche le mécanisme capitaliste que par des armements encore plus gigantesques que ceux de l'Allemagne. Une fois la paix revenue, le capitalisme américain n'a pu survivre autrement qu'en restant sur le pied de guerre : d'une guerre, cette fois, nucléaire, et qui met en péril l'avenir de la planète.

I. RESTITUTION AU CAPITALISME PRIVÉ DE MONOPOLES D'ÉTAT

À peine installé au pouvoir, le fascisme s'empresse de donner des preuves de sa bonne volonté : il restitue au capitalisme privé un certain nombre de monopoles détenus ou contrôlés par l'État.

En Italie

Peu après la marche sur Rome, Mussolini déclare : « Il s'agit de retirer à l'État des attributions pour lesquelles il n'a pas de compétence et dont il s'acquitte mal¹. » « Je pense que l'État doit renoncer à ses fonctions économiques et surtout à celles qui s'exercent par des monopoles, parce qu'en cette matière l'État est incompétent². » « Il faut en finir avec l'État ferroviaire, avec l'État postier, avec l'État assureur³. » De vastes monopoles sont rendus à l'initiative privée, après avoir été assainis : celui des allumettes est cédé à un « consortium des fabricants d'allumettes ». L'État renonce pareillement à l'exploitation des téléphones (1925), à l'exécution de certains travaux publics. En matière d'assurances, un institut d'État avait été créé par une loi de 1912, qui devait obtenir le monopole au bout de dix ans ; mais, par la loi du 19 avril 1923, Mussolini abandonne l'assurance-vie aux assureurs privés. Sous l'influence socialiste, les exploitations municipales s'étaient considérablement développées en Italie ; mais Mussolini ordonne qu'on « ralentisse le rythme de la municipalisation ». De l'aveu même d'un fasciste, les puissantes sociétés électriques ne « dissimulent même pas sous des formules de courtoisie leur volonté d'absorber – mieux vaudrait dire d'engloutir – les exploitations municipales⁴ ». Les *podestà* de Pola, de Turin, etc., n'hésitent pas à abandonner des régies prospères aux magnats capitalistes.

En Allemagne

Dès son avènement, le gouvernement national-socialiste fait annoncer qu'il « sera mis fin à toutes les tentatives

1. Mussolini, discours de 1923, cité dans LAPORTE René, *Le Relèvement financier de l'Italie*, Sagot, 1924.

2. Mussolini, discours du 18 mars 1923.

3. Mussolini, discours du 20 septembre 1922.

4. FERROUX François, « Économie corporative et système capitaliste », *op. cit.*

d'étatisation des dernières années. Les entreprises d'État seront transformées à nouveau en entreprises privées¹. »

En 1932, l'État avait renfloué la puissante société de Gelsenkirchen en achetant 125 millions de marks d'actions, ce qui lui assurait le contrôle du trust des Acieries réunies; mais Hitler tient à manifester sa reconnaissance aux magnats de l'industrie lourde, aux Kirdorf, aux Thyssen; par une série de fusions compliquées, l'État leur restitue pratiquement le contrôle de l'affaire². En mars 1936, il rétrocède aux Acieries réunies le paquet d'actions entre ses mains.

Après le krach bancaire de 1931, la plupart des grandes banques étaient tombées sous le contrôle de l'État. Le gouvernement avait acquis 90 % du capital de la Dresdner Bank et Danat (fusionnées); 70 % du capital de la Commerz-und-Privatbank, 35 % du capital de la Deutsche Diskonto-Bank. Mais les magnats de la finance exigent la «reprivatisation» de leurs établissements : en décembre 1933, le ministre de l'Économie Schmitt annonce « que le Reich se proposerait d'abandonner les parts importantes qu'il possède depuis deux ans dans le capital de certains grands établissements de crédit comme la Deutsche Diskonto-Bank³ ».

À la fin de 1933, une commission d'enquête composée de spécialistes est chargée d'examiner la question. Le Dr Schacht, au même moment, déclare à Londres que le « gouvernement du Reich n'a pas l'intention d'éterniser l'influence de l'État sur les banques⁴ ». En février 1934, le Dr Reinhardt, secrétaire d'État aux Finances et grand banquier, affirme à son tour que « le gouvernement ne songe pas à étatiser les banques⁵ ». Enfin, le 1^{er} décembre, paraît

1. *Le Temps*, 12 février 1933.

2. *L'Information*, 13 septembre 1933.

3. *Le Temps*, 13 décembre 1933.

4. *Le Temps*, 19 décembre 1933.

5. *Le Temps*, 1^{er} mars 1934.

le rapport de la commission d'enquête : toute étatisation des banques est définitivement écartée. La Deutsche Diskonto-Bank, qui, dès 1933, s'était vu restituer par l'État près de 20 millions de marks d'actions (contre cession d'un grand immeuble), peut annoncer, en mars 1937, qu'elle a achevé de racheter au Reich ses actions et qu'elle redevient une entreprise entièrement privée¹. En août 1937, la Commerz-und-Privatbank fait connaître de même que la plus grande partie de son capital-actions se trouve à nouveau entre les mains de particuliers², et, peu après, à l'issue d'une réunion du conseil d'administration de la Dresdner Bank, on apprend que cette banque elle aussi est revenue entièrement privée³.

En outre, le Reich avait renfloué un certain nombre de compagnies de navigation et de chantiers de constructions navales. En mars 1936, il restitue la majorité des actions du Deutscher Schiff und Maschinenbau à un groupe de commerçants de Brème, et en septembre il rétrocède 8 millions de marks d'actions (sur un capital total de 10 millions) de la Hamburg Süd-Amerika à un consortium d'Hambourg⁴, etc.

Le national-socialisme engage la lutte contre les régies municipales; celles-ci, en effet, sont prospères : même pendant l'année de crise 1932-1933, elles ont accusé des bénéfices de l'ordre de 650 millions de marks. Aussi l'industrie privée les convoite-t-elle : le jour même de sa nomination au ministère de l'Économie (30 juillet 1934), le Dr Schacht prescrit qu'on accélère la liquidation des entreprises municipales. Comme première mesure, celles-ci sont grevées,

1. *L'Information*, 18 mars 1937.

2. *L'Information*, 7 août 1937.

3. *Le Peuple*, 24 octobre 1937.

4. *La Correspondance internationale*, 15 mars 1937.

à partir du 11 janvier 1935, d'un impôt de 20% sur leurs bénéfices¹. La loi du 13 décembre 1935 abroge définitivement la loi de 1919 sur la «socialisation» de la production d'énergie : « Cette organisation de la distribution d'énergie électrique, explique l'exposé des motifs, était en contradiction avec l'idée qui est à la base de la conception national-socialiste. » La loi a pour but de mettre fin au désordre semé dans le développement de la distribution de l'électricité par le « socialisme municipal » : désormais les entreprises privées de production et de distribution d'énergie électrique sont délivrées de toutes « entraves inutiles », encouragées et favorisées de toutes les façons².

2. EXONÉRATIONS FISCALES EN FAVEUR DU CAPITAL

L'État fasciste aide les magnats capitalistes à « produire du bénéfice » en leur accordant toutes sortes d'exonérations fiscales.

En Italie

Le ministre des Finances, De Stefani, déclare : « Nous avons rompu avec une pratique qui consiste à poursuivre le capital. Un système financier qui a pour base la persécution du capital est un système entaché de folie³. » Dès le 10 novembre 1922, le nouveau gouvernement supprime les titres nominatifs, c'est-à-dire l'obligation d'enregistrer les valeurs, obligation qui empêchait dans une certaine mesure les capitalistes de se soustraire à l'impôt sur le revenu. Par décret du 19 novembre, la commission d'enquête sur les « bénéfices de guerre » est

1. *Fascisme*, 26 janvier 1935.

2. *Le Temps*, 21 janvier 1936.

3. DE STEFANI ALBERTO, *Discours sur le capital en Italie*, 1928.

dissoute. Par la loi du 20 août 1923, l'impôt sur l'héritage est aboli à l'intérieur du cercle familial.

L'impôt sur le capital, créé en 1920 et payable par annuités, est traité par le ministre De Stefani de *stupidissimo*, il est liquidé au moyen de rachats partiels et d'arrangements à l'amiable avec le fisc, très avantageux pour les intéressés¹. Une loi de février 1925 supprime l'impôt complémentaire sur les valeurs mobilières. Par le décret-loi du 23 juin 1927 sont institués des dégrèvements fiscaux importants destinés à favoriser les fusions de sociétés anonymes. Citons encore : l'abolition de l'impôt de 10% sur le capital investi dans la banque et l'industrie, la réduction de moitié de l'impôt sur les administrateurs et directeurs de sociétés anonymes, l'exonération de tous impôts pour le capital étranger, l'abolition de l'impôt sur les articles de luxe, etc. « La finance fasciste, écrit le catholique Don Sturzo², favorise la richesse capitaliste. »

En Allemagne

Dès la prise du pouvoir, la fiscalité national-socialiste tend vers un seul but : favoriser le capital. Une loi du 1^{er} juin 1933, complétée par la loi du 16 octobre 1934, autorise les industriels à déduire de leur revenu imposable toutes les sommes consacrées à l'achat de nouveau matériel. En outre, l'État rembourse aux propriétaires une partie des frais de réparation de leurs maisons, usines ou magasins ; les fraudeurs fiscaux voient réduites de moitié leurs impositions non payées s'ils participent aux emprunts de « lutte contre le chômage » ; les bourgeois qui emploient une servante peuvent, dans leur

1. MARINI Philippe, *L'impôt sur le capital en Italie*, Librairie moderne de droit et de jurisprudence, 1928.

2. DON STURZO Luigi, *L'Italie et le fascisme*, Félix Alcan, 1927.

déclaration, compter celle-ci comme « enfant mineur » et bénéficier de l'abattement fiscal correspondant; des lois du 15 juillet 1933 prévoient des exemptions d'impôts pour les nouvelles entreprises, pour celles qui utilisent de nouveaux procédés ou qui fabriquent des produits nouveaux, de même que pour les locaux d'habitation nouvellement construits¹.

En avril 1934, le gouvernement consent de massifs dégrèvements d'impôts (500 millions de marks environ) « pour faciliter la reprise des affaires² ». L'impôt sur le revenu est, pour l'exercice 1934-1935, réduit de moitié par rapport à l'exercice 1931-1932³. La loi fiscale qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1935 ne confirme pas seulement ces abattements; elle réduit également les taxes de succession.

3. L'ÉTAT FASCISTE INTERDIT L'OUVERTURE DE NOUVELLES INDUSTRIES

L'État fasciste aide les magnats capitalistes à relever artificiellement leurs prix de vente en interdisant, par la voie législative, l'ouverture de nouvelles industries, c'est-à-dire en les délivrant de toute nouvelle concurrence : le consommateur paiera.

En Italie

Le décret du 11 mars 1926 permet au ministre des Finances d'interdire aux tribunaux la transcription des actes de sociétés en voie de formation dont le capital excède 5 millions de lire ou des actes tendant à l'augmentation du capital dès que cette augmentation porterait

1. *Le Temps*, 16 juillet 1933.

2. *Le Temps*, 20 avril 1934.

3. *L'Humanité*, 9 mars 1935.

celui-ci à une somme supérieure à 5 millions. Par un décret-loi du 3 novembre 1927, l'ouverture dans les villes d'établissements industriels de quelque envergure est soumise à l'autorisation préalable du gouvernement; un décret-loi du 18 novembre 1929 élargit cette obligation de l'autorisation préalable aux établissements travaillant pour la défense nationale. Un décret-loi du 18 juillet 1930 précise que l'autorisation doit être également sollicitée par les nouveaux chantiers de constructions navales, par les entreprises de transports, etc. Le décret-loi du 12 juin 1932 sur les consortiums obligatoires spécifie : « Quand les exigences particulières de certaines branches de la production l'exigent, il peut être décidé que l'installation d'usines nouvelles ou l'extension d'usines existantes appartenant au consortium seront subordonnées à l'autorisation du gouvernement. » Enfin, la loi du 12 janvier 1933 confirme et généralise ces diverses obligations.

En Allemagne

La loi du 15 juillet 1933 donne au ministre de l'Économie le pouvoir d'ordonner en cas de nécessité que, dans le cadre d'une branche économique donnée, « la création de nouvelles entreprises ainsi que l'extension de l'exploitation ou de la capacité de production d'entreprises existantes soient suspendues pendant une période déterminée ou soumise à son autorisation ». Mais la loi va plus loin encore que la législation italienne : le ministre peut même fixer le degré d'utilisation du potentiel de production des entreprises existantes.

Le gouvernement a largement fait usage de la loi. En 1933, cinq décrets, en 1934, 17 décrets ont été promulgués, appliquant à diverses industries l'interdiction de créer de nouvelles entreprises ou d'augmenter la capacité de production des entreprises anciennes.

4. L'ÉTAT FASCISTE CONTRAINT LES PRODUCTEURS
DISSIDENTS À ENTRER DANS DES « ENTENTES
OBLIGATOIRES ». RIEN DE SOCIALISTE DANS CETTE
INTERVENTION DE L'ÉTAT

L'État fasciste aide encore les magnats à relever artificiellement leurs prix de vente — sur le dos du consommateur — en contraignant, par la voie législative, les producteurs « dissidents » à entrer dans des ententes obligatoires. On sait qu'une entente industrielle, si important que soit le nombre de ses participants, ne parvient presque jamais à englober tous les membres de la profession. Or, pour exercer une action déterminante sur les prix de vente, il faut grouper au moins 90 % de la capacité totale des usines d'une industrie¹; ce pourcentage est rarement atteint. Les dissidences ne pouvant être réduites, il y faut la contrainte de l'État.

En Italie

Dans l'industrie métallurgique existe depuis 1928-1929 une entente volontaire. Mais les magnats ne parviennent pas à réaliser par leurs propres moyens un consortium global et à venir à bout des dissidents. Aussi l'État s'empresse-t-il d'intervenir : par décret-loi du 31 décembre 1931, il se réserve le droit de régler « les modalités de la constitution des consortiums obligatoires pour les diverses branches de la sidérurgie afin de discipliner la fabrication et la vente des produits² ». Les consortiums obligatoires sont aussitôt constitués.

1. Lire ROUSIERS Paul (de), *Les Cartels et les trusts et leur évolution*, Service des publications de la SDN, 1927; HIRSCH Julius, *Les Monopoles nationaux et internationaux*, SDN, 1927.

2. ROSENSTOCK-FRANCK Louis, *L'Économie corporative fasciste*, op. cit.

Bientôt la mesure est étendue à toutes les branches industrielles : le décret-loi du 16 juin 1932 décide que pourra être ordonnée « la constitution de consortiums obligatoires entre industriels exploitant une même branche de l'activité économique, dans le but de réglementer la production et la concurrence ». Ces consortiums obligatoires sont constitués lorsqu'ils sont demandés « par un nombre d'intéressés représentant les 70 % du chiffre global des entreprises et les 70 % de la production moyenne effective des trois dernières années ».

En Allemagne

Par une loi du 15 juillet 1933, le ministre de l'Économie du Reich se voit conférer le pouvoir « en vue de réglementer le marché, de réunir des entreprises en syndicats, cartels, conventions ou ententes similaires, ou de les joindre à des consortiums d'entreprises déjà existants, lorsque cette union ou fusion apparaît nécessaire dans l'intérêt des entreprises, de l'ensemble de la production et de la collectivité ».

La législation allemande a été immédiatement suivie d'effets : dans les industries fortement concentrées, de juillet à novembre 1933, 30 cartels déjà existants sont réorganisés, les dissidents sont embrigadés, des quotes-parts de production imposées à chaque adhérent. Quant aux industries moins concentrées (produits manufacturés) où la cartellisation était plus difficile, 38 nouveaux cartels y sont constitués : c'est le cas dans le textile, le papier, l'alimentation, etc.

Ce serait une erreur que de prêter à cette intervention de l'État un caractère socialiste. Il n'y recourt pas dans l'intérêt de la collectivité mais dans l'intérêt exclusif des magnats capitalistes. Et encore l'État prend-il soin de s'excuser de se mêler de ce qui ne le regarde pas : c'est à titre temporaire qu'il

s'est départi de son attitude traditionnelle de « non-intervention ». Dans un discours, le ministre italien Bottai précise que les consortiums obligatoires « doivent être considérés comme une forme tout à fait exceptionnelle de groupement de producteurs¹ ». Le ministre de l'Économie du Reich, Schmitt, affirme lui aussi : « En principe, j'estime indésirables les cartels et les prix obligatoires. Si, malgré tout, en des temps difficiles, nous avons admis et même constitué par la contrainte un nombre, hélas ! très considérable de cartels, ç'a été pour éviter de graves perturbations économiques². »

Et cette intervention est discrète. Sans doute, en Italie et en Allemagne, la loi prévoit-elle un certain « contrôle » de l'État : le décret-loi italien du 16 juin 1932 confère au ministre le droit de demander aux entreprises qui forment le consortium tous les actes et documents qu'il considère comme nécessaire de connaître ; l'administration peut charger un fonctionnaire d'assister aux délibérations du consortium. La loi allemande du 15 juillet 1933 confère au ministre de vagues « droits de surveillance et d'ingérence ». Mais ces velléités de contrôle, bien timides pourtant, restent inopérantes. « Les industriels italiens ont toujours eu la phobie des consortiums obligatoires », écrit Rosenstock-Franck. En fait, la loi les arme surtout d'un moyen de pression dont ils usent afin de contraindre les dissidents à céder bénévolement à leurs exigences. En Allemagne, de même, le ministre de l'Économie a eu assez rarement à se servir des pouvoirs que lui confère la loi du 15 juillet 1933 ; la plupart des nouveaux cartels ont été constitués à l'amiable, la loi ne servant que de moyen de pression pour amener les dissidents à résipiscence³.

1. Cité dans PERRONX François, « Économie corporative et système capitaliste », *op. cit.*

2. Dr Schmitt, discours du 13 mars 1934.

3. HEIDEN Konrad, *Geburt des Dritten Reiches*, *op. cit.*

5. L'ÉTAT FASCISTE RENFLOUE LES ENTREPRISES

DÉFAILLANTES MAIS NE « SOCIALISE » QUE LEURS PERTES

L'État fasciste rend un autre service aux magnats : il renfloue généreusement les entreprises défallantes ; il prend en charge leurs actions, mais, au lieu de profiter de l'occasion pour les nationaliser, il s'efforce de leur conserver le caractère d'entreprises privées ; il attend le jour où il pourra leur restituer, après un assainissement coûteux dont seul il aura fait les frais, les actions prises en charge.

De même, lorsque l'État croit nécessaire (pour les besoins de la « défense nationale ») de procéder à l'extension de certaines industries ou d'en ouvrir de nouvelles qui présentent un risque commercial que l'industrie privée se refuse à assumer, il ne profite pas de l'occasion pour créer des entreprises étatiques. Au contraire, il constitue des sociétés d'économie mixte, dans lesquelles il collabore avec l'industrie privée : l'État fournit sa part de capital, garantit un dividende aux investissements privés et prend à son compte tous les risques, avec l'intention bien arrêtée, dès que ces entreprises seront devenues rentables, de les restituer à l'industrie privée.

En Italie

Le premier geste de Mussolini, lorsqu'il a pris le pouvoir, est de renflouer le puissant trust métallurgique Ansaldo ; il fait cadeau à celui-ci de 400 millions de lires de subventions. En 1924, un organisme spécial est chargé de liquider, aux frais de l'État, les banques et industries en faillite. Victimes de la crise de déflation commencée à la fin de 1926, successivement le Banco di Roma, le Banco di Napoli, le Banco di Sicilia et de nombreux autres établissements de moindre envergure sont renfloués et assainis.

Mais c'est surtout à partir de 1931, quand la crise mondiale déferle sur la péninsule, que l'État est mis à contribution : le portefeuille des grandes banques d'affaires est plein de valeurs industrielles en déconfiture; l'un après l'autre, le Banco di Milano, le Credito italiano, et jusqu'à la puissante Banca commerciale s'effondrent. L'État vole à leur secours : coup sur coup sont créés trois instituts autonomes subventionnés plus ou moins directement par le Trésor. Ce sont, suivant l'expression de Mussolini, des « maisons de convalescence » dont l'État « paie les frais de séjour¹ ». La première en date, la Société pour le financement de l'industrie italienne (Sofindit), est créée en octobre 1931, au capital de 500 millions de liras, dont la plus grosse partie est versée par l'État. Cet institut, à l'aide d'émissions dans le public garanties par l'État, se procure 4 milliards de liras qui servent à racheter toutes les actions industrielles détenues par la Banca commerciale et les autres établissements défailants. Un mois après, en novembre, est créé l'Institut mobilier italien (IMI), au capital de 500 millions de liras également fourni par l'État. L'IMI émet pour 5 milliards et demi de liras d'obligations garanties par l'État et remboursables en dix ans. Ces capitaux sont prêtés à l'industrie privée à long terme (durée maximale de dix ans), chaque entreprise remettant en garantie une partie de ses actions. Enfin, en janvier 1933, est constitué l'Institut de reconstruction industrielle (IRI), avec une section de « démobilisation industrielle » à laquelle est accordée une subvention budgétaire de 85 millions de liras pendant vingt ans et une section de « financement industriel », au capital de 100 millions de liras fourni par l'État et qui émet 1 milliard de liras d'obligations (durée de quinze à vingt ans) garanties par l'État. Par le truchement

1. Mussolini, discours du 13 janvier 1934.

de ce dernier organisme, l'État renfloue les plus gros trusts du pays : c'est ainsi qu'à la fin de 1933, la puissante Société hydroélectrique piémontaise, dont le passif dépasse 600 millions de lires et dont les titres sont tombés de 250 à 20 lires, est sauvée après assainissement¹. En septembre 1934, le trust métallurgique Ansaldo, déjà renfloué après la marche sur Rome, est reconstitué encore une fois, au capital de 175 millions et est autorisé à émettre des obligations avec garantie de l'État pour une somme de 100 millions².

Mais le fascisme se garde de nationaliser les entreprises dont, pourtant, il a pris en charge la majorité des actions. « Les trois quarts de l'économie italienne, s'écrie Mussolini, sont sur les bras de l'État. Si je voulais instaurer en Italie (et ce n'est pas le cas) le capitalisme d'État ou le socialisme d'État, j'aurais aujourd'hui les conditions nécessaires, suffisantes et objectives pour le faire³. » Et Bottai confirme qu'on ne veut pas, en Italie, bien au contraire, « accélérer le mouvement d'expropriation commencé par la crise⁴ ».

Cependant, quand les masses sont mécontentes, il est nécessaire de leur jeter un peu de poudre aux yeux. En mars 1936, le fascisme annonce la « nationalisation » des banques italiennes. Simple bluff.

Bien que détenant ou possédant depuis 1931 un pourcentage important des actions de grands établissements de crédit comme la Banca commerciale, le Credito italiano, le Banco di Roma, l'État fasciste se garde bien de « nationaliser » ces trois banques, il se contente de les baptiser : « banques de droit public », en vertu de quoi leurs actions doivent être

1. *Le Temps*, 9 janvier 1934.

2. *Le Temps*, 23 septembre 1934.

3. Mussolini, discours du 26 mai 1934.

4. Giuseppe Bottai, article dans la *Critica fascista*, cité par *Le Temps*, 22 octobre 1934.

nominatives et possédées exclusivement par des citoyens italiens. La Banque d'Italie n'est pas davantage nationalisée : elle est seulement proclamée « institut de droit public », en vertu de quoi ses actions doivent être nominatives et possédées seulement par des instituts semi-étatiques ou des banques de « droit public ». Mais ces dernières, on vient de le voir, demeurent des établissements privés. Douze sur 15 des membres du conseil de régence de la Banque d'Italie doivent être élus en assemblée générale, ce qui permet aux magnats capitalistes, administrateurs des « banques de droit public », de rester maîtres de l'institut d'émission¹.

On a fait grand bruit, également, autour d'une prétendue nationalisation de la grande industrie. De quoi s'agit-il? Mussolini, dans un discours de mars 1936, annonce que la « grande industrie qui travaille directement ou indirectement pour la défense nationale » et celle « développée jusqu'à devenir capitaliste ou supercapitaliste » – ces industries que l'État a renflouées en 1930-1931 – « seront constituées en grandes unités [...] et revêtiront un caractère spécial dans l'orbite de l'État ». Mais il reste volontairement dans le vague en ce qui concerne la mise en pratique de cette prétendue transformation : « L'intervention de l'État dans ces grandes unités industrielles sera-t-elle directe ou indirecte? Assumera-t-elle la forme d'une gestion ou d'un contrôle? Dans quelques branches, ce pourra être une gestion directe, dans les autres une gestion indirecte, dans d'autres un contrôle efficace. On peut encore penser à l'entreprise mixte, dans laquelle l'État et les particuliers fournissent ensemble le capital et organisent la gestion en commun². »

Dans ce dernier cas, les capitalistes s'en vont par la porte et rentrent par la fenêtre. Même si les magnats

1. Décrets-lois du 12 mars 1936, *Gazzetta ufficiale*, 16 mars 1936.

2. Mussolini, discours du 23 mars 1936.

ne contrôlent que 49% du capital et l'État 51%, ils demeurent en fait les maîtres de leurs entreprises. Au surplus, quel est donc cet État dont les délégués siègent au conseil d'administration à côté des capitalistes? C'est l'État fasciste, complice du grand capital. Pas de danger qu'il intervienne d'une façon indiscreète. L'État n'est là que pour fournir le capital, passer les commandes, garantir les dividendes et assumer tous les risques.

Quelques exemples. En 1936, l'État et le gros trust Montecatini souscrivent ensemble le capital de la Azienda nazionale idrogenazione combustibili, une société dont l'objet est la fabrication de l'essence synthétique. En avril 1937, l'IRI – c'est-à-dire l'État – acquiert un paquet d'actions s'élevant à plus de 50% du capital des sociétés Ansaldo, Odero-Terni-Orlando, United Shipyards of the Adriatic¹. En juin, il est formé, sous les auspices de l'IRI, une Société financière sidérurgique, au capital de 900 millions de liras, à laquelle les trusts Uva, Terni, Dalmine, etc., participent en même temps que l'État².

En Allemagne

L'État national-socialiste n'a pas besoin de renflouer les entreprises industrielles et bancaires défailtantes; les gouvernements précédents s'en sont chargés. Mais il ne profite pas des circonstances pour nationaliser ces sociétés dont il a pourtant entre les mains la majorité des actions. Bien au contraire: il restitue, dès qu'il le peut, les actions à leurs anciens détenteurs. Le Reich ne se substitue à l'initiative privée que lorsqu'il ne peut faire autrement – par exemple lorsqu'il s'agit de créer des entreprises non rentables, dans lesquelles le capital privé ne consentirait

1. *Le Temps*, 20 avril 1937.

2. LEROUX André, *Le Populaire*, 7 juillet 1937.

pas à s'investir. Il donne à ces entreprises, comme c'est le cas en Italie, la forme de sociétés d'économie mixte : l'État garantit un certain dividende au capital investi, lui seul assume tous les risques. C'est ainsi qu'est constituée la Hermann Göring Reichswerke für Erzbergbau und Eisenhütten, société créée pour traiter le minerai de fer à faible teneur. Le capital est souscrit à la fois par le Reich et par la grande industrie. Le correspondant du *Temps* souligne que « la forme juridique de la société anonyme sauvegarde les intérêts de la propriété privée¹ ».

La *Bergwerks Zeitung*, organe de l'industrie lourde, se montre surprise que la création de la société soit considérée comme une mesure de nationalisation : « L'État, écrit-elle, évite à l'industrie privée le risque que comporte l'investissement de nouveaux capitaux et lui laisse la responsabilité de participer volontairement à l'exécution de nouveaux projets importants². » Par ailleurs, le général Hanneken, chef de département au ministère de l'Économie, déclare au congrès des « groupes professionnels » de l'industrie du fer, qu'« aussitôt que possible, et autant que possible, les Göring-Werke seront pris en charge par l'industrie privée³ ».

En attendant l'heureux jour de la « reprivatisation » de ces entreprises, l'État national-socialiste et les magnats du grand capital s'entendent comme larrons en foire pour la gestion commune des sociétés d'économie mixte. Un exemple de l'étroite interpénétration de l'État et de l'industrie privée nous est donné par le conseil de surveillance de la grosse société Rheinmetall-Börsig, incorporée dans les Göring-Werke. En voici la composition : quatre représentants de la grande industrie – MM. Börsig, Karl Bosch

1. *Le Temps*, 26 juillet 1937.

2. *Bergwerks Zeitung*, 27 juillet 1937.

3. Déclarations du général Hanneken à la presse allemande, 12 juin 1938.

(de IG Farben), un représentant de la Deutsche Bank et un de la Dresdner Bank ; un représentant de la vieille aristocratie ralliée au national-socialisme – le duc de Saxe-Cobourg-Gotha; deux représentants de l'État, connus pour leurs liaisons avec le monde des affaires – le secrétaire d'État Trendelenburg et un représentant du ministre des Finances; un représentant de l'armée – le général (ex-colonel) Thomas, chef du bureau de l'Économie de guerre au ministère de la Guerre; enfin deux représentants des Göring-Werke et un de la Reichskreditgesellschaft, établissement de crédit semi-public¹.

6. L'ÉTAT DEVIENT LE PRINCIPAL CLIENT DE L'INDUSTRIE : GRANDS TRAVAUX PUBLICS DE PRESTIGE, COMMANDES DE « DÉFENSE NATIONALE »

De toutes les mesures prises par l'État fasciste en faveur des magnats, celles dont on va maintenant aborder l'examen sont, de beaucoup, les plus importantes : non seulement parce qu'elles exercent sur le relèvement des profits capitalistes une action décisive, mais aussi et surtout parce qu'elles entraînent le fascisme dans un engrenage fatal qui le conduit peu à peu à l'autarcie et à l'« économie de guerre ».

En Italie comme en Allemagne, les magnats se trouvent en face d'une double carence due à la crise : celle de la clientèle privée, par suite de l'affaiblissement du pouvoir d'achat des masses; celle de l'épargne, qui, cruellement échaudée, se détourne des placements industriels. Aussi l'État fasciste s'empresse-t-il d'intervenir. Il se substitue à la fois à la clientèle privée défaillante et à la carence des

1. *Deutsche Freiheit*, 7 juillet 1938.

investissements privés. En Italie, en 1932, 90% des émissions nouvelles proviennent d'instituts financiers semi-étatiques, 10% seulement de sociétés privées¹. En Allemagne, en 1934, 70% des émissions nouvelles proviennent de l'État, 30% seulement de l'économie privée. En 1935, « la formation des capitaux pour les besoins de l'économie privée demeure très au-dessous de ces besoins² ». Dans certains cas, le national-socialisme encourage les entreprises particulièrement favorisées par ses commandes à pratiquer l'autofinancement. C'est ainsi que les bénéficiaires des usines Krupp, par exemple, qui s'élèvent, en 1935, à 10 millions de marks, sont réinvestis entièrement dans l'entreprise³.

Les commandes de l'État sont de deux sortes : grands travaux publics de prestige, généralement non rentables ; commandes et travaux de « défense nationale ». Il est d'ailleurs malaisé de tracer une ligne de démarcation entre les deux genres d'activité ; la seconde entre en scène quand la première ne suffit pas à restaurer le profit ; au fur et à mesure que la seconde s'intensifie, la première tend à passer à l'arrière-plan. En outre, une partie non négligeable des grands travaux publics ressortit, en réalité, à la « défense nationale », notamment ceux concernant les transports routiers et ferroviaires.

a) Grands travaux publics.

En Italie

Le fascisme italien engage, d'octobre 1922 à juin 1934, des dépenses en travaux publics de l'ordre de 43 milliards de lires (non compris les travaux concernant les chemins de fer),

1. AQUILA, *L'Humanité*, 11 décembre 1934.

2. Rapport annuel de la Reichsbank, *Le Temps*, 21 mars 1936.

3. *Le Temps*, 30 janvier 1936.

sur lesquels plus de 28 milliards ont été effectivement payés¹. La plupart de ces dépenses sont improductives et l'État engage ses milliards à fonds perdus : le déficit des chemins de fer est chronique (900 millions de liras en avril 1935), mais on construit sans cesse des lignes nouvelles; le commerce extérieur va en déclinant, mais des dépenses énormes sont faites pour l'aménagement de ports tels que Gênes, Trieste, Venise; pour la construction d'énormes paquebots de luxe; la circulation automobile est extrêmement faible (cinq fois inférieure à celle de la France), mais des millions sont engloutis dans la construction d'autostrades dont les péages élevés écartent encore à cette époque une grande partie des usagers (544 kilomètres construits au 30 juin 1934). Mussolini a conscience que les « autostrades » ne sont qu'une « grandiose anticipation² ». Enfin l'État fasciste enfouit des millions dans des travaux d'urbanisme comme les « embellissements de la Ville éternelle » (qui coûtent un demi-milliard de liras), la construction du ministère de l'Air, etc. Un fasciste avoue, dans une brochure de propagande, que le rendement économique des très fortes sommes dépensées « ne sera sensible que dans un avenir lointain³ ». Mais, dans l'immédiat, ces grands travaux permettent à quelques magnats, à quelques marchands de fer et de ciment, d'édifier des fortunes.

Peu à peu les dépenses d'armements prennent le pas sur les dépenses de travaux publics. C'est ainsi qu'en février 1936, le chef de la Confédération fasciste des ouvriers de l'industrie, Tullio Cianetti, déclare au *Main* : « Pour raisons d'économie, le gouvernement a arrêté la plupart des grands travaux⁴. »

1. D'après le calcul de l'ancien ministre De Stefani.

2. Cité par SCHNEIDER Ed., « L'Italie en auto », *Le Temps*, 18 août 1935.

3. BARAVELLI G. C., *Politique des travaux publics du régime fasciste*, Rome, Società editrice di novissima, 1935 (en français).

4. *Le Main*, 14 février 1936.

En Allemagne

Dès le lendemain de la prise du pouvoir, les nationaux-socialistes se lancent dans un vaste programme de travaux publics « non rentables », suivant l'expression même de leur journal, le *Völkischer Beobachter*. Le 1^{er} mai 1933, Hitler inaugure la première « bataille du travail ». Et le 1^{er} juin est promulguée la loi sur la « création de travail » : le Reich accorde aux « pays », aux communes et autres institutions de droit public des crédits ne portant pas intérêts et consentis, dans de nombreux cas, à fonds perdus, pour la réalisation de grands travaux publics « auxiliaires ». Une somme d'un milliard de marks est prévue à cet effet et répartie sur cinq années budgétaires. Le 21 mars 1934, Hitler, inaugurant la seconde « bataille du travail », annonce qu'un nouveau milliard de marks va être englouti dans le gouffre sans fond des travaux publics. À la même époque, le Reich entreprend la construction d'un réseau de 7 000 kilomètres d'autoroutes dont le prix de revient se chiffre à un demi-million de marks au kilomètre. En décembre 1937, 2 000 kilomètres sont achevés, et Hitler annonce : « Chaque année, nous terminerons un autre millier de kilomètres¹. »

Malgré le déficit des chemins de fer allemands (un demi-milliard de marks en 1935), des constructions nouvelles de voies ferrées sont entreprises pour un milliard de marks²; la crise paralyse la navigation fluviale, mais une somme de 28 millions de marks est consacrée à la construction d'une écluse à ascenseurs sur le canal reliant l'Elbe à l'Oder³. Enfin, l'État national-socialiste enfouit des millions dans des travaux d'urbanisme comme les nouveaux bâtiments du parti à Munich, la gare « des congrès du parti » à Nuremberg, le

1. Hider, discours du 17 décembre 1937, *Le Temps*, 19 décembre 1937.

2. *Fascisme*, 17 mars 1936.

3. *Le Temps*, 22 mars 1934.

gigantesque ministère de l'Air à Berlin, aux 2500 pièces, etc. L'État s'endette, mais quelques marchands de fer et de ciment édifient des fortunes.

Peu à peu les dépenses d'armement prennent le pas sur les dépenses de travaux publics. Dès le 13 juin 1934, le ministre des Finances déclare au *Herrenklub* de Leipzig : « À l'avenir nous n'entreprendrons plus [...] de travaux "auxiliaires" pour lutter contre le chômage. » Le Dr Schacht, devenu dictateur économique, s'oppose énergiquement à la continuation de ces subventions à fonds perdus. Malgré la vive résistance des plébéiens nazis et, en particulier, du Dr Ley, il empêche qu'une troisième « bataille du travail » ne soit ouverte au printemps de 1935¹.

b) Commandes et travaux de « défense nationale ».

En Italie

Depuis qu'il est au pouvoir, le fascisme italien fait vivre l'industrie lourde de ses commandes d'armement. Pendant sept à huit ans, il a dépensé « la bagatelle de cinq à six milliards de liras par année pour doter le pays d'une armée, d'une marine, d'une aviation sans rapport avec les besoins de la défense nationale² ». C'est surtout à partir de 1934 que la cadence des armements s'accélère : l'indice de la production industrielle qui était de 75 pour l'année 1934 (contre 100 en 1928) s'élève à 105 en avril 1935. Mais l'augmentation se manifeste presque uniquement dans l'industrie lourde. « Ce sont les industries susceptibles de travailler pour l'armée qui marquent un développement majeur³. » Le coût de la guerre d'Éthiopie, d'après les estimations les plus modérées,

1. *Fascisme*, 14 et 18 mai 1935.

2. Pietro Nenni, *Le Peuple*, 21 décembre 1935.

3. *Le Temps*, 3 septembre 1935.

celle, par exemple, du professeur fasciste Arias, est évalué à 30 milliards de lires pour les exercices 1934-1935, 1935-1936, 1936-1937¹. Le ministre des Finances, Thaon di Revel, avoue dans un discours à la Chambre² qu'entre le 1^{er} juillet 1934 et le 31 mars 1938 le gouvernement a consacré 36 milliards de lires à des « dépenses extraordinaires », et il prévoit qu'encore 12 milliards seront nécessaires pour l'exercice 1938-1939. De toute évidence, la plus grande partie de ces sommes passe en commandes de guerre, c'est-à-dire dans les coffres-forts de la grande industrie.

En Allemagne

Le national-socialisme, dès qu'il a conquis le pouvoir, jette des milliards dans le réarmement. Tandis que les industries de biens de consommation restent plongées dans le marasme, l'industrie lourde travaille à plein rendement. Pour prendre un exemple, la société Krupp doit, au cours de l'hiver de 1935, rallumer trois hauts fourneaux éteints depuis 1931. Le 1^{er} mai 1935, Krupp déclare à son personnel que les hauts fourneaux, aciéries, laminoirs, ateliers de construction mécanique travaillent jusqu'à la limite de leur capacité de production³.

Une revue anglaise, *The Banker*, estime les dépenses d'armement, de l'exercice 1933-1934 à celui de 1936-1937, à plus de 30 milliards de marks⁴. Le secrétaire d'État aux Finances, Reinhardt, déclare publiquement que le « relèvement économique de l'Allemagne » a endetté celle-ci de 40 milliards de marks⁵.

1. Arias, *Il Popolo d'Italia*, 3 février 1938.

2. Thaon di Revel, discours du 18 mai 1938.

3. *Le Populaire*, 5 mai 1935.

4. Cité par *L'Information*, 19 février 1937.

5. Reinhardt, discours au congrès de Nuremberg, *Le Temps*, 16 septembre 1937.

Les magnats de l'industrie lourde encaissent d'énormes bénéfices. « De nouvelles fortunes s'édifient; le mark roule; le luxe reprend¹. » « Le réarmement a mis l'économie dans une proportion gigantesque au service des besoins de l'État, écrit le *Völkischer Beobachter*. L'approvisionnement de l'armée est une bénédiction pour l'économie². »

7. D'OU VIENT L'ARGENT? DANGERS DE L'INFLATION OUVERTE. L'ÉTAT PAIE AU MOYEN DE « PROMESSES DE PAIEMENT » À ÉCHÉANCES ÉCHELONNÉES. AUX ÉCHÉANCES, L'ÉTAT S'ACQUITTE EN EMPRUNTANT À LONG TERME : GRÂCE AU CONTRÔLE QU'IL EXERCE SUR LES CAISSES D'ÉPARGNE ET LES BANQUES, IL PEUT MOBILISER LES ÉCONOMIES DES ÉPARGNANTS. RECOURS À L'IMPÔT

La question se pose : où l'État fasciste trouve-t-il les énormes ressources qui lui permettent de devenir le principal client de l'industrie lourde, de financer les grands travaux publics de prestige et les commandes d'armements? Où prend-il l'argent qu'il fait passer dans les poches des magnats capitalistes?

Le fascisme use de vieux trucs. Il ne procède pas autrement que les gouvernements des pays belligérants de 1914 à 1918 : il émet du papier et avilit la monnaie nationale aux dépens de tous ceux qui vivent de revenus fixes : rentiers, déposants des caisses d'épargne, retraités, fonctionnaires, etc., aux dépens, également, de la classe ouvrière, dont les salaires demeurent bloqués ou ne suivent que de très loin la hausse du coût de la vie.

Mais cette inflation est camouflée. Depuis le lendemain de la Première Guerre mondiale, les techniques financières

1. *Le Temps*, 19 décembre 1935 et 12 avril 1936.

2. *Le Temps*, 18 août 1935.

se sont perfectionnées. Le fascisme n'a pas oublié les graves conséquences sociales de l'inflation ouverte qui, en Allemagne, en 1923, a failli rejeter les classes moyennes désespérées vers le prolétariat. Il serait trop dangereux de faire marcher de façon ostensible la planche à billets. Mussolini, au fur et à mesure qu'il aggrave l'endettement de l'État, se proclame «déflationniste»; les dirigeants du III^e Reich repoussent l'inflation avec horreur; ainsi le Dr Dreyse, vice-président de la Reichsbank, explique : « Le national-socialisme ne peut pas répéter la tromperie qu'a été, il y a à peine une décennie, l'inflation, tromperie dont a été précisément victime la partie la plus confiante de la population, et tout particulièrement la masse des fonctionnaires, travailleurs, employés, petits rentiers, etc. Il s'exposerait ainsi au danger de préparer la voie au communisme¹. » En avril 1933, le Dr Schacht déclare : « La politique de la Reichsbank n'a qu'un seul but : le maintien de la stabilité du mark. »

Aussi les énormes dépenses de l'État fasciste ne doivent-elles pas apparaître au budget officiel. Le budget italien semble en équilibre et même laisse apparaître un excédent; mais le déficit réel, d'après les calculs du professeur fasciste Arias, dépasse 12 milliards de liras pour l'exercice 1935-1936, et plus de 16 milliards de liras pour l'exercice 1936-1937². En Allemagne, les milliards du réarmement ne peuvent apparaître au budget pour la bonne raison qu'aucun budget n'a été publié depuis l'exercice 1934-1935.

Les dépenses du fascisme n'apparaissent pas davantage dans la circulation monétaire. Celle-ci s'est accrue, mais dans une proportion infiniment moindre que les dépenses. En Italie, elle augmente de 13 milliards de liras le 31 décembre 1934 à 15 milliards et demi le 30 avril

1. Discours du Dr Dreyse, *Pariser Tageblatt*, 25 avril 1935.

2. ARIAS, *Il Popolo d'Italia*, *op. cit.*

1937. En Allemagne, elle augmente de cinq milliards et demi de marks en juin 1933 à huit milliards à la fin de septembre 1938. Du papier est émis en abondance. Mais ce ne sont pas des billets de banque, ce sont des traites commerciales et des bons à court terme.

En Italie

L'État fasciste émet des bons du Trésor généralement à échéance d'un an. Leur montant s'élève à 10 milliards et demi en 1934. En outre, il règle ses commandes au moyen de « promesses de paiement », à plus ou moins longue échéance, que ses créanciers font escompter par les banques.

Le rapport de la commission du budget pour l'année 1933 avoue : « L'assainissement du budget est retardé par les inscriptions de fortes dépenses à paiement différé; l'État paie à tempérament, en employant l'une des pires créations de l'esprit inflationniste américain. »

En Allemagne

Le réarmement allemand est financé surtout par des traites dites de « création de travail », tirées pour une période de six mois mais renouvelables à échéance. L'État remet ces traites aux industriels, qui les font escompter par les banques. Leur montant total est difficile à estimer, mais il doit atteindre, en 1938, environ entre 20 et 30 milliards de marks.

Le système est commode, car il s'accompagne d'un minimum de publicité, mais il présente de sérieux inconvénients. Le danger, en effet, existe qu'un jour les banques, saturées de ce papier, ne puissent plus remplir leurs obligations vis-à-vis de leurs dépositaires et qu'elles soient obligées de faire réescompter par la Reichsbank les traites en portefeuille : la circulation monétaire s'en trouverait soudain doublée ou triplée. Ce n'est pas une hypothèse en l'air ; nous

la trouvons formulée dans un mémoire que les industriels de la Ruhr remettent, en juin 1937, au chancelier Hitler¹.

Pour parer à ce danger, le gouvernement du Reich, à partir du 1^{er} avril 1938, renonce au système des traites de « création de travail » et émet, à leur place, de nouveaux bons du Trésor intitulés « bons de livraison ». Ces bons sont émis seulement pour une période de six mois et ne peuvent être réescomptés par la Reichsbank; leur émission est strictement limitée au montant qui peut être remboursé à l'échéance au moyen des ressources budgétaires « normales »; et ce montant est rendu public. En août 1938, ces bons atteignent déjà un total de trois milliards de marks².

Mais à l'échéance de ces traites, l'État est bien obligé de faire honneur à sa signature. Plus il émet de traites et de bons du Trésor, plus les échéances deviennent dangereuses, plus s'accroît le risque qu'il en soit réduit à imprimer du vulgaire papier-monnaie, plus il est à craindre que l'inflation de crédit – l'inflation camouflée – ne se transforme en inflation tout court. Aussi l'État fasciste s'efforce-t-il de « consolider » sa dette flottante, c'est-à-dire de la convertir en dette à long terme et d'en reporter le fardeau sur l'avenir. Il n'y parvient que par la contrainte, par l'emprunt forcé. Pour obliger les particuliers à acquérir son papier à long terme, il est amené à exercer un contrôle sévère sur tous les établissements financiers drainant l'épargne : caisses d'épargne, instituts semi-publics divers et banques. En Italie comme en Allemagne, ce contrôle a censément pour objet la « protection de l'épargne »; l'État affecte de veiller à ce que les établissements financiers conservent des liqui-

1. Mémoire des industriels, publié par *L'Information*, 28 et 31 août, 7 et 9 septembre 1937.

2. *Le Temps*, 18 août 1938.

dités suffisantes pour faire face à leurs engagements. Mais sa véritable préoccupation est autre. Le droit de regard qu'il exerce sur leur gestion lui permet de vérifier que toutes les disponibilités des déposants sont bien mises à sa disposition; en bref, l'État fasciste contraint les petits et moyens épargnants à transformer leurs économies, leurs fonds disponibles en papier d'État, dont le revenu perd chaque jour un peu de son pouvoir d'achat et dont le capital risque de se volatiliser en cas de banqueroute ou de crise monétaire.

Contrainte d'autant plus cruelle et plus injuste que le grand capital, bien entendu, y échappe. En effet, les magnats de l'industrie lourde dissimulent dans leurs bilans les énormes profits provenant de commandes de guerre; ils s'empressent de les convertir en « valeurs réelles » en les réinvestissant dans leurs propres entreprises et en les consacrant à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Ils se soustraient ainsi à la main de fer de l'État.

En Italie

Par la loi du 10 février 1927, les caisses d'épargne, qui gèrent des sommes considérables (34 milliards de liras environ en 1934), sont réorganisées, unifiées, groupées en fédérations provinciales et régionales, placées sous la tutelle de l'État. L'État, de même, intervient souverainement dans la gestion d'instituts soi-disant autonomes, comme l'Institut national des assurances, l'Institut des assurances contre les accidents du travail, etc. Les décrets-lois des 7 septembre et 6 novembre 1926 obligent les banques non seulement à communiquer à la Banque d'Italie leurs bilans mensuels et annuels, mais encore à se soumettre aux inspections de celle-ci; le ministre des Finances peut retirer leur licence aux établissements qui se soustrairaient à ce contrôle.

À la fin de 1935, les demandes de retraits de fonds dans les caisses d'épargne et les banques sont soumises à des restrictions très sévères. En mars 1936, la nécessité de se procurer à tout prix des capitaux frais pour la guerre d'Éthiopie conduit à un nouveau renforcement du contrôle des établissements de crédit : un « inspectorat pour la défense de l'épargne et pour l'exercice du crédit » est créé ; tous les établissements qui récoltent l'épargne et qui distribuent le crédit sont soumis au contrôle de cet inspectorat, doivent communiquer leurs bilans, se soumettre à des inspections périodiques¹. Ce système permet de transformer tous les dépôts en emprunt forcé.

Les emprunts forcés frappent durement les petits et moyens épargnants, les propriétaires immobiliers, mais l'industrie lourde y échappe. Sans doute, un décret d'août 1935 impose-t-il aux sociétés d'investir tous leurs bénéfices dépassant 6 % du capital en valeurs d'État (un décret ultérieur du 20 octobre 1937 relève le plafond de 6 à 8 %). Mais les trusts se gardent de distribuer leurs énormes bénéfices d'armement ; ils les dissimulent dans leurs livres comptables et se soustraient ainsi à l'obligation d'en convertir une partie en papier d'État.

En Allemagne

« Toutes les possibilités d'épargne du peuple allemand doivent être mises au service du réarmement », déclare le ministre des finances Schwerin von Krosigk². Les caisses d'épargne qui gèrent des sommes énormes (13 milliards de marks environ) sont placées, par la loi du 5 décembre 1934, sous le contrôle étroit de l'État. Elles sont soumises à la surveillance d'un « office de contrôle des institutions

1. Décrets-lois du 12 mars 1936, *Gazzetta ufficiale*, 16 mars 1936.

2. Cité par Lu, 20 décembre 1935.

de crédit » siégeant à la Reichsbank, qui peut se livrer à des vérifications de tout genre. L'« office de contrôle » donne toutes instructions en ce qui concerne le placement des fonds gérés par elles¹. Des mesures sont également prises pour empêcher les épargnants de procéder à des retraits trop importants.

L'État intervient, de même, dans la gestion d'instituts soi-disant autonomes, comme les caisses nationales d'assurances maladie, d'assurance chômage, d'assurance des employés, etc. Quant aux banques, dont les dépôts s'élèvent à environ deux milliards de marks, elles sont assujetties également, par la loi du 5 décembre 1934, au contrôle étroit de l'État. Elles doivent non seulement communiquer régulièrement leurs bilans à l'« office de contrôle », mais se soumettre à toute inspection ou vérification de celui-ci. L'État exerce une surveillance très active sur les comptes en banque de chaque particulier, s'oppose au besoin par la force aux retraits de fonds, s'assure que tous les fonds disponibles des banques sont bien convertis en papier d'État². Le commissaire du Reich aux banques peut interdire à tout établissement financier qui n'observerait pas les prescriptions fixées de continuer son activité.

Notons en passant que ces mesures transforment profondément le caractère des banques allemandes. « Au lieu de jouer, comme naguère, écrit le journal *L'Information*, un rôle de premier plan dans la distribution du crédit à l'économie privée, elles sont devenues de véritables sociétés holding de valeurs d'État et des organismes destinés, avant tout, à faciliter la trésorerie des pouvoirs publics³. »

1. « La loi du Reich sur le crédit du 5 décembre 1934 », supplément du *Bulletin quotidien*, 19 mars 1935.

2. JÈZE G., « Les méthodes financières allemandes », *Das Neue Tagebuch*, 13 septembre 1935.

3. *L'Information*, 28 octobre 1937.

Le système permet de mettre à contribution l'épargne allemande. Chaque fois que le Reich a besoin d'emprunter pour amortir sa dette à court terme, il puise dans les ressources des caisses d'épargne, des instituts semi-publics, des grandes banques commerciales. Le Reich hypothèque lourdement l'avenir. On a estimé que le service annuel de ces emprunts (intérêts et amortissements), qui représentait en 1936 158 millions de marks, s'élèverait en 1944 à 1 220 millions et davantage encore les années suivantes¹.

Tandis que la petite et la moyenne épargnes sont mobilisées au service du III^e Reich, contraintes d'absorber du papier d'État dont la valeur est purement nominale, la grande industrie, elle, transforme ses énormes profits en valeurs réelles. Sans doute, la loi du 4 décembre 1934, prolongée pour trois ans en décembre 1937, oblige-t-elle les sociétés à virer sur un compte spécial ouvert à la Golddiskontbank leurs bénéfices dépassant 6 ou 8 % du capital investi, en vue de leur transformation en valeurs d'État. Mais les magnats de l'industrie lourde n'ont aucune peine à camoufler leurs profits dans les écritures et à tourner la loi. En effet, ils se livrent à de formidables «amortissements». Des installations qui devraient être amorties normalement en dix ou quinze ans le sont en deux ou trois. En quatre ans, l'industrie minière rhéno-westphalienne réussit ainsi à «amortir» plus de la moitié de la valeur de son capital déclaré. Dans la seule année 1937, l'amortissement de l'outillage de l'IG Farben s'élève à 28 % de sa valeur totale et celui du trust Rheinmetall Börsig à 27 % de la valeur totale de l'actif déclaré, etc. L'industrie lourde n'est pas assez naïve pour investir ses profits dans du papier d'État qui peut, en une nuit, perdre toute valeur; elle préfère consacrer ses bénéfices

1. *L'Information*, 30 septembre 1937.

à l'achat de nouveaux équipements. Ceux-ci aussi peuvent certes se déprécier un jour, mais le fer reste du fer et vaudra toujours plus que du papier¹. Rien d'étonnant à ce que la loi du 4 décembre 1934 n'ait rapporté au compte spécial de la Golddiskontbank en 1935-1936 que 30 millions de marks, dont 12 millions versés par la Reichsbank².

Mais l'émission d'obligations à long terme a ses limites; l'épargne disponible chaque année n'est pas inépuisable. Pour rembourser à l'échéance sa dette à court terme, l'État fasciste est amené, outre l'emprunt forcé, à serrer un peu plus la vis au contribuable. La masse de la population, en Italie comme en Allemagne, est déjà écrasée sous le poids des impôts, et, en ce qui la concerne, on ne peut pas sans danger presser davantage l'éponge fiscale. Aussi l'État fasciste, dont le seul souci a été jusqu'à présent d'accorder des exemptions d'impôts aux classes possédantes, se voit-il obligé, bien malgré lui, de lancer à leurs trousses le percepteur. Mais les moins frappés sont encore les magnats de l'industrie lourde, dont les bénéfices sont habilement dissimulés. Voici donc l'État fasciste devant un dilemme : d'une part, les besoins du réarmement et de l'autarcie exigent d'importants amortissements de la part de la grande industrie et le réinvestissement des bénéfices dans ses propres entreprises; d'autre part, le besoin qu'a l'État de se procurer immédiatement et par n'importe quel moyen des ressources fiscales lui permettant d'alimenter la Trésorerie exige que les sociétés ne fraudent pas le fisc. Pris entre ces nécessités contradictoires, l'État fasciste hésite à exercer sur l'industrie lourde le contrôle draconien qui seul ferait rendre son plein à l'impôt sur les bénéfices des sociétés³.

1. LANG Rud., *Deutsche Freiheit*, 21 juillet et 11 août 1938.

2. *L'Information*, 2 avril 1937.

3. LANG Rud., *Deutsche Freiheit*, *op. cit.*

En Italie

Un décret-loi d'octobre 1937 frappe d'un impôt exceptionnel de 10% le capital déclaré et les réserves des sociétés commerciales (ce taux est réduit des trois quarts pour les sociétés faisant état d'un déficit pendant les trois derniers exercices et de la moitié pour celles dont le dernier bilan seul est déficitaire). L'impôt est payable en 15 tranches entre le 10 mars 1938 et le 10 juin 1940, mais toutes sortes d'exemptions et d'allègements sont accordés : la moitié de l'impôt peut être acquittée contre remise à l'État d'un certain nombre d'actions de la société; les sociétés sont autorisées à réévaluer leurs bilans (en tenant compte de la dévaluation de la lire) et à distribuer sous certaines conditions leurs réserves. Cet impôt aurait rapporté entre trois et six milliards de liras.

En Allemagne

En septembre 1936, l'impôt sur le revenu des sociétés dont le revenu est supérieur à 100 000 marks, qui était auparavant de 20%, est relevé à 30%. Le 30 juin 1938, il est relevé à 35% pour 1938 et à 40% pour 1939 et 1940. Cet impôt rapporte 1 553 millions de marks en 1937.

En août 1938, il est question d'instituer un nouvel impôt intitulé *Wehrsteuer* (impôt de la défense nationale), qui s'élèverait à 30% de l'impôt sur le revenu¹. Presque tous les rapports annuels des grandes sociétés au début de 1938 se plaignent de l'augmentation des impôts. C'est un fait que le produit des impôts, qui s'élève pour 1937-1938 à 14 milliards de marks, a plus que doublé depuis l'exercice 1933-1934. Le fardeau fiscal, qui ne dépassait pas en 1928-1929 18,4% du revenu national, atteint en

1. *Le Temps*, 18 août 1938.

1937 28,6 %. Mais le grand capital n'en supporte qu'une faible part, au regard de ses énormes profits.

8. LA MONNAIE NATIONALE EN VASE CLOS

Ces expédients, si variés, si ingénieux et même si téméraires qu'ils soient, ne peuvent empêcher indéfiniment les vieilles lois de l'économie politique de prendre leur revanche. Peu à peu l'inflation camouflée produit les mêmes effets que l'inflation ouverte : le pouvoir d'achat de la monnaie est menacé d'avilissement. Le fascisme s'efforce de freiner et de dissimuler cette dépréciation, de préserver aussi longtemps que possible la valeur artificielle du signe monétaire ; il y parvient, dans une large mesure, par la terreur policière et par le secret. Mais ces moyens extraordinaires ne valent qu'à l'intérieur des frontières nationales ; ils sont sans effet au dehors. Le fascisme est ainsi conduit à un nouvel expédient : il lui faut mettre la monnaie nationale en vase clos.

En Italie

À partir de 1934, la dépréciation réelle de la monnaie se manifeste par la fuite des capitaux à l'étranger et, corrélativement, par des sorties d'or qui réduisent à un rythme régulier l'encaisse métallique de la Banque d'Italie. De 7 105 millions de liras à la fin de février 1934 (contre 12 106 millions de liras au 1^{er} janvier 1928), l'encaisse tombe à 3 394 millions au 31 décembre 1935.

Afin de préserver la valeur fictive de sa monnaie, le fascisme est obligé de l'entourer d'une muraille de Chine. Il prohibe, par des mesures radicales, l'exode des capitaux. Par deux décrets-lois du 27 mai 1934 est institué un contrôle rigoureux sur les titres étrangers possédés par des Italiens, tandis que sont interdites toutes opérations

sur les changes et les devises ne correspondant pas à des nécessités commerciales, ainsi que l'exportation de billets de banque et de chèques italiens. Ces mesures sont renforcées par le décret du 8 décembre : l'exportation des marchandises est subordonnée à l'obligation de la cession préalable à l'État des devises obtenues en paiement de ces exportations ; toutes les banques, sociétés, entreprises, tous les particuliers doivent déclarer et mettre à la disposition d'un Institut national des échanges, c'est-à-dire du Trésor, toutes leurs créances sur l'étranger. Tous les sujets italiens doivent, avant le 31 décembre, déclarer les avoirs dont ils sont possesseurs dans toutes banques ou entreprises ayant leur siège hors d'Italie. En mai 1935, tout détenteur italien de titres étrangers ou de titres italiens émis à l'étranger est contraint de les déposer à la Banque d'Italie. Le 28 août, il est décidé que toutes les créances sur l'étranger doivent être acquises par l'Institut national des échanges contre paiement comptant en liras. Tous les titres étrangers possédés par des Italiens doivent être acquis contre paiement en bons du Trésor 5 % à neuf ans. Par décret du 8 octobre, il est interdit d'emporter d'Italie plus de 2000 liras.

Cependant ces mesures sévères ne parviennent pas à empêcher l'avalissement du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur. Le 5 octobre 1936, Mussolini, qui, à l'époque de la stabilisation de 1927, avait juré de défendre la lire « jusqu'à la dernière goutte de son sang », décide de la dévaluer à 41 % de sa valeur de 1927. Mais cette opération chirurgicale ne réussit pas davantage à sauver la monnaie italienne. Sa dépréciation réelle continue.

En Allemagne

À partir de 1934, la dépréciation réelle de la monnaie allemande se manifeste de même par l'exode des capitaux et

les sorties d'or consécutives, qui réduisent le rapport or-billets de 20 % à la fin de 1932 à 1,5 % au 31 décembre 1934.

Pour arrêter l'«hémorragie» d'or, le gouvernement national-socialiste est obligé d'empêcher, par des mesures radicales, l'exode des capitaux. Il commence par suspendre partiellement, puis totalement, le service des intérêts de la dette commerciale extérieure. À partir du 1^{er} juillet 1934 est décrété un moratoire total sur tous les transferts au titre des dettes commerciales, y compris ceux afférant aux emprunts Dawes et Young¹; le 1^{er} juillet 1935, ce moratoire est renouvelé. Un décret du 2 octobre 1934 interdit à tout voyageur allemand se rendant à l'étranger d'emporter sur lui une somme supérieure à 10 marks. Enfin vient le fameux décret terroriste du 1^{er} décembre 1936 : « Quiconque étant sous la juridiction allemande envoie sa fortune à l'étranger sciemment ou par vil intérêt ou tout autre bas motif, ou l'y laisse en infraction aux prescriptions légales, causant ainsi un grave dommage à l'économie allemande, est passible de la peine de mort. Sa fortune sera confisquée. »

Le décret est suivi d'un autre, en date du 15 décembre, qui accorde au coupable un sursis expirant le 31 janvier 1937 pour le rapatriement de ses capitaux exportés.

Mais ces mesures extraordinaires ne peuvent, de toute évidence, empêcher, malgré le blocage des prix, le pouvoir d'achat du mark de se déprécier lentement à l'intérieur. En juin 1937, dans leur mémoire adressé à Hitler², les industriels de la Ruhr évaluent cette dépréciation à 40 %. Elle doit être d'au moins 50 %. Cependant, en Allemagne, les dirigeants n'osent pas recourir, comme on l'a fait en Italie,

1. Par ces emprunts, les vainqueurs de l'Allemagne avaient commercialisé la dette du vaincu en matière de «réparations», mettant à sa charge le versement d'intérêts aux souscripteurs et l'amortissement des emprunts. *Le Temps*, 17 février 1938.

2. Mémoire des industriels publié par *L'Information*, *op. cit.*

à une dévaluation. Ils en redoutent – à cause des terribles souvenirs du passé – les effets psychologiques. En 1937, le Dr Schacht présente orgueilleusement le mark comme la « seule monnaie d'un grand pays qui n'ait pas été dévaluée¹ ». D'ailleurs, comme le soulignent les industriels de la Ruhr dans un mémoire, les effets d'une dévaluation ne seraient que de courte durée; tant que le Reich consacre des sommes colossales au réarmement, le mark risque de demeurer une monnaie fondante, même après une dévaluation.

9. L'ÉCONOMIE NATIONALE EN VASE CLOS

Un expédient entraîne l'autre. Le fascisme est obligé maintenant de mettre en vase clos non seulement la monnaie nationale, mais l'ensemble de l'économie nationale. Interdire l'exode des capitaux n'est pas suffisant. Toute sortie d'or doit être prohibée qui ne soit pas justifiée par un besoin urgent d'importations. Seules peuvent être autorisées les importations de matières nécessaires aux industries d'armement et qui ne sont pas produites sur le territoire national; ne sont tolérées les importations d'autres marchandises que dans la mesure où elles sont compensées par des exportations correspondantes. Un tel système conduit à un contrôle sévère du commerce extérieur par l'État. Et, comme il faut bien substituer aux marchandises dont l'importation est interdite des produits nationaux, l'État est amené à créer artificiellement, sur une vaste échelle et à grands frais, une industrie de « succédanés ».

Le fascisme s'engage ainsi, sans l'avoir voulu, dans l'autarcie : non pas dans l'autarcie utopique, promise avant la conquête du pouvoir, qui devait « assurer la satisfaction des

1. Dr. Schacht, discours, *Le Temps*, 22 avril 1937.

besoins de chaque membre de la communauté », « la primauté du travail sur l'argent », mais dans un véritable régime de blocus dont la conséquence, pour les masses, est la pénurie des articles de première nécessité et une tendance à la hausse, néanmoins contenue par un contrôle draconien des prix.

En Italie

En 1934, le déficit de la balance commerciale atteint deux milliards et demi de liras. Les sorties d'or deviennent alarmantes. À partir de 1935, tout le commerce extérieur est subordonné aux nécessités militaires. Il faut qu'« en cas de guerre la nation dispose des moyens indispensables afin d'obtenir la victoire¹ ». Aussi, un décret du 18 février 1935 soumet-il à des licences délivrées par l'État toute importation de produits étrangers. Les importateurs de produits destinés à la guerre se voient accorder sans difficultés ces licences; quant aux autres, ils doivent se faire céder par un exportateur une licence d'importation délivrée à ce dernier en compensation de l'exportation effectuée.

Le fascisme dénonce les accords commerciaux conclus avec des pays étrangers sur la base de la « clause de la nation la plus favorisée » et lui substitue le système des « échanges compensés » : il s'efforce désormais de n'acheter à chaque pays que dans la mesure où il peut vendre à celui-ci une quantité égale de marchandises italiennes. À partir du 1^{er} août, l'État s'attribue le monopole des achats à l'étranger de diverses matières premières : charbon, cuivre, étain, fer, nickel, coton, laine, carburants, etc. Au début de 1936 est créé un sous-secrétariat d'État pour les échanges avec l'étranger, chargé spécialement de la discipline des importations et des exportations.

1. Communiqué de la commission suprême de défense nationale, 20 février 1935.

Le 2 mars 1937, le Grand Conseil fasciste décide « la réalisation maxima de l'autarcie en ce qui concerne les besoins militaires et le sacrifice total, si nécessaire, des besoins civils aux besoins militaires ». En juin, le conseil d'administration de la Société financière sidérurgique, qui vient de se constituer, reçoit ce télégramme de Mussolini : « S'il y a [...] un secteur où il faut atteindre le maximum de l'autarcie, c'est bien le secteur du fer¹. » Le 11 octobre, le Comité corporatif central, réuni à Rome, se constitue en « commission suprême de l'autarcie » avec le but avoué de « coordonner, contrôler et stimuler toutes les activités [...] dans le but de réaliser l'autarcie² ».

Cette autarcie coûte cher. Une industrie de succédanés est créée à coups de participations de l'État, de subventions, de garanties de dividendes. C'est ainsi que l'État garantit à la Azienda nazionale idrogenazione combustibili, société créée pour la production d'un carburant national synthétique, un intérêt de 6 à 8 %. Trois usines sont construites à grands frais pour extraire de l'essence synthétique des bitumes albanais, des lignites de Toscane, des schistes bitumineux et asphaltiques de Sicile, etc.

Mais l'autarcie, en dépit de tous ces efforts, ne peut permettre à l'Italie, pays pauvre en matières premières, de se passer du reste du monde.

En 1938, elle ne produit que 10 % de sa consommation en charbon et, en mettant les choses au mieux, elle ne pourrait couvrir que le tiers de sa consommation. En ce qui concerne la sidérurgie, elle est à la merci des puissances occidentales qui lui fournissent 50 % de ses matières premières. Mussolini lui-même l'avoue³. Et

1. Cité dans LEROUX André, *Le Populaire*, 7 juillet 1937.

2. *Le Temps*, 28 octobre 1937.

3. Mussolini, discours du 15 mai 1937, *Le Temps*, 16 mai 1937.

il sait que son pays n'a pas les moyens de soutenir une guerre. Pendant le seul premier semestre de 1937, l'Italie doit importer 1 300 000 tonnes de produits pétroliers. En 1938, le déficit en blé est estimé entre 10 et 20 millions de quintaux. Pour l'année 1937, la balance commerciale accuse un déficit de six milliards de lires, c'est-à-dire de beaucoup supérieur à celui des années précédentes.

Le fait même qu'en dépit de l'autarcie les importations demeurent élevées oblige le fascisme à stimuler par tous les moyens les exportations. Commentant à la Chambre le déficit de la balance commerciale, le ministre Guarneri déclare que les importations ont été réduites au strict minimum. On ne peut pas faire grand-chose en ce qui les concerne pour rétablir la balance commerciale. Il ne reste qu'une solution : exporter ; et le ministre insiste sur la nécessité absolue de conquérir de haute lutte de nouveaux marchés : « Exporter ou disparaître¹. » Mais les facilités consenties aux exportateurs ont une cruelle incidence sur la consommation intérieure. Les importations de matières premières entrant dans la fabrication de produits d'exportation passent après celles de matières premières destinées à l'industrie de guerre, mais avant celles de produits nécessaires à la consommation intérieure. L'exportateur, après avoir obligatoirement rétrocédé à l'État 75 % des devises étrangères reçues en paiement de ses ventes, est libre de consacrer les 25 % restant à importer des matières premières destinées à être réexportées après leur incorporation dans des produits manufacturés. Le consommateur intérieur est servi le dernier – s'il reste des devises étrangères.

Tels sont les limites et les inconvénients de l'autarcie. D'ailleurs, pour les chefs fascistes, elle n'est pas une

1. *Le Temps*, 28 octobre 1937.

panacée, mais un pis-aller. « Le chef du gouvernement italien, écrit le correspondant du *Temps* à Rome, ne juge nullement le problème d'un point de vue doctrinaire¹. » Il se contenterait du « minimum d'autarcie indispensable ».

En attendant, les masses populaires font les frais de l'expérience. Le résultat en est à la fois la pénurie et, malgré un contrôle dictatorial des prix, la tendance au renchérissement des produits de première nécessité destinés à la consommation intérieure. Le consommateur n'a qu'à se serrer la ceinture.

En Allemagne

En 1934, le déficit de la balance commerciale allemande atteint 285 millions de marks. Tout le commerce extérieur est subordonné, de même, aux nécessités du réarmement. « Le ministre de l'Économie n'hésite pas à importer des métaux et des matières premières destinés uniquement aux fabrications militaires, mais il restreint les importations nécessaires à l'alimentation nationale². » C'est à partir de 1934 que le gouvernement du Reich commence à réduire la quantité de devises étrangères mises à la disposition des importateurs. La loi du 23 mars 1934 décide la création, pour chaque catégorie de produits importés, d'un office de contrôle chargé d'octroyer ou de refuser, suivant le cas, des licences d'importation. Des offices de contrôle sont créés successivement pour le coton, la laine et le chanvre, les métaux non ferreux, le caoutchouc, le cuivre. Le 11 septembre, le Dr Schacht décide de porter le nombre des « offices de contrôle » à 25, de telle sorte que tous les produits d'importation sans exception soient soumis au contrôle gouvernemental. Aucune importation ne peut

1. *Le Temps*, 24 mars 1938.

2. *Le Temps*, 12 août 1935.

avoir lieu sans qu'au préalable l'office de contrôle intéressé ait délivré une autorisation de devises. Les importations autorisées (sauf lorsqu'il s'agit de matières premières nécessaires à la « défense nationale ») sont proportionnées aux entrées de devises procurées par les exportations.

Le 26 août 1934, le Dr Schacht annonce que tous les accords commerciaux conclus par l'Allemagne seront dénoncés – ou adaptés par voie de négociations – à la nouvelle organisation du commerce extérieur : l'Allemagne n'achète désormais à un pays que dans la mesure où celui-ci peut absorber des marchandises allemandes. Le 27 avril 1936, Göring, l'homme à la poigne de fer, se voit conférer l'autorité suprême sur tous les problèmes de matières premières et de devises étrangères. Au congrès de Nuremberg, en septembre 1936, Hitler annonce un « plan de quatre ans » destiné à rendre l'Allemagne indépendante du reste du monde, et en octobre Göring est nommé dictateur du « plan de quatre ans ». Il a le droit de donner ses ordres à toutes les autorités, y compris les autorités suprêmes du Reich, et à tous les organes du parti¹. À la fin de novembre 1937, après le départ du Dr Schacht du ministère de l'Économie nationale, l'administration du « plan de quatre ans » est fusionnée avec le ministère et absorbe celui-ci.

La mise en œuvre du plan exige des investissements de six à huit milliards de marks². La rentabilité ne compte pas. Comme les industriels de la Ruhr le disent, peut-être non sans quelque ironie, dans leur mémoire à Hitler : « L'État n'envisage pas le plan de matières premières du point de vue du coût de la production. Ce qui lui paraît décisif, en présence de la disette dangereuse de matières premières,

1. *Volksischer Beobachter*, 21 octobre 1936.

2. Mémoire des industriels, publié par *L'Information*, *op. cit.*

c'est la question purement quantitative¹. » C'est un fait que le Reich ne recule devant aucun sacrifice. Par tous les moyens, participations financières, subventions, exonérations fiscales, garantie de prix et de dividendes, promesses de commandes, etc., il encourage la fabrication des succédanés. C'est ainsi qu'il garantit à la Braunkohlen Benzin AG, qui fabrique de l'essence synthétique à partir de la lignite, l'amortissement de ses installations en dix ans et un intérêt de 5 % sur le capital investi². Onze usines sont construites pour fabriquer de l'essence en partant des lignites, de la houille, etc. Le Reich fournit la plus grande partie du capital des Hermann Göring Reichswerke für Erzbergbau und Eisenhütten, créées en juillet 1937 pour traiter le minerai de fer à faible teneur.

Mais cet énorme effort se heurte à un sérieux obstacle : celui des prix. Le coût excessif de beaucoup de produits synthétiques ne permet pas leur substitution aux produits naturels en temps de paix. C'est ainsi que le prix minimal de l'essence synthétique de l'usine de Leuna est, au début de 1936, de 140 francs l'hectolitre, d'après le général Serrigny, tandis que l'essence naturelle revient à 22 francs l'hectolitre au port d'Hambourg³. Même en admettant que le prix de revient de l'essence synthétique se soit abaissé par la suite, la différence reste grande. « Si la différence des prix reste ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire considérable, écrit le correspondant du *Temps* en Allemagne, on se bornera à fabriquer une certaine quantité de produits nouveaux. Mais les usines seront équipées de telle sorte que la production⁴ puisse être rapidement augmentée en temps de guerre. »

1. *Ibid.*

2. *Le Temps*, 20 février 1936.

3. SERRIGNY (général), *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1936.

4. *Le Temps*, 2 décembre 1937.

Ces efforts fébriles, ces énormes dépenses ne parviennent cependant pas à libérer du « joug de l'étranger » un pays dont l'industrie est essentiellement transformatrice et à qui des matières premières essentielles font défaut. Le colonel Thomas, chef du bureau de l'économie de guerre au ministère de la Guerre, avoue dans une conférence : « Ni l'exploitation à fond des ressources nationales, y compris les *Ersatz* ou les substances synthétiques, ni les restrictions extrêmes des besoins d'un pays ne peuvent le rendre autonome au point de pouvoir renoncer à toute importation¹. » En 1937, la production nationale fournit seulement de 20 à 25 % des besoins en matières premières. Grâce au « plan de quatre ans », elle pourra fournir entre 30 et 40 %, mais pas davantage. Dans le cas le plus favorable, on ne pourra porter la production de minerais qu'au maximum à 50 % des besoins. En 1937, la production de fer n'est que de sept millions de tonnes, la consommation de 28 millions de tonnes. La production de combustibles liquides (naturels et synthétiques) ne couvrira pas plus de 50 % des besoins. En temps de guerre, du fait de ces graves déficits, le III^e Reich, en dépit de son potentiel et de ses victoires militaires, sera extrêmement vulnérable.

La balance commerciale, qui avait été excédentaire les trois années précédentes, accuse, pour le premier semestre 1938, un déficit de 114 millions de marks. Les importations continuant à grever si lourdement la balance commerciale, l'équilibre de celle-ci ne peut être rétabli que par un accroissement des exportations.

À tout prix, il faut forcer les débouchés extérieurs; on ne peut y parvenir qu'en abaissant artificiellement les prix de vente à l'extérieur des marchandises allemandes et en vendant celles-ci à perte – en d'autres mots, en appauvrissant le pays.

1. Colonel Thomas, conférence du 6 février 1937, *Le Temps*, 8 février 1937.

Une loi du 1^{er} juillet 1935 autorise le ministre de l'Économie à prélever sur l'ensemble de l'industrie allemande une contribution de 720 millions de marks destinée à constituer un fond de *dumping*; à cette somme l'État ajoute 300 millions de marks. En 1936, un fonds de *dumping* analogue est fourni par l'ensemble de l'Économie et par l'État. Sur ce fonds est versée aux exportateurs une ristourne proportionnelle à la perte subie, ce qui permet à ceux-ci d'abaisser leurs prix de vente de 25 à 50 % par rapport aux prix intérieurs. Mais la contribution demandée à l'ensemble de l'industrie est reportée en réalité sur l'ensemble des consommateurs. « Dans les milieux industriels, on ne croit pas qu'il soit possible de faire ce lourd sacrifice sans une augmentation appréciable des prix de revient intérieurs. Celle-ci se traduira nécessairement par un renchérissement du prix de la vie¹. »

Lorsque la balance commerciale redevient déficitaire en 1938, le ministre de l'Économie, Funk, décide d'accroître le montant des devises attribuées aux exportateurs pour l'importation de matières premières nécessaires à leurs fabrications². Comme en Italie, le consommateur intérieur vient bon dernier dans la distribution des devises.

Tels sont les résultats de l'autarcie allemande. À dire vrai, le Dr Schacht, en y recourant, n'a jamais vu en elle autre chose qu'un pis-aller. Il n'a jamais cessé de répéter qu'il n'aime pas l'autarcie en soi, et qu'il lui préférerait des relations internationales régulières et actives³. Il la considère comme un « expédient auquel on peut être contraint de recourir dans des circonstances déterminées », non comme un « véritable système économique⁴ ».

1. *Le Temps*, 3 juillet 1935.

2. Funk, discours du 24 mai 1938, *Le Temps*, 28 mai 1938.

3. *Le Temps*, 2 février 1937.

4. *Le Temps*, 28 novembre 1937.

Comme en Italie, les masses populaires font les frais de l'économie en vase clos. Les denrées de première nécessité sont rares. Ce à quoi il faut ajouter une hausse « invisible » des prix due à l'abaissement de la qualité des produits, et que l'on peut évaluer entre 10 et 15 %¹.

La pénurie est particulièrement sensible en ce qui concerne les produits alimentaires (beurre, graisses, viande de porc) pour lesquels l'Allemagne est tributaire de l'étranger et dont l'importation est sévèrement contingentée. « Le nouvel armement, s'écrie Göring, nous a coûté un travail gigantesque. Il nous fallait des matières premières que nous devons faire venir de l'étranger. Il s'agissait de savoir si nous emploierions nos devises à acheter des minerais ou d'autres choses. Ou bien nous achetions du beurre et nous renoncions à la liberté, ou nous options pour la liberté et nous renoncions au beurre². » « Serrons-nous la ceinture, ça nous fera du bien!³ » conseille Goebbels au malheureux consommateur.

10. « ÉCONOMIE DE GUERRE ». L'ÉTAT DIRIGE,
MAIS QUI DIRIGE L'ÉTAT? LE VÉRITABLE RÔLE DES
« CORPORATIONS » ET « GROUPES PROFESSIONNELS »

Ainsi, d'expédient en expédient, non pas en vertu d'une théorie préconçue mais d'une façon purement empirique, peut-être sans avoir prévu lui-même exactement où allaient l'entraîner ses énormes armements, le fascisme aboutit à une « économie de guerre » analogue à celle que connurent les pays belligérants de 1914 à 1918. La seule différence entre le passé et le présent est que

1. Mémoire des industriels, publié par *L'Information*, *op. cit.*

2. Göring, discours du 6 décembre 1935 à Hambourg.

3. Goebbels, discours du 10 mars 1936.

l'économie de 1914-1918 était une économie de guerre dans le sens propre du terme, tandis que l'économie fasciste (jusqu'à septembre 1939) est une économie de guerre en temps de paix¹.

À partir de 1919, aussitôt la paix rétablie, les capitalistes, pressés de recouvrer leur pleine liberté d'action, avaient exigé la liquidation de l'« économie de guerre ». C'est ainsi que Mussolini, en Italie, fut subventionné par eux pour ouvrir une campagne dans le *Popolo d'Italia*, contre « les survivances de l'économie de guerre² ». Maintenant, grâce à l'aide financière du grand capital, le fascisme est au pouvoir. Que fait-il ou, plutôt, qu'est-il contraint de faire? Il ressuscite l'« économie de guerre ».

Le caractère distinctif de cette économie est l'extension continuelle des fonctions de l'État; l'État prend en main la direction de l'ensemble de l'économie; l'État devient le seul client de l'industrie; l'État draine à lui seul toute l'épargne privée; l'État monopolise le commerce extérieur; l'État contrôle les prix; l'État dispose à son gré de la main-d'œuvre; l'État répartit les matières premières; l'État détermine dans quel secteur de l'économie de nouveaux investissements sont nécessaires et décide la création de nouvelles industries, etc. « Nous en sommes à un point tel, s'écrie Mussolini, que si [...] l'État s'endormait pendant vingt-quatre heures, un tel répit suffirait à provoquer une catastrophe³. » Et, en Allemagne, le Dr Schacht : « Plus que jamais les particuliers ne sont rien sans l'État⁴. » « Seul l'État peut être au gouvernail⁵. »

1. Lire LAURAT Lucien, *Le Peuple*, 13 décembre 1936.

2. ROSSI Amilcare, *La Naissance du fascisme*, op. cit.

3. Mussolini, discours du 14 novembre 1933.

4. Dr Schacht, discours à Munich, *Le Temps*, 30 janvier 1935.

5. Dr Schacht, conférence à Berlin, *Le Temps*, 8 février 1935.

L'État dirige l'économie. Mais qu'y a-t-il derrière cette abstraction : l'État? Qui dirige l'État?

La bureaucratie d'État est bien incapable de résoudre des problèmes économiques d'une pareille complexité. « Il est clair, comme l'écrit *Le Temps*, que si l'État entreprend de diriger l'économie nationale, il lui faut un appareil de commandement infiniment plus compliqué que celui dont il dispose aujourd'hui¹. »

Aussi la bureaucratie d'État, tout en affichant une fière indépendance, se laisse « conseiller » par les « compétences », c'est-à-dire par les magnats capitalistes. Ceux-ci deviennent l'état-major économique – non plus occulte comme auparavant, mais officiel – de l'État. Un contact permanent est établi entre eux et l'appareil bureaucratique. Ils dictent et la bureaucratie exécute. Tel est le rôle véritable des « corporations » créées en Italie par la loi du 4 février 1934, des « groupes professionnels » créés en Allemagne par la loi du 27 février 1934, prototypes des « comités d'organisation » de Pétain.

Le but avoué de la « corporation » italienne? « Donner son avis sur toutes les questions qui intéressent d'une façon quelconque la branche économique pour laquelle elle est constituée, toutes les fois qu'elle en est requise par les administrations publiques compétentes². » Le but avoué des « groupes professionnels » allemands? « Organiser une liaison rationnelle [entre les industriels] et les services du ministère de l'Économie³. »

Au sein des « corporations » et « groupes professionnels », les problèmes relatifs à l'« économie de guerre » sont résolus en commun par les magnats et la bureaucratie

1. *Le Temps*, 21 mars 1935.

2. Loi du 4 février 1934.

3. Dr Schmitt, discours du 13 mars 1934.

d'État : répartition des contingents d'importation de matières premières destinées aux armements, constitution de stocks de matières premières et de marchandises pour le temps de guerre, création d'une industrie de succédanés, intensification des exportations, etc. Et, comme de juste, chaque fois qu'il y a quelque chose à répartir, les magnats se réservent la part du lion.

En Italie

Les « corporations » italiennes sont chargées, dès 1934, de constituer des consortiums pour l'achat global de matières premières qui sont ensuite à répartir entre les différents producteurs¹. À partir de février 1935, quand commencent les restrictions d'importations, c'est à des « comités à base corporative » qu'est confiée la répartition des contingents et des licences d'importation². Au début de 1936, « les comités techniques corporatifs préparent et réalisent l'exploitation au maximum de toutes les réserves et ressources nationales [...]. Le travail des corporations est fermement orienté vers ces objectifs³ ». C'est ainsi que la corporation de l'industrie de la mécanique s'occupe spécialement des problèmes concernant les métaux spéciaux pour la construction aéronautique⁴. Le 11 octobre 1937, comme nous l'avons vu, le Comité corporatif central, composé de représentants des 22 corporations, se transforme en « commission suprême de l'autarcie », avec de larges pouvoirs. Les « corporations » cherchent en même temps à réduire le coût de production, de manière à intensifier les exportations. « Les nouvelles corporations, écrit le *Giornale*

1. Lire GUILLAUME A. E., *Les Corporations en Italie*, Société d'études et d'informations économiques, 1934.

2. *Le Temps*, 14 juin 1935.

3. *Le Temps*, 31 décembre 1935.

4. *Le Temps*, 1^{er}-2 janvier 1936.

d'Italia, préparent le milieu favorable à l'étude intégrale et à l'action coordonnée que le problème [de l'exportation] demande à tous les facteurs de la production¹. »

En Allemagne

Les « groupes professionnels », dont les chefs coïncident le plus souvent avec ceux des cartels², collaborent étroitement, à partir de septembre 1934, avec les divers offices de contrôle des importations créés à cette date. C'est en liaison intime avec eux que l'État met au point un vaste programme de fabrication de succédanés. Quand, en 1935, est constitué le fonds de *dumping* pour stimuler l'exportation, les « groupes professionnels » collaborent à la fois à la réunion de ce fonds et à sa répartition entre les exportateurs. Un de leurs buts principaux est de « développer rapidement et rationnellement l'exportation » (Kessler), « de développer l'exportation par tous les moyens » (von der Goltz et Schacht).

II. LES PLÉBÉIENS VOUDRAIENT PROFITER DES CIRCONSTANCES POUR ÉTATISER L'ÉCONOMIE. MAIS LES MAGNATS CAPITALISTES S'Y OPPOSENT

Cependant quelques naïfs demeurent convaincus qu'en régime fasciste les grands capitalistes n'ont aucun pouvoir sur l'État mais qu'au contraire l'État les mène à la baguette. D'où provient cette persistante illusion? Les plébéiens fascistes ont contribué, pour une bonne part, à la répandre. En effet, ils prennent – et font prendre – leurs désirs pour des réalités. Ils voudraient renverser les rôles et se servir de l'« économie de guerre » et des « corporations » pour

1. *Il Giornale d'Italia*, 22 mai 1934.

2. *Le Temps*, 15 novembre 1936.

soumettre le capitalisme, non pas certes au contrôle du prolétariat – il n'en est même pas question –, mais à la direction autoritaire de l'État, c'est-à-dire à la leur propre. Maîtres de l'économie, ils auraient richesse et puissance. Pour parvenir à leurs fins, ils font un brin de démagogie; se tournant vers leur base sociale, vers l'homme du rang, ils se flattent de museler la bête capitaliste. Mais pas plus dans ce domaine que dans les autres, ils ne passent des paroles aux actes. Les capitalistes se défendent vigoureusement contre leurs prétentions. Fidèles au libéralisme économique, ils n'acceptent l'« économie de guerre » que contraints et forcés par les circonstances et à la seule condition d'en avoir la direction. Et ils ne tolèrent pas que les plébéiens profitent de l'occasion pour les emprisonner dans un étatisme de plus en plus rigoureux. Ils craignent que les « corporations » ou « groupes professionnels » ne soient détournés de leur but primitif, but précis et limité (limité dans l'espace comme dans le temps), et qu'ils y soient pris au piège. Leur volonté l'emporte. Les dirigeants responsables de l'État fasciste condamnent et répudient nettement toute tendance « socialisante ». Ils invitent l'opinion à distinguer entre les expédients temporaires auxquels doit recourir le capitalisme et les rêveries de certains qui, s'inspirant d'une doctrine préconçue, voudraient transformer cet étatisme en un système permanent.

En Italie

Le *Lavoro fascista* veut voir dans le régime « corporatif » une « transformation antibourgeoise de l'économie nationale », une « véritable transformation révolutionnaire de l'économie¹ ». « Certains fascistes, note *Le Temps*, trouvent même dans les sanctions d'excellentes occasions pour accélérer le

1. Cité par Buozzi, *Le Peuple*, 24 mai 1934.

rythme d'application du système corporatif et habituer l'ensemble de la population à se plier plus que jamais à l'intérêt national, sans distinction entre riches et pauvres¹. »

Contre de telles tendances, le grand capital réagit vigoureusement. La Confédération de l'industrie, organisation privée du patronat, continue à avoir une existence indépendante en dehors des « corporations », bien qu'elle n'ait aucun statut légal dans l'« État corporatif ». Elle tient des congrès annuels : celui de 1934 est honoré de la présence du Duce. Et son président, Pirelli, en profite pour rappeler au représentant de l'État que l'État ne doit pas s'immiscer dans la gestion de la production. Sans doute l'intervention de l'État est-elle parfois nécessaire, par exemple lorsqu'il s'agit de renflouer une entreprise défailante, mais elle « n'aura pas besoin d'être si générale [...]. Il ne s'agit pas de brusquer les lois économiques ». Les employeurs, quant à eux, ne s'écarteront « en aucun cas » du principe de la propriété privée et de l'initiative individuelle².

Mussolini multiplie ses assurances : les corporations resteront, en Italie, de simples organes de liaison entre l'État et les magnats; et rien de plus : elles ne serviront pas à la domestication de l'industrie privée; elles ne gèreront pas elles-mêmes la production; Mussolini en donne l'assurance formelle : « Faut-il répéter encore une fois que les corporations ne sont pas une fin en elles-mêmes³? » « Les corporations sont des organes de l'État, mais non pas des organes simplement bureaucratiques de l'État⁴. » « Il ne s'agit pas de socialisme d'État parce que l'État fasciste n'a pas l'intention de monopoliser la production, ne

1. *Le Temps*, 7 janvier 1936.

2. Rome, 15 octobre 1934; voir *Le Temps* du 21 octobre 1934 et *Fascisme* du 3 novembre 1934.

3. Mussolini, discours du 8 novembre 1934.

4. Mussolini, discours du 24 mars 1936.

cherche pas davantage à restreindre l'initiative individuelle et encore moins à porter atteinte aux droits de la propriété privée¹. » Il se refuse à céder à une évolution qui mènerait « *de piano* au capitalisme d'État [...], à la bureaucratisation de l'économie nationale² ». « Je crois qu'aucun de vous ne veut bureaucratiser, c'est-à-dire congeler ce qui est la réalité de la vie économique, réalité complexe, changeante³. » « Nous n'avons pas l'intention de multiplier par dix le nombre déjà imposant des employés de l'État⁴. »

En Allemagne

Les plébéiens du *Völkischer Beobachter* veulent voir, dans la création des « groupes professionnels », « la construction de l'économie dirigée du socialisme allemand⁵ ». « L'État national-socialiste a l'économie en main [...]. Les nébuleuses "lois économiques" du libéralisme [...] ne sont plus valables; elles sont remplacées par la volonté et les buts de l'État [...]. Après vingt et un mois de pouvoir, le national-socialisme s'est rendu maître de l'économie⁶ ».

À la fin de 1937, les plébéiens croient les circonstances favorables à une nouvelle vague de « gauchisme ». Le *Völkischer Beobachter*, et d'autres journaux nazis, déclenchent une campagne contre les profits énormes de l'industrie d'armement⁷. Le Front du travail du Dr Ley et la Corporation du ravitaillement de Walther Darré vont jusqu'à demander la nationalisation des industries de guerre⁸.

1. Mussolini, article dans les *Annales*, 10 novembre 1933.

2. Mussolini, discours du 14 novembre 1933.

3. Mussolini, discours du 13 janvier 1934.

4. Mussolini, discours du 6 octobre 1934.

5. *Völkischer Beobachter*, 14 novembre 1934.

6. *Völkischer Beobachter*, 20 novembre 1934.

7. *Fascisme*, 27 juin 1936.

8. *Völkischer Beobachter*, 7 janvier 1938, cité par *Syndicats*, 16 février 1938.

Les inquiétudes des grands capitalistes sont périodiquement ravivées par de telles manifestations. Ils n'acceptent pas que les « groupes professionnels » servent à autre chose que ce pour quoi ils ont été créés. « Il ne faut pas, écrit la *Frankfurter Zeitung*, laisser l'organisation devenir elle-même son propre but. Le bureaucratisme de ces groupes a besoin d'être très sérieusement limité. Il ne faut pas en élargir les attributions au-delà de ce qu'elles étaient jusqu'à présent¹. » Le spectre d'un étatisme « socialisant » continue à obséder les magnats : « Les milieux industriels redoutent de voir l'État national-socialiste tenter de mettre fin aux difficultés considérables avec lesquelles il est aux prises en intervenant dans la gestion intérieure des entreprises². » Et l'organe patronal *Der Ring* jette ce cri d'alarme : « Une espèce d'économie forcée naît comme pendant la guerre. Les effets en sont toujours plus vastes et plus profonds et ne peuvent que trop facilement mener à une situation dans laquelle l'indépendance de l'industrie privée disparaîtrait, remplacée par les directives des autorités de l'État. Il est d'autant plus nécessaire de regarder ce danger en face que ce à quoi aboutirait cette évolution ne correspondrait pas aux principes qui ont présidé à la création du nouveau Reich³. »

En janvier 1938, les cercles industriels appréhendent particulièrement une nationalisation des industries d'armement du Reich « que certaines informations présentent comme imminente⁴ ». Leurs porte-parole rendent visite à Hitler à Berchtesgaden et protestent de façon véhémement contre tout plan de nationalisation des industries de guerre⁵.

1. *Frankfurter Zeitung*, 14 juillet 1934.

2. *Le Temps*, 29 avril 1935.

3. Cité par *Fascisme*, 11 août 1934.

4. *L'Information*, 21 janvier 1938.

5. *Le Temps*, 7 février 1938.

Les dirigeants du III^e Reich dissipent catégoriquement ces inquiétudes. Le Dr Schacht met en garde contre toute tentative de faire servir les « groupes professionnels » à une accentuation du bureaucratisme et de l'étatisme. En aucun cas, l'organisation ne devrait dépouiller le chef d'entreprise de sa responsabilité personnelle : l'entreprise individuelle doit travailler de façon indépendante dans toute la mesure du possible, non pas être tenue en laisse par des douzaines de groupements ; tout excès d'organisation aboutit fatalement à la disparition de l'esprit d'entreprise¹. Pas d'étatisation de l'économie : « L'économie privée doit poursuivre ses efforts et son activité². » Dans un discours véhément, il affirme, contrairement aux bavardages des plébéiens, que le capitalisme n'est nullement « dépassé » : « L'État seul ne pourrait prendre en main un mécanisme aussi vaste et ramifié en autant de milliers de branches que celui de l'économie. Le stimulant de l'intérêt individuel est et demeure le fondement de toute activité économique. Le national-socialisme a posé en principe que l'État doit diriger l'économie, mais ne pas se faire lui-même entrepreneur³. »

En novembre 1937, le Dr Schacht abandonne le ministère de l'Économie, mais ses successeurs, Göring et Funk, parlent exactement le même langage. Dans un discours prononcé à la foire de Königsberg, Funk déclare : « Rien de plus faux que de prétendre, comme on le fait parfois à l'étranger, que l'Allemagne se propose d'introduire un système de contrainte économique et de capitalisme d'État excluant l'initiative privée [...]. On ne peut se passer de la force créatrice de l'individu [...]. Nous ne faisons pas une politique économique dogmatique, mais une politique de

1. Dr Schacht, discours du 4 décembre 1935.

2. Discours du Dr Schacht cité dans *Le Temps*, 28 septembre 1935.

3. Dr Schacht, discours du 30 novembre 1935.

succès¹. » Le 31 janvier 1938, une dépêche de Berlin fait connaître : « L'entourage du général Göring dément qu'une nationalisation de l'industrie lourde soit envisagée [...]. Une nationalisation ne présenterait que des inconvénients en bureaucratisant l'industrie et en tuant l'initiative des industriels². » Le 7 février, à l'occasion de sa prise de fonctions au ministère de l'Économie, Funk déclare : « Pas davantage le plan de quatre ans ne doit s'opposer aux initiatives particulières [...]. L'économie privée et l'économie publique ne sont pas concurrentes. Elles sont là pour se compléter³. »

Il est significatif que les militaires qui siègent à la direction de l'« économie de guerre » et du « plan de quatre ans », bien qu'ils soient partisans d'un contrôle strict de l'industrie dans l'intérêt de la « défense nationale », désapprouvent les campagnes « anticapitalistes » des plébéiens et se déclarent, d'une façon qui ne prête à aucune équivoque, hostiles à toute nationalisation. Le colonel Thomas, chef de la section de l'« économie de guerre » au ministère de la Guerre, déclare péremptoirement : « L'exécution est laissée le plus possible à l'initiative privée. L'« économie de guerre » allemande ne socialisera pas l'industrie de guerre [...]. L'entrepreneur et le marchand doivent gagner de l'argent. Ils sont là pour cela⁴. »

12. MALAISE ET CONTRADICTIONS

Au fur et à mesure que le plan de quatre ans et que l'austérité entrent en application, les cercles du grand capital allemand donnent des signes de malaise et d'inquiétude et

1. Funk, discours à la foire de Königsberg, *Le Temps*, 29 novembre 1937.

2. *Le Populaire*, 1^{er} février 1938.

3. *Le Temps*, 9 février 1938.

4. Colonel Thomas, conférence citée dans *Le Temps*, 20 avril 1936.

font preuve d'un certain manque d'enthousiasme. Non pas que les tendances «socialisantes» des plébéiens aient une chance quelconque de l'emporter : elles n'en ont aucune. Non pas que les profits capitalistes soient en danger immédiat : les bénéfices réalisés durant les années précédentes ont permis aux magnats d'accumuler d'énormes réserves, et ceux qu'ils continuent à faire sont plus que respectables. Au fond de leur malaise, il y a l'impression très nette que le régime qu'ils ont voulu, qu'ils ont hissé au pouvoir, dont ils ont été les seuls bénéficiaires et qu'ils ont sucé jusqu'à la moelle, commence à s'user. Peu à peu, imperceptiblement, les marges de profit se rétrécissent.

Dans ses débuts, l'État fasciste faisait pleuvoir sur eux les exonérations fiscales ; maintenant, l'économie de guerre leur vaut de lourds impôts. Dans ses débuts, l'État fasciste leur permettait, grâce à la cartellisation obligatoire, de fixer des prix de monopole ; maintenant les nécessités de l'économie de guerre obligent l'État à contrôler plus strictement les cartels et les prix. Ils se demandent, non sans inquiétude, quels effets les Göring-Werke exerceront sur les prix et sur la situation des cartels existants le jour où l'entreprise géante jettera sur le marché de grosses quantités de fer et d'acier. Dans ses débuts, le régime leur assurait un taux d'intérêt comme on n'en avait pas connu depuis longtemps. Maintenant leur participation forcée aux industries de succédanés, avec dividendes garantis, ne leur procure pas un intérêt supérieur au taux officiel du marché. Et, comme pour manifester d'une façon tangible le rétrécissement des marges de profits, voici qu'à la fin de juillet 1938 les actions de la grande industrie se mettent à baisser à la Bourse de Berlin.

En même temps, les restrictions bureaucratiques deviennent chaque jour plus insupportables. Un des porte-parole du grand capital, le *Deutsche Volkswirt*,

s'écrie : « Malheur à l'industriel s'il ne satisfait pas, par hasard, à ses obligations ! Les furies sont déchaînées, bien qu'il ne lui soit plus guère possible de remplir tous les devoirs qui lui sont imposés sans cesse¹. »

Aussi les magnats commencent-ils à renâcler non plus seulement contre les démagogues plébéiens mais contre l'homme qui a tout fait pour eux, qui leur est entièrement dévoué, qui, sans aucun doute, se dispenserait volontiers de leur imposer des restrictions s'il n'était pas lui-même obligé d'assurer à tout prix le succès du plan de quatre ans. Entre eux et Hermann Göring les heurts deviennent plus fréquents. Le 17 décembre 1936, Göring, ayant réuni les « 300 hommes de l'économie », leur parle de la « nécessité d'une mobilisation industrielle immédiate de l'Allemagne ». Ces déclarations, d'après le correspondant du *Temps* à Berlin, provoquent dans l'assistance une vive surprise, et Göring prend durement à partie les industriels présents. Il leur reproche leur mollesse à mettre en œuvre la grande idée du plan de quatre ans².

En décembre 1937, dans la revue *Le Plan de quatre ans*, Göring écrit : « Il faut que l'économie se rende compte qu'elle vit, en définitive, uniquement de l'accomplissement des grandes tâches qui lui ont été imparties et non des soldes des comptes profits et pertes³. »

Un autre conflit d'intérêts amène une partie de la grande industrie à bouder le plan de quatre ans. L'industrie exportatrice se plaint d'être sacrifiée. En dépit des subventions du fonds de *dumping*, les exportations allemandes sont en recul sur tous les marchés extérieurs et cette régression s'aggrave du fait que le

1. Cité par *Le Temps*, 24 avril 1938.

2. *Le Temps*, 21 décembre 1936.

3. Cité par *Le Temps*, 23 décembre 1937.

commerce mondial est lui-même en déclin. Dans leur mémoire adressé à Hitler en juin 1937¹, les porte-parole de l'industrie exportatrice, en particulier les magnats du charbon rhéno-westphaliens, exposent leurs griefs : les exportations sont entravées par toutes sortes de formalités qui « aboutissent à transformer l'échange des marchandises en une activité purement bureaucratique ».

L'industrie exportatrice manque de matières premières, celles-ci étant réservées presque uniquement à l'industrie d'armement; elle manque de main-d'œuvre : « On veut [...] emprunter à certaines branches industrielles l'élite des travailleurs » pour les transporter dans l'industrie de guerre et de produits synthétiques; elle manque de capitaux : il lui est impossible de consentir à sa clientèle étrangère les larges crédits que rendrait nécessaires une concurrence accrue; elle manque de débouchés : le résultat de l'autarcie est d'isoler l'économie allemande du marché mondial : « Il est apparu aussi que le commerce extérieur des principaux États du monde [...] ne dépendait pas nécessairement du marché allemand. » En conclusion, les industriels exportateurs demandent que l'on renverse la vapeur et que le contact soit repris avec le marché mondial. Mais, ne mâchant pas leurs mots, ils estiment impossible « de faire entrer [...] dans le circuit de l'économie mondiale [...] une économie qui fonctionne au détriment de la valeur interne de la monnaie [...] et qui, de plus, a uniquement servi à l'exécution de tâches [...] telles que le programme de grands travaux, le réarmement, l'autarcie, etc. »

Le Dr Schacht se fait le porte-parole de l'industrie exportatrice. Le 13 avril 1937, s'étant rendu à Bruxelles, il fait à la presse des déclarations qui ont un grand retentissement : il

1. Mémoire des industriels, publié par *L'Information*, *op. cit.*

souhaite la stabilisation des monnaies à une nouvelle parité et croit pouvoir assurer que l'Allemagne est disposée à collaborer à une telle œuvre; elle est pour la liberté du commerce et l'autarcie n'a été pour elle qu'un expédient momentané.

Mais les partisans du plan de quatre ans et de l'autarcie poussée à l'extrême, soutenus par les branches de l'industrie lourde qui vivent de l'autarcie et de l'économie de guerre, l'emportent et, le 26 novembre 1937, le Dr Schacht doit abandonner le ministère de l'Économie, où il est remplacé par Funk, une créature de Göring.

Le malaise qui atteint la grande industrie en général et l'industrie exportatrice en particulier n'est pas sans rapports avec la crise politique du 4 février 1938 qui aboutit à la disgrâce du maréchal von Blomberg et du général von Fritsch. Mais cette crise, comme nous l'avons vu, se termine par un compromis. Et sur le plan économique aussi il semble bien qu'un compromis intervienne entre partisans convaincus et partisans plus tièdes du plan de quatre ans. À la fin de novembre 1937, le Dr Schacht est nommé ministre d'État sans portefeuille, ce qui lui permet de continuer à participer aux délibérations gouvernementales. En mars 1938, il est nommé, pour une nouvelle période de quatre ans, président de la Reichsbank. À plusieurs reprises, Göring et Funk lui rendent publiquement hommage.

La *Frankfurter Zeitung* du 28 novembre 1937 écrit : « Schacht s'en va et reste. »

Tout en poursuivant à fond l'exécution du plan de quatre ans, le gouvernement du Reich prodigue des apaisements aux industriels en général et donne en particulier satisfaction à quelques-unes des revendications de l'industrie exportatrice : il accorde à celle-ci une certaine augmentation de ses contingents de matières premières et de devises. En juillet 1938, Göring nomme

« commissaire médiateur » un certain Neumann, avec mission de trouver un « compromis entre l'économie de guerre et les intérêts de l'exportation¹ ».

Grâce au branle-bas des armes qui lui permet d'enlever la signature de l'accord de Munich, Hitler, au moins pour un temps, croit avoir trouvé une solution aux contradictions de l'économie allemande. Les pays danubiens et balkaniques, dont l'économie est complémentaire de celle du Reich, vont devenir les satellites de la « grande Allemagne ». Ces pays, une fois englobés dans une vaste union douanière, l'industrie allemande obtiendrait à la fois une partie des débouchés dont elle a un si pressant besoin et les matières premières indispensables à l'économie de guerre.

Mais les adversaires impérialistes de l'impérialisme allemand aperçoivent tout le danger que présenterait pour eux un pareil renforcement du potentiel économique du Reich. Et ils le préviennent, d'abord, en achetant à prix d'or l'« amitié » des pays danubiens, ensuite, en allant, de propos délibéré, au-devant d'un conflit armé.

Hitler, de son côté, sait bien que les débouchés de l'Europe centrale ne suffiraient pas à tirer, de façon durable, le capitalisme allemand de ses difficultés internes. Il n'hésite pas à relever le gant jeté par ses adversaires et se lance à la conquête du marché mondial. La lourde machine à tuer les hommes, pour des années, se met en marche.

13. LES SACRIFIÉS : L'INDUSTRIE LÉGÈRE

Il est à noter que si l'industrie lourde n'a qu'un enthousiasme modéré pour l'autarcie, pour l'économie en vase clos, les branches de l'industrie légère travaillant pour la

1. *Freies Deutschland*, 28 juillet 1938.

consommation intérieure ont encore plus de raisons de se plaindre. Elles paient cher le renforcement de l'hégémonie de l'industrie lourde : renchérissement des machines, du combustible, etc. Elles voient se rétrécir toujours davantage leurs débouchés du fait de la baisse du pouvoir d'achat des masses. La priorité accordée à l'importation de produits destinés à l'industrie d'armement les prive de plus en plus de matières premières. Elles traversent donc une crise sévère. Tel est le cas, en Italie, de l'industrie de la laine, de la soie naturelle, etc.; en Allemagne, de l'industrie textile, du vêtement, des cuirs et peaux, de la radio, etc. En 1937, l'industrie des cuirs et peaux ne travaille que trente heures par semaine et celle du textile que vingt-quatre heures par semaine. Pour cette dernière, l'indice des heures de travail effectuées (1929 = 100) ne dépasse pas 82,9 et, pour l'industrie du vêtement, 84,9.

14. LES SACRIFIÉS : LES CLASSES MOYENNES

Quant aux classes moyennes, celles mêmes dont la révolte avait porté le fascisme au pouvoir, et que le fascisme avait promis de sauver, elles sont saignées à blanc.

De même que durant la Première Guerre mondiale ce sont surtout les possesseurs de revenus fixes (épargnants, rentiers, retraités, fonctionnaires) qui font les frais des dépenses d'armement : leur existence devient de plus en plus difficile au fur et à mesure que la monnaie nationale perd de son pouvoir d'achat sur le marché intérieur.

Les petits industriels et artisans souffrent à la fois de la rareté des matières premières et du manque de débouchés. Le parti national-socialiste, en Allemagne, leur avait promis de les « favoriser par des commandes du Reich, des États et des municipalités ». Mais il n'est plus question de tenir cette

promesse, pour la bonne raison que les commandes d'armement vont à peu près exclusivement à l'industrie lourde¹.

Le fascisme avait promis aux classes moyennes de faire « machine en arrière », de revenir à une économie de petits producteurs, de juguler les grands monopoles capitalistes. Mais, on l'a vu, il ne fait, une fois au pouvoir, que renforcer, par tous les moyens, ces grands monopoles qu'il avait juré de mettre hors d'état de nuire; il ne fait qu'exaspérer les tendances du capitalisme à la concentration et à la mécanisation. En Italie, Mussolini, après avoir posé la question : « Allons-nous détruire les machines [...] ou limiter leur usage ? », répond : « Cette solution est puéride [...]. Le retour en arrière n'a jamais été une action profitable². » En Allemagne, le Dr Schacht se moque d'un certain « romantisme artisanal du passé » et rappelle aux petits-bourgeois rétrogrades « que le rouet a été remplacé par la machine à filer, le tympan par le moteur électrique [...]. Une industrie qui ne se sert pas de ces moyens de production mécaniques modernes ne peut supporter la concurrence des autres pays sur le plan international³ ».

Dans les deux pays, la situation de la petite et moyenne industrie est lamentable.

En Italie, en 1934-1935, tandis que 20 grandes sociétés dont le capital dépasse 250 millions de lires rapportent un revenu net de 675 millions de lires, 9 144 sociétés dont le capital n'atteint pas un million ne rapportent qu'un revenu net de 95 millions. Au même moment, 649 sociétés dont le capital n'atteint pas 10 000 lires perdent 60,94 % du capital investi, et 290 sociétés dont

1. LANDAU Edmond, *L'Œuvre*, 18 janvier 1938.

2. MUSSOLINI Benito, « Pas de retour en arrière », *L'Agence économique et financière*, 15 février 1932.

3. Dr Schacht, discours du 30 novembre 1935.

le capital est compris entre 10 000 et 25 000 liras perdent 92,29 % du capital investi¹.

En Allemagne, le nombre des sociétés dont le capital est compris entre 5 000 et 1 million de marks diminue de 7 512 en 1931 à 3 850 en 1937².

Les petits commerçants, en particulier, sont cruellement déçus par la politique économique du fascisme. D'une part, ils ne sont pas protégés, comme ils l'avaient espéré, contre la concurrence meurtrière des grands magasins; d'autre part, ils font les frais de la contradiction entre la hausse des prix de gros, obtenue par de savantes cartellisations, et le blocage des prix de détail; ils sont comme broyés entre les deux mâchoires d'une tenaille.

En Italie

Depuis l'avènement du fascisme italien, les grands magasins, loin de marquer un recul, n'ont cessé de se développer au détriment du petit commerce. C'est ainsi que le magnat Volpi se félicite, à la tribune du Sénat, de ce que certaines mesures « visent à l'abolition graduelle du petit commerce et à la création de grandes entreprises commerciales centralisées que les autorités peuvent plus aisément surveiller³ ».

Les petits commerçants sont accablés d'impôts, qui vont en augmentant chaque année. C'est ainsi qu'un décret de novembre 1937 élève l'impôt sur le chiffre d'affaires de 2,5 à 3 % et l'étend à toute vente dont le montant est supérieur à une lire, alors qu'auparavant les opérations d'un montant inférieur à 10 liras en étaient exemptes⁴.

1. GADDI Giuseppe, *La Misère des travailleurs en Italie fasciste*, L'Informateur italien, 1938.

2. Lire LANDAU Edmond, *L'Œuvre*, op. cit.

3. Volpi, discours du 12 février 1928, cité dans FERRARI Francesco Luigi, *Le Régime fasciste italien*, op. cit.

4. Lire GADDI Giuseppe, *La Misère des travailleurs en Italie fasciste*, op. cit.

Le petit négoce, en outre, est lésé par la réduction artificielle des prix de détail imposée par le gouvernement, alors que les prix de gros restent élevés. Un décret-loi du 16 décembre 1926 institue des commissions municipales de surveillance qui octroient ou retirent aux commerçants la licence d'exercice et contrôlent les prix de détail. En décembre 1930, une baisse générale des prix de 10% est décrétée et les Chemises noires obligent brutalement les petits commerçants à changer leurs étiquettes. En avril 1934, l'État fasciste récidive : il fait décider par la Confédération du commerce que tous les commerçants qui ne consentiraient pas un nouveau rabais de 10% seraient exclus du syndicat dont ils font partie. Des sanctions sévères sont prises : fermetures de magasins et débits. De janvier 1934 à janvier 1938, l'indice des prix de gros pour les 20 denrées alimentaires les plus importantes s'élève de 100 à 141, tandis que l'indice des prix de détail pour les mêmes denrées monte seulement de 100 à 129¹.

En Allemagne

Les grands magasins ne sont pas « communalisés » ni leur activité limitée, comme le national-socialisme l'avait promis. Le III^e Reich se contente d'interdire leurs locaux de consommation, et encore seulement si cette interdiction ne compromet pas la « bonne marche de l'affaire » (loi du 15 juillet 1933). Par la suite, un décret du 1^{er} février 1935 réautorise les magasins « de première importance » dans les grandes villes à « servir des consommations ».

Rudolf Hess communique, au nom de Hitler, qu'« en considération de la situation économique, la direction du parti considère comme indésirable toute action qui conduirait

1. *Ibid.*

à la ruine des grands magasins [...]. Il est donc interdit aux membres du NSDAP d'entreprendre contre eux quelque action que ce soit¹ ». Au printemps de 1934, la Fédération national-socialiste du commerce et de l'industrie confirme qu'il n'est pas question de fermer les grands magasins et de jeter sur le pavé des milliers d'ouvriers et employés². Non seulement, l'activité des grands magasins n'est pas limitée, mais l'État national-socialiste renfloue ceux-ci (Karstadt, Tietz) à coups de millions. Le chiffre d'affaires des grands magasins et magasins à prix uniques va sans cesse en augmentant, tandis que 16 000 petits commerçants (7 000 rien que pour Berlin) en sont réduits à fermer boutique³.

Le petit négoce est écrasé encore plus durement qu'en Italie entre la hausse des prix de gros et le blocage des prix de détail. Un « commissaire pour la surveillance des prix » est nommé le 5 novembre 1934. Il exerce une surveillance rigoureuse sur les prix de détail. Les petits commerçants qui vendent au-dessus des prix imposés sont frappés de lourdes amendes (jusqu'à 1 000 marks), leurs magasins fermés. En même temps, les Chemises brunes sont chargées d'une grande campagne pour la baisse des prix et renouvellent contre les petits commerçants « aryens » les exploits accomplis en 1933 contre le commerce juif. Dans sa proclamation au congrès de Nuremberg en 1935, Hitler déclare : « Nous agissons brutalement contre ceux qui [...] tenteront de provoquer une hausse de prix et nous n'hésiterons pas, s'il le faut, à les envoyer dans des camps de concentration⁴. »

Du point de vue « corporatif », les artisans et petits commerçants, à qui le fascisme avait promis

1. HEIDEN Konrad, *Geburt des dritten Reiches*, op. cit.

2. *Le Temps*, 13 avril 1934.

3. LANDAU Edmond, *L'Œuvre*, op. cit.

4. *Le Temps*, 12 septembre 1935.

démagogiquement des corporations «autonomes», sont livrés pieds et poings liés aux grands monopolisateurs capitalistes, leurs ennemis directs.

En Italie

Jusqu'en 1934, les artisans ne disposent pas d'une organisation autonome, mais leur fédération est rattachée à la Confédération générale de l'industrie, la puissante organisation des magnats industriels. Quant aux petits commerçants, ils sont groupés non pas à part, mais dans la Confédération des syndicats fascistes du commerce, c'est-à-dire placés sous la tutelle des propriétaires de grands magasins.

À partir de 1934, le commerce et l'artisanat, au lieu d'obtenir une représentation autonome, sont embri-gadés dans chacune des 22 nouvelles «corporations», selon la nature de leur activité économique. Ne constituant dans chacune d'elles qu'une petite minorité sans influence, leurs représentants sont, en fait, sous la dépendance étroite des magnats capitalistes.

C'est ainsi que les artisans ont deux représentants dans la corporation du bois (sur 30 membres), un représentant dans la corporation de l'industrie textile (sur 50 membres), deux représentants dans la corporation de la métallurgie et de la mécanique (sur 50 membres), trois représentants dans la corporation de l'habillement (sur 43 membres), un représentant dans la corporation du livre-papier (sur 23 membres), un représentant dans la corporation des industries extractives (sur 20 membres), deux représentants dans la corporation du verre et de la céramique (sur 25 membres). Quant au commerce, il n'a que trois délégués patronaux et trois «représentants des salariés» dans les corporations du bois, du textile, des produits chimiques, de l'habillement; quatre et quatre

dans la corporation de la métallurgie, deux et deux dans le livre-papier et le verre-céramique, un et un dans l'industrie extractive. Et encore les représentants du commerce représentent-ils indistinctement les petits commerçants et les grands magasins ou sociétés à succursales multiples¹.

En Allemagne

Deux corporations autonomes sont créées au début de mai 1933 : une corporation du commerce de détail (grands magasins exclus) et une corporation de l'artisanat. À la tête de l'une et de l'autre est placé le leader des classes moyennes, le Dr Renteln. Mais ces corporations ne conservent pas longtemps leur autonomie ; le Dr Renteln ne tarde pas à être évincé de leur direction. Quand, en 1934, l'ensemble de l'économie allemande est réparti en « groupes professionnels », la corporation du commerce de détail devient le « groupe professionnel du commerce » et celle de l'artisanat le « groupe professionnel de l'artisanat ». Les deux groupes sont placés sous la tutelle étroite du ministre de l'Économie, c'est-à-dire, en fait, de l'état-major de la grande industrie. En outre, le groupe du commerce englobe désormais non plus seulement les petits commerçants, mais aussi les grands magasins et sociétés à succursales multiples : des trois membres qui composent son conseil de direction, l'un est le propriétaire d'une grande société à succursales multiples et l'autre le propriétaire d'un grand magasin².

1. GUILLAUME A. E., *Les Corporations en Italie*, op. cit.

2. *Pariser Tageblatt*, 14 février 1935.

CHAPITRE X
POLITIQUE AGRICOLE DU FASCISME

Le fascisme n'a pas été seulement subventionné, avant la conquête du pouvoir, par les magnats capitalistes, mais aussi par les grands propriétaires fonciers : vainqueur, il s'efforce d'enrayer la chute des profits, non pas seulement des premiers, mais aussi des seconds. Ce faisant, il obéit à deux ordres de préoccupations : d'une part, payer un tribut de gratitude aux grands propriétaires ; d'autre part, compléter l'autarcie et assurer l'indépendance de la nation en denrées alimentaires. En effet, la grande propriété se prête beaucoup mieux à la culture intensive, rationnelle, mécanisée que la petite propriété morcelée.

Le fascisme vise également, pour des motifs politiques, à créer, à côté de la grande propriété, une couche limitée de paysans moyens, recrutés parmi les partisans éprouvés du régime, de manière à disposer d'une base sociale sûre à la campagne. La politique agricole du fascisme tend enfin à concilier ce qu'il appelle les « intérêts de l'agriculture » et les « intérêts de l'industrie » – c'est-à-dire, en fait, ceux des grands propriétaires fonciers et des magnats capitalistes – sur le dos des paysans pauvres et des prolétaires urbains. Il ne protège pas, comme il l'avait promis, la petite paysannerie contre le capitalisme ; au contraire, il accentue l'emprise capitaliste sur la campagne.

I. L'ÉTAT FASCISTE NE PARTAGE PAS LES GRANDS
DOMAINES. IL FAVORISE, AU CONTRAIRE,
LA RECONSTITUTION DE LA GRANDE ET MOYENNE
PROPRIÉTÉ

Lorsqu'il s'agissait de conquérir les petits paysans, le fascisme n'hésitait pas à réclamer démagogiquement le partage de la grande propriété. Mais, une fois vainqueur, il se garde d'y toucher. S'il livre quelques milliers d'hectares à ce qu'il appelle la « colonisation », c'est pour jeter de la poudre aux yeux. Mais ces mesures laissent à peu près intacts les grands domaines : bien au contraire, le fascisme combat le morcellement du sol et s'efforce de reconstituer de grandes et moyennes exploitations, aux dépens de la petite paysannerie.

En Italie

Vainqueur, le fascisme italien foule aux pieds ses promesses. Déjà, en juin 1922, au premier congrès des syndicats fascistes, Mussolini cesse brusquement d'annoncer au prolétariat agricole une révolution agraire¹. Au cours de l'été 1922, un projet de loi sur la « colonisation » des *latifundia* est soumis à la Chambre et adopté : présenté par les catholiques, il prévoit l'expropriation avec indemnités, par l'intermédiaire d'un Institut national de la colonisation, de certains grands domaines incultes ou mal cultivés par leurs propriétaires. Mais ce projet, pourtant bien timoré, est combattu avec acharnement par le groupe parlementaire fasciste ; et, après la marche sur Rome, le premier soin de Mussolini est de le retirer avant sa discussion au Sénat. Le 11 janvier 1923, le gouvernement annule le « décret

1. Lire SAAGER Adolf, *Mussolini, op. cit.*

Visochi » du 2 septembre 1919, par lequel certaines occupations de terres en friche effectuées par les paysans avaient été sanctionnées à titre provisoire. Les occupants, après avoir cultivé d'abord à perte, puis amélioré à la sueur de leur front ces terres, doivent les restituer à leurs anciens propriétaires, sans aucune indemnité¹.

Depuis 1923, le fascisme n'a jamais touché à la grande propriété foncière. Sans doute a-t-il tenté de présenter la prétendue « bonification intégrale » comme ouvrant la voie à une redistribution du sol italien. Mais il y a loin du verbe à la réalité. Un fasciste, Giulio Cesare Baravelli, dans une brochure consacrée à la question², écrit : « Le régime fasciste croit à l'importance fondamentale de la propriété privée de la terre, il laisse à leur place les propriétaires qu'il trouve [...]. Il respecte le principe de propriété jusqu'au scrupule. » Lors du vote à la Chambre de la seconde loi sur la bonification (12 décembre 1934), le ministre de l'Agriculture, Acerbo, déclare que la loi est acceptée d'enthousiasme par les propriétaires terriens, qu'elle ne porte aucune atteinte au droit sacré de propriété, « ce droit qu'au lendemain de la guerre le fascisme a défendu et sauvé contre des attaques convergentes³ ».

Alors, qu'est-ce donc que cette « bonification » ? Les propriétaires incapables de supporter les frais de la part d'améliorations foncières qui leur incombent (l'autre part – la plus importante – étant à la charge de l'État) peuvent, par la loi du 24 décembre 1928, être expropriés (avec indemnité naturellement) de tout ou partie de leur propriété par le « consortium de bonification » auquel ils appartiennent.

1. SILONE Ignazio, *Der Fascismus*, op. cit.

2. BARAVELLI G. C., *La Bonification intégrale en Italie*, 1935, Rome (en français), Società editrice di novissima.

3. *Gazzetta del Popolo*, 13 décembre 1934.

Mais il ne semble pas que les expropriations aient été nombreuses¹. Les quelques terres expropriées ont été cédées par les consortiums de propriétaires, non pas directement à de petits colons, mais à des sociétés de spéculation foncière, lesquelles les ont revendues après « bonification », le plus cher possible. « L'expropriation n'est pas faite au profit de tous, mais pour le bien de sociétés à intérêts étroitement limités. On ne saurait imaginer système plus éloigné de toute espèce de socialisme² », observe Rosenstock-Franck.

La loi de décembre 1934 corrige sans doute certains de ces abus en décidant que les terres expropriées sont désormais bonifiées et loties par l'État lui-même, en l'espèce par l'Institut fasciste pour la bonification intégrale. Elle rend en outre l'expropriation obligatoire dans le cas où les propriétaires ne seraient pas en état de supporter leur part de frais de bonification. Mais la crise agricole accable beaucoup plus les petits propriétaires que les grands agrariens, et l'expropriation obligatoire risque de s'appliquer plus fréquemment aux premiers qu'aux seconds; par ailleurs, l'indemnité de rachat est déterminée par le calcul de la capitalisation du revenu net du domaine et, le revenu des petits propriétaires ruinés étant dérisoire ou nul, leurs terres peuvent ainsi leur être rachetées à vil prix.

Enfin la bonification coûte extrêmement cher (de 10 000 à 20 000 livres l'hectare); et l'État se trouve ensuite devant le dilemme : ou lotir, après bonification, les terres expropriées à des prix prohibitifs qui en rendent la vente impossible ou en faire quasiment cadeau à des colons privilégiés. Comme l'état des finances publiques ne permet pas de pratiquer de telles générosités sur une grande échelle, la « colonisation » reste très limitée. En

1. ROSENSTOCK-FRANCK LOUIS, *L'Économie corporative fasciste*, op. cit.

2. *Ibid.*

1935, Baravelli écrit que « la réalisation pleine et achevée du rachat d'une très grande partie du territoire national est désormais seulement une question de temps¹ ». C'est avouer qu'à cette date elle n'est même pas commencée².

En janvier 1936, un journaliste anglais demande à Rossoni, ministre de l'Agriculture, pourquoi le fascisme ne réalise pas une réforme agraire. Et celui-ci répond sans ambages : « Nous ne pouvons pas confisquer les terres des propriétaires fonciers. Nous sommes des fascistes et non pas des socialistes³. » Mussolini, en mars 1936, déclare que « l'agriculture n'est pas – dans sa structure – susceptible de notables transformations. Aucune innovation substantielle à la forme traditionnelle de l'économie agricole italienne⁴ ».

Non seulement l'État fasciste ne procède pas au « partage des terres », mais sa politique trahit une tendance très nette à la reconstitution de la grande et moyenne propriété, aux dépens des petits paysans. C'est ainsi que, depuis la disparition du régime féodal, les paysans jouissaient de droits d'usage collectif sur certaines terres provenant des anciens fiefs féodaux et toujours possédées nominalement par les héritiers des anciens seigneurs. Par la loi du 8 juin 1924, ces terres sont restituées purement et simplement à leurs possesseurs nominaux. De même, les paysans jouissaient de certains droits (notamment celui de faire paître leur bétail) sur des bien communaux, tels les *trattari* de l'Italie centrale et méridionale. Ces terres, les agrariens, au cours des temps, les avaient accaparées et en avaient enlevé la jouissance aux paysans.

1. BARAVELLI G. C., *La Bonification intégrale en Italie*, op. cit.

2. Lire MURAT Auguste, *La Propriété agraire en Italie*, Imprimerie de Lyon, 1936.

3. Edmondo Rossoni, interview dans *New Statesman and Nation*, Londres, 4 janvier 1936.

4. Mussolini, discours du 23 mars 1936.

Mais il ne semble pas que les expropriations aient été nombreuses¹. Les quelques terres expropriées ont été cédées par les consortiums de propriétaires, non pas directement à de petits colons, mais à des sociétés de spéculation foncière, lesquelles les ont revendues après « bonification », le plus cher possible. « L'expropriation n'est pas faite au profit de tous, mais pour le bien de sociétés à intérêts étroitement limités. On ne saurait imaginer système plus éloigné de toute espèce de socialisme² », observe Rosenstock-Franck.

La loi de décembre 1934 corrige sans doute certains de ces abus en décidant que les terres expropriées sont désormais bonifiées et loties par l'État lui-même, en l'espèce par l'Institut fasciste pour la bonification intégrale. Elle rend en outre l'expropriation obligatoire dans le cas où les propriétaires ne seraient pas en état de supporter leur part de frais de bonification. Mais la crise agricole accable beaucoup plus les petits propriétaires que les grands agrariens, et l'expropriation obligatoire risque de s'appliquer plus fréquemment aux premiers qu'aux seconds; par ailleurs, l'indemnité de rachat est déterminée par le calcul de la capitalisation du revenu net du domaine et, le revenu des petits propriétaires ruinés étant dérisoire ou nul, leurs terres peuvent ainsi leur être rachetées à vil prix.

Enfin la bonification coûte extrêmement cher (de 10 000 à 20 000 livres l'hectare); et l'État se trouve ensuite devant le dilemme : ou lotir, après bonification, les terres expropriées à des prix prohibitifs qui en rendent la vente impossible ou en faire quasiment cadeau à des colons privilégiés. Comme l'état des finances publiques ne permet pas de pratiquer de telles générosités sur une grande échelle, la « colonisation » reste très limitée. En

1. ROSENSTOCK-FRANCK LOUIS, *L'Économie corporative fasciste*, op. cit.

2. *Ibid.*

1935, Baravelli écrit que « la réalisation pleine et achevée du rachat d'une très grande partie du territoire national est désormais seulement une question de temps¹ ». C'est avouer qu'à cette date elle n'est même pas commencée².

En janvier 1936, un journaliste anglais demande à Rossoni, ministre de l'Agriculture, pourquoi le fascisme ne réalise pas une réforme agraire. Et celui-ci répond sans ambages : « Nous ne pouvons pas confisquer les terres des propriétaires fonciers. Nous sommes des fascistes et non pas des socialistes³. » Mussolini, en mars 1936, déclare que « l'agriculture n'est pas – dans sa structure – susceptible de notables transformations. Aucune innovation substantielle à la forme traditionnelle de l'économie agricole italienne⁴ ».

Non seulement l'État fasciste ne procède pas au « partage des terres », mais sa politique trahit une tendance très nette à la reconstitution de la grande et moyenne propriété, aux dépens des petits paysans. C'est ainsi que, depuis la disparition du régime féodal, les paysans jouissaient de droits d'usage collectif sur certaines terres provenant des anciens fiefs féodaux et toujours possédées nominalement par les héritiers des anciens seigneurs. Par la loi du 8 juin 1924, ces terres sont restituées purement et simplement à leurs possesseurs nominaux. De même, les paysans jouissaient de certains droits (notamment celui de faire paître leur bétail) sur des bien communaux, tels les *trattari* de l'Italie centrale et méridionale. Ces terres, les agrariens, au cours des temps, les avaient accaparées et en avaient enlevé la jouissance aux paysans.

1. BARAVELLI G. C., *La Bonification intégrale en Italie*, op. cit.

2. Lire MURAT Auguste, *La Propriété agraire en Italie*, Imprimerie de Lyon, 1936.

3. Edmondo Rossoni, interview dans *New Statesman and Nation*, Londres, 4 janvier 1936.

4. Mussolini, discours du 23 mars 1936.

Au lendemain de la guerre, les municipalités paysannes reprirent aux usurpateurs les terres volées. Mais, une fois le fascisme au pouvoir, les agrariens se les approprient à nouveau dans une mesure encore plus large qu'autrefois¹.

Quant aux rares terres livrées à la colonisation après bonification, elles ne sont pas distribuées à de petits colons, mais partagées en exploitations moyennes. C'est ainsi que, dans les marais Pontins asséchés, l'État fasciste installe quelques milliers de familles d'« anciens combattants », en réalité des fascistes triés sur le volet; 50 000 hectares leur sont concédés, sur lesquels seulement 2 773 fermes sont construites².

En Allemagne

Vainqueur, le national-socialisme foule aux pieds, lui aussi, ses promesses. Le premier ministre de l'Agriculture du gouvernement Hitler n'est autre que Hugenberg, l'homme des hobereaux. D'ailleurs, le parti national-socialiste lui-même comprend un certain nombre de *Junkers* : par exemple, le duc de Saxe Cobourg-Gotha, des NSKK (corps motorisé nazi), qui possède 10 182 hectares; le prince de Hesse, ami intime de Göring, qui possède 7 013 hectares; le maréchal von Blomberg, qui possède 2 345 hectares; le comte Schwerin von Krosigk, ministre des Finances, qui possède 3 846 hectares, etc.³ Il n'est donc pas surprenant que le partage des grands domaines soit ajourné *sine die*. Hitler déclare que « la grande propriété rurale pourrait avoir droit à une existence légale à condition de travailler pour le bien commun de tous les citoyens⁴ ». Il nomme commissaire pour la colonisation intérieure un autre représentant des hobereaux, le baron von

1. SILONE Ignazio, *Der Faschismus*, op. cit.

2. *Le Temps*, 19 novembre 1935.

3. *Le Peuple*, 19 août 1937.

4. *Journal du commerce*, 29 juin 1933.

Gayl, ancien ministre de von Papen. Au lieu d'exproprier et de partager ces grands domaines qui ont cessé depuis longtemps d'être rentables, Hugenberg les assainit et les renfloue aux frais de l'État (loi du 1^{er} juin 1933). Son adversaire et successeur au ministère de l'Agriculture, Walther Darré, poursuit exactement la même politique : « D'accord avec le chancelier, déclare-t-il, je ne toucherai pas à une propriété quelle que soit son étendue, si elle est saine économiquement et peut se maintenir par ses propres forces¹. »

En proclamant inaliénables les « fermes héréditaires » (loi du 29 septembre 1933) – et les grands domaines peuvent être admis comme « fermes héréditaires » – l'État national-socialiste achève de fermer la porte à toute perspective de « colonisation » véritable². C'est ainsi que le domaine de Leinfeld, en Wurtemberg, propriété du baron von Neurath, est déclaré « inaliénable et insaisissable » (2 février 1935).

Pourtant, si la « colonisation » est morte et enterrée, le mot continue à être mis à toutes les sauces. La presse national-socialiste fait miroiter, de temps à autre, de vastes projets de partage du sol, tel celui annoncé par la *Grüne Woche*, en janvier 1934, qui prévoit la création de 190 000 exploitations nouvelles. Darré crée en octobre 1934 un « comité spécial de colonisation intérieure ». Mais, en fait, la « colonisation » loin de progresser, est en recul : alors qu'en 1932, 9 046 exploitations nouvelles d'une superficie totale de 102 000 hectares avaient été attribuées à de petits colons, en 1933 ce chiffre tombe à 4 914 (60 297 hectares), en 1936 à 3 308 (60 358 hectares) et en 1937 à 1 785 (35 942 hectares). Encore convient-il d'ajouter que ces terres proviennent pour une très faible part des grands domaines. En 1933,

1. Walther Darré, discours du 20 juillet 1933.

2. Lire STEINBERGER Nathan, *Die Agrarpolitik des Nationalsozialismus*, op. cit. ; la plupart des renseignements qui suivent sont empruntés à cet ouvrage.

l'État national-socialiste invite, pour la forme, les hobereaux à mettre une certaine partie de leurs biens à la disposition de la colonisation; mais cette initiative à caractère « charitable » n'obtient guère de succès : les quelques lopins de terre concédés, situés généralement en lisière de ces domaines, sont impropres, tant par leur situation que par leur qualité, à la colonisation. La loi de remise de dettes du 1^{er} juin 1933 prévoit que l'assainissement des exploitations doit se conjuguer avec la cession d'une certaine fraction de terres : dans la pratique, les hobereaux se défont de quelques parcelles choisies parmi celles les plus dénuées de valeur, à des prix exorbitants. En fait, la presque totalité des terres affectées à la colonisation provient non des grands domaines, mais de biens domaniaux et d'étendues désertiques ou marécageuses, assainies à peu de frais par le « service de travail ».

Non seulement l'État national-socialiste ne partage pas les grands domaines, mais sa politique trahit une tendance très nette à l'extension de la grande et moyenne propriété, aux dépens des petites exploitations.

Les terres livrées à la « colonisation » ne sont pas distribuées à de petits colons mais partagées en un nombre limité d'exploitations moyennes : en 1933, 60%; en 1934, 70% des exploitations nouvellement créées dépassent 10 hectares. Les heureux bénéficiaires de cette « colonisation » sont choisis parmi les partisans les plus éprouvés du régime national-socialiste. Le but essentiel de la loi sur les « fermes héréditaires » du 29 septembre 1933 est de reconstituer une couche limitée de gros et moyens paysans, « une nouvelle noblesse du sang et du sol » suivant les termes de Walther Darré¹, et d'assurer ainsi au régime une base sociale à la campagne. Au

1. DARRÉ Walther, *Neuer Adel aus Blut und Boden*, *op. cit.*

1^{er} janvier 1935, environ 700 000 exploitations (sur 5 millions et demi environ d'exploitations rurales existant en Allemagne) sont déclarées « fermes héréditaires ». Ces exploitations ont une superficie minima de 10 hectares. Elles sont proclamées inaliénables et ne peuvent échoir en succession qu'à un seul héritier (le fils aîné ou le cadet, suivant les régions), ce qui empêche le morcellement de la propriété et réduit les enfants déshérités à la portion congrue.

Afin de constituer des fermes héréditaires d'une étendue suffisante, l'État national-socialiste confisque, en maintes régions, des petites propriétés ou retire aux paysans pauvres l'usufruit de certaines terres. C'est ainsi que, par un décret de février 1934, le gouvernement du « pays » de Bade enlève aux paysans leur droit séculaire d'utiliser, contre paiement d'une taxe minime, les biens communaux nommés *Allmenden*, notamment pour y faire paître leur bétail. Ces biens communaux, qui représentaient 17 % de la superficie du « pays » de Bade, servent à constituer à quelques nazis privilégiés des « fermes » héréditaires. En Hesse, un décret gouvernemental du 26 décembre 1934 exproprie de la même façon et dans le même but 192 000 hectares (13,8 % de la superficie du « pays ») de terres paysannes. Dans la région marécageuse de la Röhn, un plan d'assèchement est mis à exécution : mais il n'a pas d'autre but que d'exproprier des dizaines de milliers de paysans parcellaires misérables pour installer sur les terres « bonifiées » quelques centaines de « fermiers héréditaires ».

2. L'ÉTAT FASCISTE AIDE LES GRANDS PROPRIÉTAIRES À RÉDUIRE À NOUVEAU LES JOURNALIERS AGRICOLES EN ESCLAVAGE

L'État fasciste aide les féodaux du sol à exploiter plus durement la main-d'œuvre. Les journaliers agricoles sont

privés de leurs organisations syndicales libres; une durée fixe de travail ne leur est plus garantie; des formes d'exploitation moyenâgeuses leur sont de nouveau imposées; ils sont exclus de l'assurance chômage; leurs salaires sont réduits au-dessous du minimum vital. Le résultat est que nombre d'entre eux essaient d'échapper à leur condition misérable en affluant dans les villes. Mais l'accès des centres urbains leur est sévèrement interdit, ils sont impitoyablement refoulés vers la campagne. Divers systèmes archaïques sont mis en œuvre (remplacement du salaire en espèces par le salaire en nature, etc.), afin de les lier plus étroitement à la glèbe.

En Italie

Au lendemain de la guerre, les journaliers agricoles («*braccianti*») étaient groupés dans de puissants syndicats et discutaient d'égal à égal avec les propriétaires; le fascisme commence par détruire ces syndicats et oblige les journaliers à adhérer aux syndicats fascistes, organisations jaunes au service des agrariens. Les syndicats de travailleurs de la terre s'appuyaient sur les municipalités socialistes; par la loi du 4 février 1926, l'État fasciste supprime les conseils municipaux élus et les remplace par des *podestà*, directement nommés par le gouvernement; dans chaque commune, le *podestà* est, naturellement, un grand propriétaire ou un paysan riche. La loi du 30 décembre 1923 exclut les *braccianti* de l'assurance chômage. Les anciens contrats collectifs sont annulés, remplacés par de prétendus contrats desquels tous les avantages conquis jadis par le prolétariat rural sont éliminés. Dans de nombreux contrats, la coutume féodale de la journée de travail « du lever au coucher du soleil » est ressuscitée¹. C'est ainsi que

1. NICOLETTI Mario, *Le Fascisme contre le paysan*, op. cit.

le contrat pour la province de Mantoue pose le principe que la durée nominale du travail est de huit heures, mais prévoit de multiples exceptions, les heures supplémentaires ne donnant pas droit à compensation¹.

Dans les nouveaux contrats, les salaires subissent d'énormes amputations. Dans la province de Milan, par exemple, les salaires sont inférieurs de moitié à ceux de la période préfasciste². En 1930, le salaire moyen dans l'agriculture est de 30% inférieur à celui d'avant 1914 et de 40% inférieur à celui de 1919. De 1930 à 1938, il est réduit encore d'environ 20%. Bien que Mussolini ait affirmé que les salaires ne devraient pas descendre au-dessous de huit liras par jour³, dans de nombreuses régions, ils sont inférieurs à ce minimum. Dans la région de Ferrare, par exemple, le salaire du journalier moyen tombe en 1934 à 6,60 liras (contre 19,71 liras en 1925). Le *Corriere padovano* avoue : « La situation des ouvriers agricoles de notre province pourrait, sans exagération aucune, être qualifiée de tragique⁴. » En outre, pendant les mois d'hiver, les salaires subissent une nouvelle réduction de 20 à 25% sous prétexte de « stimuler les agriculteurs afin qu'ils occupent davantage de main-d'œuvre pour lutter contre le chômage d'hiver⁵. » Des réductions du même ordre sont prévues lorsqu'il s'agit de « travaux d'amélioration agraire et foncière » ayant un « caractère extraordinaire tendant à combattre le chômage⁶. » Enfin, les *braccianti* ne travaillent pas plus de quatre-vingts à cent cinquante jours par an, ce qui réduit à presque rien le revenu moyen journalier :

1. Cité dans BOATTI Ricardo, « Où mène la domestication des syndicats », *La Révolution prolétarienne*, op. cit.

2. LACHIN Maurice, *La IV^e Italie*, Gallimard, 1935.

3. Mussolini, discours du 18 décembre 1930.

4. *Corriere padovano*, 15 novembre 1934.

5. *L'Œuvre*, 8 décembre 1934.

6. SILONE Ignazio, *Fontamara* (traduction française), Rieder, 1934 (réédition Grasset, « Les Cahiers rouges », 1995 [NDE]).

dans la province de Forlì, le gain effectif d'un journalier agricole est de 1 297 liras par an, soit 3,55 liras par jour¹.

Ces conditions d'existence misérables poussent les prolétaires du sol à quitter la campagne, à prendre le chemin de la ville avec l'espoir d'y trouver un sort un peu moins précaire. Mais l'État fasciste veille : défense est faite aux ouvriers agricoles de quitter leur village et d'aller chercher du travail ailleurs : l'« émigration intérieure », l'afflux vers les villes sont rendus impossibles. Silone raconte que les carabinieri ne laissent « monter dans le train aucun ouvrier se rendant dans une autre région pour raison de travail² ». Les préfets, par un texte de 1928, sont autorisés, s'ils le jugent opportun, à s'opposer à l'afflux de la population rurale³. Les journaliers sont refoulés impitoyablement vers la campagne.

Pour lier plus étroitement le prolétariat rural à la glèbe, le fascisme ressuscite une coutume archaïque particulièrement odieuse : le salaire en nature. Le rétablissement du salaire en nature a toujours été le vœu le plus cher des propriétaires terriens⁴. Le *bracciante*, comme l'écrivit le journal *Le Temps*, « disposant de moins d'argent liquide » aura « moins envie de se déplacer constamment⁵ ». Il est plus solidement enchaîné à son exploiteur. Quant à celui-ci, il a tout à gagner au système puisqu'il peut écouler ses propres produits sous forme de salaire.

La « participation collective », autour de laquelle le fascisme mène grand tapage et qui doit soi-disant « déprolétarianiser » (« *sbracciantare* ») les *braccianti*, n'est rien

1. *Lavoro fascista*, 23 octobre 1934.

2. SILONE Ignazio, *Fontamara*, *op. cit.*

3. PERRUX François, « Économie corporative et système capitaliste », *Revue d'économie politique*, *op. cit.*

4. BOATTI Ricardo. « Où mène la domestication des syndicats », *La Révolution prolétarienne*, *op. cit.*

5. *Le Temps*, 28 octobre 1934.

autre qu'une résurrection du salaire en nature. Au lieu de recevoir un salaire journalier, un certain nombre de paysans travailleurs ou de familles de travailleurs « participent collectivement » aux produits du sol. Les « comparticipants » ne sont plus, en effet, des salariés. Mais ils ne sont pas davantage des métayers. Tandis que le métayer a droit au moins à la moitié de la récolte, le « comparticipant » et sa famille n'ont droit qu'au tiers. Et encore ce tiers ne lui est-il pas assuré, mais fixé seulement comme « base » qui pourra varier selon la productivité et l'organisation des entreprises. Le « comparticipant » peut, en outre, être congédié immédiatement par son exploitateur, tout comme un salarié, et il perd alors « tout droit aux bénéfices de la participation quelle que soit la période pendant laquelle il a été précédemment occupé dans l'entreprise¹ ». En somme, il est lié étroitement à son maître, mais de façon unilatérale : il a tous les devoirs et aucun droit.

En outre, les propriétaires terriens livrent à la « participation » leurs plus mauvaises terres, les plus dures à cultiver, notamment celles qui viennent d'être défrichées.

Au printemps de 1938, le gouvernement fasciste instaure une nouvelle forme d'esclavage pour les travailleurs ruraux : il les envoie cultiver la terre des grands propriétaires allemands. Trente mille d'entre eux sont ainsi enrôlés, on leur donne un vêtement uniforme, un bonnet de police et un « petit guide à l'usage du travailleur agricole à l'étranger », dans lequel ils peuvent lire : « Par le mérite du régime, tu pars en service organisé, comme Italien, comme soldat dans la grande armée fasciste du travail. » En Allemagne, leur salaire est de 7,60 liras par jour².

1. D'après le contre-type de « compartimentation » pour la province de Mantoue, *Lavoro agricolo fascista*, 24 janvier 1932, cité dans BOATTI Ricardo. « Où mène la domestication des syndicats », *La Révolution prolétarienne*, op. cit.

2. *Le Temps*, 21 avril 1938.

En Allemagne

Au lendemain de la guerre, les journaliers agricoles, nombreux surtout dans les provinces de l'Est, avaient commencé à s'émanciper. Ils avaient afflué en masse dans les syndicats libres, obtenu des hobereaux de meilleures conditions de travail, des contrats collectifs. Le triomphe du national-socialisme les réduit de nouveau à la condition de serfs. Leurs syndicats «synchronisés» le 2 mai 1933 avec l'ensemble des syndicats ouvriers, sont définitivement dissous en mars 1934 et ils sont embrigadés de force dans la Corporation du ravitaillement du Reich dont les sections locales ont pour chefs les hobereaux. En septembre 1933, ils sont exclus de l'assurance chômage. Des méthodes d'exploitation féodales sont remises en honneur : les agrariens infligent à nouveau à leurs serfs des peines disciplinaires sévères : amendes et même châtiments corporels. Bien qu'en théorie la durée de la journée – ou de l'année de travail – soit réglementée, de nombreuses dérogations sont pratiquées, les heures supplémentaires étant rétribuées de façon dérisoire¹.

À partir du 1^{er} mai 1934, date à laquelle la loi « pour la réglementation du travail national » entre en vigueur, de nombreux contrats collectifs sont annulés ou modifiés par les curateurs du travail. Un peu partout sont homologuées des réductions de salaires allant jusqu'à 25 %². Ailleurs, les employeurs sont autorisés à enfreindre les tarifs en vigueur³. Avec leur complicité, de nombreux contrats, bien que toujours valables sur le papier, sont violés ou tournés ouvertement par les grands propriétaires. Le résultat est que les salaires des journaliers, déjà très bas, descendent au-dessous du minimum vital. Un fonctionnaire national-

1. STEINBERGER Nøthen, *Die Agrarpolitik des Nationalsozialismus*, op. cit.

2. Lire, par exemple, *Niederdeutscher Beobachter*, 28 mars 1934.

3. *Reichsarbeitsblatt*, 5 octobre 1934.

socialiste, Gutsmedel, doit avouer que « les salaires et conditions d'existence des journaliers sont catastrophiques », les salaires inférieurs souvent de 50 à 70 % aux allocations de chômage des ouvriers d'industrie¹. « Ce n'est un secret pour personne, écrit le journal *Le Temps*, que, dans les grands domaines encore très nombreux en Allemagne, les ouvriers agricoles sont rétribués d'une façon misérable². »

Pour avilir encore le coût de la main-d'œuvre agricole, l'État national-socialiste met à la disposition des grands propriétaires un demi-million environ de chômeurs urbains contraints à travailler presque gratuitement. On a vu que, par le décret du 28 août 1934, les jeunes gens non mariés de moins de 25 ans sont congédiés des entreprises urbaines. Ces jeunes gens sont ensuite expédiés à la campagne, comme auxiliaires agricoles, astreints à peiner comme des bêtes de somme chez les propriétaires terriens, pour une durée de travail indéterminée; le salaire en espèces auquel ils ont droit, mais dont le paiement effectif dépend du bon plaisir de l'employeur, est très inférieur à l'allocation de chômage. L'État national-socialiste met également à la disposition des grands propriétaires les membres du « service de travail » ainsi que les adolescents qui, aux termes de la loi du 1^{er} avril 1934, doivent effectuer, au sortir de l'école, une « année à la campagne ». L'arrivée des *braccianti* italiens déprécie encore le coût de la main-d'œuvre agricole.

La condition des prolétaires du sol empire au point que, même lorsqu'ils ont du travail, ils quittent leur village, affluent dans les villes, espérant y trouver une existence moins misérable. Mais l'État national-socialiste veille : il les refoule par toutes sortes de mesures vers les grands domaines, où ils se retrouvent de nouveau et « plus

1. *Der Deutsche Landarbeiter*, 3 mars 1934.

2. *Le Temps*, 9 avril 1934.

que jamais, à la merci des hobereaux qui les exploitent¹ ». C'est ainsi que la loi du 15 mai 1934 interdit sévèrement l'embauchage dans toute entreprise urbains d'ouvriers ou d'employés qui, au cours des trois dernières années ont travaillé dans l'agriculture; le décret du 28 février 1935 prescrit que les journaliers agricoles auxquels la loi précédente s'applique doivent être sans délai expulsés des villes et renvoyés à la campagne sous peine de sanctions pénales.

Et, pour lier plus étroitement le prolétariat rural à la glèbe, le national-socialisme remplace progressivement le salaire en espèces par le salaire en nature. Un fonctionnaire nazi, Kräutle, déclare que « la main-d'œuvre doit être de nouveau liée étroitement à l'exploitation » et que « partout le salaire en nature doit de nouveau être introduit² ».

De la même façon, on fait revivre et on généralise le système archaïque des *Heuerlinge* qui ne s'était perpétué que dans quelques régions : le *Heuerling* (mot intraduisible en français) est un ouvrier agricole auquel le grand propriétaire concède un petit lopin de terre, en échange de quoi il doit à son maître un nombre considérable de journées de travail. Pour le chef de la paysannerie d'Oldenburg, l'extension du système des *Heuerlinge* est le « moyen le plus efficace pour arrêter l'exode de la campagne et attacher le journalier agricole à la glèbe³ ».

3. À EXPLOITER PLUS DUREMENT PETITS FERMIERS OU MÉTAYERS

L'État fasciste aide également les grands propriétaires à rançonner davantage leurs petits fermiers ou métayers.

1. *Le Temps*, 18 mai 1934.

2. *Nationalsozialistische Landpost*, septembre 1933.

3. *Nationalsozialistische Landpost*, 21 octobre 1933.

En Italie

Depuis 1922, le prix des fermages augmente de 600 à 700 % : hausse exorbitante qui ne permet plus aux petits fermiers de continuer leur exploitation et les rejette dans le prolétariat¹. Quant aux métayers, qui avaient réussi, au lendemain de la guerre, à améliorer leurs contrats de métayage, ils reperdent tous les avantages conquis : dans les contrats, par exemple, conclus en 1920 dans la province de Bologne, le métayer gardait pour lui 60 à 70 % du produit de la récolte ; dans le contrat de 1929, il n'en reçoit que la moitié. Dans certaines régions, des clauses moyenâgeuses, qu'on pouvait croire disparues à jamais, réapparaissent. Tel cet extrait du contrat de la province de Tarente, conclu en 1935 : « Le métayer et les membres de sa famille se montreront respectueux et obéissants envers le propriétaire. Ils s'engagent à faire le pain, la lessive, etc., ainsi qu'à porter du bois, de la paille et autres produits à la maison du propriétaire, soit à la campagne, soit à la ville. En outre, il est formellement interdit au métayer d'être en mauvais termes avec ses voisins. »

Une loi du 11 février 1923 exonère les agrariens du paiement des cotisations d'assurances qui leur incombaient jusqu'alors et met ces cotisations à la charge des métayers ; un décret du 10 septembre 1923 annule les dispositions interdisant aux propriétaires de chasser de leurs terres les métayers sans autorisation d'une commission paritaire ; les propriétaires s'arrogent le droit d'infliger des amendes à leurs métayers pour des motifs futiles².

Les métayers sont embrigadés dans la Confédération fasciste de l'agriculture qui leur dicte les contrats auxquels ils sont assujettis. Or les dirigeants de la

1. Études sur le fascisme, *Cahiers mensuels de l'Institut pour l'étude du fascisme*, Paris, n° 5-6, année 1934-1935.

2. NENNI Pietro, *Le Peuple*, 9 avril 1935.

Confédération sont des agrariens ou des créatures des agrariens : c'est ainsi que le prince Torlonia, grand propriétaire, se trouve être, en même temps, président provincial de la Confédération ; à ce titre, il impose aux métayers un contrat que le *Lavoro fascista* lui-même avoue être « ce qu'il y a de plus antitechnique, antiéconomique et injuste qu'on puisse imaginer¹ ».

Fait significatif : lorsque Razza, président de la Confédération fasciste des travailleurs salariés de l'agriculture, essaie d'absorber les métayers dans son organisation, les grands propriétaires opposent au Sénat leur veto formel à ce projet. (Razza n'est pas inspiré par des mobiles d'ordre philanthropique – ce plébéien ne songe qu'à agrandir sa propre base sociale –, mais les métayers auraient gagné à être assimilés aux journaliers agricoles : ils se seraient, au moins, vu reconnaître quelques modestes droits.) Le gouvernement cède aux agrariens : un texte est finalement adopté aux termes duquel les contrats de métayage ne doivent contenir aucune norme relative au salaire et aucune des autres clauses habituelles aux contrats de travail payés en salaires-deniers².

Les publications fascistes ne cachent pas les dures conditions de vie imposées aux métayers, qui gagnent encore moins que les journaliers agricoles. L'économiste fasciste Perdisa écrit que « malheureusement, c'est une réalité que là où la terre est cultivée en métayage, les rentes descendent à des niveaux si impressionnants qu'elles obligent les paysans, malgré leur grand attachement à la terre, à devenir des journaliers agricoles³ ».

1. *Lavoro fascista*, 22 février 1935.

2. ROSENSTOCK-FRANCK LOUIS, *L'Économie corporative fasciste*, op. cit.

3. Cité dans GADDI Giuseppe, *La Misère des travailleurs en Italie fasciste*, op. cit.

En Allemagne

Sans doute l'État national-socialiste accorde-t-il au petit fermier, par la loi du 22 avril 1933, un semblant de protection. Mais qui se réduit à ceci : en cas de dénonciation du contrat de fermage par le propriétaire, l'expulsion du fermier ne sera effective qu'au bout d'un an; et encore cette faculté ne joue-t-elle pas dans le cas où le fermier est en retard pour le paiement de ses baux. Par ailleurs, la loi du 29 septembre 1933 créant les « fermes héréditaires » a porté un coup très dur aux petits fermiers : en effet, elle spécifie que les exploitations affermées ne peuvent être déclarées « fermes héréditaires », et de nombreux hobereaux ou paysans riches s'empressent de dénoncer leurs contrats de fermage afin de bénéficier de la loi¹.

4. L'ÉTAT FASCISTE ACCORDE AUX GRANDS ET MOYENS PROPRIÉTAIRES TOUTES SORTES D'EXONÉRATIONS FISCALES.

L'État fasciste accorde aux grands propriétaires et paysans riches toutes sortes de faveurs : exonérations fiscales, subventions, allègements de dettes, etc., dont ne bénéficient guère les paysans-travailleurs.

En Italie

Exonérations fiscales. Le décret du 4 janvier 1923 décide que l'impôt sur le revenu agricole doit être calculé sur le revenu net du propriétaire non travailleur (c'est-à-dire après déduction des salaires payés), tandis que pour le paysan-travailleur, qui est lui-même son propre salarié, il est calculé sur le revenu brut. De la sorte, le taux de l'impôt payé par le paysan-travailleur

1. STEINBERGER Nathan, *Die Agrarpolitik des Nationalsozialismus*, op. cit.

est souvent plus élevé que celui auquel est assujéti le grand propriétaire (environ 10 % contre 5 %).

La loi du 7 janvier 1923 décide une révision générale du cadastre; celle-ci s'effectue sous le contrôle des agrariens, et un peu partout on prête à des domaines énormes des dimensions et une valeur dérisoires : ce qui a pour résultat de réduire les impôts des grands propriétaires par rapport à ceux des paysans-travailleurs¹. Par le décret du 1^{er} août 1927 et la loi du 28 juin 1928, l'État fasciste accorde aux grands propriétaires et aux paysans riches diverses exonérations fiscales : d'après une statistique publiée dans un journal fasciste, le paysan-travailleur (dans les régions de plaine) paie 240 liras par hectare d'impôt sur le revenu, tandis que le propriétaire non travailleur n'en paie que 131².

Subventions pour la bonification intégrale. Par la loi du 24 décembre 1928 sur la bonification intégrale, l'État fasciste distribue aux grands propriétaires d'énormes subventions. Les bonifications proprement dites (reboisement et consolidation des pentes, écoulement des eaux, distribution d'énergie électrique, viabilité, etc.) sont presque entièrement à la charge de l'État (la proportion va de 75 à 92 %). Quant aux améliorations foncières, elles sont seulement subventionnées par l'État, dans la proportion moyenne de 33 %, qui peut s'élever à 45 % lorsqu'il s'agit d'installations d'énergie électrique et même à 75 % pour la construction d'aqueducs ruraux. Sur un programme de travaux de 7 milliards de liras, l'État fasciste, à la date du 1^{er} juillet 1934, a déjà dépensé plus de 4 milliards de liras³. Mais la part de dépenses supportées par les propriétaires est bien moindre. Rosenstock-Franck signale que, dans les

1. SILONE Ignazio, *Der Faschismus*, op. cit.

2. *Asalto*, Bologne, 15 octobre 1932.

3. BARAVELLI G. C., *Politique des travaux publics du régime fasciste*, op. cit.

consortiums de bonification, une « minorité de grands latifondiaires » exerce une influence prépondérante¹ : la « bonification intégrale » a surtout pour résultat d'améliorer, aux frais de l'État, les grands domaines, jadis en partie incultes.

Subventions pour la bataille du blé. L'État fasciste favorise également les grands propriétaires et les paysans riches en instituant, à partir de 1925, un grand « concours national » ouvert annuellement aux producteurs de blé et destiné à récompenser les exploitants ayant obtenu les meilleurs rendements. Les lauréats reçoivent des prix élevés en espèces. C'est ainsi qu'en 1932 le vainqueur dans la catégorie des fermes moyennes touche 38 000 livres². En 1937, le montant total des prix s'élève à près de 650 000 livres, et, parmi les lauréats, on compte 60 archevêques et évêques et plus de 2 000 prêtres³.

Mais, en Italie, ne produisent du blé pour le marché que les grands propriétaires et paysans riches. Les paysans-travailleurs, ou bien produisent tout juste le blé nécessaire à leur consommation et sont incapables d'obtenir des rendements élevés, ou bien se consacrent à d'autres activités (élevage, culture de la vigne, de l'olivier, du mûrier, etc.) : les récompenses du « concours national » ne sont pas pour eux.

En Allemagne

Exonérations fiscales. Les « fermes héréditaires » créées par la loi du 29 septembre 1933 sont exonérées entièrement de l'impôt sur l'héritage et de l'impôt foncier. La loi du 21 septembre 1933 accorde aux exploitations ayant un chiffre d'affaires élevé une réduction de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Par une autre loi du 16 octobre 1934, le commerce de gros

1. ROSENSTOCK-FRANCK Louis, *L'Économie corporative fasciste*, op. cit.

2. LAZARD J., « L'agriculture dans l'Italie du Nord », *Correspondant*, op. cit.

3. *Le Temps*, 9 janvier 1938; *L'Information*, 11 janvier 1938.

des produits agricoles est entièrement exonéré dudit impôt : ces mesures profitent surtout aux grosses exploitations. Les grands propriétaires bénéficient également des exemptions d'impôts concernant l'acquisition de nouveaux locaux d'habitation, etc. Les paysans-travailleurs, par contre, sont grevés de nouveaux impôts. Dans 11 000 communes rurales, où elle n'était pas encore en vigueur, est introduite la taxe de capitation, particulièrement impopulaire à la campagne, etc. En outre, les paysans sont astreints à payer toutes sortes de cotisations et taxes à la Corporation du ravitaillement du Reich, coûteux organisme bureaucratique qui monopolise les échanges de produits agricoles¹.

Moratoire. Par une loi de février 1933, l'État national-socialiste étend à tout le Reich le moratoire des dettes agricoles institué par Brüning pour les provinces de l'Est et en prolonge l'effet jusqu'au 31 octobre 1933. Le moratoire est renouvelé ensuite jusqu'au 31 décembre. Mais, à cette date, il est définitivement levé. C'est qu'en effet, dans l'intervalle, les moyens et grands propriétaires à qui s'applique – ou peut s'appliquer – la loi du 29 septembre 1933 sur les « fermes héréditaires » ont obtenu une protection beaucoup plus radicale contre la vente forcée : leurs biens ont été proclamés, pour l'éternité, insaisissables. Mais, bientôt, les grandes banques protestent contre cette façon trop commode de se soustraire à l'obligation de payer ses dettes. Elles obtiennent, par une ordonnance de décembre 1936, qu'aucune « ferme héréditaire » ne puisse être désormais instituée lorsque les dettes de leurs propriétaires dépassent 70% de la valeur de la ferme. « Dans de nombreux cas, écrit le correspondant du journal *Le Temps*, les paysans ont fait attribuer à leurs biens le titre de "ferme héréditaire", dans le seul but de se soustraire

1. STEINBERGER NATHAN, *Die Agrarpolitik des Nationalsozialismus*, op. cit.

aux poursuites de leurs créanciers. Les nouvelles dispositions ont principalement pour but de mettre fin à ces abus¹ ». Les plus endettés des exploitants ne sont donc plus protégés.

Au surplus, la loi sur les fermes héréditaires ne s'applique pas à la masse des paysans-travailleurs. Ceux-ci ne sont plus couverts par aucun moratoire. Pourtant le régime est obligé d'user encore à leur égard de quelques ménagements : à titre transitoire, il les fait bénéficier d'un autre moratoire, celui réservé aux biens-fonds non agricoles. Mais, aux termes de ce dernier moratoire, les ventes forcées ne sont suspendues que pour un délai maximum de six mois. Une fois ce délai expiré, aucun obstacle juridique ne s'oppose plus à la reprise des ventes forcées des exploitations endettées. Sans doute le national-socialisme continue-t-il à ménager les transitions. Mais peu à peu, les ventes forcées reprennent : au cours du dernier trimestre de 1934, leur nombre est de 91,6 % plus élevé qu'au cours du dernier trimestre de 1933. En 1935, elles sont plus nombreuses encore et concernent surtout de très petites exploitations.

Conversion des dettes. Par la loi du 1^{er} juin 1933, le gouvernement du Reich réduit les dettes agricoles aux deux tiers de la « valeur » de l'exploitation et en abaisse le taux d'intérêt à 4,5 %. Mais cette loi s'applique surtout aux grands et moyens propriétaires ; en effet, l'endettement des petites exploitations paysannes envers les banques excède très rarement les deux tiers de la valeur de l'exploitation. Le petit paysan, lui, est surtout le débiteur d'artisans, de fournisseurs, de parents, d'usuriers de village, etc. Et, d'autre part, cette « valeur » doit être calculée, d'après la loi, sur la base du prix unitaire de janvier 1931, augmenté, pour les petites exploitations seulement, d'un coefficient élevé : l'endettement

1. *Le Temps*, 25 décembre 1936.

des petits paysans envers les banques n'excédant que très rarement les deux tiers de la « valeur » de l'exploitation ainsi calculée, la loi de « désendettement » ne joue pas pour eux. Et, de fait, au 1^{er} juin 1934, un an après la promulgation de la loi, celle-ci n'a été appliquée qu'à 60 000 exploitations rurales (sur plus de 5 millions et demi).

— *Secours de l'Est.* Aux grands propriétaires et paysans riches¹, l'État national-socialiste continue à distribuer les crédits de l'*Osthilfe* (« secours de crise de l'Est »). Avant la prise du pouvoir par Hitler, en décembre 1932, sur 132 millions de crédits versés, 60 millions l'avaient été à des exploitations de plus de 100 hectares : le national-socialisme avait dénoncé démagogiquement ce scandale, mais une fois au pouvoir, il l'aggrave encore : en effet, au 1^{er} novembre 1934, 213 millions de marks ont été versés à des exploitations de plus de 125 hectares, 194 à des exploitations entre 7,5 hectares et 125 hectares, et seulement 33,5 millions de marks à des exploitations allant jusqu'à 7,5 hectares².

Subventions pour la « bataille de la production ». L'État national-socialiste, afin de rendre l'Allemagne indépendante de l'étranger en matière de produits alimentaires, poursuit, depuis les derniers mois de 1934, une tapageuse « bataille de la production ». Il aide par de grosses subventions les exploitants à augmenter leur production. La loi du 1^{er} avril 1935 introduit dans le budget de 1935 une somme de 100 millions de marks pour « encouragements à l'agriculture ». Un crédit total d'un milliard de marks est ouvert pour la durée du « plan de quatre ans », en vue d'améliorer le sol et les modes de culture. Des subventions de 100 marks à l'hectare sont accordées pour encourager la transformation de prés en terres cultivées.

1. STRINBERGER Nathan, *Die Agrarpolitik des Nationalsozialismus*, op. cit.

2. *Ibid.*

L'État distribue toutes sortes de primes à la production (par exemple pour encourager la culture du colza, du lin, du chanvre, etc¹). Mais ces subventions multiples vont surtout dans les poches des gros et moyens propriétaires qui, seuls, sont à même de développer ou d'entreprendre la production intensive des produits visés².

5. LA POLITIQUE AGRICOLE DU FASCISME EN MATIÈRE DE DOUANES ET DE PRIX FAVORISE SURTOUT LA GRANDE CULTURE

La politique agricole du fascisme en matière de douanes et de prix favorise à peu près exclusivement les grands propriétaires et les paysans riches, les petits paysans étant sacrifiés. En Italie comme en Allemagne, en effet, « la séparation technique des produits recouvre une séparation économique et politique des propriétés et des classes³ » : les grands propriétaires et les paysans riches, favorisés par la concentration des terres, par l'exploitation rationnelle du sol, monopolisent la production des céréales. Au contraire, les petits paysans ne produisent presque pas de céréales pour le marché et s'adonnent à d'autres activités : élevage, cultures de qualité, etc.

Or, c'est presque uniquement aux producteurs de céréales que le fascisme assure des prix rémunérateurs. En effet, les industriels redoutent toute hausse des prix dans l'agriculture à cause de ses répercussions sur leurs propres prix de revient. Le fascisme ne les écoute qu'à moitié, il n'ose sacrifier l'agriculture à l'industrie lorsqu'il s'agit de produits de grande culture, par lesquels les grands propriétaires

1. *L'Information*, 14 août 1937.

2. STEINBERGER Nathan, *Die Agrarpolitik des Nationalsozialismus*, op. cit.

3. *Le Fascisme et les paysans*, brochure du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, 1935.

fonciers sont principalement intéressés; mais il défend avec moins d'ardeur l'agriculture contre l'industrie lorsqu'il s'agit des autres denrées, produites surtout par les petits paysans. En somme, il aménage un compromis qui sauvegarde à la fois les intérêts des grands propriétaires et ceux des magnats industriels, mais dont les petits paysans font les frais.

En Italie

Toute la sollicitude de l'État va aux producteurs de céréales. Les droits de douane sur le blé sont relevés successivement de 27,50 livres (juillet 1925) à 40,40 (septembre 1928), 51,40 (mai 1929), 60,60 (juin 1930), 75 (août 1931). Cette protection douanière assure aux producteurs de blé des prix de vente artificiellement élevés, aux frais du consommateur : le professeur Mortara a calculé qu'à la date de 1931 le droit de douane a coûté un milliard et demi de livres à la consommation. En outre, un contingentement indirect résulte de l'obligation légale d'employer pour la farine 95% de blé national. Enfin, pour maintenir les cours, l'État soumet le marché à un certain nombre de règles concernant les ventes collectives, le stockage, les avances sur récolte : c'est ainsi que les caisses de crédit agricole allouent aux producteurs une avance de 80 livres par chaque quintal de blé stocké.

Ce système de protection et de valorisation des cours profite beaucoup moins au paysan moyen qu'au grand propriétaire et au paysan riche (le petit paysan n'entre pas même en ligne de compte puisqu'il ne produit guère de blé pour le marché) :

1) Certaines caisses de crédit agricole allouent des avances sur stock seulement pour une quantité minima relativement importante de blé stocké; le paysan moyen ne disposant pas de telles quantités pour le marché ne

peut bénéficier de ces avances et est obligé de vendre son blé aussitôt après la récolte, à des prix moins avantageux ;

2) À partir de février 1936, le paysan n'est plus libre de disposer de sa propre récolte, car il est tenu de la livrer à un organisme d'État et ne peut conserver que trois quintaux pour sa propre consommation (chiffre qu'il est question de réduire à deux)¹. Les quantités laissées au paysan étant tout à fait insuffisantes, celui-ci est obligé ou bien d'acheter son pain plus cher qu'il ne lui coûterait de le faire lui-même, ou d'élever, au prix de gros sacrifices, son rendement, ce qui lui est beaucoup plus difficile qu'aux grands producteurs.

« Pour augmenter, écrit Gaddi, la production de blé dans un pays où l'espace des terres non cultivées n'est pas grand, il faut opérer une transformation assez profonde de l'économie agricole. Il faut intervenir pour réduire d'autres cultures plus profitables pour le paysan [...]. Il faut augmenter le rendement en développant l'emploi des machines et des engrais chimiques et en investissant dans la terre une quantité plus grande de capitaux [...]. La moyenne de production par hectare, qui était de 10 à 11 quintaux auparavant, atteint aujourd'hui 13 quintaux. Mais cette moyenne est composée de moyennes de huit quintaux pour les petits cultivateurs de la Sardaigne et d'autres de 25-30 quintaux pour les grands propriétaires capitalistes de Lombardie². »

Les petits producteurs de denrées autres que les céréales sont traités en parents pauvres. En effet, les magnats de l'industrie sont hostiles à une protection douanière généralisée à tous les produits agricoles. Lorsque commence la crise mondiale, les cours des denrées agricoles insuffisamment protégées (notamment les produits de l'élevage : viande, lait, beurre, œufs, fromages) s'effondrent, ne laissant plus de

1. GADDI Giuseppe, *La Misère des travailleurs en Italie fasciste*, op. cit.

2. *Ibid.*

marge rémunératrice. En 1933, le lait n'est pas payé plus de 30 à 40 centimes italiens le litre¹. Quant aux produits agricoles d'exportation (vins, olives, soie brute), ils se heurtent de plus en plus au manque de débouchés. Déjà la revalorisation de la lire, en 1927, leur a porté un coup très dur; la crise mondiale et la concurrence japonaise achèvent de les priver de leurs marchés : « Les exportations agricoles italiennes font une chute verticale². » Le cocon de ver à soie, par exemple, qui a atteint au temps de la prospérité le prix de 35 liras, ne vaut plus que 3,50 liras en 1933³.

L'État fixe maintenant tous les prix. Mais la marge de profit pour les produits agricoles secondaires (pour le bétail en particulier) demeure insuffisante. De surcroît, le gouvernement frappe d'énormes impôts le bétail et les animaux de basse-cour. L'impôt annuel par chèvre s'élève à 20 liras. Résultat : les troupeaux de chèvres diminuent de 3 100 000 têtes en 1926 à 1 795 000 en 1936⁴. Enfin, l'autarcie fait perdre à l'exportation des produits agricoles ses derniers marchés.

Les petits paysans sont littéralement ruinés, endettés « jusqu'à la pointe des cheveux⁵ ». À la fin de 1934, le journal *La Terra* évalue l'endettement de l'agriculture à 10 milliards de liras.

En Allemagne

Les gouvernements de la République de Weimar, jusqu'en 1932, ont protégé presque exclusivement les grands propriétaires, producteurs de blé, et sacrifié les

1. LAZARD J., « L'agriculture dans l'Italie du Nord », *Correspondant*, *op. cit.*

2. A. Leroux, *Le Populaire*, 28 mai 1934.

3. LAZARD J., « L'agriculture dans l'Italie du Nord », *Correspondant*, *op. cit.*

4. GADDI Giuseppe, *La Misère des travailleurs en Italie fasciste*, *op. cit.*

5. Paul Decharme, compte rendu dans *Le Temps* du 15 septembre 1936 du livre de Murat déjà cité.

petits paysans, producteurs de denrées secondaires. Aussi les nationaux-socialistes ont-ils conquis facilement la petite paysannerie en lui promettant une protection égale à celle dont jouissaient les gros producteurs de céréales. Une fois au pouvoir, il leur faut, pendant quelque temps, pour des raisons politiques impérieuses, affecter de tenir leurs promesses. Dans son discours du 23 mars 1933 au Reichstag, Hitler s'écrie : « Il faut qu'on procède au sauvetage du paysan allemand [...]. Sans le contrepoids de la classe paysanne allemande, la folie communiste aurait déjà submergé l'Allemagne. » Et, passant des paroles aux actes, il relève de 300 à 500 % les droits de douane sur les principaux produits secondaires : œufs, fromages, viande, etc.

Mais, par la suite, la politique agricole du III^e Reich s'avère désastreuse pour la petite et moyenne paysannerie. Par les lois des 13 et 26 septembre 1933, un organisme d'État est créé, la Corporation du ravitaillement du Reich, dont l'objet est d'assurer des « prix fixes » pour les principaux produits agricoles. Le système est appliqué en premier lieu à la production des céréales. « Notre but, explique Walther Darré, est d'arriver à l'institution d'un juste prix pour les produits agricoles et d'abord pour les céréales. » La tonne de seigle, qui valait en janvier 1933 à Berlin 152 marks, monte à 172 en mai 1935 ; la tonne de froment monte de 185 marks à 212. Cette politique des « prix fixes » avantage presque exclusivement les grands propriétaires et paysans riches. Elle favorise beaucoup moins les paysans moyens (quant aux petits paysans, qui ne sont que dans une très faible mesure producteurs de céréales pour le marché, ils n'entrent pas même en ligne de compte) :

1) Les « prix fixes » des céréales sont déterminés pour chaque mois de l'année selon une échelle mobile ; plus

L'on s'éloigne de la date de la récolte, plus ils sont élevés; le paysan moyen, qui ne peut se permettre de stocker et qui doit vendre aussitôt après la récolte, se voit appliquer les prix les plus bas. En outre, les « prix fixes » sont valables seulement pour une quantité minima (par exemple la charge de plein wagon, 15 tonnes); le paysan moyen, ne pouvant fournir, surtout en une seule fois, de telles quantités, doit accepter des prix moins avantageux;

2) Les paysans, à partir de juin 1934, sont obligés de livrer à la Corporation du ravitaillement du Reich leurs récoltes. Sur celles-ci, on leur alloue une quantité déterminée (et absolument insuffisante) pour leur propre consommation. Une ordonnance du 22 juillet 1937 les oblige à livrer toutes leurs céréales panifiables et les rend passibles des sanctions les plus sévères (amendes jusqu'à 10000 marks et peines de prison) en cas d'inobservation de la loi. Ainsi les avantages des « prix fixes » sont plus qu'annulés par l'impossibilité dans laquelle se trouve le paysan de consommer ses propres produits et de les affecter à la nourriture de son bétail.

En mai 1934, le système des « prix fixes » est étendu aux produits de l'élevage. Cependant, la situation du petit éleveur – c'est-à-dire de la grande majorité des paysans allemands – ne s'améliore pas, loin de là :

1) La bureaucratie préposée à la commercialisation du bétail et du lait est bien moins préoccupée d'augmenter la valeur marchande des produits dont elle a le monopole que d'empêcher leur hausse. Du fait que ces produits tiennent une si grande place dans le budget de l'ouvrier d'industrie, les capitalistes exercent une forte pression pour empêcher l'État de les revaloriser dans une mesure qui rendrait nécessaire une hausse des salaires. Résultat : l'indice de prix des

produits laitiers est de 10% inférieur à celui d'avant 1914, tandis que celui des céréales est de 15% supérieur¹;

2) Le producteur de lait ne peut plus disposer librement de ses produits et les porter directement sur le marché. Avant l'avènement du national-socialisme, il faisait en général lui-même son beurre, son fromage et les vendait directement au consommateur. Maintenant, il n'a plus le droit de convertir son lait en beurre et en fromage, il est obligé de livrer des quantités fixes de lait à l'organisation monopoliste, à des prix très bas. C'est ainsi qu'un paysan silésien, qui avait coutume de vendre directement son lait au consommateur à 22 pfennigs le litre n'en reçoit plus que 14, sur lesquels il doit rétrocéder deux pfennigs pour couvrir les frais administratifs de la bureaucratie. Le même lait est vendu en ville, par les soins de l'organisme, 24 pfennigs².

Le résultat est que les paysans se refusent à livrer leur lait aux laiteries. Leur résistance est si tenace qu'en décembre 1935 Göring doit donner l'ordre à la Gestapo de sévir rigoureusement contre les récalcitrants. « Le sabotage dans la livraison du lait par les agriculteurs, déclare un communiqué officiel, est un acte de trahison envers le peuple et la nation; celui qui fait preuve de résistance passive ou ouverte commet un crime envers la communauté nationale³ »;

3) Les petits éleveurs sont atteints par la hausse des prix des fourrages. En Allemagne, en effet, les grands propriétaires sont à peu près les seuls à produire des fourrages; les petits éleveurs, ne les produisant pas eux-mêmes, doivent s'en procurer sur le marché. Or la production allemande de fourrages ne couvre que 25 à 30 %

1. Edmond Landau, *L'Œuvre*, 18 janvier 1938.

2. *Freies Deutschland*, 28 juillet 1938.

3. *Le Peuple*, 25 décembre 1935.

des besoins¹. Aussi le gouvernement, en 1933, a-t-il élevé à un taux prohibitif les droits de douane sur les fourrages importés, à la fois pour encourager leur production sur le sol national et pour réduire les devises étrangères exigées par leur achat au dehors. Résultat : les fourrages ne tardent pas à atteindre des prix exorbitants. Bonne affaire pour les hobereaux qui produisent les fourrages, mais désastreuse pour les petits éleveurs qui ont à nourrir leur bétail et leur volaille. Ceux-ci en sont réduits à abattre leurs bêtes et doivent renoncer à entretenir une basse-cour. D'où une régression sensible de leur production de lait, de beurre, d'œufs et, par la suite, de viande (de porc surtout); en un mot, de leur chiffre d'affaires.

Les fermiers qui produisent aussi du blé et du seigle ont, au moins, la ressource d'en nourrir leur cheptel. Mais l'ordonnance du 22 juillet 1937 interdit rigoureusement, sous peine des sanctions sévères mentionnées plus haut, d'utiliser les céréales panifiables pour la nourriture du bétail. Presque en même temps, on annonce qu'en raison de la pénurie de devises étrangères, il n'est plus possible d'importer de l'étranger des produits tels que l'orge ou le maïs pour remplacer le seigle défendu aux animaux².

À ces diverses causes de mécontentement, il faut ajouter la tension perpétuelle dans laquelle l'exécution du « plan de quatre ans » fait vivre les paysans allemands. On fait continuellement appel à eux et on les harcèle. Ils ont sans cesse à augmenter l'étendue des surfaces cultivées et le rendement, à entreprendre la culture de tel nouveau produit. Ils sont l'objet de constantes suspicions. C'est ainsi que le décret du 23 mars 1937 prévoit qu'au cas où une exploitation agricole n'est pas cultivée d'une manière

1. Mémoire des industriels, publié par *L'Information*, *op. cit.*

2. Revue *Le Plan de quatre ans*, cité dans LOUTRE, *Le Petit Parisien*, 30 août 1937.

suffisante pour contribuer comme il convient à assurer l'alimentation du peuple allemand, les autorités compétentes peuvent intervenir, soit en adressant un avertissement au fermier, soit en lui intimant l'ordre de pratiquer une culture conforme aux exigences du ravitaillement national. En outre, elles peuvent faire contrôler la gestion de la ferme par un commissaire, ou obliger le fermier à louer ses terres, ou à en confier l'exploitation à une personne expérimentée³.

Cependant, le sol allemand n'est pas très fertile. L'augmentation du rendement, la mise en culture des terres pauvres coûtent très cher. Malgré les subventions distribuées par le Reich, malgré les réductions de prix des engrais (décret du 23 mars 1937), l'effort exigé de l'agriculture allemande est de plus en plus accablant, surtout pour les petits et moyens paysans. Un secrétaire du ministre de l'Agriculture, Backe, avoue dans un article que la valeur de la production agricole en 1937 n'a augmenté que de 163 millions de marks, alors que les frais d'exploitation ont augmenté de 335 millions. Les frais dépassent les bénéfices⁴.

« Il existe certainement chez les agriculteurs, écrit le correspondant d'un journal français, un manque croissant d'intérêt pour leur travail quotidien, depuis que le nazisme a complètement transformé le statut agricole [...]. Il est fort douteux que les paysans allemands éprouvent beaucoup d'enthousiasme pour cet ordre nouveau. Toutes les publications et discours officiels se terminent par des appels pathétiques aux milieux agricoles, à leur esprit de sacrifice et même à leur abnégation. Ces appels ne sont pas superflus⁵. »

3. *Le Temps*, 25 mars 1937.

4. *Le Temps*, 9 janvier 1938.

5. LOUTRE, *Le Petit Parisien*, *op. cit.*

6. L'ÉTAT FASCISTE NE LIBÈRE PAS LE PAYSAN
DE L'EMPRISE DU CAPITALISME; IL FAVORISE
AU CONTRAIRE LA PÉNÉTRATION DU CAPITALISME
À LA CAMPAGNE

Le fascisme ne relève pas seulement les profits des grands propriétaires et paysans riches : il ouvre aussi au capitalisme industriel et bancaire – lequel est d'ailleurs lié par une communauté d'intérêts étroite avec la grande propriété foncière – de nouveaux débouchés à la campagne. Pour conquérir les petits paysans, les démagogues fascistes leur avaient promis de les soustraire à l'exploitation des banques, des grands trusts de machines agricoles, d'engrais, d'électricité, de les délivrer des gros spéculateurs et intermédiaires qui monopolisent les produits agricoles, payent des prix dérisoires aux producteurs et vendent cher aux consommateurs urbains. Mais, une fois installé au pouvoir, il fait exactement le contraire : il accélère par tous les moyens la pénétration du capitalisme dans l'agriculture.

En Italie

La politique agricole du fascisme (« bonification intégrale », « bataille du blé », droits de douane sur le blé) n'a pas seulement pour résultat de relever les profits des grands propriétaires et des paysans riches, mais aussi d'ouvrir au capitalisme industriel et bancaire de nouveaux débouchés à la campagne. L'électrification rurale enrichit les grands trusts de l'industrie hydro-électrique; l'intensification de la culture vaut aux grands consortiums métallurgiques d'abondantes commandes de machines agricoles; les fabricants d'engrais profitent largement, eux aussi, de la « bataille du blé » : « Les Italiens, écrit Rosenstock-Franck, vont se murmurant à l'oreille : c'est la Montecatini

qui a gagné la bataille du blé¹. » Au commencement de 1938, un journal financier rapporte que la situation de la Montecatini est toujours brillante (on parle d'un dividende de 11 ou 12 liras, au lieu de 10), notamment grâce aux ventes accrues d'engrais, surtout de nitrates, dont il a été produit cinq millions de quintaux pour la campagne 1937-1938 contre trois millions de quintaux antérieurement².

En Allemagne

La politique agricole du national-socialisme augmente les profits non seulement des grands propriétaires et des paysans riches, mais aussi ceux des gros intermédiaires capitalistes qui revendent les produits agricoles, ceux des industries alimentaires, ceux des trusts industriels qui fournissent à l'agriculture, à des prix de monopole, machines agricoles et engrais. « Le gouvernement hitlérien, écrit Steinberger, a entouré l'agriculture d'une ceinture presque entièrement fermée d'industries cartellisées et placé ainsi les débouchés et la production des paysans sous l'étroite dépendance aussi bien des monopoles commerciaux que des cartels industriels. » Une des fonctions essentielles de la Corporation du ravitaillement est d'assurer aux gros intermédiaires capitalistes une production et des débouchés plus étendus, en évinçant le petit producteur du marché. Nous avons vu comment les choses se passent pour le lait. Mais il convient de souligner que le profit résultant de l'écart entre le prix que le paysan reçoit et celui que le consommateur paie n'est pas encaissé par la Corporation du ravitaillement du Reich, qui intervient seulement comme intermédiaire, mais par les firmes capitalistes ou par les laiteries coopératives (ces dernières dirigées et financées par les hobereaux).

1. ROSENSTOCK-FRANCK LOUIS, *L'Économie corporative fasciste*, op. cit.

2. *L'Information*, 4 janvier 1938.

Un autre exemple : celui de l'industrie sucrière. Par un décret de novembre 1934, chaque paysan producteur de betteraves se voit assigner une sucrerie déterminée à laquelle il est marié; ces sucreries achètent aux paysans les betteraves à des prix dérisoires et revendent le sucre aux consommateurs à des prix de monopole, ce qui leur procure d'énormes bénéfices¹.

Enfin, la politique agricole du national-socialisme ouvre de nouveaux débouchés à la campagne aux grands cartels industriels, producteurs de machines agricoles et d'engrais. Où est le temps où les nazis promettaient au paysan de le libérer du joug capitaliste? Dans un discours, le Dr Schacht exalte la mécanisation de l'agriculture, si profitable à la grande industrie : « Nous ne voulons pas oublier que des produits de l'industrie capitaliste, comme des moissonneuses et des charrues mécaniques, sont indispensables pour une agriculture qui se propose de nourrir une population de cinq millions d'habitants. Une politique agricole qui empêcherait les progrès dans ce domaine ne pourrait pas gagner une bataille de la production et ne servirait pas l'intérêt du peuple². »

1. STEINBERGER Nathan, *Die Agrarpolitik des Nationalsozialismus*, op. cit.

2. Dr Schacht, discours du 30 novembre 1935.

CONCLUSION

QUELQUES ILLUSIONS À DISSIPER

Cette étude s'est efforcée de jeter quelques clartés sur la véritable nature du fascisme. Au cours des précédents chapitres, on a essayé de rectifier bien des erreurs d'appréciation répandues à son sujet. Il reste, pour terminer, à dissiper quelques illusions particulièrement dangereuses.

I. POLITIQUEMENT, LE FASCISME N'EST PAS
« PROGRESSIF ». SON POUVOIR DE DURER :
CENTRALISATION À OUTRANCE, ORGANISATION
SCIENTIFIQUE DE LA POLICE, FRAGMENTATION FORCÉE
DE LA CLASSE OUVRIÈRE, MAINMISE SUR LA JEUNESSE

L'une d'elles consiste à considérer le fascisme, malgré l'horreur qu'il inspire, comme un phénomène politique progressif, comme une étape, douloureuse certes, mais éphémère et même nécessaire; d'imprudents prophètes ont annoncé dix fois, cent fois, l'effondrement prochain et inévitable de la dictature fasciste, en Italie ou en Allemagne, sous les coups de la révolution victorieuse; ils ont affirmé que le fascisme, en poussant à leur plus haut degré de tension les antagonismes de classes, hâtait l'heure de la révolution prolétarienne, voire même, comme le suggérait certains pince-sans-rire staliniens, que le « prolétariat ne pouvait conquérir le pouvoir qu'en passant par l'enfer de la dictature fasciste¹ ». Or les faits ont prouvé —

1. Lire MAGYAR L., « Qu'est-ce que le fascisme? », *Cahiers du bolchevisme*, 15 décembre 1933.

avec une évidence tragique – qu'à partir du moment où la classe ouvrière a laissé passer la vague fasciste, une longue période s'ouvre d'esclavage et d'impuissance, une longue période au cours de laquelle les idées socialistes – ou simplement « démocratiques » – ne sont pas seulement rayées des frontons des monuments publics ou des bibliothèques, mais sont – ce qui est bien plus grave – extirpées des cerveaux. Le fascisme détruit, au sens physique du mot, tout ce qui s'oppose, si peu que ce soit, à sa dictature; autour de lui il fait le vide, derrière lui il laisse le vide.

Cet extraordinaire pouvoir de durer par l'anéantissement de tout ce qui n'est pas lui-même, de durer envers et contre tout, envers et contre tous, de durer des années et des années, malgré ses contradictions internes, malgré la misère et le mécontentement des masses, quels en sont les éléments?

La force de la dictature réside, d'abord, dans sa centralisation à outrance; un tel régime, observe un journal français, ne peut « souffrir, par définition, le plus petit vestige de fédéralisme ou d'autonomie. Comme la Convention, comme Napoléon, il devait viser au centralisme intégral, conséquence logique de son système et moyen nécessaire pour en assurer la permanence¹ ».

Mussolini et Hitler renforcent à l'extrême l'autorité du pouvoir central, suppriment jusqu'au plus petit vestige de particularisme. En Italie, les attributions des préfets sont considérablement augmentées. « Qu'il soit bien clair, leur déclare le Duce dans une circulaire, que l'autorité ne peut pas être partagée [...]. L'autorité est une seule et elle est unitaire. Si elle ne l'était pas, on retomberait dans la

1. *Le Temps*, 17 avril 1933.

désorganisation de l'État¹. » En Allemagne, les 17 « pays », auxquels la Constitution de Weimar avait conservé le droit d'avoir leur propre gouvernement et leur propre parlement, sont supprimés par étapes, assimilés à de simples provinces du Reich, administrés directement par des représentants du pouvoir central, les *Statthalter*. Exaltant son œuvre centralisatrice, Hitler se vante d'avoir « donné au peuple la Constitution qui le rend fort² ».

Marx pouvait, en son temps, se réjouir de ce que le pouvoir exécutif, en se concentrant toujours davantage, concentrât en même temps contre lui toutes les forces de destruction³. Et certains théoriciens, tel Édouard Berth, ayant de la dialectique une conception un peu trop simpliste, se sont imaginés qu'en centralisant à outrance, le fascisme travaille automatiquement pour la révolution⁴. Or le fascisme, en même temps qu'il centralise, supprime de la façon la plus radicale les « forces de destruction ».

Il a poussé, en effet, au plus haut degré de perfection les méthodes de répression policière en usage dans les États modernes. Il a fait de la police politique une véritable organisation scientifique. L'Ovra italienne, la Gestapo allemande, véritables « États dans l'État », ayant leurs ramifications dans toutes les classes de la société, disposant de ressources financières et matérielles énormes, de pouvoirs exorbitants, sont à même d'anéantir littéralement, et dès sa naissance, toute velléité d'opposition, où qu'elle se manifeste. Elles peuvent arrêter à tout moment, « mettre à l'ombre » dans une île perdue ou dans un camp de concentration, supprimer même, sans le moindre jugement, qui bon leur semble.

1. Cité dans VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

2. *Le Temps*, 28 janvier 1936.

3. MARK Karl, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis-Bonaparte*, op. cit.

4. BERTH Édouard, « Enfin nous avons Hitler », *La Révolution prolétarienne*, n° 161, 10 octobre 1933, p. 3-8; n° 162, 25 octobre 1933, p. 3-6.

D'un tel régime, on a pu dire qu'il est « un bloc de granit lisse sur lequel nulle main n'a de prise¹ ». Le correspondant du *Temps* a raison (au moins en partie), lorsqu'il écrit pour l'Italie : « L'opposition a complètement disparu [...]. Avec le système de l'État totalitaire, aucune propagande hostile n'est possible². » De même, Goebbels, lorsqu'il affirme : « Les ennemis du régime sont complètement à terre, il n'y a plus dans tout le pays aucune opposition digne de ce nom³. »

À ces méthodes de répression policière s'ajoute l'état de « fragmentation forcée, d'éparpillement et d'impuissance » dans lequel le fascisme maintient la classe ouvrière⁴. Certes, il n'a pas réussi à supprimer la lutte de classes, phénomène sociologique qu'il n'est donné à aucun régime politique, à aucune police, si perfectionnée soit-elle, d'abolir. Sous la dalle fasciste, la lutte de classes continue. Si on ne la reconnaît pas au premier abord, c'est qu'elle prend des formes un peu différentes de celles auxquelles nous sommes habitués. Elle se manifeste, par exemple, à travers la démagogie des plébéiens, dans les syndicats « fascisés » ou « synchronisés », etc. Certes, ni en Italie ni en Allemagne, le régime ne peut se vanter d'avoir avec lui l'ensemble du prolétariat ; bien au contraire. Mussolini doit avouer lui-même : « Je ne peux dire que j'ai [avec moi] tous les ouvriers [...]. Ils sont d'éternels mécontents⁵. » En Allemagne, les élections aux « conseils de confiance » d'usine, par deux fois (avril 1934, avril 1935), ont été pour le régime un cuisant échec. Selon

1. La métaphore avait été relevée par Élie Halévy dans un article de journal. Il me l'avait rapportée sans pouvoir en retrouver la référence.

2. *Le Temps*, 25 mars 1934.

3. *Le Temps*, 23 janvier 1935.

4. Trotski Léon, *Et maintenant ?*, *op. cit.*

5. Mussolini, déclarations à un journaliste anglais rapportées dans KÉRDJIS Henri (de), « Une enquête en Italie fasciste », *L'Écho de Paris*, 6-16 octobre 1933.

L'aveu rétrospectif du Dr Ley lui-même, à peine 40 % des électeurs participent au vote en 1934¹. En 1935, au moins 30 % des électeurs s'abstiennent ou votent contre². En 1936, 1937 et 1938, les élections, par mesure de précaution, sont « ajournées », et, en juin 1938, il est décidé que les « hommes de confiance » ne seront plus « élus », mais tout simplement nommés par la direction de l'entreprise.

Mais ce mécontentement latent est mis dans la quasi-impossibilité de s'exprimer, de se concerter. La classe ouvrière est atomisée et décomposée. Certes, des mouvements revendicatifs ont lieu çà et là, mais ils sont aussitôt étouffés; ils restent limités à des entreprises séparées; ils ne sont connus que de peu d'ouvriers en dehors des entreprises où ils se sont produits; dans chaque usine, les travailleurs croient qu'ils sont seuls à résister; non seulement les liens entre ouvriers d'une usine à l'autre sont rompus, mais, au sein même des grandes entreprises, les relations entre le personnel des divers services n'existent plus et sont très difficiles à rétablir³. Lorsque des embryons de syndicats illégaux peuvent être reconstitués au prix de pénibles efforts, ils sont presque toujours écrasés dans l'œuf⁴.

Il y a certes les militants socialistes et communistes qui distribuent, au péril de leur vie, des feuilles illégales, mais ils ne sont qu'une phalange héroïque et sans cesse décimée⁵.

1. Dr Ley, communiqué de presse, 27 avril 1935.

2. *Bulletin quotidien*, 14 mai 1935.

3. *Fascisme*, bulletin d'informations de la Fédération internationale des transports.

4. Voir en Allemagne l'affaire de Wuppertal, *Le Populaire*, 24 février et 19 mars 1936.

5. Sur la résistance allemande au nazisme, lire ROUX François, *Auriez-vous crié « Heil Hitler » ? (Soumission et résistances au nazisme : l'Allemagne vue d'en bas 1918-1946)*, Max Milo, 2011; SANDOZ Gérard, *Ces Allemands qui ont défié Hitler (Histoire de la résistance allemande)*, Pygmalion, 1995. Il est à noter que le socialiste franco-allemand Gérard Sandoz (1914-1988), de son vrai nom Gustav

Les travailleurs ne sortent de leur passivité que lorsqu'un événement leur révèle du dehors qu'ils ne sont pas seuls, que, de l'autre côté des frontières, d'autres travailleurs sont en lutte. C'est ainsi que les grandes grèves de juin 1936, en France, malgré les efforts de la presse fasciste pour en minimiser l'importance, ont un écho profond parmi les ouvriers d'Italie et d'Allemagne. Le 18 avril 1937, Rudolf Hess prononce un violent discours anticommuniste à Karlsruhe, que le correspondant à Berlin d'un journal parisien commente en ces termes : « À l'intérieur de l'Allemagne, ce discours tend [...] à faire cesser les discussions qui, en dépit de la censure, ont surgi dans les masses populaires du Reich à la suite de la promulgation de la loi des quarante heures et des nouvelles lois sociales du cabinet Blum¹ ».

Tandis que le fascisme met les opposants adultes hors d'état de nuire, il impose à la jeunesse son empreinte, il la fonde dans son propre moule. « La génération des irréductibles s'éliminera par une loi naturelle, s'écrie bientôt Mussolini. Bientôt viendront les jeunes² ! » Volpe parle avec une sorte de convoitise de ce « matériel vierge qui n'a pas encore été touché par les vieilles idéologies³ ». « C'est la jeunesse allemande qui représente notre avenir, déclare Hitler. Nous l'élèverons dans notre esprit. Si la vieille génération ne peut pas s'y habituer, nous lui prendrons ses enfants⁴. » « Nous voulons inculquer nos principes aux enfants dès

Stern, fut lui-même l'un de ces résistants. D'abord jeune communiste, puis trotskiste, il passa dans la clandestinité en 1933, fut arrêté par la Gestapo en 1935 et condamné à deux ans de camp de concentration comme « juif, communiste et étranger » – il était né en Pologne. À ce titre, il fut expulsé en 1937 et gagna Copenhague, puis Paris [NDE].

1. *L'Information*, 20 avril 1937.

2. Mussolini, discours du 26 mai 1927.

3. VOLPE Gioacchino, *Histoire du mouvement fasciste*, op. cit.

4. Hitler, discours du 18 juin 1933.

l'âge le plus tendre¹. » Et Goebbels affirme que, tant que la jeunesse sera derrière Hitler, le régime sera indestructible². Depuis l'âge de 4 ans en Allemagne, de 6 ans en Italie, l'enfant est enlevé à sa famille, enrôlé dans les formations militarisées du fascisme, soumis à un « bourrage de crâne » intensif. L'État dictatorial met entre ses mains un journal unique, un livre de classe unique, l'éduque dans une atmosphère d'exaltation et de fanatisme.

Ce dressage atteint son but. En Italie les effets en sont tangibles : « La jeunesse n'arrive plus à concevoir d'elle-même les idées socialistes et communistes », écrit Gentizon³. Un militant ouvrier, Feroci, confirme : « Une jeunesse qui n'a jamais lu un journal ouvrier, qui n'a jamais pris part à une réunion ouvrière, qui ne sait rien du socialisme et du communisme [...] voilà [...] ce qui fait la véritable force du régime mussolinien⁴. » En Allemagne, le résultat est pire encore⁵.

Sans doute y a-t-il quelque chose que l'éducation fasciste ne peut pas étouffer, qui n'a pas besoin d'être enseigné : l'instinct de classe. Aucun « bourrage de crâne » n'empêchera jamais un jeune ouvrier de se sentir exploité. Pietro Nenni, tout en ne prétendant pas, loin de là, que la jeunesse en chemise noire soit déjà parvenue à se dégager de l'emprise fasciste, remarque qu'en Italie « beaucoup de jeunes font du socialisme sans le savoir et sans le vouloir⁶ ».

1. Hitler, discours du 13 septembre 1935.

2. *Le Temps*, 13 juillet 1933.

3. GENTIZON Paul, *Le Temps*, 25 mars 1934.

4. FEROCI, *Unser Wort*, mi-décembre 1933.

5. Voir l'admirable *Printemps norvégien 1940*, roman de Stuart Engstrand, paru à Londres (en français) en 1944.

6. NENNI Pietro, *Le Peuple*, 26 juin et 31 décembre 1934.

L'hebdomadaire fasciste *Il Maglio*, organe des « syndicats » fascistes de Turin, se plaint de ce que parmi la jeunesse il y ait un certain manque de compréhension du « syndicalisme » fasciste : « Il est naturel, écrit-il, qu'il y ait quelques jeunes gens qui, tout en reconnaissant que l'abolition de toute forme de lutte de classes est une absolue nécessité [...], continuent à croire que les intérêts matériels des travailleurs peuvent être mieux défendus par les grèves et les méthodes de lutte pratiquées jusqu'à hier dans les conflits du travail¹. »

En Allemagne de même, certains jeunes, qui ont cru sur parole que le III^e Reich serait leur État et qui voient consolidée la vieille exploitation capitaliste, sont amèrement déçus. Mais aux uns comme aux autres il est extrêmement difficile, étant donné la formation spirituelle à laquelle ils ont été soumis, de se débarrasser des idées fausses qui leur ont été inculquées, de clarifier leur révolte, de refaire en eux-mêmes, sans guide, le travail accompli par un siècle de pensée et d'action socialistes. L'éveil confus de leur conscience de classe conduit tout au plus certains d'entre eux à l'« extrême gauche » du fascisme ou du national-socialisme; elle n'en fait pas encore des militants révolutionnaires.

Sans doute aussi les familles peuvent-elles, dans une certaine mesure, contrebattre à la maison l'influence des éducateurs fascistes. Mais l'État veille : à toutes ses heures de loisir, l'enfant est éloigné du foyer paternel, dressé systématiquement contre les « adultes » en général, contre ses parents en particulier. Et, bien souvent, un conflit tragique oppose les deux générations : l'ancienne, demeurée fidèle de cœur aux idées socialistes, la nouvelle se dressant contre l'ancienne et la traitant en ennemie.

1. Cité dans GADDI Giuseppe, *La Misère des travailleurs en Italie fasciste*, op. cit.

(Additif de 1964)

Par ailleurs le fascisme au pouvoir pratique avec un art consommé une politique que, faute d'un meilleur terme, j'appellerai de *poudre aux yeux* et qui, dans une certaine mesure, réussit à travestir, ou à estomper, aux yeux d'une assez large fraction des masses populaires, son vrai visage.

Dans les premières éditions de ce livre, préoccupé avant tout de démasquer les stupres du fascisme, j'ai négligé de mettre l'accent sur ces divers trompe-l'œil. Aujourd'hui, avec le recul du temps, leur sous-estimation me paraît devoir être rectifiée, car ils ont joué un rôle non négligeable dans le surprenant pouvoir de durer du monstrueux régime.

Parmi les expédients qui ont permis au fascisme de s'assurer une certaine popularité, il en est qui ont déjà été analysés au chapitre consacré à la mystique fasciste et sur lesquels il est inutile de revenir.

Mais il en est d'autres, d'ordre non plus « idéaliste », mais matériel, qui ont permis aux régimes mussolinien et hitlérien d'appâter des masses, par ailleurs fort réticentes, sinon hostiles.

Tout d'abord, la résorption massive du chômage par les grands travaux publics d'une utilité incontestable (notamment les autoroutes) et, surtout, les armements.

Ensuite, le contrôle dictatorial des sorties de capitaux et du niveau des prix (techniques d'autant plus remarquables que les gouvernements de gauche, du type Front populaire, se sont montrés totalement incapables de les mettre en œuvre).

Enfin et surtout, les gigantesques « œuvres sociales », souvent fort bien agencées, pourvoyant aux loisirs collectifs des travailleurs (Dopolavoro, Kraft durch Freude).

Les formidables moyens policiers que s'est forgés le fascisme sont, bien entendu, pour une large part dans sa survie. Mais il serait erroné de le considérer comme un régime totalement impopulaire, ne se maintenant au pouvoir que par la terreur. Il ploie, certes, les masses sous son joug, mais il parvient à extorquer, également, pour une part, leur adhésion. N'eût-il pas offert tant d'os à ronger, il eût été beaucoup plus fragile.

(Fin de l'additif)

2. MÊME SOUS LA FORME D'UNE PURE DICTATURE MILITAIRE, L'ÉTAT AUTORITAIRE RISQUE DE DURER

Une autre illusion concernant la durée du fascisme doit être dissipée. Certains veulent déduire des contradictions politiques qui existent au sein du régime fasciste que les jours de la dictature sont comptés. Un fait est indéniable : les magnats qui ont subventionné et porté au pouvoir le fascisme ne sont pas absolument satisfaits de leur création.

D'abord le régime coûte cher. L'entretien de la pléthorique bureaucratie de l'État, du parti et des multiples organismes semi-étatiques faisant souvent double emploi coûte des sommes énormes et aggrave les difficultés financières du gouvernement. Le correspondant du *Temps* à Berlin explique que « toutes les grandes administrations de l'État [...] sont doublées par les organismes du parti national-socialiste [...]. Le parti pénètre les ministères, où il délègue un certain nombre de ses hommes de confiance; mais il garde, en marge de l'administration traditionnelle, tous ses organismes propres¹ ».

1. *Le Temps*, 15 février 1938.

Dans leur mémoire de juin 1937 à Hitler¹, les industriels de la Ruhr écrivent : « Autrefois on comptait un fonctionnaire pour 12 personnes vivant d'occupations productives. Aujourd'hui, si l'on comprend les organisations officielles du parti et les services semi-officiels et corporatifs avec leurs fonctionnaires, leurs employés, etc., on compte pour huit personnes vivant d'occupations productives une personne rétribuée par l'État. » Renonçant à estimer le niveau de dépenses en personnel et matériel que la machine administrative exige, les auteurs du mémoire se plaignent des « pertes incalculables qui résultent d'un manque de liaison entre les anciennes et les nouvelles autorités, du chevauchement des compétences entre les anciens et les nouveaux services de l'État et du Parti ».

De leur côté, les magnats doivent supporter directement un certain nombre de faux frais : « contributions volontaires » extorquées par le parti et ses « œuvres », souscriptions diverses, pots de vin, sièges dans les conseils d'administration des grandes affaires offerts au « gratin » des chefs fascistes, etc.

Mais beaucoup plus encore que par ce parasitisme onéreux, les magnats sont indisposés par l'agitation démagogique à laquelle se livrent les plébéiens fascistes, agitation qui, malgré les épurations et les répressions, ne cesse jamais complètement. Par ailleurs, tout en poussant l'État fasciste à une politique extérieure agressive, qui leur vaut de nouvelles commandes d'armements, les magnats craignent que les plébéiens fascistes ne cherchent une diversion à la misère populaire, qu'ils ne provoquent une guerre prématurée ou mal calculée, dont le résultat serait l'isolement du pays et sa défaite. Il

1. Mémoire des industriels, publié par *L'Information*, *op. cit.*

est particulièrement significatif qu'à l'automne 1935, ce soient les chefs plébéiens, Farinacci, Rossoni et autres, qui poussent Mussolini à un conflit avec l'Angleterre, alors qu'au contraire la bourgeoisie capitaliste, l'état-major, la Couronne, s'inquiètent, donnent des conseils de modération et de prudence. De même en Allemagne, lorsque Hitler, en mars 1936, décide de remilitariser la Rhénanie, ce sont les chefs plébéiens, Göring, Goebbels et d'autres, qui le poussent à l'aventure, alors que les magnats capitalistes et leur homme, le Dr Schacht, ainsi que les généraux de la Reichswehr font des réserves – non sur le geste en soi, mais sur la forme imprudente qui lui est donnée¹.

À la fin de la même année, le général von Fritsch, commandant l'armée de terre, fait observer que ni le Reich ni l'armée allemande ne peuvent assumer une action d'où la guerre pourrait résulter à bref délai. Il va même, dit-on, jusqu'à menacer de quitter son commandement si on n'écoute pas son avis autorisé². On a appris, depuis, qu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des généraux ont, désespérément et en vain, mis en garde le Führer contre les risques de l'aventure guerrière.

Les magnats ne supportent pas non plus sans une certaine inquiétude la « folie des grandeurs » dont le dictateur donne des signes de plus en plus évidents. Évolution à vrai dire fatale : au fur et à mesure, en effet, que les plébéiens ont été éliminés, que le parti a été relégué au second plan, il a fallu gonfler encore davantage l'« homme providentiel », de manière à dissimuler derrière sa personne la véritable nature de l'État fasciste : dictature policière-militaire au service du grand capital; il a fallu suivre le conseil de

1. *Le Temps*, 11 mars 1936.

2. *Le Temps*, 11 janvier 1937.

Spengler : « Ne conserve plus de signification que le pouvoir entièrement personnel exercé par le César [en qui] la toute-puissance de l'argent s'anéantit¹. » C'est ainsi qu'en Italie, la dictature du parti fasciste a fait place, peu à peu, à la dictature personnelle du Duce. En Allemagne, au cours des dernières campagnes électorales « il est fort peu question du national-socialisme et beaucoup, presque exclusivement, de M. Hitler² ».

Mais, de cet « attrape-nigaud » indispensable, le dictateur est lui-même le dupe. Il lui advient la même mésaventure qu'à Louis Bonaparte : « Ce n'est qu'au moment où il prend lui-même au sérieux son rôle impérial [...] qu'il devient la victime de sa propre théorie, le polichinelle sérieux et grave qui ne prend plus l'histoire universelle pour une comédie, mais sa comédie personnelle pour de l'histoire universelle³. » Mussolini et Hitler finissent par devenir littéralement fous d'eux-mêmes. Les magnats capitalistes doivent compter de plus en plus avec l'orgueil sans bornes, avec l'humeur versatile et les lubies du Duce ou du Führer.

La politique économique du fascisme, si favorable qu'elle leur soit, ne satisfait pas entièrement les anciens bailleurs de fonds. Tout en empochant avec empressement les copieux bénéfices que leur procurent les commandes de travaux publics et d'armements, ils s'effraient des conséquences de cette politique ; ils vivent dans la hantise d'une catastrophe monétaire qui soulèverait contre eux les classes moyennes. Aussi reprochent-ils au gouvernement fasciste d'augmenter ses dépenses à un rythme « imprudent ». Ils appréhendent également que le régime de l'« économie de guerre » ne leur impose des

1. SPENGLER Oswald, *Le Déclin de l'Occident*, op. cit.

2. *Le Temps*, 29 mars 1936.

3. MARX Karl, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis-Bonaparte*, op. cit.

contraintes étatiques de plus en plus lourdes, n'entrave toujours davantage la sacro-sainte « initiative privée ».

Les magnats ne sont donc pas absolument satisfaits. Et, dans le cerveau de certains d'entre eux, l'idée germe de jeter définitivement par-dessus bord les plébéiens fascistes et leur chef lui-même, d'achever la transformation, déjà très avancée, du régime totalitaire fasciste en une pure dictature militaire.

Mais ces messieurs y regardent à deux fois. Ils n'osent pas se priver tout à fait de ce moyen incomparable, irremplaçable, de pénétrer dans toutes les cellules de la société que sont les organisations de masse fascistes. Et surtout, ils hésitent à se priver des services de l'« homme providentiel » : la mystique du Duce ou du Führer, bien que déclinante, n'est pas encore éteinte. « L'ordre actuel en Allemagne, écrit le *Temps*, n'existe et ne subsiste que grâce à la popularité du chancelier, à la foi des masses allemandes dans l'action de M. Hitler¹. » « Le Führer est incontestablement plus populaire que le régime². » L'« homme providentiel », si encombrant soit-il, continue à être nécessaire. Sa folie même est utile; lui seul parvient encore à réaliser ce miracle psychologique : transmuier en enthousiasme et en esprit de sacrifice le mécontentement, la misère de larges couches populaires.

Enfin et surtout, le grand capital appréhende qu'une transformation radicale du régime dans le sens indiqué ne coûte beaucoup de sang versé; et il redoute une guerre civile – même de courte durée – opposant l'une à l'autre des forces « nationales ». Il ne craint rien tant que ce qu'en Allemagne on appelle, par anticipation, un « nouveau 30 juin ». La bourgeoisie hésite donc. Pourtant l'hypothèse n'est pas absolument à rejeter qu'un jour

1. *Le Temps*, 28 octobre 1935.

2. *Le Temps*, 29 mars 1936.

les avantages d'un « État fort », sans Mussolini ou sans Hitler, lui apparaissent l'emporter sur les inconvénients [voir préface de mars 1945].

3. ÉCONOMIQUEMENT, LE FASCISME N'EST PAS DAVANTAGE « PROGRESSIF ». SA VRAIE NATURE

Si le fascisme n'est pas progressif politiquement, il ne l'est pas davantage, contrairement à ce que pensent certains, économiquement. Dégagé de toutes les apparences, de toutes les contradictions qui en obscurcissent le vrai visage, de tous les aspects secondaires qui en dissimulent à tant de gens les aspects essentiels, compte tenu enfin des particularités de chaque pays, le fascisme consiste en l'instauration d'un État fort destiné à prolonger artificiellement le régime économique basé sur la propriété privée des moyens de production et sur le profit. Suivant la formule imagée de Radek, la dictature fasciste, « ce sont des cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de consolider le tonneau défoncé du capitalisme¹ ».

Ici il n'est pas inutile de répéter cette précision : le « tonneau » n'a pas été défoncé, contrairement à ce que l'on croit souvent, par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière ; le fascisme n'est pas la « réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat », mais bien plutôt « l'expression de la décadence de l'économie capitaliste² ». Le tonneau s'est défoncé lui-même.

Le fascisme est un réflexe de défense de la bourgeoisie, sans doute, mais de défense contre la désagrégation de son propre régime beaucoup plus que contre une attaque prolétarienne, à peu près inexistante. La classe ouvrière,

1. Article de Karl Radek, cité par *Lu*, 12 mars 1933.

2. Clara Zetkin, rapport à la session du Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste, Moscou, juin 1923.

en effet, à l'heure de la décomposition de l'économie capitaliste, n'a pas su, paralysée par ses organisations et par ses chefs, conquérir le pouvoir, afin de substituer le socialisme à un régime économique dont ses défenseurs mêmes admettent qu'il a du plomb dans l'aile.

Sur la nature de cette crise, le fascisme, en effet, ne se fait aucune illusion. « La crise, avoue Mussolini, a pénétré si profondément dans le système qu'elle est devenue une crise de système. Ce n'est plus un *trauma*, c'est une maladie constitutionnelle¹. » Bien qu'il promette démagogiquement la résorption du chômage, la reprise des affaires, le fascisme est, en fait, moins ambitieux. Il s'efforce seulement d'enrayer, par des moyens artificiels, la chute des profits d'un capitalisme privé devenu parasitaire ; il n'a pas, malgré sa verbeuse démagogie, de grands desseins ; il vit à la petite semaine ; il ne vise qu'à renflouer – grâce aux réductions de salaires, aux commandes et aux subventions de l'État, à la mainmise de l'État sur la petite épargne et à l'autarcie – une poignée de magnats monopolisateurs, de grands propriétaires fonciers. Et pour prolonger le règne de cette oligarchie, au prix d'une limitation de la libre entreprise, il accélère la ruine de toutes les couches de la population : salariés, consommateurs, épargnants, paysans-travailleurs, artisans et jusqu'aux industriels produisant des biens de consommation.

Les gens naïfs qui, hors d'Italie et d'Allemagne, sont tombés dans le piège de la démagogie fasciste et nous ont présenté le fascisme ou le national-socialisme comme une sorte de « révolution anticapitaliste », auraient dû méditer la lettre suivante d'un ouvrier, publiée, si extraordinaire que cela puisse paraître, par le *Völkischer Beobachter*,

1. Mussolini, discours du 14 novembre 1933.

quotidien du parti nazi : « Personne au courant des questions économiques ne croira que le système capitaliste a disparu. Il est vrai que les méthodes de financement public ont pris un caractère différent – un caractère de coercition. Mais le capital, ou tout au moins ce que l'on comprend généralement par ce mot, n'a jamais été aussi puissant et privilégié qu'à présent [...]. L'économie accumule d'énormes profits et réserves; les travailleurs sont invités à attendre [...]. Les gros font des bénéfices, les petits reçoivent des traites sur l'avenir. Si ce n'est pas là du capitalisme dans le sens exact du terme, je voudrais bien savoir ce que capitalisme signifie. Un groupe réalise d'énormes profits aux dépens du reste de la population. C'est ce qu'on est accoutumé d'appeler exploitation capitaliste¹. » Un autre correspondant écrit au même journal :

« Ce n'est pas du national-socialisme; c'est tout simplement du capitalisme. » Et l'organe officiel du parti nazi répond cyniquement que, si le gouvernement s'était avisé de répartir entre les travailleurs les deux milliards et quelque de profits accrus du grand capital, il se serait mis « en opposition flagrante avec l'économie » [c'est-à-dire le grand capital]².

Économiquement, le fascisme n'a donc rien de « progressif ». Il ne « dépasse » pas le capitalisme; il est, au contraire, une forme de ce que Lénine appelait le capitalisme déperissant³. Cette période de décomposition du système capitaliste, qui « traîne en longueur⁴ », le fascisme la fait durer par tous les moyens; il entretient l'abcès au

1. *Völkischer Beobachter*, 7 juin 1936.

2. *Ibid.*, 13 juin 1936.

3. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916 :

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimper/vlimp0.htm>

4. TROTSKI Léon, *La IV^e Internationale et l'URSS*, 1933. (Cette brochure a été reprise dans TROTSKI Léon, *La Nature de l'URSS*, François Maspero, 1974 [NDE].)

lieu de l'ouvrir d'un coup de bistouri. Loin de conduire au socialisme, c'est-à-dire à la collectivisation des moyens de production et à l'autogestion, il consacre tous ses efforts et toutes ses ressources à contrecarrer le mouvement qui, à la faveur de la crise, tend à faire passer toute l'économie privée entre les mains de l'État. Il pousse à son plus haut degré le conflit entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production : alors qu'il lui serait possible de socialiser sans coup férir des secteurs entiers de l'économie, il respecte et renfloue, le plus qu'il peut, le capitalisme privé. Il ne conduit pas, même par une voie détournée, au socialisme. Il est l'obstacle suprême au socialisme.

4. SUR LE PLAN INTERNATIONAL, IL NE FAIT QU'AGGRAVER LES ANTAGONISMES IMPÉRIALISTES ET HÂTER L'HEURE DE LA « CHUTE DANS LA BARBARIE »

Par ailleurs, le fascisme ne fait, sur le plan international, qu'aggraver la tendance de l'ensemble du système capitaliste au repliement national, à l'autarcie. En arrachant l'économie à la division internationale du travail, en adaptant les forces productives « au lit de Procuste de l'État national », il introduit « le chaos dans les relations mondiales ». Il crée pour le travail futur de planification socialiste « de colossales difficultés supplémentaires¹ ».

En même temps, le fascisme porte à leur plus haut degré de tension les contradictions résultant de l'inégal développement du système capitaliste et hâte ainsi l'heure d'un nouveau partage du monde par la force des armes, l'heure de cette « chute dans la barbarie » que Rosa Luxemburg

1. *Ibid.*

prévoyait pour le cas où le prolétariat tarderait à remplir son devoir de classe et à édifier le socialisme¹.

Toutefois, il n'est pas exact de dire que *le fascisme, c'est la guerre*. Le bolchevik Bela Kun dénonçait, il n'y a pas si longtemps, ce mensonge intéressé : « Le mot d'ordre que le fascisme, qui est une des formes politiques de la domination bourgeoise, est la guerre, n'a pas d'autre but que de dégager une fois pour toutes de toute responsabilité un des groupes de puissances impérialistes qui masquent leurs préparatifs de guerre sous des apparences démocratiques et des phrases pacifistes. Le vieux mot d'ordre de l'antimilitarisme marxiste, celui de la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste, était conçu autrement : *Le capitalisme, c'est la guerre*². »

5. LE FASCISME EST UN PHÉNOMÈNE NON PAS LOCAL, MAIS DE CARACTÈRE UNIVERSEL

Une dernière illusion serait à dissiper, si le triomphe du national-socialisme en Allemagne ne lui avait porté le coup de grâce : l'illusion que le fascisme serait un phénomène local, un phénomène « spécifiquement italien » ou « particulier aux pays retardataires à prédominance agricole », contre lequel les grandes nations industrielles, les « grandes démocraties occidentales », se trouveraient prémunies.

Le temps n'est plus où l'Italien Don Sturzo pouvait écrire « qu'en Angleterre, en France, en Allemagne existe une classe politique résistante et à la hauteur de la tâche » et qu'on n'assisterait « sans doute jamais à une

1. Rosa Luxemburg, *Discours sur le programme*, 1918 (ce texte figure en annexe du livre d'André et Dori Prudhommeaux, *Spartacus et la Commune de Berlin*, Spartacus, 1977 [NDE]).

2. KUN Bela, *Internationale communiste*, 15 août 1933.

marche sur Londres, sur Paris ou sur Berlin¹ », et où Nitti affirmait sérieusement : « Toute entreprise fasciste, dans les pays qui ont atteint un degré élevé de civilisation économique, ne pourrait être qu'une vaine expérience [...]. En Allemagne, les partis démocratiques et la république se sont solidement affermis². »

Le temps n'est plus où les sociaux-démocrates allemands pouvaient écrire : « Le fascisme, dans sa forme italienne, correspond aux circonstances italiennes. La force organisatrice et la plus haute éducation politique de la classe ouvrière allemande, ainsi que la faiblesse relative des masses non prolétariennes en Allemagne, par comparaison avec l'Italie, rendent impossible chez nous un écrasement aussi brutal de la démocratie³. » Et le bolchevik Martynov : « Le fascisme de type pur sera notre principal ennemi seulement dans les pays arriérés et à moitié agricoles⁴. »

En Italie comme en Allemagne, le fascisme a été bien plutôt le produit spécifique du capitalisme le plus évolué, de l'industrie lourde monopolisatrice. Cependant, dans ces deux pays, certaines causes particulières en ont hâté le développement; en particulier le fait que l'Italie et l'Allemagne se sont trouvées, au lendemain de la guerre, dans la position de nations « prolétaires » en face des nations nanties. Il en est résulté : d'une part, qu'elles ont dû se débattre dans des difficultés économiques aiguës bien avant les puissances industrielles plus favorisées; d'autre part, que, dans ces pays, il a été particulièrement aisé de greffer l'idée nationale sur l'idée sociale et de fanatiser ainsi les masses populaires.

1. DON STURZO Luigi, *L'Italie et le fascisme*, op. cit.

2. NITTI Francesco S., *Bolchevisme, fascisme et démocratie*, Éditions du progrès civique, 1926.

3. Article de Decker dans *Gesellschaft*, organe théorique de la social-démocratie, 1929, II.

4. Alexandre Martynov, au X^e plénum de l'Internationale communiste, juillet 1929.

Il n'est pas absolument exclu que les mêmes causes profondes qui ont poussé les magnats italiens et allemands à financer les bandes fascistes, puis à porter au pouvoir le fascisme, reproduisent ailleurs les mêmes effets. Ça et là dans le monde, les trusts confient à l'État renforcé – sinon à l'« État fort » – le soin de restaurer leurs profits. On assiste à l'effritement progressif des institutions « démocratiques », à la prolifération d'un fascisme larvé.

Quant à une dictature fasciste ouverte, la bourgeoisie, instruite par les précédents de l'Italie et de l'Allemagne, hésite à y recourir. Mais peut-on affirmer qu'elle y ait définitivement renoncé ?

6. FASCISME OU SOCIALISME

De toute façon, la leçon des drames italien et allemand est que le fascisme n'a aucun caractère de fatalité. Le socialisme eût pu et dû l'exorciser s'il s'était arraché à son état de paralysie et d'impuissance ; s'il avait gagné de vitesse son adversaire ; s'il avait conquis, ou pour le moins neutralisé, avant lui, les classes moyennes paupérisées ; s'il s'était emparé, avant le fascisme, du pouvoir – non pour prolonger tant bien que mal le système capitaliste (comme l'ont fait trop de gouvernements portés au pouvoir par la classe ouvrière), mais pour mettre hors d'état de nuire les bailleurs de fonds du fascisme (magnats de l'industrie lourde et grands propriétaires fonciers) : en un mot, s'il avait procédé à la socialisation des industries clés et à la confiscation des grands domaines. En conclusion, l'antifascisme est illusoire et fragile, qui se borne à la défensive et ne vise pas à abattre le capitalisme lui-même.

Mais telle n'est pas l'optique des « fronts populaires ». Leurs bonimenteurs se cramponnent à la planche

pourrie de la démocratie bourgeoise et font risette aux groupes capitalistes les « moins réactionnaires », pour se préserver des « plus réactionnaires ». Ils attendent leur salut d'un Giolitti ou d'un Brüning qui, finalement, les livrera, pieds et poings liés, à un Mussolini ou à un Hitler. S'ils ont le goût du suicide, c'est leur affaire.

Entre fascisme et socialisme, les autres, ceux qui veulent vivre, ont fait leur choix.

« Je dis que la dictature peut nous tomber dessus par des voies auxquelles nous ne nous attendons pas. »
*Tom Girdler de la Republic Steel Corp.,
 s'adressant à l'Illinois Manufacturers Association en décembre 1937.*

I

Les Américains ont tendance à considérer le fascisme comme une névrose collective qui s'empare mystérieusement de peuples entiers. De ce point de vue, Italiens et Allemands sont possédés par le Diable et, à l'instar des pourceaux de Gadara¹, dévalent la pente avant d'aller se noyer dans la mer. Cette approche moralisatrice s'est trouvée renforcée par les atrocités antijuives commises récemment en Allemagne. Toutes les tendances de l'opinion publique américaine depuis John L. Lewis² et William Green³ en passant par The Nation⁴, le parti communiste et Franklin D. Roosevelt jusqu'à l'évêque Manning et les présidents de Yale, Harvard et Princeton ont poussé un même cri d'indignation : comment de telles choses peuvent-elles exister dans un monde civilisé ? Bien entendu, ainsi que la

1. Dans les Évangiles, Jésus délivre un (ou deux) homme(s) possédé(s) par des démons ; ces derniers se réfugient dans le corps de pourceaux qui vont se jeter dans le lac de Tibériade [NDE].

2. Syndicaliste, président de l'United Mines Workers, John L. Lewis (1880-1969) rompt avec l'American Federation of Labor (AFL) pour fonder le Committee for Industrial Organization en 1935, bientôt rebaptisé en Congress of Industrial Organizations (CIO). Il en sera le président de 1938 à 1940 [NDE].

3. Mineur, engagé dans le syndicalisme de l'AFL, William Green (1873-1952) en devient le trésorier adjoint en 1916 et le président en 1924, et ce jusqu'à sa mort [NDE].

4. Grand hebdomadaire américain de gauche fondé en 1865 [NDE].

presse nazie n'a pas manqué de le souligner, il y a une bonne part d'hypocrisie dans de telles dénonciations. Autant que je sache, les huit millions de métayers noirs et blancs de nos États du Sud continuent de vivre dans des conditions inhumaines. Je n'ai pas non plus entendu dire que les 30 millions de chômeurs américains vivant de l'aide sociale sont sortis du marasme du chômage. Les pogromes sont odieux, certes, mais de nombreux aspects de la vie américaine le sont également, et notre presse et nos politiciens les considèrent pourtant comme allant de soi. Si le fascisme allemand n'est pas le frère jumeau du capitalisme américain, il en est néanmoins le frère aîné.

L'analyse du fascisme proposée actuellement par les libéraux réformistes et leurs nouveaux amis du parti communiste n'est pas seulement hypocrite, elle est dangereusement erronée en une époque où l'erreur n'est pas permise. Si on considère le fascisme comme une folie collective spécifique à certaines nations perverses étrangères il est impossible d'expliquer comment il naît, comment il peut être combattu ou comment l'identifier chez nous où il ne porte pas encore de chemises brunes. Considéré du point de vue de la société en général, et de celui des travailleurs en particulier, le fascisme semble incontestablement être une folie. Mais, et c'est ce qu'oublient les libéraux, du point de vue des classes dirigeantes le fascisme est au contraire quelque chose de tout à fait sensé. (Il est vrai que les capitalistes doivent renoncer à pas mal de choses sous un régime fasciste, mais la question se pose : quel autre système politique pourrait leur permettre de perdre moins ?)

Les libéraux oublient aussi que le succès du fascisme résulte de l'interaction, complexe certes mais nullement mystérieuse, d'intérêts économiques et d'intérêts de classe très concrets. Comme ils ne reconnaissent pas l'existence de la lutte de classes, ces messieurs ne peuvent analyser le fascisme en termes de classe et doivent avoir recours au concept quasi mystique de «peuple», considéré

comme un tout uni confronté à une petite clique de scélérats fascistes. Dans son École des dictateurs, Silone écrit : « Vous savez que beaucoup de gens soutiennent que Hitler et Mussolini, par exemple, sont fous, cliniquement fous. C'est quelque chose que les gens normaux, ordinaires et honnêtes peuvent facilement admettre. [...] Mais si les politiciens démocrates et les socialistes pensent la même chose, cela prouve qu'ils ne sont eux-mêmes que des amateurs égarés sur la scène politique. »

Car si Hitler est « fou » (The Nation) ou « paranoïaque » (New Republic), et si Italiens et Allemands souffrent de « folie collective », alors les nations « saines d'esprit » n'ont plus qu'à tenter de contenir ces dangereux maniaques par la force ; si, comme John Strachey¹ l'écrivait récemment, le fascisme est la grande hérésie du XX^e siècle, alors nous ne pouvons que prêcher une croisade des Albigeois contre ces hérétiques, ce que fait justement M. Strachey. Outre qu'une guerre contre le fascisme européen tant que nous sommes en régime capitaliste ne pourrait être menée qu'en introduisant le fascisme chez nous, cette manière de voir est une dangereuse erreur. Plus les masses américaines seront induites à considérer le fascisme comme un phénomène monstrueux et inconcevable – à y voir un autre de ces « ismes » spécifiques aux nations européennes, « la folie des hommes en chemise de nuit » pour citer le secrétaire d'État Ickes² –, plus il sera difficile d'empêcher le développement du fascisme américain. En effet nos fascistes s'abstiennent non seulement pour le moment de porter la chemise brune, mais ils se disent « antifascistes » aussi bien qu'« anticomunistes » et se rassemblent sous la bannière de la « liberté » et de la « démocratie ». En insistant sur les manifestations secondaires du

1. Écrivain et homme politique britannique, John Strachey adhère en 1923 à l'Independent Labour Party et est élu au Parlement en 1929. En 1936, il est l'un des fondateurs du Left Book Club [NDE].

2. Homme politique américain, Harold L. Ickes (1874-1952) fait partie du cabinet du président Roosevelt comme *secretary of the interior* de 1933 à 1945 [NDE].

fascisme européen comme la persécution des Juifs ou l'incinération des livres sans en indiquer les racines sociales on crée l'impression fausse que ces manifestations sont sans précédent dans l'histoire des « nations civilisées ». On détourne ainsi l'énergie de la classe ouvrière américaine et de ses partisans libéraux au profit d'une lutte contre le fascisme outre-Atlantique pendant qu'on laisse bien tranquillement notre propre classe dirigeante au pouvoir en lui laissant la possibilité d'introduire le fascisme chez nous au moment qu'elle jugera propice.

La logique de cette croisade n'exige-t-elle pas en effet que notre bourgeoisie qui, autant qu'on sache, détient toujours les moyens de produire dans le cadre d'une économie de guerre soit non seulement ménagée mais aussi qu'elle prenne la tête des croisés de la démocratie? La réconciliation actuelle du grand capital avec la Maison Blanche repose avant tout sur la politique étrangère agressive de notre gouvernement et son vaste programme d'armement. Si le grand capital allemand est le frère de classe du nôtre, il en est aussi le concurrent sur les marchés mondiaux.

Il me semble que la grande valeur du livre de Guérin pour le public américain est de ramener la discussion du royaume nébuleux des états psychologiques anormaux et des catégories morales sur le terrain plus ferme de l'analyse socio-économique. Guérin tente d'expliquer le fascisme en termes marxistes, c'est-à-dire sur le plan d'une lutte pour le pouvoir politique entre diverses classes sociales dont chacune a ses intérêts économiques concrets propres. Grâce à l'étude détaillée d'une documentation abondante – aucun autre livre sur le fascisme, je crois, n'a réuni autant d'informations et de manière aussi systématique –, Guérin peut démontrer que le fascisme sert en réalité les intérêts de la grande bourgeoisie alors qu'une grande partie de la classe moyenne y adhère parce qu'elle croit, à tort, qu'il servira ses intérêts. On peut réfuter cette interprétation mais

elle a du moins l'avantage sur la thèse de la « folie collective » de pouvoir être discutée de manière rationnelle.

Mais quelle est, pour les antifascistes américains, l'utilité d'un livre qui se limite à l'étude comparée du fascisme en Italie et en Allemagne ? Je pense que de la même manière que Guérin montre que Hitler a accédé au pouvoir par la même voie qu'avait suivie avant lui Mussolini, renversant les mêmes obstacles en utilisant la même stratégie, son livre peut apprendre pas mal de choses aux lecteurs américains sur le développement probable du fascisme dans notre pays. Selon Hitler, « le fascisme n'est pas un article d'exportation ». Il n'a en effet pas besoin de franchir les frontières : ses germes sont présents dans toute économie capitaliste. Que ce germe se développe ou non dépend de l'action réciproque des facteurs analysés par Guérin. Je pourrais ajouter que la justesse de son analyse est remarquablement soulignée par la débâcle récente du Front populaire en France et l'actuelle tendance de ce pays à glisser vers le fascisme. La France est la scène sur laquelle se joue présentement la répétition générale, si l'on peut dire, de notre probable avenir politique. Aujourd'hui, en France, chacun peut observer clairement ce que, chez nous, la plupart des gens se refusent encore à admettre : le fascisme ne peut être combattu par le compromis, la concession ou l'équivoque réformiste, mais seulement par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Telle est la conclusion essentielle qu'il faut tirer du livre de Guérin.

Cela vaut la peine, je crois, d'indiquer sommairement le parallélisme – ou l'absence de parallélisme – entre les principaux points de l'analyse de Guérin et notre propre expérience. Nos mouvements fascistes restant encore, heureusement, sous une forme embryonnaire, l'analogie doit se limiter à la première partie de Fascisme et grand capital. Mais je voudrais insister ici sur un point : Guérin démontre, en particulier dans le chapitre extrêmement intéressant intitulé « Grandeur et décadence

des plébéiens », que la lutte de classes existe aussi bien après qu'avant la prise du pouvoir par le fascisme. On surestime le plus souvent l'unité totalitaire de l'État fasciste. Mais puisque le fascisme se contente de supprimer, sans les résoudre, les contradictions du capitalisme, la lutte de classes se poursuit aussi violemment que jamais sous la surface gelée du fascisme. L'énorme pression de l'État totalitaire écrase et déforme ces conflits de classes jusqu'à les rendre parfois méconnaissables, mais ils n'en persistent pas moins. Et c'est dans cette persistance que réside le principal espoir pour la civilisation occidentale.

Guérin commence par expliquer qu'en Italie et en Allemagne le fascisme a été très largement financé par l'industrie lourde – le fer, l'acier, les mines – et ses banquiers. L'industrie légère, qui fabrique essentiellement des produits de consommation – textiles, confection, etc. –, y a pour sa part jouée un jeu plus réformiste et s'est, jusqu'à un certain point, opposée au fascisme. Si les barons de l'industrie lourde doivent écraser les syndicats ouvriers et étendre leur emprise dictatoriale sur l'ensemble de l'économie nationale, les patrons de l'industrie légère peuvent se permettre une collaboration de classes et auraient donc davantage tendance à apprivoiser les syndicats qu'à les détruire. Cette différence de stratégies politiques peut s'expliquer par leurs racines économiques respectives. Le capital investi dans l'industrie lourde est d'une « composition supérieure » à celle du capital investi dans l'industrie légère – c'est-à-dire qu'il est davantage investi dans la construction de grandes usines coûteuses que dans les salaires. L'industrie lourde supporte donc un fardeau écrasant de charges capitalistiques fixes (intérêts, dépréciation, entretien de l'usine) qui ne peuvent être réduites quand la production s'effondre. C'est pourquoi les salaires – principal poste flexible parmi les charges inhérentes à l'industrie lourde – doivent être réduits à la portion congrue

en période de dépression économique. L'industrie légère, dont les charges capitalistiques incompressibles sont comparativement moindres, n'est pas tenue d'exercer un contrôle aussi strict sur sa main-d'œuvre et peut donc se permettre de mener une politique plus conciliante. On peut également expliquer ce penchant pour une attitude politique réformiste par sa plus grande dépendance directe vis-à-vis du pouvoir d'achat des masses.

Ce genre de considérations générales vaut aussi pour ce pays. Les plus implacables ennemis du New Deal furent les dirigeants de l'industrie lourde : les DuPont (chimie), Weir et Girdler (sidérurgie), Mellon (pétrole et aluminium) ainsi que les banques de Wall Street qui financent ces entreprises. La National Steel Corporation de Weir a été le fer de lance du combat juridique contre la loi Wagner¹, et la Republic Steel Corporation de Girdler s'est livrée à une lutte extra-juridique des plus brutales contre les politiques sociales du New Deal.

Dans son America's Sixty Families, Ferdinand Lundberg propose une analyse proche de celle de Guérin. « Par essence, écrit-il, le New Deal représente une faction des membres de la haute finance – les dirigeants de l'industrie légère – engagée dans une lutte politique sans merci contre une autre faction – les dirigeants des industries de biens de production. [...]

Dès le départ, le New Deal a été soutenu par de riches individus dont les revenus proviennent essentiellement de l'exploitation directe du marché de la distribution – propriétaires de grands magasins, dirigeants de l'industrie du textile, industriels du tabac. [...] Comme la mission du New Deal était de rétablir la prospérité de cette coalition de capitalistes en restaurant le pouvoir d'achat du peuple, il a réussi à obtenir le soutien des

1. Le National Labor Relations Act (ou Wagner Act) est adopté en 1935 sur proposition du sénateur démocrate Robert F. Wagner afin de défendre les droits syndicaux d'une grande partie des salariés du secteur privé. La plupart de ces dispositions ont été annulées en 1947 par les républicains avec la loi Taft-Hartley [NDB].

syndicats ouvriers et paysans. [...] Bien sûr, les grandes banques et les industries lourdes ne souhaitent pas la disparition pure et simple du pouvoir d'achat du peuple, même si, a posteriori, on pourrait penser que ce fut pourtant le cas. Ils se contentaient de vouloir le relancer sur la base de prix plus bas tout en contrôlant l'ensemble de l'activité industrielle. Les commerçants et les producteurs de biens de consommation, voyant ainsi se profiler à l'horizon leur quasi-disparition dans la mesure où leur indépendance était en péril, profitèrent rapidement de l'impopularité de Hoover pour mettre en place le New Deal. [...] Il est d'ailleurs intéressant de constater que toutes les soi-disant réformes économiques du New Deal se sont faites aux dépens des grandes banques et des secteurs de l'industrie lourde. »

Il ne s'agit certes pas de prétendre que le « grand capital » – terme utilisé dans ce livre comme un quasi-synonyme de l'« industrie lourde » et des banques avec lesquelles il est lié – ne pratiquerait jamais la collaboration de classes. Dans certaines circonstances il lui arrive de travailler pacifiquement avec les syndicats et de coopérer avec un gouvernement réformiste. Dans les années 1920, le grand capital allemand s'est assez bien accommodé de la social-démocratie car, comme l'explique Guérin, il était engagé « dans une gigantesque entreprise de réorganisation industrielle avec l'aide de capitaux étrangers » (chap. 1). Chez nous aussi, l'United States Steel Corporation coopère depuis deux ans avec les administrateurs du New Deal et le Congress of Industrial Organizations (CIO). Mais c'est qu'il s'agit ici aussi d'un grand programme de rationalisation qui concerne les gigantesques mais vieillissantes usines de l'industrie. L'issue de ce processus n'est pas encore connue. On peut se risquer néanmoins à présumer qu'à l'instar des industries sidérurgique et minière allemandes la Steel Corporation se retrouvera bientôt à la tête d'un magnifique et impressionnant outil de production extrêmement efficace, certes, mais sans aucun marché pour écouler

ses produits. Pourquoi nous attendrions-nous alors à ce que ses dirigeants n'agissent pas, le moment venu, comme leurs collègues allemands ? Myron Taylor, qui était encore récemment président directeur général de la Steel Corporation, avait accroché l'une à côté de l'autre au mur de son bureau les photos dédicacées de Franklin D. Roosevelt et... de Benito Mussolini.

2

« Les magnats capitalistes, écrit Guérin, n'auraient jamais pu, malgré tout leur or, les "dresser sur leurs jambes" si elles n'avaient été, au préalable, dans un état d'instabilité ou de mécontentement les prédisposant à être conquises » (chap. 2). La synthèse fasciste présente trois éléments : 1) les subsides du grand capital, 2) la situation économique intolérable dans laquelle se trouvent de larges strates de la classe moyenne et 3) une mystique politique grâce à laquelle de talentueux démagogues réussissent à convaincre ces mêmes classes moyennes, appauvries et démoralisées, de soutenir la politique de leur principal oppresseur, la grande bourgeoisie. La double nature du fascisme qui se trouve être à la fois une conspiration ourdie par le grand capital et un mouvement de masse spontané rend ce phénomène politique particulièrement difficile à interpréter. Certains libéraux exagèrent son caractère populaire de masse qui les fait placer Hitler aux côtés de Lénine en tant que révolutionnaires. À l'autre extrémité, les staliniens, pour des raisons politiques qui leur sont propres, dénie toute base populaire au fascisme et proclament qu'il s'agit tout bonnement d'une conspiration ploutocratique. Guérin, lui, ne néglige aucun de ces éléments. La démagogie et le mysticisme, comme l'argent, sont nécessaires au triomphe du fascisme. Le mysticisme est « le ciment » (chap. 3) qui unit les groupes sociaux hétérogènes et souvent en conflit qui suivent le chef tandis que la démagogie

doit convaincre ces troupes qu'elles progressent dans une voie bien différente de celle qui leur a été réellement toute tracée.

Guérin décrit la mystique fasciste, en Italie et en Allemagne, comme la fusion de deux cultes quasi-religieux : le culte du chef et le culte de la patrie. Dans ce pays, jusqu'à présent, la situation est très différente. L'exaltation religieuse dont jouissent Hitler et Mussolini est chez nous réservée à des sauveurs du type Father Divine et Aimee Semple McPherson¹. Certes, cela prouve que les masses américaines sont elles aussi capables de ce type d'exaltation, et il est fort probable qu'en cas de grave crise économique un leader politique pourrait s'avérer capable de mettre à profit ce penchant. Mais, jusqu'à présent du moins, nos leaders proto-fascistes n'ont pas prétendu être des hommes providentiels. Ils insistent au contraire sur le fait qu'ils sont des « petits gars normaux » : simples, ordinaires, bruts de décoffrage, toujours en bras de chemises, issus de la base, des Américains tout aussi ignares que tant d'autres types sans prétentions. Les Américains font preuve généralement d'un tempérament relativement rude, d'un scepticisme pragmatique qui rendrait difficile pour un führer de s'entourer des onctions surnaturelles requises. En outre, trois générations après la fin de la Frontière, la tradition démocratique reste puissante même si elle s'estompe progressivement. Huey Long² prêchait la religion de l'homme du commun et non celle de l'homme providentiel³.

1. Father Divine (1880?-1965) est un leader spirituel afro-américain ; la prédicatrice Aimee Semple McPherson (1890-1944) annonce les excentricités et les méthodes commerciales des télévangélistes modernes [NDE].

2. Homme politique américain, Huey P. Long (1893-1935) est élu gouverneur démocrate de Louisiane en 1928, mais transforme « un populisme de gauche en une politique de droite ». Il est souvent considéré comme une des principales figures du fascisme dans les années 1930 outre-Atlantique. Lire PORTIS LARRY, *Histoire du fascisme aux États-Unis*, Éditions CNT-RP, 2008, p. 141-143. [NDE]

3. Cette croyance quasi mystique dans la dignité de l'homme du commun, qu'exploite et pervertit Long comme le démagogue fasciste exploite et pervertit toujours les véritables sentiments nationaux, est profondément enracinée dans

Le culte de la patrie, l'autre mystique essentielle du fascisme évoquée par Guérin, n'est pas davantage susceptible de se développer dans ce pays à la manière dont il l'a fait à l'étranger. La grande diversité des nationalités présentes sur notre sol, notre isolement géographique, notre relative prospérité et notre mode de vie plus élevé n'ont pas permis, jusqu'à présent, d'engendrer un sentiment nationaliste de type extrémiste. Certes, nos aspirants fùhrers évoquent souvent l'« américanisme » et qualifient tout ce qui est européen d'« étranger ». Les affiches « Votez américain », dont les républicains ont recouvert le nord de l'État de New York lors des élections de cet automne, rappellent le mouvement « Know-Nothing¹ » du siècle dernier, dont le slogan était « Les Américains pour diriger l'Amérique ! » Pourtant, le venin du nationalisme américain ne cible pas les nations étrangères. Il est spécifiquement dirigé contre New York, considérée généralement et à juste titre comme un avant-poste de l'Europe sur ce continent. D'ailleurs, même dans ce cas, la vraie question n'est pas celle du nationalisme. Le caractère « étranger » de la culture new-yorkaise est simplement utilisé par les fùhrers ploucs comme par leurs prédécesseurs populistes afin d'aviver l'antagonisme fondamental : le ressentiment que les périphéries provinciales ont toujours éprouvé contre « Wall Street ». La tension n'oppose donc pas cette nation aux autres nations, mais plutôt la ville – et New York en particulier – au reste du pays :

la conscience collective américaine. Le slogan de Long : « Tout homme est un roi ! » fut lancé en premier par le « Grand Homme du commun » que fut William Jennings Bryan. On en trouve l'écho dans un passage de *Many Marriages* de Sherwood Anderson, un roman dont la mystique est spécifiquement américaine : « John Webster avait une image fantaisiste de l'homme de son fantasme entrant dans une pièce. Il fermait la porte. Une rangée de bougies se trouvait sur le manteau de la cheminée. L'homme ouvrait une boîte et en sortait une couronne en argent. Puis il riait doucement et posait la couronne sur sa tête. "Je me couronne homme", disait-il » [NDA].

1. Au milieu du XIX^e siècle, ce mouvement structure, à partir de New York et Philadelphie, l'opposition des classes moyennes anglo-saxonnes protestantes à l'immigration irlandaise aux États-Unis [NDE].

les forces concentrées du capital financier considéré comme l'adversaire d'un arrière-pays moins développé et dominé, voire exploité par Wall Street. Pour l'instant, du moins, la mystique du fascisme américain se fonde davantage sur le particularisme régional que sur le nationalisme. Les démagogues tels que Long, Talmadge, Gerald Smith¹, Lemke et Coughlin² ont judicieusement exploité le populisme qui avait été en son époque un vrai mouvement de révolte des masses. Ils sont allés chercher leurs bases populaires dans la cambrousse, se présentant comme des péquenauds – qu'ils avaient d'ailleurs en effet été pour la plupart –, de simples villageois menant une croisade populaire contre l'oppression et l'immoralité de la grande ville.

Mais pour Guérin le mysticisme ne suffit pas. La démagogie – c'est-à-dire la mise en avant de programmes politiques « radicaux » que les leaders fascistes n'ont ni l'espoir ni même l'intention de réaliser – est également essentielle. « Bien qu'au service et à la solde du capitalisme, il doit – et c'est ce qui le différencie profondément des partis bourgeois traditionnels – afficher un anticapitalisme démagogique. » (chap. 4)

Il montre qu'avant leur accession au pouvoir Hitler et Mussolini évoquaient le droit de grève, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, le caractère sacré des syndicats et la nécessité d'atteindre les objectifs fondamentaux du socialisme. La propagande fasciste semblait alors souvent plus « gauchisante » que celle de leurs adversaires réformistes.

En ce domaine, encore, notre expérience présente des différences importantes. En Europe, où le socialisme s'est

1. Ecclésiastique et homme politique, Gerald L. K. Smith (1898-1976) est antisémite et membre du Ku Klux Klan. Il prend la direction du mouvement fondé par Huey Long, les clubs Share the Wealth, après la mort de ce dernier. Lire FORRIS LARRY, *Histoire du fascisme aux États-Unis*, op. cit., p. 143-144 [NDE].

2. Prêtre catholique canadien, le père Charles E. Coughlin (1891-1979) anime le mouvement populiste de droite, la National Union for Social Justice, où il véhicule une propagande antisémite durant la crise économique [NDE].

profondément enraciné dans la conscience des masses, le fascisme s'est teinté de socialisme. Les masses populaires européennes ayant longtemps, pour des raisons historiques spécifiques, envisagé un avenir dans lequel l'anarchie capitaliste finirait par céder la place à une société communautaire, Mussolini évoquait avec emphase un « État-entreprise » et Hitler proposa un programme « national-socialiste » détaillé mais totalement dénué de sens. Mais aux États-Unis la culture traditionnelle de la Frontière a toujours été dominante – une manière de penser individualiste ignorant la notion de classe et dont le mot-clef n'est pas « socialisme » mais « liberté ». Nous avons tendance à regarder en arrière avec nostalgie vers l'âge d'or d'une démocratie jeffersonienne petite-bourgeoise plutôt que vers l'avant et vers le socialisme. Ainsi, dans ce pays, le fascisme, qui par essence ne se fonde pas sur de réels principes spécifiques et revêt n'importe quel costume idéologique s'il pense qu'il sera le plus attractif en fonction du lieu et de l'heure, parle de « liberté individuelle » et part en croisade contre la « dictature » de Wall Street – et du New Deal bien entendu. (Le fossé entre la « liberté » évoquée par la Liberty League¹ et la chose réelle est bien entendu aussi grand que celui qui sépare le socialisme marxiste du national-socialisme.) Il existe une autre différence. Le fascisme européen se pare de théories fumeuses comme le racisme ou le corporatisme, et les intellectuels de ce mouvement utilisent délibérément les théories tout aussi fumeuses de Pareto, Sorel et autre Spengler. Traditionnellement, l'Américain, pragmatique et anti-intellectuel, se moque des « ismes » en tous genres et n'éprouve guère de sympathie pour les systèmes dotés

1. La Liberty League, officiellement fondée en 1934, fonctionne « comme une agence privée de propagande contre Roosevelt et le New Deal », financée par les industriels les plus puissants du pays. Ses origines « sont liées à un projet de coup d'État contre le gouvernement Roosevelt ». Lire PORTIS LARRY, *Histoire du fascisme aux États-Unis*, op. cit., p 122-127.

d'une logique cohérente émanant de « simples théoriciens ». C'est en cela que Huey Long, l'homme qu'on n'a jamais pu surprendre en train de lire, est le type même du duce américain et que sa démagogie rappelle celle du mouvement « Know-Nothing ».

Mais il s'agit là de différences uniquement formelles. Concernant le contenu, le fascisme américain ressemble au fascisme européen : sa mise au service des intérêts du grand capital se fait passer pour de l'« anticapitalisme ». Il s'agit là de l'un des apports essentiels du livre de Guérin. En période de crise et ne pouvant offrir pour toute solution que les « sempiternelles âneries », les partis conservateurs traditionnels ne parviennent plus à s'assurer le soutien conséquent des masses. Pour se rallier les classes moyennes en une telle période, le grand capital doit user d'une phraséologie radicale, voire révolutionnaire. (Guérin évoque les efforts quasi-comiques de Hitler et de Mussolini pour exagérer l'opposition gouvernementale à leurs coups d'État afin de donner à ces transactions commerciales plutôt classiques un véritable air de révolution. On pense aux pantomimes assassines du catch professionnel où l'on n'a jamais vu cependant qui que ce soit se blesser réellement.) C'est d'ailleurs cette leçon que le Parti républicain semble sur le point d'apprendre. La victoire de Roosevelt en 1932 et ses triomphes électoraux renouvelés doivent très largement au conservatisme stérile de ses adversaires. Et les victoires larges et inattendues des républicains lors des élections de cet automne dans de nombreux États sont les fruits de la ligne démagogique « gauchisante » adoptée par leur parti. Soit dit en passant, les politiciens républicains ont été plus lents à saisir ce principe élémentaire de la vie politique moderne que les hommes d'affaires qui les financent. Il y a de nombreuses années, le juge Gary de la Steel Corporation déclarait la chose suivante : « Ce pays irait bien mieux avec un homme comme Mussolini. » Tandis que

Hoover¹ et Landon² marmonnaient sans fin sur la nécessité de faire des coupes dans les aides sociales et d'équilibrer le budget, les DuPont finançaient en coulisses des projets aussi démagogiques que la conférence des « simples citoyens » de 1936.

L'anticapitalisme du fascisme européen prend la forme d'un simulacre de combat contre le capitalisme international supposé-ment juif. On appelle les classes moyennes à se dresser contre un club distant et mystérieux de banquiers internationaux œuvrant main dans la main avec le cercle tout aussi nébuleux des Sages de Sion. En Amérique, rappelons-le, le régionalisme se substitue au nationalisme. Le capitalisme financier, l'expropriateur des classes moyennes, demeure certes l'ennemi, mais il n'opère pas sur la scène internationale, mais bien à Wall Street et à Lasalle Street. On pense à l'antisémite Père Coughlin, dont la panacée inflationniste est très proche de la doctrine du « Free Silver » de Bryan et semble être également appréciée dans la région du Midwest. On pense aussi à Henry Ford et à son éternel bras de fer avec « Wall Street ». Les hommes d'affaires qui financent les leaders fascistes ne sont généralement pas eux-mêmes les dupes de la démagogie qu'ils subventionnent, mais Ford constitue un exemple curieux d'industriel qui croit réellement à ces fantasmes. C'est peut-être pour cette raison qu'il a exprimé ses penchants fascistes avec un manque d'inhibition inhabituel dans les rangs du grand capital. Il y a de cela longtemps, il avait à titre personnel établi comme l'avaient fait aussi les premiers économistes nazis une distinction entre le capital « parasitaire » (l'argent

1. Herbert Hoover (1874-1964) est président des États-Unis de 1929 à 1933. Élu dans un contexte d'optimisme économique, son mandat est marqué par la crise économique qui éclate peu après son élection. Il tente de s'y opposer sans succès et sera critiqué pour son inaction et son incompréhension de la situation [NDE].

2. Homme politique américain, Alfred Landon (1887-1987) est gouverneur républicain du Kansas de 1933 à 1937 ; il est battu par Roosevelt à l'élection présidentielle de 1936 [NDE].

placé) et le capital « productif » (l'argent investi dans la production de biens). Sa fameuse campagne antisémite est parue dans les colonnes du Dearborn Independent au début des années 1920. Et puis il y a aussi sa philosophie de type « Know-Nothing » (« L'histoire c'est de la foutaise ! » pourrait être un mot de Huey Long), sa passion pour les violoneux, les rouets et les Petites Écoles rouges de l'Amérique d'antan (symboles de cette nostalgie de la Frontière exploitée par le fascisme américain), ses troupes d'assaut chargées de briser les syndicats (le fameux Service Department de Ford qui compterait quelque 6000 membres actifs) et les preuves jamais sérieusement explorées du rôle joué par son entreprise dans l'affaire de la Black Legion. Son acceptation d'une décoration nazie, la rumeur de son soutien au fasciste du Kansas, Gerald Winrod, et son flirt avec Père Coughlin en sont les manifestations les plus récentes¹.

Il nous faut à ce moment de notre argumentation nous livrer à un aparté pour discuter les objections simplistes que certains libéraux opposent au paradoxe qui sous-tend cette analyse du fascisme. Par exemple, Stuart Chase² s'interrogeait il y a quelques années : « Comment allez-vous, dans les faits, réunir M. Morgan et le boutiquier de la Grand-Rue qui a tout perdu. Ou bien l'Aetna Life Insurance Co. et le fermier

1. L'entreprise Ford a dernièrement assumé ouvertement la direction de la faction extrême-droite et anti-New Deal du monde des affaires. L'Iron Age du 23 décembre 1937 rend compte d'un discours prononcé par le porte-parole de Ford, William J. Cameron devant la Michigan Manufacturers Association : « Je connais une entreprise qui dans l'avenir ne respectera pas la demande faite par le président des États-Unis d'accepter un compromis sur un principe. Nous avons le plus grand respect pour la fonction de président mais nous ne transigerons pas sur les principes. [...] Vous ne sauvez pas votre peau en adoptant une attitude pathétique, flagorneuse et humble à l'égard de Washington. » En avril dernier, Ford lui-même, lors d'un dîner organisé par les magnats de la presse, a fait l'un des rares discours de sa carrière. En voici les termes exacts : « Nous sommes tous à nos postes. Accrochez-vous à vos fusils. Nous tous de l'entreprise Ford nous ferons tout ce que nous pourrons pour vous aider. Je vous remercie » [NDA].

2. Économiste américain formé au MIT, Stuart Chase (1888-1985) est connu pour avoir inventé le concept de New Deal [NDE].

de l'Iowa dont les biens immobiliers ont été saisis ? Les anti-fascistes semblent pouvoir opérer ce miracle politico-chimique mais pour moi cela n'a aucun sens. »

Trotsky a parfaitement analysé ce genre de « sens commun » : « La mentalité du petit-bourgeois conservateur est d'ordre métaphysique. Ses concepts sont fixés une bonne fois pour toutes et entre les divers phénomènes elle suppose qu'il existe des fossés infranchissables. [...] Ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas, et tout le reste n'est que l'œuvre du Diable. » Que le Diable en soit responsable ou pas, le fait est que cette union du grand capital et de ses principales victimes (même si elle n'a pas de sens pour M. Chase) est avérée dans tous les mouvements fascistes. Pour l'Italie et l'Allemagne, Guérin accumule une montagne de données. En ce qui concerne ce pays, le pragmatique M. Chase sera peut-être impressionné par quelques faits sélectionnés parmi tant d'autres : 1) Cet automne, W. Lee O'Daniel, président de la si bien nommée Hillbilly Flour Co. et ex-président de la Chambre de commerce de Fort Worth, a été élu gouverneur du Texas à la suite d'un mouvement de révolte contre l'appareil démocrate conservateur. M. O'Daniel a fait campagne sur une plateforme combinant les Dix Commandements, Mother Love et la musique country. « Les gens en ont marre des politiciens », déclarait-il. 2) La croisade de Père Coughlin contre Wall Street a été partiellement financée par certains spéculateurs de Wall Street spécialisés dans l'argent (le métal) et qui portaient un intérêt tout naturel à ses doctrines monétaires. 3) La conférence des « citoyens de base » d'Atlanta, rassemblement de fermiers du Sud et d'habitants des petites villes, organisée par le gouverneur Gene (« brut de décoffrage ») Talmadge a été financée par des péquenauds aussi notoires que Pierre DuPont, John F. Raskob, Ogden Mills et divers dirigeants des General Motors, Continental Can, National Steel, Associated Gas,

Standard Oil of New-Jersey et Detroit Edison. 4) Carleton Beals¹ a révélé que Huey Long entretenait d'étroites relations officieuses avec les fameuses « entreprises inhumaines » qu'il attaquait publiquement et avec la Standard Oil de Louisiane en particulier. 5) L'automne dernier, un amendement franchement hostile au syndicalisme est venu compléter la constitution de l'Oregon. Cette loi avait été proposée par l'Associated Farmers of Oregon qui a dépensé 32 440,65 dollars pour cette campagne finalement couronnée de succès. À l'exception de 4,65 dollars, la totalité de cette somme a en fait été réglée par la Chambre commerciale de l'Oregon.

3

Guérin ne se contente pas d'analyser la formule fasciste, il la montre également en actes. Il décrit dans les détails les étapes successives qui ont permis au fascisme d'accéder au pouvoir en Italie et en Allemagne. Au début, le grand capital se contente de financer et d'employer les bandes fascistes comme simple milice antisindicaliste dont la tâche consiste essentiellement à terroriser les organisations prolétariennes. Ces bandes ont pour mission de briser les grèves, d'opérer des attaques éclair sanglantes contre les manifestations ouvrières, de frapper et d'assassiner les leaders ouvriers, de saccager les locaux des syndicats et les imprimeries des journaux de gauche. Quand la crise du capitalisme s'aggrave, le grand capital estime que cela ne suffit plus : il lance ses troupes fascistes à la conquête du pouvoir. La nature du mouvement en est radicalement changée : les escouades de gros bras font plus activement que jamais leur office, mais elles sont désormais aux ordres des démagogues qui portent le combat sur

1. Journaliste américain spécialisé dans les questions latino-américaines, Carleton Beals (1893-1979) a collaboré notamment à *The New Republic* et au magazine *Harper*. En 1935, il publie *The Story of Huey P. Long* [NDE].

la scène politique en tentant de s'assurer un soutien massif de la part des classes moyennes. Si, finalement, le fascisme s'empare du pouvoir c'est davantage par défaut que par un renversement révolutionnaire. Le prolétariat, seule force capable d'écraser le fascisme, est désarmé par ses propres leaders réformistes qui prêchent inlassablement le respect de « la loi et [de] l'ordre » et la confiance dans l'action parlementaire. Ces mêmes leaders craignent d'ailleurs presque autant une révolution ouvrière qu'un coup d'État fasciste. Quant aux hommes d'affaires réformistes – les capitalistes de l'industrie légère qui se montrent peu enthousiastes devant le triomphe du fascisme et de l'industrie lourde –, lorsqu'ils constatent que le fascisme est si puissant que seul l'usage de la force peut le contrer, ils se souviennent soudain qu'ils sont après tout mais avant tout des capitalistes et seulement accessoirement des patrons de l'industrie légère. Plutôt que de risquer une guerre civile, dont les horreurs seraient intolérables puisqu'une partie de la bourgeoisie s'opposerait à l'autre, ils préfèrent rejoindre leurs congénères de l'industrie lourde en livrant les clés de l'État au fascisme. Leurs représentants, les politiciens réformistes, n'ont alors d'autre choix que de déblayer le terrain aussi gracieusement que possible.

Le fascisme américain n'en est encore qu'à la première étape de ce processus. Les milices armées antisindicalistes à la solde du grand capital sont une des traditions américaines depuis le recours aux hommes de Pinkerton pour briser la grève des chemins de fer en 1877 jusqu'aux récentes révélations du Comité LaFollette¹. En Europe, où les syndicats et partis ouvriers étaient bien enracinés dans la société au tournant du siècle, ce genre d'armée privée était pratiquement inconnu avant leur résurrection au travers des Chemises noires. Pourtant, si briser les grèves est chez nous une

1. Présidé par le sénateur du Wisconsin Robert LaFollette (1895-1953), le Civil Liberties Committee enquête sur les moyens employés par les industriels contre les travailleurs et les organisations syndicales [NDE].

véritable profession depuis des générations, je crois qu'il est peu probable que cela continue longtemps. En quelques années seulement, nous nous sommes avancés assez loin sur la voie du réformisme, une voie que l'Europe a mis plusieurs dizaines d'années à parcourir. Le Wagner Act, les révélations de LaFollette, l'influence politique grandissante des organisations syndicales – tout cela fera réfléchir les patrons avant d'avoir recours aux vieilles stratégies grossières. Nous sommes de fait allés si loin sur la voie du réformisme qu'il semble bien que nous approchions de sa fin. Le grand capital licenciera un de ces jours ses armées privées non seulement parce qu'elles sont interdites, mais aussi, et c'est le plus important, parce qu'il les juge inadéquates. À l'époque du capitalisme relativement sain de la période précédent 1929, la lutte de classes ne devenait vraiment intense que dans certains moments cruciaux et exceptionnels : durant les grèves. Les hommes de Pinkerton¹ s'occupaient alors parfaitement de la situation. Mais dans le cadre de crise capitaliste contemporaine, la guerre de classes se mène sur un front étendu – social et politique – et la tension augmente quotidiennement. C'est pourquoi le grand capital estime qu'il doit passer de la simple bagarre de rue à la seconde étape : un combat politique pour accéder au pouvoir. En vue d'un objectif aussi élevé, les Chemises noires et les Chemises brunes (même s'il s'agissait d'une étrange mixture d'aventuriers indigents et de jeunes fanatiques) étaient certainement plus appropriées que les salariés des entreprises spécialisées dans le cassage de grèves. Ces miliciens ne sont purement et simplement que des mercenaires – voyous, gangsters, repris de justice et autres racailles du même genre qui ne considèrent leur travail que comme un type de racket plus lucratif. Impossible de se présenter sur le front politique avec un tel matériau humain.

1. Du nom de la célèbre agence de détectives privés fondée par Allan Pinkerton (1819-1884) en 1850 et qui se mit dès les années 1870 au service du patronat pour contrer le mouvement syndical [NDE].

Durant quelque temps néanmoins, le grand capital a expérimenté les milices privées. À l'occasion de la grève générale de San Francisco de 1934, et durant les grandes grèves organisées par le CIO, les patrons ont asséné leurs coups les plus rudes sans avoir recours aux professionnels mais en utilisant les amateurs du cru recrutés au sein de la petite-bourgeoisie locale. Même si ces miliciens étaient la plupart du temps rémunérés par l'entreprise dont ils défendaient les intérêts, ils n'agissaient pas essentiellement pour l'argent. Ils croyaient sincèrement défendre la maison et le foyer américains, le droit au travail et autres idéaux de la classe moyenne contre les assauts barbares des hordes « rouges » (mensonge astucieusement entretenu par une remarquable et onéreuse propagande). Mais ces amateurs ont le même fatidique défaut que les professionnels : leur objectif est trop limité. Une fois le combat physique terminé, ils se dispersent et réintègrent la communauté. Il faut donc inventer une idéologie qui puisse les maintenir solidement unis contre les prolétaires et ce même en temps de « paix ». (En effet, contrairement aux libéraux et aux réformistes, la grande bourgeoisie ne se fait pas d'illusion quant au résultat de la lutte de classes !) Un pas significatif a été fait dans ce sens à l'occasion de la grève de Little Steel. Pour briser la grève dans sa grande usine de Johnstown, en Pennsylvanie, Bethlehem Steel loua les services de la John Price Jones Corporation, entreprise rassemblant des experts new-yorkais en relations publiques et spécialisée dans la collecte de fonds destinés aux hôpitaux, aux universités et autres causes honorables – moyennant une grosse rémunération, bien entendu. Pour cette cause particulièrement honorable, M. John Price Jones prit personnellement les commandes. Il commença par constituer le traditionnel simulacre de « comité de citoyens » composé de banquiers et de commerçants locaux. Puis, doté de fonds financiers importants et habitué à agir sur une grande échelle, M. Jones s'aventura sur de nouveaux territoires. Au nom de son « comité

des citoyens de Johnstown », il acheta des pleines pages de publicité dans tous les journaux du pays pour présenter le « point de vue de Bethlehem » sur la grève et inviter tous les honorables citoyens américains à rallier sa cause. Apparemment M. Jones reçut assez de réponses pour aller plus avant et créer un « Comité national des citoyens » permanent afin d'apprendre aux syndicats à rester à leur place. Ce comité bénéficia lui aussi d'une large publicité, payée ou gratuite, dans la presse nationale. Une « convention nationale » se tint bientôt à Johnstown qui attira tous les chasseurs professionnels d'ouvriers du pays. Fort heureusement, il attira uniquement ce type de personnages et, après quelques mois de parution occasionnelle d'articles de presse, le Comité national des citoyens fut autorisé à mourir de famine financière. Cette fois-là, l'expérience fut un échec.

On comprend aisément pourquoi. L'heureuse faiblesse de ce genre de projets est qu'ils sont créés et financés par le grand capital. Il semble bien qu'il soit impossible de créer un mouvement fasciste par le haut. Pour citer Guérin : « Le fascisme ne naît pas que de la volonté et des subventions des magnats capitalistes. » (chap. 2) Les services des grandes agences de publicité et de relations publiques seront plus utiles pour accroître l'intensité d'un mouvement fasciste qui pousse spontanément sur le sol amer de l'inquiétude de la classe moyenne, mais le meilleur des conseillers en relations publiques serait incapable de créer le fascisme dans un tube à essai. Jusqu'à présent ces mouvements qui ont bénéficié de ce soutien autonome de la base tels que le Klan, la Black Legion ou les Chemises argentées ont été circonscrits aux éléments les plus rétrogrades de la classe moyenne. Père Coughlin, qui reste la figure nationale la plus redoutable en ce domaine, est néanmoins handicapé dans sa capacité d'attraction du fait qu'il appartient à un groupe religieux qui est plus souvent la victime que le fer de lance des mouvements proto-fascistes américains. Le défunt Huey Long

était sur le point d'étendre sa doctrine du type « Partageons les richesses » à toute la nation quand il fut assassiné. Entre-temps, en attendant que se lève un führer plus prometteur, le grand capital devra continuer à subventionner des cinglés locaux sans avenir comme Talmadge par exemple et à mettre sur pied ses propres organisations nationales fictives telles que la Ligue de la liberté et le Comité national des citoyens, qui périclitent faute d'enracinement social.

Jusqu'à présent donc, le grand capital s'est montré incapable de créer de toutes pièces la synthèse fasciste. La milice antisindicaliste et le programme politique n'ont pas encore été combinés de manière satisfaisante et il n'existe pas non plus aujourd'hui de base solide où pourrait s'enraciner un mouvement fasciste d'envergure nationale. L'aggravation de la crise économique pourrait faciliter la fusion de tous ces éléments. Alors, la troisième phase décrite par Guérin – la lutte à mort avec le réformisme – débutera. L'issue de cette lutte dépendra de la capacité des masses à se libérer totalement de l'influence de leurs dirigeants réformistes actuels et à construire un mouvement militant de résistance. On ne peut prédire aujourd'hui la manière dont tourneront les événements, mais en revanche il n'est pas difficile de prévoir que les politiciens réformistes et les bureaucrates syndicalistes affronteront la tentative fasciste d'accession au pouvoir à peu près de la même manière que leurs collègues italiens et allemands.

Sans pousser trop loin l'analogie et simplement à titre de simple esquisse de la similitude des expériences européennes et américaines il peut être intéressant de comparer la lutte des travailleurs italiens entre 1920 et 1924 avec le déroulement des grèves organisées par le CIO dans l'industrie du pneumatique, de l'automobile et de l'acier en 1936 et 1937. On peut distinguer certaines étapes typiques du développement des luttes ouvrières.

1) *Les travailleurs de la base prennent spontanément l'initiative et, sans l'accord préalable de la bureaucratie syndicaliste, ils élaborent des stratégies militantes originales¹. Ces stratégies ouvrières sont efficaces parce qu'elles ne sont pas inhibées par le respect pour « la loi et l'ordre » bourgeois. La grève se déroule au cœur même des rapports de propriété capitalistes.*

En Italie : les travailleurs de l'industrie métallurgique répliquèrent en 1920 à la menace d'une grève patronale en occupant les usines. Le mouvement s'est rapidement répandu dans toutes les industries du nord de l'Italie. Les travailleurs ne se contentaient pas d'occuper les usines, ils instauraient aussi leurs propres groupes armés pour se défendre et même, dans de nombreux cas, pour faire tourner les usines

1. Par souci de simplicité – puisque cette analyse est délibérément schématique –, je n'ai pas pris ici en compte le rôle joué par les éléments politiquement conscients et de gauche parmi les travailleurs. Cela déforme moins la vision générale qu'on pourrait le supposer puisque la fonction la plus utile de ce genre de prise de responsabilité est de diriger et renforcer les tendances militantes déjà exprimées spontanément par les travailleurs. Dans le fascicule de Rosa Luxemburg, *La Grève de masse*, qui traite de la grande vague de grèves qui aboutit à la révolution russe de 1905, les limites dans lesquelles la direction doit travailler dans le cadre de tels mouvements sont parfaitement définies : « Il est clair que la grève de masse ne peut être appelée à volonté même si la décision de la faire peut venir du plus haut comité du plus important parti social-démocrate. [...] Une grève de masse née de la pure discipline et de l'enthousiasme jouera, au mieux, le rôle d'un épisode, d'un symptôme de l'humeur combative de la classe ouvrière sur laquelle, pendant, les conditions d'une période pacifique se réfléchissent. Bien sûr, même durant la révolution, les grèves de masse ne tombent pas exactement du ciel. Elles doivent être provoquées d'une manière ou d'une autre par les travailleurs eux-mêmes. La résolution et la détermination des travailleurs jouent aussi un rôle, et d'ailleurs l'initiative et la direction plus générale de la grève tombent entre les mains du noyau prolétarien le mieux organisé et le plus éclairé. [...] Mais il y a des limites assez bien définies imposées à l'initiative et à la direction politiquement consciente. Au cours de la révolution il est extrêmement difficile pour quelque organe dirigeant du mouvement prolétarien que ce soit de prévoir et de calculer quelles occasions et quels facteurs peuvent entraîner des explosions et lesquels ne le peuvent pas. Ici aussi, l'initiative et la direction ne consistent pas à émettre des directives en fonction de ses propres inclinations, mais en la plus adroite capacité d'adaptation à la situation donnée et au contact le plus étroit possible avec l'humeur des masses. L'élément de spontanéité, comme nous l'avons vu, joue un grand rôle dans toutes les grèves de masse russes sans exception soit en tant que force conductrice soit en tant qu'influence restrictive » [NDA].

— spectaculaire démonstration du fait que la bourgeoisie n'est pas aussi nécessaire qu'elle aime à se l'imaginer. Les patrons, la police et même les forces armées étatiques furent incapables d'expulser les rebelles. L'économie nationale fut paralysée. La révolution semblait alors être à l'ordre du jour.

Dans ce pays : les grèves sur le tas des ouvriers de l'entreprise de pneumatique Akron, qui débutèrent fin 1935 et constituèrent les premières grandes grèves sur le tas de ce côté-ci de l'Atlantique, furent inventées par les ouvriers de la base. Assurément la hiérarchie de l'AFL et du CIO n'avait pas eu leur mot à dire. La grève sur le tas s'avéra rapidement l'arme la plus efficace que le mouvement ouvrier eût jamais utilisée. En en usant à maintes reprises — et confortés bien sûr par les succès du mouvement du CIO —, les ouvriers du pneumatique virent passer les effectifs de leur syndicat de 3 000 membres à l'époque de la grève chez Goodyear à 75 000 en novembre 1937 sur les 125 000 ouvriers de cette industrie. La première grève sur le tas dans l'industrie automobile eut lieu en novembre 1936 et dans les six mois qui suivirent toutes les grandes entreprises du secteur à l'exception de Ford avaient signé des accords avec l'United Automobile Workers (UAW). Ces victoires ouvrières dans le pneumatique et l'automobile furent d'autant plus impressionnantes que durant des années ces deux industries avaient été les bastions de l'antisindicalisme.

2) La bureaucratie syndicale presque aussi alarmée que le patronat par ces explosions irrégulières de révolte des travailleurs de la base fait de son mieux pour reprendre le contrôle des ouvriers. Elle tente de contenir le mouvement dans le cadre du syndicalisme et de l'empêcher de se hisser au niveau de l'action proprement politique. Les travailleurs sont informés que la poursuite de la lutte de classes serait « inefficace » et « dangereuse », qu'ils obtiendraient satisfaction avec de

meilleurs accords – négociés et administrés bien entendu par la bureaucratie syndicale – et que les questions sociales plus vastes devaient être laissées aux mains des politiciens réformistes afin qu'ils s'en occupent de manière plus « appropriée ».

En Italie : lors d'une conférence réunissant le Parti socialiste et la Confédération du travail, la gestion de la grève fut confiée à la Confédération dont les dirigeants réformistes ouvrirent immédiatement des négociations avec leurs amis du ministère Giolitti. Sur la foi de fausses promesses faites par ce dernier et dûment signées, tamponnées et marquées du sceau gouvernemental, mais qui ne furent jamais honorées, les chefs de la Confédération furent en mesure d'accomplir ce que ni les patrons ni l'armée n'avaient réussi à faire : ils persuadèrent les ouvriers d'abandonner les usines. La révolution n'était plus à l'ordre du jour.

Dans ce pays : l'attitude des plus hautes instances du CIO vis-à-vis des grèves sur le tas, amicale dans les premiers temps, se refroidit très rapidement à mesure que les implications radicales du mouvement devinrent de plus en plus claires – et à mesure que l'« opinion publique » et la Maison Blanche se montrèrent de plus en plus hostiles. La direction du CIO ne négligeait pas non plus la menace pesant sur sa propre autorité – menace implicite dans la stratégie menée par la base. Pour se remettre en selle et stopper net cette course en avant, les chefs du CIO travaillèrent simultanément sur deux lignes. Sur le front syndical ils disciplinèrent les grèves « non autorisées » comme cela se pratiquait dans l'industrie automobile¹ et surtout ils

1. Ce que cela signifiait dans la pratique est illustré par le récent *pronunciamento* de Homer Martin, responsable de l'UAW. Voici ce qu'il dit tout net : « Les grèves non autorisées ne seront en aucun cas tolérées. » Il poursuit en dressant la liste des étapes nécessaires pour obtenir l'autorisation de faire grève qui sont 1) L'approbation par un vote à bulletin secret par les deux tiers des membres syndiqués locaux. 2) L'approbation de l'action par le directeur régional du syndicat. 3) La rédaction de rapports sur les revendications en question. 4) La preuve que toutes les démarches prévues par l'accord conclut entre l'entreprise et le syndicat pour la résolution des conflits ont bien été épuisées. 5) L'autorisation

s'assurèrent que la sidérurgie, prochaine grande industrie en attente d'organisation ouvrière, fût syndicalisée de manière plus respectable. Le Steel Workers Organising Committee (SWOC) fut si bien confié aux mains des responsables aussi sages que sûrs de la United Mine Workers que, jusqu'à aujourd'hui encore, pas un seul ouvrier de la sidérurgie n'a pu accéder aux plus hauts échelons du SWOC. On fit aussi savoir clairement aux employeurs que le SWOC, contrairement à l'UAW, était un syndicat « responsable » et parfaitement discipliné dont les accords étaient aussi sûrs que des obligations-or à 5%. Les dirigeants du CIO s'activèrent aussi sur le front politique. Dans ce domaine, ils découragèrent toute tentative de création d'un parti ouvrier indépendant et offrirent en bloc le vote ouvrier au New Deal. Durant toute l'année 1936, le CIO mit toute son influence grandissante au service de Roosevelt et l'organisation joua un grand rôle dans la victoire de ce dernier aux élections de cet automne. Nous verrons à présent comment Roosevelt a récompensé cette loyauté.

3) La domestication de la base coïncide de manière désastreuse avec la terrible contre-attaque menée par les employeurs. Ces gentlemen ont, comme l'indique Guérin, « senti passer le frisson de l'expropriation » (chap. 1) et ils sont bien déterminés à ne plus céder un pouce de terrain. Terrifiés, désespérés, ils mobilisent toutes leurs ressources financières, propagandistes et terroristes. Il faut souligner, à ce propos, que les magnats du grand capital ne partagent aucune des illusions réformistes de la bureaucratie syndicale et de ses alliés politiques. Fervents adeptes de la guerre de classes, ils savent que la seule réponse possible à un soulèvement prolétarien c'est de l'écraser.

écrite de faire grève signée de la main de Martin. Bref, Martin eut été plus franc s'il avait commencé son oukase en déclarant simplement : « Les grèves ne sont autorisées sous aucune conditions » [NDA].

En Italie : « Mais c'est surtout à la fin de 1920, écrit Guérin, après l'occupation des usines, que les subventions des grands industriels et des agrariens pleuvent dans ses coffres [de Mussolini]. » (chap. 1) Les ouvriers quittèrent les usines en septembre 1920. Un mois plus tard, la première action terroriste contre les ouvriers, les émeutes de Bologne, était menée par les Chemises noires.

Dans ce pays : deux exemples parmi d'autres suffiront. Premier exemple : en 1936, l'année des premières grandes grèves sur le tas, le revenu de la National Association of Manufacturers (NAM) passa de 600 000 dollars en 1935 à 1 200 000 dollars en 1936. La quasi-totalité de cette augmentation bénéficia au « Programme d'information publique » de la NAM. En 1937, ce revenu augmenta de nouveau et atteignit 1 400 000 dollars, augmentation qui servit une nouvelle fois à financer la propagande. Deuxième exemple : pendant la grande grève de Goodyear à Akron au début de l'année 1936, Pearl Bergoff, le roi des briseurs de grèves, mit sur pied pour l'industrie du pneumatique la Ligue de la loi et de l'ordre, une milice privée particulièrement impressionnante. Les ouvriers répliquèrent en organisant un piquet de grève de près de 16 kilomètres de long : le plus grand de l'histoire des grèves américaines. Ils organisèrent aussi leurs propres escadrons d'autodéfense composés d'anciens combattants. La Ligue de la loi et de l'ordre de Bergoff périclita et les grévistes l'emportèrent. Mais, comme c'est bien trop souvent le cas, les dirigeants des syndicats ouvriers ne tirèrent aucune leçon de cette expérience. Contrairement aux personnalités du grand capital. Tandis que les plus hauts responsables du CIO tentaient d'apaiser de leur mieux la ferveur militante qui avait assuré la réussite de la grève chez Goodyear, le grand capital renforçait et perfectionnait la brillante idée de Bergoff. Quelques semaines plus tard, à Ilion, dans l'État de New York, les hommes de Remington-Ran

écrasèrent une grève grâce à une version rationalisée et améliorée de la Ligue de la loi et de l'ordre — la fameuse « formule de la vallée Mohawk », la combinaison la plus systématique de terreur et de propagande que ce pays eût jamais connue jusqu'alors. Cette stratégie fut ensuite très largement diffusée auprès des industriels par le NAM et utilisée à l'occasion de nombreuses autres grèves et tout particulièrement lors de la grève de Little Steel en 1937.

4) Cette contre-attaque, une affaire assez sérieuse en soit, s'abat sur des ouvriers qui ont les mains liées par leurs responsables qui continuent de prêcher la non-résistance (pour éviter de s'aliéner « l'opinion publique ») et la confiance dans le gouvernement réformiste (qui s'occupe du violent assaut mené par les patrons de manière légale et dans les formes). L'offensive du grand capital renverse aisément ces fragiles remparts et les travailleurs subissent une cuisante défaite.

En Italie : les dirigeants syndicaux s'opposèrent au terrorisme armé des Chemises noires en appelant les ouvriers à faire confiance au gouvernement pour les défendre. On leur offrit des armes qu'ils refusèrent en faisant observer assez justement d'ailleurs que c'était normalement « le devoir de l'État de protéger le citoyen contre l'agression armée d'autres citoyens ». Le gouvernement réformiste de Giolitti ne fit rien non plus pour appliquer les accords négociés par les ouvriers après les occupations de 1920. Les patrons méprisaient profondément ces bouts de papiers et déversèrent toujours plus d'argent dans les coffres de Mussolini. L'aboutissement ultime de ce respect unilatéral pour la loi et l'ordre fut bien entendu la marche sur Rome.

Dans ce pays : la contre-attaque menée par le grand capital a culminé avec la grève de Little Steel. Les responsables du CIO maîtrisaient d'une main de fer le mouvement pendant toute la durée de cet épisode tragique. Il n'y eut pas de grèves

sur le tas, pas de manifestation, pas d'escadrons d'autodéfense pour protéger les grévistes contre les actes terroristes. L'hymne entonné par le CIO était : « Ayez confiance dans le New Deal. [...] Ayez confiance dans le Wagner Act. [...] Ne vous laissez pas "entraîner" dans la violence. Ayez confiance dans le National Labor Relations Board (NLRB), dans l'influence politique de Lewis auprès de la Maison Blanche, dans le Comité LaFollette, dans le gouverneur Earle. Bref, ayez confiance en tout sauf en votre propre force ! » Toujours le même sempiternel refrain. Et toujours les mêmes sempiternels résultats. Les maîtres de l'industrie sidérurgique lancèrent une campagne de propagande et de terreur inégalée jusqu'alors afin de briser définitivement cette grève. Pendant que la John Price Jones Corp. dépensait des centaines de milliers de dollars provenant des fonds de l'industrie sidérurgique pour lancer une campagne publicitaire à l'échelle nationale, les grévistes étaient roués de coups, emprisonnés et tués. Quand tout fut terminé, 18 grévistes avaient été massacrés par la police, les gardiens, les miliciens et les briseurs de grèves qui de leur côté s'en étaient sortis parfaitement indemnes. Le président Roosevelt récompensa la confiance des ouvriers dans le New Deal en se lavant ostensiblement les mains de toute cette affaire avec sa fameuse déclaration : « La peste soit dans vos deux maisons. » Néanmoins, de crainte que les grévistes ne perdent trop rapidement leurs illusions et ne deviennent « incontrôlables », Roosevelt nomma un bureau fédéral de conciliation afin de régler cette grève sur une base « juste ». Ce bureau composé de trois hommes et présidé par un républicain, Charles P. Taft, se déclara choqué par l'attitude impitoyable des patrons de la sidérurgie et en particulier par les tirades grossières de Tom Girdler. Le bureau publia un rapport qui soutenait en grande partie les revendications des grévistes. Les patrons n'y jetèrent même pas un coup d'œil et la Maison Blanche ne fit rien pour

suivre ses recommandations. La grève fut un échec désastreux. Si la marche sur Washington n'a pas encore eu lieu ce n'est certainement pas la faute des responsables syndicaux et des politiciens réformistes mais tout bonnement parce que la situation n'est pas mûre. La mise au pas du CIO – et tous ceux qui ont assisté à sa récente convention peuvent témoigner à quel point le CIO est désormais dûment bureaucraté – suffit pour le moment. Mais ce drame se rejouera sur une scène bien plus large et si tous les acteurs se conduisent comme ils l'ont fait à l'été 1937, la marche sur Washington ne sera plus très loin.

5

L'analyse de Guérin conduit à une conclusion : le fascisme ne peut être combattu que par l'action militante de la classe ouvrière. Si les travailleurs s'en remettent aux politiciens réformistes ils seront défaits parce que les réformistes représentent, non les travailleurs, mais le soi-disant capitalisme «libéral» de l'industrie légère, et quand l'heure de la confrontation arrive, le capitalisme «libéral» se débarrasse tout bonnement de l'adjectif. Il admet, non sans grincements de dents certes, mais il admet néanmoins le triomphe du fascisme. Les atermoiements du gouvernement Giolitti vis-à-vis des Chemises noires en Italie, l'humble soumission de la social-démocratie prussienne devant le coup d'État de Göring en Allemagne, tout cela trouve un inquiétant écho dans l'incapacité de la Maison Blanche à prendre des mesures contre le terrorisme exercé par les industriels de la Little Steel.

Les dirigeants syndicaux réformistes ne sont pas davantage dignes de confiance quand il s'agit de défendre les travailleurs contre la violence armée de leurs ennemis. Guérin décrit les désastreuses politiques conduites par les leaders syndicalistes italiens et allemands en des termes qui s'appliquent parfaitement à nos propres dirigeants syndicaux : « Gardons-nous de

répondre aux violences fascistes! larmoient, en Italie comme en Allemagne, les chefs réformistes; nous dresserions l'« opinion publique » contre nous. Évitions surtout de constituer des groupes de combat, des formations paramilitaires, car nous risquerions de nous aliéner les pouvoirs publics, ces pouvoirs publics auxquels nous faisons confiance pour dissoudre les formations paramilitaires du fascisme! » (chap. 5) C'est aussi ce que disent Lewis et Green. Mais la grève de Little Steel n'est pas la seule illustration du fait que les ouvriers subissent d'autant plus de violence qu'ils se montrent respectueux de la loi. Ce sont les manifestants « légalistes » non armés qui sont les victimes du terrorisme patronal et non ceux qui sont prêts à se défendre en se battant – axiome stratégique qu'on penserait aller de soi. En outre, les « autorités » sur lesquelles les réformistes comptent pour défendre les travailleurs sont d'ordinaire justement les instruments de la répression des ouvriers, comme le massacre du Memorial Day¹ l'a suffisamment démontré.

Mais si les travailleurs adoptent une position militante ne risquent-ils pas de s'aliéner les classes moyennes? Loin de prendre leurs distances, c'est précisément quand les travailleurs ne pratiquent pas l'action militante que les classes moyennes sont perdues pour le socialisme. « Pourquoi vont-elles au fascisme et non pas au socialisme? » (chap. 2) demande Guérin à propos des classes moyennes italienne et allemande. « Sans doute un certain nombre d'intérêts antagonistes ainsi que certaines antipathies les séparent du prolétariat syndiqué. Mais ces conflits auraient été surmontés si le prolétariat révolutionnaire avait offert aux mécontents un moyen d'échapper à leur misère. Mais, en définitive, la classe ouvrière s'est révélée incapable de montrer le chemin. Au lieu de cela c'est

1. Lors de la fête nationale du Memorial Day, le 30 juin 1937, la police de Chicago rue 10 ouvriers et blesse une trentaine de manifestants lors de la grève dite de « Little Steel » [NDE].

le fascisme qui a exploité le mécontentement de ces différentes couches sociales. » Il montre aussi comment les partis ouvriers sont apparus véritablement plus conservateurs que les partis fascistes ; comment ils se sont montrés incapables d'affronter la crise économique et comment ils n'ont finalement opposé à l'action « radicale » téméraire de Mussolini et Hitler que les vieilles fadaïses parlementaires de politiciens sociaux-démocrates en redingote et de vieux bureaucrates syndicaux.

Comme Trotski l'a justement souligné, les classes moyennes ne sont pas particulièrement attachées à la « loi et l'ordre » en tant que principe moral abstrait. Elles sont pour – et qui ne le serait pas ? – tant que tout va raisonnablement bien pour elles. Mais, lorsqu'elles se retrouvent dangereusement menacées par la crise du capitalisme, elles laissent la loi et l'ordre au vestiaire et suivront indifféremment les communistes ou les fascistes, c'est-à-dire le camp qui semblera promettre de manière la plus convaincante de les soulager.

Mais quelle est dans notre pays la probabilité d'assurer le soutien des classes moyennes à la bannière socialiste ? Les États-Unis ont souvent été qualifiés de nation « sans classes » et il est vrai que les lignes de partage des classes ont toujours été chez nous moins nettement marquées. C'est pourquoi la plupart des Américains se considèrent plus ou moins comme appartenant à la « classe moyenne ». Nous avons aussi un grand pourcentage de fermiers, d'employés et de membres de la petite-bourgeoisie. (Dans *The Decline of American Capitalism*, Lewis Corey estime que l'ensemble de ces classes constituait 40,7% de la population en 1929.) En Amérique donc, l'attitude des classes moyennes est un facteur particulièrement crucial. C'est en raison de la relative fluidité de notre structure sociale que la perspective de battre le fascisme est à la fois plus nette et plus confuse ici qu'à l'étranger. D'un côté, les classes moyennes moins franchement distinctes du prolétariat sont donc moins violemment

opposées aux ouvriers et craignent moins de se retrouver « prolétarisées ». De l'autre, les ouvriers américains possédant une moindre conscience de classe, une campagne fasciste bien menée pourrait en séduire un très grand nombre.

L'histoire de la Black Legion illustre parfaitement cette fluidité des rapports de classes aux États-Unis. Parmi les recrues fascistes issues des rangs de la classe ouvrière en Europe, Guérin inclut « des prolétaires de formation récente : fils de paysans fraîchement débarqués de la campagne et n'ayant pas eu le temps d'acquérir une conscience de classe » (chap. 2). De la même façon, les organisateurs de la Black Legion – cette organisation fasciste et terroriste dont l'existence révélée par hasard il y a quelques années a choqué la nation – s'étaient montrés capables de rallier dans leurs rangs les habitants des montagnes du Kentucky et du Tennessee qui avaient émigré en masse pendant et après la guerre pour travailler dans les usines de pneumatiques d'Akron, les usines automobiles de Détroit et les usines sidérurgiques de la Mahoning Valley. Ces « ploucs » constituèrent aussi l'épine dorsale des puissants Ku Klux Klan de l'Ohio, du Michigan et de l'Indiana. Mais plus tard – et c'est là la spécificité américaine qui n'a aucun équivalent dans l'expérience européenne –, les responsables locaux du CIO découvrirent que ces mêmes individus s'avéraient également parfaitement efficaces dans le cadre du syndicalisme de ces régions. D'ailleurs, les grandes grèves sur le tas du CIO doivent une grande part de leurs succès à leur formidable esprit militant.

On peut donc dire que dans ce pays les facteurs subjectifs de la hiérarchie et de la politique sont encore plus importants qu'en Europe. De la même manière, la mécanique marxiste selon laquelle le développement économique du capitalisme doit « inévitablement » aboutir au socialisme est encore moins tenable ici qu'à l'étranger. Les formidables classes moyennes

américaines gisent, inertes, passives, incroyablement confuses, en attendant de pencher vers le camp de la lutte de classes qui exercera sur elles l'attraction magnétique la plus forte. Les atermoiements du mouvement Old Age Pension sont éclairants à cet égard. Lors des élections de 1936, le Dr Townsend fit cause commune avec les démagogues quasi fascistes tels que Gerald Smith et le Père Coughlin. Dernièrement, les adeptes de ce même Townsend se sont rangés derrière les républicains qu'ils ont aidés à remporter les élections de cet automne dans l'Oregon et le Minnesota. Et, pour finir, les démocrates californiens sont arrivés au pouvoir dans cet État grâce à leur campagne en faveur d'une pension versée aux personnes âgées chaque semaine, dite pension « Ham and Eggs ».

Dans Où va la France?, Trotski s'interroge : « Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, la fluidité de la petite-bourgeoisie sont les caractéristiques importantes d'une situation prérévolutionnaire. Comme un malade, brûlant de fièvre, titube de droite à gauche, ainsi la petite-bourgeoisie peut se tourner aussi bien vers la droite que vers la gauche. »

Cette fluidité des classes moyennes rend aujourd'hui la politique américaine plus contradictoire et confuse que jamais. Cependant, une unique règle semble émerger : promettre avec audace le renversement du système capitaliste — que cette promesse soit sérieuse ou non est une autre question — est la meilleure formule pour réussir. Les cimetières politiques commencent à regorger des cadavres des politiciens réformistes qui ânonnent leurs doctrines selon lesquelles il faut éviter d'« effrayer » les classes moyennes. L'incroyable chute du parti progressiste national de LaFollette était prévisible dès le jour où son programme bien peu radical reçut le baiser de la mort de la part du New York Herald Tribune qui, dans un éditorial, le qualifia de « souffle d'air frais venu du Wisconsin ». Mais dans les faits, le souffle d'air ne fut même pas assez frais pour

empêcher les partisans de LaFollette de perdre, lors des élections de l'automne, le contrôle qu'ils exerçaient depuis deux générations sur leur propre État du Wisconsin. Dans le Minnesota voisin aussi, le parti ouvrier-paysan réformiste a perdu le contrôle de l'État au profit des réactionnaires. L'adversaire victorieux du gouverneur Benson, le jeune et fringuant Harold Stassen¹, a usé d'une stratégie clairement fasciste : d'un côté il tenait des propos libéraux, admettant tout juste qu'il se présentait pour les républicains et se présentant comme un véritable sosie d'Olson, le grand dirigeant des Ouvriers-Fermiers. Il imitait la voix d'Olson à la radio, portait les mêmes costumes de serge bleu qu'Olson et se coiffait comme Olson lui-même. Pourtant, d'un autre côté, il utilisait le Comité Dies comme caisse de résonance pour lancer ses attaques contre les rouges et il acceptait le soutien des Chemises argentées qui déversèrent sur les Twin Cities (Minneapolis-Saint-Paul) une avalanche de propagande antisémite. En coulisses, il fut généreusement financé par le trust sidérurgique et par le secteur agricole. Après sa défaite, Benson déclara que cela démontrait que le parti ouvrier-paysan a libéralisé le Minnesota – parce que même les républicains sont libéraux maintenant. En réalité, cela démontrait surtout que les républicains ont profité du réformisme timoré de Benson pour le battre à son propre jeu.

* * * * *

Guérin cite un aphorisme de Radek à propos du fascisme :
« Ce sont des cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de consolider le tonneau défoncé du capitalisme. » (chap. 10)
Mais comme le fait remarquer Guérin, le tonneau ne s'est

1. Homme politique américain, Harold Stassen (1907-2001) est présenté à ses débuts en politique comme un *wonder boy* après son élection comme gouverneur républicain du Minnesota à 31 ans. Il sera neuf fois candidat à l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle [NDE].

pas brisé sous la pression de l'action révolutionnaire, mais sous celle de l'internationalisation du capitalisme lui-même. Quand les politiciens réformistes tentent d'éviter le fascisme en temporisant et en faisant des compromis ; quand certains libéraux bien intentionnés préviennent les travailleurs contre les dangers de l'action militante sous prétexte qu'en agissant ainsi ils risquent d'« entraîner le fascisme », ils admettent que le grand capital est libre de choisir : imposer ou ne pas imposer le fascisme. Mais ce n'est pas le cas. Quand la grande bourgeoisie américaine mettra le fascisme à l'ordre du jour – si elle finit par le faire – ce ne sera ni parce qu'elle a été « provoquée » par l'ardeur militante des ouvriers, ni parce qu'elle cherche à se « venger » du mouvement ouvrier, ni pour aucune autre raison subjective. Ce sera simplement parce que le développement mécanique et incontrôlable du capitalisme – qui dépend de facteurs économiques tels que le progrès technologique, les taux de réescompte, le chômage, les prêts bancaires, les valeurs en Bourse, etc. – n'aura plus permis aux capitalistes de faire des profits suffisants sous le règne du vieux gouvernement bourgeois démocrate. Lorsque ce jour viendra, que les partis de la classe ouvrière la menacent d'une révolution ou non, la grande bourgeoisie si elle veut survivre se tournera vers le fascisme. (Guérin montre assez clairement qu'en Allemagne et en Italie le fascisme a conquis le pouvoir à une époque où il n'y avait pas véritablement de menace révolutionnaire de la part de la gauche et que sa victoire a été rendue possible uniquement parce que les masses laborieuses avaient été désarmées par leurs dirigeants réformistes.) Cette même crise économique qui incite le grand capital à tenter un coup d'État fasciste mettra aussi les masses dans un état d'incertitude telle qu'elles seront prêtes à suivre n'importe quelle voie politique promettant une échappatoire à leur misère. C'est là la grande opportunité du fascisme, mais c'est également une

situation révolutionnaire. Qui du fascisme ou de la révolution sociale l'emportera dépendra d'un grand nombre de facteurs, mais la place manque ici pour en discuter. Une seule chose est certaine : si les masses américaines suivent l'exemple des masses allemandes et italiennes et autorisent leurs dirigeants réformistes à leur lier les mains, le fascisme remportera une nouvelle victoire facile.

« Si l'énergie et la vitalité américaines étaient soutenues par la clarté théorique européenne, écrivait Engels en 1883, le capital serait fini là-bas en une décennie. » Ce livre de Daniel Guérin devrait nous aider à liquider « le capital » chez nous.

Dwight Macdonald
New York, décembre 1938.

(Traduit de l'américain par Frédéric Cotton)

BALABANOFF, Angelica (1878-1965).

Née en Ukraine dans une famille juive aisée, elle part à Bruxelles faire ses études à l'Université nouvelle à partir de 1895, où elle embrasse les idées socialistes et le marxisme, devenant durant les années suivantes une militante en vue de l'Internationale socialiste. Ainsi, en juillet 1914, au Bureau socialiste international, elle est la seule femme siégeant dans cette instance avec Rosa Luxemburg. Profondément internationaliste et polyglotte, elle participe successivement au mouvement socialiste des pays suivants : Belgique (1897-1900), Italie (1900-1914), Suisse (1914-1917), Suède (1917), Russie soviétique (1918-1921), Autriche (1923-1925), France (1926-1936). Elle réside ensuite aux États-Unis de 1936 à 1946, avant de revenir en Italie jusqu'à sa mort. Pacifiste et opposée à la guerre de 1914, elle participe à la conférence de Zimmerwald en 1915 et devient la secrétaire du mouvement qui s'en réclame avant de rejoindre la Russie et de travailler avec Lénine : elle sera la première secrétaire de la III^e Internationale en 1919. Après sa rupture avec le bolchevisme, elle quitte l'URSS en 1922 et militera dans le mouvement socialiste jusqu'à son dernier jour. Durant sa vie, elle a côtoyé nombre de personnalités : « Après Mussolini, estime-t-elle, Zinoviev est l'être le plus abject que j'ai jamais rencontré. » Elle jugeait aussi que « les fascistes ont falsifié l'histoire sans vergogne, et, malheureusement, les bolcheviques en ont fait autant ». Lire Angelica Balabanoff, *Ma vie de rebelle* [1938], Balland, 1981.

DELNY (voir PETITGAND, Robert).

MARTINET, Marcel (1887-1944).

Écrivain proche de *La Vie ouvrière* d'avant 1914, il participe à la minorité internationaliste opposée à l'Union sacrée durant la Première Guerre mondiale. Directeur des pages littéraires de *L'Humanité* (1921-1923), il refuse la « bolchevisation » et rejoint le « noyau » de *La Révolution prolétarienne*. En 1929, il devient

lecteur aux éditions Rieder. Il est parmi les quelques intellectuels qui prennent part à la défense de Victor Serge, persécuté en URSS. Dans la lignée de Fernand Pelloutier et d'Albert Thierry, il publie *Culture prolétarienne* (1935 ; rééd. 2004), où il défend « l'idée d'une culture intérieure au prolétariat », par et pour lui, malgré le contexte d'écroulement social de son temps, entre fascisme et stalinisme. Son article, « Le chef contre l'homme », a paru dans *Esprit* de janvier-février 1934 avec le chapeau suivant de la rédaction : « Le fascisme démission de la personne : il nous a semblé important de le faire dire à un homme qui peut diverger d'avec nous, mais que nous avons connu pour avoir, à ses dépens, défendu la liberté de la personne contre le fascisme stalinien aussi bien que contre les fascismes occidentaux. » Il a été repris dans *À contretemps* (n° 19, mars 2005) : <http://acontretemps.org/spip.php?article70>

NIN, Andrés (1892-1937).

Né dans la province de Tarragone, instituteur, puis journaliste à Barcelone, il est secrétaire du comité national de la CNT en 1919 et participe à ce titre au troisième congrès de la III^e Internationale et au congrès fondateur de l'Internationale syndicale rouge. Il s'installe à Moscou en 1921 et se rapproche de Trotski. Membre de l'opposition de gauche en URSS, il revient en Espagne en 1930 et fonde le POUM en 1935 par la fusion de son parti, *Izquierda comunista*, avec le *Bloque obrero y campesino* de Joaquín Maurin. Après l'insurrection franquiste, il devient secrétaire politique du POUM et conseiller à la justice de la *Generalitat* de Catalogne. À l'encontre des staliniens, il considère que l'alternative est alors entre socialisme et fascisme : il faut transformer la guerre civile en révolution socialiste. Après les journées de mai 1937 à Barcelone, il est arrêté par la police politique soviétique, torturé et assassiné. Son livre, *Les dictatures dels nostres dies* (« Les Dictatures de notre époque »), a été traduit en français par Pierre Naville, mais cette traduction n'a jamais été publiée. Daniel Guérin l'a utilisée pour *Fascisme et grand capital*. Un extrait sur le fascisme italien a été traduit sur le site Marxists.org

Créée en 1987, une fondation perpétue la mémoire d'Andrés Nin et les combats de la gauche antistalinienne, représentée en Espagne par le POUM : www.fundanin.org/

PETITGAND, Robert (1909-?).

Élève d'Albert Mathiez à la Sorbonne et membre des Jeunesses communistes du XIV^e arrondissement de Paris, il est exclu en février 1930 avec plusieurs camarades et rejoint brièvement la Ligue communiste. Avec ses amis du « groupe des étudiants », il entame une discussion avec le Cercle communiste démocratique de Boris Souvarine, qui aboutit à son adhésion à ce groupe. Après la fin du Cercle en 1934, il écrit une étude sur « Psychologie du fascisme » avec Paul Bénichou dans la revue de René Lefevre, *Masses* (mars et juin 1934) et, en janvier 1939, un article dans la 3^e série de la même revue, sur « La mentalité réactionnaire et l'homme nouveau ».

RADEK, Karl [Sobelsohn, Karol, dit] (1885-1939).

Né en Galicie, dans une famille juive assimilée, il s'engage à 16 ans dans le parti social-démocrate du royaume de Pologne et de Lituanie, le SDKPiL, fondé par Léo Jogiches et Rosa Luxemburg. Il la suit en Allemagne où il mène de violentes controverses avec les autres socialistes. Exclu du parti social-démocrate, il se rapproche de Lénine en Suisse en 1915. Il entre au parti bolchevique en 1917 et parvient deux ans plus tard à la direction de l'Internationale communiste avec Zinoviev et Boukharine. Durant les années 1920, il joue un grand rôle dans la politique du Komintern en Allemagne et analyse très tôt les dangers du fascisme tout en s'interrogeant sur les moyens de l'éradiquer. Proche de Trotski, il est exclu du parti mais parvient à se maintenir à la rédaction des *Izvestia* après avoir capitulé devant Staline. Il figure parmi les accusés du deuxième procès de Moscou (1937), mais n'est pas exécuté. Il trouve la mort en prison deux ans plus tard.

REICH, Wilhelm (1897-1957).

Né en Autriche-Hongrie, il entreprend des études de médecine après la Première Guerre mondiale, s'intéresse à la psychanalyse et rencontre Sigmund Freud. Il considère déjà que nombre de névroses sont d'origine socio-économique. Après un voyage en URSS en 1929, il s'installe à Berlin, adhère au KPD et regroupe autour de lui des psychanalystes de tendance marxiste, opposés à l'apolitisme de leurs autres

confrères, et fonde l'Association allemande pour une politique sexuelle prolétarienne, en abrégé *Sexpol*, qui, au départ, bénéficie de l'appui des structures du KPD. Juif et communiste, il quitte l'Allemagne après l'arrivée de Hitler au pouvoir et passera par presque tous les pays d'Europe avant d'arriver aux États-Unis en 1939. Trop politique pour les uns, trop psychanalyste pour les autres, il sera exclu des associations de psychanalyse aussi bien que du KPD. Son livre *La Psychologie de masse du fascisme* (1933; traduction française, 1972), écrit au début des années 1930, refuse de voir dans le fascisme l'action d'un individu isolé ou de l'expliquer par les seuls critères socio-économiques. Il le considère comme l'expression de la structure caractérielle du « petit homme », l'individu moyen, dont les besoins sont réprimés depuis des millénaires. Daniel Guérin le rencontra en Autriche durant l'été 1934, « marxiste en même temps que freudien, génial et déjà un peu fou » (*Front populaire, révolution manquée, op. cit.*, p. 87).

ROSSI, Amilcare (voir TASCÀ, Angelo).

SILONE, Ignazio [Tranquilli, Secondo, dit] (1900-1978). Romancier et essayiste italien né dans les Abruzzes, il s'engage, très jeune, dans le mouvement socialiste et choisit le communisme au congrès de Livourne (1921). Après diverses missions pour le Komintern, il quitte l'Italie en 1928 et s'établit en Suisse pour y soigner sa tuberculose. Sa défense de Trotski lui vaut son exclusion du PC deux ans plus tard. Son premier roman, *Fontamara* (1930; traduction française, 1934) est la chronique d'un village des Abruzzes sous le fascisme et sera qualifié de « poème épico-dramatique de la plèbe méridionale ». Son essai, *Il Fascismo. Origini e sviluppo* (1934), n'a jamais été traduit en français, contrairement à *L'École des dictateurs* (1938; traduction française, 1964). En 1945, il est député socialiste à la Constituante, avant d'abandonner la politique pour se consacrer à la revue *Tempo presente*.

TASCÀ, Angelo (1892-1960).

Militant et dirigeant communiste italien, puis socialiste, et journaliste, il est l'un des fondateurs et des dirigeants du Parti

communiste italien à partir de 1921 et participe au secrétariat de l'Internationale communiste en 1928. Exclu, il vient à Paris et collabore à *Monde*, l'hebdomadaire de Barbusse, de 1930 à 1933. À partir de 1934, il devient un éditorialiste réputé de politique internationale sous le nom d'André Leroux dans *Le Populaire*, le quotidien de la SFIO. En 1938, son livre *Naissance du fascisme. L'Italie de 1918 à 1922* est publié chez Gallimard (il sera réédité en 1967 et en 2003). Resté en France durant la Seconde Guerre mondiale, il est membre des services de l'information et de la propagande de Vichy, tout en étant en contact dès le début de 1941 avec un réseau belge de renseignements. Lors de sa dernière réédition, Michel Winock a pu écrire à propos de *Naissance du fascisme* : « Le livre d'Angelo Tasca est un des ouvrages les plus fouillés et les plus intelligents sur l'Italie au lendemain de la Première Guerre mondiale. Il s'agit d'une description minutieuse et vivante des bouleversements opérés par la guerre, des forces et des enjeux en présence, et d'abord la formidable poussée révolutionnaire de 1919-1920, puis, "parce que toute crise économique est une arme à double tranchant", la conquête fasciste sur l'échec du mouvement ouvrier. Comme des vases communicants, le fascisme prend vigueur dans le même temps que le mouvement ouvrier s'affaiblit; il triomphe quand celui-là s'effondre. » (*L'Histoire*, n° 296, mars 2005.)

WEIL, Simone (1909-1943).

Élève d'Alain, agrégée de philosophie et enseignante, la vie de Simone Weil, considérée comme une des grandes philosophes françaises du xx^e siècle, est bien connue depuis la grande biographie que Simone Pétrement lui a consacrée en 1978. Rappelons ici simplement que, durant ses années de militantisme actif avec les syndicalistes révolutionnaires et les communistes d'opposition, elle suit avec beaucoup d'attention les événements d'Allemagne et entreprend un voyage dans ce pays durant l'été de 1932. Elle publie peu après un article important sur la situation allemande : « L'Allemagne en attente » (*La Révolution prolétarienne*, n° 138, 25 octobre); premier d'une série d'articles sur la résistible ascension de Hitler vers le pouvoir dans *L'École émancipée*, *Libres propos*, *La Révolution prolétarienne*. Elle poursuivra ses analyses après le

30 janvier 1933, écrivant dans les *Libres propos* du 25 février que « la bourgeoisie allemande devra lui [Hitler] accorder une part sans cesse croissante du pouvoir, et finalement, peut-être, le pouvoir total ». Elle souligne également que « le coup subi par le mouvement ouvrier en mars 1933 est plus grave peut-être que celui qui avait été subi le 4 août 1914 » qui avait marqué « la faillite de l'organisation des masses prolétariennes [...] dans les cadres du régime ». Elle se consacre à aider des réfugiés allemands, militants du Sozialistische Arbeiter Partei, et participe, ainsi que Daniel Guérin l'a raconté, à des débats avec des réfugiés allemands sur l'analyse du fascisme (*Front populaire, révolution manquée, op. cit.*, p. 84-88).

ZETKIN, Clara [née Eisner] (1857-1933).

Née en Saxe, militante socialiste puis communiste, féministe, le nom de Clara Zetkin incarne le lien entre le combat des femmes pour l'égalité et la lutte pour le socialisme. Fille d'un instituteur, elle gagne sa vie comme préceptrice dans des familles riches dans sa région d'origine, puis en Autriche, en Suisse et à Paris. Gagnée très tôt aux idées socialistes, elle participe en 1889 au congrès de fondation de la II^e Internationale. Rentrée en Allemagne en 1891, elle se voit confier, l'année suivante, la rédaction d'un petit journal social-démocrate destiné aux femmes. Elle fera de *Die Gleichheit* le journal féminin le plus lu dans le monde à cette époque. Opposée à la guerre, et proche depuis longtemps de Rosa Luxemburg, elle adhère à l'USPD en 1917, puis au KPD en 1919. Elle devient présidente du Secours rouge international en 1925 et, malade, séjourne fréquemment à Moscou pour se soigner. Députée communiste au Reichstag sous la République de Weimar, elle prononce, en tant que doyenne de cette assemblée, un discours lors de l'ouverture de la session parlementaire du 30 août 1932 appelant à l'union du mouvement ouvrier contre le fascisme (<http://socio13.wordpress.com/2009/03/04/feminisme-et-revolution-le-8-mars-de-clara-zetkin-et-rosa-luxemburg/>). En effet, dès 1923, peu après son instauration en Italie, elle avait analysé lucidement la nature du fascisme dans un rapport présenté au Comité exécutif du Komintern, mais Staline préféra dénoncer le social-fascisme alors même que le nazisme marchait à grands pas vers le pouvoir.

INDEX

Noms propres – Associations, partis et syndicats

A

- Acerbo, Giacomo (1888-1969) 405
 Action française, L' 278
 ADGB (Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund) 214, 215, 219, 223, 226
 Agnelli (famille) 68
 Alvensleben, von, Werner (1875-1947) 261
 Ambris, Alceste, de (1874-1934) 170
 Amendola, Giovanni (1882-1926) 217, 231
 American Federation of Labor (AFL) 461, 485
 Aniante, Antonio 120, 233, 241
Arditi. Après la fin de la guerre : association nationale d'anciens combattants 116, 185, 186, 187
Arditi del Popolo (« Soldats du peuple »). Organisation antifasciste fondée en 1921. 197, 198, 199
 Arias, Gino (1879-1940) 357, 359
 Associazione Agraria 68

B

- Backe, Herbert (1896-1947) 435
 Badoglio, Pietro (1871-1956) 46, 48, 190, 244
 Balabanoff, Angelica (1878-1965) 121, 499
 Balbo, Italo (1896-1940) 207, 232, 236
 Baravelli, Giulio Cesare [pseudonyme de Mario Missiroli] (1886-1974). 354, 405, 407, 422
 Beals, Carleton (1893-1979) 478
 Bénichou, Paul (1908-2001) 120, 501
 Benni, Antonio Stefano (1880-1945) 76, 294
 Bernstein, Eduard (1850-1932) 91
 Berth, Édouard (1875-1939) 273, 274, 441
 Bianchelli, Umberto 189
 Bianchi, Michele (1883-1930) 205, 207
 Blomberg, Werner von (1878-1945) 236, 251, 254, 262, 263, 266, 394, 408
 Blum, Léon (1872-1950) 12, 16, 21, 23, 30, 33, 34, 444
 Bonaparte, Louis-Napoléon (1808-1873) 229, 270, 441, 451
 Bonn, professeur 63, 78
 Bonomi, Ivanoe (1873-1951) 49, 75, 197
 Bordiga, Amadeo (1889-1970) 212
 Börsig 77, 351, 365
 Bottai, Giuseppe (1895-1959) 159, 24, 345, 348
 Boukharine, Nikolai Ivanovitch (1888-1938) 501

Bourget, Paul (1852-1935) 277
Brauchitsch, von, Walther, général (1881-1948) 266
Bredow, von, Ferdinand, général (1884-1934) 249, 261
Brückner, Helmuth (1896-1954) 184
Brüning, Heinrich (1885-1970) 85, 86, 87, 200, 208, 214, 262, 424, 460
Buche, Philippe (1796-1865) 165
Buisson, Suzanne (1883-1943) 13
Buret, Eugène (1810-1842) 165

C
Caillaux, Joseph (1863-1944) 59
Casque d'acier (*Stahlhelm*) 235, 262, 265
Ceccherini, Sante (1861-1932) 205
CGL (Confederazione generale del Lavoro) – Italie 73, 106, 170, 197, 198, 214, 222, 224, 225, 290, 291
CGT (Confédération générale du travail) – France 15, 92, 168, 169, 201
CGT-U (Confédération générale du travail unitaire) – France 15
Chamberlain, Arthur Neville (1869-1940) 22
Chambord, de, comte 165, 166
Chase, Stuart (1888-1985) 476, 477
Chemises brunes 195, 203, 204, 210, 297, 400, 462, 480
Chemises noires 48, 133, 187, 190, 192, 195, 198, 202, 204, 206, 207, 208, 212, 222, 231, 243, 292, 399, 479, 480, 488, 489, 491
Chevalier, Michel (1806-1879) 271
Colonna di Cesaro, Giovanni Antonio (1878-1940) 229
Congress of Industrial Organizations (CIO) 461, 468, 481, 483, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 494
Conti, Ettore (1871-1972) 76
Corps francs (Freikorps) 76, 79, 80, 185, 191
Corradini, Enrico (1865-1931) 70, 149
Coughlin, Charles E. (1891-1979) 472, 475, 476, 477, 482, 495
Croce, Benedetto (1866-1952) 231
Croix-de-Feu 16

D
Daladier, Édouard (1884-1970) 19, 22
D'Annunzio, Gabriele (1863-1938) 70, 170
D'Aragona, Ludovico (1876-1961) 224, 225
Darré, Richard Walther (1895-1953) 162, 183, 210, 220, 236, 261, 387, 409, 410, 431
Darwin, Charles (1809-1882) 284
Dawes, Charles G. (1865-1951) 83, 370
De Bono, Emilio (1866-1944) 207
Dely (Petitgand, Robert, dit) 120, 499
Dernburg, Heinrich (1829-1907) 78
Descartes, René (1596-1650) 273, 274
De Stefani, Alberto (1879-1969) 339, 340, 354
De Vecchi, Cesare (1884-1959) 207

Diaz, Armando, général (1861-1928) 229
Dimier, Louis (1865-1943) 270
Dimitrov, Georgi (1882-1949) 224
Dopolavoro 312, 447
Doriot, Jacques (1898-1945) 17
Drexler, Anton (1884-1942) 149
Dreyse, Friedrich (1847-1943) 359
Duesterberg, Theodor (1875-1950) 235

E

Eltz-Rübenach, Paul von (1875-1943) 234
Engels, Friedrich (1820-1895) 98, 127, 128, 165, 498
Ernst, Karl (1904-1934) 123, 248, 249, 251
Esser, Hermann (1900-1981) 129

F

Facta, Luigi (1861-1930) 76, 205, 206, 207
Fara, Gustavo, général (1859-1936) 205
Farinacci, Roberto (1892-1945) 129, 229, 242, 450
Faulhaber, Michael von, cardinal (1869-1952) 283
Fédération syndicale internationale (FSI) 169, 297
Feder, Gottfried (1883-1941) 95, 157, 158, 160, 162, 171
Federzoni, Luigi (1878-1967) 229, 232
Ferrero, Guglielmo (1871-1942) 183
Fichte, Johann Gottlieb (1762-1814) 161, 170
Finaly, Horace (1871-1945) 18
Foertsch, Hermann, major (1895-1961) 254, 262
Ford, Henry (1863-1947) 50, 475, 476, 485
Forni, Cesare (1890-1943) 241
Franco, Francisco (1892-1975) 20, 21, 28
Frank, Hans (1900-1946) 236, 261
Freud, Sigmund (1856-1939) 24, 501
Frick, Wilhelm (1877-1946) 209
Fritsch, Werner von, général (1880-1939) 262, 263, 266, 394, 450
Front du travail allemand (Deutsche Arbeitsfront) 298
Frosini, Eduardo (1879- ?) 240
Funk, Walther (1890 ?-1960) 379, 389, 390, 394

G

Gandolfi (général) 190
Gauche révolutionnaire 15, 23
Gaulle, Charles de (1890-1970) 51
Gayl, Wilhelm, von (1879-1945) 409
Gentile, Giovanni (1875-1944) 229, 232
Gentizon, Paul (1885-1955) 132, 133, 134, 243, 255, 257, 282, 445
Gerecke, Dr 234, 235
Gérôme, Pierre [pseudonyme de Walter, François] (1904-1997) 175
Gestapo (Geheime Staatspolizei – Police secrète d'État) 45, 235, 263, 267, 433, 441, 444
Giolitti, Giovanni (1842-1928) 71, 73, 74, 75, 217, 460, 486, 489, 491

- Giordani, Pietro 187, 188
 Giuriati, Giovanni (1876-1970) 211
 Gleichen, von, Heinrich (1882-1959) 261
 Gobetti, Piero (1901-(1926) 189, 190, 231
 Goebbels, Joseph (1897-1945) 129, 130, 131, 135, 136, 137, 150,
 153, 160, 176, 194, 200, 209, 234, 236, 246, 260, 261, 263,
 264, 270, 276, 280, 380, 442, 445, 450
 Gerdeler, Carl Friedrich (1884-1945) 262
 Goethe, Johann Wolfgang, von(1749-1832) 12, 153
 Goldschmid, Dr 262
 Goltz, Rüdiger, von der (1865-1946) 328, 384
 Gorgolini, Pietro (1891- ?) 131, 141, 142, 154, 159, 175, 176,
 183, 188, 229, 289
 Göring, Hermann (1893-1946) 209, 219, 220, 221, 234, 236,
 246, 247, 248, 253, 260, 262, 263, 265, 266, 275, 283, 301,
 302, 308, 316, 351, 352, 376, 377, 380, 389, 390, 391, 392,
 394, 408, 433, 450, 491
 Green, William (1873-1952) 461, 492
 Groener, Wilhelm (1867-1939) 200
 Grüne Front (« Front vert ») 79, 111
 Guesde, Jules (1845-1922) 9
 Guizot, François (1787-1874) 229
 Gumbel, Emil Julius (1891-1966) 79, 82, 192

H

- Halévy, Daniel (1872-1962) 31, 121, 122
 Halévy, Élie (1870-1937) 442
 Hammerstein, Kurt, von (1878-1943) 236
 Hanneken, von, Hermann (général) (1890-1981) 351
 Hardenberg, Karl, August, von (1750-1822) 107
 Hartwich, Carl 183, 184
 Hauteœur, Louis (1884-1973) 178, 229, 319, 320
 Helldorf, Wolf-Heinrich, von, comte (1896-1944) 264
 Hess, Rudolf (1894-1987) 129, 131, 136, 236, 253, 399, 444
 Himmler, Heinrich (1900-1945) 47, 266, 267, 300
 Hindenburg, Paul, von (1847-1934) 86, 200, 208, 209, 212, 215,
 219, 223, 235, 236, 247, 254, 261
 Hitler, Adolf (1889-1945) 12, 13, 22, 23, 25, 35, 39, 45, 46, 47,
 50, 62, 65, 79, 80, 86, 87, 88, 95, 98, 121, 122, 124, 125, 126,
 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 138, 139,
 155, 160, 173, 178, 179, 183, 192, 193, 194, 195, 200, 206,
 207, 208, 209, 210, 212, 213, 214, 215, 219, 221, 223, 226,
 234, 235, 236, 237, 238, 245, 247, 250, 251, 253, 259, 260,
 262, 263, 264, 265, 267, 275, 281, 282, 286, 297, 298, 299,
 310, 311, 314, 316, 325, 326, 327, 337, 355, 361, 370, 376,
 388, 393, 395, 399, 400, 408, 426, 431, 440, 441, 443, 444,
 445, 449, 450, 451, 452, 453, 460, 463, 465, 469, 470, 472,
 473, 474, 493, 502, 503, 504,

Hitlerjugend - « Jeunesses hitlériennes » 254
Hobbes, Thomas (1588-1679) 282
Hugenberg, Alfred (1865-1951) 234, 235, 408, 409

J

Jaurès, Jean (1859-1914) 9, 143
Jeunesse italienne du Lictor 244
Jogiches, Leo (1867-1919) 501
Jouhaux, Léon (1879-1954) 15, 16, 294
Jugendbewegung 115, 134

K

Kautsky, Karl (1854-1938) 91
Keitel, Wilhelm, général (1882-1946) 266
Kérillis, Henri, de (1889-1958) 291, 442
Kessler, Philip 328, 384
Kirdorf, Emil (1847-1938) 77, 86, 87, 337
Klagges, Dietrich (1891-1971) 209
Koch, Erich (1896-1986) 184
Kraft durch Freude (« La force par la joie ») 314, 447
Krupp (groupe et famille) 77, 78, 128, 157, 251, 325, 353, 357
Kube, Wilhelm (1887-1943) 129, 184
Kun, Béla (1886-1939) 457
Künstler 223

L

Labriola, Arturo (1873-1959) 143, 148
LaFollette, Robert (1895-1953) 479, 480, 490, 495, 496
Laine, Lucien 173
Landon, Alfred (1887-1987) 475
Lanzillo, Agostino (1886-1952) 154
La Rocque (de), François (1885-1946) 16, 30
La Tour du Pin (de), François-René (1834-1924) 166
Laurat, Lucien [Maschl, Otto, dit] (1898-1973) 92, 381
Le Bon, Gustave (1841-1931) 124, 138
Leipart, Theodor (1867-1947) 88, 226
Lénine (1870-1924) 55, 285, 455, 469, 499, 501
Léon XIII (1810-1903) 127, 165
Levtzow, von, Magnus, contre-amiral (1871-1939) 264
Lewis, John L. (1880-1969) 461, 490, 492, 493
Ley, Robert (1890-1945) 261, 298, 299, 310, 311, 316, 326, 329, 330, 356, 387, 443
Liberty League 473
Ligue des combattants du Front rouge (Roter Frontkämpferbund) 201
Long, Huey P. (1893-1935) 470, 472, 474, 476, 478, 482
Lossow, Otto, von, général (1868-1938) 261
Ludwig, Emil (1881-1948) 127, 230, 241
Lutze, Viktor (1890-1943) 264
Luxemburg, Rosa (1871-1919) 108, 456, 457, 484, 499, 501, 504

M

- Malaparte, Curzio (1898-1957) 26, 154, 188, 191, 199, 231, 281
 Marinetti, Filippo, Tommaso (1876-1944) 115
 Martinet, Marcel (1887-1944) 128, 131, 141, 281, 499
 Martynov, Alexandre (1865-1935) 458
 Marx, Karl (1818-1883) 55, 63, 91, 95, 98, 100, 120, 165, 228, 229, 269, 270, 441, 451
 Mathiez, Albert (1874-1932) 501
 Matteotti, Giacomo (1885-1924) 11, 196, 218, 222, 230
 Maurin, Joaquín (1896-1973) 500
 Maurras, Charles (1868-1952) 31, 51, 276, 278, 279, 280, 281
 Mingrino, Giuseppe 197
 Moeller van den Brück, Arthur (1876-1925) 94, 149, 171, 280
 Moller, Guy (1905-1975) 9
 Muchow, Reinhold (1905-1933) 297
 Mussolini, Benito (1883-1945) 13, 25, 46, 48, 50, 55, 58, 62, 65, 69, 70, 74, 75, 76, 94, 102, 120, 121, 124, 126, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 136, 138, 149, 156, 170, 176, 178, 180, 183, 185, 186, 187, 189, 192, 196, 197, 198, 205, 206, 207, 208, 211, 215, 216, 217, 218, 219, 222, 223, 224, 225, 227, 229, 230, 233, 240, 241, 242, 243, 245, 256, 257, 258, 259, 270, 272, 274, 275, 278, 279, 281, 283, 286, 288, 292, 294, 306, 307, 308, 313, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 327, 336, 346, 347, 348, 349, 354, 359, 369, 373, 380, 386, 387, 397, 404, 407, 413, 440, 442, 444, 450, 451, 453, 454, 460, 463, 465, 469, 470, 472, 473, 474, 488, 489, 493, 499

N

- Naville, Pierre (1904-1993) 40, 500
 Nenni, Pietro (1891-1980) 113, 180, 187, 188, 211, 222, 259, 289, 290, 306, 356, 419, 445
 Neurath, von, Konstantin (1873-1956) 234, 235, 409
 Nietzsche, Friedrich (1844-1900) 282, 284, 285
 Nin, Andrés (1892-1937) 40, 500
 Nitti, Francesco Saverio (1868-1953) 222, 458
 NSBO (Nationalsozialistische Betriebszellenorganisation) « cellules d'entreprise nationales-socialistes » 297, 298, 308, 309, 310
 NSDAP (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei - Parti ouvrier national-socialiste allemand) 87, 129, 158, 162, 171, 400, 505

O

- Oberfohren, Ernst (1881-1933) 235
 Olivetti, Gino (1880-1942) 76, 230, 231
 Olivier, Maurice 173
 Opera ballila. Organisation fasciste de jeunesse (1926-1937) 243

P

- Pannunzio, Sergio (1886-1944) 231
 Papen, von, Franz (1879-1969) 85, 86, 88, 200, 201, 215, 234, 235, 260, 261, 409
 Parti ouvrier belge (POB) 168

- Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) 23
- Paul-Boncour, Joseph (1873-1972) 11, 168
- Perrone (frères) 68, 71
- Pétrement, Simone (1907-1992) 503
- Pieck, Wilhelm (1876-1960) 224
- Pie XI (1857-1939) 283
- Pirelli, Alberto (1882-1971) 386
- Pistoie, duc de 245
- Pivert, Marceau (1895-1958) 27
- Pöhner, Ernst (1870-1925) 193
- Proudhon, Pierre-Joseph (1809-1865) 156, 167

R

- Radek, Karl (1887-1937) 24, 25, 31, 453, 496, 501
- Rathenau, Walter (1867-1922) 81, 82, 85
- Rauschnig, Hermann (1887-1982) 46, 237
- Razza, Luigi (1892-1935) 291, 420
- Reichenau, von, Walter (1884-1942) 236, 262, 266
- Reichsbanner. Organisation paramilitaire pour la défense de la République de Weimar 200, 201, 223
- Reichswehr 80, 195, 200, 208, 215, 236, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 254, 262, 263, 266, 267, 326, 450
- Reinhardt, Fritz (1895-1969) 337, 357
- Renteln Dr 326, 402
- Roatta, Mario (1887-1968) 49
- Rocca, Massimo (1884-1973) 207, 229
- Rocco, Alfredo (1875-1935) 149, 166, 279, 281, 283, 320
- Röhm, Ernst (1887-1934) 131, 194, 236, 249, 250, 251, 261, 280
- Roosevelt, Franklin D. (1882-1945) 461, 463, 469, 473, 474, 475, 487, 490
- Rosenberg, Alfred (1893-1946) 129, 134, 142, 151, 261, 275, 325
- Rosenstock-Franck, Louis (1906-1991) 148, 307, 319, 324, 343, 345, 406, 420, 422, 423, 436, 437
- Rossi, Amilcare [Tasca, Angelo, dit] (1892-1960) 68, 69, 73, 76, 106, 107, 186, 190, 196, 197, 198, 199, 207, 243, 289, 381, 502
- Rossoni, Edmondo (1884-1965) 148, 177, 178, 181, 242, 292, 305, 306, 307, 319, 407, 450
- Rothschild 157
- Rousseau, Jean-Jacques (1712-1778) 284, 285
- Rust, Bernhard (1883-1945) 236, 261

S

- Salandra, Antonio (1853-1931) 76, 176
- Schacht, Hjalmar, Dr (1877-1970) 261, 311, 329, 330, 337, 338, 356, 359, 371, 375, 376, 379, 381, 384, 389, 393, 394, 397, 438, 450
- Schifrin, Alexander (1901-1951) 212
- Schirach, von, Baldur (1907-1974) 132, 261

- Schleicher, von, Kurt (1882-1934) 85, 87, 88, 119, 194, 209, 210, 236, 261
- Schmitt, Kurt (1881-1950) 326, 327, 328, 337, 345, 382
- Schneider-Landmann, Helmut 299, 354
- Schröder, von, Kurt (1889-1966) 25, 88
- Schwerin von Krosigk, Johann Ludwig [comte] (1887-1977) 234, 235, 463, 408
- Seldte, Franz (1882-1947) 234, 235
- Selzner, Claus (1899-1944) 299
- Serrigny, Bernard (général) (1870-1954) 377
- SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) 9, 17, 23, 29, 503
- Sforza, Carlo (comte) (1872-1952) 129
- Silone, Ignazio [Tranquilli, Secondo, dit] (1900-1978) 40, 69, 89, 119, 120, 186, 189, 198, 199, 211, 212, 225, 241, 256, 405, 408, 413, 414, 422, 463, 502
- Sismondi, Simonde de, (1773-1842) 165
- Smith, Gerald L. K. (1898-1976) 472, 495
- Société des Nations (SDN) 225, 321, 343
- Sorel, Georges (1847-1922) 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 285, 286, 305, 473
- Spartakus 108
- Spengler, Oswald (1880-1936) 135, 275, 279, 451, 473
- Spirito, Ugo (1896-1979) 181, 324
- Staline, Joseph (1879-1953) 10, 19, 20, 51, 501, 504
- Starace, Achille (1889-1945) 258
- Stavisky, Serge Alexandre (1886-1934) 16
- Stein, von, Heinrich, Friedrich, Karl (1757-1831) 107
- Stennes, Walter (1895-1989) 210
- Stinnes, Hugo (1870-1924) 81
- Strasser, Gregor (1892-1934) et Otto (1897-1974) 88, 142, 150, 161, 162, 171, 173, 175, 176, 177, 181, 182, 209, 226, 251, 261, 270, 275
- Streicher, Julius (1885-1946) 261, 265
- Stresemann, Gustav (1878-1929) 95
- Sturzo, Luigi (1871-1959) 340, 457, 458
- Suarez, Georges (1890-1944) 122

T

- Thälmann, Ernst (1886-1944) 212, 213
- Thaon di Revel, Paolo (amiral) (1859-1948) 229, 357
- Thomas, (général) 352, 378, 390
- Thyssen (groupe et famille) 77, 78, 81, 86, 128, 337
- Toeplitz, Giuseppe (1866-1938) 71, 76, 151
- Torgler, Ernst (1893-1963) 201, 202, 224
- Torrigiani, Domizio (1876-1932) 217, 231
- Toussenel, Alphonse (1803-1885) 151, 156
- Treitschke, von, Heinrich (1834-1896) 283, 285

Trendelenburg, Dr 261, 352
Trentin, Silvio (1885-1944) 232, 233
Trotski, Léon (1879-1940) 10, 14, 15, 17, 39, 40, 89, 97, 240,
442, 455, 477, 493, 495, 500, 501, 502
Turati, Filippo (1857-1932) 197, 215, 222
Turgot, Anne Robert Jacques (1727-1781) 165

U

Union italienne du Travail (Unione italiana del lavoro) 305

V

Valois, Georges (1878-1945) 99, 151, 211, 222, 232, 278, 291
Villeneuve-Bargemon, de, Alban (1784-1850) 165
Volpe, Gioacchino (1876-1971) 75, 112, 133, 134, 138, 149, 205,
231, 274, 441, 444

W

Wagener, Otto (1888-1971) 325, 326
Wagner, Adolf (1890-1944) 314, 467, 480, 490
Wechmar, von 261
Weil, Simone (1909-1943) 39, 119, 179, 503
Wels, Otto (1873-1939) 223
Wessel, Horst (1907-1930) 120
Winnig, August (1878-1956) 155, 177

Z

Zinoviev, Grigori [Radomylsky, dit] (1883-1936) 499, 501

TABLE DES MATIÈRES

QUAND LE FASCISME NOUS DEVAŒAIT	7
FASCISME ET GRAND CAPITAL	37
AVANT-PROPOS À LA PREMIÈRE ÉDITION (1936)	41
PRÉFACE DE MARS 1945	43
CHAPITRE I. LES BAILLEURS DE FONDS	57
1. EN ITALIE : POUR REPRENDRE AU PROLÉTARIAT LES CONCESSIONS FAITES AU LENDEMAIN DE LA GUERRE, MAGNATS DE L'INDUSTRIE LOURDE ET HOBREAUX SUBVENTIONNENT LES « FASCI »	66
2. LES BANDES FASCISTES AU SERVICE DU NATIONALISME : L'AVENTURE DE FIUME	69
3. À CETTE POLITIQUE S'OPPOSE CELLE DE L'INDUSTRIE LÉGÈRE	71
4. LA CRISE TARIT LA SOURCE DU PROFIT CAPITALISTE : LES MAGNATS LANCENT LE FASCISME À LA CONQUÊTE DU POUVOIR	72
5. LE « PLAN » DE GIOLITTI. L'ENSEMBLE DU CAPITALISME ITALIEN SUBVENTIONNE LA MARCHÉ SUR ROME	74
6. EN ALLEMAGNE : POUR REPRENDRE AU PROLÉTARIAT LES CONCESSIONS FAITES AU LENDEMAIN DE LA GUERRE, MAGNATS DE L'INDUSTRIE LOURDE ET HOBREAUX SUBVENTIONNENT LES « CORPS FRANCS »	76
7. LES « CORPS FRANCS » AU SERVICE DU NATIONALISME : BALTIKUM, REICHSWEHR NOIRE, ETC.	80
8. À CETTE POLITIQUE S'OPPOSE CELLE DE LA <i>FERTIGINDUSTRIE</i>	81
9. LA CRISE TARIT LA SOURCE DU PROFIT CAPITALISTE : LES MAGNATS LANCENT LE NATIONAL-SOCIALISME À LA CONQUÊTE DU POUVOIR	82
10. LE « PLAN » DE BRÜNING ET DE SCHLEICHER. L'ENSEMBLE DU CAPITALISME ALLEMAND LIVRE LE POUVOIR À HITLER	87
CHAPITRE II. LES TROUPES	89
1. LES CLASSES MOYENNES URBAINES. CLASSES MOYENNES ANCIENNES ET NOUVELLES. LES CLASSES MOYENNES SUBSISTENT, MAIS SE « PAUPÉRISENT » OU SE « PROLÉTARISENT »	89
2. LEUR CALVAIRE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE	92
3. POURQUOI LES CLASSES MOYENNES EN RÉVOLTE NE VONT-ELLES PAS AU SOCIALISME? POINTS DE DÉSACCORD ENTRE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ET CLASSES MOYENNES. CARENCE DU PROLÉTARIAT ORGANISÉ	96
4. LES PAYSANS	103
5. LES ANCIENS COMBATTANTS	112
6. LA JEUNESSE	114
7. PROLÉTAIRES SANS CONSCIENCE DE CLASSE	118
8. LES CHEFS À L'IMAGE DE LEURS TROUPES	120

CHAPITRE III. MYSTIQUE D'ABORD	123
POURQUOI LA PRIMAUTÉ DE LA MYSTIQUE?	123
1. LE FASCISME EST UNE RELIGION	125
2. LE CULTE DE « L'HOMME PROVIDENTIEL »	127
3. IDENTIFICATION DE CE CULTE AVEC CELUI DE LA PATRIE	131
4. LE CULTE DES MORTS	133
5. MYSTIQUE DE LA « JEUNESSE »	134
6. MYSTIQUE « ANCIEN COMBATTANT »	135
7. LA PROPAGANDE	136
8. CARENCE DU SOCIALISME SUR LE TERRAIN DE LA MYSTIQUE. IL NE RETROUVERA SA FORCE D'ATTRACTION QU'EN REDEVENANT RÉVOLUTIONNAIRE	140
CHAPITRE IV. LA DÉMAGOGIE FASCISTE	147
LE FASCISME PROPOSE À SES TROUPES UN « ANTICAPITALISME » PETIT-BOURGEOIS BIEN DIFFÉRENT DE L'ANTICAPITALISME SOCIALISTE	147
1. L'ANTICAPITALISME TRANSMUÉ EN NATIONALISME	148
2. L'ANTICAPITALISME TRANSMUÉ EN ANTISÉMITISME	150
3. LE FASCISME CONTRE LA BOURGEOISIE	154
4. LE FASCISME CONTRE LE CAPITAL DE PRÊT	155
5. LE FASCISME CONTRE LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE	159
6. RETOUR EN ARRIÈRE : AUTARCIE	161
7. RÉSURRECTION DES « CORPORATIONS »	163
8. CAS PARTICULIER : LES OUVRIERS CONSCIENTS ; LE FASCISME SE PRÉSENTE À EUX COMME PLUS SOCIALISTE QUE LE SOCIALISME	174
9. LE FASCISME S'AFFIRME LE PROTECTEUR DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DE LA CLASSE OUVRIÈRE	176
10. LE FASCISME ADMET LA GRÈVE ÉCONOMIQUE	177
11. LE FASCISME LAISSE UNE PORTE ENTROUVERTE VERS LA SOCIALISATION DES MOYENS DE PRODUCTION	179
12. VERS UNE TRANSFORMATION PROFONDE DE LA PROPRIÉTÉ	180
13. CAS PARTICULIER : LES PETITS PAYSANS ; LE FASCISME LEUR PROMET LE « PARTAGE DES TERRES »	182
CHAPITRE V. LA TACTIQUE FASCISTE	185
1. PREMIÈRE PHASE : LES BANDES FASCISTES « MILICES ANTILOUVRIÈRES »	185
2. QUE FAIT LE PROLÉTARIAT?	195
3. SECONDE PHASE : LE FASCISME À LA CONQUÊTE DU POUVOIR	202
4. QUE FAIT LE PROLÉTARIAT?	211
5. TROISIÈME PHASE : DE LA PRISE DU POUVOIR À LA DICTATURE	215
6. QUE FAIT LE PROLÉTARIAT?	222

CHAPITRE VI. GRANDEUR ET DÉCADENCE DES PLÉBÉIENS	227
1. PREMIÈRE PHASE : LES PLÉBÉIENS FASCISTES CONQUIÈRENT « TOUT LE POUVOIR », LE PARTI FASCISTE SE CONFOND AVEC L'ÉTAT	227
2. SECONDE PHASE : L'ÉTAT FASCISTE DOMESTIQUE LE PARTI FASCISTE, ÉLIMINE LES PLÉBÉIENS. LA « RÉVOLUTION » PLÉBÉIENNE S'ACHEMINE VERS UNE DICTATURE MILITAIRE-POLICIÈRE DU TYPE ANCIEN	238
3. NÉANMOINS, DANS UNE CERTAINE MESURE, L'ÉTAT DICTATORIAL DOIT CONSERVER UNE « BASE SOCIALE », DONNER DES SATISFACCTIONS DE FORME AUX PLÉBÉIENS, SE PRÉMUNIR CONTRE UN « PÉRIL DE DROITE »	255
CHAPITRE VII. LA VRAIE « DOCTRINE » FASCISTE	269
1. LA « DOCTRINE » FASCISTE N'EST AUTRE QUE LA VIEILLE IDÉOLOGIE RÉACTIONNAIRE	269
2. LE FASCISME NIE LE PROGRÈS	271
3. LE FASCISME ENNEMI DE LA RAISON	273
4. LE FASCISME CONTRE LA DÉMOCRATIE	276
5. LE FASCISME EXHUME LE VIEUX « PRINCIPE ARISTOCRATIQUE »	280
6. LE FASCISME RESSUSCITE L'ÉTAT-MOLOCH	282
7. LE FASCISME RÉHABILITE LA VIOLENCE	284
CHAPITRE VIII. LE FASCISME CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE	287
1. L'ÉTAT FASCISTE DÉTRUIT LES SYNDICATS, PARALYSE LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE	287
2. L'ÉTAT FASCISTE EXTIRPE TOUT VESTIGE DE LUTTE DE CLASSES DE SES PROPRES ORGANISATIONS « OUVRIÈRES »	304
3. LE MASSACRE DES SALAIRES	311
4. LE BLUFF DE « L'ÉTAT CORPORATIF »	317
CHAPITRE IX. POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU FASCISME	333
1. RESTITUTION AU CAPITALISME PRIVÉ DE MONOPOLES D'ÉTAT	335
2. EXONÉRATIONS FISCALES EN FAVEUR DU CAPITAL	339
3. L'ÉTAT FASCISTE INTERDIT L'OUVERTURE DE NOUVELLES INDUSTRIES	341
4. L'ÉTAT FASCISTE CONTRAINT LES PRODUCTEURS DISSIDENTS À ENTRER DANS DES « ENTENTES OBLIGATOIRES ». RIEN DE SOCIALISTE DANS CETTE INTERVENTION DE L'ÉTAT	343
5. L'ÉTAT FASCISTE RENFLOUE LES ENTREPRISES DÉFAILLANTES MAIS NE « SOCIALISE » QUE LEURS PERTES	346
6. L'ÉTAT DEVIENT LE PRINCIPAL CLIENT DE L'INDUSTRIE : GRANDS TRAVAUX PUBLICS DE PRESTIGE, COMMANDES DE « DÉFENSE NATIONALE »	352
7. D'OÙ VIENT L'ARGENT ? DANGERS DE L'INFLATION OUVERTE. L'ÉTAT PAIE AU MOYEN DE « PROMESSES DE PAIEMENT » À ÉCHÉANCES ÉCHELONNÉES. AUX ÉCHÉANCES, L'ÉTAT S'ACQUITTE EN EMPRUNTANT À LONG TERME : GRÂCE AU CONTRÔLE QU'IL EXERCE SUR LES CAISSES D'ÉPARGNE ET LES BANQUES, IL PEUT MOBILISER LES ÉCONOMIES DES ÉPARGNANTS. RECOURS À L'IMPÔT	358

8. LA MONNAIE NATIONALE EN VASE CLOS	368
9. L'ÉCONOMIE NATIONALE EN VASE CLOS	371
10. « ÉCONOMIE DE GUERRE ». L'ÉTAT DIRIGE, MAIS QUI DIRIGE L'ÉTAT? LE VÉRITABLE RÔLE DES « CORPORATIONS » ET « GROUPES PROFESSIONNELS »	380
11. LES PLÉBÉIENS VOUDRAIENT PROFITER DES CIRCONSTANCES POUR ÉTATISER L'ÉCONOMIE. MAIS LES MAGNATS CAPITALISTES S'Y OPPOSENT	384
12. MALAISE ET CONTRADICTIONS	390
13. LES SACRIFIÉS : L'INDUSTRIE LÉGÈRE	395
14. LES SACRIFIÉS : LES CLASSES MOYENNES	396
CHAPITRE X. POLITIQUE AGRICOLE DU FASCISME	403
1. L'ÉTAT FASCISTE NE PARTAGE PAS LES GRANDS DOMAINES. IL FAVORISE, AU CONTRAIRE, LA RECONSTITUTION DE LA GRANDE ET MOYENNE PROPRIÉTÉ ...	404
2. L'ÉTAT FASCISTE AIDE LES GRANDS PROPRIÉTAIRES À RÉDUIRE À NOUVEAU LES JOURNALIERS AGRICOLES EN ESCLAVAGE	411
3. À EXPLOITER PLUS DUREMENT PETITS FERMISERS OU MÉTAYERS	418
4. L'ÉTAT FASCISTE ACCORDE AUX GRANDS ET MOYENS PROPRIÉTAIRES TOUTES SORTES D'EXONÉRATIONS FISCALES.	421
5. LA POLITIQUE AGRICOLE DU FASCISME EN MATIÈRE DE DOUANES ET DE PRIX FAVORISE SURTOUT LA GRANDE CULTURE	427
6. L'ÉTAT FASCISTE NE LIBÈRE PAS LE PAYSAN DE L'EMPRISE DU CAPITALISME; IL FAVORISE AU CONTRAIRE LA PÉNÉTRATION DU CAPITALISME À LA CAMPAGNE ..	436
CONCLUSION. QUELQUES ILLUSIONS À DISSIPER	439
1. POLITIQUEMENT, LE FASCISME N'EST PAS « PROGRESSIF ». SON POUVOIR DE DURER : CENTRALISATION À OULTRANCE, ORGANISATION SCIENTIFIQUE DE LA POLICE, FRAGMENTATION FORCÉE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, MAINMISE SUR LA JEUNESSE	439
2. MÊME SOUS LA FORME D'UNE PURE DICTATURE MILITAIRE, L'ÉTAT AUTORITAIRE RISQUE DE DURER	448
3. ÉCONOMIQUEMENT, LE FASCISME N'EST PAS D'AVANTAGE « PROGRESSIF ». SA VRAIE NATURE	453
4. SUR LE PLAN INTERNATIONAL, IL NE FAIT QU'AGGRAVER LES ANTAGONISMES IMPÉRIALISTES ET HÂTER L'HEURE DE LA « CHUTE DANS LA BARBARIE »	456
5. LE FASCISME EST UN PHÉNOMÈNE NON PAS LOCAL, MAIS DE CARACTÈRE UNIVERSEL	457
6. FASCISME OU SOCIALISME	459
POSTFACE	461
À PROPOS DE QUELQUES MILITANT(E)S OUBLIÉ(E)S	499
INDEX	505

Daniel GUÉRIN
Fascisme et grand capital

Postface de Dwight MACDONALD,
traduite par Frédéric COTTON

Édition préparée par
Bruno BARTKOWIAK, Charlotte DUGRAND,
Nilala HADDADI, Charles JACQUIER,
Nicolas NORRITO

Design graphique et maquette
par LE STUDIO AMÉRICAIN, Toulouse
www.le-studio-americaain.com

Éditions LIBERTALIA
21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
www.editionslibertalia.com
Indicatif éditeur : 978-2-9528292

Diffusion et distribution :
HARMONIA MUNDI *livre*

*Reproduit et achevé d'imprimer
par l'imprimerie La Source d'or
à Clermont-Ferrand, le 13 octobre 2017
Deuxième tirage
Dépôt légal : 2^e trimestre 2014
Imprimé en France*



Imprimeur n° 19763N